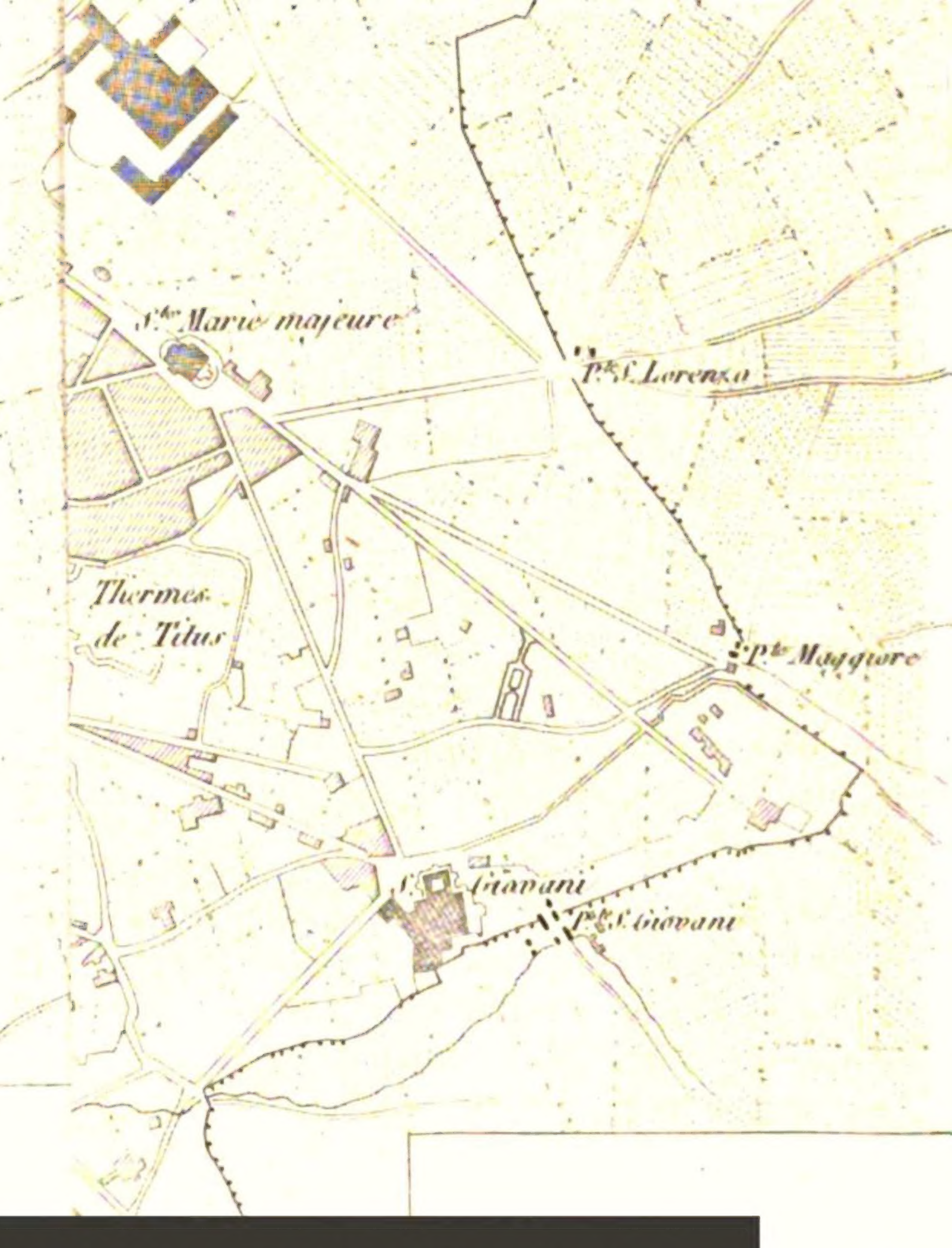
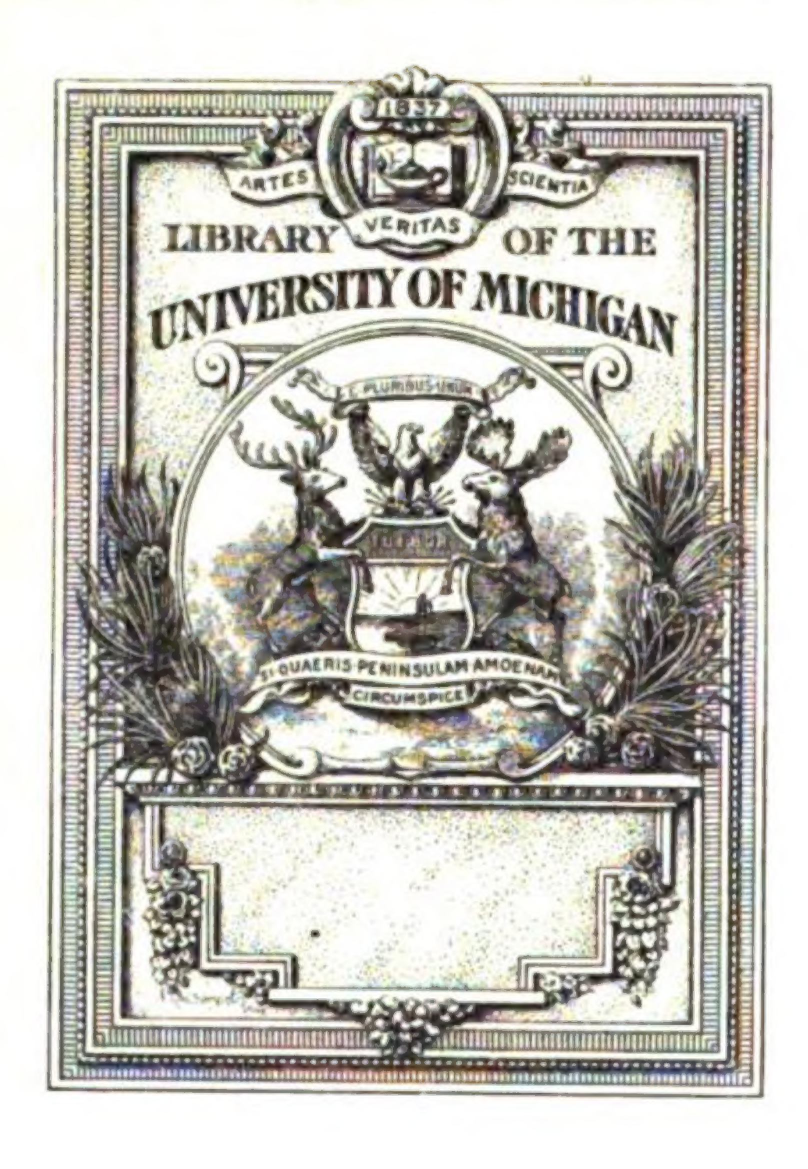


Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français ...




1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



VICTOIRES
CONQUÊTES
DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES
DES FRANÇAIS
DEPUIS 1792

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT AU MESNIL (EURE).

Beauvais de Préau, Charles Théodore

VICTOIRES
CONQUÊTES
DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES
DES FRANÇAIS
DEPUIS 1792

NOUVELLE ÉDITION

TOME QUATRIEME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES
Imprimeurs-Libraires de l'Institut
RUE JACOB, 56

1855

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS

Depuis 1792.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE XVIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse des bords de la Nab sur Schweinfurt, et combats de Teining, de Neumarck et d'Amberg. — L'armée de Rhin-et-Moselle passe le Danube. Passage du Lech. Combat de Friedberg. Marche du général Moreau en Bavière. Combat de Geisenfeld, etc. — Continuation du blocus de Mantoue. Combat de Serravalle. Combat de Roveredo. Occupation de la ville de Trente. — Retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; combat de Neuburg, etc., etc., etc.

On peut diviser la campagne de 1796, en Allemagne, en deux périodes : la première se termine, pour les deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, au mois d'août, sur le Danube et sur la Nab. Il nous reste maintenant à décrire les événements qui signalerent les derniers mois de cette campagne. Obligées de se retirer sur le Rhin, les armées de Moreau 1796—an IV.

1796 – an IV. et de Jourdan n'effectuèrent point cette retraite sans profit pour leur gloire. Habituées à des triomphes presque continuels, les troupes de la république vont prouver maintenant qu'elles ne perdirent rien de leur énergie dans des moments difficiles et décourageants, et qu'elles savaient souvent justifier à propos la confiance que leurs chefs plaçaient en leur dévouement.

31 août. (15 fructid.) Allemagne. *Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse des bords de la Nab sur Schweinfurt, et combats de Teining, de Neumarck et d'Amberg.* — On a vu, dans le tome troisième, que l'archiduc Charles, se considérant comme vaincu à Neresheim, avait jugé convenable de mettre le Danube entre les armées française et autrichienne. Cette disposition, qui faisait partie du plan de campagne qu'il avait d'abord médité après ses premiers échecs, ne pouvait pas lui faire perdre de vue le projet de se réunir avec le général Wartensleben. Celui-ci, par l'effet de la marche victorieuse de l'armée de Sambre-et-Meuse, à travers un pays si hérissé de difficultés de toute nature, se trouvait placé derrière la rivière de Nab, où nous l'avons laissé. Sa position était critique : Jourdan allait bientôt franchir la faible barrière opposée à l'opiniâtre aggression de ses soldats; déjà ce général se préparait à attaquer vigoureusement son adversaire pour le forcer à se replier sur Ratisbonne, ou à se jeter en Bohême. La division Bernadotte, dirigée par Jourdan du côté de Neumarck, dans le dessein de se lier avec l'armée de Rhin-et-Moselle, suffisait pour tenir en observation les troupes légères de l'armée du prince Charles; et peut-être cette disposition, qu'on a blâmée, aurait-elle amené des résultats plus brillants si le général Moreau eût, de son côté, suivi activement les mouvements de l'armée qui lui était opposée.

Il devient assez difficile d'expliquer les motifs qui purent empêcher le général de l'armée du Rhin de tirer un plus grand parti des avantages qu'il venait de recueillir de la bataille de Neresheim; car il était en mesure de s'avancer beaucoup plus qu'il ne le fit pour essayer de se joindre à l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette dernière, d'après les ordres réitérés du Directoire, se trouvait avoir dépassé la ligne qu'occupait, sur le Danube, l'armée de Rhin-et-Moselle, et n'était plus conséquemment à sa hauteur; et c'est encore ici l'occasion de faire remar-

quer le tort grave qu'avait eu le gouvernement républicain en ne mettant pas sous la direction d'un seul général les mouvements de ses deux armées en Allemagne. Le général Jourdan a signalé lui-même cette faute, et il a été le premier à reconnaître que la réunion des commandements dans une seule main était le meilleur, l'unique moyen, peut-être, d'atteindre le but que se proposait le Directoire. On n'eût point vu alors l'une de ces armées rester en arrière, tandis que l'autre s'avançait trop vite. Marchant sur un plan parallèle, ces deux grands corps eussent facilement opéré leur jonction, et la république eût obtenu, dans cette hypothèse, les mêmes avantages qu'une manœuvre semblable allait procurer à l'Autriche. 1796 – an IV. Allemagne.

En effet, le prince Charles, s'apercevant, après la bataille de Neresheim, que Moreau ne mettait point à le poursuivre la vigueur qu'on était en droit d'attendre d'un général victorieux, ne différa point de tirer parti de ces retards, et résolut de marcher rapidement à la rencontre de Wartensleben, afin d'opérer, avec ce général, une jonction qu'il regardait depuis longtemps comme la seule mesure qui pût rétablir les affaires de l'Autriche en Allemagne. Concentrer ses forces, tomber avec elles sur le général Jourdan, le forcer à la retraite, revenir ensuite, avec la même masse, sur l'armée de Moreau, tel fut l'objet de l'archiduc. L'événement justifia le bonheur de cette combinaison.

A cette époque (vers le 10 août), Wartensleben était encore à Amberg, et l'archiduc, ainsi que nous l'avons rapporté, avait donné l'ordre à ce général de se maintenir dans sa position actuelle le plus longtemps possible. Pendant ce temps, le prince, décidé à faire tous ses efforts pour parvenir jusques à son lieutenant, se mit à la tête de dix-huit bataillons et cinquante-six escadrons, toutes troupes d'élite, formant un effectif de 28,000 hommes, et s'avança rapidement en longeant la rive droite du Danube. Vingt-six bataillons et quarante-six escadrons, formant un total d'à peu près 30,000 combattants, en y comprenant le corps de Condé, restèrent sous le commandement du général Latour, avec ordre d'observer les bords du Lech et le Vorarlberg, afin d'en imposer au général Moreau, et de lui dérober le mouvement de l'archiduc.

Le 15 août, le prince vint camper à Niederhausen. Un dé-

1796 — an IV. Allemagne. tachement de 200 chevaux marcha sur la rive gauche du Danube, afin de communiquer avec un autre détachement de l'armée de Wartensleben établi à Eichstädt. Trois bataillons et six escadrons partis d'Ingolstadt, sous les ordres du général O'Reilly, se réunirent à deux bataillons envoyés par Wartensleben, et vinrent joindre le général Nauendorf, occupé à tenir en échec la division Bernadotte vers Neumarck. Le 16 août, l'archiduc arriva à Ingolstadt avec quinze bataillons et vingt-trois escadrons, pendant que dix bataillons et dix-sept escadrons, commandés par le général Hotze, atteignaient Neuburg, et occupaient la rive droite du Danube. Le lendemain, ces deux colonnes (de l'archiduc et de Hotze) passèrent le Danube à Ingolstadt et Neuburg.

Mais sur ces entrefaites, la position de Wartensleben avait changé d'aspect. Les combats d'Amberg, de Sulzbach et de Wölfering avaient mis le général autrichien dans la nécessité de céder le terrain au général Jourdan, et de chercher un asile derrière la Nab. Ces circonstances déterminèrent l'archiduc à changer son plan d'opérations. Le 18 août il fit marcher ses troupes sur Kösching, et poussa ses avant-gardes jusques à Denkendorf. Quelques partis qu'il avait précédemment envoyés sur l'Altmühl vinrent se lier avec les troupes du général Nauendorf, qui, réuni alors au général O'Reilly, prit position à Villenhofen, et plaça des postes sur le Teiningersberg, à Vilburg et Parsberg.

Le prince avait l'intention de quitter, le 20 août, son quartier général de Schamhaupten pour venir, vers Dietfurt, joindre le général Nauendorf; mais il reçut des dépêches de Wartensleben qui l'engagèrent à presser sa marche, qu'il continua, le 19, sur deux colonnes. Six bataillons et onze escadrons, sous les ordres de Hotze, se portèrent sur Dietfurt, et le prince de Lichtenstein, avec trois bataillons et vingt-deux escadrons de troupes légères, marchant d'abord avec cette première colonne, s'avança ensuite à Beilengries. La seconde colonne, conduite par l'archiduc, était forte de quinze bataillons et vingt-neuf escadrons. Elle s'avança par Riedenburg, afin de se joindre à Nauendorf, par la route la plus courte, et s'emparer de la chaussée de Ratisbonne. Toutefois cette même colonne rencontra quelques

obstacles qui l'empêchèrent de parvenir à Hemmau, où elle devait s'arrêter avant le 20. Le général Hotze fut plus heureux ; ses troupes arrivèrent, le même jour, à Bellengries, et son avant-garde, aux ordres du prince de Lichtenstein, poussa jusques à Pollanden. En occupant ce dernier point, les troupes légères autrichiennes se trouvaient en présence de celles de Bernadotte. 1796 — an IV. Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, réunie sur la Nab, allait, comme nous l'avons dit plus haut, traverser cette rivière pour continuer son mouvement offensif, lorsque les officiers dépêchés par le général Bernadotte apprirent au général Jourdan le mouvement du prince Charles, et l'éclairèrent sur les dangers auxquels cette manœuvre allait tout à coup l'exposer. La réunion des 28,000 hommes d'élite du prince avec le corps de Wartensleben mettait, en effet, le général français dans l'impossibilité de continuer ses opérations sur ce dernier, et le forçait, pour ainsi dire, à un mouvement rétrograde. Cependant, avant de prendre cette dernière détermination, Jourdan voulut attendre les nouvelles du général Moreau, connaître la position de ce dernier et ses projets ultérieurs. Moreau écrivit à Jourdan qu'il avait passé le Danube à Dillingen, qu'il poursuivait l'ennemi sans relâche, et qu'il saurait empêcher l'archiduc d'opérer sa jonction avec Wartensleben. Ces promesses positives dissipèrent, pour un instant, les inquiétudes du général de l'armée de Sambre-et-Meuse, et il crut devoir garder sa position sur la Nab. Moreau ne se trouva pas en mesure de tenir ce qu'il avait promis. L'archiduc avait déjà trop d'avance pour que le général de l'armée de Rhin-et-Moselle pût nuire à son mouvement, et Moreau crut devoir se borner à tenir en échec l'armée du général Latour, dont il ne connaissait point encore la force positive, sur le Lech.

Cependant l'archiduc se déterminait à attaquer la division Bernadotte. Le succès de cette attaque eût été certain si les troupes autrichiennes eussent marché plus vite sur Ingolstadt. Le général Bernadotte, en faisant prévenir le général Jourdan, eut le temps de faire des dispositions pour soutenir le choc des Autrichiens. Le général Hotze s'était d'abord contenté d'envoyer quelques partis par Eichstädt, Kupfenberg et Cunting, jusques

1796 — an IV. Allemagne.

à la route de Nuremberg. Bernadotte profita de cette imprudence, attaqua les Autrichiens à Teining et Telwang, les défit et coupa leurs communications avec l'avant-garde du général Nauendorf. L'archiduc rétablit une communication par Utthofen, qu'il fit occuper, et Nauendorf vint prendre position à Kematen pour rester lié avec Wartensleben.

Bernadotte craignit d'être compromis à Telwang, et fit évacuer ce poste pendant la nuit du 20 au 21. Il n'avait avec lui que 6,000 hommes d'infanterie et 1,200 de cavalerie. Cette faiblesse numérique exigeait qu'il manœuvrât avec circonspection. Il se concentra donc, dans la position de Teining, sur la Laber, espèce de ruisseau marécageux qui couvrait son front ; sa gauche s'appuyait à Leydenbach, et sa droite à Traumfeld. Il devait s'attendre à être promptement attaqué ; mais l'archiduc, toujours par suite de la prudence autrichienne, ne marchait qu'avec les précautions qu'aurait seule justifiées la présence de toute l'armée française. Il s'avança, le 22, avec la plus grande partie de ses forces, pour reconnaître la position de son adversaire. Ce mouvement d'ailleurs peu prononcé mit Bernadotte à même de pouvoir compter les forces auxquelles il avait affaire, et de se convaincre, tout de suite, que les marais de la Laber ne le garantissaient point des dangers de l'attaque méditée. Il fit replier ses avant-postes sur Teining, et se retrancha sur les hauteurs qui dominent ce dernier village.

L'archiduc, en raison de la supériorité de ses troupes, eût pu facilement cerner et enlever la division Bernadotte ; mais, au lieu de pousser la colonne du général Hotze sur Teining, il la laissa s'avancer dans la vallée de la Sultz, et n'employa, contre les Français, que les troupes rassemblées par lui à Hernried. L'attaque de la position de Teining se fit de front et avec beaucoup de vigueur ; mais elle fut reçue avec une égale valeur, et les Autrichiens furent d'abord repoussés. L'archiduc changea alors ses dispositions. Il reforma ses troupes sur trois colonnes : protégés par une batterie placée sur le Teiningersberg, trois bataillons attaquèrent le village par la chaussée, deux autres bataillons et six escadrons inquiétèrent la droite par une fausse attaque sur Singhofen. La troisième colonne s'efforça de pénétrer par le défilé, entre Teining et Leichtenbach. Ces atta-

ques, poussées avec opiniâtreté pendant le reste de la journée, n'eurent pas plus de succès que la première. Bernadotte, dont les troupes étaient dévouées et remplies d'ardeur, fit face sur tous les points, repoussa les assaillants avec perte, et conserva sa position.

Cet échec aurait dû montrer à l'archiduc l'inconvénient grave de n'avoir pas réuni toutes ses forces, et il était présumable qu'il chercherait à réparer cette faute; aussi le général français, craignant pour le lendemain une attaque encore plus sérieuse par les troupes réunies de son adversaire, prit le parti d'évacuer Teining pendant la nuit, et vint se poster sur les hauteurs boisées, en arrière de la ville de Neumarck. Il eût dû, peut-être, continuer son mouvement rétrograde jusque sur Altdorf; mais, pensant que le général Moreau, d'après la teneur de sa dépêche à Jourdan, pouvait s'être porté à la poursuite de l'archiduc, Bernadotte crut convenable d'arrêter ce dernier, dans le double but de donner à Moreau le temps de joindre l'arrière-garde du prince, et de laisser au général Jourdan le loisir de méditer un plan qui pût empêcher la réunion des deux corps autrichiens. Il s'arrêta donc à Neumarck pour y attendre l'archiduc, et il se promit une résistance au moins aussi glorieuse que celle qu'il venait de faire à Teining. Il plaça son avant-garde à Neumarck, sa droite derrière Pœtting, et sa gauche derrière Blanhof.

Le 23 août, au matin, les Autrichiens s'avancèrent sur plusieurs points. Le général Hotze avait reçu l'ordre de se mettre en marche, à minuit, de Pollanden et de Berching. Sept bataillons et neuf escadrons arrivèrent par la route de Neumarck. Un bataillon et deux escadrons prirent à droite, par les hauteurs de Watersdorf, pour couvrir le flanc droit de cette colonne, et conserver les communications avec le prince Charles. Dix bataillons furent détachés, de Griesbach par Freystadt contre Postbauer, pour marcher sur la route de Nuremberg, et y répandre l'alarme. L'archiduc, à la tête de dix autres bataillons et vingt-quatre escadrons, s'avança par la route de Teining à Neumarck. Cette démonstration parut toutefois trop sérieuse à Bernadotte pour qu'il persistât dans son dessein d'attendre l'ennemi. Lorsque le général Hotze fit filer quelques

1796 — an IV. Allemagne. troupes sur la gauche de Neumarck, pour tourner cette petite ville, le général français fit retirer son avant-garde. Hotze continua à marcher sur la route de Nuremberg, jusques à la hauteur du flanc droit de Bernadotte. La colonne de l'archiduc se joignit à celle de Hotze dans Neumarck, et toutes deux commençaient à se déployer sous le feu très-vif de leur artillerie, lorsque Bernadotte, reconnaissant plus que jamais l'immense supériorité des forces ennemies, se décida à se replier par la forêt sur les hauteurs de Perg, position où il espérait se défendre avec plus d'avantage. Les Autrichiens firent de vains efforts pour s'opposer à ce mouvement rétrograde, qui s'effectua dans le plus grand ordre. Bernadotte avait laissé sa cavalerie à la lisière du bois, pour couvrir sa marche; et ces escadrons intrépides, en butte au feu meurtrier de l'artillerie autrichienne, en imposèrent assez aux troupes qu'ils avaient devant eux pour donner à l'infanterie le temps d'occuper la position de Perg. Alors les nombreux bataillons ennemis se déployèrent de nouveau. Après avoir débouché, la cavalerie autrichienne inonda la plaine entre la forêt et la position qu'occupaient les Français. Une vive canonnade s'engagea, de part et d'autre, jusques à la nuit. Bernadotte jugea qu'il devait se retirer sur Altdorf, en avant de Lauf. Il ne fut suivi que par six bataillons et onze escadrons de la colonne de Hotze, qui vinrent s'établir à Hochdorf. Sur ces entrefaites, le prince de Lichtenstein, arrivé à Postbauer, avec deux bataillons et seize escadrons, reçut l'ordre de se porter sur Nuremberg, afin de s'emparer de cette ville et de la route qui conduit à Würtzburg. L'archiduc resta à Neumarck pour disposer l'opération décisive qu'il méditait et dont les manœuvres précédentes n'avaient été assez mal à propos que des préludes insignifiants; car il eût été plus convenable de marcher vivement au but, au lieu d'avertir ainsi par des attaques trop peu vigoureuses les Français du danger qui les menaçait. Toutefois, l'archiduc avait informé Wartensleben des progrès de sa marche dans les journées des 22 et 23, en lui ordonnant de se tenir prêt à repasser la Nab aussitot qu'il s'apercevrait du mouvement rétrograde des troupes de Jourdan, et d'attaquer, dans tous les cas, le lendemain, parce qu'il devait, lui archiduc, déboucher sur Amberg par Castel,

afin de prendre l'armée de Sambre-et-Meuse par derrière et en flanc, tandis que des détachements la préviendraient aux défilés de la Pegnitz.

En apprenant l'arrivée de l'archiduc sur la division Bernadotte, Jourdan s'était hâté d'envoyer au secours de ces troupes la réserve commandée par le général Bonnaud. Le général en chef espérait que ce renfort arriverait assez à temps pour joindre Bernadotte à Teining, ou du moins à Neumarck : dans le cas contraire, Bonnaud avait ordre de se retirer sur Pfaffenhofen, et de là sur Amberg, pour couvrir la droite de l'armée. Mais la marche du général Bonnaud fut retardée par des chemins affreux, et ce mouvement, rendu inutile par un tel contretemps, faillit devenir fatal à l'armée française. L'archiduc eût peut-être réussi à couper la division Bernadotte et la réserve de Bonnaud s'il eût pressé davantage sa marche. Jourdan, ayant appris les résultats de la journée du 23, c'est-à-dire la retraite de Bernadotte, et l'embarras du général Bonnaud, recevant en même temps des renseignements assez précis sur les forces que l'archiduc amenait avec lui et ne comptant plus sur l'effet des promesses de Moreau, Jourdan, disons-nous, vit bien qu'il ne pouvait pas rester dans sa position sur la Nab, exposé, comme il l'était, à être attaqué par des troupes aussi nombreuses. Le prince Charles réunissait alors 66,000 hommes, dont 20,000 de cavalerie. L'armée française ne s'élevait pas à plus de 42,000 combattants, dont une partie se trouvait déjà compromise. Une retraite prompte et effectuée avant l'attaque simultanée de l'archiduc et de Wartensleben était donc le seul moyen qui restât au général français pour éviter une déconfiture presque inévitable. Jourdan éprouva avec amertume, pour la troisième fois dans l'espace d'une année, la dure nécessité de faire rétrograder son armée victorieuse, et de lui faire traverser cent lieues de pays ennemi, pour revenir sur les bords de ce même fleuve qu'il avait passé avec gloire.

L'armée de Sambre-et-Meuse quitta les rives de la Nab, le 23 août, à onze heures du soir. Le parc d'artillerie et les équipages furent sur-le-champ dirigés sur Sulzbach. Les troupes avaient ordre de suivre la même direction ; et, afin d'éviter un engagement toujours dangereux dans un commencement de retraite,

1796 — an IV. Allemagne.

Jourdan espérait, en forçant la marche de ses divisions, atteindre, dans la journée du lendemain, le village de Sulzbach. Mais, au moment même où le général en chef se mettait en marche avec le quartier général, il reçut des nouvelles de la réserve du général Bonnaud, qui lui apprirent que ce corps avait été arrêté, dans son mouvement, par des obstacles presque insurmontables. Jourdan dépêcha alors plusieurs officiers en ordonnance, pour ordonner à Bonnaud de faire sa retraite de Castel sur Pacheltsfeld; mais des nuées de hussards ennemis qui tenaient la campagne ne laissèrent point parvenir ces courriers au général Bonnaud. Celui-ci, dans ses premières instructions, avait l'ordre de marcher sur Amberg dans le cas où il ne pourrait pas joindre le général Bernadotte; et Jourdan se vit obligé de prendre cette direction, afin de rallier la réserve et l'empêcher d'être accablée par l'ennemi. La division Lefebvre suivit seule la première direction donnée, et continua de se retirer par la route de Nabburg sur Sulzbach, où elle prit position entre ce dernier village et Hirschau. Les divisions Championnet et Grenier prirent position le 24, dans la matinée, en arrière d'Amberg, sur la rive droite de la Vils, et la division Collaud à gauche de la même ville, sur la rive gauche. Le général Ney couvrait cette position, placé en avant-garde dans la plaine. De cette manière, les trois divisions se trouvaient établies sur une même ligne, la droite vers Haag, et la gauche à Ederfelden, afin d'être en mesure de continuer la retraite après qu'elles auraient recueilli la division de cavalerie du général Bonnaud.

Jourdan ne tarda point à être informé, par des ordonnances de Bonnaud, que ce général débouchait par la droite sur la route de Castel, après avoir repoussé les partis ennemis qui coupaient les communications, mais qu'il était poursuivi par une colonne formidable, composée d'infanterie et de cavalerie. C'était celle du général Nauendorf, soutenue de la majeure partie des forces de l'archiduc, qui, parti de Neumarck avant le jour, avait déjà dépassé les défilés de Castel. Bonnaud réussit néanmoins à se joindre au gros de l'armée au moment où les colonnes ennemies commencaient à déboucher sur la Vils, et lorsque même plusieurs escadrons, après avoir passé cette rivière à Langfeld, se déployaient à la hauteur de Wöfering.

Cependant Wartensleben avait exécuté les ordres du prince Charles. Aussitôt qu'il aperçut le mouvement rétrograde de Jourdan, il fit ses dispositions pour marcher à la poursuite des Français. Il effectua, à midi, le passage de la Nab sur plusieurs points, et, dans la soirée, il arriva en présence de l'armée de Sambre-et-Meuse, par la route de Schwartzenfeld. 1796 — an IV. Allemagne.

L'intention du général Jourdan, dans une position désavantageuse et qu'il n'avait prise que pour secourir sa réserve compromise, n'était pas de recevoir le combat que l'archiduc se disposait à livrer. On vient de voir que le général français avait distribué ses troupes sur la Vils de manière à pouvoir continuer sa retraite aussitôt que le but du crochet qu'il venait de faire serait atteint. La division Bonnaud venait de se rallier à l'armée; Jourdan donna l'ordre de continuer le mouvement de Sulzbach.

Mais les dispositions de l'archiduc étaient déjà prises pour commencer l'attaque. Le mouvement des troupes autrichiennes n'était point, comme celui de Jourdan, l'effet d'une circonstance particulière; il avait été positivement combiné, et se trouvait ponctuellement exécuté.

Dix bataillons et vingt-quatre escadrons, sous les ordres du général Kray et formant la droite du corps de Wartensleben, s'avancèrent de Schwartenzfeld, par Etschdorf et Ascha, sur les hauteurs de la Sainte-Trinité, à droite de la ville d'Amberg. Le centre, fort de quatorze bataillons et trente-deux escadrons, et commandé par Wartensleben lui-même, se porta sur la route de Schwartzenfeld à Amberg; et la gauche, aux ordres du général Staader, formée par neuf bataillons et vingt-un escadrons, marcha de Schwandorf sur Langfeld, pour y passer la Vils et donner la main au corps de l'archiduc.

Plus l'ennemi montrait d'empressement à attaquer, et plus le général Jourdan mit d'activité à éviter un combat désavantageux. Il n'y eut que la colonne du centre qui atteignit l'avant-garde du général Championnet, formant alors l'arrière-garde, au moulin d'Haselmühl, près de Käffering, et qui réussit à l'en déposter. Le général Klein, qui commandait cette avant-garde, se trouva, par cette attaque, coupé de la division, et dut se retirer sur Hersbruck, par Pacheltsfeld. Ce mouvement du centre

1796 — an IV. Allemagne.

de Wartensleben, eut pour résultat de lier les troupes de ce général avec celles de l'archiduc, qui, de son côté, après avoir entièrement débouché des défilés de Castel, avait repoussé la division Bonnaud, chargée par Jourdan de couvrir la retraite de l'armée. Le général Bonnaud résista vigoureusement aux attaques de l'archiduc, en ne cédant le terrain que pied à pied, et faisant volte-face toutes les fois que l'ennemi le pressait de trop pres.

Le gros de la division Championnet (nous venons de dire que l'avant-garde s'en trouvait séparée) et la division Grenier exécutèrent leur retraite avec le calme et la précision d'où dépend le succès de ces sortes d'opérations. Mais la division Collaud, qui malheureusement n'avait pas achevé de passer la Vils lorsque Jourdan ordonna de continuer la retraite, fut suivie avec plus de chaleur que les autres. Le général Collaud s'étant arrêté sur les hauteurs de la Trinité pour reformer ses troupes un peu dispersées et ébranlées, s'y vit attaqué par la droite des Autrichiens, que commandait le général Kray. Il réussit néanmoins à quitter sa position pour se remettre en marche, d'après l'ordre que lui transmit le général Jourdan. Toutefois le général Ney, qui commandait l'arrière-garde de cette division, se jeta sur les Autrichiens avec son impétuosité ordinaire, et réussit à les contenir assez longtemps pour que le reste de la division effectuât, sans perte, le passage de la Vils. Lui-même avait évacué Amberg et se retirait en bon ordre, toujours en combattant, lorsqu'il se vit tout à coup entouré et cerné par l'innombrable cavalerie autrichienne, qui accourait sur les derrières de l'armée française. L'intrépide général ne démentit point, dans cette occasion, la haute réputation qu'il s'était déjà acquise dans l'armée française et chez les ennemis. Il opposa pendant longtemps la plus héroïque résistance aux efforts sans cesse renouvelés de ses adversaires; voyant qu'il lui devenait impossible de sauver l'infanterie qu'il avait avec lui, il réunit ses escadrons, fit une charge impétueuse sur ceux qui l'environnaient, et parvint à se faire jour le sabre à la main. L'infanterie, qui consistait en deux bataillons de la 23e demi-brigade commandés par le chef de bataillon Deshayes, au lieu de mettre bas les armes, par l'effet d'une de ces résolutions héroïques si com-

munes aux soldats français, voulut se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le vaillant Deshayes forma sa troupe en bataillon carré, et lui fit prêter le serment de mourir plutôt que de déposer ses armes. La cavalerie autrichienne fournit plusieurs charges inutiles contre cette masse inébranlable. Un feu terrible repoussait à chaque fois les assaillants, et jonchait la terre d'hommes et de chevaux. Dans sa situation désespéré, Deshayes pense à se faire un rempart des cadavres qui l'entourent en les amoncelant les uns sur les autres. Il fallut que les Autrichiens fissent avancer de l'artillerie pour battre en breche cette horrible forteresse. Lorsque enfin le canon eut écarté l'obstacle qui s'opposait au choc de la cavalerie et éclairci les rangs de ces guerriers magnanimes, le général Werneck, a la tête d'un régiment de cuirassiers, entama une nouvelle charge, enfonça le carré, et sabra tous ceux que le canon avait épargnés. 700 braves, la plupart criblés de blessures, couverts de sang et dans l'impossibilité de se défendre davantage, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Le surplus avait péri victime d'un dévouement dont nos fastes militaires offrent peu d'exemples aussi remarquables. Deshayes lui-même, presque expirant des blessures nombreuses qu'il avait reçues, était au nombre des prisonniers; mais la douleur de se voir entre les mains de ceux qu'il avait juré de vaincre et de survivre à la plus glorieuse des défaites aggrava promptement l'état de ce héros; et quelques jours après cette action mémorable il mourut, emportant dans la tombe les regrets de tous ses compagnons d'armes et la haute estime des ennemis qu'il avait si vaillamment combattus.

Pendant ce combat, le général Jourdan avait fait prendre position a son armée sur les hauteurs en avant et en arrière de Sulzbach. La division Grenier fut détachée sur Pacheltsfeld pour couvrir la droite; celle de Championnet s'établit sur le plateau à droite de Sulzbach, et celle de Collaud resta en avant de la ville. L'armée autrichienne bivouaqua à Amberg et aux environs. Cette journee avait coûté plus de 2,000 hommes a l'armée française. La perte des Autrichiens fut un peu moins considérable.

Quoique le général Jourdan eût réussi à se retirer devant des forces supérieures, sa situation n'en était pas moins em-

1796 — an IV. Allemagne.

barrassante. L'archiduc, en partant de Neumarck, avait ordonné au général Hotze de marcher sur la division Bernadotte; et le général Sztarray, avec dix bataillons et douze escadrons, devait suivre ce mouvement à quelque distance. Ces forces étaient trop considérables pour qu'il ne fût pas à craindre que la division se trouvât compromise. Cet événement était d'autant plus à craindre que le bataillon qui gardait Nuremberg, attaqué par le prince de Lichtenstein, avait été obligé de se retirer sur Forchheim. Toutefois, le général Hotze mit tant de lenteur à effectuer son mouvement que Bernadotte put facilement éviter le danger qui le menaçait. Attaqué mollement a Lauf, le 24 août, il tint tête à Hotze, et garda sa position jusques à la nuit; mais s'étant aperçu que les Autrichiens étaient maîtres de la communication de Nuremberg à Forchheim, il crut devoir se retirer, afin d'arriver sur la Wiesent avant l'ennemi. Le 25 au matin, il prit position auprès de Forchheim.

L'occupation de Lauf par le général Hotze rendait cependant la retraite de l'armée française, par la grande route qui traverse cette ville, extrêmement difficile. Il ne restait plus qu'un chemin de traverse qu'on pût suivre : c'était celui de Velden à Forchheim, passant par Neunkirchen, Holenstein et Achtet; mais il était dangereux et peu praticable. Le général Ernouf, chef de l'état-major général, fut chargé par Jourdan de reconnaître ce chemin; et étant assuré qu'on pouvait y passer à la rigueur, malgré les difficultés, le général en chef se décida à le faire prendre à l'armée; et, pour éviter l'encombrement, il fit marcher les troupes sur deux colonnes. La première, formée des divisions Grenier et Championnet et de la division de cavalerie du général Bonnaud, conduite par Jourdan lui-même, prit cette route de Velden; la deuxième, dirigée par Kléber et composée des divisions Lefebvre et Colaud, suivit à gauche un petit chemin qui passait à Vilseck, et devait se porter sur la Pegnitz par Boden, Wagscheid, Mitteldorf et Engenthal.

Les troupes de la première colonne étaient en marche lorsque le général Jourdan, qui précédait l'avant-garde pour examiner le chemin de Velden, reconnut, à sa grande surprise, qu'après Achtet il était de toute impossibilité de faire des-

cendre directement des voitures sur Velden, et que, pour remédier à cet inconvénient, il fallait absolument obliquer à gauche, se rabattre sur Vorach, afin de remonter ensuite la vallée étroite de la Pegnitz. Jourdan donnait ses ordres pour prendre cette nouvelle direction, dont le moindre danger était d'exposer les équipages à être enlevés par l'ennemi, qui occupait Hersbruck, lorsqu'un nouvel incident vint rendre encore cette situation plus fâcheuse. Au mépris des ordres donnés, presque tous les équipages suivaient la route de Velden; un horrible encombrement avait lieu à Achtet. C'en était fait peut-être de l'armée française si l'archiduc Charles ne se fût point arrêté à Sulzbach. Très-heureusement ce prince, occupé à réunir ses divisions, n'avait fait suivre les Français que par quelques coureurs, qui, n'étant point soutenus, ne purent faire aucun mal. Alors Jourdan fit exécuter dans l'ordre de marche les changements que la négligence de son chef d'état-major à bien reconnaître le chemin de Velden rendait impérieusement nécessaires.

Le général Kléber reçut l'ordre de s'arrêter à la hauteur de Vilseck, jusqu'à ce que la colonne de droite eût réussi à franchir le défilé de la Pegnitz, près de Velden. En même temps la cavalerie de Bonnaud, renforcée d'un régiment de dragons et de quelques bataillons de la division Grenier, fut envoyée en toute hâte à Vorach, afin de s'opposer aux coureurs ennemis et de protéger l'arrivée des équipages. Le général Championnet fit occuper Engenthal par un bataillon de sa division, afin de couvrir au besoin le général Kléber. Au moyen de ces précautions les parcs et les équipages sortirent heureusement du défilé, et la colonne de droite put commencer à se remettre en marche dans la nuit du 25 au 26. Championnet se porta sur Leitpoltstein et occupa Grafenberg; le général Grenier se dirigea sur Betzenstein; la réserve de Bonnaud, les dragons et l'infanterie détachés de la division Collaud, formant l'avant-garde, prirent position sur un plateau qui se trouve en avant de Betzenstein.

Tous les dangers n'étaient pas encore surmontés : les troupes légères du général Kray, que l'archiduc avait détachees sur Velden et Hersbruck, s'étaient, dans la journée du 25, jetées

1796 — an IV. Allemagne. entre les colonnes de droite et de gauche des Français. Les ordonnances envoyées par Jourdan au général Kléber avaient été arrêtées par les coureurs, et ce dernier n'avait pu recevoir l'ordre de continuer sa retraite de Vilseck. Le silence du général en chef mit pendant quelque temps Kléber dans l'incertitude de ce qu'il devait faire. Le séjour prolongé de sa colonne dans cette position pouvait avoir les plus graves conséquences. Kléber prit sur lui de continuer sa marche dans la nuit du 25 au 26. Mais au lieu de se diriger sur Engenthal, comme le portait l'ordre qu'il aurait dû recevoir, il s'avança directement sur Pegnitz, ce qui l'éloignait considérablement de la colonne de droite. Toutefois, un adjudant général envoyé par Jourdan ayant réussi à joindre Kléber à Pegnitz, et l'ayant instruit de la position de l'aile droite, ce général marcha sur Betzenstein, et se réunit au général en chef dans la nuit du 26 au 27.

Ce même jour, l'armée ennemie occupait les positions suivantes : les divisions du général Hotze et du prince de Lichtenstein étaient à Neu-Erlangen. Le général Sztarray occupait Buch, sur la route de Nuremberg à Forchheim, et tenait en observation la division Bernadotte. L'archiduc était à Hersbruck; son avant-garde, commandée par le général Kray, était à Auerbach.

Le général Jourdan, après être sorti d'un péril aussi imminent, n'avait plus qu'à se réunir au général Bernadotte. En atteignant la Wiesent tandis que cette division était encore à Forchheim, la retraite devenait beaucoup plus facile, et la réunion de toutes les divisions de l'armée était assurée.

Le 27 août, au point du jour, les divisions des généraux Grenier et Championnet marchèrent sur Pretzfeld, petit village sur la Wiesent, entre Ebermannstadt et Forchheim, en passant Leitpoltstein, Weidenhall et Urspring. Les généraux Bonnaud et Klein furent chargés de couvrir ce mouvement. Cette première colonne parvint sans obstacles à sa destination et s'établit sur la Wiesent, ayant sa droite dans la direction de Forchheim et sa gauche appuyée à Ebermannstadt. Ainsi les communications avec Bernadotte étaient établies, et la division de ce général ne courait plus aucun péril.

Cependant l'aile gauche, aux ordres du général Kléber, fatiguée de la marche forcée qu'elle avait été obligée de faire la veille pour gagner Betzenstein, ne put se remettre en mouvement en même temps que l'aile droite. La division du général Collaud alla seulement occuper une position intermédiaire entre Betzenstein et Pretzfeld ; celle du général Lefebvre resta à Betzenstein. Ces divisions n'arrivèrent sur la Wiesent que le 28 août, et prirent position la droite à Ebermannstadt, et la gauche à Weiterbach. Grenier et Championnet appuyèrent à droite et se réunirent au général Bernadotte. L'armée se trouva en ligne sur la Wiesent, l'extrême droite appuyée à la Rednitz, en arrière de Forchheim, et la gauche à Ebermannstadt. 1796—an IV. Allemagne.

La lenteur que l'archiduc paraissait apporter dans ses opérations ne répondait point à la grandeur du plan qu'il avait conçu. Toutefois, voyant avec quel bonheur et quelle activité son adversaire avait échappé à sa défaite presque certaine dans les défilés de la Pegnitz, le prince prit le parti d'agir avec plus de vigueur. Lichtenstein et Hotze, après avoir passé la Rednitz le 27, à Buch, avaient marché sur Höchstadt, et le reste de l'armée s'était avancé dans une direction parallèle ; Sztarray, par Furth à Hertzogen-Aurach ; l'archiduc à Rolenhofen, et son avant-garde à Neunkirchen et Erlangen. Le lendemain, le prince de Lichtenstein marcha sur Burg-Ebrach, envoyant des partis sur Schweinfurt et Bamberg ; le général Hotze se dirigea sur Pomersfelden et Mühlausen ; Sztarray arriva à Höchstadt, et l'archiduc se rapprocha de son avant-garde à Heroldsberg. Ce dernier mouvement des troupes ennemies devait inquiéter fortement l'armée française ; car le corps du général Hotze, dont la force était au moins de vingt-trois bataillons et soixante escadrons, était en mesure de tourner entièrement le général Jourdan par sa droite. Déjà le prince de Lichtenstein, qui en faisait partie, était entré dans la soirée du 28 à Bamberg, et y aurait fait un grand nombre de prisonniers si le général Bernadotte, averti à temps, n'y eût envoyé un prompt secours. L'officier qui commandait le détachement français chargea vigoureusement les Autrichiens dans les rues de Bamberg, et les contraignit à évacuer la ville.

1796 — an IV. Allemagne. Un autre parti ennemi, après avoir passé le Mayn à Eltmann, s'était brusquement porté sur Zeil, et y avait attaqué le quartier général français et une colonne d'équipages; mais la résolution d'un détachement qui se trouvait dans cette ville avait fait échouer l'entreprise des Autrichiens.

Il était cependant urgent de s'opposer aux progrès de l'ennemi. Jourdan résolut de faire attaquer le général Hotze, et il se promettait d'autant mieux de réussir dans ce dessein que, par le défaut de renseignements exacts, il était loin de connaître le nombre des troupes auxquelles il avait affaire. Il supposait que ce n'étaient que des avant-gardes poussées pour précipiter la retraite. Un premier projet d'attaque échoua par la négligence qu'apporta un officier du génie dans la construction des ponts sur la Rednitz. L'adjudant général Mireur reçut l'ordre de se porter le 29 sur Bamberg, et d'y rassembler les troupes d'avant-garde qui étaient dispersées aux environs de cette ville, pour en former un corps volant en état de se mesurer avec les troupes légères ennemies. Le général Bernadotte passa la Rednitz et manœuvra pour attaquer le général Hotze à Burg-Ebrach; mais les troupes du général Kléber, chargées de soutenir ce mouvement offensif, n'ayant pas marché assez vite pour venir s'établir à Strulensdorf, Bernadotte ne se trouva point en force. Toutefois, arrivé au delà de la Rednitz, sur la route de Burg-Ebrach, il trouva l'adjudant général Mireur, réunit sa troupe à la sienne, attaqua les Autrichiens dans leur position d'Aurach, les en chassa ainsi que de Buch, et déboucha par la forêt de Steinach. L'ennemi, ayant reçu des renforts et craignant que les Français ne s'emparassent de la route d'Eltmann, reprit l'offensive; mais il fut repoussé à plusieurs reprises. Si, à ce moment, Bernadotte eût été soutenu, comme il devait l'être, par les troupes du général Kléber, il eût pénétré jusqu'à Burg-Ebrach; mais, voyant la nuit s'approcher, il s'établit dans la forêt, et ses avant-postes en bordèrent la lisière en vue de Burg-Ebrach. Le seul avantage que les Francais obtinrent de cette attaque manquée fut de forcer le général Hotze à rappeler le prince de Lichtenstein, qui était à Eltmann et dont les troupes interceptaient la route de Bamberg à Schweinfurt.

Le général Kray fit attaquer les avant-gardes du général Kléber sur la Wiesent; et, sur le soir, cet engagement pensa prendre un caractère plus sérieux; car le général Sztarray, ayant fait avancer quelques troupes vers le gué de Seussling, cherchait à le passer pour prendre à revers les troupes françaises; mais le général Bonnaud s'aperçut de ce dernier mouvement, et arriva fort heureusement au secours des troupes attaquées. Son artillerie répondit avec avantage à celle de l'ennemi, et bientôt celui-ci se retira. Ce ne fut qu'alors que Kléber fit commencer le mouvement sur Strulensdorf. Mais il était trop tard, Bernadotte était dans le bois de Burg-Ebrach. Championnet s'établit sur le soir à Aurach; Grenier, Bonnaud bivouaquèrent sous les murs de Bamberg. 1796 — an IV. Allemagne.

Le but de l'attaque qui venait d'échouer avait été de regagner les communications de la grande route de Würtzburg. Ces communications paraissaient si importantes au général Jourdan que, pour s'en assurer, il résolut de renouveler ses tentatives, quand il eût été plus prudent de continuer sa retraite. Il ordonna au général Grenier de se mettre en marche avec les parcs sur Schweinfurt, tandis que les généraux Bernadotte et Championnet se préparèrent à attaquer de nouveau l'ennemi le lendemain. Bonnaud dut former la réserve de ces deux divisions, et Kléber, avec les divisions Collaud et Lefebvre, fut chargé de couvrir Bamberg. Mais ce jour-là même l'ennemi avait concentré ses forces; et le 30, à la pointe du jour, Jourdan s'étant porté sur le front de la ligne attaquante pour reconnaître la position de ses adversaires, il se convainquit qu'il y aurait plus que de l'imprudence à en venir aux mains, et donna sur-le-champ à ses troupes l'ordre de se diriger sur Schweinfurt, afin d'y arriver avant les Autrichiens.

Trois bataillons et un escadron de la division Championnet durent remonter le ravin d'Aurach par la gauche, et s'étant établis à la tête du bois d'Eltmann, ils furent chargés de protéger la retraite. Le reste de la division Championnet et celle de Bernadotte passèrent le Mayn à Wiset, sur un pont construit à cet effet, et marchèrent sur Zeil. Le passage du Mayn avait été couvert par la division Bonnaud et les troupes légères de la division Bernadotte, qui n'opérèrent leur retraite que quand les

1796 — an IV. Allemagne. divisions eurent passé le Mayn. Kléber passa le fleuve avec ses deux divisions à Hallstadt, et arriva à Zeil au moment où Bernadotte et Championnet évacuaient ce bourg, après s'y être reposés pendant six heures. Kléber reçut l'ordre de se porter de Zeil sur Lauringen, dans la crainte que, obligé de marcher de nuit, il ne trouvât l'ennemi maître de la rive gauche du Mayn, entre Eltmann et Schweinfurt, et ne fût exposé à être tiraillé dans le long et étroit défilé que forme la route dans cette partie.

Le 31 août, les divisions Bernadotte, Championnet et Grenier et la réserve de cavalerie prirent position aux environs de Schweinfurt, et celles de Collaud et Lefebvre s'établirent aux environs de Lauringen. Sztarray et Hotze s'étaient réunis la veille à Burg-Ebrach; l'archiduc campa à Hirscheid, occupant Bamberg avec son avant-garde.

Des événements de la plus haute importance vont se passer après ces derniers mouvements des deux armées rivales; mais, avant de continuer notre récit, nous allons rendre compte des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle à la même époque.

L'armée de Rhin-et-Moselle passe le Danube. Passage du Lech. Combat de Friedberg. Marche du général Moreau en Bavière. Combat de Geisenfeld, etc., etc. — Nous avons déjà dit que le général Moreau ne tira point de la bataille de Neresheim tout le parti convenable; nous allons maintenant mettre en évidence quelques autres fautes de ce grand capitaine, en retraçant les événements qui suivirent cette bataille, qui, malgré l'indécision de la victoire, pouvait procurer de si grands avantages aux armes de la république.

Au lieu de continuer à poursuivre l'ennemi qui lui cédait le terrain, Moreau crut devoir rester plusieurs jours sur le champ de bataille dont il était maître. On a vu comment l'archiduc avait su mettre à profit ces retards du général français pour passer le Danube et opérer le mouvement offensif dont nous avons commencé à rendre compte. Moreau eût pu sans doute empêcher l'archiduc de s'éloigner des bords du Danube, et d'aller attaquer le général Jourdan, pour le forcer à une retraite qui bientôt allait entraîner celle de l'armée de Rhin-et-Moselle. Après

plusieurs jours d'irrésolution et d'incertitude, le général français, ayant trouvé le pont de Donauwerth brûlé, fut obligé de venir passer le Danube à Höchtstett, Dillingen et Lauingen. Cette opération un peu tardive eut lieu le 19 août, et le même jour l'armée de Rhin-et-Moselle prit position derrière la Zusam. Le passage de cette rivière s'effectua le 20, et l'armée vint s'établir sur la rive gauche de la Schmutter, le corps de bataille s'étendant d'Engelhofen à Truisheim, par Langweid, et la seconde division de l'aile droite en avant de Mindelheim.

1796— an IV. Allemagne.

C'est alors que l'archiduc, après avoir fait brûler les ponts jetés sur le Lech, était parti avec son grand détachement de 28,000 hommes, en laissant le reste de l'armée du Danube sous les ordres du général Latour. On veut que le général Moreau ait ignoré pendant plusieurs jours le départ de l'archiduc. Cette circonstance, pour être vraie, n'en serait pas moins étonnante, si l'on fait attention que l'armée française occupait alors un pays où la révolution comptait un grand nombre de partisans, qui ne pouvaient manquer de divulguer un fait si favorable à leurs desseins secrets. Quoi qu'il en soit, après avoir reçu des renseignements positifs sur le mouvement du prince, il est constant que le général de l'armée de Rhin-et Moselle adopta le parti le moins propre à faire échouer une entreprise qui devait avoir des résultats aussi graves. Comment ne pas prévoir que le corps d'armée conduit par l'archiduc allait donner à l'armée ennemie, sur la Nab, une supériorité telle que la retraite de Jourdan était inévitable? Cette considération impérieuse, qui n'aurait point dû échapper à la sagacité de Moreau, devait l'engager à se porter sur-le-champ, par la voie la plus courte, c'est-à-dire par Donauwerth sur Eichstadt, à la poursuite de l'archiduc, en faisant prévenir le général Jourdan, qui s'y attendait, comme nous l'avons dit, et en engageant ce dernier à tenir bon, jusques à ce que la réunion des deux armées françaises fût opérée. Toute autre opération, si bien conduite, si active qu'elle fût d'ailleurs, ne pouvait qu'être préjudiciable aux intérêts de la république. En continuant d'agir isolément, Moreau exposait Jourdan à être écrasé, et compromettait puissamment le salut des deux armées en Allemagne.

Cet oubli des principes d'une véritable stratégie, mal déguisé

1796 — an IV. Allemagne.

sous le nom spécieux de diversion [1], conduisit le général Moreau à faire une trouée insignifiante en Bavière. Son espoir était, dit-on, de forcer l'archiduc à revenir sur ses pas pour garantir les États autrichiens des suites de cette invasion. Le prince avait bien calculé cette chance; mais il pensait avoir le temps de battre l'armée de Sambre-et-Meuse avant de revenir sur ses pas pour y porter remède. En quittant le général Latour, il lui dit ces paroles remarquables : « Que Moreau aille jusques à Vienne, peu m'importe, pourvu que je batte Jourdan. » Après avoir forcé l'armée de Sambre-et-Meuse à faire sa retraite sur le Rhin, l'archiduc Charles ne croyait pas qu'il fût difficile d'obtenir le même résultat sur l'armée de Rhin-et-Moselle.

Cependant les troupes restées sous les ordres du général Latour étaient disposées de manière à offrir de grands avantages au général Moreau. Au lieu de concentrer ses forces, bien inférieures à celles de son adversaire, sur le bas Lech, le général autrichien les conservait disséminées avec une grande imprudence.

L'aile gauche, formée de douze bataillons et de seize escadrons, aux ordres du général Frölich, présentant un effectif de 9,000 hommes d'infanterie et de 2,800 chevaux, s'étendait vers Schongau, jusques aux montagnes qui séparent la Souabe du Tyrol. Le Vorarlberg était défendu par la brigade du général Wolf, composée de cinq bataillons et deux escadrons, que le maréchal Wurmser y avait laissés en partant pour l'Italie. L'aile droite, forte de sept bataillons et seize escadrons (4,700 fantassins et 2,600 chevaux), aux ordres du général Mercantin, défendait, entre Rain et Pesenbruck, le passage du Lech; six bataillons et douze escadrons, sous le commandement immédiat du général Latour, formaient le centre vers Friedberg, ayant trois compagnies de tirailleurs et six escadrons légers

[1] Une diversion de la nature de celle que prétendait faire le général Moreau était une faute grave; car ce ne pouvait être qu'une suite d'opérations exécutées à une très-grande distance de l'armée en faveur de laquelle elle était faite, par un corps pour ainsi dire étranger à cette armée, et sans aucun concert dans les mouvements de l'un et de l'autre. « On peut, dit Jomini, faire avec succès ces sortes de diversions dans les guerres nationales ou civiles, lorsque, par ce moyen, on peut opérer la levée d'une province, ou la création d'un parti. »

en avant-postes sur le Lech. Le corps de Condé, fort de 3,500 hommes et de 1,500 chevaux, occupait Landsberg. 1796 — an IV Allemagne.

La position centrale de Friedberg, très-avantageuse par elle-même, était trop éloignée des deux ailes pour soutenir sans danger une attaque vigoureuse. Aussi, le 24 août, le général Moreau mit son armée en mouvement pour passer le Lech et attaquer le général Latour. La seconde division de l'aile droite, aux ordres du général Férino, se rabattit à gauche et vint passer à Hanstetten, le général Saint-Cyr près de Lechhausen, et la plus grande partie de l'aile gauche à Langweid. Le surplus de cette aile fut rassemblé entre Augsbourg et Hanstetten, également à portée des deux passages principaux.

Le passage de Hanstetten ne s'opéra point sans de grandes difficultés, à cause de la rapidité du courant. Les soldats, qui avaient de l'eau jusques aux aisselles, furent obligés d'élever sur leurs têtes leurs gibernes et leurs fusils. Les généraux Abattucci et Montrichard, le chef de brigade Cassagne et l'aide de camp Savary[1] mirent pied à terre, et se jetèrent dans l'eau pour donner l'exemple. Le premier peloton fut entraîné par la rapidité du courant; mais on fut à son secours. Il n'y eut que deux ou trois hommes de noyés. La 3e demi-brigade d'infanterie légère, la 89e de ligne, le 4e de dragons, partie du 8e de hussards, protégés par deux pièces d'artillerie légère, et parvenus sur l'autre rive, se portèrent aussitôt sur Küssingen et sur les hauteurs de Möringen, dont ils s'emparèrent facilement.

L'ennemi, qui ne pensait pas que les Français pussent passer en force sur ce point, n'avait d'abord opposé que quelques pelotons de cavalerie; mais quand il vit les troupes que nous venons de désigner, huit escadrons, soutenus d'une compagnie d'artillerie à cheval, et deux bataillons furent envoyés, la cavalerie par la plaine, et l'infanterie par les hauteurs, contre cette colonne qui s'avançait rapidement sur Ottmaringen. Attaqués vivement, les Français se tinrent d'abord sur la défensive; mais bientôt, renforcés, ils poussèrent l'ennemi et le forcèrent à la retraite.

Pendant que l'infanterie combattait ainsi en avant d'Ottma-

[1] Depuis duc de Rovigo et ministre de la police générale.

1796—an IV. Allemagne.

ringen, la cavalerie, déjà passée et renforcée des 11e et 12e régiments qu'on avait fait venir de la réserve, s'avançait à travers la plaine qui s'étend entre le Lech et la Paar, vers la chapelle de Saint-Afra et le grand pont d'Ausbourg, appuyée par de l'infanterie qui suivait la rive gauche du Lech. Ce mouvement avait lieu, afin de joindre la gauche de l'aile droite avec les troupes du centre, et de faciliter le déploiement de celle-ci, ce qui était nécessaire pour attaquer vigoureusement le flanc gauche de l'ennemi coupé sur les hauteurs de Friedberg.

Quand l'aile droite eut passé le Lech et gagné les hauteurs de Küssingen, le général Saint-Cyr commença son attaque par un grand feu d'artillerie et par une fusillade nourrie. Ces décharges multipliées contraignirent les Autrichiens à s'éloigner des bords du Lech et des deux ponts de cette rivière. Le général fit ensuite passer à deux gués, l'un en dessus, l'autre en dessous de Lechhausen, la 21e demi-brigade d'infanterie légère, la 31e de ligne, le 2e régiment de chasseurs et le 9e de hussards. Ce passage n'offrit pas moins de difficultés que celui de Haustetten. La rapidité du courant était telle que plusieurs soldats et officiers furent entraînés. L'adjudant général Houël, officier très-distingué, fut noyé dans cette occasion. Cependant les troupes furent à peine sur l'autre rive qu'elles chassèrent les Autrichiens des bois qui bordent le Lech, et s'emparèrent du village de Lechhausen, où l'ennemi abandonna cinq pièces de canon. Les troupes que le général Latour avait rassemblées vers le grand pont se retirèrent également, et les Français pénétrèrent dans le bois jusqu'à Hochzoll, où ils se lièrent avec l'aile droite. Les ponts furent aussitôt réparés avec activité, et l'artillerie, qui n'avait pu passer aux gués, parvint aussi sur l'autre rive, ainsi que les autres troupes qui n'avaient point encore passé.

Le combat engagé vers Ottmaringen continuait toujours, mais sans succès décisif. Il n'en fut pas de même lorsque le centre se fut déployé en avant de Lechhausen. Les troupes de l'aile droite, placées pour faciliter ce déploiement, n'étant plus nécessaires, se reportèrent à droite, firent un effort sur Otmaringen et en chassèrent l'ennemi, tandis que le centre s'ébranlait pour marcher sur les hauteurs de Friedberg et Wulfertzhausen. Les

Autrichiens, se voyant alors sur le point d'être tournés, commencèrent leur retraite par les routes de Ratisbonne et de Munich. Mais l'avant-garde, commandée par le général Abattucci, avait déjà gagné la première de ces routes pour fermer le passage à l'ennemi, tandis que le général Saint-Cyr le prenait de front. Une partie de la colonne en retraite fut rompue, mise en déroute, et rejetée dans les bois avec perte de toute son artillerie.

La première division du centre occupa Friedberg et les hauteurs environnantes au moment où l'ennemi les abandonnait; la cavalerie et l'artillerie légère se déployèrent dans la plaine, à droite de la ville. Les dragons de Waldeck et les hussards de Ferdinand, qui protégeaient la retraite de l'ennemi et formaient son arrière-garde, chargèrent quelques pelotons de hussards qui les serraient de trop près, et les repoussèrent. Mais le gros de la cavalerie française, se trouvant déployé, chargea à son tour les deux régiments autrichiens, et les contraignit à fuir. Dans ce moment, l'infanterie de l'aile droite était arrivée sur la route de Munich; alors la retraite des Autrichiens se fit dans le plus grand désordre, et devint une véritable déroute.

La majeure partie de l'aile gauche avait passé le Lech au gué de Langweid. L'artillerie seule avait été laissée sur la rive gauche, parce que le gué n'était point praticable pour elle. L'ennemi, qui croyait le passage bien plus difficile, fut encore pris à l'improviste, et obligé d'abandonner les postes qu'il occupait. Les troupes de cette aile gauche s'avancèrent ensuite, sans éprouver de résistance, sur la route de Neuburg à Friedberg, et ramassèrent quelques débris du corps du général Latour.

Le général Vandamme, à la tête de la cavalerie légère, se mit à la poursuite de l'ennemi dans la vallée de Paar, et ne s'arrêta que lorsque la fatigue ne permit point à ses troupes de pousser plus loin. Le combat de Friedberg valut aux Français dix-sept pièces de canon, deux drapeaux et 2,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient deux majors de hussards et un bataillon entier du régiment de Schroeder, avec le commandant et tous ses officiers. Toutefois les résultats de cette journée eussent été plus grands si l'on eût attaqué par Aicha. Le corps

1796 — an iv. Allemagne. du général Latour se fût trouvé isolé de celui du général Mercantin, et le gros de l'armée autrichienne eût été coupé de la vallée du Danube et de ses communications avec l'archiduc.

Moreau ne sut point mettre à profit l'avantage qu'il venait de remporter; la cavalerie légère ennemie continua de courir entre les deux armées (de Sambre-et-Meuse et du Rhin), et d'intercepter leurs courriers. Moreau ne put avoir aucun renseignement sur les opérations du prince Charles contre Jourdan, et celui-ci n'apprit que longtemps après le succès que l'armée de Rhin-et-Moselle avait obtenu près de Friedberg. Convaincu, comme il devait l'être, de l'infériorité de troupes qu'il avait devant lui, Moreau aurait dû prendre des mesures plus savantes et plus vigoureuses. Il parut d'abord manœuvrer dans l'intention de marcher sur le Tyrol, pour opérer de concert avec l'armée d'Italie, quand il avait une si belle et si utile occasion de se joindre à celle de Sambre-et-Meuse. Toutefois, la première réunion eût pu amener de grands résultats si Moreau eût pu l'effectuer; mais, effrayé sans doute des difficultés d'une entreprise aussi hardie, le général français craignit encore de s'engager sur l'Isar, en laissant l'ennemi sur ses deux flancs, maître de la tête du pont d'Ingolstadt et des débouchés du Tyrol. Au lieu de concentrer son armée pour parer à tout événement, il chercha un remède à sa fausse position en se rapprochant un peu du Danube : « palliatif, dit le général Jomini, qui ne pouvait le tirer du mauvais pas où il allait se trouver engagé. »

L'avant-garde de l'aile droite de l'armée française arriva, le 30 août, à Mosach et à Munich, où le général Abattucci repoussa, sur la droite de l'Isar, les avant-postes autrichiens, commandés par le général Deway. Le même jour, l'armée prit les positions suivantes : le général Férino, avec une division, s'établit à Dachau, sur l'Ammer, l'avant-garde à Schleisshiem et Mosach; Saint-Cyr, avec le centre, à Pfaffenhofen et Gundersried, derrière l'Inn, son avant-garde à Wolnzach; le général Desaix, avec une division, entre la Paar et la forêt de Gundersried, aux environs de Freinhausen, son avant-garde à Puech, Geisenfeld et Reichertshofen; le général Delmas, avec sa division renforcée d'un régiment de dragons et d'une

demi-brigade du corps de Desaix, entre Neuburg et Ingolstadt; la division Laborde se trouvait, on ne sait trop pourquoi, à trente lieues de là, vers Kempten. 1796 — an IV. Allemagne.

Afin d'assurer ses flancs, de protéger sa droite, découverte du côté du Tyrol, et pour empêcher l'ennemi de déboucher sur ses derrières par le pont d'Ingolstadt, où le prince Charles avait laissé garnison en marchant sur l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau forma le projet d'attaquer le général Latour, ainsi qu'il suit :

La deuxième division de l'aile droite devait passer l'Isar au-dessous de Munich, afin de forcer le prince de Condé à se retirer derrière l'Inn. La première division devait faire tous ses efforts pour contraindre les généraux Wolf et Saint-Julien, qui lui étaient opposés, à se retirer dans le Tyrol, tandis qu'une brigade du centre, aux ordres du général Demont[1], devait marcher entre Mosburg et Freising pour s'emparer des ponts de l'Isar. La deuxième division de l'aile gauche avait ordre d'attaquer Ingolstadt, de s'en emparer et d'en détruire le pont. Le général Desaix devait tirer, pour seconder cette attaque, une demi-brigade et un régiment de dragons de sa première division. Ce projet d'attaque, assez singulièrement combiné, puisqu'il avait lieu sur une étendue de terrain beaucoup trop grande, et que Moreau se privait volontairement d'une portion de ses forces, allait être prévenu et renversé par les dispositions assez sages que le général Latour venait lui-même de prendre.

L'archiduc avait détaché d'Amberg, où il se trouvait alors, la division du général Nauendorf pour rétrograder sur le Danube. Ce général se trouvait déjà, le 30, à Post saal, et Latour crut être, par ce renfort, en état de se mesurer avec Moreau, et même de l'attaquer avec avantage. Reconnaissant que la possession de Ratisbonne et de la vallée du Danube maintenait ses communications avec l'archiduc, Latour avait appelé le général Nauendorf à Neustadt, dans la journée du 31, et il avait donné, en même temps, l'ordre à son aile droite de se réunir à Siegenburg au gros de l'armée. L'attaque fut

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France, etc.

1796 — an IV. Allemagne. fixée au lendemain. Nauendorf devait déloger les Français de Wohburg, gagner ensuite le chemin qui conduit d'Ingolstadt à Geisenfeld, pour prendre ce bourg à revers, pendant qu'une autre colonne, sous le commandement direct de Latour, s'avancerait sur la chaussée de Neustadt, et l'attaquerait de front. Au même instant, des détachements devaient faire des démonstrations de Handelstadt, Mainburg et Freising contre Pfaffenhofen et Wolnzach. La garnison d'Ingolstadt, forte de quatre bataillons, permettait au commandant de cette place de faire une diversion, en opérant, de la tête de pont, une sortie avec une partie de sa troupe.

Le 1er septembre, les Autrichiens se mirent en mouvement à trois heures du matin, presque au même instant où les troupes françaises s'ébranlaient pour exécuter le projet d'attaque du général en chef. Les avant-gardes des deux partis se rencontrèrent auprès de Geisenfeld. Les Français furent repoussés, et un fort détachement de cavalerie autrichienne pénétra, par Langenbrück et Menching, sur la route qui conduit à Reichertshofen. Les troupes qui avaient été détachées de l'aile gauche des Français ayant reçu l'ordre de rejoindre le corps de bataille, elles repoussèrent cette cavalerie, et suivirent la même route en chargeant leurs adversaires. La division Delmas resta devant la tête de pont d'Ingolstadt, entre Ebenhausen et Hagau, pour garder cette position et protéger la gauche de l'armée.

Cependant la 10e demi-brigade d'infanterie légère, toujours commandée par le brave Gazan, avait soutenu les premiers chocs de l'ennemi dans la forêt de Geisenfeld. La cavalerie de la réserve et le corps de bataille de l'aile gauche arrivèrent pour soutenir les efforts de cette troupe valeureuse. Le général Desaix déploya ses troupes et prit position entre Puech et la chapelle de Saint-Cast. Ce fut là que le combat s'engagea d'une manière également honorable pour les deux troupes. Les Autrichiens s'avancèrent dans la forêt de Geisenfeld, tandis que plusieurs détachements franchissaient sur la gauche la hauteur de la chapelle de Saint-Cast. Les Français, attaqués de front et en flanc, se défendirent longtemps avec succès; mais, l'ennemi se renforçant continuellement, l'aile gauche fut obli-

gée de céder. La chapelle et les hauteurs restèrent au pouvoir des Autrichiens; ils y établirent une artillerie formidable qui força le général Desaix à la retraite. La principale attaque de l'ennemi se dirigeait par la grande route vers Langenbrück : l'ennemi parvint à pénétrer dans ce dernier village. Desaix avait reformé ses troupes sur une hauteur qui dominait Langenbrück, dont une partie des maisons était toujours au pouvoir des Français, tandis que l'autre était occupée par les Autrichiens. Deux fois l'infanterie ennemie, formée en colonne d'attaque, traversa le village et essaya de gagner la hauteur, et deux fois elle fut repoussée avec une perte considérable, et obligée de s'arrêter dans Langenbrück pour rétablir l'ordre dans ses rangs.

Pendant ce combat opiniâtre, le général Latour avait dirigé sur la droite 4,000 chevaux, qui se trouvaient placés entre Langenbrück et la forêt de Geisenfeld, afin d'attaquer la partie de l'aile gauche des Français qui s'étendait vers Puech, et pour s'emparer de la grande route. Cette masse de cavalerie, bien supérieure à celle des Français, se porta à droite de Langenbrück, à travers une plaine assez vaste située entre ce village et la Paar et formée par des prairies marécageuses entrecoupées jusques au pied des hauteurs par un grand nombre de petits ruisseaux. Le point menacé se trouvait dégarni, parce que, au commencement de l'attaque de la chapelle de Saint-Cast, on en avait détaché les troupes pour secourir ce dernier poste. Mais les généraux Desaix et Beaupuis, devinant bientôt l'intention de l'ennemi, portèrent sur leur gauche un bataillon de la 60ᵉ demi-brigade, le 1ᵉʳ régiment de carabiniers, le 6ᵉ de dragons, le 8ᵉ de chasseurs et une compagnie d'artillerie à cheval. Ce mouvement fut dérobé par une hauteur qui empêcha l'ennemi de s'en apercevoir. Ne voyant d'abord que quelques pelotons épars et fort peu d'artillerie, la cavalerie autrichienne s'avança de confiance pour les culbuter, malgré le feu de quatre pièces de canon qui tiraient sur elle à mitraille; mais lorsque les premiers escadrons furent à vingt-cinq pas et près de la crête de la hauteur, le 1ᵉʳ régiment de carabiniers déboucha tout à coup, chargea de front avec tant de vigueur et d'impétuosité que cette troupe, bien su-

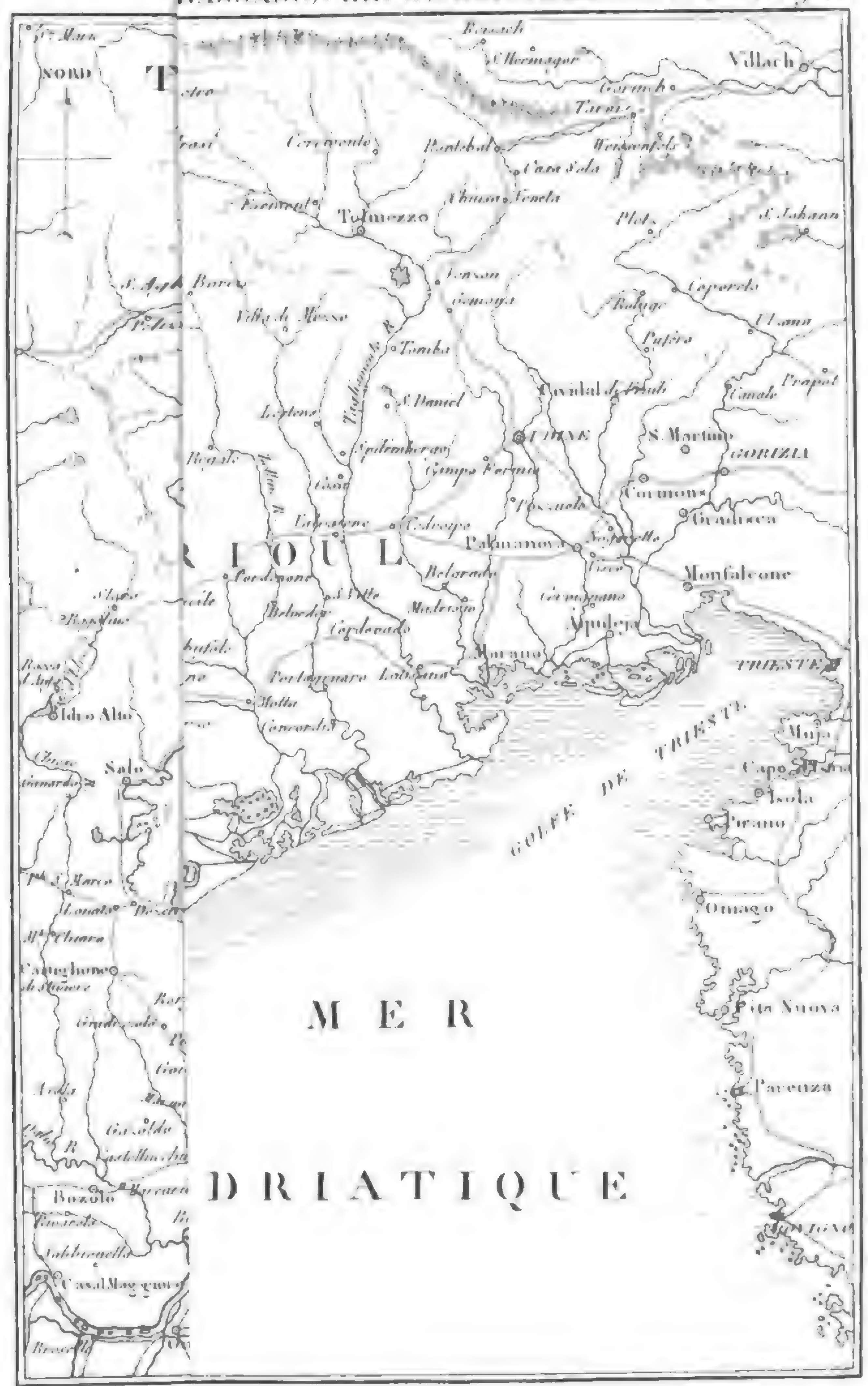
1796 — an IV. Allemagne. périeure en nombre, fut rejetée en désordre sur la partie la plus marécageuse de la prairie. Le 6e de dragons et le 8e de chasseurs s'élancèrent promptement sur les flancs de la cavalerie ainsi culbutée, la rompirent de nouveau, l'empêchèrent de se rallier, lui firent quitter le chemin qu'elle avait d'abord suivi, et la contraignirent à défiler en partie sous le feu meurtrier d'un bataillon de la 62e demi-brigade. Ce fut à cette charge inopinée et exécutée avec autant de précision que d'intrépidité que les Français durent principalement le succès de l'affaire. Les Autrichiens furent tellement maltraités, et leur terreur fut si grande que, malgré tous les efforts du général Latour pour renouveler son attaque du côté de Langenbruck, ils n'y marchèrent qu'avec une grande répugnance, et lâchèrent pied aux premiers coups de fusil tirés sur eux.

Le général Desaix reprit alors l'offensive. Un bataillon de la 97e demi-brigade attaqua la chapelle de Saint-Cast et s'en rendit maître. Les Français y prirent un obusier et son caisson, à la vue d'un régiment de cuirassiers. Latour, voyant que la chance du combat tournait contre lui et que d'ailleurs la nature du terrain rendait inutile sa supériorité en cavalerie, prit le parti d'effectuer sa retraite, qui eut lieu avec assez d'ordre jusque dans le bois de Geisenfeld.

La colonne ennemie qui devait attaquer Reichertshofen pour s'en emparer, ainsi que du passage de la Paar, ne fut pas plus heureuse dans son entreprise. Mal accueillie par le 10e de ligne et le 4e de chasseurs, elle fut repoussée avec perte, et attaquée dans sa retraite par un bataillon de la division Delmas, qui la poursuivit jusques en avant de Menching.

Le même jour, une division du corps de Férino fit quelques tentatives pour s'emparer du pont de Munich, que les Autrichiens avaient barricadé; mais elle ne put réussir à les déposter. Les troupes bavaroises qui occupaient la ville ne permettant pas d'ailleurs d'y entrer, Férino resta sur la rive gauche de l'Isar, dont il avait au surplus chassé les avant-postes autrichiens.

Le centre de l'armée française, occupé à l'attaque de Freising et à disposer des postes sur l'Ammer, ne prit aucune part à l'action que nous venons de rapporter. La direction du vent


NORD
Villach
Tolmezzo
Pontebba
Tomba
S. Daniel
UDINE
S. Martino
GORIZIA
Cormons
Gradisca
Palmanova
Monfalcone
Pordenone
Marano
Aquileja
TRIESTE
Idro Alto
Salo
Capo d'Istria
Isola
Pirano
Omago
Citta Nuova
Parenzo
Bozolo
Casal Maggiore
Brescello
GOLFE DE TRIESTE
FRIOUL
MER
ADRIATIQUE
25 Lieues

empêcha même que la canonnade qui eut lieu à la gauche fût entendue. Cet accident fut très-heureux pour l'ennemi; car Saint-Cyr, prévenu à temps, eût pu prendre les Autrichiens à dos, en s'avançant ou en portant un détachement sur la rive droite de l'Ilm, manœuvre qui eût été funeste au général Latour, en ce qu'elle achevait sa défaite et le refoulait sur le Danube. Le combat de Geisenfeld coûta aux Autrichiens la perte de plus de 1,500 hommes tués, blessés ou prisonniers, et de quelques centaines de chevaux.

1796 — an IV. Allemagne.

L'ordre chronologique des événements nous rappelle maintenant en Italie, où la continuité des succès n'est point interrompue.

5 septembr. (19 fructid.) Italie.

Continuation du blocus de Mantoue. Combat de Seravalle. Combat de Roveredo. Occupation de la ville de Trente. — L'armée d'Italie venait d'être renforcée, comme on l'a vu dans le troisième volume, par quelques détachements que le Directoire avait tirés de l'intérieur, notamment de l'armée aux ordres du général Hoche, et par environ trois mille prisonniers échangés contre un pareil nombre d'Autrichiens, à la suite du cartel consenti entre le maréchal Wurmser et le général Bonaparte. Ces forces avaient été réparties dans les divisions, qui reçurent une organisation nouvelle. Le repos momentané que les dispositions du général en chef avaient ainsi procuré aux troupes françaises, en les délassant des fatigues d'une campagne aussi active, ne leur enleva rien de l'énergie et de l'ardente soif de gloire que tant de succès, que des triomphes aussi rapides, aussi multipliés ne pouvaient abattre ni éteindre.

De son côté le maréchal Wurmser, après avoir rétabli un peu plus d'ordre et d'ensemble dans son armée, l'avait placée dans des positions assez avantageuses pour être en mesure de pouvoir attendre pendant quelque temps, sans trop craindre d'être inquiété, les renforts dont il avait besoin avant d'essayer de reprendre l'offensive et de se porter une seconde fois sur Mantoue. Après les combats de Monte-Baldo et de la Corona, les troupes battues à Castiglione et sur le Mincio avaient d'abord pris position à Ala; mais l'enlèvement des postes de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone sur l'arrière-garde du général Quasdanowich, à la rive occidentale du lac de Carda, fit craindre au

1796 — an IV. Italie. maréchal autrichien que l'intention du général français ne fût de marcher rapidement de ce côté sur la ville de Trente pour s'en emparer. Cette considération avait déterminé Wurmser à quitter Ala le 13 août, pour se rapprocher davantage de Trente. Ainsi la crainte d'être tourné par quelques bataillons forçait le général ennemi à déplacer 40,000 hommes d'une position où ils auraient pu résister avec quelque apparence de succès aux efforts de l'armée française, pour occuper une ligne étendue qui exposait l'armée autrichienne à une défaite presque certaine. Ce mouvement du maréchal Wurmser était encore une nouvelle conséquence de l'attachement des généraux autrichiens au système vicieux du feld-maréchal Lascy (système de cordon), que l'expérience des campagnes précédentes n'avait pu parvenir à faire écarter de leur tactique.

En quittant Ala, l'armée autrichienne prit donc les positions suivantes : cinq bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Sebottendorf, qui avait devancé l'armée, occupèrent la ville de Trente ; le général Messaros prit poste à Levico, pour observer la vallée de la Brenta ; le prince Hohenzollern, avec quelques troupes détachées, fut placé à Pontafel ; le prince de Reuss, retiré, après les combats de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone, sur la rive gauche de la Sarca, se liait par des postes au général Laudon, qui défendait les passages de Ponte-di-Legno et du Mont-Tonal. Le général Quasdanowich, dont le prince de Reuss formait l'arrière-garde, communiquait avec ce dernier vers Massenza, entre la Sarca et la rive droite de l'Adige. Le général Davidowich s'était retiré vers Trente, et son avant-garde, aux ordres de Wukassovich, occupait Matarello ; la cavalerie était campée en arrière de Trente. Les postes de la droite, sous le commandement du général Graffer, s'étendaient jusque vers Feldkirch et Reiti, dans le haut Tyrol.

L'armée autrichienne garda ces positions jusques au 18 août. Le maréchal Wurmser, s'étant convaincu à cette époque que l'armée française ne faisait point de mouvement inquiétant, reporta le corps de Davidowich sur Roveredo ; et le général Wukassovich s'avança sur San-Marco. 10,000 hommes des milices tyroliennes furent chargés de la défense des postes que nous venons de nommer.

Sur ces entrefaites, les troupes françaises employées au blocus de Mantoue s'étaient fortifiées autour de cette place. Nous avons dit que la garnison autrichienne, d'abord peu resserrée, avait conservé quelques postes aux environs de la forteresse. Le général Sahuguet reçut l'ordre de faire attaquer, le 24 août, deux de ces postes, le pont de Governolo et Borgoforte. Après une assez longue canonnade sans résultat sur le pont de Governolo, le général Sahuguet, à la tête des grenadiers, emporta ce poste et poussa dans Mantoue les troupes qui le défendaient; le général Dallemagne fut chargé de l'attaque de Borgoforte. Prévenu d'abord par les Autrichiens, qui s'aperçurent de son mouvement, il repoussa avec vigueur ces derniers, dans un combat qui eut lieu en avant du village, et où la 12e demi-brigade de ligne, commandée par le colonel Lahos, fit des prodiges de valeur. Borgoforte fut abandonné, et les troupes qui le gardaient furent forcées, comme celles du pont de Governolo, de rentrer précipitamment dans Mantoue. Ces deux actions coûtèrent à l'ennemi 500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

1796 — an IV. Italie.

Cependant la cour de Vienne, de plus en plus inquiète et alarmée des progrès des armées françaises (à cette époque Moreau et Jourdan s'avançaient en Allemagne), mais trop fière pour s'abaisser, comme les autres puissances, à demander la paix à une nation gouvernée par des factieux, que d'autres hommes aussi entreprenants et plus habiles étaient peut-être appelés à renverser [1]; la cour de Vienne, dont nous avons déjà exposé les efforts extraordinaires après la défaite de Beaulieu, pleine de confiance dans le dévouement de ses peuples, que n'avait pas encore atteints le *typhus* révolutionnaire, ne pouvait point craindre de faire un nouvel appel à leur généreux patriotisme. Les levées déjà ordonnées furent encore augmentées et pressées avec vigueur. Les contingents de l'Autriche, de la Bohême et de la Hongrie furent destinés à renforcer les armées

[1] Cette opinion avait été suggérée au gouvernement autrichien par Pichegru et d'autres Français qui, conspirant sourdement contre le Directoire, n'avaient point perdu, malgré les succès des armées républicaines, l'espoir de rétablir les Bourbons sur le trône de France, par l'effet de leurs propres machinations.

1796 - an IV. Italie. d'Allemagne; ceux du Tyrol et des provinces frontieres de la république de Venise et de la Turquie durent joindre l'armée du maréchal Wurmser.

Les Tyroliens étaient surtout le peuple des États héréditaires sur lequel l'empereur fondait le secours le plus efficace pour son armée en Italie. Comme tous les habitants des pays des montagnes, les Tyroliens poussaient jusques au fanatisme leur amour pour la patrie; et leur dévouement pour la maison d'Autriche, qui les gouvernait depuis si longtemps, ne s'était jamais démenti. Nous venons de dire que 10,000 hommes des milices du Tyrol occupaient déjà les avant-postes de l'armée autrichienne à Roveredo et à San-Marco.

Le Tyrol est un pays couvert de montagnes élevées et coupées par des vallées profondes qu'arrosent un grand nombre de petites rivières et de torrents difficiles à franchir. Il offrait au maréchal Wurmser un théâtre favorable pour la guerre de postes et pour se maintenir sur la défensive. On pouvait donc supposer, avec vraisemblance, que l'armée autrichienne, forte des positions dans lesquelles elle se trouvait placée, serait nécessairement employée à la défense des gorges tyroliennes, en attendant que l'arrivée des renforts annoncés lui permît de reprendre une offensive vigoureuse. Mantoue avait d'ailleurs une nombreuse garnison approvisionnée pour six mois : cette place était, comme on l'a vu, dans le meilleur état de défense, et dans la situation actuelle de l'armée française, le général Bonaparte ne pouvait pas disposer d'un corps de troupes assez considérable pour pousser les opérations du siége avec toute l'activité nécessaire à une prompte reddition.

Toutefois le cabinet autrichien, sans s'arrêter à ces considérations, trop impatient de dégager une forteresse à la conservation de laquelle il attachait la plus haute importance, crut devoir envoyer le général Lauer à l'armée de Wurmser, en qualité de chef d'état-major général. Cet officier, regardé comme un des plus habiles *faiseurs* du conseil de la guerre, fut chargé d'instructions nouvelles pour la délivrance de Mantoue, et ce fut en conformité de ces instructions commentées et developpées par Lauer que le maréchal arrêta un autre plan d'opérations que celui qu'il se proposait sans doute de suivre.

Il fut donc convenu que le général Davidowich resterait chargé de la défense du Tyrol avec 20,000 hommes, partagés en quatre divisions ou petits corps, savoir : 3,500 hommes dans le haut Tyrol, sous les ordres du général Graffer ; le général Laudon observant les débouchés du pays des Grisons avec 2,500 hommes ; 5,500 au nord du lac de Garda, sous le commandement du prince de Reuss, et les généraux Wukassowich et Sporck à Roveredo, avec 8,600 hommes. Indépendamment de ces forces, le général Davidowich avait encore à sa disposition un grand nombre de Tyroliens armés. 1796 — an IV. Italie

Le maréchal Wurmser, réunissant les divisions des généraux Sebottendorf, Quasdanowich et Messaros, formant ensemble un corps de 25 à 30,000 hommes, devait descendre, par les vallées de Sugana et de la Brenta, sur Bassano pour chercher ensuite à s'emparer des ponts de Legnano sur l'Adige et se porter sur Mantoue. Pendant ce mouvement, le général Davidowich aurait inquiété les Français sur le haut Adige, et se serait même porté sur les derrières de leur ligne de défense, dans le cas où le général Bonaparte aurait cru devoir diriger ses forces contre la gauche de l'armée autrichienne. On voit que le projet des généraux ennemis était par là de contraindre l'armée française à quitter ses positions entre l'Adige et le Mincio, et de rétablir, sans s'exposer aux hasards d'une bataille, les communications avec Mantoue. Ce n'était, au fond, que la même manœuvre employée par le maréchal un mois auparavant, sauf quelques modifications ; mais elle ne devait pas mieux réussir que la première fois.

Wurmser venait pourtant d'éprouver à ses dépens la prévoyante activité de son dangereux rival ; cette expérience aurait dû, selon nous, éclairer ce vieux guerrier dans une détermination dont il avait déjà à se repentir. Pouvait-il supposer que Bonaparte négligerait d'attaquer des corps morcelés, agissant à de grands intervalles les uns des autres? Comment ne pas se rappeler les manœuvres du général français à l'ouverture de la campagne, et les événements bien plus récents de Lonato et de Castiglione ne se retracèrent-ils point à l'esprit du maréchal autrichien? Voilà des questions que l'examen de l'état des choses amène naturellement, et dont la solution ne peut se

1796 — an IV. Italie. trouver que dans l'entêtement des généraux de l'Autriche à suivre une routine subversive de toutes les conceptions raisonnables. Il était réservé à un jeune et illustre capitaine, le prince Charles, formé, nous l'osons dire, à l'école des généraux de la révolution, de renoncer le premier au funeste système de morcellement. Nous ajouterons que, si la nouvelle méthode adoptée par l'archiduc ne réussit pas en tant d'occasions aux armées autrichiennes, c'est que leurs généraux eurent presque toujours en tête leurs premiers maîtres, et surtout celui d'entre ces derniers qui développa le plus savamment l'art de mouvoir et de diriger de grandes masses sur les champs de bataille.

Des reconnaissances ordonnées sur tout le front de la ligne ennemie informèrent Bonaparte du mouvement des troupes autrichiennes. Il vit que la chaîne de montagnes de Sette-Communi et du Monte-Molara se trouvant entre les deux corps de Wurmser et de Davidowich, leurs communications devenaient très-difficiles, et il pensa qu'il pouvait, par conséquent, réussir à écraser le dernier de ces corps avant que le maréchal pût le secourir. Dans ce dernier cas, c'est-à-dire en battant complétement le général Davidowich, l'armée française se portait sur les derrières du corps en marche sur Bassano, par la vallée de la Brenta, dont la direction transversale se prêtait naturellement à ce mouvement rapide. La situation du maréchal Wurmser devenait alors singulièrement critique. Ce dernier voulait-il attendre le choc de l'armée française ? attaqué par des troupes victorieuses et supérieures en nombre, il était perdu ; s'il cherchait à secourir Davidowich, il n'était plus temps ; et pour joindre d'ailleurs les troupes dispersées de son lieutenant, il se voyait dans la nécessité de s'engager dans des gorges dont la position géographique donnait à son adversaire la facilité de rejeter les Autrichiens sur Trieste et sur les bords du golfe Adriatique.

Toutefois le plan du général français n'était pas sans inconvénient. En marchant avec célérité et se dirigeant sur Vérone, Wurmser pouvait accabler lui-même la division occupée au blocus de Mantoue ; remontant ensuite le cours de l'Adige, il arrivait sur les derrières de l'armée française.

Cette considération n'échappa point à Bonaparte, et il fit ses dispositions pour obvier à la résolution qu'aurait pu prendre le

maréchal. Le 2 septembre, les divisions destinées à attaquer le général Davidowich furent mises en mouvement. On sait que la division Vaubois se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garda, où elle s'était arrêtée après avoir chassé le prince de Reuss de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone. Faire revenir ces troupes sur Peschiera eût entraîné une trop grande perte de temps; le général Vaubois reçut donc l'ordre de déboucher par Riva et Torbole, à l'extrémité du lac dans la vallée de l'Adige; la brigade du général Guyeux s'embarqua à Salo et vint se réunir aux troupes de Vaubois. Le général Masséna, dont la division devait former le centre de l'attaque, passa l'Adige le même jour, au pont de Polo, et, suivant la grande route de Trente, il arriva le lendemain à Ala. La division Augereau partit également le 2 septembre de Vérone, se porta à droite sur le Monte-Malara, entre les villages de Lugo et Rovere, à l'effet d'observer le corps du maréchal Wurmser vers Tienne et Bassano et de pouvoir, au besoin, donner la main au général Masséna.

1796 — an IV. Italie.

Le 3 septembre, les avant-postes des divisions Vaubois et Masséna rencontrèrent l'ennemi. Le général Saint-Hilaire, qui commandait l'avant-garde de Vaubois, attaqua quelques troupes du prince de Reuss sur la Sarca, les culbuta et leur fit des prisonniers. L'avant-garde de Masséna sabra quelques éclaireurs du général Wukassowich et en prit plusieurs. Vers le soir, cette même avant-garde eut un second engagement vers Ala. Le général Wukassowich, qui s'y trouvait en personne, fut rejeté jusque sur Seravalle et se replia ensuite à San-Marco, où il se fortifia dans une position déjà avantageuse et qui domine les deux rives de l'Adige. Le général autrichien avait des troupes à Cassano, à l'embranchement du chemin par où devait arriver la division Vaubois pour opérer sa jonction avec celle de Masséna, en effectuant le passage de l'Adige. Les instructions de Vaubois lui prescrivaient de se trouver le 4 vis-à-vis de Seravalle: il importait dont de s'emparer sur-le-champ de Cassano, pour faciliter la réunion des deux divisions. Le général Masséna chargea le général Pigeon de cette attaque, qui réussit après un combat assez vif dans lequel les Français firent 200 prisonniers.

1796 — an IV. Italie. Masséna marcha le 4 sur San-Marco, pendant que Vaubois arrivait sur l'Adige. Augereau reçut l'ordre d'occuper les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa pour secourir Masséna si cela devenait nécessaire; il devait en outre couvrir la droite et donner des inquiétudes au maréchal Wurmser sur Vicence. A six heures du matin, le général Pigeon, avec sa brigade, gagna les hauteurs de San-Marco. L'adjudant général Sornet attaqua l'ennemi en tirailleurs avec la 18e demi-brigade légère. Le général Victor, ayant formé la 18e légère en colonne serrée par bataillons, perça par le grand chemin : à ce moment, la division Vaubois attaquait le camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige.

L'engagement fut très-vif, et la résistance opiniâtre de l'avant-garde de Wukassowich fit honneur à cette troupe, beaucoup plus faible que les Français. Dans la chaleur de la mêlée, Bonaparte fit ordonner par le capitaine Lemarois [1], son aide de camp, au général de cavalerie Dubois, de pousser vigoureusement l'ennemi pour décider l'affaire. Dubois se mit à la tête du 1er régiment de hussards, chargea les Autrichiens avec impétuosité, et fut atteint de trois balles, tandis que son aide de camp tombait mort à ses côtés. Cette charge brillante réussit complétement; l'ennemi fut rompu et culbuté. Le général en chef, qui parcourait le champ de bataille, s'était approché de Dubois au moment où celui-ci avait été mis hors de combat : « Je vais mourir, dit le brave expirant, en serrant la main de Bonaparte; mais en succombant pour la patrie, que j'apprenne au moins le dernier succès de nos armes. » Ses vœux furent exaucés : il ne rendit le dernier soupir que deux heures après la retraite des Autrichiens sur Roveredo.

Cependant le général Davidowich, ayant rassemblé le gros de son armée dans la position de Caliano, appela à lui le général Wukassowich. Bonaparte, qui s'aperçut de ce dernier mouvement, ordonna au général Rampon de s'avancer, avec la 32e demi-brigade, entre Roveredo et l'Adige, pendant que le général Victor se précipitait au pas de charge dans la principale rue de cette ville. Le général autrichien, ainsi pressé par des

[1] Depuis lieutenant général, comte, etc.

forces supérieures, ne put effectuer sa retraite qu'avec de pénibles efforts et en éprouvant une perte considérable. 1796—an IV. Italie.

Le général Vaubois n'avait pas été moins heureux que Masséna dans son attaque du camp de Mori, et il poursuivait les troupes qu'il avait eu à combattre sur la rive droite de l'Adige. Il était une heure après midi. Wukassowich, accablé de toutes parts, avait cependant réussi à rallier ses différentes troupes; et, s'arrêtant par intervalles dans les positions les plus avantageuses qu'il rencontrait dans sa retraite, il faisait face à son ennemi pour retarder sa poursuite. Les Autrichiens n'avaient point donné jusques alors un exemple plus remarquable de leur constance et de leur fermeté. Combattant depuis deux jours avec désavantage, ils se retiraient sur la route de Trente, sans la confusion qu'on aurait pu attendre de troupes harassées et vaincues. Toutefois, les Français avaient enlevé à Wukassowich trois pièces de canon, 7 à 800 prisonniers, tué ou blessé 5 à 600 hommes.

Bonaparte accorda quelques moments de repos à la division Masséna en avant de Roveredo, tant pour donner à ce dernier général le temps de rallier ses brigades que pour reconnaître lui-même les mouvements de l'ennemi. Il prit en conséquence deux escadrons avec lui, et s'avança sur la route de Trente. Wukassowich venait enfin d'opérer sa jonction avec le général Davidowich, dont les troupes fraîches et nombreuses n'avaient point encore donné. La position que les Autrichiens occupaient à Caliano se trouve resserrée entre l'Adige et des montagnes à pic, et forme une gorge d'environ quarante toises de largeur, fermée par le village, un château assez élevé et une forte muraille qui, partant de la montagne, s'étend jusques à la rivière. Le général Davidowich avait disposé toute son artillerie pour battre le défilé. Le général français se convainquit qu'on ne pouvait se promettre de forcer un passage aussi formidable que par une attaque vive et spontanée, à l'effet de profiter des premières impressions que devait produire nécessairement l'arrivée des troupes vaincues du général Wukassowich. Il n'y avait pas un moment à perdre; aussi Bonaparte donna-t-il sur-le-champ au général Dammartin l'ordre de faire avancer huit pièces d'artillerie légère pour commencer la canonnade. Ces pièces furent

1796 — an IV. Italie.

placées sur un petit plateau d'où elles prenaient la gorge en écharpe. Le général Pigeon fut envoyé sur la droite avec l'infanterie légère, tandis que 300 tirailleurs se jetèrent sur les bords de l'Adige pour engager la fusillade. Protégées par ces dispositions, trois demi-brigades, formées en colonnes serrées par bataillons, s'avancèrent dans le défilé. Les Autrichiens, ébranlés par le feu meurtrier de la batterie du général Dammartin, étonnés de la hardiesse des tirailleurs, qui s'approchaient de plus en plus de la muraille dont nous avons parlé, ne résistèrent point au choc des colonnes d'attaque; l'une gravit des rocs presque inaccessibles, l'autre tourne l'ennemi le long de l'Adige. Le général Davidowich, pressé en flanc et de front, dut céder l'entrée de la gorge. Ce premier mouvement rétrograde imprima la terreur sur toute la ligne ennemie et la mit en désordre. L'ardeur des soldats français s'en accroît; les retranchements sont abordés à la baïonnette et bientôt enfoncés. L'ennemi fuit en désordre; la cavalerie française se met à sa poursuite, suivie elle-même par l'infanterie, qui marche au pas de course. Le capitaine Lemarois, aide de camp du général en chef, s'élance à la tête de 50 hussards, pour gagner la tête d'une des colonnes ennemies et essayer de lui couper la retraite. Emporté par sa bouillante ardeur, il se jette dans la colonne; bientôt enveloppé, il est renversé à terre et reçoit plusieurs coups de sabre. Les hommes qui l'avaient suivi sont également enveloppés et sabrés. Cependant le 1er régiment de hussards, accouru au secours de ses camarades, parvient à pousser l'ennemi en le chargeant avec la plus grande vigueur, et dégage le vaillant Lemarois, qui, foulé aux pieds des chevaux, couvert de sang et de poussière, était méconnaissable. Le colonel du 1er régiment de hussards fut tué dans cette charge brillante. La retraite des Autrichiens se changea alors en déroute : les vaincus, confondus avec les vainqueurs, furent faits prisonniers par centaines. Le capitaine Bessières [1], de la compagnie des guides du général en chef, avec six de ces derniers, s'empara de deux pièces de canon, et tua tous les canonniers qui voulaient les défendre.

[1] Mort, en 1813, duc d'Istrie et maréchal de France.

Les troupes du général Davidowich se retirèrent ainsi dans le plus effrayant désordre. Peu de corps étaient réunis ; indociles à la voix de leurs chefs, les soldats avaient fui à la débandade à travers les bois, les champs et les rochers; et le général autrichien, parvenu jusques à la ville de Trente, put à peine rassembler sous ses murs la moitié de son corps d'armée. 1796 — an IV. Italie.

La perte des Autrichiens dans les deux journées des 3 et 4 septembre fut très-considérable, mais bien moins en hommes tués qu'en blessés et prisonniers. Le nombre de ces derniers fut évalué de 7 à 8,000; vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux et quantité de fusils furent les trophées du combat de Roveredo ou Caliano, l'une des actions les plus heureuses et les plus mémorables de cette campagne, si féconde en hauts faits militaires. On a pu remarquer que le corps du général Davidowich avait été ainsi vaincu et dispersé par une seule division de l'armée, celle du général Masséna, qui, dans cette circonstance si importante, augmenta encore la haute réputation qu'il avait déjà acquise, en donnant des preuves d'un courage et d'une habileté au-dessus de tous les éloges.

Pendant la nuit du 4 au 5, la division du général Vaubois passa l'Adige et fit sa jonction avec celle de Masséna. Cette dernière se remit en marche à la pointe du jour, pour continuer la poursuite de l'ennemi. Le général Davidowich venait de faire une trop terrible épreuve de la prodigieuse activité de ses adversaires pour s'exposer, dans la situation où se trouvaient ses troupes, à une nouvelle attaque. Il avait évacué Trente pendant la nuit; et Masséna fit son entrée dans cette ville, à huit heures du matin, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'arrière-garde ennemie [1].

Le général Vaubois, qui avait reçu l'ordre d'accélérer sa marche, arriva également à Trente vers le milieu du jour. Les deux divisions campèrent en avant de la ville. Bonaparte avait été promptement informé par ses éclaireurs que le général Davidowich venait de s'arrêter dans une position retranchée

[1] Bonaparte, dans son rapport, fait la remarque que la division Masséna est le premier corps d'armée français qui eût, jusques alors, pénétré si avant dans ces contrées.

1796 — an IV. Italie. derrière la rivière ou plutôt le torrent de Lavis, sur la route qui conduit de Trente à Botzen. Cette position de l'ennemi aurait inquiété la marche du corps d'armée que le général en chef se proposait de diriger par les gorges de la Brenta; et ce dernier pouvait d'autant moins différer d'en chasser le général autrichien que le succès de sa première opération sur l'armée impériale n'était réellement assuré qu'après cette dernière entreprise. Les deux divisions reprirent donc les armes dans l'après-midi, et Bonaparte se porta à l'avant-garde pour en diriger lui-même les attaques. Les Français arrivèrent à six heures du soir devant les troupes de Davidowich, placées dans une position vraiment formidable. Pour y arriver, il fallait passer le Lavis sur un pont dont le débouché était défendu par tous les moyens les plus propres à arrêter les assaillants. Une batterie enfilait le pont dans toute sa longueur, et menaçait de balayer tous ceux qui se présenteraient pour le passage. Les soldats français se rappelèrent à l'instant le pont de Lodi, et ces nouveaux obstacles ne leur parurent pas plus insurmontables. L'avant-garde se prépara donc à les franchir au pas de charge, en poussant des cris d'enthousiasme et d'espérance; mais des décharges de mitraille portent bientôt quelque désordre dans les rangs pressés de ces braves, qui reculent en voyant tomber les premières files. L'arrivée de la tête de la division Vaubois permet à Bonaparte d'ordonner une nouvelle attaque. Cette fois l'artillerie ennemie est sans effet, de nouveaux soldats succèdent à ceux que la mitraille renverse. Bientôt le général Dallemagne a franchi le pont à la tête de la 25[e] demi-brigade, et n'est point arrêté par la vive fusillade de l'ennemi, retranché dans le village de Lavis. Le général Murat traverse la rivière à gué, à la tête du 10[e] régiment de chasseurs, dont chaque cavalier porte en croupe un fantassin. L'adjudant général Leclerc, avec 3 chasseurs, et le colonel de la légion des Allobroges, Desaix, avec 12 carabiniers, se jettent à la nage et vont se placer en embuscade à plus d'un quart de lieue, dans un chemin par où doit passer l'ennemi en se retirant. Davidowich, craignant une déroute semblable à celle de la veille, prend le parti de faire précipitamment sa retraite sur Salurn et Neumark. Un détachement de cavalerie

qui se retirait au galop donne dans l'embuscade que nous 1796 — an IV. Italie.
venons de signaler à l'instant. Les cavaliers ennemis veulent s'ouvrir le passage en sabrant; mais le défilé est étroit et occupé dans sa largeur par les quinze braves que dirigent l'adjudant général Leclerc et le colonel Desaix. Il faut franchir un rempart de baïonnettes croisées; la nuit est obscure et cache aux Autrichiens le nombre de leurs adversaires. 100 hussards et 3 ou 400 hommes d'infanterie, qui les suivent, mettent bas les armes devant 17 Français et se rendent prisonniers. Le guidon des hussards ennemis fut présenté dans la nuit, au général en chef, par les guerriers qui s'en étaient emparés. L'adjudant général Leclerc fut le seul qui, dans cette action extraordinaire, reçut quelques blessures. L'obscurité ne permit pas de poursuivre avec plus de vigueur le général Davidowich.

La division Augereau, ayant rencontré des difficultés insurmontables dans sa marche sur les hauteurs, redescendit dans la vallée de l'Adige. Bonaparte lui donna ordre de se porter sur Levico, dans la vallée de la Brenta, sur la route qui conduit de Trente à Bassano.

Ainsi s'exécuta la première partie du plan conçu par Bonaparte pour neutraliser celui du maréchal Wurmser. Ce dernier, appelé en Italie pour réparer les fautes de Beaulieu, aurait dû éviter de suivre les errements de son prédécesseur; mais l'expérience n'a presque toujours, et fort malheureusement, que peu d'action sur les vieilles routines [1].

Nous avons dit que, de tous les sujets des États héréditaires, les Tyroliens étaient le peuple sur le dévouement et la bravoure duquel l'Autriche comptait davantage. Les nombreuses milices fournies par ce pays, et les sacrifices de tous genres qu'il s'était imposés, justifient assez notre assertion. Il paraît cependant qu'un certain nombre d'habitants, moins attachés à la cause de leur souverain qu'à leurs intérêts personnels,

[1] Dans le rapport adressé au gouvernement après les combats de Roveredo et de Lavis, Bonaparte citait avec éloge un grand nombre d'officiers, parmi lesquels on remarque le général Lespinasse, les adjudants généraux Chabran et Sornet, le chef de brigade du génie Chasseloup, les capitaines Marigny, Maigrot et Ducor; le général en chef demandait l'avancement de ces trois derniers.

1796 — an IV. Italie. firent auprès de Bonaparte des démarches pour obtenir sa protection, s'il faut s'en rapporter à la proclamation adressée par lui au peuple tyrolien avant d'entrer sur son territoire, et ainsi conçue :

« Vous sollicitez la protection de l'armée française ; il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre : leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre.

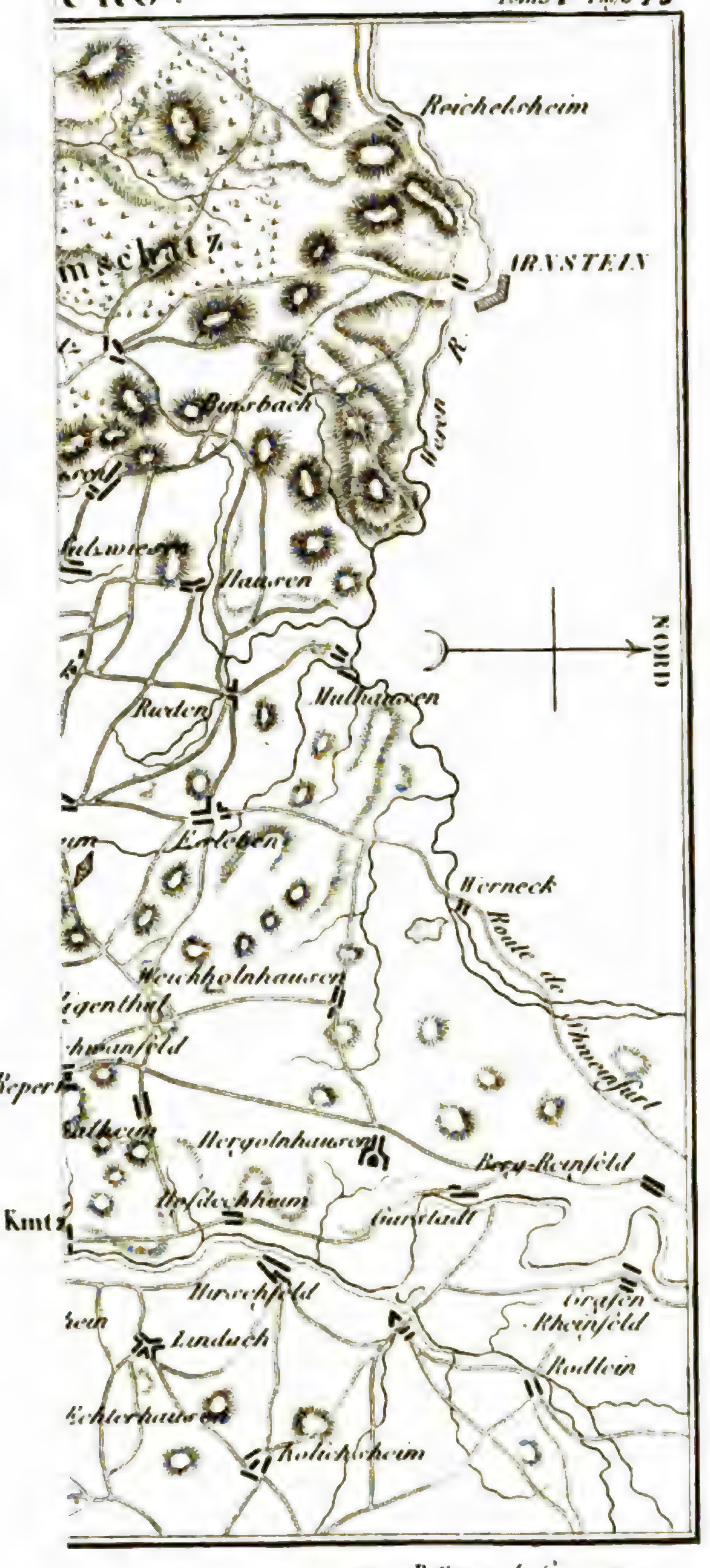
« La supériorité des armées françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, le trahissent ; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute.

« Vous voulez la paix ; les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe désolée et d'entendre les cris de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir ; la nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche.

« Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans vos foyers ; quittez les drapeaux tant de fois battus et impuissants pour les défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et d'Italie ; mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à épargner.

« Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité. »

En effet, Bonaparte s'occupa sans relâche d'établir le calme et la tranquillité dans la ville de Trente, en prenant les mesures administratives qu'il crut les plus propres à amener ce résultat, et qui répondaient également aux promesses et aux menaces contenues dans la proclamation que nous venons de citer. Il fit en conséquence publier, le 6 septembre, un arrêté qui portait : 1° que le conseil de Trente, appelé auparavant *conseil aulique*, continuerait toutes les fonctions civiles, juridiques et politiques que lui accordaient les usages et le gou-


Reichelsheim
ARNSTEIN
Buesbach
Hausen
NORD
Mulhausen
Werneck
Route de Schweinfurt
Weichholnhausen
Hergolnhausen
Berg-Reinfeld
Garstadt
Hirschfeld
Grafen Rheinfeld
Lindach
Rolichsheim
Reper
Kmtz
Batteries de Campagne
Batteries de Siège (Canons)
Batteries de Siège (Mortiers)
Indication des Champs de Batailles
2 Lieues.

vernement du pays; 2° que toutes les attributions que l'empereur d'Autriche s'était réservées sur la principauté de Trente seraient conférées au susdit conseil; 3° que les receveurs des princes, quelle que fût leur dénomination, et de quelque nature que fût l'imposition directe ou indirecte, rendraient compte de leur gestion au même conseil; 4° que le conseil rendrait lui-même à la république française un compte exact de tous les revenus du prince et de l'empereur, et qu'il demeurait en conséquence chargé du soin de veiller à ce que rien ne fût distrait; 5° que tous les actes se feraient au nom de la république française; 6° que le conseil prêterait serment d'obéissance à la république, et le ferait prêter à toutes les autorités civiles et politiques du pays; 7° que tous les étrangers, de quelque pays qu'ils fussent, seraient obligés de quitter les États trentins dans les vingt-quatre heures (le conseil devait les remplacer par les naturels du pays); 8° enfin que le général commandant la place tiendrait lieu de capitaine de la ville. Au moyen de ces dispositions, qui n'avaient rien de choquant pour l'orgueil patriotique des Tyroliens, l'ordre et la paix régnèrent dans la ville de Trente; et Bonaparte assurait sa conquête, en présentant son administration sous un jour favorable. 1796 — an IV. Italie.

Bataille de Würtzbourg. L'armée de Sambre-et-Meuse continue sa retraite jusque sur la Lahn. — Le général Jourdan avait réussi, plus heureusement peut-être qu'il ne s'y attendait, à se retirer sans perte devant les forces bien supérieures que l'archiduc avait dirigées contre lui; mais son arrivée à Schweinfurt n'était encore que le commencement d'une retraite qu'il se voyait dans la nécessité de continuer, et qui lui présentait un grand nombre d'obstacles à surmonter. Toutefois, les dépêches qu'il reçut du général Moreau à son quartier général de Schweinfurt, et qui lui annonçaient le passage du Lech et les succès remportés à Friedberg, diminuèrent les inquiétudes qu'il avait conçues. En apprenant ces nouvelles favorables, l'armée de Sambre-et-Meuse partagea avec son général en chef l'espoir que la retraite du général Latour apporterait quelques changements dans les projets de l'archiduc, et pourrait engager ce dernier à retourner sur le Danube. 11 septemb. (25 fructid.) Allemagne.

1796—an IV. Allemagne. Cette disposition de l'armée française lui rendit son enthousiasme, et ses généraux reprirent leur confiance ordinaire dans ses efforts.

Ces dispositions morales de l'armée eurent une influence marquée sur les événements qui nous restent à décrire, et nous croyons devoir en faire la remarque. Peut-être eût-il été plus prudent, au reste, de donner moins d'accès à des espérances qui n'étaient fondées que sur des suppositions.

La marche forcée que l'armée venait de faire en se tirant d'une position critique engagea le général Jourdan à séjourner le 31 août à Schweinfurt. Les soldats avaient presque manqué de vivres depuis le départ des bords de la Nab; ils n'avaient eu que la ressource de quelques pommes de terre trouvées sur le terrain où ils avaient bivouaqué. Le général en chef employa la journée du 31 à assurer à l'armée des subsistances plus solides et moins précaires, pour quelques jours. Il dut s'occuper également de réorganiser ses divisions. Le général Collaud, épuisé par les fatigues d'une campagne où vaincre l'ennemi avait été moins difficile peut-être que de surmonter les obstacles du terrain, demanda et obtint la permission de se retirer sur les derrières de l'armée pour y rétablir sa santé[1]. La division qu'il commandait, l'une des plus braves et des plus dévouées de l'armée, fut alors répartie entre les autres divisions. La brigade du général Jacopin, la 43e demi-brigade de ligne et le 11e régiment de dragons renforcèrent la division du général Lefebvre; la 20e demi-brigade légère, le 1er bataillon de la 23e de ligne et le 6e régiment de chasseurs, aux ordres du général Ney, passèrent à la division Grenier; la 8e légère et la brigade du général Bastoul furent placées dans la

[1] Le prince Charles, dans ses Mémoires, attribue cette retraite du général Collaud à la mésintelligence qui régnait entre lui et le général en chef. Collaud était trop bon Français, et trop attaché à ses devoirs de général, pour abandonner l'armée dans une situation aussi critique, surtout par les motifs que suppose gratuitement l'archiduc. Jourdan n'avait point, dans l'armée, de général plus dévoué; et, s'il est vrai qu'il ait eu quelquefois à se plaindre des contrariétés que lui faisaient éprouver quelques généraux sous ses ordres, le général Collaud ne fut jamais du nombre de ces derniers. C'est un hommage que nous devons à la vérité.

division Championnet; celle de Bernadotte reçut la 9e de ligne et le 14e de dragons; enfin, le 4e régiment de cavalerie fut mis sous les ordres du général Bonnaud, afin de donner à sa réserve une force plus imposante. Le général Kléber devait conserver le commandement supérieur de la division Lefebvre; mais sa santé, mal affermie depuis qu'une première fois il avait quitté l'armée, le força de se retirer le 2 septembre. 1796 — an IV. Allemagne.

Dans l'intention où était le général Jourdan de se retirer sur la Lahn, deux routes s'offraient à lui : celle de Hammelburg et celle de Würtzburg; la première était la plus directe, et par conséquent celle qui paraissait préférable; mais Jourdan ne pouvait se déterminer qu'à regret à quitter la Franconie. L'espérance que lui donnaient les premiers succès du général Moreau, l'ardeur dont paraissaient animées ses propres troupes, et encore la supposition très-naturelle que les progrès des Français au delà du Danube engageraient le prince Charles à renvoyer de ce côté une bonne partie des troupes dont il avait renforcé l'armée de Wartensleben : toutes ces circonstances réunies lui firent prendre la résolution de ne plus céder le terrain sans combattre. Sans doute les événements, en prouvant que ses espérances étaient mal fondées, ont démontré aussi qu'il eut tort de ne point faire sa retraite par Hammelburg. Cependant, si les Français eussent gagné la bataille que nous allons décrire, peut-être louerait-on aujourd'hui Jourdan de ce qui a été un motif de blâme pour plusieurs écrivains militaires.

Quoi qu'il en soit, tout en rendant justice au général Jourdan sur ses intentions, et en faisant remarquer même que sa résolution de ne point se retirer sans combattre était honorable et conforme à la disposition morale des troupes qu'il commandait, nous devons dire qu'il eût pu choisir un autre champ de bataille que les environs de Würtzburg. On va voir combien il était dangereux, dans les circonstances délicates où se trouvait l'armee, de s'éloigner de Schweinfurt, d'où la retraite était assurée et facile sur Hammelburg, pour se jeter à deux marches plus loin dans le coude que le Mayn fait à Wurtzburg. Une victoire remportée sur ce terrain ne délivrait pas l'armée de tout péril, lorsqu'au contraire, dans l'autre

1796 — an IV. Allemagne. direction, elle eût été suivie d'avantages certains et inappréciables.

D'après le plan arrêté par le général en chef dans la journée du 1er septembre, l'armée française marcha donc sur Kitzingen et Dettelbach. Jourdan supposait que l'archiduc se croirait dans la nécessité d'envoyer du secours à son lieutenant sur le Danube, le général Latour. Dans ce dernier cas, l'armée de Sambre-et-Meuse se trouvait en mesure de marcher rapidement sur Nuremberg. Au cas contraire, c'est-à-dire si le prince conservait la totalité de ses forces, Jourdan se mettait à même de lui disputer le passage du Mayn, et trouvait dans Würtzburg un appui solide s'il était obligé de se reployer. Le grand inconvénient de ce plan d'opérations était de laisser la route de Gemünden ouverte; mais le général Jourdan se persuada que l'archiduc n'oserait pas faire occuper cette route par la crainte de perdre ses communications avec le général Latour, et de laisser, au contraire, à l'armée de Sambre-et-Meuse la facilité de se réunir à celle de Rhin-et-Moselle.

Loin de penser à abandonner son projet sur Jourdan et à se priver d'une partie de ses forces pour augmenter celles du général Latour, l'archiduc avait, au contraire, manœuvré de manière à concentrer ses troupes pour tourner l'armée française et l'attaquer ensuite avec la plus grande vigueur. Le général Hotze, dans la journée du 1er septembre, avait gagné l'avance sur le général Jourdan, et occupé le pont de Kitzingen sur le Mayn. Six bataillons et neuf escadrons furent de suite dirigés sur Würtzburg; et, secondés par les habitants, ils s'emparèrent de cette ville en forçant la garnison, qui consistait en un seul bataillon, à se jeter dans la citadelle. Ce mouvement important fut si bien masqué par l'ennemi que le général Bollemont, commandant l'artillerie de l'armée, arrivé à Würtzburg pour faire quelques dispositions relatives à son arme, fut surpris et contraint de s'enfermer avec la garnison dans la citadelle. Deux bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Kienmayer, qui avait passé le Mayn à Lindbach, s'avancèrent par la rive gauche afin de bloquer la forteresse, dont le général Bollemont prit le commandement. Le reste du corps de Hotze prit position sur les hauteurs du

Galgenberg, ayant sa gauche appuyée au détachement dont nous venons de parler. Le général Sztarray, qui avait marché après Hotze par le pont de Kitzingen, vint camper à Reperndorf avec treize bataillons et dix-sept escadrons, et fut soutenu par le prince de Lichstenstein, à la tête de trois bataillons et seize escadrons, qui prirent position à Bibergau, Euerfeld et Erfeldorf. L'archiduc arriva à Ober-Schwarzach avec douze bataillons et vingt-six escadrons. Les environs de Gerodlshofen furent occupés par le corps du général Kray, composé de treize bataillons et quarante-un escadrons. Cinq bataillons et dix-sept escadrons, sous les ordres du général Elnitz, campèrent à Hassfurt et Kloster-Theres, sur la rive droite du Mayn, en observant la route de Schweinfurt. L'armée autrichienne séjourna le 2 dans les positions que nous venons d'indiquer, ne soupçonnant pas que Jourdan marcherait sur Würtzburg. Ce séjour intempestif était une faute du prince Charles, puisqu'en se rapprochant de Würtzburg, et se portant sur Gemünden, il eût fait à loisir ce qu'il fut obligé d'exécuter le lendemain avec précipitation.

1796 — an IV. Allemagne.

Jourdan n'apprit que le soir du 1er septembre les mouvements de l'armée autrichienne, et il ignorait encore que l'ennemi occupât Würtzburg et tînt bloquée la garnison dans la citadelle. Il eût dû toutefois le supposer, puisque déjà les jours précédents la colonne du général Hotze l'avait devancé à Eberach. C'était, dans tous les cas, le moment de renoncer au projet de s'enfoncer dans le coude formé par le Mayn, pour y livrer une bataille; il devait profiter de la négligence de l'archiduc à faire occuper Gemünden, pour marcher sur-le-champ de Schweinfurt sur Hanau. Cette marche, qu'indiquait la prudence, éloignait l'occasion d'engager une affaire générale que désirait Jourdan, et il persista dans son dessein de se porter sur Würtzburg : dans l'ignorance où il était de la marche du général Hotze, il croyait arriver assez à temps pour recueillir le bataillon qui gardait cette ville, et pour y faire ses préparatifs.

Cependant l'occupation de Kitzingen ne permettait point à Jourdan de diriger la marche de l'armée sur ce point : il fut décidé qu'elle s'avancerait par le défilé de Körnach. La réserve

1796 — an IV. Allemagne. de cavalerie eut ordre de marcher pendant la nuit sur Wurtzburg, de chercher à en défendre les approches, si l'ennemi n'en était pas maître, et de rétablir la communication avec la garnison, si déjà elle se trouvait bloquée. Le 2 septembre, la division Grenier s'avança dans la même direction, et fut remplacée à Schweinfurt par la division Lefebvre.

Le général Bonnaud, commandant la réserve de cavalerie, trouva l'ennemi posté en avant du village d'Estenfeld; il le chargea, le fit replier, et mit sa troupe en bataille en attendant l'arrivée de l'infanterie qui suivait. Cette infanterie, qui appartenait à la division Bernadotte, était commandée par le général de brigade Simon, remplaçant provisoirement son général de division, absent pour cause de maladie; elle rejoignit le général Bonnaud vers le milieu de la journée. Jourdan fit attaquer Lengfeld et le mamelon de Steinberg, d'où l'on pouvait découvrir ce qui se passait alors dans Würtzburg.

Nous avons dit que la division Lefebvre était restée à Schweinfurt. En se privant de cette division dans un moment où toutes ses forces lui étaient nécessaires pour obtenir un succès, Jourdan avait eu pour but de faire observer le général Elnitz sur la rive droite du Mayn, et le corps considérable du général Kray à Geroldshofen. Il voulait, en outre, s'assurer les communications sur la Saale, seul passage qui restât à l'armée pour se retirer, si, à la suite de l'engagement qui allait avoir lieu, elle ne parvenait pas à se rendre maîtresse de la route de Würtzburg.

Tous les hommes du métier ont blâmé le général Jourdan de cette dernière disposition, qu'aucun raisonnement ne peut en effet justifier. En admettant même la supposition que l'archiduc eût envoyé un fort détachement sur le Danube, toujours le général Jourdan devait-il croire l'armée autrichienne encore supérieure à la sienne. Nous avons déjà dit qu'elle ne s'élevait pas à plus de 42 à 43,000 hommes, toutes les divisions réunies. Laisser la division Lefebvre, de 11,000 hommes, à Schweinfurt, éloignée de dix lieues du champ de bataille, que Jourdan lui-même était venu chercher, c'était s'exposer à une défaite presque assurée. Dans son projet de retraite par la route de Francfort préférablement à celle de Hammelburg, pourquoi se privait-il du concours de la division Lefebvre pour

s'emparer de cette communication ? La bataille même de Würtzburg, où 30,000 Français vont disputer la victoire à près de 60,000 Autrichiens, prouvera bientôt qu'avec 11,000 hommes de plus, il eût été peut-être possible à Jourdan de vaincre son adversaire et de rester maître de cette route de Francfort, qu'il s'obstinait à vouloir suivre. Lorsque l'archiduc fut informé du mouvement de l'armée française, il envoya le général Kray sur Schwarzach, où l'on jetait un pont que ses troupes devaient passer dans la nuit du 2 au 3, pour aller soutenir le général Sztarray. Celui-ci, instruit de l'approche de l'armée française, s'était avancé sur Rottendorf, pour se lier au général Hotze. L'archiduc se rendit le 3 au pont de Schwarzach, pour y accélérer le passage du corps de Kray, et rejoignit ensuite le général Sztarray pour examiner par lui-même la situation des choses. 1796 — an IV. Allemagne.

Le général Simon avait attaqué, le 2, Sztarray, auprès de Körnach, et s'était emparé des bois qui couvraient la droite de ce général. Le général Klein avait exécuté une charge brillante près d'Euerfeld, mais la nuit avait empêché de mettre à profit l'avantage remporté. Ces escarmouches apprirent toutefois au général Jourdan à quelles forces il avait affaire. Convaincu de l'occupation de Würtzburg, il délibéra s'il ne se retirerait pas pendant la nuit sur Hammelburg, par Arnstein; la division Lefebvre se serait alors réunie à lui, et l'armée eût continué sa retraite sur la Lahn. Mais il paraît que l'ardeur extraordinaire que les troupes montraient depuis plusieurs jours, le désir qu'elles témoignaient d'en venir aux mains avec un ennemi qui avait si souvent refusé un engagement général, exaltèrent l'imagination du général en chef; et l'honneur, ce puissant prestige des âmes fortes, réussit à lui persuader qu'avec des soldats et des officiers tels que ceux qu'il commandait, il était honteux de reculer, et possible de vaincre. En annonçant à l'armée qu'elle se battrait le lendemain, Jourdan se vit accueillir par des applaudissements unanimes, et les lauriers de Fleurus se retracèrent à sa pensée. Mais à Fleurus, l'armée française ne combattit point des forces doubles des siennes; et, nous devons le dire ici sans craindre de paraître faire un éloge trop flatteur, le prince Charles ne commandait point alors l'ennemi qu'il

1796 — an IV. Allemagne. fallait vaincre. Le 2, au soir, telle était la position de l'armée française : la division Bernadotte vis-à-vis le gros du corps de Sztarray; celle de Championnet en avant du ruisseau qui coule à Körnach, sa droite appuyée à Steinfeld, et sa gauche étendue jusque sur les hauteurs où le ruisseau prend sa source; le général Bonnaud à Maynbrünn; et le général Grenier, qui ne faisait que d'arriver sur le champ de bataille, fut placé en réserve, entre Unter-Bleichfeld et Ober-Bleichfeld.

Le 3 septembre, au matin, un épais brouillard dérobait aux deux armées leur situation respective. On vient de voir plus haut que l'archiduc s'était porté au corps du général Sztarray pour examiner ce qui se passait. Sztarray venait de s'avancer de Rottendorf, et avait formé ses troupes en colonnes dans le ravin, au pied des hauteurs de Lengfeld, à une portée de fusil de l'armée française, qui ne pouvait les apercevoir en raison du brouillard. L'archiduc ne voulait ordonner l'attaque que quand il pourrait apercevoir ses adversaires.

Les troupes françaises, postées sur les hauteurs du côté de Lengfeld, n'avaient ni assez de force, ni assez de profondeur. En perçant cette ligne trop étendue, le corps de Sztarray se trouva aussitôt réuni à celui de Hotze, et cette masse de forces autrichiennes pouvait avoir une influence marquée sur les événements de la journée.

Lorsque le soleil eut commencé à dissiper les vapeurs de l'atmosphère, le général Sztarray fit sortir ses troupes du ravin, et attaquer avec impétuosité les hauteurs de Lengfeld occupées par la division Bernadotte. Les Français, qui ne s'attendaient point à une attaque aussi brusque, furent ébranlés, et, après une légère résistance, ils cédèrent le terrain. Le général Simon, qui commandait, comme nous l'avons dit, les troupes de cette division en l'absence du général Bernadotte, les concentra sur une hauteur, en arrière de Lengfeld, la droite sur le mamelon qui domine le moulin, la gauche à Estenfeld, le front sur le ruisseau qui arrose les champs de ce village. Cette disposition arrêta les progrès du général Sztarray. Celui-ci essaya, à différentes reprises, de déposter le général Simon, et chaque fois il fut repoussé. Le général autrichien fut ainsi tenu en échec pendant toute la journée, et Simon conserva sa position jus-

ques au moment où le général Jourdan lui envoya l'ordre de se retirer avec le reste de l'armée. 1796 — an IV. Allemagne.

Sur ces entrefaites, le général Hotze était descendu des hauteurs du Galgenberg, et manœuvrait dans la plaine. La division Championnet s'avança et attaqua les troupes qui se trouvaient en avant du bois de Steinfeld; après avoir chassé les Autrichiens de ce taillis, le général Championnet se porta sur Steinfeld, força l'ennemi à se retirer derrière un ruisseau qui coule d'Eurefeld à Rottendorf, et se trouva, de cette manière, établi sur le flanc droit de l'ennemi. Toutefois la disposition prise par le général français donnait à ses troupes une trop grande extension qui aurait compromis leur sûreté, si les Autrichiens avaient su profiter plus tôt de cette circonstance.

Le général Jourdan se confiait dans la position de la division Bernadotte pour empêcher l'ennemi de déboucher par Lengfeld ; mais, craignant que le trop grand développement de celle du général Championnet n'eût des résultats fâcheux, Jourdan ordonna au général Grenier de venir soutenir cette division. La division de cavalerie de réserve devait en même temps essayer de pénétrer jusques à Rottendorf pour prendre à dos les généraux Hotze et Sztarray. Grenier, partant d'Ober-Bleichfeld, devait s'avancer sur les hauteurs de Seligenstadt. Cette manœuvre, qui était tout ce que la faiblesse numérique des Français permettait à Jourdan de faire, ne put recevoir son entière exécution.

Du moment où l'archiduc, arrivé auprès du général Sztarray, eut reconnu à quelles forces il avait affaire, il expédia les ordres nécessaires pour mettre en action toutes les troupes qui avaient passé le Mayn. Il enjoignit à Kray d'appuyer fortement sur sa droite, vers Proffelsheim, après avoir passé la petite rivière sur laquelle ce village est situé, et de faire tous ses efforts pour déborder la position de l'armée française. Le général Wartensleben, malgré son grand âge, donna, dans cette occasion, une grande preuve de son activité et de son dévouement. Il se jeta dans le Mayn, qu'il n'avait point encore traversé avec ses troupes, à la tête de sa nombreuse cavalerie, passa cette rivière à la nage, et marcha par le village de Bibergau, pendant que son infanterie passait sur le pont de Schwarzach. Grenier,

1796—an IV. Allemagne. qui commençait à exécuter le mouvement qui lui avait été ordonné, voyant les escadrons de Wartensleben se développer dans la plaine, se détermina à n'envoyer au secours de Championnet qu'une demi-brigade d'infanterie, un régiment de dragons et une partie de son artillerie légère, et resta dans sa position d'Ober-Bleichfeld. A peine les troupes détachées étaient-elles en marche, que les avant-gardes de Kray et de Wartensleben engagèrent une fusillade avec celle de Grenier. Celui-ci envoya trois bataillons et quatre escadrons sur la hauteur en avant du village pour défendre et couvrir, le plus longtemps possible, le flanc et les derrières de Championnet.

La position de l'armée française, ainsi engagée avec des forces qui augmentaient sans cesse, devenait de plus en plus critique. Jourdan, informé par Grenier de l'arrivée subite de Kray et de Wartensleben sur le champ de bataille, envoya à la division du général Bonnaud l'ordre de se porter à la gauche de la division Championnet pour y remplacer la cavalerie légère du général Klein, qui s'était jetée à gauche, à l'effet d'observer et de ralentir la marche du général Kray. Le général Simon, qui, ferme dans sa position, ne s'était point encore servi de sa cavalerie, et ne paraissait pas en avoir un besoin urgent, eut ordre d'en diriger une partie sur la division Championnet. En même temps, le général Jourdan, se doutant bien que les renforts arrivés aux Autrichiens venaient du corps d'observation que l'archiduc avait placé vis-à-vis de Schweinfurt, et pensant dès lors que la présence de la division Lefebvre devenait, pour ainsi dire, inutile sur ce point, dépêcha à ce général plusieurs officiers pour lui porter l'ordre de marcher sur-le-champ sur Wipfeln, afin d'appuyer la gauche de l'armée et de garder les communications; mais ces dernières étaient déjà interceptées. Les Autrichiens occupaient la route de Würtzburg à Schweinfurt, et les officiers envoyés vers Lefebvre furent obligés de revenir sur leurs pas. Événement malheureux, qui exposait l'armée française aux chances les plus déplorables, et qui dut, sans doute, faire repentir le général Jourdan d'avoir cédé à un mouvement d'enthousiasme irréfléchi, et de n'avoir pas pris la route de Hammelburg pour continuer sa retraite.

Cependant Wartensleben ayant débouché vers Erfeldorf, la

cavalerie autrichienne vint se ranger en bataille vis-à-vis des escadrons que le général français avait envoyés à sa rencontre. Les quatorze escadrons de hussards du prince de Lichtenstein qui avaient été jusques alors dispersés dans la plaine, furent réunis en échelons sur la droite de la grosse cavalerie, derrière Euerfeld. Le prince Charles ordonna au général Kray de diriger des troupes de Diepbach, pour déborder et envelopper la gauche de l'armée française. Le général Grenier, qui vit ce mouvement, détacha deux bataillons et un escadron pour défendre l'approche de la forêt d'Heiligenthal. Dans le même temps, l'avant-garde de cette division, qui tiraillait avec les troupes du général Kray depuis leur arrivée, fut attaquée vigoureusement en avant d'Ober-Bleichfeld. Ney, qui la commandait, fut obligé de se replier sur le village. Il fut soutenu dans ce mouvement rétrograde par trois bataillons et quatre escadrons de dragons que Grenier détacha à son secours. Ney, au moyen de ce renfort, se reforma sur une hauteur, à droite d'Ober-Bleichfeld, et parvint à arrêter l'ennemi. Dans ce moment, plusieurs escadrons de hussards, ayant tourné la division française, attaquèrent à l'improviste son parc, et s'emparèrent de quatre pièces de canon. Le parc eût été pris tout entier, sans quatre compagnies d'infanterie qui repoussèrent les hussards.

Il était trois heures après midi, et la colonne de huit bataillons de grenadiers, ayant en tête le général Werneck, arrivait sur la ligne de bataille. L'archiduc forma les grenadiers en bataille sur deux lignes : la droite, appuyée à la cavalerie, prenant pour point de direction à gauche le bouquet de bois en avant de la ferme de Rothehof. A la vue de cette ligne redoutable, Championnet se vit obligé d'apporter quelques changements à la disposition de ses troupes. Il fit un mouvement par sa droite pour l'appuyer plus sûrement à la division Bernadotte. Il plaça son infanterie derrière des bois et des taillis, qui lui parurent propres à la garantir des attaques trop vives de la cavalerie ennemie. Bonnaud, avec sa réserve, arrivant alors par derrière les bois de Sperlerholz, se forma sur la gauche du général Championnet. Jourdan, qui s'était transporté sur ce point important, donna au général Bonnaud le commandement de toute la cavalerie qui s'y trouvait réunie en ligne, en lui enjoignant

1796 — an IV. Allemagne d'entamer sur la cavalerie ennemie une charge digne de l'impétuosité française. Jourdan espérait mettre les escadrons ennemis en désordre et rompre la ligne autrichienne. Mais l'archiduc avait prévu cette attaque. La cavalerie légère des généraux Championnet et Grenier, postée en avant et à gauche du village d'Ober-Bleichfeld, avait déjà été repoussée. Les escadrons des cuirassiers autrichiens s'avançaient dans la plaine avec une lenteur calculée. La position du général Bonnaud était d'autant plus critique qu'il devenait bien difficile de se retirer en cas d'échec. Cependant, il était engagé trop avant pour balancer à attaquer l'ennemi. Les escadrons français s'ébranlèrent et chargèrent avec la plus grande fermeté, ayant leur digne général à leur tête. Le choc fut terrible des deux côtés. Les escadrons français de la droite commençaient à plier, lorsque ceux de gauche, par un mouvement aussi rapide qu'exécuté à propos, tombèrent sur le flanc droit autrichien et ramenèrent les escadrons la pointe aux reins, pendant quelques minutes. Pendant que le général faisait sonner le ralliement, la réserve de cavalerie autrichienne, composée de trois brigades, qui s'était formée en seconde ligne par les ordres de l'archiduc, marcha au grand trot sur les escadrons du général Bonnaud. Celui-ci n'avait point de réserve à opposer à ce renfort; le désordre occasionné par la première charge n'étant pas encore réparé, l'événement d'une lutte aussi disproportionnée ne pouvait rester douteux. Aussi, malgré les efforts de son général, la cavalerie française, déjà ébranlée par son premier choc, et découragée par l'immense supériorité de l'ennemi, fut culbutée et dispersée. Tout ce que firent le général en chef et le brave Bonnaud pour rallier ces troupes devint inutile : les prières et les menaces furent vainement employées pour ramener au combat des cavaliers effrayés. Ceux-ci coururent, après avoir fait un demi-tour général, chercher un refuge derrière l'infanterie, dont la bonne contenance et le feu bien nourri arrêtèrent la poursuite de l'ennemi.

Cependant cette infanterie n'était point assez nombreuse, et sa ligne était trop étendue pour que Jourdan pût espérer de prolonger plus longtemps un combat inégal. Il pensa qu'après avoir tenté tout ce qui était possible pour conserver intact

l'honneur des armes françaises, il était de son devoir de songer au salut de ses troupes. Il ordonna donc la retraite sur Arnstein. 1796 — an IV. Allemagne.

L'aile gauche des Français se trouvant plus rapprochée que la droite du point sur lequel l'armée allait se retirer, Jourdan fit rester la division Grenier la dernière sur le champ de bataille, afin de donner aux divisions Bernadotte et Championnet le temps de commencer leur mouvement rétrograde. Le général Grenier réunit sa division à Ober-Bleichfeld. Attaquée avec chaleur par les troupes du général Kray, soutenues par la cavalerie légère du prince de Lichtenstein, cette brave division se défendit longtemps avec avantage. Instruit qu'il pouvait commencer à son tour son mouvement de retraite, Grenier se retira d'abord sur Unter-Bleichfeld, d'où il prit ensuite la direction d'Arnstein par Fehrbruck, marchant dans le meilleur ordre, et s'arrêtant dans toutes les positions où il croyait pouvoir faire face à l'ennemi, à l'effet de ralentir sa poursuite. Il perdit néanmois une pièce de canon dont les chevaux furent tués. Quatre compagnies de la 67ᵉ demi-brigade, commandées par le chef de bataillon Blanchard, et qui se trouvaient à l'arrière-garde, ayant mis trop d'ardeur dans un engagement avec l'avant-garde ennemie, furent enveloppées entre Heiligenthal et Opferbaum. Cette poignée de braves, au nombre de 250 hommes, renouvela dans cette occasion l'exemple donné par la 23ᵉ demi-brigade après le combat d'Amberg. Formées en carré, les quatre compagnies se défendirent avec une valeur digne d'un meilleur sort et ne déposèrent leurs armes que lorsque les soldats, épuisés de fatigue et couverts de blessures, ne purent plus combattre.

Le général Championnet était aux prises avec les grenadiers du général Werneck lorsqu'il reçut l'ordre de retraite. Ceux-ci, après s'être rangés en bataille, comme nous l'avons rapporté, sur la droite des cuirassiers autrichiens, s'étaient dirigés sur Rottendorf pour chasser les Français des bois qui se trouvent entre ce village et celui d'Estenfeld, et afin d'opérer leur jonction avec les troupes du général Sztarray. Ils avaient réussi dans cette entreprise; les Français avaient cédé; et Sztarray, secondé par cette attaque, avait repris son mouvement offensif en portant des troupes sur sa droite. Championnet, presque en-

1796 — an IV. Allemagne. vironné, éprouva des difficultés dans sa retraite, et ne put réussir à passer le ruisseau de Körnach sans désordre; toutefois il parvint à se retirer sur les hauteurs en arrière du ruisseau, et s'y arrêta avec la réserve de cavalerie qui le suivait, pour attendre que la division Bernadotte, poursuivie de son côté par le général Hotze, pût se mettre en ligne avec lui.

Les généraux Werneck et Sztarray passèrent le ruisseau de Körnach après Championnet, sur quatre colonnes, entre Lengfeld et Körnach, et Grenier se retirait toujours devant le général Kray. L'armée française se trouva en ligne, et les Autrichiens, parvenus au delà du ravin de Körnach, étaient en mesure de recommencer une attaque vigoureuse. Mais au lieu de profiter de leur avantage pour continuer à pousser les Français, l'archiduc employa un temps précieux à former son armée sur deux lignes. Il s'avança ensuite lentement en bataille contre la ligne française, en faisant la faute de refuser sa gauche et de rabattre sa droite, commandée par Kray, sur la partie méridionale du bois de Gramschatz vers Grumbach. Cette manœuvre ôta à l'archiduc les moyens de porter une partie de sa cavalerie sur Sulzwiesen et Binsbach, ce qui aurait probablement mis les Français dans l'impossibilité de gagner Arnstein, ou du moins aurait rendu leur retraite beaucoup plus difficile.

Jourdan sut mettre à profit la lenteur de son adversaire. La position de Mühlhausen était trop mauvaise pour qu'il songeât à s'y arrêter plus longtemps, et tandis que l'archiduc faisait ses dispositions pour une attaque prochaine, le général en chef, après s'être assuré que toutes ses divisions étaient réunies, continua son mouvement de retraite par le bois de Gramschatz sur Arnstein. Trois bataillons de la division Bernadotte, placés en arrière-garde sur la lisière du bois de Gundersleben, furent un moment enveloppés par des escadrons autrichiens et éprouvèrent quelque perte; mais ils parvinrent à se faire jour la baïonnette en avant, et rejoignirent le gros de la division sans autre accident. Le prince Charles s'aperçut trop tard de la faute qu'il avait commise, et l'armée française acheva en bon ordre sa retraite sur Arnstein, où elle arriva dans la nuit du 3 au 4.

La perte des Français dans cette journée, dont l'issue décida la retraite des deux armées d'Allemagne, ne s'éleva pas à plus

de 2,000 hommes, même en comprenant dans ce total la perte des petits combats de la veille : la moitié consistait en prisonniers; neuf bouches à feu seulement tombèrent au pouvoir des Autrichiens. On ne saurait faire trop remarquer combien était médiocre cette perte d'une armée qui venait de se battre pendant deux jours contre des forces presque doubles, surtout en cavalerie, avantage qui donnait aux Autrichiens tant de facilité pour ramasser des prisonniers. 1796 — an IV. Allemagne.

Nous ignorons ce que l'ennemi perdit de soldats dans la bataille de Würtzburg ; mais on peut présumer, d'après les détails que nous avons rapportés et les preuves multipliées que les soldats donnerent de leur intrépidité, principalement ceux d'infanterie, que la perte de l'ennemi fut à peu près égale à celle de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Le général Jourdan ne s'arrêta à Arnstein que le temps nécessaire pour prendre les dispositions ultérieures. Il ne lui restait plus d'autre parti à prendre que de se retirer sur la Lahn par les montagnes de la Fulde. En arrivant sur cette rivière avant l'archiduc, il trouvait en outre l'avantage de procurer à ses troupes un repos d'autant plus pressant, qu'elles n'avaient que très-peu de moyens de subsistance assurés. La route que l'armée allait tenir était affreuse ; mais cet inconvénient était compensé par l'avantage d'être suivie moins vivement par les Autrichiens, en supposant qu'ils se décidassent à prendre la même direction, ce qui n'était pas cependant très-présumable,

L'armée quitta Arnstein le 4 septembre avant le jour, et marcha sur Hammelburg, qui est derrière la Saale. Le général Lefebvre, auquel Jourdan, dès la veille, avait envoyé l'ordre de quitter Schweinfurt, s'était mis en route avec sa division par Nuningen, et arriva le soir à Arlebach, sans que le général Elnitz eût entrepris de l'inquiéter. L'artillerie et les équipages suivirent la route de Fulde. Le 5, la marche fut dirigée sur Bruckenau, et l'armée prit position sur la rive droite de la Sinn ; la division Lefebvre arriva à Oberbach. Le lendemain l'armée passa la Kintzig à Schluchtern ; l'arrière-garde, formée par la division Lefebvre, resta sur la rive gauche de cette rivière.

Des coureurs ayant rapporté au général Jourdan que les Autrichiens se montraient sur la Kintzig du côté de Hanau,

1796 — an IV. Allemagne. Jourdan dirigea, dès le soir du 6 septembre, la division Grenier sur Ulmbach, avec ordre d'en partir le lendemain pour se rendre à Wenigs, tandis que deux escadrons, quatre compagnies de grenadiers et deux pièces d'artillerie légère marchèrent sur Budingen. Le général Ney, qui commandait ce détachement, reçut de Jourdan l'ordre de contenir les partis autrichiens qui pourraient se présenter. Le général Bonnaud, qui marchait sur Friedberg afin de protéger la grande communication de Francfort à Wetzlar, rencontra l'ennemi en forces vers ce point; mais il réussit à s'emparer de Friedberg, après avoir repoussé les troupes légères autrichiennes, et il s'avança jusques au delà de Rosbach. Ceci eut lieu dans la journée du 7. Le même jour, les divisions Lefebvre et Championnet devaient aller camper à Biernstein, après avoir passé par Ulmbach. Celle de Bernadotte devait suivre la même direction; mais déjà les coureurs et l'ennemi se montraient de toutes parts, et le général Jourdan pressa davantage sa marche. Le 8, les divisions Championnet et Bernadotte campèrent aux environs de Butzbach; Ney et l'adjudant général Mireur dissipèrent les partis qui voulurent inquiéter la marche de ces troupes. L'arrière-garde prit position à Bergstadt; le général Bonnaud était resté à Friedberg. Le 9, l'armée atteignit les bords de la Lahn. Grenier et Championnet passèrent cette rivière à Wetzlar et s'établirent sur la rive gauche. Le général Ney, qui commandait l'arrière-garde de Grenier, resta en arrière de Giessen. La division Bernadotte, après avoir aussi passé la Lahn à Wetzlar, vint camper sur le plateau de l'abbaye d'Altenburg; la division Lefebvre et la cavalerie de Bonnaud prirent position sur la rive gauche en avant de Wetzlar.

Le général Jourdan se trouvait avoir atteint son but sans éprouver un grand obstacle de la part de l'archiduc. Ce prince, au lieu de se porter rapidement sur la Lahn par la route de Francfort, et d'y précéder l'armée française, comme le craignait le général français, mit dix jours à faire un trajet de quarante-quatre lieues. Trois marches lui auraient suffi pour atteindre Francfort avec le gros de l'armée, tandis que les généraux Elnitz, Staader et le prince de Lichtenstein auraient suivi les Français sur Hammelburg et Bruckenau. La réunion de 40,000

hommes à Francfort mettait l'archiduc à même d'isoler Jourdan du corps de Marceau devant Mayence, et des ponts sur le Rhin, puisque l'armée était encore le 6 à Schlüchtern. Il pouvait de plus diriger une colonne par Aschaffenburg, se lier avec la garnison de Mayence, marcher avec elle sur Limburg, et forcer Marceau à repasser le Rhin à Neuwied. La trop grande circonspection du prince Charles lui fit perdre cet avantage, et l'on pouvait présumer plus de vigueur dans l'auteur d'un plan aussi vaste et aussi bien conçu que celui qui forçait les Français à quitter l'Allemagne.

Sept bataillons et vingt-un escadrons formant le corps du général Elnitz, cinq bataillons et seize escadrons, aux ordres du prince de Lichtenstein furent les seules troupes qui furent détachées le lendemain de la bataille de Würtzburg, pour prévenir ou poursuivre les Français; et ce fut avec ces troupes que les généraux Bonnaud et Ney, et l'adjudant général Mireur, escarmouchèrent pendant la marche de l'armée sur la Lahn. Le reste de l'armée autrichienne avait passé la journée du 4 sur le champ de bataille de Würtzburg; et le seul résultat de ce séjour fut la reddition du château de cette ville, qui se serait rendu à deux bataillons aussi bien qu'à une armée tout entière, puisque la retraite de Jourdan ôtait tout espoir de délivrance à la garnison. Celle-ci demeura prisonnière de guerre, ainsi que le général Bollemont. Quatre-vingt-huit bouches à feu, appartenant précédemment aux princes de l'empire, six autres pièces et cent vingt-cinq caissons français tombèrent au pouvoir des Autrichiens.

Le 5 septembre, l'archiduc s'était porté de Zell à Aschaffenburg sur deux colonnes; l'infanterie traversa la forêt du Spessart, pour se rendre à Lengfurt et Rohrbrunn; la cavalerie passa par Bischofsheim et Miltenberg. Le 6, l'avant-garde rencontra à Esselbach, près d'Aschaffenburg, trois bataillons d'infanterie et quelque cavalerie, que le général Marceau avait détachés du corps de blocus de Mayence, pour nettoyer la forêt du Spessart, qu'infestaient des paysans armés et des déserteurs des deux partis qui s'y étaient retirés. Les Français se retirèrent après avoir échangé quelques coups de fusil avec cette avant-garde. Le 7, les Autrichiens arrivèrent près de Kahl, placèrent des

1796 — an IV. Allemagne. postes sur la Kintzig, et occupèrent Neu-Isenburg, Offenbach et Bergen.

Marceau, instruit de l'approche des troupes autrichiennes, rappela à Hochheim le petit corps qui investissait Cassel, et que commandait le général Bonnard sur la rive gauche du Mayn a son embouchure dans le Rhin; il fit, en outre, détruire le pont de Russelsheim. Le général Hardy était toujours sur la rive gauche du Rhin avec sa division. A cette époque, le corps entier du général Marceau pouvait monter à 16,000 hommes. Toutes les troupes furent réunies, le 8 septembre, sur le plateau de Dotzheim, près de Wisbaden; elles se mirent en marche sur la Lahn, et se joignirent à l'armée de Jourdan, en occupant les postes de Nassau, Dietz et Limburg.

Les gouverneurs des places de Mayence, d'Ehrenbreitstein, de Mannheim et de Philippsburg ne profitèrent point du départ du général Marceau pour se réunir, tomber sur les derrières de ce corps d'armée et l'accabler. Le prince Charles leur en fait le reproche, avec raison, dans ses Mémoires. Il est certain que les troupes renfermées dans ces places, au nombre de 30,000 hommes (d'après les propres calculs de l'archiduc), auraient pu faire une diversion utile en faveur de l'armée autrichienne, en se jetant à la poursuite de Marceau au moment de sa retraite sur la Lahn, et servant de point d'appui aux paysans, qui ne demandaient qu'à être soutenus pour s'insurger contre les Français. Au surplus, les reproches adressés par le prince à ces commandants autrichiens sur leur négligence ou leur lenteur peuvent facilement être rétorqués contre l'archiduc, puisqu'on a pu remarquer qu'il n'avait pas lui-même tiré le parti convenable de sa position et de ses avantages.

Jourdan, arrivé sur la Lahn, s'occupa de réorganiser son armée en attendant l'arrivée du corps sous les ordres de Marceau. Depuis longtemps le général de l'armée de Sambre-et-Meuse avait sollicité du Directoire pour qu'on disposât d'une partie de l'armée du Nord, commandée par le général Beurnonville, afin de remplacer autour de Mayence les troupes qui y étaient cantonnées. Le Directoire ne s'était point empressé d'accueillir la demande de Jourdan, parce que la crainte qu'inspiraient les flottes anglaises et le voisinage du roi de Prusse sur

les intentions duquel on n'était point parfaitement rassuré, faisait juger nécessaire la présence d'une armée en Hollande. Cependant, cette inquiétude s'étant affaiblie, le général Beurnonville eut ordre d'envoyer quelques troupes sur le Rhin, vers Ehrenbreitstein, pour y relever la division du général Poncet. Les événements rendant le siége de cette place superflu, Jourdan appela à lui le détachement de l'armée du Nord, fort de 6,000 hommes à peu près, commandés par le général Castelvert. Cette division fut placée sous les ordres du général Marceau, et prit position avec les troupes de ce général entre Dietz et Nassau. 1796 — an IV. Allemagne.

Au moyen de ces renforts, l'armée de Sambre-et-Meuse montait à près de 60,000 hommes; mais la cavalerie, inférieure à celle de l'ennemi dès l'ouverture de la campagne, s'était encore affaiblie dans les différentes affaires qui avaient eu lieu. Elle n'allait plus alors au delà de 5,000 chevaux disponibles. La position de Jourdan sur la Lahn lui offrait deux alternatives : d'abord celle de reprendre l'offensive; mais ce parti, exposant l'armée aux chances d'un combat qui pouvait être désavantageux, faisait peser sur Jourdan une responsabilité d'autant plus forte, que le gouvernement républicain ne lui avait point encore transmis d'instructions depuis la retraite de la Nab. Jourdan se décida pour la seconde, c'est-à-dire à attendre l'arrivée de l'archiduc. Toutefois, comme il était important de faire prendre le change à ce dernier, pour l'empêcher de se reporter sur le général Moreau, Jourdan réunit d'abord ses principales forces du côté de Wetzlar, en laissant toujours son avant-garde de la division de cavalerie du général Bonnaud en avant de cette ville, pour rester maître du pont sur la Lahn et tenir l'archiduc dans l'incertitude d'un débouché prochain. Bernadotte reçut l'ordre de s'établir à Limburg, dans le même dessein.

Telle était, au 11 septembre, la position de l'armée de Sambre-et-Meuse : le général Lefebvre sur la rive gauche de la Lahn, sa droite appuyée aux hauteurs de Wetzlar, et sa gauche à Dudenhofen; Grenier en arrière d'Atzbach, ayant son avant-garde, commandée par Ney, à Giessen; Championnet couronnait les hauteurs en arrière de Wetzlar, occupait Lein et appuyait sa gauche à la petite rivière de Dill; son avant-garde, aux ordres de Klein, occupait Weilburg. Bernadotte, qui

1796 — an IV. Allemagne. avait repris le commandement de sa division, campait sur les hauteurs de Ofheim, et occupait Runkel et Limburg, ayant son avant-garde sur la rive gauche de la Lahn. Marceau occupait les hauteurs de Minsfelden, sur cette même rive. La division Poncet se réunissait à Dietz; la division du général Castelvert, venant de l'armée du Nord, exécutait son mouvement sur Nassau, pour garder la basse Lahn jusqu'à son embouchure; le quartier général était à Wetzlar.

Nous quittons pendant quelque temps l'armée de Sambre-et-Meuse pour reprendre la suite des opérations de l'armée d'Italie.

12 septemb. (26 fructid.) Italie. *Opérations dans la vallée de la Brenta; passage de la gorge de Primolano; combat de Covolo; combats de Bassano, de Cerca, de Castellaro; prise de Porto-Legnago; le maréchal Wurmser se jette dans Mantoue, etc.* — Le maréchal Wurmser, dans sa marche sur Bassano, Vicence et Mantoue, ne tarda point à être informé du mouvement des Français sur l'Adige, pour attaquer le général Davidowich; et, calculant maladroitement, d'après sa propre lenteur, le temps que Bonaparte emploierait à cette opération, il persista dans son projet de marcher sur Mantoue. Cette résolution, déjà fort hasardeuse, le devenait encore plus depuis les succès obtenus sur Davidowich. Le 6 septembre, l'avant-garde du maréchal, aux ordres du général Messaros, avait déjà dépassé Vicence et se trouvait au village d'Olmo, poussant des postes jusques à Montebello. Wurmser se trouvait encore à Bassano: et c'est dans cette ville qu'il venait d'apprendre l'entreprise sur son aile droite. Dans cette conjoncture, le général en chef autrichien n'avait qu'un parti sage à prendre: celui qui devait s'offrir naturellement à sa pensée méthodique, le rassemblement de son armée, soit à Bassano, soit dans le Tyrol, afin d'agir ensuite selon les circonstances. Il n'en fut pas ainsi. Le vieux maréchal, dérogeant à son système de prudence, pensa qu'un coup d'audace le conduirait plus sûrement à son but; mais il ne réfléchit point que des combinaisons déjà vicieuses ne peuvent pas être redressées par la hardiesse d'une entreprise qui les confirme. En faisant marcher le général Messaros sur Vicence, Wurmser aurait dû le faire appuyer par le reste du corps d'armée, dont la gauche se trouvait compromise à Bassano, où le maréchal de-

vait s'attendre à être promptement attaqué ; et, d'un autre côté, si Bonaparte portait ses forces ailleurs, ce détachement de la moitié de l'armée devenait inutile. 1796 — an IV. Italie.

Le général français, après avoir établi la division Vaubois dans une bonne position sur le Lavis, à l'effet d'observer le général Davidowich, se mit en marche pour la vallée de la Brenta. Dès le 6 septembre, la division Augereau s'était portée de Levico sur Borgo-Val-Sugana et Val-Soivas ; la division Masséna avait pris la même direction en partant de Trente. Le 7, les deux divisions se remirent en marche au point du jour.

L'avant-garde d'Augereau, commandée par le général Lanusse, et formée par de l'infanterie légère, rencontra, en avant de Primolano, les avant-postes d'un corps de Croates retranchés dans ce village pour couvrir la vallée de la Brenta. Le colonel Cavasini, commandant les Croates, avait sa gauche appuyée à la Brenta, et sa droite à des montagnes à pic. Le général Augereau, après avoir examiné la position de l'ennemi, fit sur-le-champ ses préparatifs d'attaque. Les troupes de sa division, jalouses des glorieux avantages obtenus par les soldats de Masséna et de Vaubois, dans les journées précédentes, brûlaient du désir d'en remporter de pareils. Augereau fit marcher la 5e demi-brigade légère en tirailleurs sur les flancs, tandis que la 4e de ligne s'avançait de front en colonne serrée sur les Croates. Le village fut emporté ; mais le colonel Cavasini rallia sa troupe dans le petit fort de Covolo, qui commande le chemin par où il fallait passer. L'infanterie légère se porta sur la gauche du fort, où elle engagea une fusillade assez vive, tandis que quelques compagnies de la 4e de ligne traversaient la Brenta pour gagner les hauteurs de droite sur les derrières de l'ennemi. Les Croates se défendirent pendant quelque temps avec beaucoup de résolution ; mais craignant de voir leur retraite entièrement coupée, ils songèrent à l'effectuer en abandonnant Covolo. Ils étaient déjà sortis du fort, lorsque le 5e régiment de dragons, envoyé par Augereau, gagna la tête de la colonne, harcelée en queue par l'infanterie. Dans cette extrémité, le colonel Cavasini n'eut point d'autre parti à prendre qu'à faire mettre bas les armes à ses trois bataillons, qui furent faits prisonniers. Huit à dix pièces de canon, quinze

1796—an IV. Italie. caissons, trois drapeaux, et plus de deux mille prisonniers furent le résultat de cette première opération sur le corps d'armée de Wurmser. Bonaparte, qui était venu joindre le général Augereau, bivouaqua avec sa division à Cismone. Plusieurs officiers s'étaient distingués dans le combat. Le général en chef cita le colonel Milhaud [1], du 5e de dragons; Duroc [2], capitaine d'artillerie, qui eut un cheval tué sous lui; Storck, capitaine à la 5e demi-brigade légère; le capitaine Julien, aide de camp du général Saint-Hilaire, et le jeune Augereau [3], aide de camp de son frère.

En se portant ainsi sur un des principaux passages des gorges de la Brenta, Bonaparte avait fait faire à une partie de ses troupes vingt lieues en deux jours. Cette marche rapide et inattendue, dans un pays difficile, était bien propre à déconcerter les Autrichiens. Quelques relations prétendent que le vieux maréchal avait pensé que Bonaparte, après avoir culbuté Davidowich à Roveredo, se serait dirigé sur Innsprück. Mais, en admettant cette supposition, il doit paraître encore plus extraordinaire que Wurmser se soit décidé à rester en l'air à Bassano, au lieu de suivre le mouvement de Messaros et de se porter sans délai sur Mantoue, conformément à son intention première. Quoi qu'il en soit, le maréchal, informé de la présence des Français dans la vallée de la Brenta, plaça les deux divisions Quasdanowich et Sebottendorf sur un plateau en avant de Bassano, à deux mille pas de la Brenta, et parallèlement à cette rivière; il garda quelques troupes d'élite avec lui dans Bassano. L'artillerie et les pontons étaient sur la route de Cittadella; trois bataillons furent placés sur la rive droite de la Brenta, vers Campo-Lungo, et un pareil nombre au village de Solagna, sur la rive gauche. Si l'on se rappelle que le plan apporté de Vienne par le général Lauer consistait principalement à rétablir avec promptitude les communications avec Mantoue, sans livrer bataille, on pourra remarquer combien le maréchal s'éloignait de ces vues en se disposant ainsi à recevoir son ennemi.

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Lieutenant général, grand maréchal du palais, duc de Frioul, etc.; tué à la bataille de Bautzen, en 1813.

[3] Depuis lieutenant général.

L'armée française, c'est-à-dire les deux divisions Augereau et Masséna, se mit en marche le 8, à deux heures du matin; arrivée au débouché des gorges, près du village de Solagna, l'avant-garde rencontra les trois bataillons ennemis dont nous venons de parler plus haut. Le général Augereau se porta de suite, avec toute sa division, sur la rive gauche de la Brenta, à l'exception de la 4e demi-brigade de ligne, qui prit la rive droite, ainsi que la division Masséna. 1796 — an IV. Italie

Le combat s'engagea, avant sept heures du matin, par une fusillade assez vive des tirailleurs. Bientôt l'artillerie légère des Français se déploya sur les deux rives, et foudroya les bataillons ennemis en soutenant l'attaque de l'infanterie. Les Autrichiens, forts de leur position et encouragés par leurs généraux, soutinrent pendant assez longtemps le choc de leurs adversaires; mais la 5e demi-brigade légère et la 4e de ligne mirent tant de vigueur dans leur attaque, qu'elles culbutèrent tout ce qui se trouvait devant elles, en portant la terreur et la mort dans les rangs autrichiens. La déroute devint générale dans ces avant-gardes ennemies; et le général Murat, à la tête de quelques détachements de cavalerie, les poursuivit l'épée dans les reins. Elles se jetèrent en partie sur le camp de Quasdanowich et en partie sur Bassano. L'arrivée de ces fuyards, haletants de fatigue et égarés par la frayeur, occasionna le plus grand désordre sur les deux points que nous indiquons; et la confusion s'augmenta encore par le retour des pontons et du parc d'artillerie dans Bassano, au lieu de suivre la route de Cittadella : un malentendu avait amené cette dernière circonstance.

Les généraux autrichiens étaient occupés du soin de rétablir le calme, et faisaient les plus grands efforts pour inspirer à leurs troupes une nouvelle énergie, lorsque l'armée française, poursuivant sa marche, se présenta devant Bassano. Le général Augereau entre dans la ville au pas de charge, tandis que Masséna y arrive par la droite à la tête de la 4e demi-brigade de ligne. Une partie de ces braves se jette sur les canons qui défendent le pont de la Brenta et s'en empare, tandis que le reste de la brigade, formé en colonne serrée par pelotons, soutient cette attaque impétueuse. Les canonniers autrichiens se font tous tuer sur leurs pièces; le pont est franchi, et la 4e pénètre dans

1796 — an IV. Italie. la ville aux cris de *Vive la république!* malgré les efforts des grenadiers ennemis chargés de protéger la retraite du quartier-général. Le maréchal Wurmser parvient cependant, grâce au dévouement de ces vieux soldats, à sortir de Bassano. Vivement poursuivi par un détachement des guides du général en chef, le maréchal faillit à tomber entre leurs mains, dans une charge où le lieutenant de ces mêmes guides, Guérin, fut dangereusement blessé. Wurmser se dirigea sur Fonteniva, où il passa la Brenta. La division Quasdanowich, débordée sur sa gauche et ne pouvant se retirer sur Vicence, ne trouva point d'autre voie de salut que de se jeter sur le Frioul, non sans avoir essuyé quelque perte.

Cette journée valut aux Français à peu près 3,000 prisonniers, cinq drapeaux, trente-cinq pièces de canon toutes attelées, un pareil nombre de caissons, deux équipages de pont de trente-deux bateaux également attelés, et plus de 200 fourgons renfermant en partie les bagages de l'armée ennemie. Dans cette action mémorable, le général Lannes ajouta encore à sa haute réputation de bravoure : deux des drapeaux autrichiens avaient été enlevés par lui. Le carabinier Pelard, de la 5e demi-brigade légère, traversa seul trois pelotons ennemis, tua 13 soldats, et fit prisonnier l'officier commandant. Bonaparte cita particulièrement les généraux Verdier, Saint-Hilaire, le chef de bataillon Frère [1], les capitaines Cassan et Gros [2], de la 4e demi-brigade de ligne, et le capitaine Storck, déjà cité plus haut. Il demanda la confirmation du grade de général de brigade pour l'intrépide Lannes, le premier au combat de Dego, au passage du Pô, au pont de Lodi et dans Bassano. Il sollicita la même faveur pour l'adjudant général Chabran, qui s'était si bien comporté à Roveredo, antérieurement à Lonato et à la retraite de Rivoli ; il proposa le chef de bataillon Frère pour chef de la 4e demi-brigade de ligne. L'avancement de 39 officiers fut également demandé au Directoire.

Wurmser se dirigea sur Vérone, après avoir passé la Brenta avec les débris de son corps d'armée. Les événements qui ve-

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Tous les deux ont été depuis maréchaux de camp.

naient d'avoir lieu le déterminèrent enfin à suivre son premier 1796 — an IV. Italie.
projet de se rendre à Mantoue. Mais au lieu de 25,000 hommes qu'il devait y conduire en libérateur, il ne lui en restait plus que 14,000, dont 4,000 de cavalerie. Vicence reçut dans ses murs le maréchal humilié et vaincu; la division Sebottendorf s'y était rendue. Messaros avait occupé Montebello, et ses partis avaient pénétré jusqu'à Vérone. Ce général envoya un bataillon directement à Legnago, pour y accompagner les généraux Finck et Lauer, chargés de mettre cette dernière ville en état de défense. Le général Ott partit bientôt lui-même, avec cinq bataillons et neuf escadrons, pour protéger la retraite de Wurmser sur Legnago. Il se dirigea par Albaredo, en laissant une petite arrière-garde à Montebello. Quatre bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Heister, et marchant à la même hauteur que le général Ott, fermaient la marche du maréchal.

Bonaparte, en apprenant à Bassano la retraite de Wurmser, conçut l'espoir d'anéantir jusques aux derniers débris de l'armée autrichienne. On a pu déjà remarquer que, suivant la pensée de César, qu'il se proposait peut-être pour modèle, il ne croyait avoir rien fait tant qu'il lui restait encore quelque chose à faire. La considération de donner du repos à ses troupes fatiguées ne pouvait pas l'arrêter en un si beau chemin. Il convient de dire aussi qu'il avait communiqué son ardeur à tous ses soldats, et qu'il n'avait pas besoin d'exciter leur zele : leurs forces physiques s'accroissaient encore par l'espérance de nouveaux triomphes, et jamais peut-être l'enthousiasme de la gloire n'avait été porté à un tel degré chez les soldats français.

La division Masséna, après le combat de Bassano, s'était portée, sans s'arrêter, sur Vicence; elle y entra au moment où l'arrière-garde de Wurmser en sortait. L'intrépide Massena crut devoir donner quelques heures de repos à ses troupes, qui n'avaient point cessé de marcher et de combattre pendant dix-huit heures; mais dès le lendemain, 9 septembre, à la pointe du jour, elles quittèrent la ville pour se rendre à Ronco, où elles devaient traverser l'Adige, au moyen d'un bac dont on s'était assuré. Augereau marcha sur Padoue; ses troupes devaient couper la retraite de Quasdanowich sur Trieste. Elles ramas-

1796 — an IV. Italie. sèrent chemin faisant quantité de bagages et 3 ou 400 hommes qui les escortaient. Le 10, la division Augereau bivouaqua à Montagnana. Cette disposition des deux divisions de l'armée française permit au maréchal Wurmser de gagner Legnago sans être inquiété, et de passer tranquillement l'Adige.

Ce serait une erreur de croire que Bonaparte eût le dessein de laisser Wurmser se renfermer dans Mantoue avec ses 10,000 hommes, sans chercher à le battre avant qu'il atteignît ce but. La présence du maréchal et des débris de son corps d'armée dans cette forteresse devait nécessairement en prolonger la défense, et arrêter longtemps les opérations du vainqueur. Le général français avait pris toutes les mesures convenables pour forcer son adversaire à accepter un nouveau combat en rase campagne, afin que Mantoue fût abandonnée à ses propres moyens de défense, par la défaite presque certaine des troupes qu'on voulait y conduire.

Le terrain, entre Legnago et Mantoue, est coupé de canaux, de ruisseaux et de prairies marécageuses. Les plus considérables de ces ruisseaux sont le Tartaro, le Thione et la Molinella. En détruisant les ponts et se servant des accidents du sol pour multiplier les obstacles, le général Sahuguet, qui commandait le blocus de Mantoue, pouvait, avec des détachements moins nombreux que ceux de l'ennemi, arrêter la tête de colonne du maréchal Wurmser et donner ainsi aux divisions Augereau et Masséna le temps de serrer les Autrichiens de près sur leurs flancs. Obligé de combattre sur un terrain où la cavalerie devenait plus embarrassante qu'utile, on pouvait raisonnablement espérer que le corps ennemi mettrait bas les armes pour ne pas se faire exterminer. Sahuguet reçut donc des instructions conformes à ce plan. Il devait détacher une brigade sur Castellaro, couper tous les ponts de la Molinella et du Thione, occuper Governolo, par où l'ennemi aurait pu s'échapper, en laissant Sanguinetto sur sa droite.

D'un autre côté la division Masséna, arrivée à Ronco, reçut l'ordre de passer l'Adige dans la nuit, pour se trouver le lendemain de bonne heure à Sanguinetto. Elle réussit dans cette opération, le 10 au soir, malgré de grandes difficultés; les soldats étaient harassés de fatigue, et n'avaient, pour les trans-

porter sur la rive droite, que le bac dont nous avons parlé et quelques bateaux enlevés à l'ennemi. Dans cette même nuit du 10, le général Augereau dirigeait sa division de Padoue sur Legnago, marchant avec précaution, de peur que les Autrichiens ne se sauvassent dans la direction de Venise et de Trieste, par Castel-Baldo. 1796 — an IV. Italie.

Cependant le maréchal Wurmser était loin de présumer que les mêmes troupes qui avaient battu le général Davidowich à Roveredo et à Trente, et lui-même à Bassano, fussent en mesure de lui couper la retraite de Legnago sur Mantoue, après avoir passé l'Adige dans des bateaux. Des marches aussi rapides, aussi gigantesques, étaient au-dessus de toutes les combinaisons du vieux maréchal, accoutumé depuis sa jeunesse aux formes lentes et méthodiques de l'armée autrichienne. Les traditions de la guerre de Sept ans ne fournissaient aucun exemple pareil, et le grand Frédéric, si hardi et si entreprenant, n'aurait peut-être pas osé tenter un mouvement aussi extraordinaire, et qui exigeait une telle célérité. Wurmser fit donc séjourner ses troupes pour les reposer de leurs fatigues, et il ne se mit en marche que le 11 pour gagner Mantoue, en laissant à peu près 1,800 hommes pour garder Legnago.

La division Masséna, quoique harassée, n'en avait pas moins continué sa marche sur Sanguinetto, conformément à l'ordre du général en chef. Deux routes conduisent de Ronco au village que nous venons de nommer : la première est directe ; la seconde passe à gauche en suivant l'Adige, traverse Cerea, et va rejoindre le chemin qui mène de Legnago à Mantoue. C'était donc la première de ces routes qu'il convenait de suivre pour devancer plus promptement les colonnes autrichiennes ; mais le guide qui dirigeait le général Masséna conduisit les troupes par la seconde. Ce contre-temps retarda la marche de la division ; et dans le moment où le général Murat, avec une avant-garde de chasseurs, arrivait à Cerca, il se rencontra avec les troupes légeres du général Ott, qui entraient également dans ce village. Murat, quoique éloigné du corps d'avant-garde de Masséna, commandé par le général Pigeon, ne voulut point reculer devant l'ennemi. Il réussit d'abord à culbuter quelques escadrons ; mais il fut bientôt ramené par des troupes plus nombreuses. Le général

1796 — an IV. Italie.

Pigeon, voyant Murat ainsi engagé, précipita la marche de son infanterie légère pour le soutenir. Cette troupe traversa le village et vint s'emparer d'un pont sur lequel l'ennemi devait passer. C'en était fait du corps de Wurmser, si le gros de la division Masséna eût pu arriver assez à temps pour soutenir l'avant-garde et barrer complétement le chemin aux Autrichiens. Malheureusement elle était encore trop éloignée. Après un moment d'hésitation, bien naturel en voyant ainsi les Français sur un point qu'il croyait libre, le général Ott reconnut leur faiblesse numérique, et, encouragé par l'arrivée prochaine des troupes qui le suivaient, il attaqua le général Pigeon avec résolution, le culbuta, reprit le village et le pont de Cerca. Au premier coup de canon, Bonaparte s'était porté à l'avant-garde, mais il était trop tard : les Autrichiens avaient déjà défilé. Le général en chef reconnut l'impossibilité de s'opposer au passage des Autrichiens, déterminés à se faire jour; il rallia l'avant-garde et la ramena à moitié chemin de Ronco à Cerca. Cette troupe eût été bien plus maltraitée sans le courage et le dévouement du 8ᵉ bataillon de grenadiers, et la fermeté du général Victor, qui soutint, à la tête de ces braves, tout l'effort des colonnes ennemies.

Le 12 au matin, la division Masséna marcha sur Cerca pour attaquer les Autrichiens en queue, tandis qu'ils seraient arrêtés sur le Thione et le Tartaro par les troupes du blocus de Mantoue. Le général Victor fut envoyé avec sa brigade pour compléter, sur la rive droite de l'Adige, l'investissement de Legnago, que le général Augereau cernait déjà sur la rive gauche depuis vingt-quatre heures. La division Masséna marcha toute la journée sans pouvoir joindre l'ennemi, ce qui fit penser qu'il avait pu traverser le Tartaro. En effet le général Wurmser, sentant plus que jamais la nécessité de gagner Mantoue, avait continué sa marche pendant la nuit du 11 au 12 et était déjà arrivé le matin à Nogara. Il apprit dans ce village que les ponts sur la Molinella étaient coupés, et que les troupes des corps du blocus de Mantoue attendaient les Autrichiens à Castellaro. Cette nouvelle produisit l'effet qu'on devait en attendre. Wurmser craignit qu'en cherchant à forcer les Français à Castellaro il ne donnât le temps à la division Masséna,

qu'il savait marcher derrière lui, de mettre son corps d'armée 1796 — an IV. Italie.
entre deux feux et de compromettre son salut. Il détacha donc le général Ott devant Castellaro avec l'avant-garde, dans le dessein de donner le change au général Sahuguet, et se dirigea, avec le reste de ses troupes, sur le pont de Villimpenta, que le général Sahuguet avait négligé de faire couper. Le général Ott devait ensuite prendre la même direction et former l'arrière-garde.

Bonaparte avait pleinement compté sur les obstacles que présentait le passage de la Molinella; et il espérait arriver assez à temps pour tomber sur les Autrichiens, pendant qu'ils seraient aux prises avec Sahuguet [1]. Ce dernier s'aperçut bientôt de la faute grave qu'il avait commise et l'aggrava en cherchant à la réparer. Informé du passage des Autrichiens à Villimpenta, il se contenta d'y envoyer quelques hommes d'infanterie légère pour les harceler et retarder leur marche; mais ces braves soldats étaient en si petit nombre, que c'était les exposer sans aucune utilité. Le général Charton, avec 300 hommes environ de la 12e demi-brigade légère, fut enveloppé par un régiment de cuirassiers, qu'il osa charger à la baïonnette, au lieu de se poster dans des fossés et de chercher à tirailler. Après des prodiges de valeur et avoir vu tomber leur digne général, qui mourut victime de son intrépidité, et leur colonel Dugoulot, blessé dangereusement, les chasseurs de la 12e se rendirent prisonniers.

Wurmser, n'ayant plus d'obstacles à surmonter, s'avança sur Mantoue, où il entra le lendemain 13 septembre. Il fut reçu avec les mêmes acclamations qui l'avaient accueilli six semaines auparavant (le 1er août), de la part des habitants et de la garnison, qui ne pensaient point encore que le général en chef de l'armée autrichienne venait lui-même chercher un asile dans leurs murs.

Le même jour, Augereau était entré dans Legnano; après quelques pourparlers, la garnison autrichienne, forte de 1,673 hommes, se rendit prisonnière de guerre. On trouva dans la ville trente-deux pièces de canon de campagne avec leurs

[1] Bonaparte ne pardonna jamais au général Sahuguet de l'avoir trompé dans son calcul.

1796 — an IV. Italie. caissons et leurs attelages ; 500 prisonniers français faits au combat de Cerca, le 11, furent rendus à la liberté.

Il est facile de remarquer, dans la narration qui précède, que l'entière destruction du corps d'armée de Wurmser ne tint qu'à deux incidents que toute la prudence humaine ne pouvait calculer. Le premier est la méprise du guide qui devait conduire la division Masséna à Sanguinetto par la voie la plus courte. Arrivés sur ce point en temps plus utile, les Français s'opposaient avec un succès presque probable à la marche de Wurmser ; et par le second incident, le général Bonaparte se vit dans l'impossibilité de réparer le contre-temps de Cerca. Si le général Sahuguet eût suivi à la lettre, comme c'était son devoir dans une circonstance aussi éminemment critique, l'ordre qui lui avait été donné de faire couper tous les ponts du Tartaro et de la Molinella, Wurmser, arrêté devant cette dernière rivière, eût été contraint d'en venir aux mains avec un ennemi qui, ayant à cœur de venger l'échec de Cerca, aurait réduit les Autrichiens à la plus dure des extrémités. On ne saurait donc accuser Bonaparte de n'avoir pas pris toutes les mesures possibles pour la réussite d'une entreprise aussi bien combinée.

18 septemb. 2e j. compl. Allemagne. *Retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle ; combat de Neuburg ; attaque des Autrichiens sur Kehl, etc.* — Dans le même temps que l'armée de Sambre-et-Meuse se retirait sur la Lahn, après avoir fait de courageux et inutiles efforts pour exécuter les combinaisons fautives de son général en chef, à la malheureuse journée de Würtzburg, l'armée de Rhin-et-Moselle se voyait contrainte également à la retraite, après avoir menacé les États héréditaires et flatté le Directoire de l'espérance que le général Moreau irait, à travers les montagnes du Tyrol, faire sa jonction avec les phalanges victorieuses de l'armée d'Italie. Nous croyons avoir démontré que la trouée faite par l'armée française en Bavière n'était pas de nature à réaliser ce brillant espoir. D'un autre côté, la tentative d'un mouvement offensif sur l'Autriche devenait plus qu'imprudente et d'une grande difficulté, lorsqu'une autre armée française en Allemagne était forcée de se retirer en toute hâte vers le Rhin.

Quelle que fût l'intention de Moreau en s'avançant dans la Bavière, il est difficile de croire à un résultat bien positif des dispositions qu'il avait prises. Sans profiter de l'avantage momentané que le combat de Geisenfeld lui donnait sur le général Latour pour poursuivre les colonnes de l'armée vaincue, le général français resta dans les mêmes positions, à peu près, qu'il occupait le jour du combat. La supériorité numérique de l'armée française sur celle des Autrichiens depuis le départ de l'archiduc, supériorité qui pouvait faire espérer la victoire, surtout avec des soldats aussi braves et aussi exercés, n'engagea point Moreau à manœuvrer plus vigoureusement pour frapper un coup décisif et défaire complétement le général Latour. Tout se borna à des escarmouches qui semblaient plutôt annoncer le dessein de rester sur le Lech que celui de marcher en avant. 1796—an IV. Allemagne.

Le 3 septembre, l'avant-garde du centre de l'armée attaqua un détachement de trois bataillons et 900 chevaux, qui couvrait Freising. Après un faible engagement, les Autrichiens se retirèrent sur la rive droite de l'Isar; mais ils n'eurent pas le temps de couper les ponts, et les Français s'en servirent pour poursuivre les troupes vaincues jusques à Erding, où celles-ci prirent position en laissant toutefois leurs adversaires occuper le pont de la petite rivière qui passe à Erding, et qui va se jeter à environ six lieues plus loin dans l'Isar.

Avant cette petite affaire, Moreau avait eu dessein de forcer le passage de l'Isar à Munich; et, le jour même de l'attaque de Freesing, le général Férino avait renouvelé, mais sans succès, la tentative déjà faite le 1er septembre sur le premier des points indiqués. L'occupation de Freesing par l'avant-garde du centre permit à Moreau de se servir du pont de cette ville; une partie des troupes qui étaient devant Munich remonta l'Isar; et, le 5 septembre, le corps de bataille passa cette rivière à Freysing et y fit un mouvement en avant.

Le même jour, l'aile droite de l'armée française éprouva un revers qui démontre l'inconvénient grave de tenir les troupes dans des positions trop disséminées.

Le général Frolich, opposé à cette droite de l'armée, était

1796 — an IV. Allemagne.

resté depuis quelques jours dans une inaction complète, quoiqu'il eût pu donner beaucoup d'inquiétude à la division du général Delaborde et manœuvrer avec quelque succès sur les flancs du général Moreau. Mais il paraît que toute son attention s'était portée sur les montagnes du Tyrol, où ses troupes se trouvaient d'ailleurs paralysées et dispersées depuis la retraite de Latour des bords du Lech, et où il aurait dû chercher à se concentrer pour agir, au besoin, d'une manière efficace. Toutefois, dans la nuit du 5 au 6 septembre, Frölich rassembla six escadrons à Weilheim, et donna au major Wolfskehl, qui commandait ce détachement, l'ordre de courir entre l'Isar et le Lech pour inquiéter et enlever les patrouilles et reconnaissances françaises, et au besoin attaquer les postes faibles ou mal défendus. Le major autrichien s'aperçut que le poste de Dachau, où les Français avaient un parc d'artillerie, était mal gardé; il s'y présenta à l'improviste, culbuta la garde, s'empara du village, et emmena ensuite les pièces, ainsi qu'un certain nombre de caissons ou chariots remplis de munitions et de vivres. Le général Férino, instruit de cette échauffourée, détacha sur-le-champ le général Abattucci avec quelques escadrons de cavalerie légère pour reprendre le convoi; mais ce fut inutilement, les Autrichiens avaient déjà trop d'avance, et le parc resta en leur pouvoir.

Cependant Moreau continuait sa marche sur la même ligne. Il voulait s'emparer de la tête de pont d'Ingolstadt, tandis que le centre et l'aile droite de son armée s'empareraient de Mosburg et de Mainburg. La tête de pont d'Ingolstadt consistait dans un ouvrage à cornes revêtu, dont le front extérieur avait quatre-vingts toises, et le flanc soixante; il était entouré d'un fossé plein d'eau et d'un chemin couvert. Quelques autres ouvrages ajoutés à ce dernier le rendaient susceptible d'une défense encore plus grande. Le général Delmas bloquait, depuis le 30 août, avec sa division, ces ouvrages de la tête de pont. Renforcé de quelques bataillons que lui envoya le général Moreau, Delmas essaya vainement une attaque de vive force; il fut repoussé, avec perte d'une centaine d'hommes.

L'avant-garde de l'aile droite attaquait dans le même temps le poste de Mosburg, que les Autrichiens évacuèrent après

quelque résistance, en abandonnant environ 150 prisonniers et le pont construit en cet endroit sur l'Isar. L'avant-garde du centre s'empara de Mainburg, dont elle chassa l'ennemi, avec perte pour ce dernier de 450 prisonniers et deux pièces de canon ; enfin, le corps d'avant-garde de la gauche réussit également dans son attaque contre Neustadt, que le général Nauendorf voulut en vain secourir. Ces trois affaires déterminèrent le général Latour à se porter, dans la nuit du 7 au 8, à Landshut, où il prit position en avant de la ville, près de Seligenthal. Nauendorf, après s'être avancé jusques à Abach, revint à Abensberg. 1796--an IV. Allemagne.

Cependant le général Marceau s'aperçut qu'en s'avançant dans la Bavière il laissait trop imprudemment l'ennemi manœuvrer sur ses ailes. D'un autre côté, il n'était pas sans inquiétude sur le résultat du mouvement de l'archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Dans cet état de choses, il hésitait sur le parti à prendre, et cette incertitude le conduisit à des demi-mesures peu propres à le sortir d'une position aussi difficile. Il chercha à rétablir sa communication avec Jourdan, dont il ne recevait plus de nouvelles, et détacha, à cet effet, le général Desaix dans la direction de Nuremberg. Mais l'armée de Sambre-et-Meuse était déjà derrière la Lahn; les gazettes allemandes informaient Moreau du succès obtenu par l'archiduc, et, tout en faisant la part de l'exagération naturelle aux vainqueurs, toujours était-il certain que l'armée de Jourdan se retirait devant l'armée autrichienne.

C'eût été peut-être le moment de tenter un de ces mouvements rapides, énergiques, et souvent décisifs, qui caractérisent les grands capitaines; mais nous avons déjà fait remarquer qu'une prudence excessive paralysait, chez le général de l'armée de Rhin-et-Moselle, les conceptions audacieuses que son génie militaire lui eût peut-être inspirées. En envoyant le général Desaix dans la direction dont nous avons parlé plus haut, c'était porter un faible détachement sur un point où la masse de ses forces aurait dû agir quinze jours plus tôt, et ce dernier mouvement compromettait l'aile gauche, et même le reste de l'armée, sans aucune utilité pour Jourdan.

L'aile gauche passa le Danube à Neuburg dans la nuit du

1796 — an IV. Allemagne. 10 au 11, et se porta sur Eischstadt; et, dans cette même nuit, le centre, après avoir également passé le fleuve, vint prendre une position intermédiaire à Unterstadt. La division Delmas resta sur la rive droite vers Zell pour couvrir Neuburg. L'aile droite se replia sur la Paar, en avant de Friedberg, afin de se rapprocher du centre et de couvrir les ponts sur le Lech. Le général Nauendorf, en apprenant le mouvement rétrograde de l'armée française et celui de Desaix sur Eischstadt, marcha sur ce dernier. Le général Latour fit avancer les troupes des généraux Mercantin et Deway sur Neuburg, et lui-même vint camper à Schrobenhausen et Reichertshofen. Le prince de Condé se porta de Munich à Achia, et Frölich s'avança sur Landsberg, afin d'y passer l'Isar et d'y menacer les derrières de l'armée française.

Le général Latour ne réunit point, comme il aurait dû le faire, ses troupes dispersées, pour tomber sur le centre ou la droite des Français, qui tenaient une ligne trop étendue et divisée par le Danube, et ce fut ce qui sauva au général Moreau les suites du mouvement plus que hasardé qu'il venait de faire faire à son aile gauche. Aucune des combinaisons qui se seraient offertes à un général habile, pour profiter de la faute de son adversaire, n'entra dans l'esprit du général autrichien. Nauendorf suivit seul Desaix, et manœuvra pour intercepter ses communications; et Latour voulut tenter ce qu'il n'aurait dû faire qu'avec la masse de son armée, c'est-à-dire forcer le centre de Moreau à Neuburg. Les troupes du général Mercantin furent seules employées à cette opération. Profitant d'un brouillard épais qui dérobait leur marche, les Autrichiens se jetèrent à l'improviste sur six bataillons du général Delmas, établis à Pruck et dans la plaine de Zell, et les culbutèrent. Le général Delmas envoya la cavalerie qu'il avait sous ses ordres pour rallier cette infanterie et la ramener au combat. Le général Oudinot [1], à la tête des 10e de dragons et 7e de hussards, chargea vigoureusement la colonne ennemie et l'arrêta un moment; mais le général Mercantin, ayant fait déployer à son tour les escadrons qui se trouvaient sous son commandement, attaqua la cavalerie

[1] Depuis maréchal de France, duc de Reggio, major général de la garde royale, commandant en chef de la garde nationale parisienne, etc.

d'Oudinot avec tout l'avantage que lui donnait la nature du terrain, légèrement incliné du côté des Français. Toutefois les généraux Delmas et Oudinot firent bonne contenance, jusque vers quatre heures du soir; mais ayant été blessés l'un et l'autre, leurs troupes commençaient à céder le terrain, lorsque la division du général Duhesme, que le général Moreau fit repasser sur la rive gauche du Danube, arriva au secours de Delmas. Les Français, ainsi renforcés, reprirent quelque avantage: trois bataillons de Duhesme attaquèrent en flanc les troupes ennemies, tandis que deux autres, réunis aux forces de Delmas, marchaient sur le front de la ligne de Mercantin. L'ennemi, d'abord repoussé, abandonna la plaine; mais, parvenu au village de Pruck, les Français furent forcés de rétrograder devant des forces supérieures. Oudinot, quoique blessé, protégea la retraite avec ses deux régiments et fit même plusieurs charges qui continrent les Autrichiens; mais ces derniers avaient fait quelques centaines de prisonniers. 1796—an IV. Allemagne.

Cette entreprise dut prouver au général Latour qu'il avait eu tort de ne point réunir plus de forces pour écraser cette portion du centre de l'armée française, et quels avantages il aurait pu tirer de cette dernière mesure.

Le général Desaix, parvenu jusqu'à Heydeck, ne tarda pas à être informé que la route de Nuremberg était interceptée. Il en instruisit le général Moreau, qui, de son côté, venait d'apprendre les résultats de la bataille de Würtzburg et se déterminait déjà à rappeler l'aile gauche. Desaix reçut donc l'ordre de rétrograder et de se rapprocher de l'armée.

Dès le 15 septembre, le centre et la partie de l'aile gauche qui n'était point avec Desaix repassèrent le Danube et prirent position entre Rohrnfels et Neuburg. Les Autrichiens furent attaqués dans les bois de Zell et de Pruck, et repoussés jusques à Weihering. Le prince de Condé attaqua de son côté un détachement français posté à Böttmöss, et le fit replier jusques à Sinning: les troupes légères autrichiennes pénétrèrent sur la route de Rain à Neuburg, et enlevèrent plusieurs officiers et courriers, et un certain nombre de munitions et de vivres.

Le 16 septembre le général, Desaix, avec les troupes de l'aile gauche qu'il avait avec lui, repassa le Danube, et la totalité de

1796—an IV. Allemagne. l'armée se trouva sur la rive droite du fleuve vers Neuburg et Walden. Moreau reconnut la nécessité de remonter davantage le Danube, pour se rabattre avec plus d'avantage sur le Rhin. Menacé sur la droite par le général Frölich, et sur la gauche par Nauendorf, il sentait surtout combien il était important de prévenir la marche de ce dernier sur Ulm, quand il verrait la retraite des Français prononcée. Le général Montrichard fut donc envoyé en toute hâte pour occuper la ville que nous venons de nommer, pendant que l'armée passerait le Lech et se rapprocherait de l'Isar.

Pour faciliter la réunion du général Férino à l'armée, Moreau fit faire à cette dernière une marche de flanc sur la droite, et vint prendre position de Gundlsdorf, sur la route de Rain à Munich, à Böttmöss, qui avait été repris le 16 sur l'ennemi. Un corps de flanqueurs couvrait Neuburg. Le corps de Férino fit un mouvement en avant vers Munich, et parvint à établir ses communications avec le gros de l'armée.

Tandis que ceci se passait vers le Danube, un événement assez remarquable avait lieu sur les bords du Rhin.

Nous avons dit que l'intention du prince Charles, en marchant contre Jourdan, avait été de pousser jusques au Rhin l'armée de Sambre-et-Meuse, et de revenir ensuite avec une partie de ses forces sur l'armée de Rhin-et-Moselle, pour forcer également le général Moreau à la retraite, si déjà celle de Jourdan n'obligeait point le premier de ces généraux à un pareil mouvement. Les succès obtenus à Würtzburg confirmant l'archiduc dans cette dernière supposition, il pensa qu'il était convenable d'envoyer, sur la route même que devait tenir le général français, un détachement assez fort pour susciter des obstacles à la marche de l'armée française, et l'arrêter même pendant que le général Latour la poursuivrait.

Le prince Charles se rappela en outre qu'après le combat d'Ettlingen, Moreau, en s'avançant sur le Necker, avait laissé le général Scherb, avec trois bataillons et deux escadrons, pour observer les garnisons de Mannheim et de Philippsburg. Dans le double but d'enlever ou de disperser ce petit corps d'observation, et d'opérer le mouvement projeté, l'archiduc, immédiatement après la bataille de Würtzburg avait détaché le général

Merfeld, avec onze escadrons de cavalerie legère, sur Bruchsal, 1796 — an IV. Allemagne.
où le général Scherb était cantonné, avec l'instruction de faire parvenir au général Petrasch, commandant à Mannheim, l'ordre de réunir neuf bataillons de sa garnison et de celle de Philippsburg, pour agir de concert avec lui, Merfeld, sur le général Scherb, écraser ou enlever ce dernier, et intercepter les communications de l'armée de Moreau avec les bords du Rhin.

Les deux généraux autrichiens exécutèrent les ordres du prince : Petrasch devait attaquer le général Scherb de front, tandis que le général Merfeld, s'avançant par les montagnes, le prendrait à revers et lui couperait la retraite sur Kehl. Mais prévenu par des déserteurs que l'attaque projetée contre lui devait avoir lieu le 13 septembre au matin, Scherb prit dans la nuit la route de Rastadt. Il rencontra, chemin faisant, deux bataillons ennemis qui se rendaient à Nieder-Grumbach, sur la route de Durlach, à l'effet de fermer l'issue de la vallée entre ce village et Ober-Grumbach, et de se lier avec des troupes s'avançant par Heidelsheim. Scherb les attaqua et leur passa sur le corps. Un autre détachement autrichien voulut attaquer les Français près de Carlsruhe; mais le général Scherb le culbuta également, et continua sa route, sans être entamé, jusque sous le canon de Kehl, où il prit position le 15 septembre, dans la matinée, en avant des ouvrages sur la rive droite de la Kintzig. Cette marche du général français, harcelé et comme entouré de forces quatre fois plus nombreuses que les siennes, lui fait honneur.

Cependant les Français, après le passage de l'armée du Rhin, avaient presque aussitôt travaillé à relever les fortifications de Kehl, et les ingénieurs avaient même commencé un camp retranché pour en augmenter les défenses; mais ces ouvrages, entrepris par des paysans requis dans le duché de Baden, s'exécutaient fort lentement, et peut-être aussi le succès de l'invasion de Moreau avait-il contribué au ralentissement des travaux. Les Autrichiens crurent pouvoir profiter de cet état de choses.

Petrasch et Merfeld avaient suivi Scherb dans sa retraite; le 16 septembre ils étaient à Bischofsheim. Petrasch savait

1796 — an IV
Allemagne.

que la garnison de Kehl ne consistait qu'en un bataillon de la 24[e] demi-brigade et quelques détachements de la 104[e]. Il fit partir en conséquence, de Bischofsheim, trois bataillons et deux escadrons, qui passèrent la Kintzig à Wilstett, et la Schutter à Eckertsweier, pour attaquer les retranchements imparfaits du côté de Marlenheim et de Sundheim, entre cette rivière et le Rhin; quatre autres bataillons et deux escadrons, destinés à une fausse attaque sur le général Scherb, s'avancèrent en ligne, et sous la protection de plusieurs pièces de canon, par la route de Rastadt, entre la rive droite de la Kintzig et le Rhin.

Le colonel Ocskay, avec la moitié du régiment de Ferdinand, fut conduit par des paysans qui avaient travaillé aux fortifications de Kehl, et pénétra jusques à l'ouvrage à cornes du haut Rhin. Le major Busch, avec l'autre moitié du régiment, se porta directement de Mutheim sur le village de Kehl, dont il se rendit maître; un bataillon de Manfredini se dirigea par Neumühl, en suivant la route de ce village à Kehl.

Le général Scherb était encore sur la rive droite de la Kintzig, lorsque l'attaque dont nous venons de parler avait déjà réussi. Si le général Petrasch eût formé une seule colonne des troupes destinées à cette attaque, le fort, le camp retranché et la tête de pont de Kehl tombaient au pouvoir des Autrichiens. Toutefois ils avaient déjà franchi la plupart des ouvrages et pénétré jusques au milieu de Kehl. La cavalerie de Scherb essaya de se retirer par le pont de la Kintzig, mais elle y fut accueillie par un feu si meurtrier, qu'elle fut presque détruite : quelques cavaliers seulement échappèrent à cette boucherie et furent faits prisonniers[1]. Mais les trois bataillons d'infanterie de la 68[e] demi-brigade se jetèrent à gauche de la Kintzig, dont les eaux étaient fort basses, defilèrent sous le feu roulant des ennemis, et vinrent tourner le fort au-dessus du Rhin pour rentrer dans Kehl. Le général Siscé se mit à la tête de ces bataillons, et soutint le combat dans le village. Trois fois les

[1] De ce nombre était un officier du quinzième régiment de cavalerie, dont malheureusement le nom est resté inconnu. Lorsque les Français reprirent l'avantage, il en imposa tellement aux Autrichiens qui le gardaient prisonnier, qu'il se fit rendre ses armes et conduisit ces mêmes gardiens au général Siscé.

Français furent repoussés et foudroyés par quatre pièces de canon chargées à mitraille, qui enfilaient la grande rue. Enfin, vers sept heures du matin, après les plus grands efforts et des prodiges de valeur, le colonel Ocskay fut obligé de céder, et fut fait prisonnier avec 200 hommes. La garnison de Kehl reprit alors courage et tint tête à l'ennemi.

1796 — an IV. Allemagne.

Sur ces entrefaites le bruit de la canonnade, qui s'était fait entendre jusque dans Strasbourg, avait répandu l'alarme dans cette ville, alors sans garnison. Les généraux Schauenbourg et Moulins formèrent à la hâte un bataillon des ouvriers de l'arsenal et l'envoyèrent à Kehl. Ce bataillon rencontra quelques soldats dispersés et les ramena au combat. En même temps arrivèrent deux bataillons de grenadiers et chasseurs de la garde nationale de Strasbourg, pour soutenir les combattants. Ces troupes, réunies et animées de la plus grande ardeur, tombèrent vigoureusement sur la colonne ennemie et la rejetèrent tout à fait hors de Kehl. Le bataillon de Manfredini, qui arrivait par la route de Neumühl, voulut attaquer à son tour; mais il était trop tard : les Français se trouvaient en force, et après quelques démonstrations inutiles, l'ennemi renonça à son projet, vers les onze heures du matin.

Il serait plus qu'injuste de refuser de grands éloges au général Siscé, pour sa conduite ferme et vigoureuse; aux bataillons de la 68ᵉ demi-brigade, qui ne furent point ébranlés par la première attaque sur la Kintzig et déployèrent tant de bravoure dans le village de Kehl; enfin, aux ouvriers et aux citoyens de Strasbourg, qui donnèrent en cette occasion difficile une preuve signalée de leur patriotisme. Les Autrichiens montrèrent aussi une grande bravoure; mais le général Petrasch avait pris de mauvaises dispositions en divisant trop ses colonnes d'attaque. Il aurait dû savoir que, dans ces sortes d'entreprises, l'ensemble des mouvements est aussi indispensable que leur impétuosité.

Petrasch et Merfeld, après cette tentative inutile, se retirerent dans les vallées de la Kintzig et de la Rench, et sur la route de Pforzheim et Stuttgardt, pour y occuper les défilés par où l'armée française devait bientôt se retirer. Quelques

1796 — an IV. Allemagne. partis envoyés plus en avant surprirent et enlevèrent des équipages d'ambulance et d'administration.

Retournons maintenant sur la Lahn, où nous avons laissé l'armée de Sambre-et-Meuse, et continuons le récit des opérations du prince Charles.

CHAPITRE XIX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Combats sur la Lahn; mort du général Marceau. L'armée de Sambre-et-Meuse se retire sur le Rhin. Le général Jourdan se démet du commandement. — Continuation de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. Bataille de Biberach; passage du Val-d'Enfer. — Combats de Due-Castelli, de Saint-Georges; Wurmser renfermé de nouveau dans Mantoue. Affaires intérieures de l'Italie. Formation des républiques cispadane et transpadane. — Reprise de l'île de Corse sur les Anglais. — Suite de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; combats sur l'Elz; affaires de Schliengen, etc., etc., etc.

Combats sur la Lahn; mort du général Marceau; l'armée de Sambre-et-Meuse se retire sur le Rhin; le général Jourdan se démet du commandement. — Le prince Charles, pendant son séjour à Aschaffenburg, avait calculé les chances qui s'offraient à lui, et s'était appliqué à bien connaître les positions que l'armée de Sambre-et-Meuse occupait sur la Lahn. Marcher sur le général Jourdan et le forcer à se retirer jusque sur le Rhin, ou bien laisser le général Wartensleben en observation devant l'armée française, et revenir sur ses pas avec un corps de 25,000 hommes, pour s'unir au général Latour et frapper sur le Danube un coup aussi décisif que celui qui avait eu lieu à Würtzburg, tels étaient les deux partis entre lesquels flotta d'abord l'archiduc. Le second, sans doute, plus hardi que le premier, exigeait aussi des combinaisons plus fortes et plus étendues. Le général Jourdan avait, il est vrai, reçu des renforts; mais la masse principale de son armée, fatiguée d'une campagne pénible, où le défaut de subsistances avait contribué à l'épuisement du soldat, ne paraissait point encore en état de reprendre l'offensive. D'un autre côté, le manque de chevaux pour remonter une grande partie de la cavalerie, et la rareté des munitions pour l'artillerie, empêchaient le général français

1796 – an IV.
21 septemb.
5e j. compl.
Allemagne.

1796 – an IV. Allemagne.

de songer à marcher en avant, ou du moins devaient le retenir assez de temps dans ses positions actuelles pour que l'archiduc pût exécuter le mouvement qu'il projetait sur Ulm, rejoindre le corps détaché du général Nauendorf, et prévenir Moreau sur le Danube, puisque ce général n'y arriva que le 23 septembre. L'archiduc se détermina à manœuvrer pour forcer l'armée de Sambre-et-Meuse à quitter les bords de la Lahn et à chercher un appui sur le Rhin.

Le 9 septembre, l'archiduc marcha avec le gros de l'armée vers Butzbach et Weilburg, tandis qu'une forte colonne sortie de Mayence, sous les ordres du général Neu, s'avançait par Wisbaden sur Limburg. En paraissant diriger la plus grande partie de ses forces sur Wetzlar, l'intention du prince était de faire croire à Jourdan qu'il voulait l'attaquer dans cette direction, l'engager par conséquent à laisser sur ce point ses principales forces; mais son dessein véritable était de se porter sur Limburg et d'y forcer la ligne française, moins forte de ce côté que vers Wetzlar.

Le 11 septembre, le corps du général Kray arriva à Münzenberg, et ses troupes légères se portèrent sur Giessen, qu'occupait l'avant-garde de la division Grenier. Cette dernière troupe était composée d'infanterie et de cavalerie; et celle-ci, en raison de sa faiblesse numérique, fut obligée de se replier sur la rive droite de la Lahn. L'infanterie tint assez longtemps dans la ville, à la faveur des restes des fortifications dont elle était entourée; mais, les habitants ayant ouvert une des portes aux Autrichiens, les braves fantassins français, assaillis de tous côtés, furent obligés de se rendre. Le général Grenier, instruit aussitôt de cette espèce de surprise, fit avancer, sur la rive droite de la Lahn, plusieurs pièces d'artillerie, et menaça d'incendier la ville avec des obus, si les Autrichiens ne rendaient pas sur-le-champ les prisonniers qu'ils venaient de faire, et qu'ils ne devaient qu'à la trahison des bourgeois de Giessen. La menace du général français produisit son effet, et l'infanterie put traverser la Lahn pour rejoindre la division dont elle faisait partie. Le poste de Klein-Linden, sur la rive gauche, et dont les troupes de Kray s'étaient également emparées, fut repris à la baïonnette et resta au pouvoir des Français.

Le 12, Kray prit position sur les hauteurs de Giessen; le général Hotze s'avança jusqu'à Weilmunster, et replia les avant-postes français de Weilburg et Braunfels. 1796 – an IV. Allemagne.

Sur ces entrefaites, Jourdan s'était porté du côté de Limburg pour faire quelques changements sur ce point de sa ligne. Le général Lefebvre, qui avait le commandement supérieur des divisions Grenier et Championnet, dépêcha des officiers d'état-major pour informer le général en chef que l'ennemi annonçait l'intention d'effectuer une attaque générale. De retour à son quartier, Jourdan apprit que le prince Charles était à Friedberg, et cette nouvelle l'affermit dans l'idée que les efforts principaux des Autrichiens auraient lieu sur cette partie de la ligne française. La présence des troupes ennemies, réunies de ce côté, fit penser à ce général que l'avant-garde de Lefebvre était compromise sur la rive gauche de la Lahn, et cette troupe reçut en conséquence, dans la nuit du 12 au 13, l'ordre de passer sur la rive droite, et de venir prendre position dans la direction du général Grenier, la droite appuyée à Hermanstein sur la Dill. Lefebvre occupa en outre Atzbach et Henchelsheim, et le quartier général s'établit à Aslar. Ces dernières dispositions donnaient à la ligne française un déploiement trop étendu pour qu'elle pût résister avec quelque avantage.

Le 13, Wetzlar, n'étant plus couvert que par de petits postes d'observation qui se replièrent à l'approche des avant-gardes, fut occupé par l'ennemi. Les Français, par une extrême négligence, avaient laissé subsister le pont de cette ville. Le général Sztarray prit position sur le Galgenberg. Le général Grenier repoussa quelques détachements qui avaient passé sur la rive droite, et qui inquiétaient les flancs et les derrières de sa division.

Cependant l'archiduc, ayant quitté Friedberg dans la journée du 13, marcha par Usingen sur Weilmunster, où il arriva le 14; il avait laissé à Butzbach cinq bataillons de grenadiers et onze escadrons de cuirassiers pour renforcer le corps de Kray, qui reçut l'ordre de faire des démonstrations vigoureuses afin d'entretenir le général Jourdan dans son erreur sur le projet du prince. Celui-ci se réunit au général Hotze, arrivé depuis la veille à Mull, et se porta en avant pour reconnaître la position

1796 — an IV. Allemagne. des Français. Cette reconnaissance le porta à croire que Jourdan voulait prendre l'initiative de l'attaque ; et cette supposition, qui n'était cependant pas fondée, engagea l'archiduc à persister dans son projet de percer la ligne française vers Limburg, en continuant toutefois ses démonstrations du côté de Wetzlar.

Les troupes légères autrichiennes, ayant passé la Lahn à Lollar, occupèrent la forêt qui se trouve sur la rive droite, et coururent sur le flanc gauche des Français, depuis Thiliar jusqu'à Runkel. L'avant-garde de Marceau, attaquée en même temps à Minsfelden, se défendit avec opiniâtreté et donna le temps à la division Bonnaud et aux troupes légères de la division Bernadotte de marcher à son secours. Marceau, accouru à son avant-garde, attaqua à son tour les Autrichiens et les repoussa jusqu'à Kirberg, où ils rencontrèrent la division du général Neu, qui s'était avancé lui-même de Mayence dans cette direction.

Pendant ce dernier engagement, Jourdan, supposant toujours que l'archiduc allait déboucher par Giessen ou Wetzlar, envoyait au général Bonnaud l'ordre de ramener sa cavalerie des environs de Limburg à Aslar, et au général Bernadotte celui d'abandonner sa position pour se rapprocher de Weilburg et y relever la division Championnet, celui-ci devant réunir ses troupes en arrière de Wetzlar. Ces dispositions vicieuses, qui devaient avoir des résultats si fâcheux, ne peuvent être excusées que par l'ignorance où se trouvait le général Jourdan de la marche de l'archiduc sur Limburg ; mais, du moment où il fut informé que l'avant-garde du prince était engagée avec le corps de Marceau, il est difficile de concevoir le motif qui l'empêcha de les rectifier. Ce fut en vain que ses généraux lui annonçaient une attaque sérieuse du côté de Limburg ; Jourdan s'obstina à ne voir dans cette attaque qu'une démonstration dont le but était de lui faire dégarnir son front du côté de Giessen et Wetzlar, et dès lors il ne voulut apporter aucun changement aux ordres qu'il avait donnés. On va voir combien cette erreur fut fatale à l'armée française.

Le 15 septembre au soir, telle était la position des deux armées : le général Kray entre Giessen et Wetzlar; le général Hotze à Weilmunster; le général Neu à Kirberg ; l'archiduc,

avec un fort corps de troupes, à Nieder-Brechen; Sztarray, en seconde ligne, derrière le général Kray. 1796 — an IV. Allemagne.

Le général Marceau, communiquant par sa droite au Rhin, était avec son corps de bataille vers Dietz, Limburg et Nassau, son avant-garde vers Minsfelden. Le général Castelvert, avec la division auxiliaire de l'armée du Nord, était à Dietz, Bernadotte à Runkel, Championnet à Weilburg, Lefebvre derrière Wetzlar, Grenier vis-à-vis de Giessen, la réserve de cavalerie à Aslar.

Le 16 septembre, les Autrichiens débouchèrent de la forêt, vis-à-vis de Lollar, et repoussèrent les avant-postes que Grenier avait sur sa gauche. Le général Kray rangea quelques troupes en bataille vis-à-vis de Kleeberg et de Fetzberg. La brigade du général Olivier, que Grenier avait laissée sur des hauteurs devant Giessen, sur la rive droite, fut obligée de céder le terrain. Jourdan envoya la cavalerie de Bonnaud au secours de la division Grenier, avec une demi-brigade d'infanterie, le régiment des cuirassiers et une batterie d'artillerie légère. Lui-même se rendit sur le champ de bataille; il fut à même de reconnaître que les Autrichiens, quoique nombreux, ne l'étaient point autant qu'il l'avait cru d'abord, et que cette attaque pouvait fort bien n'être qu'une démonstration. L'essentiel, dans le moment, était de repousser les assaillants, ce que les troupes de Grenier et de Bonnaud exécutèrent avec valeur. L'ennemi fut culbuté et forcé de se retirer en désordre sur la rive gauche de la Lahn. Kray, pour remédier à cet échec et empêcher les Français de pousser trop vigoureusement son avant-garde, avait fait déboucher par Giessen une forte colonne d'infanterie sur laquelle Bonnaud se porta avec rapidité et dont il sabra les tirailleurs Le général Leval, commandant l'infanterie qui d'abord avait été envoyée au secours de Grenier, s'étant réuni au général Olivier, les deux troupes chargèrent vigoureusement l'infanterie de Kray et la firent rentrer dans Giessen. La nuit mit fin au combat, et la perte fut à peu près égale des deux côtés; mais le brave général Bonnaud, qui avait, par son étonnante activité, rendu tant de services à l'armée, et dont la bouillante ardeur avait, dans cette dernière circonstance, décidé du succès de l'action, trouva, pour ainsi

1796 — an IV. Allemagne. dire, la mort au milieu des lauriers qu'il venait de cueillir pour la dernière fois. Atteint d'une balle qui lui cassa la cuisse, il mourut quelques mois après, emportant les regrets de tous ses camarades et des soldats qu'il avait commandés avec tant d'honneur; il fut pleuré particulièrement du général Jourdan, dont il était l'ami. Le général Dalesme fut également atteint de deux balles, qui ne lui firent point de blessures dangereuses.

Mais tandis que ceci se passait au centre et à la gauche de l'armée, des événements bien autrement importants avaient lieu du côté de Limburg. On a vu que l'archiduc avait, la veille, concentré la plus grande partie de ses forces de ce côté, et Jourdan, au contraire, avait disséminé et affaibli les siennes. Les changements qui avaient eu lieu le 14 dans les positions de la droite de l'armée française faisaient perdre à cette droite une partie de ses moyens de résistance.

Le 16 au matin, l'archiduc avait ordonné une attaque générale sur le corps de Marceau. Une colonne dirigée sur Dietz, après avoir culbuté les avant-postes qui en défendaient les approches, s'empara de cette ville et du pont qui s'y trouve. L'attaque principale faite sur Limburg réussit d'autant mieux, que les Français avaient évacué en partie ce point de leur ligne et que les forces ennemies étaient infiniment supérieures. Les postes laissés dans Limburg n'opposèrent qu'une faible résistance, et les Autrichiens occupèrent la ville. Mais lorsqu'ils voulurent déboucher la rive droite, il leur fallut faire des efforts plus vigoureux. Toutefois, à la faveur d'une batterie amenée sur les bords de la Lahn, ils réussirent à se rendre maîtres des ponts de pierre et de bois et du faubourg de la rive droite. Alors l'engagement devint sérieux. Marceau avait fait disposer son artillerie de manière à battre le défilé de Limburg, et Bernadotte venait de lui envoyer un renfort d'une demi-brigade d'infanterie, trois pièces de canon et cent chevaux. Ce secours permit à Marceau de faire réattaquer le faubourg, qui fut d'abord repris après un combat opiniâtre. Les Autrichiens, étant revenus à la charge, chassèrent une seconde fois les Français à l'aide d'une nouvelle batterie élevée sur une hauteur de l'autre côté de la rivière; mais Marceau, convaincu

de toute l'importance du défilé, ordonna une seconde attaque qui fut si impétueuse que les Autrichiens abandonnèrent derechef le faubourg et le laissèrent au pouvoir des Français. La nuit mit fin à une lutte aussi sanglante qu'opiniâtre. Marceau n'avait opposé que douze bataillons à la masse imposante des Autrichiens, qui comptaient de 12 à 15,000 hommes. 1796 — an IV. Allemagne.

Dès le commencement de l'attaque, Marceau avait envoyé demander au général Jourdan des secours suffisants pour empêcher l'ennemi de déboucher par le défilé de Limburg; et Jourdan avait sur-le-champ donné l'ordre au général Championnet de détacher le général Klein avec trois bataillons, un régiment de cavalerie et quelque artillerie, pour relever à Weilburg le général Bernadotte, qui dut marcher avec toute sa division sur Limburg. La réserve de cavalerie, rappelée si à contre temps au centre de l'armée, reçut en même temps l'ordre de se porter en toute hâte auprès du général Marceau.

Pendant la nuit du 16 au 17, l'archiduc fit établir plusieurs batteries de gros calibre sur les hauteurs à droite et à gauche de Limburg, et disposa ses troupes sur quatre colonnes. Une, partant de Dietz, devait se porter sur le flanc droit des Français; deux autres devaient déboucher par les ponts de Limburg, et la quatrième devait traverser la Lahn à gué, sur la droite de la ville. Un événement assez surprenant vint rendre superflues les précautions de l'archiduc pour la réussite de son attaque. Le général Castelvert, dont la division gardait l'espace depuis Dietz jusques au Rhin, à la nouvelle que le poste de Dietz était forcé, avait pris sur lui, sans en recevoir l'autorisation du général en chef, de se retirer sur Montabaur et de là sur Neuwied. Cette retraite singulière, dont le général Marceau ne fut pas même informé, avait laissé la droite de ce général entièrement à découvert, et lui ôtait par conséquent toute possibilité de faire attaquer, comme c'était son dessein, les Autrichiens qui avaient débouché par Dietz: il ne pouvait plus rester, dans l'état de faiblesse où il se trouvait, en présence de forces aussi considérables. En conséquence, profitant d'un brouillard épais qui dérobait la vue de ses mouvements, Marceau se retira, dans la matinée du 17, sur Molzberg; les Autrichiens, en débouchant sur leurs quatre colonnes, trouvèrent tous les postes français

1796 – an IV. Allemagne.

évacués; mais ils n'en continuèrent pas moins leur marche, et harcelèrent la division française jusques à Molzberg, sans néanmoins pouvoir l'entamer. Bernadotte ne fut pas aussi heureux que Marceau. Afin d'exécuter plus ponctuellement l'ordre qu'il avait reçu de Jourdan, ce général, n'attendant point la réunion entière de sa division pour se mettre en marche, était arrivé dans la matinée sur les hauteurs d'Ofheim, avec quatre bataillons et cinq escadrons. Il fut fort surpris de rencontrer, au lieu des Français, une colonne autrichienne de huit bataillons et treize escadrons s'avançant dans la plaine. La circonstance était éminemment critique : Bernadotte courait risque, en se retirant précipitamment, de compromettre les troupes qui occupaient les postes de Weilburg et de Runkel. D'un autre côté, attendre l'ennemi, c'était s'exposer à être taillé en pièces. Toutefois ne prenant conseil que de son courage, l'intrépide général résolut de combattre, pour donner le temps à Jourdan d'être informé de l'état des choses et d'opérer un mouvement rétrograde. Il tint donc jusques à midi avec une bravoure et un dévouement qui furent de la plus grande utilité à l'armée. A cette heure seulement, ayant acquis la certitude que les troupes, depuis Weilburg jusques à Runkel, étaient en pleine retraite, il se retira lui-même, en bon ordre, jusques à Mehrenberg. Ce fut dans ce bourg qu'il fut rejoint par le général Klein et par le général Simon, que des guides malveillants égarèrent d'abord en sortant de Runkel. A peine cette réunion des troupes de Bernadotte était-elle opérée que ce général fut attaqué par la colonne autrichienne qui avait marché à sa poursuite. Mais ce fut en vain que cette colonne essaya de débusquer les Français des bois qui sont en avant de Mehrenberg. Le général Klein tirailla avec les Autrichiens jusques à huit heures du soir; et la réserve de cavalerie étant venue joindre à ce moment la division Bernadotte, les troupes ennemies furent repoussées. Les Français bivouaquèrent à Mehrenberg.

L'archiduc, dont les nombreuses colonnes avaient débouché, comme nous l'avons dit, par Limburg et Dietz, s'arrêta sur les hauteurs d'Ofheim et de Diefenbach, pour y passer la nuit. Le général Neu se porta dans le bois d'Heisternbach,

tandis qu'une autre colonne se dirigeait par Nassau sur l'extrémité de la ligne ennemie. 1796 — an IV. Allemagne

Jourdan, en quittant les bords de la Lahn, avait l'intention de se retirer en arrière d'Altenkirchen sur le Wiedbach. Ce mouvement rétrograde offrait de grandes difficultés, par le mauvais état des chemins à parcourir. D'un autre côté, le chemin suivi par Marceau avait beaucoup éloigné ce corps de troupes du gros de l'armée française ; et pour se rendre à Altenkirchen Marceau avait à parcourir une bien plus grande distance que l'archiduc. Toutefois, Jourdan, se confiant dans la lenteur ordinaire des mouvements autrichiens et dans l'extrême activité de son jeune lieutenant, espéra que l'armée serait réunie à Altenkirchen avant que l'archiduc s'approchât de cette ville, et il donna à ses troupes l'ordre de se mettre en marche pendant la nuit du 17 au 18.

Le général Grenier passa la Dill à Herborn, le 17, à huit heures du soir ; et après une halte de deux heures, sa division marcha sur Hof, où elle prit position. Celle du général Championnet commença son mouvement à dix heures, remonta la Dill jusques à Herborn, et se dirigea ensuite sur Hachenburg. Le général Lefebvre ne quitta ses positions que le 18, à deux heures du matin ; il vint également passer la Dill à Herborn, et s'établit à Hoff, en avant de la position occupée par la division Grenier. Bernadotte partit de Mehrenberg également à deux heures, et vint camper à Hayn, la réserve de cavalerie faisant son arrière-garde. Marceau marcha de Molzberg sur Freilingen. Le même jour, c'est-à-dire le 18, le général Castelvert s'établissait dans la tête de pont de Neuwied, dont le général Jourdan avait précédemment ordonné la construction. Marceau fut le seul des généraux qui fut inquiété par l'ennemi dans sa marche sur Freilingen. L'archiduc se trouvait le 18 à Molzberg, et le général Neu avait marché sur Ehrenbreitstein.

Le 19, l'armée française continua son mouvement sur Altenkirchen. Le général Klein fut chargé d'escorter le parc d'artillerie à Uckerath. A trois heures du matin, le général Bernadotte marcha en avant-garde avec la division de réserve de cavalerie chargée d'occuper le défilé d'Altenkirchen, que

1796 — an IV. Allemagne. devait franchir l'armée entière pour prendre les positions qui lui étaient indiquées. Bernadotte mit tant de célérité dans son mouvement, qu'il arriva de bonne heure à Altenkirchen, et qu'il put faire à loisir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la retraite de Marceau et du reste de l'armée. Un régiment de cavalerie fut détaché sur le chemin de Freilingen, à la rencontre de Marceau. Le général Lefebvre, qui formait l'arrière-garde, ayant vu défiler les divisions Grenier et Championnet, vint s'établir sur les hauteurs en avant d'Altenkirchen, appuyant sa droite à la grande route. Le général Kray marcha si lentement à la poursuite du gros de l'armée, que ses coureurs ne furent pas même aperçus depuis la Dill jusques à Altenkirchen.

Le général Marceau avait été chargé par Jourdan du soin de retenir l'archiduc, en escarmouchant avec lui pendant que les autres divisions passaient le défilé d'Altenkirchen ; et l'intrépide guerrier s'était déjà acquitté, avec tout le zèle qui lui était ordinaire, de cette mission périlleuse. Lorsque l'arrivée du régiment de cavalerie qui avait été détaché à sa rencontre lui eut appris que l'armée prenait ses positions, il partit de Freilingen pour se réunir aux autres divisions. L'archiduc était arrivé pendant la nuit en face de Freilingen ; et le général Hotze, qui avait fait prendre les armes à ses troupes dès la pointe du jour, attaqua l'arrière-garde de la colonne française en retraite. Suivie pied à pied et avec beaucoup de vivacité, cette arrière-garde eut à soutenir des combats continuels pendant toute sa marche. Le général Marceau, qui s'etait placé à ce poste dangereux, avait inspiré aux soldats une telle ardeur, que l'ennemi, malgré sa supériorité, ne put les entamer. Cependant ces braves, qui se vouaient avec tant de résolution au salut de leurs frères d'armes, après avoir traversé la forêt de Höchstebach, s'approchaient du défilé, que les troupes n'avaient point encore achevé de franchir. Il était à craindre que l'archiduc, renforçant ses colonnes d'attaque, ne poussât brusquement Marceau sur le défilé, ce qui aurait pu jeter le désordre et la confusion dans les troupes qui le traversaient encore. Jourdan sentit tout ce que cette situation avait de critique, et envoya dire à Marceau qu'il allait le faire soutenir,

mais qu'il était indispensable qu'il s'arrêtât pendant quelque temps pour contenir les Autrichiens. 1796 — an IV. Allemagne.

Marceau, sans calculer le nombre des ennemis auxquels il avait affaire, n'hésite pas un moment à exécuter l'ordre qu'il vient de recevoir. Il fait placer, sur deux mamelons qui dominent la sortie de la forêt de Hochstebach, six pièces d'artillerie légère; en même temps, il fait avancer le gros de ses troupes pour soutenir son arrière-garde; et toujours le premier au poste du péril et de l'honneur, le général se met à la tête des troupes légères. Mais voulant mieux reconnaître l'ennemi qui s'avance, il s'approche des premiers éclaireurs, accompagné seulement du capitaine du génie Souhait et de deux ordonnances. Un hussard du régiment de Kayser, qui caracolait devant lui, l'amuse et le distrait par les divers mouvements qu'il fait faire à son cheval; et pendant ce temps Marceau est ajusté par un chasseur tyrolien, caché derrière une haie, et qui lui tire un coup de carabine à très-peu de distance. L'intrépide général fait encore quelques pas; mais bientôt il sent qu'il est blessé à mort, se fait descendre de cheval, et tombe dans les bras de ceux qui sont accourus pour le recevoir. La nouvelle de ce fatal événement se répandit à l'instant dans toute l'armée. Jourdan, qui s'était empressé d'accourir sur le champ de bataille, rencontra le jeune héros porté par quelques grenadiers qui fondaient en larmes. L'entrevue de ces deux chefs, unis par les liens d'une étroite amitié, fut douloureuse et touchante. Toutefois Jourdan, après avoir ordonné que rien ne fût négligé pour que l'illustre blessé reçût les secours les plus prompts et les plus efficaces, prit lui-même le commandement de l'arrière-garde, dont la retraite se continua dans le meilleur ordre, et sans que l'ennemi pût réussir à la troubler. La division Marceau vint prendre position à la droite de celle du général Bernadotte. L'archiduc établit son quartier général à Freilingen; son avant-garde occupa le village et la forêt de Hochstebach; le général Neu s'avança sur le Neubach à Romersdorf.

Jourdan, de retour à Altenkirchen, s'empressa d'aller visiter le guerrier expirant. Les chirurgiens, en annonçant qu'il n'y avait aucun espoir de sauver la vie à Marceau, ajoutèrent

1796—an IV. Allemagne. qu'on ne pouvait le transporter plus loin sans le faire mourir à l'instant. Cette décision redoubla la consternation générale. La mort de ce brave, si cher à toute l'armée, à l'âge de vingt-sept ans, rappelait à la pensée tous ses titres de gloire, ses grands talents militaires, son courage héroïque, toutes ses qualités éminentes de l'esprit et du cœur. Témoin du désespoir de ses nombreux amis, instruit de la douleur publique, le généreux jeune homme demeurait seul calme et impassible au milieu du deuil général, et montrait encore à ses derniers moments l'intrépidité qu'il avait si souvent déployée sur le champ de bataille. La mort n'effrayait point celui qui l'avait envisagée tant de fois : « Mes amis, disait-il à ceux qui l'entouraient, je suis trop regretté ; pourquoi me plaindre ? je suis bien heureux, puisque j'expire pour la patrie ! »

Cependant, il fallait quitter Altenkirchen et continuer à marcher sur le Rhin. Jourdan se détermina, non sans le plus vif regret, à laisser Marceau dans la ville. Il donna l'ordre à deux officiers d'état-major, deux chirurgiens, et à deux hussards d'ordonnance, de rester auprès du général, qui n'avait plus que peu d'instants à vivre. Le général en chef écrivit lui-même aux généraux ennemis pour recommander Marceau à leurs soins généreux. Cette précaution était superflue : Marceau n'était pas moins en estime dans l'armée autrichienne que dans l'armée française. Dès le matin du 20 septembre, un capitaine des hussards de l'Empereur, commandant aux avant-postes, était venu s'informer de l'état du blessé ; et peu de temps après le général Haddick vint témoigner à Marceau combien il prenait part à son malheur. Le général Kray, ce respectable vétéran de l'armée autrichienne, donna des marques particulières et bien touchantes de ses regrets. Profondément affligé, et les yeux baignés de larmes, il pressa les mains mourantes de Marceau, qu'il estimait d'autant plus qu'il l'avait souvent combattu et qu'il pouvait l'apprécier. Les officiers et les hussards de Blankenstein et de Barco envoyèrent une députation pour le visiter, et leur douleur était aussi vive que si Marceau les eût commandés. Un dernier hommage manquait à la gloire du jeune Français : le prince Charles s'empressa de le lui rendre, en venant lui-même visiter Marceau à

son lit de mort, et en ordonnant à son médecin d'unir ses soins à ceux des Français pour le sauver, s'il était possible. Mais toutes les ressources de l'art furent inutiles. Après avoir supporté avec une stoïque résignation les opérations longues et douloureuses que les chirurgiens lui firent subir, Marceau expira le 21 septembre, à cinq heures du matin. Les officiers qui étaient restés près de lui demandèrent à l'archiduc que les dépouilles mortelles du général fussent rendues à ses frères d'armes : le prince y consentit sur-le-champ, en accompagnant cette permission de nouvelles preuves de l'intérêt qu'il portait au défunt. Le corps de Marceau fut escorté par un nombreux détachement de cavalerie autrichienne jusqu'à Neuwied; l'archiduc demanda même qu'on l'avertît du jour où ces précieux restes seraient inhumés, afin que l'armée impériale pût se réunir aux Français dans les honneurs funèbres qui lui seraient rendus.

1796—an IV. Allemagne.

Le corps de Marceau fut déposé près de Coblentz, dans la redoute de Petersberg, qui prit depuis le nom de fort Marceau; et, le jour de la lugubre cérémonie, l'armée ennemie prit les armes en même temps que l'armée française. Des salves d'artillerie sur l'une et l'autre rive annoncèrent à la France qu'elle venait de perdre un de ses plus dévoués défenseurs; et à l'Allemagne, un des plus illustres guerriers qu'elle eût eus à combattre. Telle fut la fin prématurée du général Marceau, d'un général dont la patrie doit s'honorer à jamais.

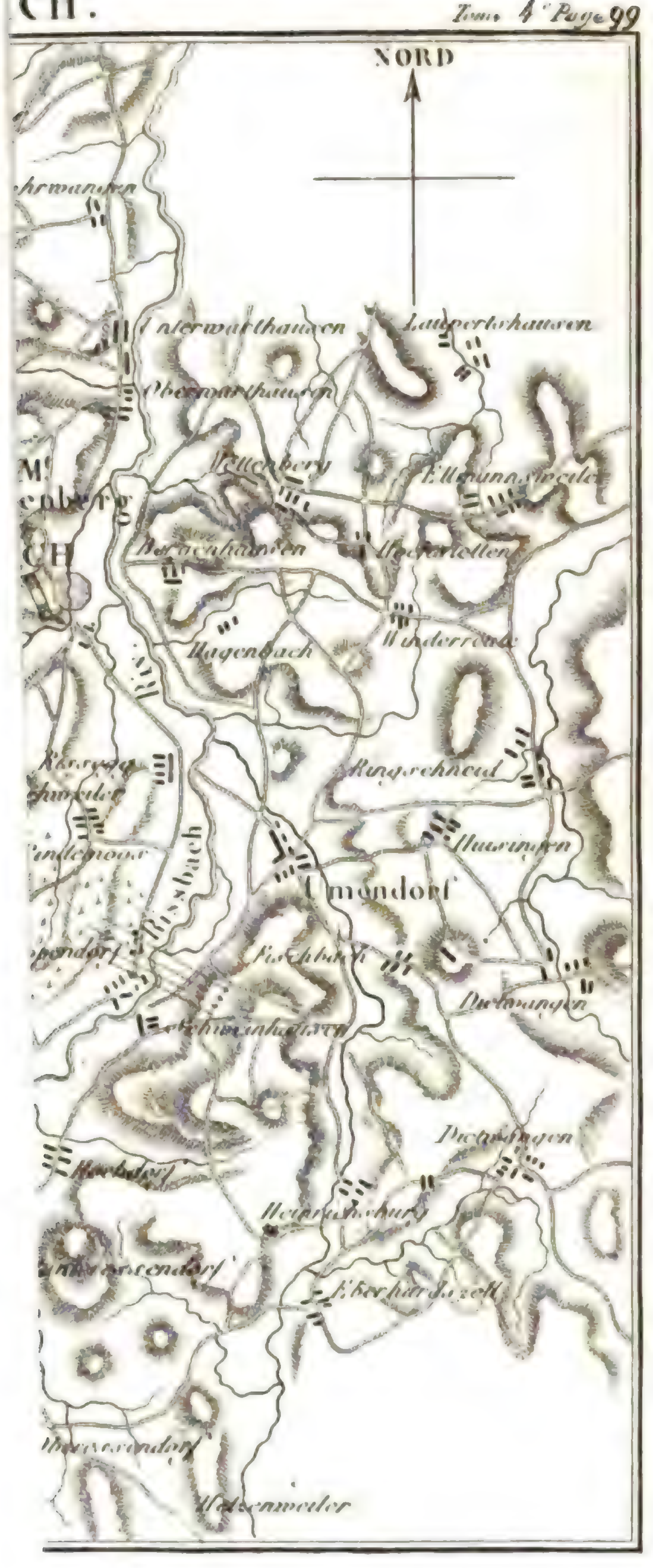
La mort de Marceau fut, depuis la blessure mortelle du général Bonnaud, le 16 septembre, le dernier accident remarquable de la longue et pénible retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse sur les bords du Rhin. Cette retraite fut effectuée avec un bonheur dont on n'aurait guère pu se flatter, si les généraux autrichiens eussent déployé plus d'activité pour profiter de la supériorité numérique de leurs troupes, et de l'état de pénurie dans lequel se trouvaient les soldats français. Le prince Charles n'a point dissimulé les fautes qu'il commit en cette occasion ; fautes dont nous lui devons savoir gré, tout en appréciant sa noble franchise, puisqu'elles contribuèrent efficacement à conserver une armée qui devait rendre encore de si grands services à la patrie.

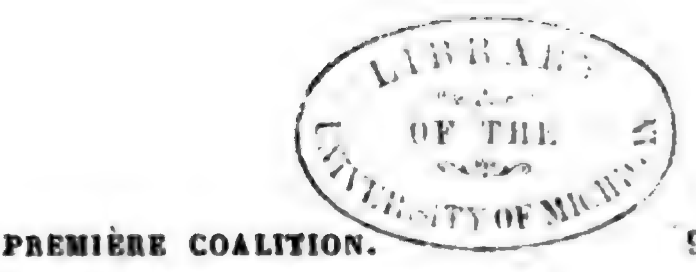
1796 — an IV. Allemagne. Nous allons suivre la retraite de cette armée, que le récit de la mort de Marceau nous a fait suspendre un moment.

Le 20 septembre, les divisions Grenier et Championnet quittèrent, à quatre heures du matin, leurs positions respectives, passèrent la Sieg et l'Agger dans la journée, et s'établirent, à la nuit, de la manière suivante : le général Grenier ayant sa droite en arrière de Mündorf, et sa gauche dans la direction d'Eschmar; Championnet, son centre à Troistorp, prolongeant sa gauche parallèlement au cours de l'Agger, et son avant-garde en avant de Siegberg; la réserve de cavalerie s'établit en seconde ligne des deux divisions. Le général Poncet, qui avait remplacé Marceau dans son commandement, passa le Rhin sur le pont-volant de Bonn, et fut camper en arrière de cette ville. Les généraux Lefebvre et Bernadotte, qui avaient quitté leur position à cinq heures du matin, établirent leurs troupes en avant d'Uckerath. Bernadottte avait sa droite appuyée à des marais, et Lefebvre, sa gauche à la Sieg.

Le lendemain, 21 septembre, les troupes qui avaient passé le Rhin prolongèrent leur gauche sur le château de Bennsberg, qui fut fortement occupé; le centre fut établi à Portz, et la droite resta appuyée au Rhin. La position des autres divisions demeura la même, à l'exception que les troupes légères furent établies en avant du front du camp, de manière à observer tout ce qui déboucherait sur l'Agger et sur la Sieg.

Toutefois un grand changement allait avoir lieu dans l'armée de Sambre-et-Meuse : celui qui la commandait depuis plus de deux ans, qui avait vaincu avec elle à Fleurus, à Aldenhoven, et qui l'avait dirigée en Allemagne, Jourdan, allait donner sa démission. Depuis le moment où, parvenu sur la Rednitz, il avait été forcé de suivre à la lettre des plans dont il reconnaissait les vices, il avait demandé à se démettre du commandement en chef, et à rentrer en France. Le gouvernement directorial ne crut pas devoir agréer la proposition de Jourdan, dans un moment où il croyait que les talents et l'activité de ce général allaient avoir un plus grand développement. Il reçut donc l'ordre de rester à son poste, jusques à ce que l'armée sous ses ordres fût hors de danger Ce but


NORD
Unterwarthausen
Laupertshausen
Oberwarthausen
Hagenbach
Ringschneid
Umendorf
Rissbach
Fischbach
Heinrichsburg
Eberhardszell
2 Lieues .



venait d'être atteint; Jourdan renouvela sa demande. Le Directoire n'accepta cette démission qu'en réitérant au général l'expression de ses regrets de lui voir quitter une carrière qu'il avait parcourue avec tant de gloire. Mais Jourdan était fatigué de lutter sans cesse avec des autorités turbulentes, qui, comptant pour rien l'expérience des généraux, s'arrogeaient le droit de diriger des opérations souvent funestes aux intérêts de la patrie. Il persista dans sa résolution; et, le 28 septembre, il remit le commandement en chef au général Beurnonville, que le Directoire avait désigné pour le remplacer. Jourdan partit le 29, pour se retirer dans sa famille, accompagné, malgré ses derniers revers, de l'estime et des regrets des braves qu'il avait commandés depuis 1793, et auxquels il avait plus d'une fois montré le chemin de la victoire. 1796 – an IV Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, sous son nouveau général, demeura, pour ainsi dire, dans une complète inaction. Après avoir escarmouché pendant quelque temps pour l'occupation du poste de Neuwied, pris et repris plusieurs fois par les deux partis, les armées française et autrichienne conclurent un armistice qui suspendit indéfiniment les hostilités. L'archiduc, immédiatement après l'établissement du général Jourdan sur le Rhin, avait marché sur le général Moreau. Quarante-trois bataillons et soixante-dix-huit escadrons, qu'il laissa sous le commandement du général Werneck, pour observer le général Beurnonville, furent, à la suite de l'armistice conclu, répartis entre la Sieg et le Rhin. Les Français entrèrent en quartiers d'hiver depuis Dusseldorf le long du Rhin, jusques à la Nahe et à Kirchheim-Poland.

1796 — an V. 9 octobre. (18 vend.) Allemagne.

Continuation de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; bataille de Biberach; passage du Val-d'Enfer. — L'armée de Rhin-et-Moselle, suivie avec beaucoup de circonspection par le général Latour, était arrivée le 24 septembre sur l'Iller, sans rencontrer d'obstacles et sans être inquiétée. Moreau avait eu d'abord l'intention de s'arrêter quelque temps dans cette position; mais, ne recevant aucune nouvelle de France, et continuant d'être instruit par les gazettes allemandes des avantages remportés sur l'armée de Sambre-et-Meuse, il sentit qu'il n'avait point de temps à perdre pour effectuer sa retraite sur

1796 — an v. Allemagne. le Rhin. L'archiduc pouvait manœuvrer sur ses derrières, et le général Nauendorf, s'avançant avec rapidité sur Ulm, pouvait déborder sa gauche et se lier avec le général Petrasch, qui s'avançait, comme on l'a vu plus haut, par les vallées de la Kintzig et de la Rench.

L'armée française se porta en trois marches des bords de l'Iller en arrière du Federsee ou lac Feder; et le 28, elle occupa les positions suivantes : le corps de bataille du général Férino, qui avait rallié à lui, vers Zeil, les brigades des généraux Paillard et Tharreau, détachées auprès de Kempten, se porta sur les hauteurs en arrière de Schussenried, entre Waldsee et Ravensburg; le général Saint-Cyr s'établit près de Steinhausen, entre le Federsee et l'abbaye de Schussenried. L'aile gauche prit position entre le Federsee et le Danube. Desaix, qui la commandait, avait passé le Danube à Ehingen, et son arrière-garde, qui se défendit longtemps à Ulm contre le général Nauendorf, n'avait évacué cette ville que dans la nuit du 26 au 27. Moreau établit son quartier général à Sulgau.

Les Autrichiens avaient suivi méthodiquement tous les mouvements de l'armée française. Cependant le général Nauendorf, plus actif et meilleur tacticien que le général Latour, sentant combien il pouvait être avantageux de gagner rapidement les flancs de l'armée française pour rétablir ses communications avec l'archiduc et se lier aux troupes de Petrasch, s'avança jusques à Tubingen sur le Necker. Latour continua à marcher sur les traces de Moreau, quand il pouvait se borner à faire suivre ses arrière-gardes par le général Frölich seulement ou par de la cavalerie, et se porta par sa droite dans la même direction que Nauendorf, avec la masse de ses forces. Il n'était pas nécessaire d'employer les troupes réunies des généraux Frölich, Wolf et Saint-Julien pour presser le corps de Férino, puisque la marche de cette aile droite des Français n'avait aucune importance stratégique pour les Autrichiens : quelques escadrons de hussards eussent suffi pour remplir cet objet. Pour se rendre compte de cette dissidence d'opérations entre Nauendorf et Latour, il faut se rappeler que le premier n'était point sous les ordres immédiats du second; qu'il avait été détaché par l'archiduc comme auxiliaire et pour renforcer

le général Latour, lorsque le prince eut jugé que l'armée de Wartensleben et une partie de son corps de 28,000 hommes suffisaient aux opérations contre Jourdan. Il résultait de cet état de choses que Nauendorf se regardant comme indépendant, et convaincu d'ailleurs de la sagesse de son plan, persista dans son exécution, tandis que l'amour-propre du général Latour le portait au refus d'exécuter des mouvements dont la hardiesse n'était point d'ailleurs en rapport avec sa routine ordinaire. La mésintelligence des deux généraux autrichiens fut mise à profit par le général Moreau.

En suivant ainsi l'armée française pas à pas avec le gros de ses troupes, Latour semblait prendre à tâche d'éloigner les Français du point qui eût été le plus dangereux pour eux. En effet, il les poussait véritablement vers Stockach et vers la Suisse, quand il aurait dû manœuvrer pour les attirer dans une direction contraire. Le 29 septembre, l'avant-garde du général Baillet arriva à Biberach, après un léger combat qui mit cette ville et les hauteurs en avant de Groth au pouvoir des Autrichiens. Latour prit position aux environs de Biberach, et, supposant que la gauche de l'armée française était en retraite derrière le lac, il se borna à détacher vers Aalen quatre escadrons et quelque infanterie pour couvrir son flanc droit entre le Federsee et le Danube, et pour observer la route de Riedlingen à Biberach. Le général Mercantin fut envoyé à Mulhausen, et Frölich reçut ordre de faire avancer trois bataillons à Wolfegg, pour soutenir le corps principal.

Cependant Moreau était resté dans ses positions du 28, et son projet était de se débarrasser du général Latour, en profitant de la dispersion des troupes de ce dernier pour l'attaquer avec avantage. De leur côté, les Autrichiens étaient persuadés que l'aile gauche rétrogradait; et, dans cette idée, le général Baillet marcha par la route de Schussenried; le détachement de quatre escadrons et d'infanterie placé à la droite du Federsee marcha sur Aalen, et Mercantin s'avança de Mülhausen à Aulendorf.

A peine le général Baillet se fut-il mis en mouvement pour se rapprocher de Schussenried, que le général Saint-Cyr fit marcher le gros de ses troupes pour soutenir son avant-garde

1796 — an v. Allemagne.

menacée. Baillet fut repoussé sur les hauteurs en avant de Steinhausen, où le général Latour vint le joindre avec un assez fort détachement. Après un combat opiniâtre, les Autrichiens réussirent à garder Steinhausen. Sur la droite, les Autrichiens ne purent pas s'avancer beaucoup au delà d'Aalen, parce qu'ils rencontrèrent l'avant-garde du général Desaix, qui les repoussa; ils se rallièrent derrière Aalen. Latour, qui s'aperçut alors du petit nombre de ses troupes sur ce point, envoya le général Kospoth à Schaflangen, tandis qu'il marchait lui-même pour soutenir Baillet à Steinhausen. De son côté, Mercantin fut rejeté de Ravensburg, où il s'était avancé, jusques à Michelwand, par les troupes du général Férino.

Après ces engagements, Latour établit ses troupes de la manière suivante : l'avant-garde, forte de 4,200 hommes, dont 1,400 de cavalerie, sous les ordres de Baillet, et formant le centre de bataille, était en avant de Steinhausen, ayant son flanc droit couvert par un marais impraticable jusques au lac Feder. L'aile gauche, commandée par Mercantin, forte de 9,900 hommes, dont 3,300 de cavalerie, occupait Winterstetten, et s'étendait derrière Holzreute. La droite, forte de 6,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie, occupait Schaflangen, et devait garder les bois d'Ogelshausen et de Seekirch, couvrir les chemins de la droite du lac à Biberach, et soutenir le détachement poussé sur Aalen. Latour resta en réserve sur la hauteur de Groth avec trois bataillons et deux escadrons. L'armée autrichienne formait ainsi un total d'à peu près 23,000 hommes, dont 6,500 de cavalerie.

L'armée française présentait un effectif infiniment plus nombreux. L'aile droite comptait environ 21,000 hommes; le centre à peu près un pareil nombre; et la gauche 18,000 : total, 60,000 hommes, plus ou moins [1]. Mais il faut observer que toutes ces troupes, et notamment partie de celles de la droite, ne prirent point part à l'action qui va suivre. On se rappellera également que le général autrichien Nauendorf était vers Tübingen avec son corps de près de 10,000 combattants, et que Frolich était inutilement en observation à l'extremité

[1] L'archiduc Charles porte l'armée de Moreau à plus de soixante-huit mille hommes; mais il y a de l'exagération dans les calculs de ce prince.

droite de l'armée française, avec des forces à peu près égales à celles de Nauendorf. Quoi qu'il en soit, on peut, sans partialité, s'étonner de ce que le général Moreau ne tira point plus tôt un meilleur parti de sa supériorité numérique. 1796 – an v. Allemagne.

La position de l'armée autrichienne était également mauvaise pour l'offensive et pour la défensive. Outre son infériorité numérique, elle avait encore le désavantage d'être séparée par des obstacles qui ne permettaient pas à ses trois divisions de se prêter un secours réciproque, de sorte qu'un échec éprouvé par l'une entraînait la perte ou la retraite forcée des deux autres. Adossé au ravin du Rissbach, Latour n'avait qu'un seul bon débouché pour sa retraite, par la ville de Biberach.

Les deux armées restèrent dans leurs positions respectives le 1er octobre. Ce jour-là Moreau fit reconnaître avec exactitude les positions autrichiennes; il en remarqua les vices, et se détermina à l'attaque.

L'armée française se mit en mouvement le 2 octobre à deux heures du matin. Moreau avait ordonné au général Férino de ne laisser qu'un détachement devant l'Argen, et de marcher avec le gros de ses troupes par Waldsee sur Ober-Essendorf, afin d'attaquer vivement la gauche de l'ennemi, et de le prévenir sur ses communications. Malheureusement cette manœuvre, sagement combinée, ne reçut point son exécution. L'officier chargé de porter cet ordre à Férino arriva trop tard près de ce général; et celui-ci ne put marcher à temps au lieu qui lui était indiqué.

Le général Saint-Cyr avait ordre d'attaquer l'ennemi dans les positions de Steinhausen et de Groth, pour essayer de le repousser jusques à Biberach; tandis que le général Desaix attaquerait, de l'autre côté du lac Feder, la droite de l'ennemi par la route de Riedlingen à Biberach, et qu'il ferait ses efforts pour le devancer sur les hauteurs de cette ville, entre Buhren et Warthausen.

Il est facile de remarquer que ces dispositions du général Moreau n'avaient pas tout à fait la précision convenable au but qu'il se proposait. Waldsee et Riedlingen étaient deux points trop éloignés pour que le général français pût se flatter que les deux colonnes qui devaient en partir arrivassent en temps

1796 — an v. Allemagne.

utile pour la réussite de l'attaque. Mais, au surplus, Moreau n'avait pas besoin, en raison de la faiblesse de l'ennemi, du concours positif de toutes ces forces; et c'est ce qui peut faire excuser le calcul erroné de leur emploi.

Le centre de l'armée française fut divisé en trois colonnes : la brigade du général Girard, dit *Vieux*, se porta sur le village d'Ogelshausen. Le général Saint-Cyr fit marcher la brigade du général Lecourbe et la réserve par la route qui conduit de Reichenbach à Biberach. Le général Duhesme, avec une partie de sa division, fut dirigé sur les bois entre Schussenried et Holzreute, pour attaquer le général Mercantin; pendant que l'autre partie de cette même division, aux ordres du général Laboissière, était chargée de contenir l'ennemi sur la droite de Schussenried.

A sept heures et demie du matin, l'attaque commença; les 100e et 106e demi-brigades forcèrent l'infanterie du général Baillet dans les bois de Steinhausen, et s'avancèrent malgré le feu des batteries établies sur les hauteurs en avant du village. La cavalerie autrichienne, s'étant ébranlée pour soutenir les bataillons, fit une charge vigoureuse dans Steinhausen; mais les grenadiers de la 106e, soutenus par le 9e régiment de hussards, reçurent avec fermeté les escadrons ennemis et les repoussèrent. Après s'être défendues encore quelque temps avec assez de résolution, ces troupes du centre autrichien se retirèrent sur les hauteurs de Groth, où se trouvait le général Latour avec sa petite réserve. Le général Mercantin et le prince de Condé suivirent ce mouvement rétrograde du centre sur Winterstetten. Le général Saint-Cyr, profitant de son avantage, aurait pu pousser l'ennemi sur la vallée du Rissbach; mais il se déploya entre Muthensweiler et Wattenweiler, parce qu'il crut qu'une colonne ennemie débouchant par Michelwand allait inquiéter sa droite; mais aucune troupe autrichienne ne parut dans cette direction. Par ce mouvement des Français, le général Latour eut le loisir de faire filer son parc d'artillerie et de le mettre en sûreté; il en fut quitte pour une canonnade qui dura jusqu'à cinq heures du soir, dans sa position de Groth.

Cependant le général Desaix s'était avancé par la route de Riedlingen, au travers de la forêt, pour arriver sur le flanc

droit de l'ennemi pendant l'attaque du général Saint-Cyr. Il avait repoussé en avant de Seekirch et d'Aalen quelques troupes autrichiennes, et les avait poursuivies dans la direction de Guthartshofen et de Burgenhof. Entraîné par le mouvement de ses troupes, et se voyant menacé par des forces supérieures, le général Kospoth quitta sa position de Schaflangen et se retira sur celle du Galgenberg, bien plus avantageuse. Desaix engagea bientôt le combat avec cette aile droite des Autrichiens. Les 10e demi-brigade légère, 10e et 103e de ligne, attaquèrent de front, pendant que Desaix, mettant à profit sa supériorité numérique, faisait tourner la position. La gauche des troupes de ce général se porta par Birkenhart sur le mont Lindeberg, près de Biberach, et ce point fut presque aussitôt emporté qu'attaqué. La colonne de droite se dirigea par Oberndorf, dans la petite vallée de Mittel-Biberach. L'attaque de front culbuta les troupes de Kospoth dans le ravin; elles furent obligées de défiler en colonne entre les attaques de droite et de gauche. La tête de l'infanterie et le gros de la cavalerie parvinrent à s'ouvrir un passage; mais cinq bataillons, après avoir fait d'inutiles efforts pour suivre le mouvement de la tête de colonne, furent forcés de mettre bas les armes.

1796 — an V. Allemagne.

Déjà avant cet échec, le général Latour s'était aperçu de sa fausse position, et, comme nous l'avons rapporté, il avait fait filer ses parcs sur Umendorf et Fischbach, sous la protection de sa réserve d'infanterie. En même temps qu'il ordonna à Mercantin et au prince de Condé de se retirer le premier à Eberhardszell et le second à Schweinhausen, les généraux Baillet et Kospoth reçurent l'ordre de se retirer par Biberach derrière le Rissbach; mais cette dernière mesure était trop tardive.

Le général Saint-Cyr, s'étant convaincu qu'il n'avait rien à craindre sur son flanc droit, informé peut-être du succès obtenu par le général Desaix, fit attaquer Groth par les 84e et 106e de ligne soutenus par le 9e de hussards et le 9e de cavalerie, tandis que la brigade de Girard, dit *Vieux*, marchait pour tourner cette position par Reuth. Le général Baillet se retira en combattant par les bois de Rindemoos. Il voulut essayer de tenir quelques instants vers Gretschweiler; mais, suivi en queue par le général

1796—an V. Allemagne.

Saint-Cyr, et trouvant l'aile gauche en possession de Biberach, il ne resta plus aux troupes autrichiennes d'autre parti à prendre que de chercher à percer à travers les masses de Desaix. Latour en donna l'ordre ; et une partie de la colonne de Baillet réussit effectivement à passer ; mais le reste fut pris ou dispersé dans les bois. A la gauche, Mercantin gagna Eberhardszell sans être inquiété. Le prince de Condé fut moins heureux : poursuivi et harcelé par les 17e et 100e demi-brigades, il n'arriva point sans perte jusqu'à Appendorf, près de Schweinhausen. Les émigrés passèrent le Rissbach à la faveur d'une batterie placée sur une hauteur, et les Français ne poussèrent pas plus loin.

Pendant la nuit du 2 au 3, le général Latour rassembla ses troupes derrière Ringschneid, et fit avancer le général Baillet jusqu'à Laufheim, afin de garder ses communications avec le Danube. L'armée française bivouaqua sur les bords du Rissbach.

Les Autrichiens perdirent à cette bataille 4,000 prisonniers, dix-huit pièces de canon, deux drapeaux, et un certain nombre de morts, mais qui paraît avoir été peu considérable de part et d'autre. Les bonnes dispositions du général Moreau, bien mises à exécution par ses deux lieutenants, Desaix et Saint-Cyr, contribuèrent autant que la supériorité du nombre à la victoire que les Français venaient de remporter. Si l'officier chargé de porter au général Férino l'ordre du mouvement ne se fût point égaré en route, il y a tout lieu de croire que le général Mercantin se fût trouvé dans la même situation que les généraux Kospoth et Baillet, et ce fut à cet accident que le général Latour dut le salut de son armée.

La victoire de Biberach, bien que décisive sur le point où elle avait été obtenue, ne suffisait point pour tirer l'armée de Rhin-et-Moselle d'embarras. Tandis que Moreau battait ainsi le général Latour, Nauendorf avait continué sa marche de Tubingen sur Hechingen, et s'était réuni, à Rottweil, au corps du général Petrasch. Ces troupes formaient un total d'environ 20,000 hommes, occupant Rottweil, Villingen, Donaueschingen et Neustadt. En combinant leurs efforts, les deux généraux autrichiens pouvaient au moins inquiéter l'armée française dans sa retraite et la retarder jusqu'à l'arrivée du prince

Charles sur la Rench. L'archiduc s'avançait effectivement avec une partie des forces de l'armée du bas Rhin, pour se joindre aux troupes de Latour, et peut-être même serait-il parvenu sur le Danube assez à temps pour couper la retraite à Moreau, s'il n'eût pas perdu un temps précieux à recevoir des fêtes à Francfort et à Mannheim : c'est surtout à la guerre que le temps perdu se recouvre bien difficilement. D'un autre côté, il avait fait passer le corps de Hotze sur la rive gauche du Rhin, dans l'intention de jeter l'alarme dans le département du Bas-Rhin, et peut-être même dans l'espoir de surprendre la place de Landau. Quel que fût son dessein, le prince échoua dans cette tentative. Le général Marescot, qui se trouvait alors sur ce point, se mit à la tête de quelques bataillons, repoussa le général Hotze, et le força à repasser le Rhin. Cette incursion mal combinée était d'autant plus intempestive, que le général Hotze eût été beaucoup mieux employé à marcher avec ses troupes sur les communications de l'armée de Moreau. 1796 — an V. Allemagne.

Enfin le prince se mit en mouvement. Ses troupes légères s'étaient déjà montrées du côté de Freyburg et du Vieux-Brisach, et avaient fait prisonniers, dans cette dernière ville, le général Tomé et quelques détachements qui y tenaient garnison.

A la nouvelle de l'approche de l'archiduc, Moreau renonça au dessein de se retirer sur Strasbourg par la vallée de la Kintzig, déjà occupée par l'ennemi, et d'ailleurs trop voisine du corps d'armée qui venait du Mayn. Il fit donc prendre à l'armée la route directe du Val-d'Enfer, dans l'espoir de gagner Freyburg avant l'arrivée de l'archiduc sur l'Elz; et, ne laissant devant Latour qu'une forte arrière-garde, il marcha sur Friedlingen et Stockach, après avoir passé le Danube vers Riedlingen. Le 6 octobre, l'avant-garde française chassa de Rottweil et de Villingen les détachements de Nauendorf et de Petrasch qui occupaient ces deux points; les parcs et les équipages de l'armée filèrent sur Huningue, sous l'escorte d'une demi-brigade, en passant par Thengen et Stuhlingen. Le général Saint-Cyr fut chargé de forcer le passage du Val-d'Enfer; la droite dut tenir tête au général Latour à Tuttlingen, et la gauche fut opposée aux troupes de Nauendorf. Ces mesures eurent tout le succès que Moreau s'en était promis : les détachements dont

1796 — an V. Allemagne. l'ennemi avait voulu comme entourer l'armée française furent culbutés sur tous les points. La brigade du général Girard, formant l'avant-garde de Saint-Cyr, attaqua avec vigueur la colonne autrichienne du baron d'Aspres, qui gardait la petite vallée de Neustadt avec trois bataillons et quelque cavalerie légère, et le rejeta sur Emmendingen, avec perte de 2 à 300 hommes. Le 12 octobre, le général Saint-Cyr entra à Freyburg, sans avoir éprouvé d'autre résistance. L'ennemi avait évacué cette ville à l'approche des Français. Les jours suivants, l'armée entière passa la gorge. Les généraux Tharraud et Paillard, qui couvraient avec leurs brigades la marche de la colonne des équipages, eurent à soutenir plusieurs petits combats avec les troupes du général Frölich. La leçon reçue à Biberach avait encore rendu le général Latour plus circonspect. Il ne tenta point de suivre Moreau avec plus de chaleur, et se porta par sa droite au-devant de l'archiduc vers Hornberg, ayant reconnu qu'il ne lui était plus possible d'empêcher le passage des défilés.

Avant de rendre compte des opérations ultérieures du général Moreau, nous devons parler de ce qui se passait, vers l'époque de la bataille de Biberach, sous les murs et autour de Mantoue, où nous avons laissé le maréchal Wurmser.

15 octobre. (24 vend.) Italie. *Combats de Due-Castelli, de Saint-Georges. Wurmser renfermé de nouveau dans Mantoue. Affaires intérieures de l'Italie. Formation des républiques Cispadane et Transpadane.* — Wurmser était entré dans Mantoue avec à peu près 10,000 hommes, dont le tiers au moins de cavalerie. Ce renfort permettait à la garnison de tenir la campagne en dehors de la place, pour y faire entrer des subsistances, et notamment des fourrages, qui manquaient absolument. Il devenait donc urgent de contraindre les Autrichiens à se renfermer dans la place, autant par la considération que nous venons d'exposer que par celle d'empêcher un corps aussi nombreux, bien que restant sur la défensive, de conserver ses communications libres, dans la vue de seconder les efforts qui seraient tentés, sans doute, pour le délivrer. Cette position des Autrichiens hors des murs de la forteresse gênait trop les opérations ultérieures de l'armée française pour que Bonaparte ne se mît pas promptement en

mesure d'agir contre le maréchal. Ainsi donc, le 13 septembre, jour même de l'arrivée de la colonne autrichienne sous les murs de Mantoue, le général en chef français avait donné des ordres à ses divisions pour qu'elles s'avançassent sans délai sur cette dernière place. 1796 — an V. Italie.

Augereau quitta Legnago le 13, et se porta sur Mantoue en passant par Governolo, débouché d'une grande importance sur le bas Pô et le Seraglio, dont les troupes de ce général devaient s'emparer, afin de ramasser tous les débris du corps autrichien qui cherchaient à rejoindre le maréchal, et pour arrêter Wurmser lui-même, dans le cas où il se présenterait sur ce point; la division devait ensuite se rabattre sur le faubourg de Saint-Georges. Masséna marcha sur Castellaro, et Sahuguet dut se porter sur la Favorite. Les Autrichiens s'étaient mis en mesure de s'opposer à ce dernier mouvement. Les troupes de Sahuguet obtinrent d'abord quelque avantage; mais, l'ennemi ayant reçu des renforts, elles furent contraintes à se retirer en désordre, abandonnant trois pièces de canon dont elles s'étaient emparees au commencement de l'action.

Wurmser avait fait camper en dehors de Mantoue treize bataillons et vingt-quatre escadrons. Ces derniers, forts de leur supériorité, inondaient la campagne. Masséna, ayant quitté Castellaro pendant la nuit du 13 au 14, s'avança sur Due-Castelli, dans l'intention de surprendre l'ennemi. Celui-ci était si peu sur ses gardes que l'avant-garde française arriva jusques au camp sans être aperçue. L'infanterie autrichienne, occupée à préparer ses aliments, n'eut pas le temps de courir aux armes; la cavalerie était au fourrage : tout semblait présager un succès complet. Mais, soit que l'avant-garde de Masséna ne fût pas soutenue à temps, soit qu'elle ne sût pas profiter du premier désordre des troupes attaquées, quelques officiers autrichiens eurent la présence d'esprit de rassembler à la hâte quelques bataillons, et d'arrêter les Français avec valeur. A ce moment le général Ott sortait de Mantoue, avec les escadrons qui revenaient du fourrage. Ne voyant que le danger pressant, et sans songer qu'ils n'avaient point de selle, les cavaliers autrichiens jetèrent leurs trousses de fourrage, et chargèrent avec impétuosité la 5e demi-brigade, qui, s'étant

1796 — an v. Italie. fourvoyée, rejoignait alors l'avant-garde. Cette troupe, surprise par un choc aussi brusque, se retira en désordre. L'avant-garde abandonna bientôt le camp ennemi. La division aurait éprouvé un plus grand échec sans les vigoureux efforts de la 32e demi-brigade, qui se forma en bataillon carré, et sut contenir la cavalerie autrichienne assez longtemps pour que le général Kilmaine accourût au secours des troupes repoussées, avec le 20e régiment de dragons. Masséna eut quelque peine à rallier ses troupes; mais il parvint à leur faire prendre une bonne position, dans laquelle la 32e demi-brigade et le 20e de dragons vinrent les joindre, et où l'ennemi n'osa point les attaquer.

Ces deux derniers combats de la Favorite et de Due-Castelli inspirèrent aux Autrichiens une confiance présomptueuse dont Bonaparte, bien que contrarié, se promit de tirer parti pour l'exécution de son projet de battre le maréchal en dehors de Mantoue. Ces échecs n'étaient au fond que des échauffourées. L'arrivée de la division Augereau allait permettre de les réparer.

Wurmser, enhardi par le succès de la veille, fit sortir, le 15 septembre, à la pointe du jour, la plus grande partie de la garnison, qui, réunie aux troupes de l'extérieur, devait entreprendre un fourrage général. Les Autrichiens occupaient la Favorite et Saint-Georges; leur ligne appuyait sa droite à la route de Legnago, vers Mottella, et sa gauche vers San-Antonio, sur la route qui conduit de Mantoue à Vicence. Une nombreuse cavalerie couvrait le front de cette ligne étendue.

L'armée française occupait les positions suivantes : les troupes du blocus, sous les ordres du général Sahuguet, composées des 12e légère, 17e et 69e de ligne, et deux régiments de cavalerie, formaient la droite, et étaient à cheval sur la route qui conduit de la citadelle à Roverbella. Sahuguet devait attaquer la Favorite, et faire face aux troupes ennemies qui s'appuyaient à la citadelle; la division Masséna, formée des 18e et 19e légères, des 5e, 11e 18e et 32e de ligne, et de plusieurs régiments de cavalerie, occupait le centre dans la position que Masséna avait prise vers Due-Castelli. Cette position était tellement masquée par les avant-postes, que l'ennemi croyait n'a-

voir affaire qu'aux troupes du blocus. La division Augereau, provisoirement commandée par le général Bon, et destinée à former la gauche, était composée des 5ᵉ légère, 4ᵉ et 51ᵉ de ligne, et deux régiments de cavalerie. Elle était en marche par Formigosa sur Saint-Georges, afin de tourner la droite de l'ennemi, et n'avait laissé qu'un poste à Governolo.

Cette division rencontra dans sa marche des détachements ennemis qu'elle repoussa. Le mouvement du général Bon fit prendre le change à Wurmser. Ce maréchal pensa que la démonstration de Sahuguet sur la gauche n'était qu'accessoire, et que l'armée française débouchait par Governolo. Il fit donc marcher son aile droite sur le village de Tenca. Le combat s'était déjà engagé sur la gauche, entre les troupes de cette partie et celles de Sahuguet; cependant il devint plus vif vers Tenca, où la supériorité numérique de l'ennemi lui fit obtenir d'abord quelque avantage. Mais la prochaine apparition de la division Masséna allait bientôt changer le triomphe en déroute. Dans le même moment où le général la Salcette[1] (de la division Sahuguet) conduisait vigoureusement sa brigade entre la citadelle et la Favorite, les troupes du général Pigeon (de la division Masséna) ayant passé par Villa-Nova, tournèrent la plaine où la cavalerie autrichienne espérait pouvoir manœuvrer, et cherchèrent à couper les communications entre la Favorite et Saint-Georges. Ces mouvements fixaient l'attention de Wurmser sur ses deux ailes, et le contraignaient à dégarnir son centre pour renforcer ces dernières. Tel était précisément le but de Bonaparte. Quand il vit les troupes du centre marcher sur la division du général Bon, il fit lui-même avancer la division Masséna avec rapidité. La 18ᵉ demi-brigade, sous les ordres du général Victor, marcha directement sur Saint-Georges, chaque bataillon formé par divisions. La 32ᵉ, soutenue par deux régiments de cavalerie conduits par le général Kilmaine, se dirigea un peu à droite, afin de rejeter l'ennemi sur la brigade Pigeon; le reste de la division devait soutenir ces deux attaques. Le combat fut bientôt général sur toute la ligne.

Lorsque la droite des Autrichiens, engagée avec le général

[1] Depuis lieutenant général.

1796 – an v. Italie. Bon vers Tenca, entendit le canon du côté de Saint-Georges, elle craignit, avec raison, d'être coupée par la prise de ce faubourg; et son général ordonna un mouvement rétrograde dont le général Bon profita pour reprendre ses avantages et suivre avec vigueur ces troupes ébranlées. La 4e demi-brigade de ligne, qui s'était avancée la première, tua un grand nombre d'ennemis et fit beaucoup de prisonniers. Pendant que ceci se passait, le général Victor culbutait les troupes qui couvraient Saint-Georges, et entrait dans ce faubourg pêle-mêle avec elles. Cette circonstance donna lieu à un beau fait d'armes. Un bataillon de la 18e fut chargé par deux escadrons de cavalerie autrichienne; non-seulement les braves fantassins soutinrent avec beaucoup de résolution cette charge impétueuse, mais ils pressèrent à leur tour les cavaliers avec tant de vigueur, que tous ceux de ces derniers qui ne furent pas tués ou blessés mirent bas les armes et se rendirent prisonniers.

La droite des Autrichiens, reculant devant le général Bon, atteignit le faubourg de Saint-Georges; trouvant ce poste déjà occupé par les Français, elle se rejeta sur la citadelle. Le général Sahuguet, dont une partie de la division se trouvait entre cette même citadelle et Saint-Georges, fit tous ses efforts pour s'opposer au mouvement des Autrichiens; mais il ne put y réussir complétement, parce qu'il n'avait point assez de monde, et que l'ennemi marchait sous la protection du feu des remparts et sous celle de sa cavalerie. Toutefois ces troupes ne rentrèrent point dans la place sans éprouver des pertes considérables; plusieurs corps furent coupés et se rendirent prisonniers. Bonaparte, instruit de la marche de l'aile droite autrichienne sur le général Sahuguet, détacha plusieurs escadrons pour soutenir ce dernier; mais ils n'arrivèrent que lorsque les dernières troupes de Wurmser rentraient dans la place.

Cette journée et la précédente coûtèrent beaucoup de monde aux deux partis; les Autrichiens perdirent, le 15, environ 2,000 hommes tués ou blessés; un pareil nombre de prisonniers (parmi lesquels un régiment de cuirassiers et un corps de hulans), et vingt-cinq pièces de canon avec leurs caissons tous attelés. La perte des Français fut beaucoup moins considérable, comme on peut le présumer : cependant la journée du 14 avait

été à leur désavantage. On compta parmi les nombreux blessés de l'armée française les généraux Victor, Saint-Hilaire, Bertin, Murat, Meyer (ce dernier reçut un coup de feu en dégageant un soldat qu'un cuirassier autrichien allait tuer), le général Lannes, qui s'était particulièrement distingué dans les combats de Due-Castelli et Saint-Georges, les colonels Leclerc (du 10e de chasseurs à cheval) et Payen (du 7e de hussards), tous deux blessés en chargeant l'ennemi, l'adjudant général Belliard[1], les chefs de bataillon Taitlaud et Suchet[2], de la 18e de ligne; les officiers d'état-major Charles et Sulkowsky, et une foule d'autres officiers de tout grade, méritèrent d'être cités avec éloges dans le rapport de Bonaparte au Directoire, qui sollicita en outre pour un grand nombre d'entre eux un grade supérieur[3].

La dernière victoire remportée par l'armée française termina les opérations du général Bonaparte contre l'armée de Wurmser. Les postes de Saint-Georges et de la Favorite furent fortifiés avec tant de soin, qu'il devint désormais impossible aux Autrichiens de déboucher de ces côtés. Toutefois, et pour des motifs que nous déduirons plus bas, le général en chef négligea d'occuper le Seraglio, ce qui laissa à Wurmser la faculté de s'étendre dans ce pays fertile, situé entre le Pô et le Mincio. Les forces ennemies rassemblées dans Mantoue étaient encore considérables : elles montaient de 25 à 30,000 hommes, dont cinq de cavalerie. Cette dernière troupe était à la vérité plus embarrassante qu'utile dans une place à la veille d'être assiégée, et sur le nombre total de la garnison il faut déduire les malades, qui augmentèrent bientôt dans une proportion effrayante, par suite des fatigues éprouvées depuis la dernière marche, par les privations, et surtout par l'air vicié et pestilentiel qui s'exhale incessamment des marais fangeux au milieu desquels Mantoue est placée. Vers la fin de septembre, on ne comptait déjà plus

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Depuis maréchal et pair de France, duc d'Albufera, etc., etc.

[3] Voici le nom de ces officiers : le colonel Leclerc, proposé pour général de brigade; la confirmation de leur grade pour les adjudants généraux Roize et Picard; le grade de chef de bataillon pour les capitaines Coindet et Rozet, de l'artillerie, Damour et Ducos, de l'état major général.

1796—an V. Italie. que 16,000 combattants; 9,000 malades encombraient les hôpitaux et les maisons de la ville; le reste avait succombé.

Nous venons de dire que le général français avait négligé de faire occuper le Seraglio; il n'ignorait point les ressources que cette contrée offrait à Wurmser, libre d'y envoyer fourrager; mais son intention était d'attirer le maréchal hors des murs de la forteresse, pour l'engager dans une nouvelle affaire où il espérait le battre encore, et par conséquent l'affaiblir. Le pont de Governolo sur le Mincio avait été seulement occupé et retranché pour empêcher l'ennemi de se porter de l'autre côté du fleuve. L'armée française d'ailleurs, en raison des forces renfermées dans Mantoue, ne pouvait guère investir convenablement cette place sur les deux rives du Mincio. Tels furent du moins les motifs qui furent allégués dans des rapports officiels.

Le 21 septembre, 1,500 hommes de cavalerie sortirent de Mantoue et se portèrent à Castellucchio. Les grand'gardes françaises se replièrent, comme elles en avaient reçu l'ordre, et l'ennemi ne poussa pas plus loin. Le surlendemain, 23, un corps de troupes, sous les ordres des généraux Ott et Minckwitz, vint attaquer Governolo sur la rive du Mincio. Les Français étaient sur la gauche, et le poste avait été convenablement renforcé. Après une canonnade très-vive et plusieurs charges vigoureuses exécutées par l'infanterie républicaine, les Impériaux furent battus et repoussés, avec une perte d'à peu près 1,000 hommes tués ou faits prisonniers, et de cinq pièces de canon attelées, ainsi que leurs caissons.

Vers cette époque, le général Bonaparte quitta son camp devant Mantoue pour se rendre à Milan, où l'appelaient de nouveaux soins à donner à l'affermissement des conquêtes de la république en Italie. Il remit le commandement supérieur des deux divisions destinées à continuer le blocus au général Kilmaine, et celui-ci garda les mêmes positions jusques au 29, espérant toujours que les Autrichiens renouvelleraient leurs sorties pour faire rentrer dans la place tout ce qu'ils pourraient réunir d'approvisionnements. Mais cette attente fut déçue. Wurmser pénétra le dessein des Français; ses troupes restèrent campées à la Chartreuse, en avant de la porte de Pradella, et à

la chapelle qui se trouve devant la porte de Cerese. Le général Kilmaine prit alors la résolution d'attaquer l'ennemi sur ces deux points; il y dirigea plusieurs colonnes, et l'ennemi évacua ses camps après une légère fusillade d'avant-garde. 1796— an v. Italie.

Le 1[er] octobre, les Français s'avancèrent jusque devant les portes de Pradella et de Cerese, et bloquèrent la citadelle. Un détachement de cavalerie, sorti la veille de la forteresse, se trouva cerné et fut obligé de se rendre prisonnier. Un autre détachement, qui avait réussi à passer le Pô à Borgoforte, pour faire des fourrages, se trouva pareillement coupé, et chercha à s'échapper du côté de la Toscane. L'officier qui commandait ce détachement était porteur d'instructions du maréchal Wurmser pour exciter à l'insurrection les habitants du pays, et pour leur distribuer des armes, dont on avait chargé les chariots qui devaient transporter le fourrage dans Mantoue. Mais loin de trouver l'appui qu'ils espéraient, ces cavaliers autrichiens, poursuivis par les gardes nationales de Reggio, et par les paysans armés à la hâte d'instruments offensifs, se réfugièrent dans le château de Monte-Chiarugolo, sur le territoire de Parme. Ils y furent cernés et obligés de se rendre par capitulation. Deux hommes de la garde nationale de Reggio furent tués dans cette action : « Ce sont, écrivait le général Bonaparte au Directoire, les premiers Italiens qui aient versé leur sang pour la liberté de leur pays. »

Les Français avaient mis le feu à des meules de foin réunies entre leurs postes et la citadelle. Le 7 octobre, les Autrichiens firent une sortie, dans le dessein d'enlever le fourrage qui pouvait rester encore. Ils s'avancèrent par la route qui mène de la citadelle à Soave, et attaquèrent le château de Prada, défendu par 300 hommes de la 69[e] demi-brigade, sous le commandement du chef de bataillon Dislons. Les Français se battirent avec leur intrépidité ordinaire. Un bataillon de la 11[e] demi-brigade de ligne vint, avec une pièce de canon, au secours du poste attaqué, et força la colonne ennemie de se retirer jusque sur les glacis de la citadelle. 250 Autrichiens furent faits prisonniers : le capitaine Magne, de la 69[e], en prit dix-sept à lui seul.

Pendant la nuit du 18, les Autrichiens tentèrent sur les re-

1796 — an v. Italie. tranchements de Saint-Georges une escalade qui échoua complétement. Le reste du mois se passa sans aucun événement remarquable. La garnison, rebutée de l'inutilité de ses tentatives, et affaiblie par les maladies, qui augmentaient en raison des privations de tout genre et de l'air contagieux, n'osa rien entreprendre. A la fin d'octobre, on commença à tuer les chevaux pour faire des distributions de viande.

Tandis que le vieux maréchal s'affligeait de se voir ainsi renfermé dans une place où les soldats de son armée périssaient en détail, sans honneur et sans gloire, la cour de Vienne, encouragée d'ailleurs par les derniers succès du prince Charles en Allemagne, s'occupait avec la plus grande activité d'organiser une troisième armée pour délivrer Wurmser et rétablir ses affaires en Italie. Les moments étaient pressants; Mantoue pouvait succomber. Le Tyrol, faiblement défendu, ne présentait pas une barrière assez imposante pour empêcher une invasion dans les États héréditaires. Le plus actif, le plus entreprenant des généraux français avait obscurci la gloire des capitaines les plus expérimentés de l'Autriche. Que de motifs pour cette puissance de porter toute son attention du côté de l'Italie!

Les événements de la guerre nous ramènent naturellement en Allemagne, avant de continuer le récit des opérations de Bonaparte; mais nous croyons devoir exposer les affaires intérieures de l'Italie qui se rattachent à l'histoire de cette campagne, et donner quelques détails sur la conduite politique et administrative du général français dans cette contrée.

Dans la situation où Bonaparte se trouvait placé avec son armée, enfoncé dans le Nord de l'Italie, placé devant une forteresse imposante et défendue par une nombreuse garnison, c'était peu pour ce général d'avoir défait successivement deux armées ennemies dans tant de combats glorieux et extraordinaires; il fallait encore consolider le résultat de ces exploits, et conserver dans le pays conquis une influence durable. Il était beau sans doute pour le jeune capitaine d'avoir atteint, dans une seule et première campagne, les plus hautes renommées militaires; mais ce genre de gloire ne suffisait pas seul à Bonaparte. Nourri de la lecture des grands hommes de Plutarque, il voulait, ainsi que les héros de la Grèce et de Rome, être à la

fois guerrier et homme d'État. Le système républicain, établi chez la nation dont il dirigeait une des armées, semblait l'encourager à s'écarter de la route que suivent les généraux qui se renferment exclusivement dans le rôle d'agents militaires. Les consuls romains quittaient tour à tour le sénat et l'armée pour combattre les ennemis et concourir à l'établissement des lois de la république. Périclès, Phocion, Aratus, Philopœmen avaient été généraux, magistrats, législateurs. Déjà l'autorité du Directoire n'était plus assez importante, aux yeux du vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, pour le distraire des idées ambitieuses qui commençaient à fermenter sourdement dans cette tête exaltée. 1796—an v. Italie.

Toutefois le Directoire secondait merveilleusement les dispositions d'esprit de son général. Ses instructions portaient de favoriser par tous les moyens possibles le développement des germes de l'esprit national chez les peuples des contrées occupées par l'armée française. Déjà celui de la Lombardie avait osé concevoir l'espoir de recouvrer son indépendance et de secouer le joug de la maison d'Autriche, dont le gouvernement n'était point en rapport avec les mœurs et le caractère de la nation; et l'on se rendra facilement compte de cette tendance des Lombards vers l'affranchissement, si l'on considère leur situation durant deux siècles sous le gouvernement turbulent de leurs ducs, et pendant les envahissements et la domination des Français, des Espagnols et des Allemands, qui ne s'étaient tous occupés que de leurs intérêts personnels sans faire aucune espèce d'attention à l'amélioration du sort du peuple conquis.

Bonaparte, rendu à Milan, donna donc ses soins à l'exécution de projets en harmonie avec les instructions du Directoire. Il fomenta l'esprit d'insurrection déjà allumé chez les Lombards, et il se flatta que l'incendie gagnerait bientôt les autres peuples de l'Italie. En effet, les deux rives du Pô ne tardèrent pas à partager les mêmes sentiments. Il faut avouer, cependant, que les habitants des villes étaient beaucoup mieux disposés que ceux des campagnes, retenus encore par le respect féodal et par la superstition.

C'était une opinion assez généralement accréditée, que l'Italie serait presque toujours le tombeau des Français, et cette

1796 – an v. Italie. opinion se fondait, comme nous l'avons dit, sur l'expérience des invasions précédentes, sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier. Elle acquérait, chez certains esprits, plus de probabilités encore par l'augmentation des causes d'antipathie qui avaient si puissamment secondé l'expulsion des armées françaises aux époques que nous venons de citer. Comment croire, en effet, qu'une nation ennemie de la religion et de la noblesse pût se flatter de maintenir sa domination dans un pays où les nobles exerçaient encore une si grande influence? Nous avons dit que Bonaparte était nourri de la lecture de Plutarque et d'autres anciens; mais déjà celle de Machiavel ne lui était pas moins familière, à cette époque de sa vie. Il puisa dans les livres du politique florentin les principes qui pouvaient le conduire à son but présent, et l'on verra par la suite qu'il ne borna pas à ce seul essai l'application d'une doctrine qui lui donna l'empire.

Bonaparte sentait bien que, pour régénérer l'Italie, il fallait à ce pays une forme de gouvernement qui sût allier la force à la libéralité; mais, indépendamment des difficultés locales qui se présentaient, il devait encore éprouver des contrariétés sans cesse renaissantes de la part des commissaires envoyés par le Directoire. Ce dernier voulait pour lui seul la gloire de cette grande révolution, et se flattait de l'accomplir à sa manière, d'après ses propres principes et les institutions en vigueur dans la France. Ne point mécontenter le Directoire, et en même temps éviter de heurter trop ouvertement les préjugés nationaux, telle était l'opération que le jeune guerrier sut conduire avec une habileté dont bien peu d'hommes d'État eussent été susceptibles. Composant avec les anciennes institutions, à l'exception de celles qui tenaient au régime féodal, il ne mêla point à une régénération politique des entreprises irréligieuses, et glissa avec beaucoup d'adresse sur les réformes du clergé, afin de ne point s'attirer la haine de la classe ignorante sur laquelle les pratiques de la religion dans tous ses détails exercent une influence si puissante. Il se borna à proclamer l'abolition des dîmes et de quelques autres droits ecclésiastiques faciles à représenter comme des abus. En établissant le principe de l'égalité des personnes et la suppression des droits féodaux, il n'ex-

clut aucun noble des fonctions civiles et administratives, et leur donna même l'espoir fondé de conserver dans le nouvel État la considération et le respect dont ils étaient si jaloux, en y ajoutant l'influence politique dont les avait privés le gouvernement autrichien. Ce qui prouve la sagesse des mesures prises par le général français, c'est que la révolution italienne se fit sans secousse violente et ne fut suivie d'aucune réaction.

Dans leur élan vers l'indépendance, les Lombards montraient des intentions franches et pleines de dévouement pour les Français, qu'ils regardaient comme des libérateurs. Bonaparte en reçut, dès son arrivée à Milan, après les dernières affaires devant Mantoue, la preuve la moins équivoque. Les Milanais présentèrent à l'administration provisoire une demande par laquelle ils sollicitaient la faveur de former une légion active et de l'envoyer de suite rejoindre ceux de leurs compatriotes qui avaient déjà été admis dans l'armée française. L'administration, en transmettant cette pétition au général en chef, lui disait : « Nous venons de recevoir un écrit signé d'un grand nombre de patriotes, dans lequel ces braves citoyens demandent la formation d'une légion lombarde pour l'unir à la glorieuse armée républicaine, marcher ensemble contre le commun ennemi, et défendre ainsi notre liberté et notre indépendance..... L'administration espère, citoyen général, que vous voudrez bien seconder le désir d'un peuple qui veut être libre, et que vous ne vous opposerez pas à ce qu'il soit armé pour défendre la patrie et combattre des ennemis qui sont aussi les vôtres. » Bonaparte accueillit la demande des Milanais. Par cette marque de confiance qu'il leur donnait, il augmenta l'énergie et l'enthousiasme de ces Italiens, qui devinrent bientôt les émules de la valeur française et partagèrent plus tard la gloire et les dangers des guerriers qui avaient fondé leur indépendance.

En affermissant ainsi une révolution avantageuse aux succès des armes françaises, Bonaparte ne négligeait point les sciences et les arts; et c'est dans leur terre classique qu'il se plut à leur accorder cette haute protection qu'il affecta par la suite dans le pays dont il envahit l'autorité suprême. On connait déjà l'accueil fait à l'astronome Oriani dans le palais ducal de Mi-

1796 - an v. Italie. lan [1], à son retour dans la capitale de la Lombardie; le général français redoubla d'efforts et de caresses pour séduire tous ceux qui cultivaient avec succès les sciences, les arts et les lettres : des pensions accordées, des gratifications distribuées aux hommes les plus recommandables dans ces différentes classes, prouvèrent que Bonaparte savait découvrir le mérite partout où il se trouvait. L'instruction publique, ce moyen puissant d'influencer l'opinion des peuples régénérés, reçut des améliorations sensibles en subissant une nouvelle organisation. Enfin, le jeune vainqueur porta sur toutes les branches de l'administration un coup d'œil exercé qui ne devait pas moins étonner que ses victoires. Il avait à cette époque un peu plus de vingt-sept ans.

D'un autre côté, la conduite modérée de l'armée française ne contribuait pas peu à changer les dispositions fâcheuses d'un peuple qui, de tout temps, s'était montré l'ennemi des étrangers amenés par la guerre sur son territoire. Cette partie de la population qui avait d'abord manifesté des sentiments de haine contre les vainqueurs, finit par s'habituer à un ordre de choses qui lui assurait l'exercice des droits de citoyen, droits qu'elle n'avait point connus jusqu'alors. Bonaparte n'eut bientôt plus qu'à tirer parti des mouvements insurrectionnels qui s'organisèrent de tous les côtés.

Le duché de Modène fut, des États voisins, celui qui, le premier, suivit l'exemple de la Lombardie. On a vu que le duc Hercule III, souverain du pays, avait pris la fuite à l'approche de l'armée française, tout en traitant de la paix avec la république aux conditions les plus dures. Cet abandon, dans des moments de danger que le duc refusait ainsi de partager avec eux, avait inspiré aux Modénais un mépris profond pour ce prince. Ce sentiment, qui s'augmentait encore par le souvenir des exactions arbitraires exercées sur eux par les agents du souverain, occasionna bientôt une fermentation sourde, symptôme précurseur d'une révolte ouverte. Lorsque les habitants du duché surent que les Français étaient disposés à protéger l'insurrection, elle ne tarda point à éclater. Le 26 août, la ville de Reggio, patrie de l'Arioste, arbora le drapeau aux trois couleurs : ses citoyens chas-

[1] *Voyez* tome III, page 348.

sèrent les troupes du duc de Modène qui y tenaient garnison, nommèrent une administration municipale, et se mirent sous la protection de l'armée française, à laquelle ils envoyèrent des députés. 1796 – an V. Italie

Par l'une des clauses de l'armistice conclu précédemment avec le pape, S. S. avait cédé à la république française les légations de Bologne et de Ferrare. Bonaparte avait confié le gouverne-nement de ces deux provinces à un conseil provisoire chargé de préparer une constitution en harmonie avec les mœurs et les usages du pays. Cet abandon du droit de conquête, pour rendre le peuple à son indépendance, avait attaché les cœurs de la majorité des habitants des deux légations à la cause de la liberté. Lorsqu'ils apprirent le mouvement qui venait d'avoir lieu à Reggio, ils envoyèrent une députation aux citoyens de cette ville pour les féliciter sur leurs généreux efforts et pour leur offrir un appui.

Sur ces entrefaites, le conseil de régence, qui administrait le duché de Modène, effrayé, non sans motifs, de l'insurrection des habitants de Reggio, fit des préparatifs de défense, et ordonna la réparation des fortifications de Modène, en attendant qu'il se vit en état de châtier les révoltés. Nous avons dit que ces derniers avaient réclamé la protection française.

Prenant pour prétexte les travaux faits aux fortifications de Modène, en violation de la neutralité promise par le duc dans son traité, le général français envoya des troupes sur cette ville : elles y entrèrent sans difficulté le 9 octobre. Le conseil de régence fut cassé, et ses membres, Montecuculli, Scaginelli, Cuodrini, Cumpoti et Rondini, arrêtés et conduits à Tortone. Un comité de gouvernement fut nommé pour les remplacer. Sa mission fut d'administrer provisoirement le duché au nom de la république. Les commissaires Canuti, Medici, Valdrigni, Cavedoni, Testi, Cavichioli et Luosi prêtèrent serment de fidélité au peuple français.

Aussitôt après son installation, le comité de Modène fit passer aux habitants des légations de Bologne et Ferrare l'invitation d'envoyer des députés à Modène, à l'effet de se concerter avec ces derniers sur les moyens de consolider la révolution qui venait de s'opérer. Les députations eurent lieu; et, dans une

1796 — an v. Italie. assemblée générale qui se tint quelques jours après leur arrivée, l'union des quatre provinces de Modène, Reggio, Ferrare et Bologne fut déclarée solennellement permanente et indissoluble. L'assemblée décréta, en outre, l'organisation d'une garde nationale sédentaire dans toutes les villes confédérées, la création d'une légion active, composée de cinq cohortes; l'établissement d'une junte, ou commission militaire de cinq membres; enfin, l'envoi d'une députation à Milan, capitale des villes libres au delà du Pô, pour y resserrer les nœuds de l'amitié et de la fraternité, etc. Le comité du gouvernement, établi par les Français, rendit en même temps une ordonnance par laquelle toute espèce de juridiction féodale était abolie; les officiers du régime ducal, de tout genre et de tout grade, conservés jusqu'à nouvel ordre, en attendant les informations prises sur leur conduite ou leur moralité; tous les droits féodaux perçus ou à percevoir réunis, jusqu'à nouvel ordre, à la caisse nationale; les priviléges odieux de chasse et de pêche soumis à l'examen du comité, qui promit de satisfaire dans peu à l'impatience générale de les voir supprimés; les biens allodiaux conservés aux feudataires en propriété absolue; enfin, tout ce qui regarde l'abolition instantanée des fiefs et de toute juridiction féodale, étendu aux inféodations faites à titre onéreux. Le gouvernement provisoire s'empressa aussi de nommer des commisaires pour la rédaction d'un plan de constitution des quatre provinces confédérées.

Toutes ces innovations, faites au nom de la liberté, exaltèrent toutes les têtes, et peut-être auraient-elles produit les mêmes excès et les mêmes désordres qui avaient signalé les commencements de la révolution française, si Bonaparte n'eût veillé au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. Nous en citerons un exemple, à l'occasion de la plantation d'un arbre de la liberté à Bologne.

Des habitants de cette ville, à leur retour de Modène, où ils s'étaient transportés pour assister aux séances du comité de gouvernement, se livrèrent à plusieurs excès, et firent, dans quelques maisons, une réquisition de vin, afin, disaient-ils, que le peuple pût boire en l'honneur de l'arbre de la liberté. Bonaparte, instruit de cette conduite ignoble et scandaleuse, blâma hautement les hommes qui s'en étaient rendus coupables, et fit

publier, à cette occasion, une proclamation dans laquelle il exprimait son affliction à la vue des excès auxquels s'étaient livrés quelques mauvais sujets qui déshonoraient l'enthousiasme des bons citoyens, et sa résolution ferme de conserver une sage liberté.

« Un peuple, disait le général républicain, qui se livre à des excès est indigne de la liberté : un peuple vraiment libre est celui qui respecte les personnes et les propriétés. L'anarchie amène la guerre intestine et toutes les calamités publiques. *Je suis l'ennemi de la tyrannie*, mais avant tout l'ennemi juré des scélérats, des brigands qui les commandent lorsqu'ils pillent. Je ferai fusiller ceux qui, renversant l'ordre social, sont nés pour l'opprobre et le malheur de leurs concitoyens.... Peuple de Bologne, voulez-vous que la république française vous protége; voulez-vous que l'armée française vous estime et s'honore de votre bonheur; voulez-vous que j'attache du prix à l'amitié que vous me témoignez, réprimez le petit nombre des scélérats, faites que personne ne soit opprimé. Quelles que soient ses opinions, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de la loi..... Faites surtout que les propriétés soient respectées. »

Cette proclamation produisit l'effet qu'on devait en attendre. Les misérables qui avaient osé entrer à main armée dans les maisons des particuliers furent arrêtés par ordre de l'administration et condamnés aux galères. Toutefois le gouvernement voulut que l'arbre de la liberté ne cessât point d'être regardé avec respect et enthousiasme : « L'arbre de la liberté, déclarait-il, est le signe de ce sentiment noble et auguste que nous donne la nature, que le despotisme avait si longtemps endormi dans nos cœurs, et que, après cinq siècles entiers, l'invincible nation française a réveillé parmi nous. L'audacieux qui oserait l'outrager d'action ou de paroles est déclaré coupable de lèse-nation et sera puni de mort. Cependant que les citoyens se gardent d'attribuer à cet arbre l'idée fausse du désordre et de la licence. Il représente la liberté, l'égalité civile qui nous met tous également sous l'autorité et la protection de la loi. Celui qui osera troubler la tranquillité et l'ordre publics, insulter le gouvernement et les autorités constituées, sera sur-le-champ fusillé pour l'exemple de tous. »

1796 — an v. Italie.

Afin de mettre ces menaces à exécution, on accéléra l'organisation d'une garde civique provisoire tirée des corporations des arts et métiers, et destinée à faire la police dans la ville. Les religieux étrangers reçurent l'ordre de sortir des quatre villes confédérées, dans l'espace de trois jours; la caisse de leur communauté dut leur fournir les moyens nécessaires pour s'éloigner; il fut enjoint aux supérieurs de veiller à ce que les moines qui s'éloignaient aussi n'emportassent ni argenterie, ni meubles, ni livres appartenant aux monastères. Quant aux supérieurs eux-mêmes qui se trouvaient dans le cas de l'ordonnance, ainsi que les procureurs, les syndics et autres agents comptables, ils ne purent partir qu'après avoir rendu des comptes en règle. Le départ des curés, vicaires, pères de l'Oratoire, moines infirmiers et hospitaliers, etc., fut suspendu jusqu'à nouvel ordre. Les supérieurs devaient en outre présenter, sous huit jours, l'actif et le passif de leur communauté, etc.

Ce fut à Reggio que fut convoquée l'assemblée chargée de discuter les intérêts des villes de Modène, Bologne, Ferrare et Reggio. Le résultat de ses délibérations fut la réunion des deux duchés et des deux légations en un seul État, sous la dénomination de *République cispadane*. La détermination de cette espèce de congrès fut notifiée en ces termes aux quatre peuples confédérés :

« La motion ayant été faite au congrès de former des quatre peuples une république une et indivisible sous tous les rapports, de manière que les quatre peuples ne fassent plus qu'une seule nation, une seule famille, pour tous les effets tant passés qu'à venir, sans en excepter aucun, le congrès étant allé aux voix par peuple, tous l'ont accepté. » La même notification fut adressée au général Bonaparte, avec des remerciments pour la haute protection qu'il avait bien voulu accorder à l'assemblée, en envoyant son aide de camp Marmont pour assister à toutes les délibérations. Bonaparte répondit à l'hommage des fondateurs de la nouvelle république par la lettre suivante :

« J'ai appris avec le plus vif intérêt que les républiques cispadanes se sont réunies en une seule, et que, prenant pour symbole un faisceau, elles sont déjà convaincues que leur force consiste dans l'unité et l'indivisibilité. La malheureuse Italie est

depuis longtemps effacée du tableau des puissances de l'Europe. 1796 — an IV. Italie.
Si les Italiens de nos jours sont dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre, on verra leur patrie figurer avec gloire parmi les puissances de la terre. N'oubliez pas cependant que les lois sont nulles sans la force. Vos premiers regards doivent se fixer sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné; et, après la concorde et la sagesse que l'on remarque dans vos délibérations, il ne vous manque, pour parvenir au but, que d'avoir des bataillons aguerris et animés du saint enthousiasme de la patrie. Vous vous trouvez dans une situation plus heureuse que le peuple français : vous pouvez parvenir à la liberté sans secousses révolutionnaires. Les malheurs qui ont affligé la France avant l'établissement de sa constitution seront inconnus parmi vous; l'unité qui lie les diverses parties de la république cispadane sera le modèle constamment suivi de l'union qui régnera entre toutes les classes de ses citoyens ; et les fruits de la correspondance de vos principes et de vos sentiments, soutenue par votre courage, seront la république, la liberté et le bonheur. »

Pendant que les duchés de Modène et de Reggio, les légations de Bologne et de Ferrare brisaient ainsi les liens qui les attachaient à leurs anciens gouvernements, en se constituant république cispadane, l'administration provisoire de la Lombardie, ou duché de Milan, avait elle-même terminé ses opérations. A l'imitation de leurs voisins, les Lombards adoptèrent définitivement le gouvernement républicain; et l'État, ainsi régénéré, prit le nom de *République transpadane*. Les bases de cette nouvelle constitution étaient, à quelque légère différence près, les mêmes que celle de la cispadane. Bonaparte, qui déjà peut-être avait le dessein de les réunir en une seule, mais qui n'osait point achever cette grande entreprise, dan la crainte de voir son ouvrage détruit à la paix, si par hasard la restitution du duché de Milan devenait une des conditions du traité (il ne pouvait se flatter encore d'influencer les déterminations futures du Directoire); Bonaparte, disons-nous, voulut du moins préparer les moyens qui pouvaient un jour amener la réunion des deux États. Il arrêta que l'uniforme des troupes organisées dans les deux républiques serait le

1796 — an V. Italie. même. En établissant ainsi une espèce de confraternité entre les soldats des deux pays, il espérait qu'ils s'habitueraient aux mêmes intérêts, et qu'ils éprouveraient le besoin commun de se réunir pour soutenir une indépendance achetée par les mêmes périls.

Ainsi Bonaparte, après avoir commencé à éprouver que des armées bien dirigées savent se maintenir dans un pays conquis, achevait, pour ainsi dire, cette démonstration d'une manière non moins adroite qu'honorable, en ménageant avec art les intérêts des peuples envahis. L'Italie put espérer de voir, au milieu du fracas des armes, renaître les jours de son antique grandeur et de sa puissance. Elle se trouvait déjà l'alliée de ceux qui, occupant son territoire, auraient pu l'asservir.

C'était en effet une idée grande et féconde en résultats avantageux pour la république française, que celle de créer en Italie des États libres, intéressés à rester toujours amis de la nation qui leur avait procuré l'indépendance. Dans la situation présente de l'Europe, l'amitié certaine de l'Italie était d'une bien plus haute importance que sa conquête. En rendant les Italiens à la liberté, en les laissant maîtres de s'imposer de nouvelles lois, en les entourant de tous les prestiges séducteurs d'une révolution dégagée des scènes sanguinaires et terribles qui accompagnent presque toujours les mouvements insurrectionnels, les Français se délivraient de l'embarras de tenir des garnisons sur les derrières de leur armée, et se voyaient même secondés par ceux qui, dans tout autre ordre de choses, se seraient montrés en ennemis. L'Autriche perdait par là toutes les ressources qu'elle aurait pu tirer de ce pays dans cette lutte opiniâtre, où, malgré tous ses revers, elle ne paraissait pas encore désespérer du succès. Enfin, quelles que fussent à l'avenir les chances d'une guerre non encore terminée, les Français, en révolutionnant l'Italie, se ménageaient de précieux auxiliaires, et la république dut s'applaudir de posséder un général qui ne montrait pas moins de talents pour lui concilier l'affection des peuples que pour commander ses armées.

Tandis que ceci se passait dans l'intérieur de l'Italie conquise, la république de Gênes était elle-même dans une sourde fermentation, causée par la différence d'opinions entre la classe

du peuple proprement dit et celle des nobles qui composaient le gouvernement de cet État. Les premiers avantages obtenus par les Français en Italie avaient comme obligé le sénat à fermer le port de Gênes aux Anglais. Cette mesure était d'ailleurs la représaille des actes d'hostilité commis, en 1793, par le pavillon britannique. Le gouvernement français avait exigé du sénat génois, apres la pacification des troubles dans les fiefs impériaux [1], le renvoi du comte de Girola, ministre accrédité de la cour d'Autriche, et soupçonné d'avoir été le moteur secret des troubles qui avaient amené la catastrophe d'Arquata. Cependant l'envoyé du cabinet britannique, Dracke, ne cessait de répandre dans la ville de Gênes et dans les environs les nouvelles les plus absurdes et les plus extraordinaires. Tantôt la garnison de Mantoue avait fait une sortie générale, remporté une victoire signalée et taillé en pièces la meilleure partie de l'armée française; tantôt Bonaparte avait été cerné par une armée formidable descendue tout à coup du Tyrol, et forcé à mettre bas les armes et à se rendre prisonnier avec toutes ses troupes. Lorsque ces bruits avaient été reconnus faux, ou qu'ils ne produisaient pas l'effet désiré, l'ingénieux agent changeait de tactique; et afin d'épouvanter le peuple génois et de l'exciter à un soulèvement contre les Français, on signalait l'approche d'une flotte de cette nation sur les côtes de Gênes, et on lui supposait l'intention de bombarder le port et la ville: c'étaient, en un mot, les mêmes moyens et les mêmes intrigues qu'on avait employés précédemment pour insurger la population crédule des fiefs impériaux.

1796—an v.
Italie.

Mais les Génois, plus éclairés que les paysans d'Arquata et des fiefs, montraient une froide indifférence pour toutes les ridicules nouvelles débitées par Dracke et ses adhérents, soit avec emphase, soit avec une terreur simulée. Gouvernée par un sénat non moins ombrageux que celui de Venise, cette république de commerçants n'avait point envisagé avec effroi les principes révolutionnaires français, et ne paraissait point éloignée de les accueillir si l'occasion se présentait. Il faut en excepter la classe des nobles, qui, composant seule le gouver-

[1] *Voyez* tome III, page 340 et suivantes.

1796 — an v. Italie. nement, montrait des dispositions toutes contraires [1]. Aussi le sénat génois, malgré ses démonstrations apparentes, favorisait-il en secret les menées de Dracke et des autres agents étrangers. Il ne fallait rien moins que l'entière défaite du maréchal Wurmser pour empêcher ce gouvernement d'éclater et de montrer publiquement sa partialité pour les ennemis de la France.

Désespéré de n'avoir pu entraîner le peuple génois dans quelque démarche imprudente, Dracke se réfugia dans les fiefs impériaux, auprès du comte de Girola; celui-ci, après avoir inutilement protesté contre le refus du sénat de communiquer avec lui, s'était occupé à renouer de nouvelles intrigues, et se voyait à la veille d'opérer un second soulèvement dans les fiefs. Celui de Santa-Margarita, situé dans la vallée de la Scrivia, avait, sur une hauteur, un château susceptible de défense : ce fut le point de réunion que choisit le comte Girola. Il y rassemblait les prisonniers de guerre qui s'échappaient et quelques déserteurs. De là on les envoyait dans le Tyrol par Sestri di Levante et Salo, retraite de la duchesse de Parme. Ces hommes trouvaient en ce dernier endroit des armes et des munitions que la ville de Gênes fournissait en secret. Le maréchal, prévenu de ces rassemblements, avait envoyé un officier pour les diriger.

Cette conduite du comte Girola ne pouvait pas rester longtemps enveloppée des voiles du mystère. Le ministre de France à Gênes, Faypoult, en fut instruit et informa le général Bonaparte de ce qui se passait. Celui-ci donna l'ordre au commandant de Tortone d'envoyer des détachements à Santa-Margarita et dans les autres fiefs. Le château qu'habitait Girola fut cerné; mais cet agent autrichien, l'Anglais Dracke et les nommés Sisto Quaglia, Ballestrieri, Picarro, Malaspina, seigneur de Santa-Margarita, et le prêtre Coirazza, réussirent à s'échapper. Les Français s'emparèrent des armes, des munitions, et

[1] « Il y a, dit Montesquieu, deux sources principales de désordres dans les États aristocratiques : l'inégalité extrême entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, et la même inégalité entre les différents membres du corps qui gouverne : de ces deux inégalités résultent des haines et des jalousies, etc. »

emmenèrent en otage tous ceux qui ne purent justifier de la légitimité de leur séjour dans le château. 1796 — an v. Italie.

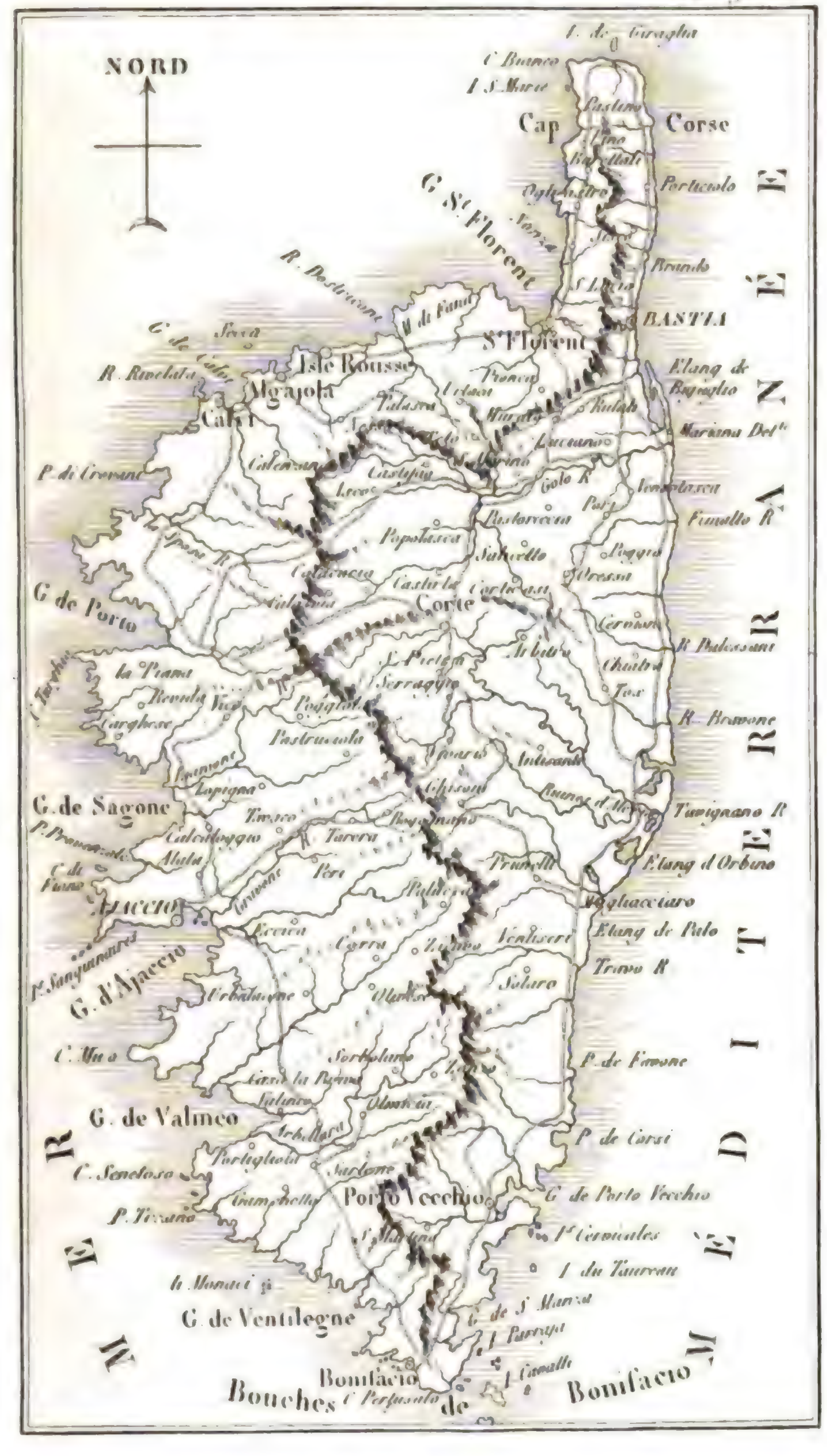
Cette dernière expédition rétablit la tranquillité dans le pays. Les barbets seuls continuaient toujours leurs assassinats et leurs ravages dans la partie montueuse du Montferrat. Ces misérables, dont l'origine remonte aux guerres de religion, faisaient du vol et du meurtre leur profession habituelle. Ils attendaient dans les défilés les estafettes, les courriers français, et les tuaient à coups de fusil. Le général d'artillerie Dujard, officier de mérite, avait été récemment assassiné de cette manière. Cet événement fâcheux engagea Bonaparte à porter son attention sur ces brigands. Le général de division Garnier, qui commandait le comté de Nice, et principalement les gorges de Tende, reçut l'ordre de redoubler de surveillance et d'efforts pour mettre un terme aux excursions des barbets. Le général Garnier se mit lui-même à la tête d'une colonne mobile, parcourut les montagnes et les endroits les plus escarpés et les plus dangereux, dispersa la plus grande partie de ces assassins, et tua même, dans une rencontre qui eut lieu au-dessus de Roccabigliera, deux de leurs principaux chefs, nommés Ferrone et Contino; mais l'entière destruction des barbets était une chose presque impossible dans un pays si rempli d'accidents de terrain et si bien connu de ceux qui l'exploitaient. Il aurait fallu tomber sur tous à la fois et dans le même moment, ce qui ne pouvait avoir lieu, tant à cause de la difficulté des communications qu'en raison du petit nombre de troupes que Garnier avait à sa disposition. Les mesures prises par ce général ne produisirent donc d'autre effet que d'éloigner pour quelque temps les barbets de ce théâtre habituel de leurs brigandages. Ils revinrent bientôt en nombre et recommencèrent à piller et à tuer les voyageurs. Au surplus, les barbets sont un fléau endémique dans les États piémontais, dont il sera toujours difficile de pouvoir garantir les troupes chargées d'agir dans les gorges des Alpes maritimes.

Depuis l'armistice consenti au quartier général de Brescia, le 5 juin, entre Bonaparte et le ministre napolitain, prince Belmonte-Pignatelli, la cour de Naples avait continué les négociations avec le Directoire pour la conclusion d'un traité de

1796 — an v. Italie. paix définitif. Ce traité fut signé à Paris, le 10 octobre, et les articles furent à peu près les mêmes que ceux de l'armistice, et que nous avons déjà rapportés.

25 novemb. (4 brum.) Méditerran. *Reprise de l'île de Corse sur les Anglais.* — L'attention que le général Bonaparte portait ainsi aux affaires intérieures de l'Italie ne l'avait point distrait d'un soin non moins pressant, et dont il avait déjà commencé à s'occuper avant sa dernière expédition contre le maréchal Wurmser, c'est-à-dire vers la fin de juin. En créant les républiques cispadane et transpadane, il n'avait point oublié qu'une dépendance de la république française, que sa propre patrie était encore au pouvoir des Anglais. Le mouvement ordonné sur Livourne, à l'époque que nous venons de citer, avait moins eu pour but de s'emparer des marchandises anglaises et de chasser de ce port les insulaires bretons que de préparer plus sûrement une expédition pour arracher à ces derniers la possession de la Corse, qu'ils avaient envahie en 1794, ainsi que nous l'avons rapporté. On se rappelle que le général corse Paoli, ayant d'abord pris les armes pour l'indépendance de son pays, s'était mis ensuite à la solde de l'Angleterre. Il était venu en France à l'époque de la révolution, et l'Assemblée nationale avait été un moment dupe des protestations de cet homme astucieux, qui se présentait à elle comme une victime de l'amour de la liberté. On lui confia le commandement de la Corse, pour l'indépendance de laquelle il paraissait avoir combattu; mais les démarches de ce Corse intrigant n'avaient eu pour but que les intérêts du cabinet britannique : il le prouva bientôt en cherchant à livrer son pays aussitôt son arrivée à Bastia. La Corse fut envahie par les Anglais, non sans une grande résistance de la part des partisans de la France. Mais le traître Paoli fut déçu dans ses espérances; il avait cru que le gouvernement anglais, en récompense de ses bons offices, le confirmerait dans le commandement qu'il avait surpris à la bonne foi du gouvernement français; il eut la mortification de voir arriver lord Elliot, en qualité de vice-roi de Corse; et cet agent supérieur ne tarda pas à faire sentir à Paoli lui-même tout le poids du joug anglais, si onéreux pour les pays soumis à cette puissance.

ILE DE CORSE.


NORD
Cap Corse
G. St. Florent
St. Florent
BASTIA
Isle Rousse
Algajola
Calvi
Corte
G. de Porto
G. de Sagone
G. d'Ajaccio
G. de Valinco
Porto Vecchio
G. de Porto Vecchio
G. de Ventilegne
Bonifacio
Bouches de Bonifacio
MER MÉDITERRANÉE
Etang de Biguglio
Etang d'Orbino
Etang de Palo
5
10
15 Lieues

Les vexations de toute espèce auxquelles les Corses furent en proie contrastèrent singulièrement avec l'accueil honorable fait aux patriotes de cette île en France. Il semblait que cette nation voulût faire rejaillir sur les compatriotes de Bonaparte les témoignages de la reconnaissance qu'elle croyait devoir à ce dernier. Le nombre des mécontents s'accrut bientôt dans une proportion considérable. Un grand nombre se réfugia sur le continent, et ce fut à Livourne, après la prise de possession du port par les Français, qu'ils vinrent s'établir. Ils s'étaient ménagé des intelligences avec leur patrie, et Bonaparte ne tarda point à en profiter pour ses desseins. Les Anglais venaient de dégarnir la Corse pour occuper Porto-Ferrajo, dans l'île d'Elbe : ce dernier point leur avait paru d'une plus grande importance relativement à la guerre continentale. Les Corses profitèrent de cette circonstance pour essayer quelques insurrections. Ils commencèrent par refuser de payer les impôts, et l'autorité anglaise fut méconnue dans certaines parties de l'île. Les garnisons, affaiblies, n'osèrent point sortir de leurs quartiers. Dans une tournée que fit le vice-roi Elliot, il fut arrêté par des partisans, et ne fut relâché que sous la condition de retirer les troupes anglaises de l'intérieur. Bientôt l'Angleterre ne posséda plus réellement que le littoral de la Corse.

Bonaparte, attentif à tout ce qui se passait, et parfaitement informé par les réfugiés corses, avait cru devoir négliger l'occupation de l'île d'Elbe, parce qu'il ne pouvait pas former un détachement assez considérable pour se maintenir dans la possession de ce petit pays, qu'il regardait d'ailleurs comme un accessoire. Peut-être entrait-il dans ses vues que les Anglais s'en emparassent, pour diminuer d'autant leurs forces dans l'île de Corse. Quoi qu'il en soit, quand il jugea l'occasion favorable à l'expédition qu'il méditait, il prit de suite toutes les mesures convenables. Les préparatifs se firent dans le port de Livourne avec le plus grand secret. Le général de division Gentili, compatriote de Bonaparte, fut mis par lui à la tête de l'entreprise. Ce général, qui ne put d'abord réunir le nombre de bâtiments nécessaires, fit embarquer le général Casalta, également né en Corse, avec un faible détachement de troupes

1796 — an v. Méditerran. et plusieurs patriotes de l'île. Le commissaire Salicetti s'y était déjà rendu depuis quelques jours avec deux officiers de l'artillerie et du génie, pour organiser d'avance les moyens d'attaque contre les Anglais.

Le 19 octobre, l'expédition aborda en Corse, malgré des contrariétés de toute espèce, après avoir lutté contre les éléments et échappé aux croisières anglaises. Casalta fut bientôt rejoint par un grand nombre de Corses patriotes, et marcha avec ces forces réunies sur Bastia, où il arriva le 21. Maître des hauteurs qui dominent la ville, et certain de l'appui des habitants, qui avaient si glorieusement résisté aux Anglais en 1794 [1], le général somma la garnison de Bastia de rendre la place dans le délai d'une heure. Les troupes anglaises étaient au nombre d'à peu près 3,000 hommes. Elles avaient en rade quelques bâtiments sur lesquels elles crurent prudent de s'embarquer, suivant leur usage en pareil cas. Mais leur retraite ne se fit point sans quelque désordre. Casalta, ayant pénétré dans la ville, tomba sur l'arrière-garde, où se trouvait le régiment émigré de Dillon, et fit 7 à 800 prisonniers. Les magasins que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'évacuer tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Le 22, le général Casalta partit de Bastia et se porta sur Saint-Florent, que les Anglais occupaient encore. Il trouva les gorges de San-Germano fortement gardées; mais, après une attaque assez vive, le passage fut forcé. Les républicains, malgré le feu meurtrier de deux vaisseaux embossés tirant à mitraille sur le chemin qui conduit à Saint-Florent, parvinrent à s'emparer de cette ville. Une partie de la garnison, qui ne put pas s'embarquer à temps, fut faite prisonnière. On trouva dans la place des canons et des mortiers, que l'ennemi ne songea même pas à enclouer. L'escadre anglaise, qui se trouvait dans la baie de Saint-Florent, gagna le large; et le vice roi Elliot, avec les troupes qui s'étaient échappées de Bastia et de Saint-Florent, se réfugia à Porto-Ferrajo. Le 22 au soir, Bonifacio fut occupée par les Français, qui firent prisonnière la garnison de cette place.

[1] *Voyez* tome II, page 86

Pendant ce temps, le général Gentili, qui avait aussi débarqué en Corse, se portait, avec le chef de bataillon Boveli et quelques patriotes corses, sur Ajaccio, lieu de naissance du général Bonaparte. Les Anglais prirent la fuite à son approche. Ainsi quelques jours suffirent pour faire rentrer l'île sous les lois de la république. 1796 — an v. Méditerran.

Fidèle à ses vœux et à son attachement pour la France, la ville de Bastia nomma une députation, prise dans le sein d'une commission provisoire du gouvernement, pour aller renouveler, au nom des habitants, le serment de fidélité à la république. D'autres envoyés des communes de l'île se joignirent à cette députation, qui se rendit à Livourne, auprès des commissaires du Directoire. Salicetti fit procéder dans l'île à l'acceptation de la constitution de l'an III par les assemblées primaires, qui furent convoquées à cet effet. Il est à remarquer qu'un Corse avait livré sa patrie aux Anglais, et que ce fut un autre Corse qui la délivra du joug étranger, par l'influence qu'il venait d'acquérir par ses victoires.

Cette restitution d'une partie intégrante de la république française fut d'autant plus avantageuse à celle-ci qu'elle réduisait les Anglais aux seuls ports de l'île de Sardaigne, pour leur station dans la Méditerranée. L'apparition des vaisseaux anglais devint moins fréquente, et le commerce maritime du midi de la France put reprendre quelque activité [1].

[1] Quelque temps après la reprise de l'île de Corse, l'armée navale anglaise disparut même entièrement de la Méditerranée. Mais il ne faut pas croire, comme on le publia dans le temps, que ce fut parce qu'il ne lui restait plus un seul port pour s'y mettre à l'abri des mauvais temps : cette erreur serait trop grave. La déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre fut la véritable cause de l'évacuation de la Méditerranée par les flottes de cette dernière puissance. Les Anglais, par cet événement, prévu néanmoins depuis une année, se trouvèrent tout d'un coup bien inférieurs en force à leurs ennemis dans ces parages. Il leur devenait impossible de bloquer à la fois Cadix, Carthagène et Toulon. Toutefois l'Italie entière étant en paix avec la France, l'escadre de la république n'avait alors à entreprendre, en deçà de Gibraltar, aucune opération à laquelle il fût nécessaire qu'une flotte anglaise tentât d'apporter obstacle. Sir John Jervis put, sans danger pour les intérêts de la coalition, rappeler tous ses vaisseaux de la Méditerranée. Il le dut même, pour éviter de les voir enveloppés par les escadres françaises

1796 – an v. Méditerran.

La reprise de l'île de Corse, la création des deux républiques cispadane et transpadane, et les autres soins donnés par Bonaparte aux affaires intérieures de l'Italie remplirent l'intervalle qui s'écoula depuis les derniers combats autour de Mantoue jusques à la mémorable bataille d'Arcole. L'armée française resta pendant deux mois occupée en partie au blocus de Mantoue, et le reste fut distribué en observation sur l'Adige et sur la Brenta. A cette époque, des maladies endémiques du caractère le plus fâcheux firent de grands ravages dans l'armée française, les hôpitaux s'encombrèrent; une mort lente moissonnait incessamment les braves que le hasard des batailles avait épargnés. Les troupes républicaines s'affaiblirent dans une proportion presque aussi effrayante que celles de la garnison de Mantoue, et cependant le Directoire négligeait l'envoi des renforts si nécessaires à l'armée pour se porter en avant. D'un autre côté, l'Autriche ne perdait pas un moment pour rassembler une troisième armée plus formidable encore que les précédentes. Cet état de choses aurait alarmé et découragé tout autre général que Bonaparte; mais ce capitaine, déjà si célèbre, devait prouver bientôt à l'Europe que « la fortune (suivant les expressions d'un historien militaire que nous citons souvent [1]), malgré l'inconstance dont on l'accuse, se range ordinairement du côté des combinaisons habiles et des grandes résolutions. »

29 octobre. (6 brum.) Allemagne.

Suite de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. Combat sur l'Eltz. Affaire de Schliengen, etc. — Le général Moreau, en dirigeant son armée par le Val-d'Enfer sur Freyburg, avait le projet de marcher sur Kehl; il espérait se maintenir encore longtemps sur la rive droite du Rhin, sous la protection de ce fort, et ne voulait passer le fleuve que lorsqu'il y serait contraint par les circonstances. Le général Desaix, en conséquence de ce plan, se porta, avec la gauche de l'armée, sur Emmendingen, tandis que le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, s'avançait dans les montagnes vers Waldkirch; la droite

et espagnoles, qui se réunirent vers ce temps, et qui présentaient des forces triples des siennes.

[1] Le général Jomini.

COMBATS SUR L'ELZ, A EMMENDINGEN ET A FREYBURG.



devait rester en observation dans la vallée de Sanct-Peter. Le général Saint-Cyr devait s'emparer d'Elzach; mais il en fut empêché par les pluies abondantes et continuelles, qui rendirent les chemins impraticables pour l'artillerie, et augmentèrent la difficulté de chasser l'ennemi des positions avantageuses qu'il occupait : les soldats n'avaient plus d'ailleurs de chaussure. 1796 — an v. Allemagne.

Dans cet état de choses, il paraissait peut-être plus convenable de passer le Rhin à Brisach, et de se porter par la rive gauche et Strasbourg sur Kehl, d'où l'armée pouvait déboucher ensuite sur le corps autrichien qui se trouvait dans les environs d'Offenburg. Cette marche naturelle et plus sûre aurait évité la chance de deux combats que Moreau eut à livrer en suivant son premier plan, et dont les suites pouvaient avoir de graves inconvénients.

Cependant l'archiduc avait hâté sa marche pour s'opposer à la retraite de Moreau, sentant toute la nécessité d'agir vigoureusement contre l'armée française avant son arrivée aux environs de Kehl. Le bruit qui s'était répandu que le général Beurnonville marchait avec une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse pour soutenir les opérations de Moreau, contribua encore à augmenter l'activité du prince. Le 15 octobre, le général Petrasch opéra sa jonction avec les troupes de l'archiduc à Ettenheim, après avoir passé par Hornberg et Hasslach. Le 16, les Autrichiens s'avancerent d'Offenburg à Mahlberg, afin de se rapprocher des avant-postes français, et de rendre plus facile la réunion des corps de Nauendorf, Latour et Frölich. Le premier de ces généraux vint le même jour lier sa droite aux troupes du prince, en marchant de Villingen, par Hornberg, sur Elzach. Le général Latour déboucha dans la plaine du Rhin par la vallée de la Kintzig; et, après des marches forcées, il fit, le 17, sa jonction avec l'archiduc, entre Ettenheim et Herbolzheim. Les troupes de Frölich et du prince de Condé, qui seules avaient suivi en queue les Français par le Val-d'Enfer, arrivèrent le 18 à Neustadt. Le général Wolf avait suivi la colonne des équipages de l'armée de Moreau par les villes forestières, et il se trouvait le même jour, 18, à Waldshut. Le général Frolich avait vainement essayé d'attaquer la droite

1796 — an v. Allemagne. des Français. Le général Férino, après un combat assez opiniâtre, était resté maître de la vallée de Sanct-Peter.

L'archiduc se voyant, dès le 17, maître de disposer d'une grande partie de ses forces, avait résolu d'attaquer le général Moreau le lendemain, pour le forcer à repasser de suite le Rhin. Il renforça en conséquence le corps du général Nauendorf; mais les troupes du général Latour, qui devaient coopérer à cette attaque, étant trop fatiguées, le prince en remit l'exécution au 19.

De son côté, le général français avait eu le même dessein que son adversaire; ses troupes, mises en mouvement à travers les montagnes, avaient été retardées dans leur marche par le mauvais temps; les pluies, qui ne cessaient point de tomber depuis un mois, ayant rendu les chemins et les communications presque impraticables.

L'archiduc divisa ses forces en quatre corps. Celui de droite, conduit par le prince de Fürstenberg, et fort de cinq bataillons et treize escadrons, devait s'avancer par la plaine sur Kentzingen, faire des démonstrations sur le passage de Riegel, et se maintenir contre la gauche des Français. Le second, aux ordres de Latour, composé de neuf bataillons et quinze escadrons, marcha sur deux colonnes, par Heimbach et par Malterdingen, sur le pont de Köndringen. Le troisième, formant le centre de l'armée autrichienne, sous les ordres de Wartensleben, se composait de douze bataillons et vingt-trois escadrons; il devait s'emparer des hauteurs en avant d'Emmendingen et du pont de l'Elz. Il marcha à cet effet sur trois colonnes : la première, commandée par le général Petrasch, devait suivre le chemin de Heimbach; la seconde, aux ordres du prince Frédéric d'Orange, devait s'avancer par la crête de la montagne, et manœuvrer afin de tourner la droite des Français par Tennenbach; tandis que la troisième colonne, commandée par le général Meerfeld, marcherait directement par Landeck sur le front même de la position française. Enfin le quatrième corps, formé de huit bataillons et quatorze escadrons, et commandé par le général Nauendorf, devait prendre la part la plus active à l'attaque, en débouchant par Bleibach sur Waldkirch, afin de culbuter la droite de l'armée française. Le gros de ces troupes

était à Bleibach, d'où Nauendorf avait détaché deux bataillons et trois escadrons sur Siegelau. Caché dans les bois qui sont autour de ce village, ce dernier détachement devait opérer sur les flancs et les derrières des Français, si ceux-ci s'avançaient par Kollnau et Gutach. Un autre détachement avait occupé le ravin de Simonswald, et communiquait avec le prince de Condé à Sanct-Mergen.

Moreau prévint l'attaque des Autrichiens, qui, d'après les calculs de l'archiduc, ne pouvait avoir lieu que vers les dix heures du matin, le 19. Les dispositions arrêtées par le général français étaient à peu près semblables à celles de son adversaire. La division Delmas fut dirigée sur Riegel et Hecklingen; celle de Beaupuis devait garder les hauteurs de Malterdingen et de Köndringen; une division du centre occupait Emmendingen, tandis que le général Saint-Cyr, avec la seconde division et la réserve, devait s'avancer de Waldkirch pour attaquer la gauche des Autrichiens par la vallée de l'Elz sur Bleibach, la tourner, et la forcer à évacuer tous les postes qu'elle occupait entre le Rhin et les montagnes.

Le général Saint-Cyr se mit en mouvement le 19, à la pointe du jour, pour effectuer cet effort décisif dans la vallée de l'Elz, pendant que le général Férino gardait, à l'extrême droite de la ligne française, tous les débouchés de la Forêt-Noire. Les forces de Férino, supérieures à celles des Autrichiens, en les considérant collectivement, se trouvaient cependant inférieures, à cause de la nécessité où se trouvait ce général de les tenir disséminées pour occuper la multitude de ses postes.

Le général Nauendorf rassemblait ses troupes et formait sa colonne, lorsque, à neuf heures du matin, il fut attaqué par le général Saint-Cyr, dont le gros des troupes s'avançait, comme nous venons de le dire, par la vallée de l'Elz sur Bleibach, tandis qu'un détachement filait à droite sur les crêtes du Kandelberg, vers Simonswald, pour descendre dans ce village par le ravin. Ce dernier mouvement réussit : le Kandelberg et Simonswald furent forcés, et les troupes qui défendaient ces deux postes repoussées jusques à Niederwinden. Mais le général Saint-Cyr, qui avait voulu par cette manœuvre inquiéter le flanc gauche de Nauendorf, ne s'aperçut pas qu'il mettait le

1796 — an V. Allemagne

sien à découvert. En effet, on a vu plus haut que le général autrichien avait envoyé la veille deux bataillons et trois escadrons à Siegelau, afin de s'assurer des sommités à droite et à gauche de la vallée de l'Elz. Informé du succès obtenu par le détachement français à Simonswald, Nauendorf envoya l'ordre au commandant du détachement de Siegelau de se glisser par le ravin qui débouche sur l'Elz près de Kollnau, de garnir de tirailleurs les bois qui dominent la vallée, et d'inquiéter ainsi les flancs et les derrières de Saint-Cyr. Cet ordre fut ponctuellement exécuté. Le général Saint-Cyr, en s'avançant sur Bleibach, avait négligé de couvrir son flanc gauche et d'occuper en force les montagnes boisées au pied desquelles il faisait marcher ses troupes. Mais dès que les Autrichiens se montrerent sur les hauteurs de Kollnau, et qu'ils eurent commencé à tirailler, Saint-Cyr s'aperçut sur-le-champ du danger qu'il courait, et ordonna un mouvement rétrograde, aimant mieux renoncer à l'attaque de Bleibach, abandonner la vallée de Gutach, et se replier sur Waldkirch que de compromettre la sûreté de ses troupes. Nauendorf suivit la colonne française, et renforça les troupes qui avaient été repoussées du Kandelberg et de Simonswald. Ces dernières reprirent ces postes, et le détachement français fit sa retraite par les sommités du Kandelberg.

Cependant Saint-Cyr, attaqué dans la gorge étroite de Waldkirch, s'y défendit longtemps avec opiniâtreté. Le général Nauendorf détacha un bataillon et un escadron à Buchholz, afin de prendre en flanc le général français; deux bataillons le pressèrent de front, tandis que l'artillerie, placée sur les hauteurs, et une nuée de tirailleurs protégeaient cette attaque. Les Autrichiens franchirent le défilé, et les Français se retirèrent jusque dans les bois de Langendentzlingen, après avoir essuyé une perte assez considérable en hommes égarés dans les montagnes et qui furent faits prisonniers.

Sur ces entrefaites, les deux colonnes du général Latour, obligées de suivre dans leur marche des chemins horribles à travers les montagnes, n'arrivèrent qu'à midi devant la division du général Beaupuis, qui occupait, comme nous l'avons dit, les hauteurs entre Kondringen et Malterdingen. Le combat

s'engagea avec une ardeur égale de part et d'autre. Le général Beaupuis fut presque aussitôt renversé pas un boulet de canon, et expira sur-le-champ. Ce digne chef était un des plus braves et des plus aimés de l'armée. Sa mort jeta ses troupes dans la consternation ; mais elles n'en continuèrent pas moins à se battre avec le plus grand courage. Moreau venait d'être informé que le général Férino, après une résistance opiniâtre, avait enfin été forcé d'abandonner la position qu'il occupait ; et convaincu du danger qu'il y avait à engager une action générale, avec la rivière d'Elz à dos, et le corps de Frölich sur son flanc droit, il envoya au général Beaupuis l'ordre précis de cesser de combattre et de venir se placer derrière Amwasser. Mais Beaupuis étant tué, l'ordre du général en chef ne fut point communiqué à sa division. Celle-ci continua donc à se défendre dans une position que l'extrême bravoure des soldats et des officiers pouvait seule leur faire conserver aussi longtemps. Toutefois le général Latour, ayant été renforcé par quelques bataillons de grenadiers, fit un dernier effort vers le soir, et réussit enfin à occuper Malterdingen et Köndringen, après en avoir repoussé les Français.

Le corps qui formait le centre autrichien, et que commandait le général Wartensleben, rencontra de grandes difficultés dans l'exécution du mouvement qui lui avait été indiqué. Nous avons dit que ces troupes nombreuses avaient été partagées en trois colonnes : la première et la deuxième éprouvèrent, auprès d'Emmendingen, dans les bois de Landeck, une résistance vigoureuse qui arrêta leur marche pendant presque toute la journée. Enfin la troisième colonne, conduite par le prince Frédéric d'Orange, étant parvenue à travers les montagnes, sur le flanc droit des Français, Wartensleben ordonna une attaque plus soutenue que les précédentes sur la position d'Emmendingen. Non moins intrépide que le général Beaupuis, le digne vétéran de l'armée autrichienne se mit à la tête d'une colonne d'attaque, et réussit à faire gravir à ses soldats la hauteur sur laquelle les Français étaient retranchés. Un coup de canon à mitraille atteignit Wartensleben au bras et à la cuisse ; mais cet accident, loin de ralentir l'ardeur de ses troupes, les anima encore davantage. Les Français, malgré leurs généreux efforts, ne purent

1796 — an v. Allemagne.

tenir plus longtemps, et se retirèrent en bon ordre près de Thenningen et près d'Amwasser, derrière l'Elz, et en détruisirent les ponts.

Les démonstrations que le prince de Fürstenberg, à la tête du 4e corps, avait été chargé de faire du côté de Riegel, réussirent à contenir les troupes françaises qui se trouvaient sur ce point, et contribuèrent par là au succès qu'obtinrent les autres colonnes. Les Français perdirent dans cette journée 6 à 700 hommes, presque tous prisonniers, deux pièces de canon et plusieurs caissons attelés. Les Autrichiens eurent de leur côté 3 à 400 hommes hors de combat.

Dans la nuit qui suivit ce combat sur l'Elz, le général Moreau fit réployer une partie de ses forces dans la forêt en avant de Nimburg. Le général Desaix établit la division Delmas à Endingen et Riegel, et fit garder l'important débouché de Nimburg par sa division de droite. Le général Saint-Cyr appuya sa gauche à Unter-Reute, et sa droite aux montagnes de Langendentzlingen. Son front se trouvait ainsi couvert par le ruisseau de Glotter, qui tombe dans la Treisam, dont les ponts avaient été coupés.

L'archiduc fit rétablir, dans la nuit du 19 au 20, les ponts sur l'Elz, dans l'intention de commencer, dans la matinée du 20, ses attaques sur l'armée française. Marchant avec son avant-garde, commandée par le général Meerfeld, il la réunit au corps de Nauendorf, et vint attaquer la droite de Saint-Cyr à Langendentzlingen. Les Français, après un combat assez vif, où l'archiduc parut lui-même aux premiers rangs, furent repoussés du village que nous venons de nommer, de Heuweiler et de la forêt de Gundelfingen. Heureusement pour eux, l'archiduc avait négligé de se faire suivre à Emmendingen, où il avait passé l'Elz, par des forces assez considérables pour être à même de poursuivre ce dernier avantage. Trop faibles pour repousser plus loin le général Saint-Cyr, qui s'était renforcé en appelant à lui sa division de gauche, les Autrichiens s'arrêtèrent en avant de Gundelfingen.

Pendant que ceci se passait, le général Latour, après avoir formé son corps d'armée en avant de Thenningen, avait poussé son avant-garde jusque sur le ruisseau de Glotter, en face de

Nimburg. Un combat s'engagea sur ce point : quatre fois les Autrichiens tentèrent de passer le ruisseau, et quatre fois la 5[e] demi-brigade et un bataillon de la 92[e], qui gardaient le passage du Glotter, réussirent à repousser ces tentatives. Enfin, vers le soir, Latour parvint à faire passer son avant-garde et une partie des autres troupes. Le général Desaix avait fait retirer ses troupes ; et Latour s'arrêta à la nuit, un peu en avant de Thenningen, avec le gros de sa division. 1796 — an V. Allemagne.

Le général Desaix s'était déterminé à son mouvement rétrograde en apprenant le succès que le prince de Fürstenberg venait d'obtenir dans une attaque contre Riegel. Ce village avait été emporté de vive force par une colonne qui s'en était approchée de flanc du côté de l'Elz inférieur.

Desaix avait craint de se voir attaqué par deux corps autrichiens à la fois, et par conséquent d'être compromis dans sa position ; ce qui fût sans doute arrivé, et d'une manière bien plus décisive, si l'archiduc, au lieu de s'arrêter devant Gundelfingen, eût attiré sur ce point la plus grande partie de ses forces pour accabler le corps du général Saint-Cyr.

Les succès obtenus par l'archiduc dans ces différents combats firent voir au général Moreau qu'il y aurait plus que de l'imprudence à continuer son mouvement dans le Brisgau. Il prit donc la résolution de se retirer sur Huningue avec une partie de l'armée, tandis que, pour forcer l'ennemi à une diversion qui diminuât l'ensemble de ses opérations, il donna l'ordre au général Desaix de passer le Rhin à Vieux-Brisach, pour ensuite se porter rapidement sur Kehl, et de là menacer les derrières de l'archiduc.

Conformément à ce plan, l'armée de Rhin-et-Moselle abandonna Nimburg et ses autres positions, dans la nuit du 20 au 21 octobre. L'aile gauche passa le Rhin à Vieux-Brisach, et le reste de l'armée manœuvra pour se rapprocher de Huningue. Desaix, aussitôt après son passage, fit lever le pont de bateaux qui lui avait servi.

L'archiduc venait de faire ses dispositions pour renouveler l'attaque de la veille, et expédiait les ordres de mouvement lorsqu'il apprit, le 21 au matin, que Moreau avait marché pendant la nuit pour passer le Rhin. Il fit aussitôt avancer ses

1796 — an v. Allemagne.

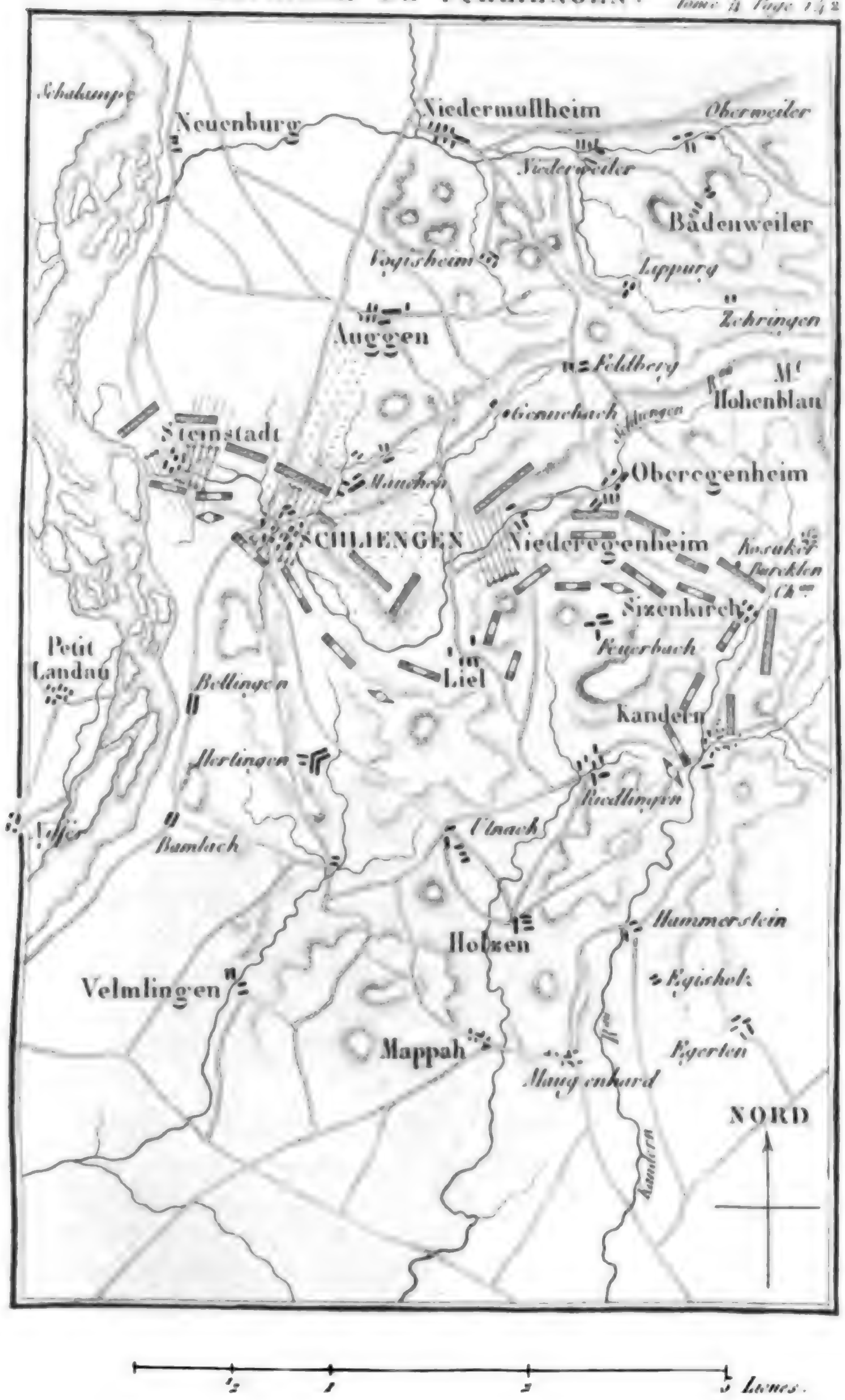
troupes dans l'ordre où elles se trouvaient. Son avant-garde suivit de près les Français, et se jeta brusquement dans Freyburg, derrière lequel les généraux Abattucci et Laboissière formèrent l'arrière-garde du général Saint-Cyr pour empêcher l'ennemi d'en déboucher.

Moreau avait, en effet, un grand intérêt à tenir dans cette position : c'était en arrière de Freyburg qu'il devait recueillir l'aile droite aux ordres de Férino, qui sortait alors de la vallée de Sanct-Peter, suivie et harcelée par les troupes de Frölich et du prince de Condé. Il était essentiel que le centre de l'armée française fût à même d'empêcher l'archiduc de réunir ses efforts à ceux de Frölich contre Férino; et c'est ce qui fût arrivé, si l'aile droite n'eût pas trouvé le centre pour l'appuyer au sortir du défilé. Au surplus, ces deux parties de l'armée française se devaient un secours mutuel; car on concevra aisément que, Frölich et le prince de Condé poussant trop vivement le général Férino, Saint-Cyr eût été débordé par eux dans le moment même où celui-ci était pressé de front par l'archiduc. Pour éviter ce double danger, il fallait donc mettre dans les mouvements de ces deux corps un ensemble bien difficile à obtenir en présence de l'ennemi; et toutefois les deux généraux Saint-Cyr et Férino s'en acquittèrent avec autant de bonheur que d'habileté. La jonction de leurs troupes se fit à point nommé au lieu indiqué. A peine était-elle opérée, que Frölich et le prince de Condé, débouchant de la vallée de Sanct-Peter, engagèrent une forte canonnade; mais le but du général Moreau étant atteint, il donna l'ordre au général Saint-Cyr de continuer sa retraite, qui se fit dans le meilleur ordre, par les hauteurs de Pfaffenweiler, sous la protection de l'artillerie légère et d'une forte réserve placée à Saint-Georges.

L'archiduc prit position, le centre à Buchheim, l'avant-garde à Wasenweiler, d'où elle communiqua avec la gauche par Merdingen et Thiengen; l'aile droite marcha sur Königschaffhausen, et poussa ses troupes légères jusque sur Brisach.

Pour assurer le succès de son passage du Rhin à Huningue, Moreau fit prendre à ses troupes la position de Schliengen, où elles arrivèrent le 22 octobre au soir.

La vallée du Rhin est coupée transversalement, à Schlien-


Neuenburg
Niedermullheim
Oberweiler
Niederweiler
Badenweiler
Vogisheim
Lippurg
Zehringen
Auggen
Feldberg
Mt
Hohenblau
Steinstadt
Obereggenheim
Mauchen
SCHLIENGEN
Niedereggenheim
Sizenkirch
Feuerbach
Petit
Landau
Bellingen
Liel
Kandern
Herlingen
Riedlingen
Bamlach
Utnach
Holzen
Hammerstein
Velmlingen
Egisholz
Mappah
Egerten
Maugenhard
NORD
Kandern

½ 1 2 3 Lieues.

gen, au sud de Mullheim, par un groupe de hauteurs escarpées qui s'étendent depuis la montagne de Hohenblau jusques au fleuve. Cette espèce de contre-fort des crêtes du Hohenblau, qui se rattache, par une pente insensible, à la Forêt-Noire, est fortement encaissé de trois côtés : à gauche par le Rhin, à droite par le ruisseau de Kandern, lequel sort du pied de cette montagne, et, après avoir coulé parallèlement au fleuve dans une direction inverse, vient s'y jeter en tournant tout à coup à l'ouest. Le front, du côté du nord, est couvert par le ruisseau de Schliengen, qui prend sa source au pied du Hohenblau, coule ensuite vers Schliengen dans un ravin profond, où sont jetés les villages d'Ober et Nieder-Eggenheim, et se perd ensuite dans le Rhin, près de Steinstadt.

Ce fut dans cette position que Moreau attendit l'armée du prince Charles ; sa gauche appuyée au Rhin, près de Steinstadt, et sa droite au défilé de Kandern, en prolongeant son extrémité jusque vers Sitzenkirch. Cette ligne, de trois lieues de développement, avait son centre sur les hauteurs qui dominent les villages d'Ober et Nieder-Eggenheim, de Liel et de Schliengen. Le général Moreau comptait d'autant mieux se défendre, qu'il espérait que le mouvement opéré par le général Desaix engagerait l'archiduc à détacher quelques troupes pour renforcer le corps d'observation qu'il avait devant Kehl, et il ne se trompa point dans cette conjecture. L'archiduc forma en effet un détachement de six bataillons et treize escadrons qu'il envoya devant Kehl, mesure, au surplus, assez extraordinaire au moment où il méditait une attaque générale.

L'archiduc arriva, avec la gauche de son armée, à Heitersheim, et lia les troupes de la droite avec celles du centre à Uffhausen. Le corps de Condé se rendit à Hartheim ; l'avant-garde autrichienne s'établit à Müllheim, après s'être emparée d'Auggen et avoir formé une chaîne de postes en avant de Kandern, Sitzenkirch et Feldberg. Les troupes légères poussèrent jusques à Steinstadt. Des détachements parcoururent le bord du Rhin pour couvrir le flanc droit de l'armée et assurer ses derrières.

Les dispositions d'attaque furent faites dans la journée et la nuit du 23 au 24. Le prince Charles attira sa droite à lui, et renforça l'avant-garde en faisant avancer avec elle le général

1796 — an V. Allemagne. Nauendorf pour s'emparer du plateau qui dominait la position du centre français. Les troupes légères occupèrent Feldberg, et délogèrent les Français des hauteurs qui commandent les villages d'Ober-Eggenheim et Sitzenkirch, ainsi que du château de Burcklen. Les troupes autrichiennes furent formées sur quatre colonnes : la première, de droite, se composait de quatre bataillons et treize escadrons, aux ordres du prince de Condé; elle s'avança vis-à-vis de Steinstadt, afin de se trouver prête à attaquer ce village; la deuxième colonne, forte de neuf bataillons et treize escadrons, commandée par le prince de Furstenberg, s'avança dans le même dessein par la grande route. La cavalerie resta dans la plaine, et l'infanterie s'approcha le plus possible de Schliengen; la troisième colonne, de treize bataillons et vingt escadrons, commandée par Latour, prit position entre Feldberg et Vogisheim; la quatrième colonne, aux ordres du général Nauendorf, et formée de dix bataillons et quinze escadrons, était liée par une colonne détachée et conduite par le général Meerfeld, à la troisième, par Feuerbach.

Les colonnes de Latour et de Nauendorf étaient destinées à faire un effort vigoureux contre le centre de l'armée française, et manœuvrer ensuite pour tourner la droite; tandis que les princes de Condé et de Fürstenberg feraient des démonstrations contre la gauche, afin de la contenir et empêcher le général Moreau d'en détacher le moins de monde possible.

L'attaque des Autrichiens devait commencer le 24 à la pointe du jour; mais le temps était affreux; la pluie tombait par torrents et rendait impraticables les chemins, déjà effondrés par les pluies précédentes. La marche des Autrichiens fut retardée jusques à près de neuf heures; la cavalerie et l'artillerie ne purent s'avancer assez pour seconder l'infanterie.

La colonne du prince de Condé attaqua le village de Steinstadt et en délogea les avant-postes français après une légère résistance. Les émigrés s'y maintinrent toute la journée, malgré les efforts du colonel Nansouty, qui commandait une brigade de cavalerie à la gauche du général Saint-Cyr.

Le prince de Fürstenberg attaqua le village de Maüchen, en avant de Schliengen, et repoussa les troupes qui gardaient ce poste. Mais ce fut vainement qu'il essaya de s'emparer de

Schliengen. Repoussé par le général Ambert et par le feu d'une artillerie formidable, le prince fut obligé de s'arrêter sur les hauteurs qui sont en avant du dernier village. Toutefois le but de son attaque était atteint; les Français, persuadés que l'effort était sérieux, ne cessèrent de canonner sur ce point toute la journée, et les troupes y furent dans un éveil continuel.

Le général Latour s'avança de Vogisheim sur Feldberg; sa droite repoussa les avant-postes du général Duhesme dans les vignes, entre Feldberg et Schliengen, et occupa les positions d'Ober et Nieder-Eggenheim. Détachant ensuite son avant-garde dans la vallée, il se dirigea contre Liel, dans l'espoir de déboucher plus facilement. L'avant-garde voulut gravir les hauteurs boisées qui se trouvent entre Nieder-Eggenheim et Liel; mais elle fut reçue avec la plus grande vigueur par la 21e demi-brigade légère et la 31e de ligne, soutenues par une batterie de plusieurs pièces de canon. Les Autrichiens, rebutés d'une entreprise qui ne pouvait avoir pour résultat qu'une destruction presque certaine, se bornèrent à entretenir une fusillade avec leurs adversaires, du ravin et des vignes où ils venaient précédemment de se loger.

Cependant le général Latour, avec le gros de ses forces, était parvenu, après avoir délogé les Français des vignes, à obliger ces derniers de se retirer derrière Liel, et à se lier avec la deuxième colonne; mais il se contenta d'envoyer un faible détachement pour appuyer la quatrième. C'était une faute grave dans la position où se trouvait ce général; car il devait, s'il eût réfléchi, se prolonger à gauche le long du ravin pour se rapprocher du point le plus important de l'attaque, et obtenir, sans courir de risques, de grands résultats. La deuxième colonne autrichienne était assez forte pour tenir en échec les troupes qui lui étaient opposées; et Férino, occupant trop de terrain, aurait eu beaucoup de peine à se défendre contre Nauendorf, renforcé par une partie des troupes de Latour: c'est cette erreur du général autrichien qui empêcha Nauendorf de retirer de son attaque les avantages qu'il pouvait raisonnablement en espérer.

La colonne de Nauendorf, quoique la plus éloignée du champ de bataille, ne s'était mise en marche qu'avec les autres, pendant la nuit du 23 au 24. Retardée encore par la difficulté des

1796 — an v. Allemagne.

chemins, elle n'attaqua que longtemps après les autres. Ses troupes légères s'emparèrent le matin des hauteurs du château de Burcklen et de Feldberg, et un détachement fut envoyé sur Sitzenkirch. A midi, Nauendorf, à la tête du gros de ses troupes, marcha à l'attaque des hauteurs escarpées qui se trouvent entre le ravin de Sitzenkirch et celui de Kander, et que défendaient les troupes de Férino. Celui-ci résista d'abord avec quelque avantage aux efforts de ses adversaires ; mais enfin, accablé par le nombre, il céda le terrain, et Nauendorf déboucha immédiatement au-dessus du bourg de Kander. Férino essaya de rallier ses troupes à quelque distance de cette position. Les 3e demi-brigade légère, 56e et 89e de ligne, sous les ordres des généraux Abatucci et Montrichard, se défendirent avec la plus grande intrépidité ; mais elles durent se retirer par l'effet d'une manœuvre qu'opérèrent les Autrichiens pour tourner le bourg de Kandern. Ce mouvement rétrograde des Français, en présence d'un ennemi victorieux, et par des chemins détestables, se fit pourtant sans confusion et avec tout l'ordre désirable. Férino arrêta ses troupes sur les hauteurs qui s'etendent en arrière jusques à la droite de Liel, et s'y maintint toute la journée, malgré tous les efforts de Nauendorf pour l'en déloger. On peut remarquer maintenant pourquoi le général Latour est blâmable de n'avoir pas fait appuyer ses troupes à gauche pour soutenir la quatrième colonne.

La colonne intermédiaire, commandée par le général Meerfeld, dont nous avons parlé plus haut, et qui devait servir à lier la troisième colonne à la quatrième, réussit à chasser les Français des hauteurs boisées à droite de Sitzenkirch, et s'empara de toutes les positions entre ce village et celui de Fauerbach. Cet avantage facilitait, dans la matinée, la communication de la gauche du général Latour avec la droite de Nauendorf ; mais l'occupation du bourg de Kandern par ce dernier le rendait à peu près inutile.

Un brouillard très-épais, suivi d'un orage violent, mit fin aux combats engagés sur la ligne. Les Autrichiens bivouaquèrent sur le terrain où ils se trouvaient, et passèrent la nuit sous les armes. L'intention du prince était de renouveler son attaque le lendemain, puisque les Français restaient toujours les mai-

tres des hauteurs en arrière de Kandern; mais l'expérience de la dernière journée avait appris à Moreau combien il lui serait difficile de se maintenir plus longtemps contre les forces considérables dont l'archiduc disposait; et, déterminé d'ailleurs à passer sur la rive gauche du Rhin, après avoir reçu la nouvelle que les équipages et les parcs étaient heureusement passés au pont de Huningue, ce général abandonna pendant la nuit ses positions et vint occuper celle de Hertingen. Le lendemain 26, il continua son mouvement et passa le Rhin à Huningue, sans que les Autrichiens eussent tenté d'entamer l'arrière-garde que commandaient les généraux Laboissière et Abatucci. 1796 — an v Allemagne.

Les généraux Tarreau et Paillard s'étaient retirés devant le général Wolf, chargé de les poursuivre par les villes forestières, et passèrent également le Rhin sans malencontre.

Ainsi se termina une retraite dont il devient facile d'apprécier le mérite par les détails que nous avons donnés. On a pu voir qu'elle ne fut pas aussi périlleuse qu'on l'a représentée dans le temps, et qu'il y a plus que de l'exagération dans les éloges que beaucoup d'écrivains en ont faits, en la comparant avec celle de Xénophon. Certes, l'armée de Latour n'était pas de la force de celle des Perses, et il est bien démontré que les soixante mille hommes qui se retiraient devant les Autrichiens ne rencontrèrent que de faibles partis ennemis sur leurs communications jusques au col de Neustadt et à l'entrée du Val-d'Enfer. Nous nous réunirons donc avec un historien qui nous a précédé [1], pour dire que l'armée française recueillit une trop juste gloire dans les événements de cette retraite, sans avoir besoin d'exagérer le merveilleux d'une opération où le général Moreau ne laissa qu'entrevoir le génie dont il donna plus tard des preuves bien autrement remarquables.

Voyons maintenant comment un autre général, dont le début dans le commandement des armées a été une suite non interrompue de triomphes extraordinaires, saura se tirer d'une situation plus difficile que celle où l'on a vu le général de l'armée du Rhin, et mériter de plus en plus la haute renommée à laquelle il est déjà parvenu.

[1] Jomini.

CHAPITRE XX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Le général Alvinzy arrive en Italie avec une troisieme armée autrichienne; situation embarrassante du général Bonaparte; affaires de la Brenta et de Caldiero. — Bataille d'Arcole; combats de la Corona, de Campara, etc. — Relation des principaux événements maritimes; combat de la Virginie; combat du contre-amiral Sercey dans l'Inde. — Expédition de Richery sur les côtes de l'Amérique septentrionale. — Première expédition d'Irlande. — Combat et naufrage du vaisseau *les Droits de l'homme*, etc. — Précis historique des principaux événements militaires arrivés dans les colonies françaises, depuis le 1er janvier 1796 jusques au 31 décembre de la même année.

1796 — an v.
12 novembr.
(22 brum.)
Italie.

Le général Alvinzy arrive en Italie avec une troisième armée autrichienne; situation embarrassante du général Bonaparte; affaires de la Brenta et de Caldiero. — Nous avons déjà dit que les succes remportés en Allemagne par le prince Charles sur les généraux Jourdan et Moreau n'avaient pas fait perdre de vue au cabinet autrichien les affaires d'Italie, ni fait négliger le soin de réparer les désastres éprouvés par ses armées sur cet autre théâtre de la guerre. Les batailles de Lonato et de Castiglione; les revers de Roveredo, Bassano et Saint-Georges; la presque destruction de l'armée de Wurmser; le blocus de ce maréchal dans Mantoue avec des débris que la misère et les maladies affaiblissaient de plus en plus, toutes ces causes réunies avaient démontré à l'Autriche la nécessité de tenter un grand et dernier effort, pour reconquérir ce que les mauvaises combinaisons de ses généraux et la fortune extraordinaire du général français lui avaient fait perdre en Italie.

De nombreuses recrues tirées des États héréditaires, et des bataillons organisés dans les Provinces-Illyriennes, dont on connaît l'esprit militaire, se rassemblaient déjà sur les fron-

tières du Tyrol, et les victoires de l'archiduc ne contribuèrent 1796—an v.
pas peu à réveiller dans les sujets de l'empereur l'enthousiasme Italie.
et l'élan qu'avait refroidis la malheureuse issue de la dernière tentative. Le conseil de la guerre décida que la division qui avait été jusques alors chargée de couvrir et de défendre le Vorarlberg serait dirigée sur l'Adige. Ce renfort de troupes aguerries, joint à plusieurs autres régiments tirés de l'intérieur, permit aux Autrichiens de reprendre l'offensive vers la fin d'octobre. Les recrues furent incorporées dans les cadres et exercées avec la plus grande activité. Les généraux cherchèrent à persuader aux soldats que le salut de l'Autriche dépendait d'eux, et qu'ils ne pouvaient pas faire moins que leurs dignes camarades, qui venaient de chasser les Français de l'Allemagne.

Mais si la confiance et l'attachement que les sujets de l'empereur d'Autriche montraient en cette circonstance solennelle à leur souverain avaient mis celui-ci à même de créer tout à coup une troisième armée pour opérer en Italie, il ne lui était pas aussi facile de trouver un général propre à la commander et à lutter avec avantage contre Bonaparte. Les talents de ce dernier s'étaient manifestés avec une rapidité si extraordinaire; ils avaient procuré à la France des résultats si inespérés, et fait éprouver aux armées autrichiennes des désastres si grands, que la cour de Vienne se trouva fort embarrassée dans le choix du chef qu'elle voulait opposer au général vainqueur. Les armées autrichiennes ne présentaient pas un capitaine dont la réputation pût être comparée à celle du général Bonaparte, déjà si bien établie. Le prince Charles était peut-être le seul que la voix de l'Allemagne proclamât l'émule du général français; mais la présence de ce prince était encore nécessaire sur le Rhin, et l'on devait craindre qu'en l'éloignant du théâtre où il venait de s'illustrer on ne rendît aux Français la victoire qui leur échappait. Cette considération empêcha l'empereur de songer à son frère pour le mettre à la tête de l'armée d'Italie.

Le choix tomba enfin sur le feld-maréchal Alvinzy, qui s'était distingué dans les campagnes de 1794 et 1795. Ce général, d'origine hongroise, était d'une bravoure éprouvée;

1796 — an V Italie.

mais son expérience des combats ne lui avait pas donné l'instinct des grandes opérations ni les vrais principes de l'art qui constituent l'habile capitaine. Propre à conduire une division, il n'avait point les talents nécessaires à la direction d'une grande armée, et ne pouvait, suivant l'expression d'un critique judicieux[1], « opposer, au génie qui commande la victoire, que la volonté de vaincre, avec la valeur requise pour rendre la lutte sanglante et la chute honorable. »

Ce fut à lui que l'empereur confia le commandement des 45,000 hommes rassemblés dans le Tyrol, pour marcher une troisième fois, dans la même campagne, contre le vainqueur de Beaulieu et de Wurmser. Le colonel Weirother, précédemment employé comme chef d'état-major du maréchal Wurmser, fut nommé en la même qualité auprès d'Alvinzy. Cet officier avait acquis quelque réputation sur les bords du Rhin, aux lignes de Mayence.

Tandis que l'Autriche, victorieuse en Allemagne, voyait une nouvelle armée prête à venger ses défaites en Italie, Bonaparte se trouvait dans la position la plus critique. En se jetant dans Mantoue, le maréchal Wurmser avait tellement renforcé la garnison de cette place, qu'il devait inspirer de légitimes inquiétudes au général français, maintenant surtout qu'un nouvel ennemi, dont la renommée grossissait encore les forces, menaçait de se précipiter du Tyrol et du Frioul pour écraser son armée. Bonaparte avait à craindre qu'en marchant pour s'opposer aux progrès de ces irruptions, le vieux maréchal, sortant de Mantoue, ne secondât les efforts d'Alvinzy et ne cherchât à se réunir à ce dernier. D'un autre côté, le bruit de la retraite des deux armées françaises en Allemagne et des revers essuyés par Jourdan s'était répandu en Italie; ces événements, qui relevaient les espérances de l'Autriche, ranimaient aussi l'audace de ceux des États d'Italie qui avaient été contraints de dissimuler leur haine contre les Français. Le fier sénat de Venise, qui naguère s'était humilié devant le Directoire, encouragé maintenant par les échecs que venait d'éprouver ce gouvernement, ne se bornait plus à

[1] Jomini.

livrer passage aux troupes autrichiennes ; il ouvrait pour elles ses arsenaux et ses magasins : il excitait, sous main, l'agression des habitants des villes et des campagnes envers les Français qui s'y trouvaient répandus. Une sorte d'illusion, qui devait lui être bien funeste, montrait déjà au gouvernement vénitien Bonaparte accablé, vaincu, ou bien près de l'être. La même erreur agitait le royaume de Naples et les États de l'Église, impatients de trouver l'occasion favorable pour rompre les traités qui les liaient envers la république française. 1796 — an V. Italie.

Il faut ajouter à cette situation des choses en Italie l'affaiblissement de l'armée victorieuse, par les fatigues de tant de combats livrés, de batailles gagnées, de marches exécutées avec une si merveilleuse rapidité, et par les maladies contagieuses, ce fléau ordinaire des armées après une campagne pénible. Un mois de séjour autour de la place de Mantoue, sur le terrain marécageux qui l'avoisine, avait enlevé à la république plus de soldats qu'elle n'en avait perdu sur le champ de bataille ; et malgré l'arrivée de quelques bataillons détachés de l'intérieur, l'armée d'Italie, au commencement d'octobre, ne comptait pas plus de 36 à 38,000 hommes.

Bonaparte n'avait point attendu l'arrivée de la troisième armée autrichienne pour demander au Directoire de faire de nouveaux efforts pour augmenter son armée ; mais soit par l'effet d'une confiance bien honorable pour les braves qui avaient combattu jusques alors si glorieusement, soit par l'effet de cette incurie que nous avons déjà reprochée au Directoire républicain, ce gouvernement n'avait prêté qu'une attention médiocre aux justes réclamations de son général. Absorbé tout entier par celle qu'il donnait aux affaires d'Allemagne, il ne pressentait point que c'était de l'armée d'Italie que dépendaient désormais la paix et le triomphe des armes républicaines.

Cependant le général Hoche, ainsi que nous l'avons rapporté dans son lieu, avait rétabli la tranquillité dans les départements de l'Ouest, en dissipant tous les débris de l'armée catholique et royale et les bandes particulières. Près de 60,000 hommes de troupes aguerries, disciplinées et remplies de l'enthousiasme qui animait leur digne chef, étaient rendus dis-

1796 — an V. Italie.

disponibles par la soumission totale des pays insurgés. Toutefois le Directoire, occupé d'une expédition maritime que le général Hoche méditait contre l'Angleterre, ne consentit qu'avec quelque répugnance, et sur la demande même de Hoche, empressé de contribuer, au moins par ses avis, au succes des armes de la république à l'extérieur, à faire partir le général Rey, avec un détachement, pour l'armée d'Italie; mais ce détachement, aussi bien qu'une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général Bernadotte, n'arrivèrent point assez tôt pour diminuer la crainte des dangers qui menaçaient l'armée française d'une ruine totale.

Réduit pour le moment aux forces qui lui restaient, Bonaparte ne parut point étonné. A défaut des secours qu'il avait demandés à son gouvernement, il chercha des ressources dans son génie, et il les trouva. Politique autant que guerrier, ce général pensa que, dans la position où il était, ce qu'il avait le plus à craindre était l'inimitié des peuples conquis; et que, au contraire, ce qui pouvait contribuer à le sauver était le dévouement qu'il saurait leur inspirer. Tel avait été le motif qui l'engagea à protéger de tout son pouvoir l'insurrection du duché de Modène et l'établissement du régime républicain en Lombardie, dans les États de Modène et les légations de Bologne et de Ferrare. Tout le temps qui avait été employé par l'Autriche à former sa nouvelle armée, Bonaparte l'avait passé à parcourir les possessions de cette puissance en Italie, à se concilier l'attachement des peuples des cités et des campagnes, à fomenter parmi eux l'esprit d'indépendance, à lier leurs destinées à celle de son armée, en leur donnant des institutions libérales. Du moment où il eut fondé les deux républiques transpadane et cispadane, quand il les eut amenées à ce point d'enthousiasme qui leur fit organiser des bataillons pour la défense de la liberté, il put se persuader qu'il ne lui était pas impossible de garder ses conquêtes, et l'espoir de nouveaux triomphes dut sourire à son cœur avide de renommée. Il se voyait un refuge, en cas de défaite; et son active imagination calculait déjà les moyens de reprendre une vigoureuse offensive, si les forces réunies d'Alvinzy et de Wurmser l'obligeaient à se retirer sur la ligne du Mincio.

L'armée d'Italie occupait, au mois d'octobre, les positions suivantes : 1796 — an v. Italie.

Le corps de blocus de Mantoue, commandé par le général Kilmaine, ayant sous ses ordres les généraux de division Dallemagne et Chabot, se composait des brigades des généraux Bertin, la Salcette, Sandoz et Lebley, formant un total de 8,340 hommes, distribués dans les postes de Saint-Georges, Pradella, la Favorite, etc.

La division Augereau, composée des brigades des généraux Verdier, Bon et Robert, et forte de 8,000 hommes, était en ligne sur l'Adige.

Masséna, avec les brigades des généraux Joubert, Ménard et Rampon, se trouvait sur la Brenta, vers Bassano et Trévise, en observation du corps principal d'Alvinzy. Cette division française comptait à peu près 9,000 hommes.

Le général Vaubois avait sous ses ordres les généraux Guyeux, Fiorella et Gardanne, et gardait les débouchés du Tyrol avec un peu plus de 10,000 hommes.

Le général Macquard était à Brescia avec une réserve d'infanterie de 2,000 et quelques hommes.

Le général Beauregard se trouvait également aux environs de Brescia avec la réserve de cavalerie, forte de 16 à 1,700 hommes.

Telles étaient les forces que Bonaparte avait à opposer aux feld-maréchaux Wurmser et Alvinzy[1]. On peut estimer les forces autrichiennes à 60,000 hommes ; et cependant, plein de confiance dans les bonnes dispositions de ses troupes, le général français résolut d'attendre tranquillement Alvinzy et de continuer à resserrer Wurmser dans Mantoue. Mais, toujours

[1] Il est impossible de montrer plus de mauvaise foi que l'historien colonel Graham. A l'en croire, l'armée française comptait, à cette époque, soixante mille hommes dans ses rangs, dont quinze mille sur la Brenta, vingt-cinq mille devant Mantoue, et dix mille dans les garnisons de la Lombardie et des Légations. Si l'urbanité nous empêche de qualifier cette assertion de l'écrivain anglais, au moins nous sera-t-il permis de dire que cet officier, dont la mission auprès des généraux autrichiens était celle d'un *observateur*, s'est, sans doute, servi d'une lunette qui avait la propriété de grossir et de multiplier les objets.

1796—an v. Italie. soigneux de prendre tous ses avantages, il fit augmenter les défenses de Peschiera et de Legnano en première ligne, et de Pizzighettone en seconde; on ajouta aux retranchements déjà commencés au faubourg de Saint-Georges.

La ligne occupée par l'armée française, quoique très-étendue et paraissant au premier aspect un peu décousue, était toutefois établie convenablement : il ne faut la considérer que comme ligne d'avertissement; chaque division suffisait pour le moment à la défense du point qui lui était confié, et le général en chef se trouvait toujours à même de réunir une masse imposante lorsque l'ennemi développerait son plan d'attaque et indiquerait le point de ses efforts principaux. La position de la division Augereau à Vérone et sur l'Adige, ainsi que l'ordre donné à Masséna de ne point s'engager et de se reployer sur Vicence à l'approche des Autrichiens, démontrent ce calcul. Il doit être évident qu'en portant toutes ses forces sur Roveredo, ce général eût donné à Alvinzy la facilité d'opérer sa jonction avec Wurmser; et que si, au contraire, il eût réuni l'armée française à Vicence, cette jonction des Autrichiens pouvait s'opérer sans obstacle par Rivoli. Les événements vont prouver la justesse des combinaisons de Bonaparte.

On se rappelle que, après la désastreuse journée de Roveredo, le général Davidowich s'était retiré, avec les débris de son corps, vers Botzen, dans le Tyrol, et que, après l'affaire de Bassano, Quasdanowich s'était jeté sur Gorizia, dans le Frioul. Ce fut dans cette dernière ville qu'Alvinzy joignit l'armée autrichienne pour en prendre le commandement. Il divisa la partie des troupes autrichiennes qui se trouvaient dans le Frioul en deux colonnes, dont il confia la conduite aux généraux Quasdanowich et Provera.

Le plan d'opérations du nouveau général en chef fut à peu près calqué sur celui que Wurmser avait suivi lorsqu'il descendit des montagnes du Tyrol, dans l'espoir d'envelopper l'armée française. S'avancer sur Bassano, y passer la Brenta, marcher sur Vérone, tandis que Davidowich, partant de Neumarck et de Botzen, repousserait les Français de Trente et de Roveredo, emporterait les positions de Rivoli, et se réunirait avec le corps du Frioul sur le bas Adige, pour marcher ensem-

ble sur Mantoue : telles furent les dispositions qu'arrêta le feld-maréchal autrichien. 1796 — an V. Italie.

Le corps du Frioul que commandait Alvinzy en personne, se trouvant le plus éloigné de la ligne française, commença le premier son mouvement. Le 29 octobre, il passa la rivière, ou plutôt le torrent du Tagliamento, et la Piave les 1er et 2 novembre. Le 3, la séparation des colonnes de Quasdanowich et de Provera eut lieu. Elles étaient fortes chacune de douze bataillons, et s'avancèrent par des chemins différents sur la Brenta, où elles arrivèrent le 4. Celle de Provera, qui avait marché sur la gauche, vint prendre position à Fontaniva, après avoir traversé Cittadella; et une avant-garde, sous les ordres du général Liptay, fut portée à Carmignano, de l'autre côté de la Brenta. Quasdanowich s'arrêta en avant et à gauche de Bassano. Un bataillon fut envoyé à Castigliano, village situé sur la Brenta, entre Cittadella et Bassano, pour établir la communication entre les deux colonnes. Le général Mitrowski, commandant une des brigades de la seconde colonne, se porta au château de la Scala, et poussa des partis vers Primolano pour observer les débouchés de la vallée de la Brenta. Alvinzy fit séjourner ses troupes dans les positions que nous venons d'indiquer, afin de les remettre de la fatigue qu'elles avaient essuyée en traversant les montagnes et des torrents débordés. Le général autrichien attendait aussi des nouvelles de Davidowich.

On ne sera point étonné de voir l'actif et vigilant Masséna placé, comme nous l'avons dit, en observation sur la Brenta, laisser les Autrichiens s'établir tranquillement sur la rive gauche de cette rivière sans les inquiéter, si l'on se rappelle que ce général avait pour instruction de ne point s'engager sérieusement. A la vue des premières avant-gardes autrichiennes, Masséna s'était donc replié le 3 sur Vicence, et le 4 sur Montebello. Augereau s'avança alors des bords de l'Adige pour soutenir la division Masséna. Ainsi, par un mouvement très-facile, le gros de l'armée française se trouvait réuni.

Sur ces entrefaites Bonaparte, qui avait deviné le plan du général autrichien, envoya au général Vaubois l'ordre de s'opposer au mouvement du général Davidowich pour joindre Alvinzy

1796 — an V. Italie. par les gorges de la Brenta, son intention étant d'attaquer, avec les deux divisions Masséna et Augereau, le corps du feld-maréchal, de chercher à le battre, et de se jeter ensuite sur Davidowich avec toutes ses forces. Mais les événements forcèrent le général en chef d'apporter quelques modifications à un projet aussi bien combiné.

Les instructions du général Vaubois portaient qu'il attaquerait les avant-postes autrichiens au delà de Trente, et qu'il ferait ses efforts pour faire abandonner à l'ennemi ses positions entre le Lavis et la Brenta, afin d'en imposer à Davidowich, et de le déterminer à rester sur la défensive. Mais la crainte d'être accablé par des forces supérieures dans la vallée de l'Adige, et de compromettre ses communications avec Roveredo, Rivoli et les gorges de la Brenta, détermina Vaubois à partager sa division en deux colonnes; mesure plus dangereuse encore que celle qu'il craignait de prendre en attaquant, comme il eût été convenable de le faire, l'extrême gauche des Autrichiens par Segonzano.

Le général de brigade Guyeux marcha donc, d'après l'ordre de Vaubois, sur San-Michele, en avant de Lavis, emporta ce village à la baïonnette, fit 300 prisonniers, et brûla le pont que l'ennemi avait jeté sur l'Adige. Pour faire diversion à cette brusque attaque, Davidowich fit marcher du village de Cembra une colonne sur Segonzano. Vaubois, instruit de ce mouvement, envoya la brigade Fiorella à la rencontre de l'ennemi. Fiorella marcha sur Segonzano, en négligeant de débusquer les Autrichiens des hauteurs de Bedole dont il aurait dû s'emparer avant d'attaquer, comme il le fit, le château de Segonzano. En effet, pendant que la 85e demi-brigade de ligne enfonçait les portes du château, le général Wukassowich, descendant tout à coup de Bedole, se jeta sur la colonne française avec impétuosité, la repoussa malgré sa vive résistance, et la culbuta dans un ravin, où elle éprouva une perte considérable.

Pendant que ceci se passait, Davidowich, parti de Neumarck avec le gros de ses troupes, s'était avancé pour soutenir les postes attaqués; il se réunit, en face de Bedole, aux bataillons de Wukassowich, et vint s'établir en avant de la Pizza, en s'étendant sur les hauteurs de Sevignano, de manière à débor-

der le général Vaubois, et à forcer ce dernier à prendre la position des châteaux de la Pietra et de Besenetto, qui domine le défilé de Caliano, où passe la route de Trente à Roveredo. Dans cette position, la gauche de la division française s'appuyait à l'Adige, la droite à des montagnes escarpées, et le centre était couvert par un ruisseau fort encaissé.

Le général Vaubois avait assez bien réparé l'échec qu'il venait d'essuyer, pour que Bonaparte pût suivre l'exécution de son plan. Davidowich se trouvant ainsi éloigné des débouchés de la Brenta, il devenait facile d'arriver sur ses derrières. Ainsi la fortune, que semblait alors maitriser Bonaparte, le secondait aussi bien que l'eussent pu faire les combinaisons les mieux calculées.

Bien résolu à attaquer Alvinzy, le général en chef dirigea, le 6 novembre, la division Masséna sur Cittadella, et marcha avec celle d'Augereau sur Bassano. Masséna rencontra l'avant-garde, commandée par le général Liptay, entre Carmignano et Ospital di Brenta, et commença à s'engager avec elle. Mais Alvinzy, informé de la marche des troupes françaises, venait d'ordonner au général Provera de passer avec le reste de sa colonne sur la rive droite de la Brenta, et de s'avancer sur Ospital, pour soutenir le général Liptay. De son côté, Quasdanowich avait reçu l'ordre d'envoyer deux détachements par Marostica et le Nove, pour prendre en flanc et à revers la division Masséna et la pousser sur Provera. Ce mouvement, bien combiné, aurait sans doute réussi, si les troupes de Quasdanowich, déjà en marche, n'eussent pas rencontré à le Nove la division Augereau, se portant sur Bassano. Les Français assaillirent si vigoureusement la colonne ennemie, qu'ils ne lui donnèrent pas le temps de se former en bataille. Repoussés de le Nove, les Autrichiens furent renforcés par le détachement du prince de Hohenzollern, qui prenait cette direction pour l'exécution du mouvement ordonné par Alvinzy. Ces troupes réunies reprirent l'offensive, et pénétrèrent de nouveau dans le Nove. Les troupes d'Augereau réattaquèrent le village, et après un combat opiniâtre s'en emparèrent de nouveau, en faisant éprouver une perte assez considérable à leurs adversaires. Ceux-ci se retirèrent sur le gros de la division Quasdanowich,

1796 — an v. Italie. dans la belle position qui, des montagnes Sette-Communi, s'étend par Marostica jusques à Punta. Attaqué de nouveau par les Français, Quasdanowich sut se maintenir jusques à la nuit sans perdre du terrain. Mais Provera, pressé vivement par la division Masséna tout entière, fut rejeté par elle sur la rive gauche de la Brenta. Le pont de Fontaniva fut détruit par ordre du général autrichien.

Toutefois, cette journée meurtrière pour les deux partis n'avait pas eu de résultat décisif : la perte un peu plus considérable des Autrichiens se trouvait compensée par la blessure grave que venait de recevoir le général français Lanusse, qui fut fait prisonnier. De pareils engagements, souvent renouvelés, eussent bientôt mis Bonaparte hors d'état d'agir avec la vigueur qui lui était si nécessaire dans sa position. Sous un autre rapport, la division Vaubois pouvait se trouver compromise sur l'Adige. Ces considérations puissantes déterminèrent Bonaparte à concentrer ses troupes sur un point où il pût être à même de secourir Vaubois sur l'Adige et Kilmaine devant Mantoue. En se rapprochant de Vérone, il atteignait ce but, tandis que les troupes d'Alvinzy restaient divisées, tant par l'effet des positions occupées par l'armée française que par les obstacles de terrain qui se trouvaient entre les corps ennemis. L'armée française pouvait être facilement réunie pour une action décisive, tandis que l'ennemi n'avait pas le même avantage. Bonaparte s'était convaincu, par l'issue du combat de la veille, qu'il lui serait bien difficile de s'emparer de Bassano et des débouchés de la Brenta, opération indispensable pour l'exécution du premier projet conçu, auquel donc il était conséquemment fort sage de renoncer.

Les divisions Augereau et Masséna rétrogradèrent donc sur Vérone, où elles parvinrent dans la journée du 7. Ce mouvement de l'armée française, dont nous avons suffisamment exposé les motifs, donna lieu au feld-maréchal Alvinzy de s'attribuer la victoire, qu'il eut soin de représenter comme très-importante. Cette jactance déplacée de la part du nouveau général en chef, au commencement de la campagne, ne servit qu'à aggraver les reproches qu'il mérita par la suite pour son inexpérience et ses mauvaises combinaisons. Le champ de bataille n'était-il

pas resté d'ailleurs aux généraux Masséna et Augereau, et le feld-maréchal regardait-il comme un avantage la retraite de Provera sur la rive gauche de la Brenta? 1796 – an V. Italie.

Cependant le général Davidowich était entré dans la ville de Trente, le 4 novembre, à la suite d'un combat assez vif; et ayant jeté un pont sur l'Adige, il avait envoyé le général Ocskay sur Nomi par la rive droite, tandis que Wukassowich s'avançait par la rive gauche jusques à la tête du défilé de Caliano, et que le général Laudon manœuvrait également sur la rive droite. Le 6 novembre, les Autrichiens essayèrent de forcer le passage et d'assaillir les châteaux de la Pietra et de Besenetto; mais ils éprouvèrent une vigoureuse résistance et perdirent beaucoup de monde dans plusieurs attaques successives : la nuit mit fin à ces combats opiniâtres.

Le lendemain 7, Davidowich renouvela ses attaques avec un plus grand acharnement, et renforça la brigade de Wukassowich de celles du général Sporck et du prince de Reuss. Sur la rive droite, le général Ocskay fit établir près de Nomi, et en face de la chaussée de Trente à Roveredo, des batteries d'artillerie qui foudroyaient les Français dans leurs positions de la rive gauche. Mais ces positions étaient tellement fortes, que la supériorité du nombre des assaillants ne pouvait être d'aucun avantage pour ces derniers. Il est facile de remarquer que Davidowich aurait tiré un meilleur parti des troupes dont il avait renforcé Wukassowich, en les dirigeant par le val de Leno sur Roveredo, pour couper le général Vaubois, ou même en les envoyant sur Torbole par le val de la Sarca.

Toutefois, soit que cette idée ne fût pas venue au général autrichien, soit qu'il se flattât de la réussite de ses attaques, sans calculer la perte d'hommes qu'elles pouvaient entraîner, à deux heures de l'après-midi, Davidowich tenta une attaque fortement soutenue sur le château de Besenetto. Harassé de fatigues et accablé par le nombre, le bataillon qui défendait ce poste ne put résister, et se rendit prisonnier vers cinq heures du soir. Pendant ce temps le château de la Pietra, le Vogelberg et Caliano étaient également assaillis. La Pietra fut occupée vers six heures; mais le bataillon qui avait d'abord évacué ce poste revint avec du renfort et en chassa les Autrichiens. Les

1796 — an v. Italie.
efforts de ceux-ci se renouvelèrent, et le combat fut sanglant et opiniâtre, sans que l'avantage se prononçât d'un côté ou de l'autre. Il en fut de même des attaques du Vogelberg et de Caliano. Ces postes, pris et repris plusieurs fois, étaient encore au pouvoir des Français lorsqu'un événement où la trahison eut sans doute une grande part décida du succès en faveur des Autrichiens. Une terreur panique s'empare tout à coup d'une grande partie de ces guerriers français si habitués à vaincre : on entend de plusieurs côtés le fatal *Sauve qui peut !* les soldats jettent leurs armes pour fuir plus vite. Le village de Caliano est abandonné en un instant, et les Autrichiens, surpris de la facilité avec laquelle on les laisse pénétrer une seconde fois, s'en emparent. Cependant trois bataillons frais arrivant de Mori et de Roveredo rencontrent les fuyards, et, sans perdre de temps à les rallier, s'avancent sur Caliano, d'où ils chassent l'ennemi et le contiennent jusques à la nuit.

Le dernier accident, et la crainte d'être tourné en faisant une résistance plus prolongée, déterminèrent le général Vaubois à évacuer ses positions à la faveur des ténèbres. Le lendemain, 8 novembre, Davidowich déboucha dans la plaine de Roveredo, et fit camper ses troupes en avant de cette ville. La division Vaubois fit sa retraite sur la position formidable de la Corona et de Rivoli, déjà illustrée par la belle défense que le général Masséna y avait opposée, quelques mois auparavant, aux troupes nombreuses du maréchal Wurmser.

Alvinzy, persuadé que Bonaparte fuyait devant lui, s'était mis à sa poursuite, le 7 novembre au matin, et avait marché sur Vicence. Le général Provera avait fait rétablir le pont de Fontaniva, et s'était porté sur Scalda-Ferro. Le 8, les Autrichiens entrèrent à Vicence, où ils ne trouvèrent aucune troupe française, et le 9 ils campèrent à Montebello. Alvinzy apprit dans cette dernière position les succès obtenus par Davidowich, ce qui lui fit prendre la résolution de se porter sur Villa-Nova, pour y attendre que les postes de la Corona et de Rivoli fussent emportés, et que Davidowich se fût avancé vers Bussolengo ou Compara. L'intention du feld-maréchal était alors de passer l'Adige, de se réunir à son lieutenant et de marcher avec lui sur Mantoue. Il fit en conséquence des démonstrations

sur plusieurs points à la fois, pour donner le change à Bonaparte sur ses desseins, et ordonna qu'on fît un grand rassemblement d'échelles pour escalader Vérone, où il s'attendait à éprouver une grande résistance, en supposant qu'il jugeât convenable de s'emparer de cette ville. 1796 — an V. Italie.

Bonaparte connaissait tout le danger de sa position, et son génie audacieux avait déjà calculé les moyens d'en sortir. Il fallait empêcher la réunion de Davidowich avec Alvinzy, ou se résoudre à perdre l'Italie. Dans ce dernier cas même, une retraite prématurée n'était guère moins dangereuse qu'une défaite, surtout avec des soldats comme les Français, que les mesures timides découragent peut-être autant que les revers, où leur amour-propre trouve quelquefois des compensations dans l'idée qu'ils ont fait leur devoir. D'ailleurs la situation centrale de Vérone mettait toujours le général français à même de diriger ses mouvements sur l'une ou l'autre ligne ennemie, avec plus de rapidité qu'Alvinzy. La jonction des deux corps autrichiens ne pouvait avoir lieu que par les gorges de la Brenta, ce qui demandait un mouvement en arrière très-long à effectuer, ou bien en accablant l'armée française, opération peut-être encore plus difficile que la première, ayant en tête un général comme Bonaparte et des troupes aussi exercées et aussi déterminées que celles que commandaient Masséna, Augereau, et tous les chefs illustres que nous avons déjà signalés.

En apprenant la marche d'Alvinzy sur Villa-Nova, Bonaparte fit partir, le 11 novembre, à trois heures de l'après-midi, ses troupes de Vérone, et les dirigea sur Caldiero. L'avant-garde de la division Augereau rencontra les premières troupes ennemies aux villages de San-Michele et San-Martino, et les repoussa. Cette première escarmouche fut pour les deux partis un avertissement de se préparer au combat La première ligne des Autrichiens se trouvait établie dans une position favorable : la gauche s'appuyait à Caldiero et à la chaussée de Vérone; la droite, placée sur le mont Olivetto, en couronnait les sommités, et occupait le village de Colognola. L'accès de cette position présentait d'assez grandes difficultés. Le corps de bataille, qui était à Villa-Nova, avait reçu l'ordre de marcher en avant

1796 — an v. Italie. aussitôt que l'attaque faite par l'avant-garde d'Augereau eut manifesté l'intention qu'avaient les Français de combattre le lendemain.

Le 12 novembre, à la pointe du jour, les divisions Augereau et Masséna commencèrent leur mouvement. Cette dernière, se déployant sur la gauche, devait attaquer la droite de l'ennemi, dont le général Augereau se prépara à attaquer l'aile gauche. Le village de Caldiero fut d'abord emporté par les troupes d'Augereau, qui firent deux cents prisonniers. Masséna gagna le flanc droit des Autrichiens par Lavagno et Illasi; et il avait déjà pris cinq pièces de canon, lorsque le corps de réserve, parti de Villa-Nova, arriva sur le champ de bataille. Alvinzy fit porter à l'instant le général Schubirtz avec cinq bataillons par Soave et Colognola, sur la gauche de Masséna, et Provera marcha contre la droite d'Augereau avec quatre bataillons, tandis que le centre de la ligne autrichienne était renforcé par un pareil nombre de troupes.

Ce renfort devait apporter de grands changements dans les résultats de l'attaque. Le temps vint ajouter aux contrariétés qu'éprouvait déjà Bonaparte. Le vent du nord soufflait avec violence, et la pluie, qui tombait à flots, se changea en grésil que les soldats français recevaient dans la figure. Ceux-ci, glacés par le froid et fatigués de leur marche, luttaient avec peine contre tous les obstacles. Masséna fut forcé de céder le terrain qu'il venait de gagner, et sa retraite ne se fit point sans quelque désordre. Bonaparte s'en aperçut, et fit marcher la 75e demi-brigade [1], tenue jusques alors en réserve. La bonne contenance de cette brave troupe et son feu bien nourri arrêtèrent l'ennemi. Les deux partis se canonnèrent encore longtemps dans leurs premières positions; mais, vers le soir, les Français se retirèrent sous les murs de Vérone.

Un général moins calme et moins résolu que Bonaparte se fût peut-être laissé intimider par le résultat désavantageux de cette journée de Caldiero. La position de l'armée française était en effet inquiétante; le général Vaubois pouvait être forcé

[1] C'est sans doute pour rappeler la glorieuse conduite de cette dernière demi-brigade, que Bonaparte fit écrire sur son drapeau : *La soixante-quinzième arrive et bat l'ennemi.*

BATAILLE D'ARCOLE.

NORD
Montecchio
Caldiero
Villanova
Prova
Villabella
Lobia
Castelletto
S. Bonifacio
Chiavichella
Belfior
Porcil
Alpon R.
Volpin
San Stefano
ADIGE FL.
Persago
ARCOLE
Bonaldo
Albaro
Scardevara
San Gregorio
Ronco
San Marcello
Il Bosco
Cucca
Albaredo
Contrada Mandon
Togna
Rio

dans les positions de la Corona et de Rivoli, et, dans ce dernier cas, il ne serait plus resté d'espoir à Bonaparte de rétablir les affaires. Les Autrichiens, passant l'Adige sur-le-champ, auraient marché sur Mantoue. Le coup d'œil exercé du général français vint le tirer de ce pas difficile. 1796 — an V. Italie.

Nous allons dire, dans le paragraphe suivant, quelles furent les suites de la résolution hardie et savante que prit Bonaparte; avec quel bonheur et quelle gloire il sut prouver à l'Europe étonnée qu'il n'est point d'obstacles que le génie militaire ne puisse vaincre, quand il a pour exécuter ses dispositions des hommes aussi dévoués et aussi intrépides que les soldats de l'armée d'Italie.

Bataille d'Arcole; combats de la Corona, de Campara, etc. — On a vu que Bonaparte, après la tentative infructueuse faite sur le feld-maréchal Alvinzy, était revenu sous les murs de Vérone. On devait supposer que, profitant de leur demi-succès, les Autrichiens se seraient portés rapidement sur les bords de l'Adige, dont ils étaient à une si petite distance, pour passer cette rivière, s'avancer rapidement sur Mantoue et délivrer le maréchal Wurmser; mais, par suite de cette temporisation si familière aux généraux de cette nation, Alvinzy employa les journées du 13 et du 14 novembre en délibérations avec son chef d'état-major Weirother, et les généraux Provera et Quasdanowich; et ce ne fut qu'après quarante-huit heures de réflexion qu'il arrêta que douze bataillons seraient employés à l'attaque de Vérone pendant la nuit du 15 au 16, et que douze autres bataillons iraient tenter le passage de l'Adige à Zevio. Cette dernière entreprise, contraire à tous les principes de la guerre, démontre l'inhabileté du prétendu vainqueur des Français dans la journée du 6. Pouvait-il ne pas apercevoir le danger que courait cette portion de ses forces sur la rive droite de l'Adige, presque au milieu de l'armée française; et n'était-ce pas l'exposer gratuitement, pour ainsi dire, à être battue et détruite? 17 novembr. (27 brum.) Italie.

Les troupes autrichiennes commencèrent leur mouvement dans la journée du 14, et s'avancèrent sur Vérone. Le général Mitrowski, qui avait été détaché avec sa brigade dans la vallée de la Brenta, reçut l'ordre de revenir sur ses pas, afin de gar-

1796 — an v. Italie. nir le cours de l'Adige conjointement avec le détachement commandé par le colonel Brigido. Les échelles qui avaient été réunies pour l'escalade de Vérone furent transportées à la suite de la colonne des douze bataillons chargés de l'expédition. Déjà les Autrichiens osaient concevoir l'espoir de forcer les Français dans la ville; mais Bonaparte avait déjà pris la résolution qui devait déjouer les combinaisons de son adversaire, la seule qui pût éviter à l'armée française une retraite désastreuse.

Le général Vaubois avait reçu l'ordre de tenir dans l'excellente position de la Corona, jusques à la dernière extrémité; et calculant le nombre d'hommes nécessaires pour continuer le blocus de Mantoue, le général en chef pensa qu'il pouvait en détacher 3,000 qui furent destinés à la garde de Vérone. Kilmaine reçut en conséquence l'ordre de les diriger sur cette dernière ville. Les divisions Augereau et Masséna repassèrent l'Adige à Vérone dans la nuit du 13 au 14, et marchèrent sur Ronco. L'intention de Bonaparte était de venir tomber, par Villa-Nova ou San-Bonifacio, sur les derrières d'Alvinzy, et lui enlever ses parcs, ses magasins et sa seule communication. Lorsque la tête des deux divisions eut paru dans Ronco, un pont fut jeté sur l'Adige. Augereau passa le premier avec sa division, composée des deux bataillons des 5e et 12e demi-brigades légères, des 4e, 12e, 40e et 51e de ligne, du 9e régiment de dragons, et son avant-garde se porta de suite sur Arcole. Plusieurs bataillons croates et hongrois, sous les ordres du colonel Brigido, se trouvaient détachés sur ce point et à Albaredo pour surveiller le cours de l'Adige. La 12e demi-brigade de ligne fut laissée à la garde du pont, pendant que la division Masséna défilait. Celle-ci était formée des 11e et 18e légères, des 14e, 18e, 32e et 75e de ligne, des 5e et 15e régiments de dragons, 10e de chasseurs et 7e de hussards; elle se dirigea sur Porcil, laissant la 75e de ligne dans le bois, à droite du pont, pour servir de réserve au besoin.

La division de cavalerie de réserve, composée des détachements du 1er de hussards, 22e, 24e et 25e de chasseurs, 8e, 18e et 20e de dragons, 1er et 5e de cavalerie, formant un total

de 16 à 1,700 chevaux, resta en bataille sur la rive droite de l'Adige, prête à passer, si le cas l'exigeait. 1796— an v. Italie.

Avant de rendre compte de la bataille qui va suivre, il est nécessaire que nous donnions quelques détails sur la nature du terrain où s'est passée l'une des actions les plus mémorables de cette campagne des Français en Italie.

Le village d'Arcole est situé au milieu d'un marais d'une étendue et d'une profondeur que les Français n'avaient pas encore bien reconnues. Ce marais est coupé dans tous les sens par des canaux et des ruisseaux qui en rendent les abords dangereux et le parcours extrêmement difficile. Le principal de ces ruisseaux est l'Alpon, espèce de torrent qui coule des montagnes de Sette-Communi. Son cours, d'abord rapide, se ralentit aux approches du terrain marécageux qu'il parcourt en serpentant, avant de se jeter dans l'Adige, entre Arcole et Albaredo : ce terrain se trouve plus bas que la rivière et le ruisseau; aussi est-il impraticable, même en été, excepté dans certains espaces où se trouvent des hameaux et quelques fermes.

Cependant, pour faciliter les communications, les habitants de cette contrée aquatique ont élevé plusieurs digues ou chaussées. Les principales, ou plutôt les seules qui puissent être considérées comme chemins de communication publique, sont : celle qui mène de Ronco à droite sur Arcole, et de là à San-Bonifacio, et une autre qui, partant également de Ronco, passe à gauche, et mène à Porcil et Caldiero, où elle joint la route de Vérone à Vicence. La digue qui conduit à Arcole est coupée par l'Alpon, que l'on passe sur un pont en bois assez étroit et élevé, aboutissant à quelques maisons que l'ennemi avait eu la précaution de créneler.

Au moment où l'infanterie légère d'Augereau se présenta sur ce point, il n'y avait, comme nous l'avons déjà dit, que quelques bataillons de Croates et de Hongrois, envoyés, à tout hasard, pour éclairer le cours de l'Adige. Il paraîtrait que quelques-unes des troupes rappelées de la vallée de la Brenta arrivèrent assez à temps pour renforcer le colonel Brigido, dont les Croates auraient suffi, au surplus, pour soutenir une première attaque, qui ne pouvait s'exécuter que par les pelo-

1796—an v. Italie. tons de la tête des colonnes. Il y avait du canon au pont d'Arcole, qui était en outre barricadé. Ces précautions prises, pour ainsi dire, au hasard, et qui prouvent cependant la prévoyance et l'activité du commandant autrichien, devinrent un incident majeur, car c'est à elles que le maréchal Alvinzy dut l'avantage d'éviter une plus grande défaite.

On n'a point connu le motif qui détermina Bonaparte à choisir le pont de Ronco préférablement à celui d'Albaredo pour passer l'Adige, afin d'éviter les marais dont nous venons de parler, et la défense de l'Alpon. Quelques officiers ont prétendu que le général français, trouvant les chances d'un combat de chaussée plus égales, en raison de l'infériorité numérique de ses propres troupes, avait cherché cette difficulté; d'autres ont avancé que la crainte de faire un mouvement trop long, qui eût instruit Alvinzy de son dessein et qui l'eût engagé à brusquer son attaque de Vérone, amena Bonaparte à prendre la voie la plus courte pour exécuter son plan; enfin, des écrivains qui raisonnent d'après le caractère aujourd'hui bien connu de cet homme extraordinaire, ont dit que, méprisant trop les obstacles, Bonaparte crut que ses soldats parviendraient plus facilement à Arcole, sauf à faire le sacrifice de quelques-uns de ces braves. C'était le 15 au matin que les divisions Augereau et Masséna avaient passé l'Adige à Ronco. Sur ces entrefaites, Alvinzy accélérait ses préparatifs pour l'attaque nocturne projetée contre Vérone, où le général Kilmaine était arrivé avec les 3,000 hommes tirés du corps de blocus de Mantoue. Le quartier général autrichien était à Gombion, couvert, du côté de Porcil, par le régiment de Spleny. Les coups de canon que le feld-maréchal entendit d'abord derrière lui n'excitèrent que faiblement son attention; mais, lorsque le colonel Brigido lui eut fait le rapport de ce qui se passait sur Arcole, il connut tout le danger qu'il courait, et il envoya sur-le-champ le régiment de Spleny au-devant des troupes qui s'avançaient sur Porcil.

Alvinzy, en apprenant que l'armée française se trouvait vers Ronco, au lieu d'attaquer Vérone comme c'était son premier dessein, ou de passer l'Adige à Zevio, changea de dispositions, fit marcher à la hâte des renforts sur Arcole, et exécuter à son

armée un changement de front en arrière. Provera fut envoyé 1796 -- au v. Italie.
avec six bataillons sur Porcil; quatorze bataillons et seize escadrons se dirigèrent sur San-Bonifacio et Arcole, et les parcs de l'armée rétrogradèrent sur Montebello.

Cependant la division Augereau était aux prises avec l'ennemi. La tête de colonne qui s'était avancée sur le pont de la chaussée d'Arcole éprouva la plus grande résistance et ne put pas parvenir à déboucher. Les troupes qui tenaient le village se battirent avec une opiniâtreté digne d'éloges. Il était urgent pour les Français de forcer le pont avant l'arrivée des renforts qu'Alvinzy ne pouvait pas manquer de diriger sur le point d'attaque. Le succès dépendait de l'un de ces élans d'enthousiasme et d'intrépidité qui avaient déjà donné la victoire aux soldats de l'armée d'Italie. Les généraux le sentirent bien, et, sachant aussi qu'en pareille circonstance l'exemple était le seul ordre à donner, tous se précipitèrent à la tête de la colonne pour essayer de franchir le pont à travers la grêle de balles et de mitraille qui partait de l'extrémité opposée. Mais cette fois la fortune trahit leur noble courage, et leur dévouement fut inutile. L'intrépide Lannes, encore souffrant d'une blessure qu'il avait reçue naguère au pont de Governolo, fut atteint de deux coups de feu. Les généraux Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Les grenadiers épouvantés reculaient; Augereau prit un drapeau, s'élança jusque sur la moitié du pont, appelant à lui tous les braves, et restant quelques minutes exposé au feu le plus destructeur. Efforts impuissants! les décharges étaient si vives et si bien nourries, que les pelotons qui se succédaient étaient écrasés lorsqu'ils arrivaient à portée.

Bonaparte, paraissant tout à coup environné de son état-major à la tête de la colonne, encourageait les soldats : « N'êtes-vous donc plus des guerriers de Lodi? leur disait-il; qu'est devenue cette intrépidité dont vous avez donné tant de preuves? » Toutefois, avant de se porter aussi à la tête des assaillants, le général en chef s'étant aperçu qu'il était impossible de déployer sur un espace aussi resserré que la digue d'Arcole, avait détaché le général Guyeux, avec sa brigade, vers Albaredo, avec l'ordre d'y passer l'Adige sur le bac qui s'y trouvait, et de tourner Arcole, s'il ne parvenait pas à l'emporter de front.

1796 — an V. Italie.

La présence du général en chef et le souvenir de la gloire de Lodi avaient ranimé l'enthousiasme des soldats ; et, voulant mettre à profit leur nouvelle ardeur et le temps si court et si précieux qui lui restait, Bonaparte ordonna une nouvelle tentative sur le pont malencontreux. Les grenadiers avaient demandé eux-mêmes à recommencer le combat. Bonaparte descend de cheval, se met à la tête de ces braves, tenant un nouveau drapeau à la main, à l'exemple d'Augereau, et s'élance sur le pont, suivi, pressé par tous ceux que l'étroit espace peut contenir. Le général Lannes, malgré ses deux blessures, apprenant que le général en chef est à la tête des combattants, monte à cheval, parce qu'il ne peut se soutenir à pied ; et, blessé une troisième fois, il est presque aussitôt renversé. On peut concevoir le ravage que fit le feu de l'ennemi dans cette masse serrée où tous les coups portaient. Le général Vignolle fut également blessé, et Muron, aide de camp du général en chef, fut tué roide à ses côtés. Si Bonaparte ne fut pas lui-même atteint, il le dut au dévouement de l'adjudant général Belliard et de quelques officiers d'état-major qui se placèrent devant lui pour le couvrir contre les tirailleurs ennemis, et firent ensuite filer quelques grenadiers dans le même but. Enfin la division française fit un mouvement rétrogade. Bonaparte, entraîné par les grenadiers qui abandonnaient le pont, était remonté à cheval à sa sortie, lorsque une décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'entouraient ; le cheval, effrayé, se jette dans le marais avec son cavalier. Les Autrichiens poursuivaient les troupes en retraite sur la digue. Ils eurent bientôt dépassé le général en chef de plus de cinquante pas. S'ils avaient su qu'ils tenaient, pour ainsi dire, à leur disposition l'homme qui devait un jour remuer toute l'Europe, et mettre l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte, sans doute ils eussent tenté de plus grands efforts pour s'en rendre maîtres ; mais l'adjudant général Belliard avait vu le danger que courait Bonaparte. Encourageant les grenadiers qui fermaient la marche de la colonne, il leur fit faire volte-face, et les Autrichiens furent repoussés avec vigueur. Pendant ce temps, le général en chef s'était tiré du marais où il était tombé. Il vint joindre la colonne ; et, renonçant désormais à forcer le pont, il résolut d'attendre le résultat de l'attaque du général Guyeux.

Pendant que la droite de l'armée française échouait ainsi dans son entreprise, malgré tous les généreux efforts faits pour seconder les projets de son chef, la division Masséna, plus heureuse, avait attaqué la colonne de Provera, qui débouchait de Bionde, et l'avait culbutée au delà de ce village. Marchant ensuite sur Porcil, elle s'en empara après avoir chassé les troupes qui s'y trouvaient, et leur avoir fait quelques centaines de prisonniers.

Le général Guyeux avait réussi à passer l'Adige près d'Albaredo, sous la protection de quelques pièces d'artillerie, avait repoussé les tirailleurs ennemis, et s'était avancé sur Arcole pour attaquer ce village par la gauche, pendant que la colonne d'Augereau l'attaquait par le pont. Mais, tandis que celui-ci effectuait sa retraite, le général Guyeux emporta le village. Ceux qui le défendaient se retirèrent momentanément sur le gros des troupes réunies vers San-Bonifacio. Les quatorze bataillons et les seize escadrons envoyés par Alvinzy s'étaient formés, ainsi que les troupes que le général Mitrowiski avait déjà sous son commandement, entre ce village de San-Bonifacio et San-Stefano.

Le jour commençait à baisser. Les Autrichiens s'étaient ébranlés pour reprendre Arcole avant la nuit. Le général français jugea avec raison qu'il serait dangereux de garder la position hasardeuse où il se trouvait. Il n'ignorait point la force de l'ennemi qu'il avait devant lui, et qu'engagée sur des digues étroites, ayant l'Adige à dos, l'armée française pouvait être culbutée dans les marais de l'Alpon sans espoir de salut. Bonaparte ordonna donc sa retraite sur la rive droite de l'Adige, et fit former les troupes à droite et à gauche du village de Ronco : ce mouvement s'opéra pendant la nuit. La 12ᵉ de ligne, laissée par Augereau à la garde du pont, et la 75ᵉ, par Masséna dans les bois à droite, restèrent dans ces positions, à l'effet d'observer la rive gauche et de conserver le passage de la rivière. Les Autrichiens se maintinrent dans la position que nous avons indiquée, derrière Arcole; et Povera, ayant rallié ses bataillons derrière un canal, entre Porcil et Caldiero, des avant-gardes occupèrent Arcole et Porcil.

On vient de voir que le projet de Bonaparte était déjoué

1796 — an v. Italie.

en grande partie. Mais, si la résistance et les obstacles imprévus à Arcole avaient donné le temps au général autrichien de sauver ses parcs et ses communications, le général français avait aussi fait changer les opérations de son adversaire : Vérone était garantie, et sa jonction avec Davidowich était au moins retardée. C'était beaucoup d'avoir obtenu ces résultats : mais ce n'était point encore assez pour Bonaparte ; il fallait vaincre ou perdre ses conquêtes. Il résolut de livrer le lendemain une nouvelle bataille, et espéra des chances plus heureuses.

Convaincu comme il l'était des difficultés du terrain de la veille, on peut supposer que Bonaparte aurait dû faire descendre son pont de bateaux pour passer l'Adige vers Albaredo, puisque le général Guyeux avait réussi dans ce mouvement, et attaquer ensuite les Autrichiens sur Bonifacio. Il n'en fit rien, et persista dans son projet de marcher encore sur Porcil et Arcole. Un homme d'un coup d'œil aussi exercé que ce général dut avoir sans doute, pour en agir ainsi, des motifs qu'il est difficile de pénétrer quand on ne connaît pas toutes les circonstances où il se trouvait ; et nous imiterons la réserve des gens du métier, qui se sont abstenus de porter un jugement hasardé sur une matière aussi délicate dans un temps où la franchise de leurs opinions n'entraînait aucune conséquence fâcheuse pour eux.

Le 16 novembre, à la pointe du jour, les divisions françaises passèrent sur la rive gauche de l'Adige, dans le même ordre que la veille. A peine étaient-elles débouchées, qu'elles rencontrèrent les avant-gardes ennemies déjà sorties de Porcil et d'Arcole, dans l'intention d'attaquer le pont de Ronco. Dans le même temps, Alvinzy faisait avancer une partie de la cavalerie sur Albaredo, pour défendre le passage dont la marche du général Guyeux avait fait sentir toute l'importance. La division Masséna attaqua la colonne de Provera, la rejeta sur Porcil, avec perte de 7 à 800 prisonniers, six canons et trois drapeaux. La 75e demi-brigade, conduite par le général Robert, attaqua les Autrichiens sur la chaussée du centre, et les culbuta dans les marais. Augereau repoussa également l'avant-garde ennemie partie d'Arcole, sur ce village. Mais, parvenus au pont, les Français virent se renouveler la sanglante scène de la veille. Arcole se trouvait alors défendu par le gros des troupes d'Alvinzy, et ce

général était à leur tête. Augereau essaya vainement de franchir le terrible passage ; il éprouva une perte d'autant plus fâcheuse, que l'expérience aurait dû le convaincre de l'inutilité de sa tentative, et que les braves sacrifiés ainsi ne pouvaient facilement se remplacer. Sept généraux ou officiers supérieurs furent encore blessés dans cette occasion. 1796 — an v. Italie.

Bonaparte avait cependant senti la nécessité de chercher ailleurs un passage moins difficile. Il pensa qu'il pourrait réussir à traverser l'Alpon vers son embouchure, et se porta lui-même de ce côté pour ordonner la construction d'un pont de fascines sur ce ruisseau. Il avait ordonné à la garnison de Legnago d'inquiéter l'ennemi ; et l'adjudant général Vial [1] devait remonter l'Adige avec une demi-brigade, pour chercher un passage à l'effet de tourner la gauche des Autrichiens. Cet officier, s'étant jeté à l'eau jusqu'au cou pour reconnaître lui-même un gué, n'en trouva point ; et Bonaparte, éprouvant également que la rapidité du courant de l'Alpon empêchait l'établissement du pont de fascines, ordonna qu'on en construisît un de chevalets. L'ennemi avait d'ailleurs garni la rive opposée de nombreux tirailleurs, qui faisaient un feu très-vif. Plusieurs officiers de l'état-major général furent tués ou blessés en accélérant le travail. Le capitaine Elliot, aide de camp du général en chef, fut au nombre des premiers.

Sur ces entrefaites le maréchal Alvinzy, dans l'intention de se débarrasser par un mouvement offensif des attaques réitérées d'Augereau, fit marcher son centre de Bonifacio pour le porter en partie sur la rive droite de l'Alpon et sur les digues qui longent le cours de ce ruisseau. Mais Bonaparte prévint ce mouvement, qui pouvait être fort dangereux, en faisant avancer quatre pièces d'artillerie dont le feu contint les Autrichiens.

Il était presque nuit, et les choses se trouvaient encore dans le même état que la veille. Bonaparte crut devoir faire reprendre à ses troupes les positions de la nuit précédente sur la rive droite de l'Adige ; la 12e demi-brigade fut encore commise à la garde du pont de Ronco. Les Autrichiens, de leur côté, rentrèrent dans leur position derrière Arcole.

[1] Mort lieutenant général.

1796— an V. Italie.

La journée du lendemain devait éclairer le triomphe ou la défaite de l'armée française. Bonaparte, enfin persuadé que le succès de l'attaque dépendait de la construction du pont à l'embouchure de l'Alpon, y fit travailler toute la nuit; et le 17, à la pointe du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte. Un fâcheux accident faillit mettre un obstacle insurmontable au projet du général français.

Au moment même où ses divisions s'ébranlaient pour passer l'Adige, un des bateaux qui formaient le pont de Ronco s'enfonça dans l'eau. Les Autrichiens s'avançaient alors pour attaquer la 12ᵉ demi-brigade, restée de l'autre côté de la rivière. Mais l'artillerie française était disposée sur la rive droite, et son feu bien dirigé, prenant l'ennemi en écharpe, produisit le plus grand effet. Cette canonnade permit de raccommoder le pont. Les divisions passèrent, et les Autrichiens, comme le jour précédent, furent repoussés sur Arcole et Porcil.

Masséna n'avait pris avec lui que la 18ᵉ demi-brigade de ligne, pour marcher à gauche sur Porcil. Le reste de la division resta en intermédiaire pour seconder l'effort principal qui allait se faire par la droite, à l'embouchure de l'Alpon. La 32ᵉ, dirigée par le général Gardanne, fut jeteé dans le bois qui est à droite de la digue; la 18ᵉ légère se mit en bataille près du pont, pour appuyer la 12ᵉ de ligne, toujours chargée de la défense de ce même pont; la 75ᵉ fut placée au centre devant le pont d'Arcole.

Le général Augereau, dont la division devait passer l'Alpon sur le pont de chevalets construit pendant la nuit, reçut l'ordre d'attendre l'arrivée des deux bataillons de la garnison de Legnago, destinés, comme nous l'avons dit, à tourner et à prendre à revers la gauche des Autrichiens : il devait se lier avec cette troupe, et avoir pour soutiens les 1,600 chevaux qui composaient la réserve de cavalerie.

Le général Robert, à la tête de la 75ᵉ, avait vivement suivi l'avant-garde autrichienne jusques au terrible pont d'Arcole; mais des troupes fraiches et nombreuses, sortant de ce village pour soutenir la colonne poursuivie, ramenèrent la demi-brigade française au pas de course, et celle-ci vint chercher refuge et protection derrière la division Augereau. Il était à craindre que le retour subit et en désordre de la 75ᵉ ne semât

l'alarme et la confusion parmi les troupes en marche, et par conséquent un peu flottantes ; et déjà quelques pelotons, lâchant effectivement pied, se repliaient jusque sur le pont de Ronco. Les Autrichiens, témoins de ce qui se passait et n'éprouvant pas la résistance accoutumée, n'en marchaient qu'avec plus d'ardeur et d'assurance, comptant presque sur un succès complet, lorsqu'on vit l'heureux effet des sages dispositions du général en chef, qui semblait avoir prévu l'événement. Les ennemis s'avançaient vers l'Adige, lorsque la 18e marcha droit à eux, en les attaquant de front sur la digue, pendant que le général Gardanne, sortant du bois de droite, les prenait en flanc. Bientôt le général Masséna, revenant au pas de charge de Porcil, tombe sur la queue de la colonne autrichienne. Cette dernière attaque, et celle que fait la 32e, deviennent décisives. Pressés sur trois points à la fois, les Autrichiens sont culbutés en partie dans le marais à gauche, et y restent enfoncés dans la bourbe, pendant que la fusillade en fait périr un grand nombre. Plus de 3.000 prisonniers restent au pouvoir des Français.

1796 – an V. Italie

Cette action brillante de la division Masséna, si bien calculée par le général en chef, et qui assurait la gauche et le centre de l'armée, ainsi que le pont sur l'Adige, n'avait point ralenti le mouvement de la droite, formée par la division Augereau, qui avait enfin jeté son pont de chevalets sur l'Alpon, et passait ce ruisseau. Le combat ne tarda point à s'engager sur ce point, où le maréchal Alvinzy avait fait filer des secours. Le flanc droit des Autrichiens était couvert par un marais ; Bonaparte, n'ayant point assez de forces disponibles pour le tourner, se servit d'un stratagème que lui suggérerent son expérience et sa perspicacité. Il se rappela que, dans certaines circonstances, l'arrivée subite d'un corps, quelle que soit d'ailleurs sa force réelle, sur le flanc d'une troupe qui n'est point préparée à ce mouvement, étonne presque toujours, et commence par ébranler, au premier abord, le moral du soldat, déjà fort occupé de l'ennemi qu'il a devant lui. En conséquence le lieutenant Hercule, de la compagnie des guides à cheval du général en chef[1], reçut l'ordre de descendre l'Adige avec 25 chevaux, de

[1] A cette époque, les généraux en chef des armées républicaines avaient

1796 — an v. Italie. tourner rapidement, et sans être aperçu, le marais qui servait d'appui à l'ennemi, et de tomber sur ce dernier avec impétuosité, en faisant sonner la charge par plusieurs trompettes à la fois. Le lieutenant des guides exécuta sa mission avec une célérité qui lui valurent les éloges de son général. Sa présence imprévue au delà du marais causa un moment d'hésitation dans les mouvements de l'infanterie autrichienne. Le général Augereau en profita pour attaquer avec vigueur la ligne ennemie, qui fut enfoncée après une vive résistance. Toutefois les troupes se retiraient en ordre, lorsque les deux bataillons de Legnago débouchèrent tout à coup du village de San-Gregorio, et accélérèrent la retraite des Autrichiens, qui craignirent avec raison d'être débordés et pris à revers. Augereau les fit poursuivre par ses troupes légères, qui lui ramenèrent un grand nombre de prisonniers.

Rassuré sur ce point, Bonaparte se reporta du côté d'Arcole. Par son ordre, le général Masséna dirigea une seconde fois sur Porcil une de ses brigades, soutenue de quelques escadrons, pour en chasser les Autrichiens et couvrir les communications des ponts, et se mit à la tête de ses deux autres brigades pour se porter au centre sur Arcole, afin de se lier avec les autres troupes de l'armée. Dès que le mouvement de retraite des Autrichiens fut bien prononcé, Masséna, débouché par Arcole, les poursuivit dans la direction de San-Bonifacio, et vint ensuite se lier par sa droite à la division Augereau. Le jour était avancé; l'armée s'établit pour passer la nuit, la gauche en avant du village d'Arcole, la droite à celui de San-Gregorio.

L'armée autrichienne, contrainte dans cette dernière journée d'abandonner le champ de bataille, après avoir éprouvé des pertes considérables, était plus que fatiguée d'une lutte aussi longue et aussi opiniâtre. Alvinzy ne pouvait plus espérer de forcer les Français dans un terrain dont les accidents étaient si favorables à la défensive. D'un autre côté, il n'avait point reçu de nouvelles des attaques de Davidowich sur Vaubois. Ces considérations réunies déterminèrent le général autrichien à faire

une compagnie de guides à cheval qui leur servaient d'escorte et d'ordonnances, et qui gardaient et accompagnaient leurs équipages et ceux de leur état-major.

prendre à ses troupes la direction de Montebello, et ce mouvement commença à s'exécuter le 18 novembre au matin. 1796 — an V. Italie.

La bataille d'Arcole est une des plus mémorables qu'on puisse lire dans l'histoire de nos guerres, et peut-être la plus longue, puisqu'elle dura trois jours consécutifs sur le même terrain. Les deux partis y combattirent avec une gloire presque égale; mais Bonaparte y donna des preuves bien remarquables de la supériorité de son génie militaire; les généraux, de leur haute vaillance et de leur dévouement; et les soldats français, de leur intrépidité et de cette confiance qui les empêcha de désespérer de la victoire avec de pareils chefs.

La perte des Autrichiens a été estimée de 8 à 10,000 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Celle des Français, qui ne fut jamais bien connue, a été beaucoup exagérée par ceux qui l'ont calculée d'après le nombre des officiers généraux tués ou blessés, et qui n'ont pas réfléchi que ces chefs avaient presque tous été victimes de leur héroïque dévouement sur le pont d'Arcole, lorsqu'il s'agissait de payer d'exemple pour faire affronter aux soldats une mort presque certaine. Outre les généraux que nous avons déjà nommés, le général Robert fut dangereusement blessé le 17, lorsqu'il dirigeait la 75e sur Arcole; le général Gardanne le fut aussi dans la même journée, en débouchant du bois où il s'était embusqué avec la 18e demi-brigade; l'adjudant général Vaudelin fut tué.

C'est dans la nuit du 17 au 18 qu'eut lieu le fait suivant, que nous allons rapporter d'après des documents positifs: Bonaparte, toujours infatigable, parcourait son camp, sous un vêtement fort simple et qui ne décelait point le général en chef, à l'effet d'examiner par lui-même si les fatigues de trois journées aussi pénibles n'avaient rien fait perdre aux soldats de leur respect pour la discipline et de leur vigilance sur les mouvements de l'ennemi. Il trouve une sentinelle endormie, lui enlève avec précaution, et sans l'éveiller, son fusil, et fait la faction à sa place. Le soldat ouvre les yeux quelque temps après; se voyant désarmé, et reconnaissant son général, il s'écrie : Je suis perdu! « Rassure-toi, lui dit Bonaparte avec douceur; apres tant de fatigues, il peut être permis à un brave tel que toi de succomber au sommeil; mais une autre fois choisis mieux ton temps. »

1796 — an V. Italie.

Le dessein du maréchal Alvinzy, en se retirant sur Montebello, était de marcher jusques à Vicence, et de chercher à se lier avec son lieutenant Davidowich par les gorges de la Brenta. Bonaparte, soupçonnant ce mouvement, résolut d'en prévenir le résultat en se portant lui-même sur le corps autrichien de la vallée de l'Adige, et de l'accabler comme il avait fait du corps d'Alvinzy dans les champs d'Arcole. Le général français doutait si peu de l'issue de son projet à cet égard, qu'en transmettant au Directoire, à la date du 19 novembre, le rapport de la dernière bataille, il disait affirmativement : « Demain, j'attaque la division Davidowich ; je la battrai si elle veut m'attendre, et je la poursuivrai jusque dans le Tyrol. J'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne peut pas tarder plus de quinze jours. »

Cependant, dans le temps même où les divisions Augereau et Massena combattaient avec succès dans les marais d'Arcole, le général Vaubois, pressé par un ennemi nombreux, éprouvait un échec signalé sur les bords du lac de Guarda, et il devenait urgent de le réparer pour assurer les opérations ultérieures de l'armée d'Italie.

Dès le 10 novembre, Davidowich était en mesure d'attaquer avec toutes ses forces la division Vaubois dans les nouvelles positions de la Corona et de Rivoli, où ce dernier général s'était retiré après le combat de Caliano; mais, par une lenteur bien préjudiciable aux intérêts de l'armée autrichienne, comme on va le voir, ce ne fut qu'au bout de six jours, le 16 novembre, que ce général mit ses troupes en mouvement pour marcher sur les positions françaises. Ce jour-là, les Autrichiens éprouvèrent une résistance qui ne leur permit point de faire de progrès; mais, le lendemain 17, ils renouvelèrent leur attaque avec plus d'ensemble. Les brigades des généraux Laudon et du prince de Reuss débouchèrent dans la vallée de Caprino; le général Wukassowich s'avança par la route de Trente à Vérone sur la Chiusa, tandis qu'une autre colonne passait l'Adige vers Croara pour venir attaquer le plateau de Rivoli. Les Français reçurent les assaillants avec leur bravoure accoutumée, compensèrent longtemps, par leur fermeté, le désavantage du nombre ; mais, quand ils se virent menacés d'être tournés, ils abandonnèrent

les retranchements de Ferrara et de la Corona pour se retirer dans ceux de Rivoli. Bientôt le général Vaubois se vit contraint, par l'effet des manœuvres de l'ennemi, d'opérer sa retraite sur Campara; toutefois il ne la fit point assez promptement pour empêcher les Autrichiens, qui avaient continué de pousser leurs ailes en avant, de se jeter sur l'arrière-garde, qui fut culbutée. Le général Fiorella demeura prisonnier, avec 7 à 800 hommes de sa brigade. 1796 — an v. Italie.

Nous devons faire remarquer ici le grave inconvénient de la lenteur du général Davidowich à attaquer les Français. S'il eût exécuté, le 13 ou le 14 novembre, les mouvements qu'on vient de voir, le succès eût été décisif, puisque alors la communication des deux corps de l'armée autrichienne eût été bien établie. Dans la situation actuelle des choses, le dernier avantage remporté ne servait plus qu'à compromettre la division victorieuse. Ne pouvant encore connaître la défaite d'Alvinzy à Arcole, Davidowich marcha, le 18, sur Castelnovo et Pacengo, et poussa même des partis jusques aux environs de Vérone. Le général Vaubois continua sa retraite jusque derrière le Mincio, en passant par Compara et Peschiera. Davidowich resta deux jours dans sa position de Castelnovo et de Pacengo, attendant des nouvelles du corps d'armée d'Alvinzy, tandis que Bonaparte se disposait à lui apprendre lui-même l'issue des opérations du feld-maréchal.

Le général en chef, promptement informé des événements de la veille à la Corona et à Rivoli, prit, dès le 18, ses mesures pour marcher sans délai, avec ses troupes réunies sur Davidowich, et se contenta de faire suivre Alvinzy sur la route de Vicence par quelque cavalerie. Le général Masséna repassa l'Adige au pont de Ronco, et marcha vers Villafranca, pour se réunir à la division du général Vaubois, que Bonaparte faisait prévenir de son dessein, en lui ordonnant de s'avancer par Borghetto sur le même point. Les deux divisions devaient attaquer de front Davidowich, tandis qu'Augereau se porterait de Vérone sur San-Marco et la vallée de Pantena pour gagner les hauteurs de Santa-Anna, et descendre dans la vallée de l'Adige vers Dolce ou Coradino, à l'effet de couper la retraite au général autrichien.

1796 — an v. Italie.

L'exécution de ce plan parfaitement combiné entraînait la perte de la division Davidowich; mais malheureusement ce général avait appris la retraite d'Alvinzy dans la journée du 19; et, sentant tout le danger de sa position, il était déjà en marche pour regagner les montagnes, lorsque les divisions Masséna et Vaubois s'ébranlèrent pour l'attaquer. Toutefois les Français atteignirent l'arrière-garde autrichienne à Compara. Les régiments d'Ehrbach et de Lattermann furent en partie détruits, et surtout le premier, dont un bataillon entier fut coupé et contraint de mettre bas les armes. Un autre détachement de 3 à 400 hommes, espérant se sauver en traversant l'Adige, fut presque entièrement noyé.

Le général Joubert continua la poursuite de l'ennemi jusques à Pacabocco et près de la Corona. Le gros des divisions Vaubois et Masséna s'arrêta à Castelnovo. Augereau s'était emparé des hauteurs de Santa-Anna, après en avoir débusqué quelques troupes qui s'y trouvaient et leur avoir fait près de 200 prisonniers; descendu ensuite dans la vallée de l'Adige, il brûla deux équipages de pont, et vint occuper la position de Dolce.

Voyant que Davidowich allait lui échapper par une retraite précipitée, et craignant que le mouvement opéré par l'armée française n'engageât le maréchal Alvinzy à tenter quelque entreprise sur Vérone, Bonaparte revint promptement sur ses pas; sa perspicacité lui avait fait effectivement découvrir la véritable intention de son adversaire. Celui-ci avait été informé de son côté des succès obtenus par Davidowich sur le général Vaubois dans la journée du 17; et, s'étant aperçu qu'il n'était suivi sur Vicence que par des détachements, il craignit, avec raison, que sa droite (Davidowich) ne fût bientôt accablée par les efforts réunis des trois divisions françaises. Pour parer à cet événement, il avait envoyé quelques bataillons dans la montagne de Malara, et s'était avancé jusques à Villanova; mais Bonaparte allait déjà déboucher de Vérone. Alors Alvinzy, convaincu que l'extrême activité de Bonaparte déjouait toutes ses combinaisons, prit le parti de rester sur la Brenta. La saison était avancée dans cette contrée montagneuse; et, l'armée autrichienne ayant besoin de prendre quelque repos après tant de fatigues éprouvées, Alvinzy la plaça dans des cantonnements, la gauche vers Padoue, la

droite vers Trente, se liant avec la division Davidowich, le centre 1796 — an V
aux environs de Bassano, où s'établit le quartier général. Italie

Ainsi, par le défaut d'ensemble dans les opérations, et pour s'être obstiné à manœuvrer sur une ligne trop étendue, Alvinzy avait vu s'évanouir toutes les espérances qu'il avait conçues en prenant le commandement de la troisième armée autrichienne, et n'avait point rempli l'attente de son gouvernement. D'un autre côté, Wurmser, renfermé dans Mantoue, n'avait fait aucun effort en temps utile pour seconder les troupes qui se battaient pour le délivrer. Il avait bien été convenu entre les deux feld-maréchaux qu'une sortie de la garnison de Mantoue aurait lieu vers l'époque où Alvinzy attaquerait la ligne française; mais cette opération de Wurmser ne s'effectua que le 23 novembre, quand toutes les troupes d'Alvinzy étaient en pleine retraite, et que le général Kilmaine, dont la présence n'était plus utile à Vérone, était déjà de retour devant Mantoue, avec les 3,000 hommes qu'il avait distraits du corps de blocus. A trois heures du matin, Wurmser sortit de la place de Mantoue, à la tête d'une forte colonne d'infanterie et de cavalerie, et assaillit les Français, qui déjà se trouvaient sur leurs gardes. Après un combat assez vif, où les Autrichiens perdirent 200 hommes faits prisonniers, un obusier et deux pièces de canon, le maréchal rentra dans la forteresse, avec la conviction qu'il n'était plus temps d'opérer un mouvement séparé et désormais inutile.

La nouvelle de la victoire d'Arcole et des derniers événements qui l'avaient suivie fut portée à Paris par le chef de bataillon Lemarrois, aide de camp du général en chef Bonaparte. Il était chargé de présenter au Directoire quatre drapeaux enlevés à la colonne autrichienne si complétement écrasée sur la chaussée d'Arcole le 17.

Le gouvernement et les citoyens accueillirent avec enthousiasme ces nouveaux trophées de la valeur française; et, sur la proposition du Directoire, le corps législatif décréta « que les drapeaux républicains, portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis par les généraux Bonaparte et Augereau, leur seraient donnés à titre de récompense par la nation. »

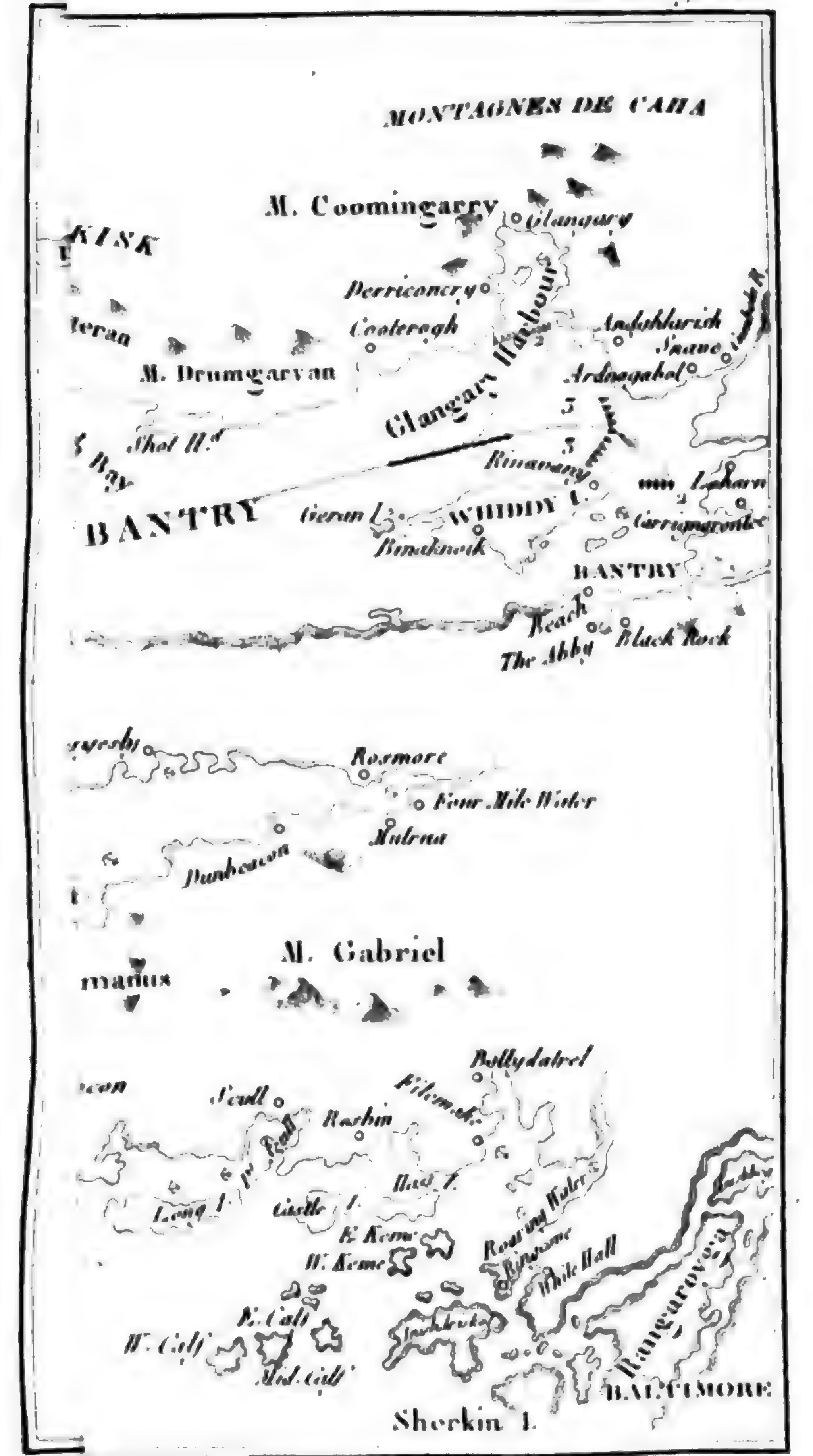
Nous terminerons ici le récit des événements militaires de l'année 1796 en Italie et en Allemagne. Après la bataille d'Ar-

1796 — an v. Italie. cole, les armées française et autrichienne prirent un repos dont elles avaient un égal besoin, mais qui devait bientôt cesser, pour ressaisir de nouveau les armes de part et d'autre, et décider enfin, dans une campagne rapide, du sort de Wurmser et de l'Italie. Il y eut encore, dans les trois derniers mois de cette année, quelques actions sur les bords du Rhin; mais, comme elles se rattachent soit au siége de Kehl, soit à celui de la tête de pont de Huningue, dont nous parlerons plus loin sous la date de la reddition de ces forts aux Autrichiens, nous avons pensé qu'il ne convenait point de les distraire des paragraphes auxquels elles appartiennent naturellement.

France. *Relation des principaux événements maritimes; combat de* la Virginie; *combat du contre-amiral Sercey dans l'Inde, expédition de Richery sur les côtes de l'Amérique septentrionale; première expédition d'Irlande; combat et naufrage du vaisseau* les Droits de l'Homme, *etc., etc., etc.* — L'époque à laquelle nous sommes arrivés est une des plus remarquables sous les rapports politique et militaire. Avant de tracer le tableau des événements qui ont signalé les années 1796 et 1797, un historien de la révolution [1] a dit : « Je cherche à peindre les efforts inouïs que, pendant deux années, la France fit autour d'elle et sur elle-même. Ces deux années furent les plus belles que la république française obtint dans sa courte et orageuse durée. » Les succès brillants de ses armées de terre, dont nous venons d'offrir le récit, fournissent une preuve de cette assertion. Si, pour la prouver complétement, nous n'avons pas à présenter des succès pareils remportés par l'armée navale française, nous montrerons du moins la marine sortant tout à coup du néant où elle était tombée, et prenant en peu de temps une attitude imposante, qui semblait présager la renaissance de ces beaux jours de gloire qui avaient lui pour elle dans la guerre de l'indépendance américaine.

Un changement aussi subit dut paraître d'autant plus merveilleux, que le manque d'argent, la disette de matières, le mauvais choix et le mécontentement des officiers, la misère et l'esprit séditieux des marins et des ouvriers, paraissaient pré-

[1] Lacretelle.


MONTAGNES DE CAHA
M. Coomingarry
Glangary
KISK
Derriconery
Cooteragh
M. Drumgarvan
Glangary Harbour
Ardnagabol
Snave
Shot H.d
Bay
Rinavany
BANTRY
WHIDDY I.
Binaknock
Carrignaronke
BANTRY
Reach
The Abby
Black Rock
Rosmore
Four Mile Water
Mulrua
Dunbeacon
M. Gabriel
manus
Ballydalrel
Scull
Rashin
Long I.
Castle I.
E. Keme
W. Keme
Roaring Water
White Hall
E. Calf
W. Calf
Mid. Calf
Rangarova
BALTIMORE
Sherkin I.

senter des obstacles insurmontables à l'armement de la plus petite escadre. Ce changement fut l'ouvrage d'un ministre habile[1], dont le zèle et le patriotisme se montrèrent supérieurs à tous les obstacles, et qui fit voir que, dans aucun temps, on ne devra désespérer de relever la marine de France. Un auteur que nous avons déjà cité[2], s'exprime ainsi sur son compte : « Doué d'un grand caractère, Truguet n'eut pas beaucoup d'égards pour la législature ; il blâma hautement, et osa même éluder les lois des 3 et 4 brumaire an IV, qui désorganisaient la marine, sous prétexte d'en régulariser le service. Objet de toutes les plaintes, il ne laissa pas de supprimer tous les emplois parasites que la faveur intéressée de chaque député avait extrêmement multipliés dans les bureaux et dans les ports. Une multitude d'ouvriers furent renvoyés de nos arsenaux, et nous eûmes alors une armée navale : le travail était surveillé ; les spoliateurs s'éloignaient. Le ministre méditait de grandes entreprises dans l'Orient, en même temps qu'à l'Occident : Morard de Galles et Hoche, à la tête d'une expédition habilement concertée, se seraient efforcés d'arracher à l'Angleterre la possession de l'Irlande. Ainsi les forces et l'attention de l'ennemi devaient se trouver partagées. Mais les plans de Truguet furent traversés en France. D'un autre côté, le désordre des finances ne promettait pas de grands succès au réformateur de la marine. Des dilapidations sans nombre, dont il se plaignait en vain, l'aigrirent. Révolté de ne voir partout que de petits intérêts personnels au lieu de l'amour du bien public, il ménagea peu certains hommes. L'inflexible ministre avait soulevé contre lui tous les amours-propres : un exil brillant, l'ambassade d'Espagne, fut sa peine ou sa récompense. »

1796 — an V.
France.

Il est juste de convenir que, si la situation intérieure de la France présentait au nouveau ministre de grandes difficultés pour l'exécution des vastes projets qu'il avait conçus, dans le but de saper la puissance britannique dans les deux mondes, l'état des choses à l'extérieur semblait devoir favoriser ses tentatives. A l'époque de la rupture avec l'Angleterre, la Hollande

[1] Le vice amiral Truguet.

[2] *Principes organiques de la marine*, par Pinière.

1796 — an V. France.

faisait déjà la guerre à la république, et l'Espagne venait de la lui déclarer. La première de ces puissances, il est vrai, n'entreprit, pour ainsi dire, rien sur mer contre les Français ; mais la seconde leur fit de nombreuses prises, et ses escadres vinrent aider celles des Anglais, sinon à ruiner le port de Toulon, du moins à l'envahir. Au commencement de 1796, de ces deux ennemies, l'une était devenue l'alliée de la république française, et l'autre était sur le point de le devenir. La France, après avoir résisté seule aux efforts de presque toutes les puissances de l'Europe coalisée contre elle, allait se trouver, à son tour, à la tête d'une coalition armée contre l'Angleterre, et se voyait au moment d'opposer cent vaisseaux de ligne aux flottes victorieuses de sa rivale. L'Europe comptait alors cinq puissances maritimes, outre l'Angleterre, la France, l'Espagne et la Hollande : c'étaient les trois couronnes du Nord, le Portugal et la Turquie; Venise et Naples, quoique possédant quelques vaisseaux, n'étaient pas rangées dans ce nombre. Le Danemark et la Suède étaient en paix avec la république, que leurs gouvernements avaient été des premiers à reconnaître; la Russie, quoique ennemie déclarée de la révolution française, était, comme nous l'avons dit dans le troisième volume, peu disposée à prendre pour le moment une part active dans la coalition ; le Portugal, pauvre en vaisseaux de guerre et surtout en officiers de marine, était allié à l'Angleterre, qui, depuis Louis XIV, n'avait combiné ses flottes avec celles d'aucune puissance, et eût dédaigné d'y joindre les vaisseaux portugais; quant à la Turquie, elle possédait un assez bon nombre de beaux vaisseaux, que des ingénieurs français lui avaient construits sous l'ancien régime; mais elle ne savait pas s'en servir, et les orgueilleux Ottomans n'eussent peut-être jamais consenti à unir leurs armes avec celles des nations chrétiennes, si la défaite de leurs propres armées en Égypte ne les avait pas rendus plus tard accessibles aux insinuations de la politique anglaise. Celle-ci se couvrit du voile trompeur d'une amitié intéressée pour déterminer la Sublime-Porte à une alliance dont les fastes du peuple turc n'avaient point jusqu'alors présenté d'exemple. Avoir ajouté les forces navales de la Hollande et de l'Espagne à celles de la France était donc la chose la plus avantageuse qu'on pût faire pour la république, si l'on eût su plus

tard se servir habilement d'une réunion de forces aussi formidables. Sans doute un tel état de choses offrait des espérances de succès pour les entreprises de la marine française ; mais il ne fournissait pas les moyens de la mettre en état de les tenter, et la gloire en demeure tout entière à celui qui sut recréer cette marine avec les débris épars que lui avaient légués ses prédécesseurs

Il n'est pas de notre objet de suivre l'actif et zélé ministre dans ses immenses préparatifs ; nous ferons seulement voir bientôt quels en furent les résultats. Pendant que ces préparatifs se faisaient avec un ensemble et une promptitude admirables, le Directoire, impatient d'affaiblir la puissance de l'Angleterre, cherchait de nouveaux moyens de parvenir à ce grand but. En attendant qu'il pût être à même de combattre les Anglais dans leur île, et pour suppléer au défaut de réussite de l'invasion projetée, il résolut d'opposer la puissance militaire à la puissance navale, en leur faisant la guerre sur le continent, c'est-à-dire, en cherchant à tourner à leur détriment les succès qu'y obtenaient ses armes. Convaincu que tant que l'Angleterre serait assez riche pour soudoyer et armer toute l'Europe contre la France, les dangers renaîtraient sans cesse pour elle, le gouvernement français crut devoir mettre tout en œuvre pour ruiner cette redoutable ennemie. Il ne manqua pas d'arguments pour prouver à toutes les puissances européennes que l'Anglais usait en tyran de l'avantage que lui donnait sur elles une marine trop formidable, et qu'elles étaient intéressées à renverser cette tyrannie. Il chercha à leur faire entendre qu'elles devaient s'unir franchement avec la France, et seconder ses efforts pour reconquérir la liberté des mers, en employant tous les moyens en leur pouvoir pour détruire les ressources commerciales de l'Angleterre.

Le Directoire voulait faire fermer au commerce anglais les ports de l'Europe qui lui offraient les principaux débouchés. Il pensait ainsi porter à l'ennemie acharnée de la France un coup terrible qu'elle ne pourrait parer, jeter le découragement parmi toutes les classes du peuple, et amener à la fin le gouvernement britannique à renoncer à cette cruelle arrogance avec laquelle il traitait les autres nations maritimes. On voit ici l'origine du système continental, dont l'invention a été fausse-

1796 — an V France. ment attribuée par quelques écrivains à Bonaparte. Lui seul, il est vrai, se trouva en position, par la vaste étendue de ses conquêtes, de lui donner un développement immense; seul, il a pu véritablement le mettre en pratique, et l'épreuve qu'il en a fait a montré suffisamment les avantages et les inconvénients de ce système. Le Directoire ne réussit pas dans ses tentatives. Ses raisonnements firent peu d'impression sur l'esprit des ministres qui dirigeaient les affaires des puissances continentales. L'Angleterre parvint à convaincre ces puissances que la France, en cherchant à organiser cette ligue contre elle, était mue par des motifs d'intérêt particulier; que si elle parvenait à lui arracher le sceptre naval, elle ne s'en dessaisirait point, et qu'elle ferait servir sa supériorité maritime à l'exécution de ces projets de domination universelle qu'on devait lui supposer, d'après l'usage qu'elle faisait de sa prépondérance militaire.

Il convenait certainement bien peu à la nation anglaise de reprocher aux Français leur ambition et leur tyrannie envers les peuples conquis, lorsque ses vues ambitieuses et son pouvoir tyrannique s'étendaient sur toutes les mers et sur des États situés dans les quatre parties du monde; cependant les divers souverains se laissèrent facilement persuader, parce qu'un avocat bien puissant, l'intérêt du commerce de leur pays, vint plaider en faveur de la Grande-Bretagne. Si, par son industrie, elle semblait mettre à contribution les peuples du continent, ceux-ci, à leur tour, tiraient des produits de cette industrie des bénéfices et des jouissances dont ils n'étaient nullement disposés à se priver, et ils sentaient qu'une cessation de commerce avec l'Angleterre leur deviendrait fatale à eux-mêmes. Le système continental, mis en vigueur partout simultanément, maintenu sévèrement et de bonne foi par toutes les puissances commerciales de l'Europe, ne pouvait manquer d'amener des résultats avantageux pour elles, mais il devait causer des privations et des souffrances momentanées, et aucune nation ne consentait à s'y soumettre : c'était le grelot de la fable, personne ne voulait l'attacher.

N'ayant pu obtenir l'exclusion des navires anglais des ports des puissances continentales non soumises à son influence, le gouvernement de France prescrivit de leur interdire rigoureu-

sement l'entrée de tous ceux où il commandait par la terreur de ses armes. L'Espagne la Hollande et la partie de l'Italie conquise par les armées républicaines exécutèrent cet ordre dans toute sa sévérité; et, de la sorte, plusieurs marchés importants furent fermés au commerce britannique. Le Directoire prit en outre divers arrêtés qui prohibaient, sous des peines très-graves, les marchandises anglaises, tant en France que dans les pays conquis. Néanmoins ces mesures de rigueur ne produisirent pas tout l'effet qu'on en attendait; on fut à même de se convaincre que quand l'autorité ferme une porte au commerce, le luxe lui en ouvre bientôt une autre. Les marchandises prohibées entrèrent en contrebande, et le trésor perdit le montant des droits d'importation qu'il aurait perçus en ne les prohibant pas.

Quoique la France eût été trompée dans ses efforts pour enlever au gouvernement d'Angleterre les moyens de continuer la guerre et de fournir des subsides aux autres puissances, les pertes que les croisières françaises faisaient éprouver au commerce britannique augmentaient cependant chaque jour le mécontentement qui régnait parmi la nation, et lui faisaient désirer la fin d'une lutte sanglante, source de mille calamités; le vœu général appelait le retour de la paix. Soit pour répondre à ce vœu, soit par d'autres motifs qu'on lui a prêtés alors, et que nous développerons en parlant de la négociation entamée plus tard avec lord Malmesbury, le ministère anglais fit faire des ouvertures au Directoire, et témoigna le désir de traiter avec lui. Cette démarche eut lieu en mars 1796. L'envoyé anglais en Suisse, M. Wickham, remit à ce sujet une note à M. Barthélemy, ambassadeur de la république auprès des cantons. Mais le Directoire, en répondant à cette note, ayant paru douter de la sincérité du gouvernement britannique, en ce qu'il proposait un congrès, dont les opérations sont presque toujours interminables, et ayant en outre exprimé formellement son intention de ne restituer aucune portion du territoire composant les départements réunis à la France par la constitution de l'an III, ces ouvertures n'eurent point de suite.

Cependant la France, qui n'avait pu faire éprouver au commerce anglais que des pertes partielles, voyait le sien anéanti;

1795 — an v. France. celui de la Hollande était dans le même état, et cette puissance avait vu tomber au pouvoir de l'Angleterre la plupart de ses belles et riches colonies. Pour s'en emparer, le gouvernement britannique s'était servi d'un de ces moyens qui, trop souvent employés par lui, ont fait détester sa politique. Les ministres anglais, sous prétexte de conserver ces colonies au prince d'Orange, avaient sollicité et obtenu de lui des lettres datées de Kew, le 7 février 1795, et adressées aux gouverneurs de toutes les possessions hollandaises, par lesquelles il leur ordonnait de les mettre sous la protection des Anglais, c'est-à-dire de les livrer à leurs forces. Ce stratageme échoua dans plusieurs colonies; au cap de Bonne-Espérance surtout, le gouverneur se comporta avec la plus grande fermeté. Sur son refus de remettre cette possession aux troupes britanniques, celles-ci l'attaquèrent; il leur résista depuis le 14 juillet 1795 jusqu'au 15 septembre. Pendant ces deux mois, il obtint sur elles divers avantages; et il allait les écraser dans leur camp, lorsqu'un nombreux renfort leur arriva de Sainte-Hélène, et rendit désormais la résistance inutile. Les Anglais s'emparèrent peu après de Trinquemale, place forte de l'île de Ceylan, et de la plus grande importance, en ce que sa rade offre un asile sûr aux vaisseaux dans toutes les saisons; la ville de Colombo, dans la même île, capitula, le 15 février 1796; Amboine, le 16 du même mois, Banda, le 8 mars; Essequibo et Demerary se rendirent en avril.

La réduction de ces diverses colonies, et particulièrement du Cap et de Ceylan, causa une joie extraordinaire à toute la nation anglaise, mais surtout aux membres du gouvernement; et leurs créatures commençaient déjà à dire hautement qu'il fallait s'emparer de tout le commerce du monde, et à vanter les avantages d'une guerre maritime perpétuelle. En vain représentait-on que les colonies hollandaises étaient des possessions du stathouder, d'un prince allié de la Grande-Bretagne, qui lui-même l'avait invitée à les prendre sous sa protection, et que les garder serait une perfidie, le ministère était inébranlable. Un secrétaire d'Etat s'écria, dans la chambre des communes: « Je voudrais bien connaître le ministre qui oserait rendre le cap de Bonne-Espérance, sous quelque prétexte que ce fût. » Tel était le langage du parti ministériel. Les membres

de l'opposition en tenaient un plus équitable. « Pour échapper aux malheurs qui nous menacent, disaient ceux-ci, un moyen infaillible nous reste. Retranchons-nous dans l'asile sacré de la morale; et, afin de résister aux desseins ambitieux de la France, levons l'étendard de la justice. N'y a-t-il pas à nous autant d'insolence que d'absurdité de vouloir nous mettre à la tête d'une ligue formée contre un système d'ambition établi sur le continent, lorsque nous nous enorgueillissons nous-mêmes du despotisme que nous exerçons sur les mers? Nous pourrons, avec quelque succès, exciter l'Europe à se soulever contre l'oppression, quand nous aurons donné l'exemple de la modération et de la justice. »

Tout en cherchant les moyens de faire aux Anglais la guerre la plus terrible, le Directoire, du moins à son début, parut prendre à tâche de déployer cet esprit de modération et de justice dont s'écartait l'Angleterre, et qui semble rendre une cause meilleure. L'un des premiers actes du ministre qu'il avait placé à la tête de la marine en fournit la preuve.

Un voyageur, nommé Spillard, parti d'Angleterre depuis près de douze ans, et qui, pendant cet espace de temps, avait parcouru plus de vingt-trois mille lieues à travers une partie de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique septentrionale, pris deux fois dans les parages de Charles-Town par des corsaires français, avait été relâché; mais on avait retenu ses collections, comme pouvant appartenir au gouvernement britannique. L'amiral Truguet invita les capteurs de Spillard à restituer ces objets : « Ces fruits précieux de ses recherches et de ses veilles, écrivait le ministre, ces rassemblements formés aux dépens de sa santé, de sa fortune, et au péril continuel de sa vie, pendant un espace de douze ans, loin de son pays, de sa famille et de ses amis, ces collections étaient sa propriété. Une telle propriété se classe d'elle-même parmi ces objets que les nations civilisées sont convenues de respecter au milieu de leurs guerres. Il me suffit donc d'avoir retracé les travaux importants de Spillard, pour être assuré de l'empressement de ses capteurs à seconder les vues du gouvernement : c'est une dette qu'ils acquitteront au nom de la république, une grande leçon qu'ils donneront à nos ennemis, et

1796—an v. France. un titre de plus qu'ils acquerront à la gloire ; car une bonne action vaut bien une grande victoire. »

Nous avons un peu étendu ces considérations politiques, afin de mettre les lecteurs au fait des dispositions des puissances belligérantes et de la situation maritime de l'Europe, à l'époque dont nous traçons ici l'histoire militaire, et parce que cette partie de la guerre de la révolution, qui eut la mer pour théâtre, n'a encore été traitée par aucun auteur avec tous les détails nécessaires pour en donner une juste idée. Nous allons reprendre le récit des opérations maritimes de la France en 1796, dont une partie a été donnée dans le tome troisième. En racontant dans ce volume comment Richery s'empara du riche convoi du Levant, nous avons dit qu'il le prit par hasard. En effet, sans des contre-temps imprévus, il fût devenu la proie d'une division française expédiée presque en même temps que la sienne pour l'intercepter, et qui manqua de faire une autre capture importante, celle du célèbre Nelson, qui n'était encore que capitaine de vaisseau. Voici un précis des opérations de cette division.

Mer du Levant. Le gouvernement de la république avait ordonné qu'on expédiât de Toulon une division navale dans les mers du Levant, pour attendre au passage les navires partant de Smyrne, de Constantinople et des divers ports de l'Archipel. On la composa du vaisseau *le Mont-Blanc*, de 74 ; des frégates *la Junon* et *la Justice*, de 40 canons ; *l'Arthémise* et *la Sérieuse*, de 36 ; de la corvette *la Badine*, de 22, et du brick *le Hasard*. Le commandement en fut confié au chef de division Ganteaume [1].

Sortie de Toulon à la fin de septembre 1795, elle eut à lutter contre des vents contraires entre la Sardaigne et Minorque, et se trouva inopinément, par un temps brumeux, très-près de l'escadre anglaise aux ordres du vice-amiral Man, forte de huit vaisseaux et deux frégates. Cette escadre avait été détachée de l'armée de l'amiral Hotham, mouillée à Saint-Florent (île de Corse), pour aller à la poursuite des vaisseaux

[1] Depuis comte, pair de France, vice-amiral, inspecteur général des classes, etc., etc.

de Richery. La division française n'était, à la fin du jour, qu'à une lieue de l'escadre ennemie ; mais la précision de ses manœuvres et l'obscurité de la nuit la sauverent du danger d'être attaquée par des forces aussi supérieures. Le lendemain, elle n'avait aucune voile étrangère à vue. Cependant les vents continuant à être contraires, et ne voulant pas s'éloigner des parages où il se trouvait, pour prendre une route plus longue par le nord de la Corse, le chef de division Ganteaume devait s'attendre à revoir bientôt l'ennemi. En effet, peu de jours après, un vaisseau anglais passa de nuit à vue de la division, à une encablure (cent toises) d'une des frégates ; c'était l'*Agamemnon*, commandé par Nelson. Il était au vent de tous les bâtiments français. Si le hasard eût placé ce vaisseau sous le vent de la division, il eût été forcé de fuir vent arrière devant elle ; et, comme parmi les bâtiments qui la composaient il y avait d'excellents marcheurs, il eût été infailliblement pris, avant de pouvoir être secouru par son escadre, que l'on découvrit à toute vue au vent, lorsque le jour parut, et dont, pendant la chasse de la nuit, on eût continué de s'écarter, au point de ne pouvoir en être aperçu le matin. « A quoi tiennent quelquefois les destinées d'un homme [1]. » 1796 an v. Mer du Levant.

L'*Agamemnon* tint le vent, et mit tout ce qu'il put porter de voiles pour s'échapper. Les bâtiments français le poursuivirent ; mais, dès que l'escadre anglaise eut aperçu le vaisseau de Nelson, elle fit vent arrière pour le dégager, et obligea la

[1] A l'occasion de cette réflexion de l'amiral Ganteaume, insérée dans les notes qu'il a écrites sur la campagne que nous racontons, il peut être curieux de faire remarquer que, dans une Vie de Nelson, l'on trouve une réflexion pareille, au sujet de la chance qu'il y avait que Bonaparte fût pris par cet amiral, en se rendant en Égypte. « Quel changement dans les destinées de l'Europe et du monde, dit l'auteur anglais, si la flotte française eût été jointe avec le général en chef à bord ! » Et là-dessus, il donne carrière à son imagination. Qui ne sait, en effet, que l'événement le plus simple en apparence a quelquefois les conséquences les plus importantes? On voit ici, par exemple, qu'il n'a tenu à rien que nous n'ayons eu ni TRAFALGAR, ni WATERLOO... Cette circonstance du danger qu'a couru Nelson d'être fait prisonnier rappelle, au reste, le hasard qui fit manquer aux généraux en chef des armées française et autrichienne en Italie d'être pris tous deux dans l'espace de vingt-quatre heures, ainsi que nous l'avons rapporté tome III.

1793 — an V. Mer du Levant.

division française à prendre chasse à son tour. Les bons voiliers de l'ennemi eurent, dans cette journée, un avantage marqué de marche sur la masse de la division ; l'*Agamemnon*, particulièrement, aurait pu l'attaquer, il ne le fit pas ; et l'amiral anglais rallia avant la nuit tous ses bâtiments, et leva chasse.

Les vents continuant à être contraires, et désespérant de se dérober à l'ennemi, s'il s'obstinait à demeurer dans les mêmes parages, le chef de division Ganteaume prit la résolution, quels que pussent être les dangers qui l'attendaient en changeant de route, de ne pas tarder davantage à se rendre au lieu où il devait établir sa croisière, et de s'y porter en doublant le cap Corse et passant entre cette île et la côte d'Italie. Il éprouva dans cette route de nouveaux contre-temps; il fut aperçu de la côte de Corse et poursuivi par une escadre de cinq vaisseaux et trois frégates aux ordres du contre-amiral Hyde-Parker, qui sortit de Saint-Florent pour lui donner chasse. La division française, heureusement, avait l'avantage du vent, et elle échappa aux ennemis en forçant de voiles, après avoir vu les deux vaisseaux anglais les plus avancés démâter de leurs mâts de hune, et se trouver, par cet accident, hors d'état de continuer de la chasser.

Ainsi, dans l'espace de quinze jours, la petite division de Ganteaume occupa deux escadres ennemies infiniment supérieures en forces; et, en retenant dans la Méditerranée celle du vice-amiral Man, elle empêcha l'escadre de Richery d'être poursuivie. Cependant les retards qu'éprouva cette division permirent au gros du convoi du Levant de lui échapper, et firent que ce fut Richery qui le prit.

Arrivé enfin sur son point de croisière, Ganteaume captura quantité de bâtiments marchands anglais, russes et napolitains. Il débloqua ensuite la division française aux ordres du capitaine Rondeau, que les frégates anglaises *l'Aigle* et *le Cyclope* retenaient depuis plus d'un an sur la rade de Smyrne, et favorisa la prise de la petite frégate *la Némésis*, qui vint, pendant la nuit, se jeter parmi les bâtiments de cette division, sortie de Smyrne pour se réunir à celle qu'il commandait.

Les bâtiments français éprouvèrent des temps affreux dans

cette croisière. La *Justice* perdit tous ses mâts dans un coup de vent; elle fut conduite, remorquée par la *Junon*, à la rade des Dardanelles. Ganteaume rallia tous ses bâtiments sur cette rade; et, après y avoir réparé leurs avaries, excepté celles de la *Justice*, qui exigeaient trop de temps, il mit à la voile pour revenir en toute diligence à Toulon. Il avait été prévenu, par la voie de Constantinople, qu'une division de deux vaisseaux de ligne et quatre frégates, sous les ordres du commodore Trowbridge, avait été envoyée à sa recherche. Cette division était en effet dans l'Archipel; mais il trouva le moyen de se dérober à sa poursuite, en envoyant la corvette *la Badine* se faire chasser par elle. 1796 — an V. Mer du Levant.

La navigation du chef de division Ganteaume fut très-heureuse; il parvint à rentrer à Toulon sans accident, après une croisière de cinq mois, dans laquelle il prouva cette vérité que nous nous efforcerons de répéter, que, sur mer, des forces infiniment inférieures à celles de l'ennemi peuvent, lorsqu'elles sont habilement conduites, lui causer les plus grands dommages, et que c'est toujours à tort qu'on s'est tant effrayé de la supériorité numérique de la marine des Anglais : leur plus grande force est l'habitude de la mer.

Le premier combat dont nous avons à parler maintenant est celui de la frégate la *Virginie;* mais, comme le sort de son brave capitaine s'est trouvé par hasard dépendre de celui de sir Sidney Smith, dont l'évasion lui a fait rendre la liberté, nous commencerons par raconter l'événement qui fit tomber le commodore au pouvoir des Français.

Sir Sidney Smith commandait, au printemps de 1796, la frégate *the Diamond*, et la station anglaise établie devant le port du Havre. On assure qu'il avait sollicité et obtenu la mission d'incendier les frégates et autres bâtiments qui étaient alors en construction sur le bord de la mer en dehors de la ville. Quelques tentatives eurent lieu en effet; mais, comme ce fut clandestinement qu'on déposa des fagots incendiaires sous les bâtiments et que le feu n'y fut pas mis, on ignore encore si ces tentatives furent faites par les Anglais ou par des malveillants de l'intérieur. Le 18 avril, les canots de la division ennemie s'emparèrent du lougre-corsaire le *Vengeur*, qui, depuis quelque temps Côtes de France.

1796 — an V. Côtes de France. avait fait beaucoup de tort au commerce anglais. Le commodore Sidney Smith passa sur ce petit bâtiment, pour reconnaître de plus près le port sans donner de soupçons, le corsaire étant bien connu; mais le vent et le courant l'entraînèrent dans la Seine, où il fut obligé de demeurer jusqu'au lendemain. Tous les canots de la division lui furent envoyés pour le remorquer et le ramener au lieu où était mouillée sa frégate. La vue de cette longue file de canots qui remorquaient le *Vengeur* donna l'éveil aux Français; on fit sortir du port quelques bateaux canonniers, qui se portèrent à la rencontre du corsaire et lui livrèrent combat. Après une résistance de deux heures, dans laquelle deux officiers anglais furent tués et plusieurs autres blessés, ainsi que quelques matelots, le commodore fut contraint de se rendre. Bientôt la nouvelle de cette capture se répandit dans toute la France, où le nom de cet officier était devenu odieux. Jamais la prise d'un capitaine de vaisseau n'avait fait tant de bruit. On ne crut pas avoir au Havre de lieu assez sûr pour l'y garder; on l'envoya d'abord à Rouen, sous bonne escorte, et ensuite, d'après l'ordre du Directoire, on le transféra à Paris. On ne l'y considéra pas comme un ennemi que les chances de la guerre avaient rendu prisonnier, mais comme un criminel d'État; il fut jeté au Temple. « On crut, dit un historien, cette rigueur autorisée par des missions que cet Anglais avait recherchées avec empressement, et qui toutes étaient contraires au droit des gens. Depuis, on l'a vu proposer et exécuter d'autres expéditions du même genre. » La captivité de sir Sidney Smith fut dure, et se prolongea deux ans; il y mit fin en s'évadant, à l'aide de faux ordres du gouvernement pour sa translation du Temple dans une autre prison.

Océan atlan. La prise de la frégate la *Virginie* eut lieu quatre jours après celle du commodore anglais. Cette frégate, de 40 bouches à feu, portant du 18 en batterie, sortit de Brest pour remplir une mission, sous le commandement du capitaine de vaisseau Bergeret. Ce jeune officier s'était déjà particulièrement distingué sur la même frégate, dans les affaires des 17 et 18 juin 1795, contre lord Cornwallis et lord Bridport, à la suite desquelles il avait reçu des témoignages flatteurs de la satisfaction de l'amiral Villaret; le combat que nous racontons acheva de lui faire une

brillante réputation dans une carrière qu'il quitta trop tôt, et dans laquelle il rentra ensuite trop tard. 1796— an V. Océan atlan

Le 22 avril, la *Virginie* se dirigeait vers le point de croisière qui lui avait été assigné sur les côtes d'Irlande, et se trouvait à quelques lieues du cap Lézard. A la pointe du jour, on aperçoit six voiles ; à huit heures, elles ne sont plus qu'à quatre lieues de distance, et on les reconnait pour une division de bâtiments de guerre ennemis. Elle se composait du vaisseau rasé *l'Indéfatigable*, monté par le commodore sir Edward Pellew, des frégates *l'Amazone, la Concorde, la Révolutionnaire,* du vaisseau de 64 *l'Argo,* armé en flûte, et de la frégate française *l'Unité*, capturée sous Belle-Isle peu de jours auparavant. La *Virginie* prend chasse aussitôt et se prépare au combat. Les talents, le courage de son capitaine et l'enthousiasme de son équipage, ne laissent en ce moment aucun doute que si, malgré les efforts qu'on fait, avec raison, pour éviter une action contre des forces aussi supérieures, il faut absolument l'engager, elle ne doive devenir sanglante et glorieuse pour les défenseurs du pavillon national.

Les trois premiers bâtiments de la division anglaise se détachent à la poursuite de la frégate de la république, tandis que les autres continuent leur route vers l'un des ports de l'Angleterre. Le vaisseau rasé seul eut pendant la journée un peu d'avantage de marche sur la *Virginie*. Vers le soir, le vent devint faible, et surtout irrégulier ; il fut favorable au chasseur, qui, venant vent arrière, recevait le premier la brise. Un beau clair de lune empêcha de se dérober à sa vue, malgré les fausses routes qu'on fit ; il joignit donc la frégate sur les onze heures et demie du soir : dès lors le combat devint inévitable. Les premiers coups furent tirés par la *Virginie*. Le vaisseau la serra au feu et vint la ranger vergue à vergue, après avoir tenté inutilement de la combattre en hanche ; la frégate française sut manœuvrer toujours de manière à lui présenter le travers. Le commodore Pellew dit, à ce sujet, dans son rapport à l'amirauté : « Je ne tardai point à m'apercevoir que j'avais affaire à un ennemi fort habile, et devant lequel je ne pouvais risquer aucune manœuvre hasardeuse. » A une distance aussi rapprochée, le combat qui s'engagea devint ter-

1796 — an v. Océan atlan.

rible. Dès la seconde volée, l'ennemi fut démâté de son mât de perroquet de fougue, et désemparé de ses voiles de l'arrière; mais bientôt il fit éprouver à la frégate toute la supériorité de son artillerie, surtout de ses gaillards, qui, en outre de six canons de 12, étaient armés de vingt caronades de 42, armes dont l'usage ne fut introduit que plus tard dans la marine française, et qui vomissaient une épouvantable quantité de mitraille. La *Virginie* ne pouvait y opposer qu'une faible artillerie du calibre de 8[1]. Malgré cette immense infériorité, le combat se soutint avec un égal acharnement de part et d'autre. Aux *houras* fréquents des Anglais, l'équipage de la *Virginie* répondait par les cris mille fois répétés de *vive la république!* L'action dura ainsi jusqu'à trois heures du matin. Alors, soit que *l'Indéfatigable*, privé de la plus grande partie de ses manœuvres courantes, que les boulets et la mitraille avaient coupées, ne pût orienter ses voiles de manière à maîtriser sa vitesse, ou qu'il fût contraint de plier et de se retirer du feu, il dépassa la frégate. Celle-ci, d'un coup de barre de gouvernail, se lança promptement dans le vent, et passant à poupe du vaisseau, voulut profiter de sa position avantageuse pour lui tirer en salut[2] une bordée qui pou-

[1] Le poids des boulets d'une bordée de la frégate n'était que d'environ *trois cents livres*, tandis que celui des boulets d'une bordée du vaisseau rasé était de *sept cent trente livres;* disproportion de force énorme, à laquelle il faut encore ajouter la différence d'épaisseur de muraille des deux bâtiments, et l'avantage tiré de la célérité du service des caronades. On pourrait élever quelque doute sur l'existence, à bord de l'*Indéfatigable*, de caronades de 42; mais, au témoignage de M. le contre-amiral Duperré, l'un des officiers qui prirent part à ce beau combat de la *Virginie*, se joignent ceux de beaucoup d'autres marins, qui ont vu sur les bâtiments anglais des caronades de ce calibre, et même de calibre plus fort. Il est vrai qu'on y a renoncé depuis un certain nombre d'années, et que les calibres employés aujourd'hui dans la marine anglaise sont ceux de 32, 24, 18, 12, 9 et 6, tous plus faibles que les calibres français de même dénomination : le boulet de 6 anglais pèse un peu plus de cinq livres et demie, poids de marc.

[2] Manière de tirer les coups l'un après l'autre; ce qu'est obligé de faire un bâtiment qui tire, en passant, sur un objet que les canonniers ne découvrent que successivement : au reste, dans toutes les positions, cela vaut mieux que de tirer par volées; on pointe alors avec plus de précision.

vait avoir les résultats les plus décisifs. Malheureusement son grand mât de hune tomba en ce moment du côté qu'elle présentait à l'ennemi, et les voiles qu'il portait masquèrent presque entièrement la batterie dans leur chute. Le vaisseau ne put recevoir que deux coups de canon, dont un endommagea son gouvernail. Cependant, par ce mouvement, il se trouva bientôt placé hors de la portée du canon sous le vent, et il ne paraissait pas manœuvrer pour se rapprocher. On s'occupait déjà à bord de la *Virginie* de réparer ses avaries, boucher tous les trous des boulets reçus à la flottaison, et repasser des manœuvres, lorsque tout à coup elle se trouva assaillie par les deux frégates *la Concorde* et *l'Amazone*. Dès lors, tout espoir de salut fut perdu. Trop maltraitée pour fuir, la *Virginie* ne put opposer à ses nouveaux ennemis qu'une vaine résistance. Elle avait en ce moment quatre pieds d'eau dans la cale; de toute sa mâture, le mât de misaine seul, quoique criblé de boulets et haché, tenait encore debout; la batterie des gaillards était entièrement démontée; une grande partie de l'équipage était hors de combat. Dans cette triste position, le capitaine Bergeret, après avoir consulté ses officiers, MM. Henry, premier lieutenant, Labarbe, Linant, Gallois, lieutenants et enseignes, et M. Duperré, officier de manœuvre[1], ainsi que M. Bisson, officier d'artillerie, prit le parti de céder à des forces aussi supérieures; et il amena avec douleur un pavillon qu'il avait défendu aussi vaillamment que possible.

1796 – an V.
Océan atlan

Après quelque temps de séjour comme prisonnier en Angleterre, le capitaine Bergeret avait obtenu la permission d'aller à Paris solliciter d'être échangé contre sir Sidney Smith; mais le Directoire ayant refusé d'y consentir, fidèle à sa parole, il vint reprendre ses fers. Lorsque ensuite sir Sidney se fut évadé du Temple, le gouvernement anglais renvoya M. Bergeret dans sa patrie, regardant l'échange comme consommé par l'évasion du commodore.

Les mers d'Europe ne furent le théâtre d'aucun combat remarquable pendant l'été de 1796. Le seul événement important qui signala cette époque fut la conclusion d'un traité d'alliance

[1] Depuis contre-amiral, baron.

1796 – an V. Océan atlant. offensive et défensive entre la république française et l'Espagne. Ce traité, signé le 19 août, mettait toutes les forces maritimes de cette puissance à la disposition de la France. Un des premiers résultats de cette alliance devait être de rendre les Français maîtres de la Méditerranée, et d'obliger les Anglais d'évacuer pour longtemps cette mer; nous verrons ce qui s'y opposa. La marine espagnole eût pu ensuite seconder les efforts de la marine française par des diversions habilement concertées, et non pas en joignant ses vaisseaux à ceux de la république pour tenter ensemble de grandes entreprises; car, s'il est reconnu qu'en général les armées combinées sont mauvaises, c'est surtout lorsqu'il s'agit d'armées navales que le vice de cette agrégation d'éléments hétérogènes se fait le plus remarquer. C'est avec raison qu'on a dit que, depuis cent ans, nous n'avons vu aucune armée combinée sur mer, dont le renom n'appartienne au spectacle de ses vaisseaux plus qu'au souvenir de ses opérations. Le traité du 19 août fit une grande sensation en Europe, et sembla déconcerter le gouvernement anglais, qui avait compté sans doute réussir à en empêcher la conclusion, puisqu'il n'avait pas augmenté ses escadres, ainsi qu'il convenait de le faire, en regardant cet événement comme très-probable. Malheureusement la France ne recueillit pas tous les fruits qu'on devait attendre de ce traité.

Océan ind. C'est dans l'Océan indien qu'à cette époque le pavillon national se montra avec le plus d'éclat. On y vit une faible escadre, composée seulement de six frégates, maîtresse de la mer pendant plus de huit mois, combattre avec succès des vaisseaux de ligne, et forcer l'Angleterre de faire passer dans ces parages des forces navales considérables. Avant de raconter les premières opérations de cette petite escadre, commandée par le contre-amiral Sercey, nous allons rapporter les exploits par lesquels débuta un intrépide corsaire, dont le nom est devenu la terreur des Anglais dans les mers de l'Inde; c'est le capitaine Surcouf.

Ce brave marin, âgé alors de vingt deux ans, naviguait pour le commerce. Il sortit vers la fin d'août 1796 du port nord-ouest de l'Ile-de-France, avec le navire *l'Emilie*, qu'il commandait, pour aller prendre aux îles Séchelles une car-

gaison de bois de construction. Deux bâtiments de guerre ennemis, qu'il trouva croisant dans ces parages, firent manquer son expédition. Surcouf se décida alors à aller dans un des ports de la côte de l'Inde faire son chargement en riz. Chemin faisant, il rencontra trois bâtiments marchands qui naviguaient sous l'escorte d'un schooner, bateau pilote armé du pays. Persuadé que ces bâtiments étaient chargés de la denrée qu'il allait chercher au Bengale, Surcouf pensa tout d'un coup que, s'il pouvait les prendre, il s'épargnerait à la fois et le voyage et le prix d'achat. Cette idée lui sourit, et, après l'avoir fait partager à son équipage, il se décida à s'emparer des trois navires marchands. L'*Emilie* était un bâtiment de 200 tonneaux; Surcouf n'avait avec lui sur ce bâtiment qu'un équipage peu nombreux, et il n'était armé qu'autant qu'il était nécessaire pour se défendre contre les pirates indiens. Avec ces faibles moyens, il attaqua le schooner, qui avait un fort équipage, et était armé de deux canons; il parvint à s'en emparer, après quoi il n'eut pas de peine à amariner les bâtiments marchands.

Enhardi par ce premier succès, Surcouf résolut de continuer de faire la course, quoiqu'il n'y fût point autorisé par des lettres de marque, ainsi que doivent en avoir tous les corsaires. Il passa avec 19 hommes sur le schooner, que sa marche supérieure rendait propre à ses desseins, et il continua de tenir la mer. Bientôt il eut connaissance d'un grand navire à trois mâts, qui, dès qu'il l'eut aperçu, hissa pavillon anglais. Ce navire était un vaisseau de la compagnie des Indes, nommé *le Triton;* il était armé de vingt-six canons de 12, et monté par un équipage de 150 Européens. Surcouf fait cacher tout son monde, et paraît seul sur le pont. Il se dirige sur le vaisseau, qui le laisse approcher sans défiance. Lorsqu'il est bord à bord avec lui, son équipage se montre; il lâche au vaisseau une décharge de mitraille et de mousqueterie, et, en un clin d'œil, il est sur le pont de l'ennemi avec ses 19 hommes, le sabre d'une main et le pistolet de l'autre. Un combat furieux s'engage aussitôt : dès les premiers coups, le capitaine anglais est tué; 10 hommes de l'équipage éprouvent le même sort; cinquante autres sont blessés, et Surcouf, qui n'a eu qu'un

1796 — an V. Océan ind.

homme tué et deux blessés, demeure maître du vaisseau. Son premier soin, après cette brillante action, est de se débarrasser de ses nombreux prisonniers. Il leur fait signer un cartel d'échange, et les renvoie à Madras sur son bâtiment, dont il enlève toutes les armes. Cette mesure de précaution prise, il se dirige vers l'île de France avec les quatre bâtiments qu'il a capturés, et arrive à bon port.

Bien que l'audace de Surcouf eût trouvé des admirateurs dans tous les habitants de la colonie, ainsi que dans tous les membres des autorités civiles et militaires, les tribunaux de l'île refusèrent, aux termes des lois existantes, de lui adjuger les prises qu'il venait de faire, parce qu'il était sorti sans lettres de marque, et que par conséquent il n'était point en droit de courir sus aux navires marchands de l'ennemi : on les confisqua au profit de l'État. Cependant, l'affaire ayant été soumise au gouvernement, le Directoire, jaloux de récompenser la bravoure de Surcouf, proposa au corps législatif de lui adjuger ses prises à titre de récompense nationale, sans déroger aux lois établies sur la course. Les conseils approuvèrent cette proposition, et des ordres furent donnés de restituer à Surcouf une somme égale au produit de la vente de ses prises, qui avait été employé pour les besoins de la colonie[1].

Les opérations de la petite escadre du contre-amiral Sercey dans les mers de l'Inde embrassent plusieurs années; mais nous en parlons dès à présent, parce que le principal combat que cet officier général a livré aux ennemis, pendant sa longue mission, a eu lieu au commencement de septembre 1796. Le gouvernement conventionnel avait négligé d'envoyer dans l'Inde des forces navales capables d'attaquer les convois qui sont annuellement expédiés d'Angleterre pour ce pays, ou ceux qui en partent pour apporter dans les ports de la Grande-Bretagne les denrées et marchandises d'Asie; il ne s'était pas non plus occupé de faire passer des secours à Tippoo-Saib, qui luttait avec courage contre les forces anglaises. Le Directoire voulut réparer ces fautes; et, d'après ses ordres, les premiers soins du ministre Truguet eurent pour objet le ravitaillement

[1] Ces prises ont été estimées à un million sept cent mille francs.

1796 — an V. Océan ind.

de l'île de France, et l'envoi d'une escadre légère, pour capturer, piller, couler ou brûler tous les navires marchands ennemis allant dans l'Inde et à la Chine, ou revenant, avec de riches cargaisons, de ces contrées, et ravager les comptoirs anglais sur les côtes du Malabar et de Coromandel. Depuis quatre ans, il n'y avait eu ordinairement à l'île de France que deux frégates, rarement trois, et deux corvettes; les 107ᵉ et 108ᵉ régiments qui en formaient la garnison n'avaient point été entretenus au complet : on y manquait de canonniers et de munitions. Il était donc de la plus grande importance de hâter l'envoi des secours que le Directoire avait décidé de faire passer à cette colonie. Truguet le sentait, et mit la plus grande célérité dans l'armement de la division chargée de porter ces secours; mais plusieurs circonstances imprévues vinrent retarder son départ.

On avait armé en toute diligence quatre frégates et deux corvettes dans le port de Rochefort; ces bâtiments étaient prêts à prendre la mer, lorsque le gouvernement nomma des agents chargés de le représenter dans les diverses colonies de la république. Il fut décidé que ceux qui étaient destinés pour les îles de France et de la Réunion s'embarqueraient sur la division en partance. Les dispositions qu'il fallut faire à bord de la frégate qui devait porter ces fonctionnaires, ainsi que les délais qu'ils mirent à rejoindre la division, firent perdre un temps précieux. Ce ne fut pas tout : au moment où l'expédition, réunie dans la rade de l'île d'Aix, n'attendait plus qu'un vent favorable pour faire route, une tempête violente se déclare, et jette presque tous les bâtiments à la côte. Ils firent plus ou moins d'avaries; mais la frégate *la Cocarde*, ayant touché sur des roches, avait été tellement endommagée qu'il fallut renoncer à lui faire entreprendre le voyage. On désigna, pour la remplacer, la frégate *la Vertu*, qui était en radoub, et son commandant, le capitaine de vaisseau L'Hermite[1], passa, avec tout son équipage, sur cette dernière. C'était la seconde fois que ce brave officier changeait de bâtiment dans la division. Il

[1] Depuis baron, contre-amiral; il a rempli avec distinction les fonctions de préfet maritime au port de Toulon.

1796 — an v. Océan ind.

revenait sur la frégate *la Seine*, après avoir fait, dans les mers du Nord, une croisière aussi glorieuse que pénible, lorsque cette frégate fut désignée pour faire partie de l'expédition de l'île de France; mais, comme elle devait s'y rendre armée en flûte, le capitaine L'Hermite refusa de commander, armé de la sorte, un bâtiment qu'il avait commandé plus de deux ans en guerre. Le général Sercey, qui faisait grand cas des talents et du courage de cet officier, voulut le conserver dans sa division, et lui fit donner le commandement de la *Cocarde*. Quelque célérité qu'on eût mise à réparer les avaries des frégates, le départ en fut encore différé de plus d'une semaine. Enfin, le vent étant favorable, le général se décida à partir sans attendre la *Vertu*, à laquelle il laissa des instructions, et fixa un lieu de rendez-vous.

Ce fut le 4 mars 1796 (14 ventôse an IV) que la petite escadre du contre-amiral Sercey fit voile de France. Elle était composée des frégates *la Forte*, portant du 24; *la Régénérée*, portant du 12; *la Seine*, armée en flûte, et des corvettes *la Bonne Citoyenne* et *la Mutine*. Elle portait, en outre des agents du directoire, 800 hommes d'infanterie sous les ordres du général Magalon, deux compagnies d'artillerie et quantité de munitions de guerre. Le contre-amiral avait son pavillon à bord de la *Forte*; la *Régénérée* était commandée par le capitaine de vaisseau Willaumez[1], qui avait obtenu ce grade au retour de l'expédition de d'Entrecasteaux à la recherche de La Pérouse, dans laquelle il avait donné de nouvelles preuves de ses talents comme homme de mer; la *Seine* avait pour commandant le lieutenant de vaisseau Bigot[2].

La division eut du gros temps dans le golfe de Gascogne, et les bâtiments se tenaient difficilement ralliés. Au point du jour, le 7, on s'aperçut que la *Bonne Citoyenne* manquait. Le 8, la *Mutine* démâte, dans un grain, d'un de ses mâts de hune; le général rend par signal le capitaine de ce bâtiment libre de sa manœuvre, et continue sa route avec les trois frégates. On verra de quelle conséquence fut par la suite le manque

[1] Depuis contre-amiral.

[2] Mort depuis capitaine de vaisseau

de corvettes dans la division. Le gros temps continua, et les frégates firent toutes plus ou moins d'avaries. La *Seine* démâta de son mât de hune. La mer était si grosse, que la frégate ne put être remâtée que le 10. Le même jour, la division prit un brick anglais de deux cents tonneaux, chargé de vivres de toute espèce pour la Martinique. Ce bâtiment faisait partie d'un convoi considérable, qui portait des munitions de guerre et de bouche aux îles du Vent, sous l'escorte de trois vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates. Ces forces étant trop supérieures pour que la division française pût tenter quelque chose sur le convoi, elle prit une route qui l'en éloignait. Le 14, elle passa à vue de Madère et de Porto-Santo, et, le 17, elle mouilla devant Santa-Cruz, ville de l'île de Palma, l'une des Canaries. C'était le lieu de rendez-vous qui avait été fixé au capitaine de la *Vertu;* cette frégate y arriva le 29 mars, après une heureuse traversée de dix jours. Après cette jonction, la division se remit en route.

1796—an V. Océan ind.

Il ne se passa rien de remarquable jusque dans les parages du cap de Bonne-Espérance. Le 12 mai, la division étant par les 32° de latitude sud et 30° de longitude orientale, elle prit un grand bâtiment baleinier anglais chargé d'huile. Dans la nuit du 24 au 25 mai, près du cap des Aiguilles, un grand navire à trois mâts tomba au milieu de la division. Un beau clair de lune facilita les manœuvres nécessaires pour l'empêcher de s'échapper, et il fut bientôt forcé de se rendre. On envoya sur-le-champ un canot pour l'amariner; c'était un très-gros bâtiment portugais qui revenait de Calcutta avec une riche cargaison de marchandises des Indes; son équipage était fort de 95 hommes. A sept heures du matin, on aperçut deux autres voiles, auxquelles le général fit donner chasse. C'étaient deux grands bâtiments à trois mâts qui longeaient la terre, dont la division était en ce moment à environ cinq lieues dans le sud. La *Régénérée*, la meilleure marcheuse de la division, ayant manœuvré pour couper la route à celui qui se trouvait le plus de l'avant, en vint bientôt à portée de le reconnaître pour une petite frégate. Celle-ci fit à la frégate française des signaux de reconnaissance, et, voyant que l'on n'y répondait pas, elle se couvrit de voiles, mit des bonnettes haut et bas, tribord et bâbord, et laissa arriver pour courir vers la côte. A dix heures, le général

1796 — an v. Océan ind. joignit le second bâtiment, et lui tira deux coups de canon à boulet; sur-le-champ ce navire diminua de voiles et arbora le pavillon américain. La *Vertu* fut chargée de le visiter, et la *Forte* mit toutes ses voiles dehors, pour chasser avec la *Régénérée* la frégate qui fuyait et qui avait arboré le pavillon anglais, en l'assurant d'un coup de canon à boulet, lorsque le général avait tiré sur l'autre navire; la *Seine* fit aussi route pour gagner la terre. La frégate anglaise étant excellente marcheuse, elle put passer très-près du cap des Aiguilles avant que la *Régénérée* fût venue à bout de lui couper le chemin; elle s'était considérablement allégée, en jetant quantité d'objets à la mer; malgré cela, vers onze heures, la *Régénérée* la tenait à portée de ses canons de 12; alors elle prit le parti extrême de jeter sa batterie à la mer; par là elle augmenta de beaucoup sa marche. La *Régénérée*, s'en étant aperçue, lui tira quelques coups de ses canons de chasse, pour tâcher de la dégréer; elle n'y parvint pas; mais elle força de la sorte la frégate anglaise à serrer de si près le rivage que l'on croyait à tout moment qu'elle allait faire côte. Par une espèce de miracle, elle ne toucha pas, et continua sa route vent arrière. La mer était belle et le vent faible, ce qui lui donnait de l'avantage sur la *Régénérée*, dont la grande marche n'était que d'un bon frais. Depuis surtout qu'elle s'était débarrassée de ses canons, elle gagnait sensiblement sur les frégates françaises. A une heure et demie, le général demanda, par signal, au capitaine de la *Régénérée* s'il avait l'espoir de joindre l'ennemi. Celui-ci répondit que oui; effectivement le vent avait un peu augmenté, sa frégate éloignait la *Forte* et la *Seine*, et l'ennemi semblait ne plus gagner sur elle. Le capitaine Willaumez, pensant que le vent allait devenir plus frais, espérait pouvoir, avant la nuit, remettre la frégate anglaise à portée de ses canons; aussi vit-il avec peine le général lui faire à deux heures et demie le signal de ralliement. Il répondit, en signalant qu'il avait encore l'espoir de joindre l'ennemi; et en effet, depuis quelque temps il gagnait sur lui; mais le général ayant diminué de voiles et changé de route, en conservant toujours à tête de mât le signal de ralliement, le capitaine Willaumez se vit forcé d'imiter sa manœuvre et il leva la chasse, avec tout le regret que peut éprouver un

officier zélé, obligé de renoncer à une capture presque certaine. 1796 – an V. Océan ind.

Après la chasse levée, on put communiquer avec le navire amariné par la *Vertu*. Il était véritablement américain, comme son pavillon l'indiquait, et était chargé de vivres pour l'Ile-de-France; mais, comme il avait été capturé plusieurs jours auparavant par la frégate anglaise avec laquelle il naviguait de conserve lorsque la division française le rencontra, il se trouva être de bonne prise. Ce bâtiment avait été frété à Batavia, par l'ex-directeur de la compagnie hollandaise des Indes. On apprit, par les matelots anglais qu'on trouva à bord, qu'il y avait au cap de Bonne-Espérance plusieurs bâtiments de guerre, et que depuis quatre jours il y était arrivé de Madras le vaisseau *le Monarch*, de 74. On sut également que la frégate à laquelle appartenaient ces marins, et que la division française venait de chasser, était le *Sphynx*, portant vingt-six canons de 9 en batterie, sans compter l'artillerie de ses gaillards, armés de caronades de 24. On visita ensuite la cargaison du navire portugais, et l'on reconnut qu'elle pouvait valoir près de trois millions. La *Vertu* prit à la remorque le navire américain, et le bâtiment portugais, marchant assez bien, suivit la division sans être remorqué.

Le 3 juin, à deux heures après-midi, étant par les 34° de latitude sud, et 31° de longitude orientale, grand vent et la mer grosse, la division eut connaissance d'un navire. On le chassa; à trois heures, il se trouva à petite portée; on lui tira quelques coups de canon; il hissa et amena sur-le-champ un pavillon anglais. Il ventait si fort que la *Régénérée* eut son grand mât de hune craqué; malgré cela, et bien que la mer fût très-mauvaise, un petit canot fut expédié de cette frégate avec un officier, l'agent comptable et cinq matelots, pour amariner la prise. Ils y arrivèrent par un rare bonheur, car le grand canot de la même frégate, qui avait débordé peu après pour se rendre aussi à bord de la prise, fut contraint de rétrograder, à cause que les lames le comblaient et menaçaient de l'engloutir. Les sept Français seuls sur un grand navire pouvaient courir quelques dangers, et la prise tenter de s'échapper à la faveur de l'obscurité; aussi le général fit signal aux bâtiments de la

1796 — an v. Océan ind. division de la conserver toute la nuit à vue, et la *Regénérée* eut soin de s'en tenir constamment à portée de voix; au jour, le temps étant devenu plus beau, on fut à bord de ce navire; il était du port de huit cents tonneaux, chargé de riz, et venait du Bengale; son équipage était fort de 136 hommes, dont trente-six Européens et cent Lascars[1]. On remplaça une partie de cet équipage par des matelots français, et on expédia le navire pour l'Ile-de-France isolément, afin qu'il ne retardât pas la division dans sa marche.

La navigation continua sans aucun autre événement remarquable. La division, après avoir essuyé quelques coups de vent, arriva enfin, le 18 juin, à la vue des côtes de l'Ile-de-France. Elle longea la terre à un mille de distance; mais, bien que la frégate du général, outre son pavillon de commandement, eût à tête de mât les signaux de reconnaissance pour les côtes, il ne paraissait pas de pilote. Les habitants, qui n'étaient point prévenus de l'envoi d'une escadre française dans les mers de l'Inde, et qui, depuis l'arrivée de la frégate *la Preneuse*, en l'an III, n'avaient point vu venir de bâtiments de guerre de la république, pouvaient prendre ceux de l'amiral Sercey pour la division anglaise qui avait établi sa croisière au vent de l'île, et qui depuis cinq ou six jours avait disparu. Ce ne fut enfin que lorsque la *Régénérée*, qui s'avançait la première, eut donné dans le chenal, et cargué une partie de ses voiles, indiquant par cette manœuvre qu'elle se disposait à mouiller, que quatre pilotes se décidèrent à se rendre à bord des frégates qui vinrent jeter l'ancre au milieu du port.

Dans l'après-midi, les agents du Directoire, dans leur grand costume, accompagnés des généraux de terre et de mer, ainsi que des commandants des frégates, descendirent à terre dans le canot de l'amiral, et se rendirent à l'assemblée coloniale, escortés de 50 hommes des troupes de lignes amenées par la division. A leur départ de la frégate *la Forte*, ils furent salués de vingt-un coups de canon et de cinq cris de *vive la république;* honneurs souverains qu'on leur rendit, sans doute, en exécution de l'arrêté du Directoire, qui avait décidé que ses

[1] Marins indiens

agents dans les colonies, représentant le gouvernement de la république, y avaient droit aux mêmes honneurs que les membres de ce gouvernement, qui, comme chefs d'un grand peuple, recevaient en France ceux qui sont réservés par l'usage des nations européennes aux têtes couronnées. Le rôle qu'ils commençaient d'une manière si brillante ne fut pas de longue durée : deux ou trois jours après ils furent chassés de l'île [1], ainsi que nous le rapporterons en son lieu ; nous n'en parlons ici que pour dire que les marins et les officiers de l'escadre, l'amiral excepté, demeurèrent étrangers à cet événement. 1796—an V. Océan ind.

Le premier soin de l'amiral Sercey avait été de faire mettre à terre les malades de son escadre, et de dégréer ses bâtiments, pour en faire visiter et réparer le gréement et la voilure, afin d'être bientôt prêt à partir en croisière. On s'occupa en même temps de débarquer toutes les munitions destinées à la colonie ; et la frégate *la Seine*, après avoir déchargé les objets composant son chargement, s'arma en guerre. Les deux frégates *la Cybèle* et *la Prudente* furent aussi mises en état de reprendre la mer, et l'escadre se trouva ainsi composée de six frégates. Ces divers travaux n'employèrent pas tout à fait un mois. Quand ils furent terminés, les bâtiments firent eau et embarquèrent des vivres consistant en riz, salaisons, arack, et une petite quantité de vin, et se tinrent prêts à mettre à la voile. L'escadre se trouvait sans corvettes ; celles qui étaient parties de France avec les frégates s'en étaient séparées dès les premiers jours de navigation, comme nous l'avons dit, et le *Moineau*, qui était à l'île de France à l'arrivée de la division, venait d'en partir avec les agents du Directoire. Pour y suppléer, l'amiral Sercey mit en réquisition la goëlette-corsaire *l'Alerte*, et en fit sa mouche.

Tout étant prêt, l'escadre appareilla de l'île de France le 14 juillet, et se dirigea vers l'île de la Réunion. Arrivées à la vue de cette île quatre jours après, la *Forte* et la *Vertu* vont mouiller dans la rade de Saint-Denis, les quatre autres frégates dans celle de Saint-Paul. Elles y embarquent des bœufs, des moutons, des cabris, des volailles et du maïs ; et les habitants, à l'envi, ajoutent une foule de provisions diverses aux

[1] *Voyez*, plus loin, l'article sur les colonies.

1796 — an V. Océan ind. vivres qu'il leur est ordonné de fournir par les autorités. Le général Sercey en adressa des remerciments à l'assemblée coloniale, au nom de toute l'escadre. Le 22, il remit à la voile, et fit route pour les côtes de l'Inde.

Dans cette traversée, les frégates ne mirent pas toute la diligence possible; la goëlette en fut cause, elle marchait mal; et, loin de pouvoir servir de découverte à la division, elle la retardait sans cesse. Enfin elle fut prise sur un des points de la côte, où on l'avait envoyée en reconnaissance : le général dut alors regretter ses corvettes. Le 14 août, les frégates eurent connaissance de la pointe sud-ouest de Ceylan; elles y croisèrent quatre jours, et y firent plusieurs prises. La plus importante était un grand bâtiment chargé de riz, de sucre et de benjoin, allant de Bencoul à Madras. Elles remontèrent ensuite au nord, en longeant la côte de Coromandel, jusques au delà de Pondichéry et vers Madras. La *Prudente* et la *Régénérée* furent détachées, dans les derniers jours d'août, pour aller reconnaître la rade de Tranquebar; elles y firent des prises de peu de valeur.

L'expédition qu'avait en vue le général Sercey en se rendant à la côte de Coromandel fut manquée par la faute du capitaine de la goëlette-corsaire qui lui servait de découverte. Envoyé par l'amiral sur la côte pour y prendre des informations sur les forces de l'ennemi, et la quantité de navires marchands et vaisseaux de la compagnie qui pouvaient se trouver dans les différents ports, cet officier, en vrai corsaire, crut pouvoir se permettre, tout en remplissant cette mission pour l'État, de travailler à la fortune de son armateur et à la sienne, en faisant quelques prises. Il se trouva de nuit près d'un grand bâtiment qu'il prenait pour un navire marchand, et voulut l'enlever à l'abordage; malheureusement c'était une frégate anglaise, qui le prit lui-même. Il n'eut pas seulement le temps de jeter ses papiers à la mer, et les Anglais connurent tous les projets du général Sercey. Ils n'étaient cependant pas en force pour pouvoir résister à sa division; mais ils eurent recours à la ruse. Ils lui firent passer de faux avis, qui lui persuadèrent qu'il y avait dans ces parages des forces navales infiniment supérieures aux siennes. L'amiral donna dans le piége; et, lorsqu'il avait cru pou-

voir et pouvait en effet ravager toute la côte de Coromandel, et prendre tous les navires qui s'y trouvaient, il se vit forcé de l'abandonner, et de diriger ses forces sur un autre point. Il résolut, en conséquence, de se porter à l'entrée du détroit de Malacca, de tenter d'enlever Poulo-Pinang aux Anglais, et d'en détruire les établissements. La division fit donc route vers les îles de la Sonde. Le 1[er] septembre, elle prit connaissance de Poulo-Vay et de la pointe de Pedre; elle visita d'abord le mouillage d'Achem, et y fit des prises; ensuite elle établit sa croisière le long de la côte du nord de Sumatra. Le 5, elle fit une prise, et la brûla. Le 7, le général fit donner la chasse à un grand navire, qui fut joint à cinq heures du soir, par la *Régénérée*, à laquelle il eut l'audace d'envoyer une volée de ses canons. La frégate aurait pu lui faire payer cher cette témérité; mais, étant sûr de le prendre, le capitaine de la *Régénérée* ne voulut pas s'exposer, en ripostant, à lui faire quelque avarie majeure. Voyant qu'il ne pouvait pas échapper à la division française, il amena son pavillon, et l'on fut à bord. C'était un fort vaisseau de la compagnie, nommé *le Favori*, du port d'au moins douze cents tonneaux, chargé de rhum et de riz; il avait 90 hommes d'équipage, et s'était battu peu de jours avant, pendant deux heures, contre un corsaire français, qu'il avait forcé de l'abandonner. Le général donna l'ordre d'expédier ce bâtiment pour l'Ile-de-France. On travailla toute la nuit à en retirer divers objets utiles aux frégates, et à le mettre en état de se rendre à sa nouvelle destination.

1796 — an V. Océan ind.

Au point du jour, le 8, tandis qu'on était occupé de ces divers travaux, on aperçut deux voiles à toute vue, sous le vent de l'escadre; il faisait presque calme. A huit heures et demie, une petite brise permit aux frégates de gouverner; mais la direction du vent avait changé, et les voiles aperçues qui l'apportaient avec elles faisaient route sur la division française, et grossissaient à vue d'œil. On ne tarda pas à les reconnaître pour de grands bâtiments armés. L'amiral Sercey fit alors le signal de se préparer au combat; et peu après il ordonna de se former sur une ligne de convoi, dont il prit la tête. A dix heures, tout étant disposé à bord des frégates pour une action, le général vira de bord, ainsi que toute la division;

ce n'était qu'en approchant ces navires qu'on pouvait s'assurer si c'étaient des vaisseaux de la compagnie des Indes ou des vaisseaux de ligne. L'amiral Sercey leur fit alors les signaux des vaisseaux du roi d'Angleterre à ceux de la compagnie des Indes; ils n'y répondirent pas.

A midi, la division française arbora ses pavillons, les vaisseaux ne firent point voir les leurs, et virèrent de bord, comme pour fuir devant les forces de la république. Cette manœuvre remplit de joie et d'espérance les équipages des frégates, et la chasse continua avec ardeur. Bientôt la division eut gagné le vent aux vaisseaux, et les approcha tellement que la *Forte*, qui tenait la tête de la ligne, ne s'en trouvait plus qu'à une portée et demie de canon. A cette distance on put compter leurs sabords, et reconnaître que c'étaient deux vaisseaux de soixante-quatorze. On sut par la suite qu'ils se nommaient *l'Arrogant* et *le Victorieux*. La partie, à notre avis, était égale; et l'on pourrait même dire qu'avec de l'audace et surtout de l'ensemble dans les manœuvres, l'avantage devait indubitablement rester aux six frégates [1]. Cependant, vers deux heures et demie, le général français se décida à revirer et à faire reprendre aux frégates la route qu'elles tenaient avant la rencontre des deux vaisseaux. Nous allons essayer de trouver les motifs de cette détermination.

Dans l'état de faiblesse de la marine française, la plus grande de toutes les folies était de faire sortir des vaisseaux pour chercher ceux de l'ennemi et leur livrer bataille. On le fit pourtant au commencement de la guerre, et nous en avons vu les tristes résultats. Cette funeste expérience, au surplus, n'était pas nécessaire pour convaincre que ce n'est pas là la tactique du plus faible. Tromper la vigilance du plus fort, échapper à ses poursuites, se présenter à l'improviste sur un point qu'il n'a pas gardé, et il est impossible qu'il les garde tous : voilà le vrai moyen de compenser une trop grande iné-

[1] Le poids des boulets d'une bordée des deux vaisseaux excédait, il est vrai, de près de cent livres celui des boulets d'une bordée des frégates, et la faiblesse d'échantillon de ces dernières ajoutait considérablement à cette différence de forces; mais les positions avantageuses que pouvaient prendre les frégates pour combattre les vaisseaux devaient rétablir l'équilibre.

galité de forces; celles des deux ennemis fussent-elles égales même, celui des deux qui agirait ainsi triompherait bientôt de l'autre. En marine, le combat n'est donc jamais le but qu'on doit se proposer, à moins qu'on ne possède une telle supériorité de forces sur son ennemi, qu'on puisse espérer parvenir à anéantir bientôt les siennes. Les bâtiments de guerre ont ainsi toujours une direction autre que de combattre ceux de l'ennemi; et il arrive souvent que, quelle que soit l'issue du combat, cette destination première et principale ne peut plus être remplie. L'important pour l'État est qu'un commandant de forces navales s'acquitte de la mission dont il est chargé, et non qu'il la manque pour faire preuve de courage et acquérir une gloire stérile pour son pays.

1796 — an V.
Océan ind.

D'après ces principes, les divers gouvernements qui se sont succédé en France pendant la guerre de la révolution ont presque tous, et très-sagement, donné l'ordre formel aux généraux et capitaines de bâtiments de guerre d'éviter toute espèce d'engagement, de ne livrer combat qu'en cas de nécessité absolue, et de tourner tous leurs efforts vers l'accomplissement de leur mission. L'amiral Sercey avait peut-être un ordre de cette nature; mais il importe peu de savoir la vérité sur ce point : il est facile d'alléguer d'autres raisons qui ont pu l'engager à éviter une action. Les deux vaisseaux qu'il avait à combattre n'étaient sans doute pas les seules forces que l'ennemi eût dans ces parages; et, supposant le résultat le plus heureux, quand il eût pris et brûlé ces deux vaisseaux (car il n'avait pas les moyens de les conduire à l'île de France), il lui eût fallu en combattre d'autres peu de jours après; mais les avaries reçues dans le premier combat auraient mis les frégates dans l'impossibilité de soutenir aussi avantageusement le second; ces avaries, dans tous les cas, ne pouvaient qu'être majeures, le mauvais état de la mâture et du gréement devait le faire craindre; et, si loin de l'île de France, privé d'un port pour s'y réfugier et se réparer, il ne semblait pas prudent de s'exposer aux conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter pour les bâtiments de la république.

Quelle qu'ait été la cause qui porta l'amiral Sercey à décliner le combat, dès qu'il eut pris sur l'autre bord avec sa

1796—an v. Océan ind. division, il la forma sur deux colonnes, afin d'être à même de mettre l'ennemi entre deux feux, s'il venait attaquer les forces françaises. Les vaisseaux, qui avaient continué de tenir le plus près pour gagner dans le vent et s'éloigner des frégates, firent porter sur elles à quatre heures et demie, et se couvrirent de voiles pour leur appuyer chasse à leur tour.

Le général forma alors sa ligne de bataille avec les quatre plus fortes frégates dans cet ordre : la *Cybèle*, la *Forte*, la *Seine* et la *Vertu*, conservant un peu au vent de cette ligne; *la Prudente* et la *Régénérée*, désignées comme escadre légère, sous le commandement du capitaine de la *Prudente*, Magon[1], pour envelopper l'ennemi. Les vaisseaux anglais se formèrent bientôt en ligne au vent des frégates, et se mirent à courir le même bord qu'elles, en donnant de temps en temps de petites arrivées pour les rapprocher. A sept heures, ils se trouvèrent fort près de *la Vertu;* mais ensuite ils s'en écartèrent et se retirèrent un peu au large, se maintenant néanmoins à une distance qui pût leur permettre de conserver la division à vue. Ils parurent avoir l'intention d'attaquer pendant la nuit ; car, à la chute du jour, ils allumèrent dans leurs batteries les fanaux de combat, et ils conservèrent à poupe un grand pavillon. Ils espéraient sans doute profiter de quelque désordre accidentel que l'obscurité pourrait mettre dans la ligne française; mais les frégates manœuvrèrent avec ensemble et précision. A dix heures, la sonde ayant amené vingt brasses, le général jugea dangereux de courir davantage sur la terre : il ordonna à la *Cybèle* de virer de bord vent devant; les autres frégates imitèrent cette manœuvre par la contre-marche[2]. Les Anglais eurent sans doute connaissance de ce mouvement, et l'exécutèrent aussi; car, le lendemain 9 septembre, au point du jour, ils se trouvaient à petite portée de canon des frégates de queue. La division alors força de voiles; les ennemis en firent autant, et la suivirent de très-près. A cinq heures et

[1] Mort glorieusement au combat de Trafalgar, où il commandait une partie des forces françaises.

[2] Mouvement successif, exécuté par tous les vaisseaux d'une ligne au même point que le premier ; c'est la plus simple des évolutions navales.

demie, l'amiral Sercey, voyant que le combat devenait inévitable, résolut d'attaquer l'ennemi. En conséquence il fit virer de bord et former l'ordre de bataille renversé, la *Vertu* en tête. Dans cet ordre il poussa sa bordée de manière à gagner le vent aux vaisseaux. Une demi-heure après, la *Prudente* s'approcha de la *Régénérée* pour lui parler ; et les deux capitaines convinrent qu'afin d'éviter toute méprise si l'on abordait l'ennemi, leurs matelots prendraient pour mots d'ordre et de reconnaissance *Magon et Willaumez*. Les marins de ces deux frégates firent éclater des transports de joie et d'enthousiasme, et mêlèrent les noms de leurs capitaines à leurs acclamations. A six heures et demie, le général fit le signal de commencer le feu dès qu'on serait à portée. Les vaisseaux anglais hissèrent alors leur pavillon. Le vaisseau de tête commença le combat à sept heures et quelques minutes, en tirant plusieurs volées à *la Vertu*. Celle-ci ne put lui risposter que lorsqu'il laissa arriver pour prolonger la ligne française à contre-bord, suivi de son compagnon. Ce mouvement s'exécuta lentement, à cause du peu de vent ; et les frégates *la Vertu* et *la Seine* demeurèrent longtemps exposées seules au feu des vaisseaux ; elles souffrirent toutes deux beaucoup, la *Vertu*, dans sa mâture et ses voiles ; la *Seine*, par la quantité d'hommes qu'on lui mit hors de combat. Bientôt l'action devint générale ; mais les deux frégates de l'escadre légère ne purent d'abord y prendre une part très-active à cause de leur position à portée de fusil au vent de la *Forte* et de la *Cybèle*, qu'elles doublaient. Un quart d'heure environ avant que l'on tirât les premiers coups de canon, la *Prudente* avait fait à la *Régénérée* le signal dont l'expression est : *aborder l'ennemi*[1]. L'équipage de celle-ci l'accueillit aux cris cent fois répétés de *vive la république !* et attendait impatiemment le signal d'*exécution*. Il ne fut pas fait, sans doute à cause du calme, qui empêchait de manœuvrer, et qui laissait à peine assez d'*air* aux frégates pour gouverner et se tenir en ligne. La *Régénérée*, alors se laissa culer, la *Prudente* fit de même ; et ces deux frégates, formant ainsi une seconde ligne endentée avec celle

1796 — an V.
Océan ind.

[1] Tous les ordres et mouvements de la tactique navale ne s'exécutent qu'en vertu d'un second signal, appelé *signal d'exécution*.

1796—an v. Océan ind. des quatre autres, elles purent tirer sur l'ennemi, la *Régénérée*, en dirigeant tout son feu entre la *Forte* et la *Cybèle*, et la *Prudente*, en dirigeant le sien en arrière de cette dernière. La *Vertu*, en ce moment, paraissait très-maltraitée; une de ses vergues avait été coupée par les boulets de l'ennemi. La *Régénérée* allait demander à donner la remorque à cette frégate, lorsque le général fit signal à l'escadre légère d'*arriver* et de serrer l'ennemi au feu. Il faisait alors calme plat, et les frégates ne gouvernaient plus. La *Régénérée* mit un canot à la mer pour se faire abattre; mais tout ce qu'elle put faire fut de parvenir à prendre poste, à neuf heures, dans la première ligne, en arrière de la frégate du général. Dans cet instant, le premier vaisseau ennemi arriva tout plat; il avait une vergue coupée. Une épaisse fumée sortait de tous les côtés de ce vaisseau : il avait le feu à bord, et ne s'occupait plus qu'à tâcher de l'éteindre. Tous les efforts des frégates purent se réunir sur le vaisseau de queue. Il ne riposta que faiblement au feu de toute la division française, et fut bientôt dégréé, criblé, et forcé de se retirer. A onze heures, le feu cessa entièrement. Les deux vaisseaux anglais, tout délabrés, se trainaient péniblement. La division française, bien ralliée, reprit, sans forcer de voiles, sa route de la veille, formée sur deux colonnes.

Ce combat coûta la vie à un certain nombre de braves, à la tête desquels nous citerons le capitaine Latour, commandant de la *Seine*. Cette frégate eut dix-huit hommes tués et quarante-quatre blessés; la *Forte*, six tués, dix-sept blessés; la *Cybèle*, quatre tués, treize blessés; la *Vertu*, neuf tués, quinze blessés; la *Prudente*, trois tués, neuf blessés; et la *Régénérée*, deux tués et six blessés : ce qui fait quarante-deux tués et cent quatre blessés pour toute la division. Divers traits de courage signalèrent cette journée. L'aspirant Batiste (de la *Forte*), atteint d'un boulet qui l'avait presque coupé en deux, s'écria : « Allons, mes amis, mon affaire est faite; jetez-moi à la mer; *vive la république!* » Un matelot de la *Cybèle*, occupé à réparer une manœuvre que le feu de l'ennemi avait coupée, a le bras emporté et tombe à la mer; le nommé Poulain, quartier-maître de manœuvre, plonge après lui et le ramène à bord.

Gauvin, chef de pièce à bord de la *Vertu*, reçoit plusieurs blessures en même temps; il met lui-même la main dans ses plaies, en retire un biscaïen et des éclats de bois, et continue de pointer sa pièce jusques à la fin du combat. 1796 — an V. Océan ind.

Aussitôt l'action finie, on mit les charpentiers et calfats à boucher les trous de boulets, et l'on s'occupa de réparer les gréements. La *Cybèle* prit la *Vertu* à la remorque, pendant que celle-ci changeait la vergue qu'on lui avait coupée. A deux heures, le premier vaisseau anglais n'avait pas encore changé la sienne; et le second, dont le gréement et la voilure avaient été hachés, parvint avec infiniment de peine à établir quelques voiles pour se retirer, avec son *matelot* [1], vers Poulo-Pinang. On jugea par la lenteur de leurs travaux qu'ils avaient perdu beaucoup de monde.

L'amiral Sercey convoqua dans l'après-midi un conseil, où il fut décidé d'aller aux îles de Nicobar, faire de l'eau et du bois, et ensuite de retourner à l'Ile-de-France, pour réparer complétement les frégates. Cependant, le 10 septembre, on fit route pour l'île du Roi, dans l'archipel de Mergui, où il avait été décidé postérieurement qu'on se rendrait. La division y arriva le 15. Aussitôt l'amiral Sercey dépêcha un officier vers le rajah de Mergui, qui le reçut avec la plus grande distinction, lui offrit pour l'escadre tous les secours en vivres et rafraîchissements que pouvaient procurer ses États, et témoigna le plus vif désir de voir le général. A peine les frégates eurent-elles jeté l'ancre, qu'on établit la forge à terre; les charpentiers s'occupèrent d'abattre des arbres pour faire des mâts et des vergues; en même temps chaque bâtiment compléta sa provision d'eau et de bois à brûler. Ces travaux furent bientôt achevés; et comme on trouva à l'île du Roi les moyens de changer même des bas mâts aux frégates qui avaient les leurs en mauvais état, et qu'une partie du rhum et du riz de la prise *le Favori* fournit à la division un supplément de vivres, le général ne se vit pas

[1] Dans une escadre en ligne, tout vaisseau est dit *matelot* d'avant de celui qu'il précède, et *matelot* d'arrière de celui qu'il suit. Le mot *matelot* est employé familièrement par le marin pour désigner son ami, son camarade, son *compagnon*; et c'est sans doute là l'origine de la figure par laquelle on applique ce mot aux vaisseaux, comme aux hommes.

1796 — an v. Océan ind. dans la nécessité de retourner à l'Ile-de-France aussitôt qu'il l'avait cru ; il se remit en croisière. Nous suspendons ici le récit des opérations de l'amiral Sercey ; nous le reprendrons à une autre époque.

Méditerran. Le traité d'alliance entre la république française et l'Espagne ne tarda pas à être suivi de la déclaration de guerre de cette dernière puissance à l'Angleterre. Dans cette déclaration, datée du 5 octobre 1796, l'Espagne exposait, entre autres griefs : 1° la conduite des Anglais lors de l'évacuation du port de Toulon ; l'amiral Hood n'ayant rempli aucun des engagements contractés avec les habitants de cette ville, sous la garantie des Espagnols, contre l'intention desquels il a emmené en Angleterre plusieurs vaisseaux français, et brûlé ce qu'il a pu du reste ; 2° la confiscation du galion *Sant-Jago*, estimé plus de 23,000,000 et repris par les Anglais sur les Français, confiscation prononcée au mépris des conventions existantes entre les deux cours espagnole et britannique ; 3° la saisie des soies expédiées en Angleterre par les négociants espagnols, et achetées pour le compte de marchands anglais, à la vente des prises de Richery ; 4° enfin diverses autres captures illégales.

Le gouvernement anglais, dans sa réponse à la déclaration du roi d'Espagne, se défendit mal de ces diverses inculpations. Il prétendit, au sujet de la conduite de ses généraux à Toulon, que, lorsque deux alliés concourent à une même opération militaire, l'un des deux n'a pas le droit de se plaindre que l'autre ait fait à l'ennemi plus de mal que lui. Quant au galion, il allégua que l'amirauté l'avait déclaré de bonne prise, et que personne ne saurait mettre en doute l'équité d'un tribunal aussi respectable. Le fait est que le *Sant-Jago*, expédié de Lima pour l'Espagne pendant que cette puissance était encore en guerre avec la France, avait été pris par le corsaire républicain *le Dumouriez*, et qu'étant demeuré plus de vingt-quatre heures au pouvoir des Français, il eût été de bonne prise, même pour le bâtiment espagnol qui l'eût repris ; aussi le roi d'Espagne n'invoquait pas le droit maritime ordinaire, mais une convention particulière, conclue entre son ministre et lord Saint-Helens, ambassadeur anglais à Madrid. Sur ce qui regardait les saisies illégales, visites de bâtiments et insul-

tes faites au pavillon espagnol, voici la singulière réponse du cabinet de Saint-James : « Dans l'exécution des immenses opérations d'une guerre maritime poussée avec vigueur dans les quatre parties du globe, il n'est pas impossible qu'il se soit commis quelques désordres, que, malgré toute sa vigilance, le gouvernement n'a pu ni réprimer, ni souvent même connaître, et que, dans l'exercice du droit acquis à toute puissance maritime de chercher et de saisir les propriétés de ses ennemis sur tous les navires marchands, les nations neutres aient été exposées à des vexations passagères. Au reste, une preuve de la bonne foi de l'Angleterre est que les sujets de plaintes bien ou mal fondées contre elle sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui qu'il n'est jamais arrivé à aucune époque antérieure. » Un tel langage n'exige pas de réflexions. 1796 — an V. Méditerran.

Un des premiers résultats de la rupture de l'Espagne avec l'Angleterre fut, comme nous l'avons vu, l'abandon de la Corse par les Anglais, abandon d'autant plus honteux, que leur roi l'avait annexée à sa couronne, et en avait fait une vice-royauté de l'empire britannique. L'évacuation de la Méditerranée par l'escadre de sir John Jervis fut aussi la conséquence de cet événement politique important. L'amiral anglais concentra ses forces dans les environs de Cadix, position qui lui permettait, en attendant des renforts d'Angleterre, de protéger le Portugal contre une attaque, si elle n'était tentée que par une portion de l'armée combinée espagnole et française. De là également il était à portée d'observer les mouvements de cette armée lorsqu'elle entrerait dans l'Océan, et de s'assurer de la direction qu'elle prendrait après avoir passé le détroit.

L'expédition maritime contre le Portugal avait été plusieurs fois conseillée au gouvernement républicain ; mais la circonstance actuelle était la plus favorable qui pût se présenter pour la tenter. Rien n'était plus facile que de faire entrer l'armée navale franco-espagnole dans le Tage, de la faire remonter jusqu'à Lisbonne, et jeter l'ancre devant cette capitale, à portée de fusil du palais du roi. Dans cette position, on eût menacé de raser la ville de fond en comble, si les vaisseaux marchands et

1796 — an v. Méditerran.

les magasins anglais n'étaient livrés sur le champ; puis on frappait sur les habitants une forte contribution de guerre. Cette expédition eût donné à la France au moins 200,000,000 en numéraire ou en marchandises anglaises, causé quantité de banqueroutes à Londres, et produit une désolation générale. Des motifs secrets, et sans doute bien puissants, ont empêché de l'entreprendre alors qu'il y avait tant de chances pour le succès, et ont réduit à l'inaction les forces maritimes imposantes que la France et sa nouvelle alliée devaient s'empresser de faire agir, dans un moment où l'Angleterre n'en avait pas de pareilles à leur opposer.

L'amiral Langara, cependant, prit la mer avec une armée de vingt-six vaisseaux, dont huit à trois ponts, treize frégates et quelques corvettes; et, après l'avoir promenée quelque temps dans la Méditerranée, il vint faire une assez longue relâche dans le port de Toulon. Mais l'armée française qui s'y trouvait n'en sortit pas tout entière : on se contenta seulement d'en détacher une escadre de cinq vaisseaux et trois frégates pour aller rejoindre l'armée navale de Brest.

La cause principale de cette fâcheuse inaction, qu'il ne faut point attribuer au ministre de la marine, fut la situation financière de la France, qui entravait toutes les opérations militaires et maritimes; et l'on sait combien ces dernières sont dispendieuses. Truguet avait, à force d'adresse, obtenu des Hollandais un peu de numéraire; mais les sommes qu'il se procura de cette manière n'étaient pas assez considérables pour le mettre à même d'exécuter toutes ses entreprises, et il crut devoir les employer de préférence aux dépenses de l'expédition qu'il projetait contre l'Irlande, dont le succès semblait promettre les résultats les plus prompts et les plus décisifs. On ne peut donc accuser ici que la rigueur des circonstances, qui s'opposait à l'exécution des plans les mieux concertés; et, il faut le dire, ces circonstances seules peuvent servir d'excuse; car c'est une faute d'autant plus impardonnable, dans la guerre maritime, de ne pas tenter des attaques quand on est un moment le plus fort, que, lors même qu'on est le plus faible, on doit encore prendre l'offensive, puisqu'il y a toujours des points où l'ennemi est vulnérable; et c'est une vérité qu'on ne devrait jamais perdre

1796 — an V. Méditerran.

de vue, en marine, que, trop faible pour se défendre, on est assez fort pour attaquer; notre histoire maritime en fournit quantité de preuves, et les Américains nous en ont donné une bien évidente dans leur dernière guerre contre les Anglais.

Côtes de l'Amériq. septentrion.

Dès que la guerre eut été à peu près résolue entre l'Espagne et l'Angleterre, c'est-à-dire aussitôt qu'on avait eu la certitude que le cabinet de Madrid consentait à entrer dans une alliance avec la république, le Directoire avait fait passer au contre-amiral Richery l'ordre de se tenir prêt à mettre en mer. Nous avons vu combien le long séjour qu'il fit à Cadix fut désavantageux à la France. Il y éprouva des désagréments de toute espèce; et le moindre ne fut pas l'esprit d'indiscipline, qui avait fait de tels progrès parmi ses équipages, qu'ils se déclarèrent en révolte ouverte, vers la fin de mars 1796. L'opinion générale en Espagne était que le consul anglais à Cadix avait travaillé sourdement à faire éclater cette révolte. Les prises que l'escadre avait faites en fournirent le motif; les marins voulaient être payés en une seule fois de la totalité de ce qu'il leur revenait pour leur part de ces prises. Déjà ils avaient établi un comité à terre, et leur sédition prenait le caractère le plus alarmant et pour leurs chefs et pour la ville de Cadix, qu'on craignait de leur voir mettre au pillage, lorsque Richery parvint à leur faire entendre raison, et fut assez heureux pour les ramener à l'ordre. Depuis cet instant, il lui tardait de partir d'Espagne; mais les négociations étaient déjà entamées avec cette puissance, et l'espoir d'une prompte et favorable issue de ces négociations avait engagé le gouvernement français à différer l'ordre du départ jusques à cette époque, où il pourrait être favorisé dans sa sortie par une escadre espagnole. L'événement ayant justifié les espérances du Directoire, Richery sortit de Cadix dans les premiers jours d'août [1], en même temps qu'une forte escadre espagnole, commandée par l'amiral Solano, qui l'accompagna jusques à près de cent lieues au large. Il se dirigea alors vers l'Amérique septentrionale.

[1] Son escadre était composée des vaisseaux *la Victoire*, *le Barra*, *le Jupiter*, *le Berwick*, *la Révolution*, *le Duquesne* et *le Censeur*, ainsi que des frégates *la Friponne*, *l'Embuscade* et *la Félicité*. Voyez tome III, page 250.

1796 — an v. Côtes de l'Amériq. Septentrion.

Le 28 août, il arriva sur le grand banc de Terre-Neuve, où il fit 80 prises, dont plusieurs très-richement chargées. Il les coula ou les brûla, après en avoir retiré les effets les plus précieux. Le 4 septembre, son escadre entra dans la baie de Bull (île de Terre-Neuve), s'y empara de tous les navires qui s'y trouvaient, et ruina les établissements anglais. Le lendemain Richery détacha, sous le commandement du chef de division Allemand, les vaisseaux *le Duquesne* et *le Censeur*, avec la frégate *la Friponne*, pour aller dans la baie aux Châteaux, sur la côte de Labrador, et partit lui-même avec le reste de l'escadre pour les îles de Saint-Pierre et Miquelon, où il ruina les établissements anglais, comme il venait de le faire à Terre-Neuve.

La division d'Allemand, contrariée par les vents et les brumes, ne parut devant la baie aux Châteaux que le 22 septembre; et ce retard imprévu l'empêcha de faire autant de prises que s'il eût pu y arriver plus tôt; presque tous les bâtiments en étaient partis. En s'y rendant néanmoins, il captura plusieurs de ces navires, faisant partie du riche convoi de pelleteries qui tous les ans, au retour de la baie d'Hudson, se rend dans celle des Châteaux au mois de septembre, et qu'il comptait y prendre tout entier. Aussitôt arrivé à l'entrée de la baie, le chef de division Allemand envoya un parlementaire sommer le commandant de l'établissement de se rendre. Sur son refus, il s'avança dans la baie, et eut bientôt rasé un fort de quatorze canons qui en formait toute la défense. Le commandant anglais prit alors le parti de faire mettre le feu à tous les édifices et magasins de l'établissement, et se retira, avec sa petite troupe, dans les bois, de sorte que, lorsque les marins français débarquèrent, ils ne trouvèrent plus que des cendres. On fit une battue dans les bois; mais on ne put parvenir à découvrir la retraite des Anglais; et la division, bientôt après, reprit le large. En s'en retournant, le commandant Allemand captura un navire chargé de piastres.

Le résultat de ces opérations combinées sur les côtes de Terre-Neuve et du Labrador fut la destruction de divers établissements importants et la prise de plus de cent navires coulés ou brûlés. Les prisonniers faits tant à terre que sur les bâtiments furent

envoyés sur leur parole à Halifax, à l'exception d'environ trois cents, qui furent embarqués sur les vaisseaux et frégates. Après ces expéditions désastreuses pour l'ennemi, les deux divisions de l'escadre française se dirigèrent séparément vers la France. Elles y arrivèrent toutes deux heureusement, malgré les escadres anglaises qui avaient été postées pour les attendre aux attérages. Celle que commandait Richery en personne gagna le port de Rochefort le 15 brumaire an v (5 novembre 1796), et celle d'Allemand mouilla sous l'île de Groix, près de Lorient, cinq jours après. Ces ports néanmoins n'étaient pas ceux dans lesquels ils devaient rentrer à leur retour, et ce fut un avantage pour les ennemis que de les en avoir écartés. Richery était impatiemment attendu à Brest avec son escadre ; il fut plus d'un mois avant de s'y rendre, et ce retard a eu des conséquences bien fâcheuses, s'il est vrai qu'il ait fait différer la sortie de l'armée navale de Brest. On verra qu'une des principales causes qui ont fait manquer l'expédition d'Irlande fut de l'avoir fait partir trop tard.

1796 — an v.
Côtes de l'Amériq. septentrion.

Il est temps de parler de cette belle expédition, dont le succès eût donné la paix au monde, et dont la malheureuse issue a fait naître d'éternels regrets dans le cœur de tous les Français amis de leur pays, et qui ne voyaient point de repos pour lui tant que l'Angleterre ne serait pas vaincue. Dès le commencement de l'été, ainsi que nous l'avons dit, l'armée des côtes de l'Océan n'avait plus d'ennemis à combattre dans les départements de l'Ouest. Hoche pensa que le moment était venu d'exécuter le grand dessein qui n'avait cessé de l'occuper depuis le commencement des hostilités. Il résolut de conduire au sein de la Grande-Bretagne ses bataillons victorieux. La guerre qu'il venait de faire n'avait pas peu contribué à accroître la haine profonde qu'il portait au gouvernement anglais ; ce dont il fut témoin à Quiberon y mit le comble ; et, depuis cet instant, il n'aspira plus qu'à se trouver à la tête d'une armée républicaine sur le sol britannique : « Son âme vraiment romaine s'élançait déjà contre Carthage[1].

Côtes d'Irlande.

Une étroite amitié unissait Hoche et Truguet ; leurs cœurs

[1] Rousselin, *Vie de Hoche*.

1796 — an V. Côtes d'Irlande.

étaient remplis des mêmes sentiments patriotiques, du même désir de faire triompher la France, et de porter un coup mortel à sa rivale. Hoche, venu à Paris après la pacification de la Vendée, vit le ministre de la marine; il lui communiqua son plan : Truguet en avait un pareil, et déjà il s'occupait d'un armement considérable à Brest. Non-seulement il s'efforçait d'équiper tous les vaisseaux et frégates qui s'y trouvaient, mais encore il avait pris des mesures pour que des escadres détachées des autres ports de France vinssent se joindre à l'armée principale, et pour que les armées navales espagnole et hollandaise se disposassent à tenter des diversions. Le ministre et le général une fois d'accord sur tous les détails, on tint un comité secret chez le directeur Carnot : on y discuta l'étendue qu'on pouvait donner au projet médité contre l'Angleterre. Truguet présenta un plan vaste et décisif; mais il avait besoin, pour l'exécuter, de plus de fonds qu'on ne pouvait lui en donner, et le Directoire, toujours entravé dans ses opérations par le mauvais état des finances, arrêta qu'on se bornerait, pour le moment, à une expédition contre l'Irlande.

Quelque restreints que fussent, de la sorte, les vastes plans de Hoche et de Truguet, leur réussite néanmoins devait conduire au but principal qu'ils s'étaient proposé, la ruine et l'humiliation de l'Angleterre; et, s'ils se voyaient forcés de renoncer à lui rendre une partie du mal qu'elle avait fait à la France, à livrer à leur tour aux flammes ses ports et ses vaisseaux, ils ne pouvaient se dissimuler que, par la conquête de l'Irlande, ils la réduiraient à un état de faiblesse qui lui permettrait difficilement de continuer la guerre, et lui enlèveraient une grande partie des ressources qui l'avaient mise en etat de fournir des subsides à presque toutes les puissances de l'Europe.

Le génie du général en chef ne connaissait point de bornes dans ses conceptions; mais celui du ministre, éclairé par une plus grande expérience et surtout par la connaissance des difficultés matérielles, savait s'en prescrire. L'invasion de l'Angleterre était un dessein peut-être trop gigantesque pour le temps : et Truguet, tout en en réglant l'exécution dans toutes ses parties, et en présentant ses vues au Directoire, avait si bien calculé les ressources du gouvernement et prévu ce à quoi il fau-

drait se borner, que toutes ses dispositions avaient été ordonnées d'avance dans cette hypothèse, et qu'il se trouvait à peu près en mesure.

1796 — an V. Côtes d'Irlande.

L'Irlande, au reste, pouvait par elle-même être l'objet d'opérations de la plus haute importance. Ce pays présente une population de près de six millions d'habitants [1], qui recrutent en grande partie les flottes et les armées britanniques; l'avantage de sa position géographique, la fertilité de son sol, ses nombreuses manufactures de toile, qui emploient un million d'individus, offrent à l'Angleterre d'immenses ressources et de grands débouchés pour son commerce. Enlever l'Irlande au roi de la Grande-Bretagne, c'eût été lui ravir un des plus beaux fleurons de sa couronne. D'un autre côté, la situation intérieure de l'île, à l'époque dont il s'agit, invitait à y faire un débarquement : nous allons la décrire en peu de mots.

On comptait alors en Irlande trois partis bien distincts : celui des *Anglais*, celui des *Orangistes* et celui des *Irlandais-unis* ou *Indépendants*. Le premier n'était composé uniquement que des agents de l'Angleterre, c'est-à-dire des seules personnes que le gouvernement salariait; le second se composait des individus qui avaient suivi Guillaume III, prince d'Orange et roi d'Angleterre, en Irlande, et qui s'y fixèrent après que ce prince eut défait Jacques II; il consentait volontiers à ce que l'Angleterre possédât le pays, pourvu qu'elle le lui laissât gouverner; le troisième parti, celui des *Irlandais-unis*, réunissait les neuf dixièmes de la population; c'était, à proprement parler, la nation irlandaise. La misère et la servitude où la tyrannie du ministère anglais a, depuis l'époque de la conquête, réduit cette malheureuse nation, n'ont jamais pu abattre son énergie. Un esprit de mécontentement et de fermentation règne sans cesse parmi elle, et, dans aucune circonstance, elle ne néglige d'embrasser l'occasion qui lui semble favorable pour recouvrer son indépendance.

Toutes les tentatives que firent les Irlandais, depuis le traité

[1] Nous tirons cette donnée des Mémoires manuscrits d'un Irlandais réfugié en France; mais nous la croyons exagérée. Un tableau statistique que nous avons sous les yeux portait cette population, en 1795, à 4,263,000 âmes.

1797—an v. Côtes d'Irlande.

de Limerick[1], pour secouer le joug étranger, furent infructueuses. Il n'y eut jamais que des insurrections partielles, sans plan et sans chefs. La dernière association secrète, sous le nom de *Société des Irlandais-unis,* était plus générale et présentait plus de consistance par les chefs qui la dirigeaient, et qui, presque tous, étaient des hommes riches et d'une grande influence dans le pays. Néanmoins, pour résister avec succès aux efforts puissants que l'Angleterre était en état de faire pour comprimer leur rébellion, il leur fallait encore des généraux et des officiers pour les commander, et surtout des armes à feu et de l'artillerie. L'établissement en France d'une république, et la guerre que cette puissance faisait à l'Angleterre, donnèrent aux Irlandais l'espoir d'obtenir des Français ces précieux moyens, sans lesquels ils eussent tenté en vain de conquérir leur liberté. Le parti des *Irlandais-unis* commença alors à se montrer; son but apparent était d'obtenir une réforme parlementaire et l'émancipation des catholiques; mais son dessein réel et secret était de rendre l'Irlande indépendante de l'Angleterre, et d'y établir une république à l'*instar* de celle de France, ou, ce qui est plus probable, calquée sur celle des États-Unis d'Amérique.

Les principaux chefs des Irlandais-unis étaient : lord Edward Fitzgerald, frère du duc de Leicester; Artur O'Connor, Simon Butler, frère de lord Mount-Norris; Théobald Wolfe-Tonne, avocat de beaucoup de talent; Napper-Tandi, membre de la corporation de la cité de Dublin; Oliver Bond, négociant; Lewins, fabricant de toiles; sir Edward Crosbie, et une foule d'autres personnes distinguées. On avait choisi parmi ces chefs cinq membres pour composer un Directoire exécutif secret, par lequel toutes les démarches du parti étaient réglées. Ce Directoire secret envoya, dans le courant de l'année 1796, deux agents à Paris; il avait choisi pour cette mission Wolfe-Tonne et Lewins : ceux-ci eurent des conférences avec les membres du Directoire français, et ils en obtinrent la promesse de prompts

[1] Par ce traité, signé en 1694, le roi, Guillaume III, garantissait à tous les Irlandais le libre exercice de leur culte, la possession paisible de leurs biens, et tous les droits d'un peuple libre; jamais ils ne jouirent des avantages que ce prince leur avait accordés.

secours d'hommes, d'armes et de munitions. Le gouvernement républicain avait d'abord offert 25,000 hommes; mais le Directoire irlandais ne voulut en accepter au plus que 15,000. Lorsque tout fut à peu près réglé, lord Fitzgerald et Artur O'Connor feignirent un voyage en Allemagne, et la traversèrent tout entière pour se rendre à Bâle, où ils eurent une entrevue avec le général Hoche; là, les derniers arrangements furent pris entre eux et le général en chef. 1796 — an V. Côtes d'Irlande.

Pendant ce temps, plus de 40,000 volontaires irlandais s'étaient enrôlés secrètement, et avaient juré par les serments les plus solennels de périr ou de reconquérir leur liberté. De tous côtés on fabriquait des piques et on rassemblait des armes dont on formait des dépôts dans les lieux les plus cachés, et chacun attendait avec impatience le moment d'éclater. Dans le rapport du comité secret, chargé, à la fin de 1796, de faire une enquête sur la situation de l'Irlande, on déclara que la *Société des Irlandais-unis* ne comptait pas moins de 100,000 individus en état de faire la guerre, et que déjà elle pouvait disposer de beaucoup d'armes, de huit canons et d'un obusier.

Cependant la plus grande activité régnait dans le port de Brest; des marins nouvellement levés sur toutes les côtes voisines s'y rendaient; des convois de vivres et de munitions y arrivaient tous les jours, les vaisseaux s'armaient, les troupes qui devaient les monter se rassemblaient et partageaient les travaux de l'armement avec les matelots. L'Europe, frappée de ces grands mouvements, apprend avec surprise qu'il existe encore une marine en France, et l'Angleterre cherche avec inquiétude contre laquelle de ses innombrables possessions cet armement formidable est destiné.

Une chose presque incroyable, c'est que les ministres anglais, qu'on sait prodigues d'argent quand il s'agit de payer des espions pour être informés de ce qu'il leur importe de connaître, ont avoué au parlement n'avoir jamais pu savoir d'une manière positive quelle était la destination de l'armée navale de Brest; leurs soupçons étaient partagés entre l'Irlande et le Portugal, et nous verrons que cette incertitude fut en partie cause que les vaisseaux français arrivèrent au lieu fixé pour le débarquement sans avoir été poursuivis. Une ruse de Hoche n'a pas peu con-

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

tribué, dit-on, à donner le change aux ennemis. Par les intelligences que ce général avait su conserver dans le parti royaliste, il découvrit, à ce qu'on assure[1], qu'il avait été promis cent louis à l'imprimeur du quartier général, à Rennes, pour la remise d'un imprimé quelconque qui pût faire connaître le but de l'expédition préparée à Brest. Il fit faire alors, avec l'air du plus grand mystère, un manifeste au peuple de Portugal. Cette pièce fut remise d'une manière très-confidentielle à un prêtre réfractaire qui avait passé plusieurs années à Lisbonne, pour la traduire en langue portugaise, avec la certitude qu'il la communiquerait aux chefs royalistes, et ceux-ci aux ministres d'Angleterre. En même temps Hoche faisait imprimer à Angers, dans le plus profond secret, les véritables pièces de l'expédition d'Irlande.

Peu de jours avant qu'il partît pour Brest, Hoche, qu'on avait déjà menacé du poison, se vit sur le point de périr par la main d'un lâche assassin. Depuis une semaine, le ministre de la guerre l'avait averti qu'un émissaire anglais était parti de Londres avec la mission de faire attenter à ses jours. Dédaignant de se mettre en garde contre de pareilles tentatives, il avait jeté dans un coin de son cabinet la lettre du ministre; elle tomba trop tard entre les mains des officiers de son état-major. Un soir que Hoche sortait du spectacle de Rennes, accompagné des généraux Hédouville et Debelle, un pistolet chargé de plusieurs balles est tiré sur lui. Pour être plus sûr de son coup, l'assassin avait appuyé sa main sur une borne; mais elle trembla malgré lui, et l'arme ainsi détournée ne blessa personne. Au milieu de l'épouvante et du trouble qu'occasionne cette horrible tentative, Hoche conserve seul sa sérénité ordinaire. On amène l'assassin devant lui, et il l'interroge sans la moindre émotion. Ce misérable, appelé *Guillaumot*, et qui avait eu un commandement dans l'insurrection de Sancerre, séduit par une forte récompense, et en même temps excité par un officier royaliste de la division Rochecotte, s'était porté à cet affreux attentat. L'information apprit que l'instigateur du crime était un homme de qualité, qui déguisait son nom sous celui de Charles[2].

[1] *Vie de Hoche*, par Rousselin. — [2] *Ibid.*

Hoche vint au secours de la malheureuse famille de Guillaumot. 1796 — an v. Côtes d'Irlande.

Échappé à ce danger, et sans s'inquiéter des sinistres projets de ses ennemis, Hoche court à Brest hâter les dernières dispositions de l'armement. Là, ses jours sont de nouveau menacés. A la suite d'un souper, il éprouve d'affreux déchirements d'entrailles; les symptômes d'un empoisonnement se manifestent. En effet, il avait reçu la veille une lettre de quelqu'un dont il connaissait l'attachement, qui lui conseillait de prendre des précautions contre le poison. On appela les officiers de santé les plus distingués du port de Brest, et d'abord ils avouèrent que leurs connaissances étaient bornées en matière de poison; cependant ils prescrivirent l'usage des calmants. Ces remèdes, et plus encore la forte complexion de Hoche le sauvèrent.

Tandis que ces scènes tragiques se passaient en Bretagne, Paris était témoin d'une scène politique d'un autre genre. Un ambassadeur anglais venait d'y arriver, chargé de la mission de traiter de la paix avec le Directoire. Dans les premiers jours d'octobre, lord Grenville écrivit au ministre des relations extérieures, Charles Delacroix, une lettre dans laquelle il lui demandait un passe-port destiné à une personne que le roi d'Angleterre désirait envoyer pour entrer en négociation avec le gouvernement français. Le Directoire ne crut point aux dispositions pacifiques manifestées par les ministres anglais. Informé qu'on avait peu auparavant envoyé de Londres à Berlin un rusé diplomate, M. Hammond, pour tâcher de rattacher la Prusse à la coalition, il ne cacha pas son opinion que le défaut de succès de cette tentative auprès du monarque prussien était une des principales causes qui avaient déterminé le ministère britannique à lui faire des ouvertures; et, s'il ordonna au ministre des relations extérieures d'accorder le passe-port demandé, il le fit plutôt pour prévenir les plaintes que son refus aurait pu faire éclater en France que dans l'espoir que la négociation aurait une issue favorable. Ceux des journaux français qui étaient connus comme les échos du gouvernement s'exprimèrent ainsi au sujet de la démarche de l'Angleterre. « Le vœu unanime du peuple anglais est pour la paix; mais le plan secret du ministère est de continuer la guerre. Il faut cependant qu'il paraisse se rendre publiquement aux désirs du peuple; et, pour avoir de

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

l'argent, il est nécessaire qu'il entame une négociation quelconque. » Quoi qu'il en soit, l'envoyé d'Angleterre, lord Malmesbury, arriva à Paris le 22 octobre, et les conférences commencèrent entre lui et le ministre Charles Delacroix. Dès leur début, lord Malmesbury manifesta l'intention de traiter pour toutes les puissances coalisées; mais le Directoire s'y refusa, par la raison que c'était multiplier les combinaisons, accroître les difficultés, et tendre à l'établissement d'un congrès, dont les opérations sont reconnues pour être d'une lenteur désespérante. Le diplomate anglais ayant ensuite déclaré qu'une des premières bases de la négociation devait être la rétrocession des Pays-Bas à l'empereur d'Autriche, le Directoire se plaignit que les propositions du gouvernement britannique ne fussent autres que celles contenues dans la note de M. Wickam, renouvelées seulement sous une forme plus amicale; et en effet, avant de les renouveler, il fallait s'assurer que le gouvernement français s'était départi du principe qu'il avait mis en avant lorsqu'il répondit à cette note.

Le Directoire représenta ensuite, au sujet des rétrocessions absolues que le ministre anglais proposait de part et d'autre, que les premiers points à considérer étaient quels moyens pouvaient avoir les deux puissances, l'une pour conserver des conquêtes faites à une époque où elle était secondée par un grand nombre d'alliés alors détachés de la coalition, l'autre de recouvrer ces positions, lorsque ceux qui étaient, dans le principe, ses ennemis étaient devenus ses alliés, ou du moins demeuraient neutres. Toutefois il déclara qu'animé du désir ardent de mettre un terme au fléau de la guerre, et de prouver qu'il ne repoussait aucun moyen de conciliation, aussitôt que lord Malmesbury exhiberait des pouvoirs émanés des alliés de la Grande-Bretagne pour stipuler leurs intérêts respectifs, il se hâterait de donner une réponse aux propositions qui lui seraient faites, en tant qu'elles seraient compatibles avec l'honneur national. Ces pouvoirs ne furent point exhibés, et les propositions particulières de l'Angleterre parurent inacceptables. En outre, à chaque fois qu'on adressait une question à l'envoyé anglais, il était obligé d'expédier un courrier à Londres avant de hasarder une réponse; et la négociation traînait de la sorte depuis

deux mois. Le Directoire parut ennuyé de ces lenteurs; et, supposant à lord Malmesbury une mission secrète d'une nature peu pacifique, il lui fit signifier, le 19 décembre, l'ordre de quitter, sous quarante-huit heures, le territoire français. Le plénipotentiaire obéit, et fut annoncer à son gouvernement que l'armée de Brest avait mis sous voiles depuis quelques jours et se dirigeait vers l'Irlande. 1796—an v. Côtes d'Irlande.

On a reproché dans le temps au Directoire de n'avoir pas fait tout ce qu'il pouvait pour rendre la paix à la France : ce fut à tort. Nous avons exposé les raisons qu'il avait de révoquer en doute la sincérité des ministres anglais; et l'on ne saurait s'empêcher de partager l'opinion qu'il manifesta à ce sujet, si l'on réfléchit qu'en Angleterre même on disait hautement qu'un négociateur n'avait été envoyé à Paris, par le ministere, que dans la seule vue d'abuser le peuple par les trompeuses espérances d'une paix prochaine, afin qu'il donnât plus facilement de l'argent pour continuer la guerre. Quant aux conditions que le gouvernement français avait déclaré qu'il accepterait si l'honneur national le permettait, il est évident qu'elles étaient trop désavantageuses. « Y a-t-il un homme, disait un lord dans le parlement, qui ose affirmer que ce que nous offrions de restituer à la France fût équivalent à ce qu'on lui demandait? » Une autre preuve que ces conditions, qui probablement n'ont pas été connues toutes, n'étaient pas de nature à être acceptées, se trouva dans ce passage d'un journal ministériel anglais : « Si malheureusement toutes les forces de l'Autriche n'avaient pas été nécessaires pour s'opposer aux progrès de Bonaparte en Italie, et l'empêcher de marcher sur Vienne, on eût pu passer le Rhin, porter la guerre sur le territoire français, le ravager, et, par là obliger la république à accepter les conditions proposées par notre ambassadeur à Paris. » Loin de trouver le Directoire blâmable dans cette circonstance, il est permis de penser qu'il a fait aux propositions de l'Angleterre la seule réponse compatible avec l'honneur français, en donnant à Hoche l'ordre de partir sur-le-champ pour mettre fin à sa grande entreprise.

Divers auteurs ont à l'envi répété que Hoche avait trouvé les plus grands obstacles à l'exécution de ses projets dans le

1796 — an V. Côtes d'Irlande. mauvais esprit des officiers de la marine. S'il est vrai qu'il ait éprouvé des contrariétés pendant l'armement et lors de la sortie de l'armée, on ne pourrait sans doute les attribuer qu'à un très-petit nombre d'individus; et il est injuste de rejeter les torts qu'ils ont pu avoir sur un corps respectable, qui, même dans les circonstances les plus désastreuses, déploya en général un courage digne d'éloge, et que la conduite de quelques hommes ne doit point déshonorer. Historiens impartiaux, l'un de nos devoirs est de chercher à détruire les erreurs d'opinion défavorables aux guerriers de toutes armes qui ont défendu notre patrie; et c'en serait une très-grande que de juger de la bravoure des officiers de la marine française par le résultat des combats qu'ils ont soutenus pendant la guerre de la révolution. A mesure que nous avancerons dans nos récits, les lecteurs pourront de plus en plus connaître les véritables causes des désastres que la France a éprouvés sur mer durant cette mémorable époque.

Une chose incontestable, c'est que l'armée de Brest mit à la voile pour l'Irlande dans une saison trop avancée; il est non moins certain que ce délai fut une des principales causes qui firent manquer cette belle expédition. Mais, pour être juste, il faut attribuer les retards qui eurent lieu, d'abord à des circonstances imprévues, et ensuite au général Hoche lui-même, presque autant qu'au premier amiral qui fut chargé de commander les forces maritimes de l'expédition.

D'après les plans de Truguet, qui voulait faire le plus de choses possible avec les mêmes escadres, l'armée navale de Brest avait une double destination. Les quinze vaisseaux qui la composaient devaient d'abord escorter vers les côtes d'Irlande une forte partie des troupes de Hoche, distribuées sur ces vaisseaux, sur douze frégates et plusieurs bâtiments de transport. Le débarquement effectué, Villaret, auquel le commandement en chef avait été confié, se détachait, sans perdre de temps, avec les huit meilleurs vaisseaux de l'armée, volait aux îles de France et de la Réunion, embarquer sur son escadre les troupes noires que les agents du Directoire, arrivés plusieurs mois auparavant avec la division du contre-amiral Sercey, étaient chargés d'organiser, après avoir proclamé la liberté générale dans ces

colonies ; il allait jeter ces nouveaux soldats dans l'Inde au secours de Tippoo-Saib, qui, avec eux, écrasait les Anglais ; et son escadre achevait ensuite, sur les côtes de Malabar et de Coromandel, la destruction des comptoirs, que la division Sercey, qui n'était là que son avant-garde, devait avoir commencée avec succès. 1796 — an V. Côtes d'Irlande.

La mission de Villaret était combinée de manière à ne nuire en rien à l'entreprise de Hoche. Les sept vaisseaux que Richery avait ordre de ramener à Brest, au retour de son expédition sur les côtes de l'Amérique septentrionale, joints aux cinq que Villeneuve y conduisait de Toulon, eussent remplacé avantageusement l'escadre partie pour les Indes orientales, et auraient transporté en Irlande le reste des troupes réunies à Brest, ainsi que les objets complétant les munitions de guerre et de bouche nécessaires à l'armée expéditionnaire. Mais Villaret ne voyait que l'Inde, Hoche rien que l'Irlande ; de là le peu d'harmonie qui régna entre les deux chefs. Villaret, qui trouvait le commandement de huit vaisseaux trop peu important, et qui eût désiré emmener pour son expédition dans les mers d'Orient l'armée de Brest tout entière, ne cessait de faire des observations sur les difficultés de l'entreprise qu'on voulait tenter, avant de le laisser partir pour la mission brillante qui lui était réservée. Avec de pareilles dispositions, il était bien difficile qu'il secondât parfaitement les vues de Hoche, et il ne dut pas mettre, dans la direction des préparatifs d'une expédition qu'il n'approuvait pas, tout le zèle si nécessaire en pareille circonstance. Hoche, lassé, obtint qu'on ôterait le commandement à Villaret, pour le donner à l'amiral Morard de Galles, en lui adjoignant, comme major-général, Bruix, alors directeur du port de Brest, et que le ministre Truguet avait le dessein de faire passer de cette place à celle d'ordonnateur.

En suivant à la lettre les plans de Truguet, on eût pu mettre à la voile à la fin d'octobre ou au commencement de novembre au plus tard. Mais Hoche tenait singulièrement à partir avec la totalité de ses troupes, ou du moins à être certain qu'on eût les moyens de lui faire passer promptement ses renforts. En conséquence, il penchait à différer son départ jusques à l'arrivée des vaisseaux de Richery et de Villeneuve. Cepen-

1796 — an V. Côtes d'Irlande. dant les forces navales de Brest pouvaient porter facilement 15,000 hommes : c'était le *maximum* des secours que les Irlandais avaient sollicités ; et si l'on fait attention à ce qu'opéra plus tard le général Humbert avec des forces presque insignifiantes, on ne peut que regretter la détermination que prit Hoche alors. Voici ce qu'il en résulta : Villeneuve, qui n'avait qu'une assez courte traversée à faire, n'arrivait pourtant pas ; et Richery, entré à Rochefort, y était si étroitement bloqué, qu'il ne pouvait se rendre à Brest. Ainsi après avoir attendu longtemps en vain, on fut obligé de se résoudre à sortir avec quinze vaisseaux seulement.

L'homme que ces retards désespéraient le plus était sans contredit le ministre : il voyait avec un vif chagrin s'écouler le temps le plus favorable à l'expédition, et arriver la saison des tempêtes. Plusieurs fois il avait sollicité du Directoire l'autorisation d'aller prendre le commandement de la flotte qui devait porter Hoche et sa fortune ; il brûlait de partager les périls de son ami ; mais le Directoire se montra toujours rebelle à ses désirs. Enfin, voyant le mois de décembre presqu'à moitié écoulé, et l'armée immobile à Brest, il obtint, non sans peine, de se rendre dans ce port pour accélérer le départ. Son dessein était de désobéir au Directoire, d'arborer son pavillon sur la flotte, et de partir avec Hoche, auquel il apportait une somme de douze cent mille francs, qu'il venait de tirer adroitement des Hollandais. S'il réussissait, il pensait que la grandeur du succès effacerait sa désobéissance ; s'il était battu au contraire, il espérait trouver la mort sur son vaisseau, dont tout lui défendait de baisser le pavillon. Plein de ces idées, il quitte Paris le 14 décembre ; en trois jours il arrive à Brest ; mais il était trop tard, l'armée en était partie.

Avant de raconter les événements qui se passèrent à la mer et sur les côtes d'Irlande, il est à propos d'entrer dans quelques détails sur la manière dont le plan de l'expédition avait été conçu sous le rapport maritime. Le point principal fixé pour le débarquement était la baie de Bantry ; mais on en avait désigné un second à l'entrée de la rivière de Shannon, en cas qu'on éprouvât des difficultés à l'opérer sur le premier point. La baie de Bantry est située sur la côte sud-ouest d'Irlande, à

quelques lieues du cap Clear, pointe la plus méridionale de l'île. Sa profondeur est d'environ sept lieues; sa plus petite largeur, d'au moins une lieue; elle renferme plusieurs autres petites baies et divers havres, dont les principaux sont : Bear-Haven, Ardogh-Bay, Glangary-Harbour, l'entrée de la rivière de Cumbola et le havre de Bantry, tous situés à la côte septentrionale ou dans le fond de la grande baie, la côte méridionale étant très-escarpée et n'offrant aucune anse. Une baie d'environ cinq lieues de profondeur, Dummanus-Bay, n'est séparée de celle de Bantry que par la pointe de Sheeps-Head; mais elle ne présente presque aucun abri à de grands vaisseaux contre les vents du large.

1796 — anv. Côtes d'Irlande.

On avait choisi, dans la baie de Bantry, trois mouillages ou l'armée devait aller s'embosser selon les vents; et la place qu'y devait occuper chaque vaisseau était marquée sur un très-grand plan, semblable à celui que nous offrons ici en petit, et dont une copie avait été remise cachetée à chaque capitaine. Au premier mouillage, dans Bear-Haven, entre Great-Bear-Island et la terre ferme, mouillage qu'elle devait aller occuper par des vents de la partie de l'est, l'armée devait se partager : l'avant-garde et l'arrière-garde, établies vers chaque extrémité du havre sur une ligne perpendiculaire au courant; et le corps de bataille, mouillé entre les deux autres corps sur la ligne du courant. Au second mouillage, destiné à être occupé par des vents de la partie de l'ouest, l'armee ne devait pas se partager en trois, mais seulement en deux, l'avant-garde prenant poste en travers de l'entrée du havre de Bantry, entre la pointe orientale de Whiddy-Island et la terre ferme, et les deux autres corps fermant Glasgary-Harbour. Au troisième mouillage, qu'on ne devait prendre que par un très-beau temps, l'armée tout entière devait s'établir sur une ligne brisée à l'entrée de la rivière de Cumbola. De semblables positions avaient été tracées sur le plan de la rivière de Shannon, et l'on conçoit qu'avec des instructions aussi précises, le capitaine le moins habile ne pouvait manquer de bien remplir les intentions de l'amiral. La fatalité attachée aux opérations de la marine vint déconcerter ce plan.

Un des grands avantages de l'expédition était le peu de lon-

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

gueur de la traversée; elle ne devait être que de six ou huit jours. Cette circonstance dispensait d'employer un grand nombre de bâtiments de transport, et permettait aux vaisseaux et aux frégates de prendre beaucoup plus de troupes. La flotte, au moment où l'on résolut enfin de mettre à la mer, consistait, ainsi que nous l'avons dit, en quinze vaisseaux de ligne, portant chacun 600 hommes des troupes expéditionnaires; douze frégates portant chacune 250 hommes de ces mêmes troupes; six corvettes et avisos, sur lesquels 300 soldats étaient répartis; un vaisseau rasé, destiné à escorter les transports, et sur lequel on avait placé 400 soldats; une frégate armée en flûte et chargée de poudres de l'armée de terre; un grand bâtiment-écurie monté par 50 cavaliers, et enfin six grands bâtimens de transport chargés de munitions et d'attirails de guerre, et portant 2,250 hommes de troupes[1]; le corps d'armée embarqué montait de la sorte à 15,000 hommes.

[1] Voici comment la flotte était composée :

Avant-garde, deuxième escadre.

VAISSEAUX.	NOMS DES CAPITAINES.	Canons.	Troupes passagères.
Le Nestor,	Durand-Linois.	74	600
Le Cassard,	Dufay.	74	600
Les Droits de l'Homme,	La crosse. Bouvet, cont.-am.	74	600
Le Tourville,	Henry.	74	600
L'Eole,	Malin.	74	600
Frégates.			
La Cocarde,	Daugier.	36	250
La Bravoure,	Faure.	36	250
L'Immortalité,	Siméon.	36	250
La Bellone,	Dupuy.	36	250

Corps de bataille, ou escadre.*

VAISSEAUX.			
Le Fougueux,	Maistral.	74	600
Le Mucius,	Kerangal.	74	600
L'Indomptable,	Bédout. M. de Galles, vice-am.	74	600
Le Redoutable,	Moncousu.	74	600
Le Patriote,	La Fargue.	74	600

* La première escadre d'une armée navale en bataille occupe toujours le centre.

Tout était prêt pour le départ, et le vent favorable permettait d'appareiller, lorsque le désir prononcé de Hoche de partir avec le plus de troupes possible occasionna encore un nouveau retard. Richery était parvenu, à la fin, à tromper la vigilance

1796— an V
Côtes d'Irlande.

Frégates.	NOMS DES CAPITAINES.	Canons.	Troupes passagères.
La Coquille,	Courrège.	36	250
La Fraternité,	Fustel.	36	250
La Romaine,	Chambon.	44	250
La Sirène,	Bérenger.	36	250
Arrière-garde, ou troisième escadre.			
VAISSEAUX.			
Le Séduisant,	Dufossey.	74	600
Le Pluton,	Lebrun.	74	600
La Constitution,	L'héritier. Nielly, contre-am.	74	600
Le Trajan,	Leray.	74	600
Le Wattigny,	Thévenard.	74	600
Frégates.			
L'Impatiente,	Déniau.	44	250
La Résolue,	Montalant.	36	250
La Surveillante,	Bernard.	36	250
La Charente,	Bruillac.	36	250

Corvettes et Avisos attachés aux généraux.

Au général Bouvet,	La Mutine,	Pommier capitaine.	»
	L'Affronteur,	Catelin.	»
Au général Morard de Galles,	L'Atalante,	Dordelin.	»
	Le Renard,	Denis.	»
Au général Nielly,	Le Voltigeur,	Perrin.	»
	Le Vautour,	N.....	»

Vaisseau rasé chargé du convoi des transports.			
Le Scévola,	Obet, capitaine.	36	400
Bâtiments de transport chargés de troupes.			
Le Nicodème,	Masteul, capitaine.	»	450
La Fille Unique,	Sauvresis.	»	450
La Ville-de-Lorient,	Derennes.	»	450
Le Suffren,	Besson.	»	300
La Justine,	N.....	»	300
L'Allegro,	N.....	»	300
L'Experiment,	N.....	Bâtiment-écurie.	50
Frégate armée en flûte, chargée des poudres pour l'armée.			
La Fidèle,	Bernard.	»	. . .

1796 – an V. Côtes d'Irlande.

des Anglais qui le bloquaient à Rochefort, et venait d'arriver à Brest. Tous ses vaisseaux n'étaient pas en état de reprendre la mer sur-le-champ; et deux seulement, le *Pégase* et la *Révolution*, parurent susceptibles de l'être en très-peu de temps, à l'aide de quelques dispositions faciles à faire. Hoche y vit le moyen d'augmenter son corps d'armée de 1,200 hommes; et, malgré les représentations du major général Bruix, qui craignait de voir le vent favorable s'épuiser, il persista à attendre ces deux vaisseaux, auxquels il donna vingt-quatre heures pour se préparer et embarquer leurs vivres et leurs troupes. La flotte appareilla de la rade de Brest le 15 décembre (25 frimaire), jour où ces vaisseaux devaient être prêts. Malheureusement leurs travaux n'étaient pas encore terminés, malgré tous les moyens du port et les équipages des autres vaisseaux de Richery, dont ils s'étaient aidés. L'amiral prit le parti de les attendre au mouillage de Camaret, baie située en dehors du goulet de la rade de Brest, en face de celle de Bertheaume.

Le lendemain 16, aussitôt qu'on aperçut le *Pégase* et la *Révolution* sortir du port, toute la flotte leva l'ancre[1], et se dirigea vers le passage du Raz, route qui avait été choisie par l'amiral, malgré les dangers qu'elle présente, pour dérober ses mouvements aux ennemis, qu'on avait signalés, le matin, au nombre de trente bâtiments, vaisseaux et frégates. Il était quatre heures du soir avant que tous les vaisseaux fussent sous voiles, et, dans cette saison, il fait déjà presque nuit; cette circonstance, et l'état des vents qui commençaient à varier dans leur direction, ajoutaient considérablement aux difficultés déjà si grandes du passage de la flotte par le Raz; l'amiral, en conséquence, renonça à cette tentative périlleuse; il fit le signal de passer par l'Iroise[2]; et, pour mieux marquer son in-

[1] Différents auteurs, entre autres Beauchamp et Rousselin, fixent le départ de Hoche au 17 décembre; mais tous les journaux nautiques le portent au 26 frimaire an 5, correspondant au 16 décembre, et il nous a été impossible de ne pas céder à une telle autorité.

[2] On peut prendre trois passages, en partant de la rade de Brest, pour gagner la pleine mer : le passage du *Four*, entre la terre ferme et l'île d'Ouessant; celui de *l'Iroise*, entre cette île et celle des *Saints*; enfin le passage du *Raz*, entre cette île et la pointe appelée *bec du Raz*. Le premier

tention, il fit prendre sur-le-champ cette route à la frégate qu'il montait ainsi que le général en chef, en diminuant de voiles, pour donner le temps de la rallier. Par malheur l'obscurité ne permit pas à la plupart des bâtiments d'apercevoir son signal ; quelques-uns l'exécutèrent, et, les autres continuant leur route par le Raz, l'armée se trouva tout d'un coup séparée en plusieurs parties. 1796 an V. Côtes d'Irlande.

Si l'on peut ajouter foi aux rapports de quelques officiers de l'état-major de l'amiral Morard de Galles, il devient certain que la corvette *l'Atalante* avait reçu ordre de se porter au milieu de la flotte pour faire, à coups de canon, le signal en question. Beaucoup de bâtiments n'entendirent pas ces coups ; quelques-uns n'en virent que la flamme, et crurent que c'était la frégate amirale qui brûlait des amorces pour indiquer sa position ; pour d'autres les coups de canon de l'*Atalante* se confondirent avec ceux de détresse tirés par un vaisseau qui venait de se jeter sur une roche ; on a été porté à croire aussi que des éclaireurs ennemis ont contribué à augmenter la confusion, en lançant dans de fausses directions des fusées semblables à celles que les bâtiments français emploient pour faire connaître leur position : ainsi une foule de circonstances concoururent à opérer des séparations bien funestes.

Le bâtiment qui tirait des coups de canon d'alarme était le vaisseau *le Séduisant*, qui venait d'échouer sur un rocher, nommé *le Grand Stevenec*, situé à l'entrée du passage du Raz. Les pêcheurs de l'île des Saints s'y portèrent avec leurs barques, ainsi que quelques canots aventurés par les vaisseaux les plus à portée ; tout ce qu'on put faire fut d'en sauver environ 600 hommes ; le reste périt avec le brave Dufossey, commandant du vaisseau, le capitaine en second Drieux et quelques officiers, qui, comme lui, se montrèrent jaloux d'imiter le dévouement héroïque dont leur digne chef donnait l'exemple, en persistant à ne vouloir quitter le vaisseau qu'après le dernier des hommes auxquels il commandait ; la nuit couvrit de ses ombres le trépas de ces martyrs de l'honneur.

et le dernier sont très-dangereux, et en temps de guerre les ennemis croisent constamment dans *l'Iroise* ; cependant on réussit toujours à sortir de Brest, et ce port, à proprement parler, ne saurait être bloqué.

1796 an v. Côtes d'Irlande. Au point du jour, le 17, la flotte était tout à fait dispersée. La plus grande partie se trouvait néanmoins à vue de la frégate du contre-amiral Bouvet, qui rallia sous son pavillon neuf vaisseaux de ligne, six frégates et un bâtiment de transport. Cet officier général prit alors le parti d'ouvrir le paquet à décacheter en cas de séparation; il y trouva des instructions prescrivant d'aller prendre connaissance du cap de Misen-Head, d'y croiser cinq jours, et annonçant que, dans cet espace de temps, on y serait joint par des frégates chargées de remettre de nouveaux ordres aux bâtiments séparés. Le général Bouvet ordonna la route en conséquence; et, pour ne pas tomber au milieu de l'armée anglaise, en se dirigeant droit sur le cap Cléar, il fit courir à l'ouest pendant toute cette journée et celle du lendemain.

Le 19, le contre-amiral Bouvet fit gouverner au nord, et détacha des frégates pour chasser en avant et éclairer la marche de l'escadre. Elles lui signalèrent bientôt seize bâtiments, qui, par leurs signaux, furent reconnus pour appartenir à la flotte française. A midi, le ralliement avait eu lieu, et le général Bouvet se trouvait avoir sous ses ordres quinze vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, neuf frégates, trois corvettes et cinq bâtiments de transport, c'est-à-dire tous les vaisseaux et frégates, moins le *Nestor*, la *Cocarde* et la *Romaine;* ces trois bâtiments naviguaient en ce moment de conserve avec la frégate amirale *la Fraternité*. Le gros de la flotte, ainsi rallié sous les trois contre-amiraux Bouvet, Nielly et Richery, continua sa route au nord pour aller attaquer Misen-Head.

Dans la journée du 20, le temps fut extrêmement brumeux. Le relevé de divers journaux de l'armée navale prouve que, ce jour-là, la frégate *la Fraternité* faisait une route semblable, et assez rapprochée de celle que tenaient les bâtiments réunis sous le pavillon du général Bouvet, pour les apercevoir par un temps clair; nouveau sujet de regrets.

Le 21, à sept heures et demie du matin, les frégates que le contre-amiral Bouvet faisait chasser en avant lui signalèrent la terre: c'était l'île d'Ursey. On eut presque en même temps connaissance de Mizen-Head. Parvenu à l'*ouvert* de la baie de Bantry, le général fit le signal qui prévient l'armée qu'elle va

au mouillage; immédiatement après, il signala l'ordre aux commandants des bâtiments de décacheter le paquet n° 1, qui contenait le plan de la baie. En ce moment des bateaux pilotes, prenant les bâtiments français pour une flotte anglaise, se dirigeaient vers eux; les corvettes eurent ordre de les arrêter, et, par ce moyen, on put en procurer à une grande partie des vaisseaux. Ceux qui vinrent à bord du général Bouvet lui apprirent que depuis trois jours il n'avait paru aucun bâtiment sur la côte, et que six frégates anglaises étaient mouillées dans le havre de Cork.

Toute la journée du 21 et une partie de celle du 22, l'armée louvoya sans beaucoup gagner, c'est-à-dire sans presque avancer dans la baie. Cette circonstance semble bien extraordinaire. Il ventait bon frais, à la vérité; mais si les vents étaient, comme l'a dit le général Bouvet lui-même [1], de la partie de l'est-sud-est, et si l'on fait attention que les courants ne portent pas au large, on peut croire qu'il n'était rien moins qu'impossible aux vaisseaux de gagner en quelques bords la pointe orientale de Great-Bear-Island, et de laisser arriver ensuite vent arrière dans Bear-Haven. Il y eut sans doute plus d'impossibilité que nous n'en voyons, puisque la chose n'a pas eu lieu; mais cette impossibilité n'est pas bien expliquée, et il doit surtout paraître étonnant qu'on ait fait louvoyer sans ordre; manœuvre peu propre à vaincre la timidité de certains capitaines craintifs, qui n'osaient attaquer franchement les bords d'une baie inconnue, et dont ils voyaient un plan détaillé, pour la première fois peut-être. Quoi qu'il en soit, le vent devint très-fort et la mer grosse; à quatre heures, les pilotes firent mouiller la frégate du général, qui, avec huit ou dix vaisseaux de ligne, se trouvait un peu moins au vent que la pointe est de Great-Bear-Island. En jetant l'ancre, le général signala qu'il rendait chaque capitaine libre de sa manœuvre pour la sûreté de son bâtiment. A ce signal, tous les bâtiments cessèrent de louvoyer; quelques-uns mouillèrent, et d'autres préférèrent se tenir à la voile en dehors des pointes. L'armée se trouva ainsi encore une fois dispersée.

[1] Dans son mémoire justificatif adressé au Directoire.

1796—an V. Côtes d'Irlande.

Le 23, au point du jour, la moitié des bâtiments n'était plus à vue, il restait seulement dans la baie huit vaisseaux, deux frégates, quatre corvettes et un seul bâtiment de transport. Toute cette journée la mer fut très-grosse dans la baie, et elle se passa sans qu'il fût ordonné aucun mouvement aux bâtiments. Le 24, la mer était un peu plus belle, et le vent moins fort; mais le général Bouvet trouva sans doute qu'il ventait encore trop pour faire appareiller et louvoyer les vaisseaux. Cependant, ce jour même, un conseil fut tenu à bord de la frégate *l'Immortalité*, que montaient le contre-amiral Bouvet et le général Grouchy, commandant en second des troupes de débarquement, et dans ce moment commandant en chef, par le fait de l'absence du général Hoche. On reconnut que les vaisseaux et frégates restés dans la baie pouvaient fournir un effectif d'environ six mille hommes, avec deux canons de campagne, quelques milliers de farine, mais aucune espèce de munitions de guerre[1]. Le conseil décida néanmoins que le débarquement serait opéré sur-le-champ. La réquisition en forme en fut faite par le général Grouchy au contre-amiral. Il ne faut pas en conclure que ce dernier était opposé au débarquement, et qu'on lui fit la réquisition dont nous parlons pour l'obliger à y consentir : nul doute qu'il n'eût l'intention de faire tout ce qui était en son pouvoir pour le succès de l'entreprise; mais cette pièce lui était nécessaire pour mettre sa responsabilité à couvert, parce qu'il n'était pas général en chef des forces navales de l'expédition, et que, selon qu'il l'assure[2], il n'avait dans ses instructions aucun article qui lui prescrivît formellement de mettre les troupes à terre, dans le cas où il viendrait à se séparer de l'amiral Morard de Galles.

Aussitôt la décision prise, le général Bouvet envoya une corvette reconnaître, à la côte septentrionale de la baie, et non loin de la pointe est de Great-Bear-Island, quelque anse

[1] A bord de tous les bâtiments, il y avait assez de cartouches d'infanterie pour en fournir aux troupes qu'on débarquerait. Il n'eût peut-être pas été aussi facile d'approvisionner les deux canons de campagne, à moins qu'ils ne se fussent trouvés du calibre de 6, cas auquel les corvettes leur auraient fourni gargousses et boulets.

[2] Mémoire justificatif adressé, par le contre-amiral Bouvet, au Directoire.

où l'on pût faire la descente. Il apprit bientôt qu'on en avait trouvé une où plusieurs chaloupes pouvaient mettre à terre à la fois. Il fit appareiller sur-le-champ les vaisseaux et frégates, et tous se mirent à louvoyer. A quatre heures, le général se trouvait avec sa frégate nord et sud de la pointe est de Great-Bear-Island. Alors il signala qu'il avait l'intention de faire une descente dans le nord-quart-nord-est, point où il relevait l'anse qu'on avait reconnue. On pourrait demander comment, se trouvant nord et sud de la pointe est de Great-Bear-Island, avec des vents d'est-sud-est, il n'a pas pu doubler cette pointe pour laisser arriver dans Bear-Haven, et prendre le mouillage n° 1. C'est encore une de ces choses qui paraissent inexplicables.

Il était impossible qu'une descente, dont le signal fut fait à quatre heures du soir, à la fin de décembre, et lorsque des vaisseaux étaient encore à une lieue et demie sous le vent, pût être effectuée avant la nuit. Cette circonstance, au reste ne l'eût pas empêchée, et l'on était décidé à la faire malgré l'obscurité; mais, au coucher du soleil, le vent augmenta au point d'empêcher la communication entre les vaisseaux; les montagnes du fond de la baie se chargèrent de nuages, et les pilotes irlandais déclarèrent que c'était le signe assuré de l'approche d'un très-fort coup de vent. Toute la nuit, en effet, le temps fut affreux, et la mer tellement grosse, que les frégates, à l'ancre, prenaient de l'eau par dessus leur gaillard d'avant, dans les tangages.

Le 25, le vent augmenta encore, et tout dans le ciel faisait présager une violente tempête. Plusieurs vaisseaux déradèrent et mirent sous voiles les uns après les autres. Sur le soir, la frégate du général, mouillée sur deux ancres, rompit un de ses câbles, et l'on fut obligé de couper l'autre, parce qu'elle était tombée en chasse et dérivait rapidement vers la côte : le général la fit mettre à la voile. En sortant de la baie, il fit aux bâtiments qui s'y trouvaient encore le signal d'appareiller, en coupant leurs câbles. A sept heures, il était en dehors des pointes; il mit sa frégate à la cape. Pendant trois jours, la violence du vent l'obligea de la tenir ainsi. Le 29, les vents changèrent de direction et diminuèrent de force. Le contre-

1796 — an V. Côtes d'Irlande.

amiral Bouvet s'estimait à vingt lieues dans le sud-ouest de la baie de Bantry; les vents qui soufflaient alors étaient favorables pour y retourner : cependant il ne prit pas ce parti, par le peu d'espoir qu'il avait d'y trouver encore des bâtiments français, et de crainte de s'y voir bloqué par le vent et les ennemis; il ne lui restait d'ailleurs de vivres que pour peu de jours, parce qu'il en avait été consommé en rade, avant le départ de France, une certaine quantité qu'on n'avait pu remplacer. Ces raisons le déterminèrent à faire route pour Brest, où il était convaincu que tous les vaisseaux avaient dû se réfugier. Il y arriva le premier janvier 1797, à une heure du matin. Dans la journée, plusieurs vaisseaux, frégates et corvettes de l'expédition rentrèrent également [1].

Pendant le temps que le contre-amiral Bouvet passa à Bantry, Hoche et Morard de Galles étaient entraînés malgré eux loin de l'Irlande. Nous avons dit que, le 20 décembre, leur frégate s'était trouvée avec le *Nestor*, la *Cocarde* et la *Romaine*, par une brume affreuse, très-près du gros de l'armée que conduisait Bouvet. Le vent violent qui dissipa cette brume causa de nouvelles séparations, et la *Fraternité* demeura seule, malgré tous les soins que les quatre bâtiments avaient mis à s'observer réciproquement. Ce fut encore un contre-temps ajouté à tant d'autres, et de tous peut-être le plus fâcheux.

Le lendemain matin, sur le point, sans doute, d'apercevoir la côte d'Irlande, que Bouvet vit ce même jour, la *Fraternité* se trouva tout à coup presque sous la volée d'un vaisseau rasé anglais, qu'elle prit d'abord pour la *Romaine*. Ce bâtiment une fois reconnu pour ennemi, la frégate fut obligée de prendre chasse devant lui; elle en fut poursuivie toute la journée, et parvint néanmoins à lui échapper par l'habileté de ses ma-

[1] A sa rentrée à Brest, le contre-amiral Bouvet fut mis en état d'arrestation chez lui, et y resta deux mois, au bout desquels on lui donna connaissance d'un arrêté du Directoire qui le destituait du commandement de l'armée et de son grade de contre-amiral. Ce général demanda alors vainement d'être jugé par un jury militaire; plus tard, il fut réintégré dans son grade, mais sans activité. Enfin, après un long espace de temps, il rembarqua, et ensuite il occupa la place de chef militaire du port de Brest; en 1814, il y remplit celle de préfet maritime.

nœuvres; mais cette chasse l'avait considérablement éloignée des côtes d'Irlande; et, lorsqu'elle voulut en reprendre la route, les vents d'est violents dont Bouvet était battu dans la baie de Bantry s'opposèrent à ce qu'elle pût rallier ces côtes[1]. Quand les vents eurent changé, la frégate amirale se dirigea en toute hâte vers la baie où Morard de Galles et Hoche croyaient fermement que l'armée était réunie, et avait pu braver le mauvais temps dans le mouillage n° 1. Quels furent la surprise et le désespoir des deux généraux en chef, quand deux vaisseaux qu'ils rencontrèrent leur apprirent qu'il ne restait pas un seul bâtiment à Bantry, et que les dispositions qu'ils avaient si bien tracées pour mettre l'armée à l'abri d'un coup de vent d'est n'avaient point été exécutées!

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

Les deux vaisseaux rencontrés étaient la *Révolution* et le *Scévola;* ce dernier coulait bas d'eau, et l'autre s'occupait de recueillir son équipage et les 400 hommes de troupes qu'il portait en outre. Malgré les assurances réitérées du chef de division Dumanoir[2], commandant la *Révolution*, qui affirmait que tous les bâtiments avaient été chassés de la baie de Bantry par la violence des vents et étaient retournés à Brest, l'amiral continua de se diriger vers l'Irlande avec sa frégate et le vaisseau *la Révolution*[3], espérant trouver encore sur la côte une partie de la flotte et la rallier à son pavillon. Les deux bâtiments faisaient route depuis vingt-quatre heures pour Bantry, lorsque le capitaine en second de la *Révolution* vint, de la part du chef de division Dumanoir, informer l'amiral du mauvais état de ce vaisseau, et des craintes qu'on

[1] On assure que le ministre Truguet avait positivement défendu à l'amiral de passer sur une frégate, et avait prié Hoche de ne céder à aucune des raisons qu'on pourrait lui alléguer pour l'engager à y passer lui-même; néanmoins, non-seulement l'amiral et le général en chef passèrent sur une frégate, mais les contre-amiraux en firent autant, à l'exception de Richery, qui demeura sur son vaisseau *le Pégase*. On voit, par ce qui eut lieu, que, si les généraux en chef eussent monté un vaisseau de ligne, ils n'auraient pas été obligés de fuir devant un vaisseau rasé ennemi, et ils fussent probablement arrivés à Bantry le même jour que l'armée. Combien les résultats eussent été différents, peut-être!

[2] Depuis comte, contre-amiral.

[3] Le *Scévola* venait de s'engloutir.

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

avait de manquer bientôt de vivres pour la multitude d'hommes qui l'encombraient, quoique la *Fraternité* en eût pris à son bord autant qu'elle pouvait et qu'elle eût partagé ses approvisionnements avec la *Révolution*. L'amiral et le général en chef, malgré toute l'envie qu'ils avaient de pousser jusques à la vue des côtes d'Irlande, cédèrent à une considération aussi puissante que la crainte de voir périr un vaisseau chargé de plus de 1,600 hommes, et se déterminèrent à retourner à Brest. Parvenue à la hauteur d'Ouessant, la *Fraternité* se trouva pendant la nuit au milieu d'une escadre anglaise battue comme elle par la tempête : quelques vaisseaux s'en détachèrent; et, ayant chassé la frégate, ils l'éloignèrent de Brest, et furent cause qu'elle fit son atterrage sur l'île de Ré; les deux généraux en chef y débarquèrent avec leurs états-majors, pour se rendre à la Rochelle.

On nous pardonnera sans doute d'être entrés dans tant de détails au sujet de cette expédition célèbre. Ces détails n'ont jamais été publiés; et, en général, toutes les opérations de la marine, dans les vingt-cinq années qui venaient de s'écouler, n'avaient été connues uniquement que par leurs résultats, presque toujours funestes : on ignore encore aujourd'hui les vraies causes qui ont amené ces résultats, et l'on ne connaît pas assez les efforts courageux des marins français pour les prévenir. Si les renseignements qui nous ont été communiqués sur cette première tentative des Français républicains pour descendre en Irlande sont aussi exacts qu'ils sont authentiques, on ne saurait se dissimuler qu'il n'ait été commis quelques fautes qui ont pu nuire au succès de l'entreprise. Mais pourquoi les relèverait-on avec trop de sévérité, lorsqu'il est prouvé que des obstacles physiques, sans ces fautes mêmes, eussent peut-être rendu vaines les espérances qu'on avait justement conçues des plans bien concertés de Hoche et de Truguet, et quand les Anglais eux-mêmes ont avoué que *l'Irlande avait été sauvée par les éléments seuls?*

Les flottes britanniques, en effet, ne contribuèrent nullement à préserver cette île du sort qu'on lui réservait, et l'événement prouva une vérité déjà évidente aux yeux de la raison, que des forces navales supérieures ne sont pas toujours une garantie

assurée contre l'invasion. Dans l'incertitude où l'amirauté anglaise était si l'armée de Brest devait se porter vers le Portugal ou vers l'Irlande, deux fortes escadres avaient été préparées pour s'opposer à l'une ou l'autre de ces tentatives. La première, sous le commandement de l'amiral Colpoys, fut placée en observation devant Brest, et devait suivre l'armée française, quelque part qu'elle allât, pendant que des avisos eussent été donner en Angleterre connaissance de la route qu'elle aurait prise; la seconde, commandée par lord Bridport, tenue, prête à mettre sous voiles, dans la rade de Portsmouth, en même temps qu'elle gardait la Manche contre l'armée française, devait, au premier signal, faire toute la diligence possible pour rejoindre la première escadre. Mais Colpoys, dès qu'il eut connaissance du départ des Français, au lieu de les suivre, fit voile pour l'Angleterre, sous prétexte que ses vaisseaux manquaient de vivres; Bridport, de son côté, mit du retard à partir; ses vaisseaux avaient fait des avaries; deux d'entre eux s'étaient abordés, et il voulut les attendre. Pendant ce temps, les vents d'est s'épuisèrent, et quand il eut enfin appareillé, il trouva dans la Manche les vents violents d'ouest, qui succédèrent aux premiers et l'y retinrent, pendant que les vaisseaux de la république, battus de ces mêmes vents, regagnaient péniblement Brest. *L'Irlande demeura ainsi pendant seize jours à la merci des Français.* 1796 — an V. Côtes d'Irlande.

La république éprouva, dans cette expédition, des pertes plus considérables en hommes qu'en vaisseaux. Le *Séduisant* fit naufrage en sortant; la *Surveillante* se jeta à la côte dans la baie de Bantry : une partie de son équipage tomba au pouvoir de l'ennemi; le transport *la Ville de Lorient* fut pris dans la baie de Bantry même; l'*Impatiente* se perdit, corps et biens, sur le cap Clear, d'un temps de brume; la *Fille Unique*, transport, coula à la mer, au milieu des vaisseaux anglais, malgré les efforts qu'ils firent pour lui porter secours; le *Suffren* fut pris au retour; le *Scevola* coula à la mer, mais eut son équipage sauvé; ces événements malheureux enlevèrent à la France plus de 2,000 de ses défenseurs, marins et soldats, morts ou faits prisonniers, en comprenant ceux qui périrent à bord du vaisseau *les Droits de l'Homme*, qui fit naufrage

1796 — an v. Côtes de France.

à la suite d'un combat opiniâtre que nous allons raconter.

Le chef de division Lacrosse[1], commandant le vaisseau *les Droits de l'Homme*, fut un des officiers qui suivirent le plus strictement leurs instructions. Voyant la descente manquée dans la baie de Bantry, au lieu de retourner tout droit à Brest, comme la plupart des capitaines le firent, il s'était porté vers la rivière de Shannon, second point désigné pour le débarquement[2]. Il avait croisé huit jours sous le cap Loop, situé à l'embouchure de cette rivière; et, certain alors que l'armée avait fait voile pour la France, il se décida à opérer son retour, comptant atterrir sur Belle-Isle : il dirigea sa course en conséquence.

Le 7 janvier 1796 (18 nivôse an v), il perdit de vue les côtes d'Irlande; le 13, il s'estimait à vingt-cinq lieues de terre par la latitude de la pointe de Penmarch. Une brume épaisse le détermina à prendre une route qui lui fit longer la côte sans l'approcher; il mit le cap au sud sous petites voiles. A une heure de l'après-midi, on l'avertit qu'on apercevait un navire au vent. Comme il grossissait à vue d'œil dans la brume, on jugea qu'il avait aperçu le vaisseau et lui donnait chasse. Peu d'instants après on découvrit un second bâtiment, non loin du premier et suivant la même route : ils pouvaient être alors à une lieue des *Droits de l'Homme*. Le commandant Lacrosse prit chasse devant eux, pour se donner le temps de se bien préparer au combat; il mit dehors toute la voile que le temps lui permettait de porter, et choisit l'allure qu'il savait la plus avantageuse à la marche de son vaisseau : il ventait alors bon frais, et la mer était assez grosse. Il ne tarda pas à s'apercevoir que le premier bâtiment le gagnait sensiblement, ce qu'il attribua à l'avantage qu'il avait eu de mettre le premier beaucoup de voiles dehors. Il essaya de son côté à en augmenter encore, en gréant des bonnettes; mais toutes les manœuvres cassaient, et il fut obligé d'y renoncer, tandis que les bâtiments qui le chassaient portaient les leurs, sans amener un pouce des autres voiles. Malgré toutes ces contrariétés, le commandant Lacrosse continua à prendre

[1] Depuis vice-amiral.

[2] *Voyez* page 230. Le vaisseau *le Trajan* et la frégate *la Charente* se portèrent aussi à l'embouchure de la rivière de Shannon.

chasse, décidé à virer de bord et à attaquer l'ennemi quand lui-même serait en mesure. 1796 — an V. Côtes de France.

A trois heures et demie, on aperçut des *Droits de l'Homme* deux nouveaux bâtiments sous le vent; ils manœuvraient de manière à couper la route au vaisseau français [1]. Dans cette position, chacun étant à son poste à bord des *Droits de l'Homme* et toutes les manœuvres de combats passées, le commandant Lacrosse se décida à commencer l'action; mais voulant auparavant éloigner les bâtiments qui lui restaient sous le vent, tout en continuant sa route, il lançait de temps à autre son vaisseau dans le vent. A quatre heures un quart, le bras du grand hunier venant à casser dans une raffale, il fut dématé de ses deux mâts de hune. Alors le bâtiment ennemi le plus proche (c'était celui du commodore), qui se trouvait à petite portee de canon dans les eaux du vaisseau *les Droits de l'Homme*, serra toutes les voiles qu'il avait mises dehors pour chasser, et s'établit sous une voilure commode pour le combat. Il perdit par là un temps précieux. En effet, s'il eût sur-le-champ prolongé le vaisseau français par-dessous le vent, il eût pu le canonner sans qu'il eût été possible à celui-ci de lui riposter d'un seul coup, à cause du danger qu'il eût couru de mettre le feu aux voiles, qui couvraient une grande partie de ses canons, et dont il lui fût devenu bien difficile de se débarrasser sous le feu de l'artillerie ennemie. On ne perdit pas, en revanche, un instant, à bord des *Droits de l'Homme*, pour faire couper tous les cordages qui retenaient encore les mâts rompus : en moins d'un quart d'heure on fut entièrement déblayé, et l'on continua de fuir sous les deux basses voiles et le perroquet de fougue, filant encore cinq nœuds [2].

A cinq heures et un quart, l'ennemi était parvenu à portée de voix des *Droits de l'Homme;* il vint au vent tout d'un coup, et envoya toute sa bordée au vaisseau français, qu'il comptait prendre en hanche; mais celui-ci avait fait la même manœuvre, et lui lâcha toute la sienne, soutenue d'un feu terrible de mous-

[1] Tous ces bâtiments faisaient partie de la division du commodore sir Edward Pellew, qui, sur son vaisseau rasé *l'Indéfatigable*, serrait de plus près les *Droits de l'Homme*.

[2] Vitesse d'une lieue et deux tiers à l'heure.

1796 — an V. Côtes de France.

queterie. Malheureusement, la mer étant grosse et l'eau entrant à plein sabord, on ne put, à bord des *Droits de l'Homme*, tenir la batterie basse ouverte et se servir des canons de 36. Dans cette circonstance l'*Indéfatigable*, avec sa batterie de 24 et ses caronades de 42, se trouvait avoir un grand avantage sur le vaisseau français, auquel il pouvait envoyer quatre cents livres de fer de plus que lui par bordée. Le commodore anglais voulut encore joindre à cet avantage celui de la manœuvre, que lui donnait le bon état de sa mâture sur un vaisseau démâté de ses mâts de hune et réduit à ses basses voiles. En conséquence, il tenta de passer sur l'avant des *Droits de l'Homme* pour l'enfiler; mais le commandant français prévit encore cette fois sa manœuvre, et fit un mouvement qui le porta sur le vaisseau anglais, qu'il voulait aborder. Celui-ci se hâta de refuser l'abordage; mais, en faisant son évolution pour l'éviter, il présenta son arrière au vaisseau *les Droits de l'Homme*, qui en profita pour lui lâcher, à la longueur de refouloir, une seconde bordée, soutenue d'une vive fusillade.

Le combat dura dans différentes positions jusques à six heures trois quarts du soir, heure à laquelle la frégate *l'Amazone* (le second bâtiment ennemi), ayant joint, envoya, à portée de pistolet, une bordée dans la hanche du vaisseau français. Cette frégate passa ensuite à poupe des *Droits de l'Homme*; mais elle n'eut pas le temps de lui envoyer une seconde bordée, celui-ci ayant manœuvré assez vivement pour lui présenter le côté et conserver les deux bâtiments ennemis par son travers. Le feu fut très-vif de part et d'autre jusques à sept heures et demie; alors le vaisseau français obligea le vaisseau rasé et la frégate ennemie à l'abandonner et à se retirer au large pour se réparer. Pendant ce temps le commandant Lacrosse fit rafraîchir son équipage, dont l'enthousiasme et le courage n'avaient cessé de se manifester par les cris redoublés de *Vive la république!* malgré le désordre momentané qu'avait occasionné, en crevant, une pièce de 18.

Obligé de renoncer à se servir de sa batterie de 36[1], il fit

[1] La batterie de 36, à bord des *Droits de l'Homme*, était moins élevée de quatorze pouces que dans les autres vaisseaux, et la mer étant assez grosse et de plus le vaisseau roulant considérablement, faute de l'appui qu'il ne

armer des deux bords la batterie de 18 et les gaillards, bien décidé à ne jamais amener son pavillon, quel que fût le sort du combat. 1796 — an v. Côtes de France.

Tout étant disposé à bord du vaisseau pour soutenir une nouvelle attaque, on n'y fut pas longtemps dans l'attente. A huit heures et demie, les deux bâtiments anglais, s'étant rapprochés, commencèrent leur feu, auquel on répondit avec la même vigueur. Ils vinrent alors se placer, un de chaque côté, vers l'avant du vaisseau français; et, en augmentant à propos leur vitesse, et lançant l'un sur tribord et l'autre sur bâbord alternativement, ils l'enfilaient tour à tour : ce n'est qu'en lançant de même sur un bord et sur l'autre que celui-ci pouvait parvenir à leur riposter. Dans une position aussi désavantageuse, le désir du commandant Lacrosse ne pouvait être de continuer longtemps un combat au canon. Quand même il eût pu conserver ses deux ennemis par son travers du même bord, ou mieux encore un de chaque bord, la partie aurait malgré cela été trop inégale, l'artillerie de la frégate seule étant (à cause des caronades de 24 des gaillards) supérieure à celle dont la grosseur de la mer lui laissait l'usage. Il fallait donc tenter un moyen plus prompt de terminer une action qui devenait de plus en plus meurtrière : c'était l'abordage. Le succès n'en pouvait être douteux; accrocher les bâtiments ennemis, c'était les prendre. En effet, outre son équipage de 650 matelots intrépides, le vaisseau *les Droits de l'Homme* était monté par 600 hommes de la légion des Francs, commandés par le général Humbert [1], les officiers supérieurs Regnier et Corbineau, et quantité d'autres officiers dont la bravoure leur servait d'exemple et les animait à soutenir l'honneur du pavillon national. Le commandant français présenta donc l'abordage tour à tour à la frégate et au vaisseau rasé; mais ceux-ci, profitant du bon état de leur mâture, manœuvrèrent constamment pour l'éviter. Toutefois ces mouvements procurèrent au vaisseau *les Droits de l'Homme*

recevait plus de sa mâture, il était absolument impossible de tenir cette batterie ouverte.

[1] Passé depuis en Amérique au service des Espagnols indépendants, dans le Mexique.

des positions avantageuses pour les enfiler de l'avant ou de l'arrière.

A dix heures et demie, le mât d'artimon menaçant de tomber, le commandant Lacrosse fut obligé de faire couper ses haubans d'un bord, afin que sa chute se fît à la mer du bord opposé, et non sur le gaillard d'arrière, où il pouvait écraser la roue du gouvernail, et priver ainsi des moyens de donner la direction au vaisseau, dont la barre de combat avait été brisée. Dès le moment où les ennemis virent tomber le mât d'artimon des *Droits de l'Homme*, ils vinrent le canonner en hanche, supposant plusieurs de ces canons de l'arrière gênés par le mât, son gréement et les lambeaux de voiles qu'il portait. On leur riposta vivement; et les boulets ronds commençant à manquer, le commandant français fit charger ses canons à obus. Ces projectiles produisirent un effet terrible à bord des bâtiments anglais, car dès lors ils n'osèrent plus combattre de si près. Les deux basses voiles des *Droits de l'Homme* étaient hachées, beaucoup de canonniers avaient été tués, le feu cependant ne se ralentissait pas, parce que de nouveaux hommes remplaçaient incessamment au service de l'artillerie les morts et les blessés.

Le combat s'était prolongé ainsi jusques à une heure du matin, sans qu'aucun officier de marine eût été grièvement blessé; en ce moment le lieutenant de vaisseau Châtelain, officier de manœuvre, reçut un biscaïen dans le bras, qui l'obligea de descendre au poste des chirurgiens pour se faire panser. A deux heures, le commandant étant à examiner la position de la frégate ennemie, et concertant avec son maître d'équipage, nommée Tonnerre, les moyens de passer de nouvelles manœuvres, il fut atteint d'un boulet mort au genou gauche. Il tomba sur le coup, et on le transporta au poste. En passant dans la batterie, il assura son équipage que l'on n'amènerait pas le pavillon, dans quelque situation que l'on se trouvât. Un cri unanime s'éleva de toutes les parties du vaisseau : « Non, jamais, capitaine; vaincre ou mourir ! » Ce cri retentit à bord des bâtiments ennemis.

Le commandement passa au capitaine de frégate Prévost-Lacroix, qui le reçut en jurant aussi de n'amener jamais. Ce brave officier continua le combat avec la même ardeur, jusqu'à

six heures et un quart du matin. On cria peu apres qu'on voyait la terre sur l'avant du vaisseau ; les bâtiments ennemis venaient de l'abandonner. Le commandant Lacrosse se fit alors porter sur le pont. On changea de route pour s'écarter de la côte ; mais le mât de misaine venant à rompre, ainsi que celui de beaupré, un poids aussi énorme faisait dériver le vaisseau, et annulait le peu de vitesse que sa grande voile en lambeaux pouvait lui donner. On chercha à faire couper ce qui retenait encore les mâts le long du bord et à mouiller les ancres. Il n'en restait que deux, les autres ayant été perdues dans la baie de Bantry ; mais le feu de l'ennemi avait haché leurs câbles : on fit étalinguer un fort grelin sur une ancre à jet. Pendant cette opération, la grande voile, toute criblée, qui, seule, tirait un peu le vaisseau de l'avant, vint à manquer ; on fit sonder, et on mouilla par douze brasses d'eau. Toutefois l'ancre étant trop faible pour retenir le vaisseau, il continua de dériver, et toucha sur un fond de sable ; au second coup de talon, le grand mât rompit. On tira quatre ou cinq coups de canon d'alarme ; et pour alléger les hauts et maintenir le vaisseau droit, on jeta une partie de sa batterie à la mer. 1796 — an v. Côtes de France.

Le vaisseau *les Droits de l'Homme* fut ainsi à la côte, rasé de tous mâts, et après un combat de treize heures, soutenu contre deux bâtiments dont le plus faible avait une artillerie supérieure à celle qu'il pût faire jouer. Il avait épuisé, dans ce combat, sa mitraille de toute espèce, ses boulets ramés, et il lui restait à peine cinquante boulets ronds. Sept officiers de marine avaient été blessés, trois de la légion des Francs tués et plusieurs autres blessés, cent hommes de l'équipage et des troupes tués, et un égal nombre mis hors de combat : telles étaient ses pertes au moment où il échoua. La frégate anglaise *l'Amazone* éprouva le même sort : dématée et criblée de boulets, elle fit côte une demi-heure avant les *Droits de l'Homme ;* son équipage et ses officiers furent faits prisonniers.

Ici se termine le récit d'un combat dans les détails duquel nous sommes entrés avec complaisance, pour montrer que l'honneur national y fut soutenu vaillamment : la gloire, au moins, en couvre les sanglants tableaux ; ce qui nous reste à raconter n'est plus qu'affligeant. Il est bien douloureux d'avoir à rappeler

1796 — an V. Côtes de France.

qu'une partie des braves échappés aux dangers d'un combat aussi long et aussi terrible périt ensuite dans les horreurs d'un naufrage.

Le vaisseau *les Droits de l'Homme* échoua, le 14 janvier, à sept heures du matin, dans la baie d'Audierne, vis-à-vis Plouzénec. La première chose qu'on fit fut de mettre les canots légers à la mer. Les deux premiers furent emportés par les lames, avant que personne pût s'y embarquer; ils furent jetés à la côte, et se brisèrent sur la chaîne de roches qui la borde. On essaya ensuite d'établir un *va-et-vient*[1]; pour y parvenir on fit, avec des vergues de rechange, un *ras*[2] qu'on laissa aller en dérive à la côte, attaché au bout d'une corde qu'on lâchait à mesure du vaisseau; mais le poids de cette corde empêchant le *ras* de dériver assez vite, et les lames ayant emporté quelques-uns des hommes qu'on avait placés dessus, les autres coupèrent la corde et gagnèrent la terre. On renouvela cette tentative, mais avec aussi peu de succès. Le maître voilier du vaisseau, nommé Lamandé, homme du plus grand courage et habile nageur, s'offrit à aller porter à terre une corde légère, sur laquelle on eût pu ensuite en faire passer une plus grosse et capable de former le *va-et-vient;* mais, rendu à moitié chemin du rivage, il fut obligé de renoncer à cette périlleuse entreprise, et on le tira à bord à l'aide de la corde, sans quoi il eût infailliblement péri.

L'équipage passa ainsi la première journée, manquant d'eau et de vivres, parce que la mer, déferlant avec furie, avait enfoncé l'arrière du vaisseau, et remplissait la cale. Le 15, on construisait encore des *ras*, sur lesquels on essaya de débarquer le plus d'hommes possible. Quelques-uns arrivèrent à terre; mais on eut la douleur d'en voir périr plusieurs, sans pouvoir leur donner aucun secours. On parvint, avec beaucoup de peine, à mettre le grand canot à la mer; 25 à 30 hommes s'y embarquèrent, et arrivèrent heureusement à terre; mais la force du vent ne permit pas de le ramener à bord du vaisseau pour s'y

[1] Nom d'un appareil fort simple et employé, entre autres usages, à sauver les hommes qui se trouvent sur un bâtiment échoué, lorsqu'on ne peut y aborder avec des chaloupes : il consiste en une corde, fixée d'un bout à la côte et de l'autre au navire; les naufragés se halent sur cette corde, et gagnent la terre l'un après l'autre.

[2] Radeau construit à la hâte avec quelques pièces de mâture.

charger de nouveau. Le troisième jour, on tenta de mettre la chaloupe à l'eau; on établit les apparaux nécessaires sur deux tronçons de mâts, et on réussit dans cette pénible opération. On destinait cette embarcation à sauver les blessés, deux femmes et six enfants qui avaient été pris sur un bâtiment anglais; on les fit embarquer avant que la chaloupe fût descendue à la mer; 60 à 80 hommes s'y jettent également; mais au moment où elle arrive à l'eau, une lame la soulève et la porte avec violence contre le vaisseau; elle se brise, et tout est englouti dans les flots. Quelques hommes revinrent sur l'eau, et gagnèrent le bord; mais le brave Châtelain, lieutenant de vaisseau, blessé au bras; les enseignes Joubert et Muller, aussi blessés; le maitre d'équipage Tonnerre, blessé à la cuisse, périrent dans cette occasion. 1796—an v. Côtes de France.

Ces malheurs n'étaient que le prélude de ceux qu'on devait éprouver le lendemain. Les vents du large, soufflant encore avec violence, rendaient l'arrivée de tout secours de la côte impossible. Enfin, dans la nuit du 16 au 17, le vent changea; à la pointe du jour, cinq chaloupes, venant d'Audierne, abordèrent le vaisseau; on y embarqua le reste des blessés et environ 100 hommes bien portants. Ces embarcations étaient commandées par l'enseigne Provost, officier de la corvette *l'Arrogante*, dont le courage et le dévouement méritent d'être cités. A midi, le cutter *l'Aiguille* aborda également les *Droits de l'Homme*, et prit à peu près 300 personnes. A quatre heures, le cutter et les embarcations s'éloignèrent, laissant à bord du vaisseau environ 400 hommes luttant contre la mort et épuisés de fatigue et de besoin.

Le cutter *l'Aiguille* n'avait pu fournir au capitaine des *Droits de l'Homme* que quelques bouteilles d'eau; ce secours le rendit à la vie, ainsi qu'une vingtaine d'infortunés, près de mourir dans les plus cruels tourments. C'était trop peu pour soutenir l'existence d'un aussi grand nombre d'individus. La nuit étant très-froide et les hommes sans cesse mouillés, le delire s'empara de plusieurs d'entre eux; une fièvre ardente les dévorait[1]; soixante au moins expirèrent dans les convulsions

[1] Cette fièvre est connue, en nosologie, sous le nom de *calenture*. On a vu un exemple terrible de ses effets dans le naufrage de *la Méduse*, en 1816.

1796 — an v. Côtes de France. les plus effrayantes. Quatre jours s'étaient écoulés ainsi ; enfin, le cinquième, le cutter *l'Aiguille* revint, et avec lui la corvette *l'Arrogante.* Le commandant Lacrosse y fit embarquer les tristes restes de son équipage, et s'embarqua lui-même lorsqu'il fut assuré qu'il ne restait plus personne à bord du vaisseau *les Droits de l'Homme.*

Après avoir raconté la conduite du commandant Lacrosse, il devient superflu d'en faire l'éloge ; il est tout dans les faits. Ses officiers se distinguèrent à l'envi, surtout le capitaine de frégate Prévost-Lacroix, son second[1], qu'il recommanda d'une manière particulière à la bienveillance du gouvernement ; il cita aussi les lieutenants de vaisseau Descormiers[2] et Seguin, les enseignes Hellouin, Goüin, Panisson et Leance, ainsi que l'aspirant Bastide. Un seul trait donnera une idee du courage et du dévouement de l'équipage des *Droits de l'Homme.* Un marin, dans le naufrage, ayant osé dire au capitaine qu'il eût mieux valu se rendre que de s'exposer à périr d'une manière aussi cruelle, il manqua d'être assommé par ses camarades, qui s'écrièrent tous : « N'avons-nous pas juré de périr plutôt que de rendre le vaisseau ? *Vive la république ! vive notre brave capitaine !* »

Le chef de division Lacrosse, à son retour à Brest, reçut une foule de témoignages flatteurs de l'estime de ses chefs et de ses camarades[3]. Peu de temps après, il fut élevé au rang d'officier général, et le ministre de la marine s'empressa de lui annoncer en ces termes sa promotion : « Je n'ai pas perdu de vue, citoyen, le combat honorable que vous avez soutenu sur le vaisseau *les Droits de l'Homme*, et le sang-froid dont vous avez

[1] Depuis capitaine de vaisseau.

[2] Depuis capitaine de frégate.

[3] Le général Hoche, qui faisait un grand cas de cet officier, avait été très-inquiet sur son sort, et il lui écrivit de Paris la lettre dont voici un extrait : « Enfin, vous vivez, brave camarade, et le gouvernement peut encore compter sur un homme dont il apprécie les talents et la bravoure. Votre combat vous a couvert de gloire. Il a montré à nos ennemis les plus acharnés ce qu'ils devaient attendre des marins français bien commandés. Grâces infinies vous en soient rendues. J'espère que, sous peu, vous recevrez des marques non équivoques de l'estime du Directoire et de la reconnaissance nationale. »

montré l'exemple lors du naufrage qui a suivi cet événement. Le Directoire, à qui j'ai rendu compte de cette action, a trouvé juste de vous donner un témoignage de sa satisfaction; et je vous annonce avec plaisir que, sur ma proposition, il vous a élevé au grade de contre-amiral.» 1795 — an I Côtes de France.

Tandis que l'armée de Brest était sur les côtes d'Irlande, l'escadre tant attendue de Villeneuve arrivait sur celles de Bretagne. Cette escadre, composée des vaisseaux *le Formidable*, de 70; *le Jean-Jacques*, *le Tyrannicide* et *le Mont-Blanc*, de 74, ainsi que des frégates *l'Alceste*, *la Diane* et *la Vestale*, de 36, partit de Toulon le 29 novembre 1796. Tous ces bâtiments entrèrent à Lorient le 23 décembre suivant, à l'exception de la *Vestale*, que divers événements avaient forcée de relâcher à Cadix. Côtes d'Espagne.

Cette frégate, dans un coup de vent que reçut l'escadre sur les côtes d'Espagne, avait été démâtée de ses mâts de misaine et de beaupré; le général lui fit en conséquence le signal de faire route pour gagner Cadix. A quatre lieues de ce port, la *Vestale*, dans le mauvais état où elle était, et ne portant que du 12 en batterie, eut à combattre la frégate anglaise *la Terpsychore*, portant du 18. Elle se défendit courageusement; mais la *Terpsychore* ayant achevé de la démâter, elle fut obligée de se rendre, après avoir eu 22 hommes tués et 40 blessés. Au nombre des premiers se trouvèrent son capitaine, le brave Foucaud, et un autre officier, Tissot, enseigne. Ce jeune marin, dont les talents et la bravoure donnaient les plus brillantes espérances, avait reçu une blessure dès le commencement de l'action; mais il n'avait pas voulu quitter son poste, qui l'appelait auprès du capitaine, pour recevoir et porter ses ordres où besoin était. Pendant tout le temps qui précéda sa mort, il ne cessa d'exciter son commandant de la manière la plus pressante à aborder la frégate ennemie. Un boulet le frappa à la hanche, pendant qu'il était occupé à transmettre un ordre à l'officier commandant la batterie. Se sentant blessé à mort, il dit à un contre-maître qui aidait à le porter au poste du chirurgien : « Je meurs avec plaisir pour la patrie; embrassez le capitaine et l'état-major pour moi : *Vive la république!* »

La mer étant fort grosse lorsque la *Vestale* amena son pavil-

1796 — an v. Côtes d'Espagne. lon, la *Terpsychore* ne put y faire passer que peu d'hommes pour l'amariner, et se tint près d'elle afin de l'observer ; mais, le temps étant devenu affreux, la frégate anglaise fut obligée de prendre le large pour éviter d'être jetée à la côte; les Français alors se révoltèrent, et les Anglais, mis à bord de la *Vestale*, furent faits prisonniers à leur tour. Peu de temps après que la frégate eut arboré de nouveau les couleurs françaises, quelques chaloupes, expédiées de Cadix à son secours, vinrent lui donner la remorque, et la conduisirent dans le port.

L'arrivée de l'escadre de Villeneuve est placée ici comme le dernier événement maritime de l'année 1796, quoique l'expédition d'Irlande empiète un peu sur janvier 1797, parce que l'armée de Brest avait mis à la voile une semaine avant l'entrée des vaisseaux de Villeneuve à Lorient, et que nous n'avons pas cru devoir interrompre le récit des événements qui ont signalé sa sortie.

Colonie franç. *Événements remarquables arrivés dans les colonies françaises pendant la dernière moitié de l'année 1796; expulsion de l'île de France des agents envoyés par le Directoire; aperçu de la situation des îles du Vent; détails sur Saint-Domingue.* Les îles de France et de la Réunion sont les premières colonies qui doivent nous occuper, l'époque étant arrivée où nous avions promis de donner quelques détails sur leur situation pendant les premières années de la république.

Le torrent de la révolution s'écoula assez paisiblement à l'île de France; et, depuis le meurtre de M. de Macnamara, massacré par les soldats en 1790, on ne voit pas qu'elle ait été souillée d'aucun de ces crimes horribles qui furent si communs dans les colonies occidentales. Le club jacobin, qui, sous le nom de *la Chaumière*, s'établit dans cette île pendant que la terreur régnait en France, et qui rivalisa un moment avec l'assemblée coloniale, avait fait, il est vrai, planter une guillotine sur la place du port Nord-Ouest (Port-Louis), espérant y traîner MM. Duplessis, gouverneur de l'île de la Réunion, Fayol, commissaire civil, Saint-Félix, ancien commandant de la *Cybèle*; et, après eux, sans doute, une foule d'autres victimes; mais ce barbare espoir fut trompé, et le fatal instrument disparut de la place publique sans avoir été ensanglanté. Si depuis

le sang coula une fois dans l'île, ce ne fut point sur l'échafaud, mais dans un léger combat entre deux partis de colons divisés d'opinion, et presque à l'époque du Consulat. La déportation fut généralement le moyen employé contre les perturbateurs de la colonie. 1796 — an v. Colon. fr.

Une chose peut faire voir quelle tournure prit la révolution à l'île de France : c'est que M. de Malartic, gouverneur général de la colonie en 1796, et qui conserva ce poste éminent bien longtemps après, était le même que Louis XVI y avait nommé en 1792. Dès ce temps, chacune des deux îles était gouvernée par une assemblée coloniale dont les décrets avaient force de loi, après avoir reçu la sanction du gouverneur, qui avait toutes les attributions du pouvoir exécutif et était seul chargé du commandement militaire et de la police intérieure. L'intendant remplissait les fonctions de contrôleur des finances. Les habitants des îles de France et de la Réunion étaient ainsi parvenus à mettre à exécution le projet dans lequel échouèrent ceux de Saint-Domingue lors de la fameuse assemblée de Saint-Marc. Cette forme de gouvernement ne reçut pour ainsi dire point d'altération pendant huit années, et jusques au moment où Bonaparte, ayant pris les rênes de l'État en France, ne parut pas disposé à tolérer une pareille indépendance de la métropole, l'assemblée coloniale et M. de Marlartic demeurèrent tout-puissants à l'île de France.

On ne doit nullement s'étonner qu'au milieu de cette espèce de révolte envers la mère patrie, les îles de France et de la Réunion aient témoigné tant d'attachement pour elle, et que, loin de se livrer aux Anglais, elles aient constamment fait les plus grands efforts pour résister à leurs attaques. Les habitants de ces deux colonies n'ont pas, à cet égard, autant de droits qu'on pourrait se l'imaginer à la reconnaissance de la métropole.

Les îles de France et de la Réunion, que le gouvernement français n'a jamais dû considérer autrement, la première surtout, que comme un point militaire important, ne donnaient à la France aucun bénéfice en temps de paix, et prospéraient peu elles-mêmes. Durant la guerre, au contraire, elles s'enrichissaient par la course; leur intérêt les attachait donc inva-

1796 — an v. Colon. fr. riablement à l'ennemie de la Grande-Bretagne. Mais s'approprier le produit immense des nombreuses et riches prises de leurs corsaires, et même des bâtiments de la république, sans lui en rendre une obole, eût été pour elles le *nec-plus-ultrà* de la prospérité : voilà ce qu'elles ont réalisé en partie.

On peut apprécier aujourd'hui cette fidélité intéressée. Il est de toute évidence que ces îles ne voulaient appartenir à la France uniquement que pour avoir le droit de piller les Anglais, et de s'enrichir des dépouilles de leur commerce. Du reste, leur indépendance était absolue; et, pour en offrir la preuve, nous les montrerons repoussant les lois de la métropole, expulsant ses agents, et déportant jusques aux soldats dont elle affaiblissait ses armées pour les défendre.

Nous avons déjà dit dans le troisième volume que le repos dont jouirent pendant presque toute la révolution les îles de France et de la Réunion fut dû au refus des colons de laisser mettre à exécution le décret de la Convention sur la liberté des noirs; alors nous avons rappelé un fait auquel on s'est généralement accordé à assigner cette cause. Cependant, comme en ce cas, l'on a supposé, sans que cela soit certain, que l'affranchissement des noirs eût été suivi, dans les colonies orientales, des mêmes désordres qu'aux Antilles, il peut paraître douteux que l'humanité ait gagné beaucoup à la conduite des habitants de ces colonies; tandis qu'il est hors de doute que cette conduite a renversé les grands desseins qu'avait formés le gouvernement français pour l'expulsion des Anglais du continent indien. Des considérations aussi puissantes ne nous permettaient pas, tout en citant l'opinion générale, d'approuver la désobéissance des îles de France et de la Réunion. Nous avons seulement voulu faire voir que toutes leurs démarches pendant la révolution furent dictées par le désir de retenir les noirs dans l'esclavage, et qu'en résultat la tranquillité a régné dans les deux îles, sans prétendre affirmer qu'il eût été absolument impossible de maintenir cette tranquillité en obéissant aux lois de la France : il n'est pas de notre objet d'approfondir la grande question de la liberté des noirs.

Après avoir heureusement réussi à éluder l'exécution du décret de la Convention, il fallait réussir également à éluder celle

de l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme, annexée à la constitution de l'an III; ce fut vers ce but que tendirent désormais tous les efforts des colons. Ceux d'entre eux qui possédaient le plus d'esclaves, les planteurs, sentaient qu'on ne gagnait rien à temporiser, et que leur ruine serait imminente aussi longtemps que la liberté des noirs serait consacrée en principe; ils désiraient peut-être en secret passer sous la domination d'une puissance qui protégeât leur droit de propriété sur leurs nègres. Quant à ceux en bien plus grand nombre qui n'avaient que peu de noirs, et qui tiraient tous leurs bénéfices du commerce et de la course, ils souhaitaient ardemment d'appartenir à la France; mais ils n'auraient pas demandé mieux qu'on pût, sans se compromettre, retarder le plus possible l'exécution d'une mesure qu'au fond les deux classes d'habitants redoutaient peut-être plus encore par le tort qu'elle ferait à leur fortune que par ses conséquences pour la tranquillité publique : peu leur importaient ses immenses résultats politiques. Les assemblées coloniales agirent en conséquence de cette disposition de l'opinion générale; et elles se montrèrent autant décidées à se défendre jusques à l'extrémité contre les Anglais que fermement résolues à n'obéir aux ordres qui leur parviendraient de France, pour l'affranchissement des esclaves, que dans le cas où ils leur seraient transmis officiellement et accompagnés de forces capables de les faire respecter. 1796 — an V. Colon. fr.

Tel était l'état des choses à l'arrivée de l'escadre du contre-amiral Sercey avec les deux agents du Directoire, nommés Baco et Burnel [1]. Elle entra au port Nord-Ouest le 18 juin 1797 (30 prairial an IV) [2]. Comme c'était un decadi, presque tous les négociants de la ville étaient à leurs maisons de campagne, ainsi que plusieurs membres de l'assemblée coloniale. Ils revinrent en toute hâte à la ville, dès que la côte eut signalé l'arrivée d'une escadre française; mais quoique des mesures générales eussent été prescrites pour empêcher qu'il n'abordât per-

[1] De ces deux agents, un seul était connu à l'île de France, Burnel; et les colons prétendirent qu'il y jouissait d'une très-mauvaise réputation. Quant à Baco, ils convenaient que celle qu'il apportait d'Europe devait lui concilier la vénération publique, s'il n'eût pris un ton par trop impérieux.

[2] Voyez page 204 de ce volume.

1796 — an v. Colon. fr. sonne dans l'île sans la permission de l'assemblée coloniale, le général Sercey avait déjà jeté l'ancre, et les agents du Directoire étaient partis de la *Forte* avant qu'on eût eu le temps de s'y opposer. Ce fut en vain que le capitaine du stationnaire leur représenta qu'ils ne pouvaient débarquer qu'en vertu d'un ordre de l'assemblée coloniale, visé par le gouverneur général; aucune force ne se trouvant prête pour tenir en respect l'escorte des agents, ils débarquèrent sans obstacle [1].

Bientôt Baco et Burnel furent entourés par le peuple, impatient de connaître l'objet de leur mission. Cependant, malgré les craintes que faisait naître généralement leur arrivée, comme il ne paraissait pas impossible qu'ils fussent porteurs d'ordres avantageux à la colonie, ils furent conduits, avec tous les égards dus à leur rang, au lieu des séances de l'assemblée coloniale, qui venait de se réunir.

Reçus par l'assemblée comme représentants du Directoire exécutif, les agents prononcèrent des discours pleins d'éloges du patriotisme des habitants des îles de France et de la Réunion, et annoncèrent qu'ils étaient chargés par le gouvernement d'une mission qui avait pour objet le bonheur des deux colonies. Ces assurances parurent dissiper en partie l'inquiétude répandue dans tous les esprits, et l'assemblée accueillit les envoyés avec toutes les marques possibles de respect. Cependant, après le serment prêté, un des membres proposa de nommer une commission chargée de recevoir des agents du Directoire communication des ordres et instructions dont ils étaient porteurs; mais

[1] A leur retour en France, les agents du Directoire ont affirmé que l'ordre avait été donné de repousser les frégates par la force. Tout ce qui a été écrit en Angleterre sur les événements arrivés à l'île de France pendant la révolution confirme cette assertion; et, ce qui pourrait lui donner quelque poids, c'est le soin qu'a mis l'assemblée coloniale de l'île de France à justifier les mesures de défense qu'elle avait prises, en les présentant comme des moyens préparés uniquement pour assurer l'exécution d'une simple mesure de police. On lit ces mots dans son adresse au Directoire: « Pour calmer les paroxysmes d'agitation dont l'arrivée de tous les navires d'Europe avait été régulièrement le moteur, on établit une commission dont la mission spéciale était de prévenir la communication subite des lettres et la descente des traîtres ou des hommes dangereux, que ces vaisseaux n'ont que trop souvent vomis sur nos rivages. »

ceux-ci trouvèrent le moyen d'éluder la question, et ils furent, le soir même, s'installer au gouvernement. 1796 — an V. Colon. fr.

Le lendemain, Baco et Burnel passèrent en revue les 107e et 108e régiments, ainsi que le bataillon expéditionnaire et les deux compagnies d'artillerie venus avec eux. A cette revue, dit-on, ils flattèrent beaucoup les soldats et témoignèrent du mécontentement de ce qu'on leur payait leur solde en papier. On assure également que, dans cette journée, les agents ayant eu une altercation avec M. de Malartic, ils le menacèrent de le faire pendre, et qu'ils usèrent de la même menace envers M. des Crozilles, celui des membres de l'assemblée coloniale qui avait demandé l'exhibition de leurs pouvoirs. La vérité sur ces circonstances n'a jamais été bien connue en France.

Le 20 les agents passèrent en revue, à son tour, la garde nationale de la ville, qu'ils trouvèrent forte de 1,000 hommes. Ils furent reçus froidement, et bientôt la méfiance et la crainte qu'ils n'avaient cessé d'inspirer à quelques habitants devinrent générales. Les alarmes se répandirent dans l'intérieur de l'île, et les habitants des campagnes, après s'être concertés entre eux, se rendirent en armes à la ville.

Pendant ces deux jours, l'assemblée coloniale avait pris diverses mesures et nommé un comité de neuf membres chargé d'obtenir de Baco et de Burnel quelques renseignements sur la teneur de leurs ordres. Le silence dans lequel ils persistèrent à cet égard ne laissa aucun doute sur leur intention de faire mettre à exécution les lois qui abolissaient l'esclavage. Dès ce moment, les habitants résolurent d'un commun accord de les expulser.

Un pareil dessein présentait de grandes difficultés dans l'exécution, en ce qu'il était à craindre que les troupes ne prissent les armes pour défendre les envoyés de la métropole. L'auteur d'une histoire de l'île de France, publiée en Angleterre [1], dit qu'à raison de cette crainte, on adopta un autre moyen pour se défaire des agents. Vingt jeunes créoles, nouveaux *Scévolas*, se dévouèrent pour ce qu'ils regardaient comme le salut de la colonie, et jurèrent la mort des deux proconsuls.

[1] *History of Mauritius, by* Charles GRANT, *viscount* de VAUX.

1796 — an v. Colon. fr. Le 21, dès le point du jour, presque tous les habitants de l'île étaient réunis devant le gouvernement, poussant des clameurs de mauvais augure pour les agents, qui continuaient d'habiter cette demeure, malgré l'orage qui les menaçait. Bientôt le gouverneur de Malartic fut enlevé de chez lui et porté sur les épaules des habitants au sein de l'assemblée coloniale, qui l'invita, de la manière la plus pressante, à sanctionner le décret qu'elle venait de rendre pour le renvoi des agents du Directoire. Ceux-ci mandèrent alors le général Magalon et lui ordonnèrent de faire prendre les armes aux troupes; mais ce général leur déclara qu'il ne reconnaissait d'autre autorité que l'autorité militaire, et qu'il ne pouvait obéir qu'à un ordre du gouverneur. Ce fut en vain qu'ils lui déclarèrent qu'ils avaient déposé M. de Malartic, et qu'ils l'avaient nommé pour le remplacer : Magalon demeura inflexible.

Sur ces entrefaites, les jeunes créoles conjurés pénétrèrent dans le gouvernement en escaladant les fenêtres; et, se présentant devant Baco et Burnel, ils leur déclarèrent que, puisqu'ils avaient consenti à se charger de l'exécution d'ordres qui devaient causer la ruine de la colonie, ils méritaient la mort. A ces mots, l'un d'eux déchargea son pistolet, qui manqua de tuer un des agents; l'autre eut la vie sauvée par les efforts des commissaires de l'assemblée coloniale qui se trouvaient présents [1].

Les colons, voyant que les troupes ne bougeaient pas, devinrent de plus en plus pressants : les cris *A bord ! à bord !* se faisaient entendre de toutes parts. Enfin, Baco et Burnel, auxquels l'arrêté de l'assemblée coloniale venait d'être notifié, sentirent de quel danger ils étaient menacés, livrés, sans un seul défenseur, à une population furieuse, et ils consentirent à leur départ de la colonie. L'assemblée coloniale donna sur-le-champ ordre au capitaine de la corvette *le Moineau* de recevoir les agents à son bord et de les transporter à Manille.

[1] *Grant's History of Mauritius*. Ce que raconte l'auteur ci-dessus est conforme à ce que le Directoire annonça aux conseils. Dans son message, il disait que les agents n'avaient échappé que par miracle aux coups de sabre et de pistolet dirigés contre eux. Nous avons cru pouvoir citer un fait pour lequel nous avons deux autorités aussi opposées.

Nous venons de voir comment il arriva que les troupes ne prirent aucune part aux événements de cette tumultueuse journée ; il en fut de même des marins. Ceux-ci demeurèrent à bord des frégates, occupés, sous la surveillance de leurs officiers, de la visite et réparation des gréements. Une seule personne de l'escadre se trouva mêlée dans ces événements : ce fut le contre-amiral Sercey. Le capitaine de la corvette, qui venait de recevoir l'ordre de déporter les agents aux Philippines, fit sur cet ordre les mêmes observations que le général Magalon, et déclara qu'il ne partirait pas sans en avoir reçu un du général Sercey. Ce général considérant, sans doute, qu'après ce qui venait de se passer la présence des agents dans l'île ne pourrait qu'amener de grands malheurs, qu'ils en étaient convaincus eux-mêmes et avaient consenti à leur départ, crut pouvoir donner un ordre qu'il regarda comme de pure forme et toutefois devant rendre la paix à la colonie[1]. 1796 — an v. Colon. fr.

Aussitôt que le *Moineau* eut mis à la voile, toutes les alarmes se dissipèrent dans l'île et firent place à la joie la plus vive. Les habitants s'abandonnèrent à tous ses transports, et célébrèrent par des réjouissances publiques le bonheur qu'ils avaient eu d'échapper encore une fois à l'exécution de lois qu'ils regardaient comme devant mettre la colonie à feu et à sang.

Les agents du Directoire ne furent pas conduits à Manille. Le lendemain de leur départ de l'île de France, ils se revêtirent de leur grand costume' montèrent sur le pont, et en présence de l'équipage ils sommèrent le capitaine de la corvette de les ramener en Europe. Celui-ci obéit.

On ne peut former aujourd'hui que des conjectures sur ce qui fût arrivé aux îles de France et de la Réunion, si les agents du Directoire n'en avaient pas été expulsés. Nul doute, au reste, que, si leur caractère personnel était tel que les colons l'ont dé-

[1] En rapportant ce fait, qui est notoire, nous ne prétendons porter aucun jugement sur la conduite de M. de Sercey. Ceux seuls qui connaissent les instructions qu'il avait reçues du ministre de la marine peuvent savoir jusques à quel point il les a remplies. Quant à nous, il est de notre devoir de déclarer qu'aucun des documents que nous avons consultés sur l'événement que nous racontons ne fait mention que le contre-amiral Sercey y ait autrement participé qu'en donnant au capitaine du *Moineau* l'ordre de son départ, lorsque tout était terminé.

1796 – an V. Colon. fr. peint, ils convenaient mal à une mission qui exigeait un esprit conciliant. Mais ne se pouvait-il pas que le Directoire eût choisi des hommes sages, et tels, en un mot, qu'il les fallait? Supposons qu'il l'eût fait. Il est naturel d'imaginer aussi qu'éclairé par les malheurs arrivés aux Antilles, il leur aurait donné des instructions propres à les épargner aux colonies orientales, tout en affranchissant les esclaves, si la chose n'est pas impossible [1]. Les deux îles, dans ce cas, pouvaient fournir tout d'un coup aux agents 12 ou 15,000 noirs, qu'ils eussent enrégimentés, et qu'une escadre française, qui devait arriver peu de mois après, eût transportés dans l'Inde. La fortune des colons se fût ressentie de cette mesure, sans doute; mais si le renversement de la puissance britannique en Asie devait en être la conséquence, on ne pouvait mettre en comparaison, avec l'affranchissement de quarante millions d'Indiens et le bonheur de trente millions de Français, les souffrances momentanées de quelques colons. En somme, les habitants des îles de France et de la Réunion ont agi sagement pour eux; mais n'ont-ils pas empêché la France de rendre la paix au monde en 1797, au lieu de la recevoir en 1815? Voilà ce qu'il est peut-être permis de penser.

Aux îles du Vent, la fortune ne se montra pas favorable aux Français, durant l'année 1796. La Guadeloupe, à la vérité, fut maintenue dans un état de défense très-respectable, et l'on fut toujours à même d'y repousser les attaques des Anglais [2]; mais

[1] Indépendamment de l'obligation où le Directoire était de faire exécuter dans toute sa teneur la constitution de l'an III, des considérations politiques de la plus haute importance le portaient à affranchir les noirs. On sait que ce fut pour trouver des ennemis aux Anglais dans les Antilles, que la Convention y précipita trop la liberté des nègres. Pour en trouver aux Anglais dans l'Inde, le Directoire avait besoin de briser les fers des esclaves des îles de France et de la Réunion. Mais il serait trop affligeant de penser qu'il eût voulu dévouer ces îles aux mêmes horreurs que Saint-Domingue. Il avait, sans doute, prescrit des mesures qu'il croyait propres à les prévenir. La question est de savoir s'il y en avait qui pussent atteindre ce but.

[2] Victor Hugues avait été nommé pour exercer, aux îles du Vent, les fonctions d'agent, lorsqu'il en fut envoyé dans toutes les colonies par le Directoire, qui prorogea ainsi les pouvoirs qu'avait conférés la Convention à Hugues avec le titre de commissaire civil. Il avait eu pour collègues Chrétien

dans les autres îles françaises et anglaises dont Hugues avait entrepris de disputer la possession aux troupes britanniques, les armes républicaines éprouvèrent divers échecs. 1796 -- an V. Colon. fr.

A Sainte-Lucie, Goyrand, délégué des agents du Directoire, capitula avec toutes les troupes qui se trouvaient au morne Fortuné, qu'il rendit au général Abercrombie. Cependant plusieurs autres postes tinrent longtemps après. Quantité d'habitants et de noirs armés s'étaient retranchés dans les bois et sur les mornes, où Hugues leur faisait passer des munitions. Leur nombre s'augmentait tous les jours, et ils bravaient tous les efforts du général Moor pour les réduire.

Dans l'île de Saint-Vincent, les petites forces que Hugues avait envoyées pour soutenir les Caraïbes révoltés contre les Anglais, se virent réduites à capituler avec le général Abercrombie.

La Grenade fut aussi, dans le même temps, soumise par le général Nichols, sauf quelques postes inexpugnables où un petit nombre d'insurgés continuèrent à se défendre. Après avoir opéré cette soumission, les Anglais firent pendre ceux des habitants qui avaient le plus marqué dans l'insurrection qui avait facilité aux Français l'entrée de l'île. En rendant compte de cette exécution, un journal anglais du temps s'exprimait ainsi : « Après que les traîtres eurent été *lancés dans l'éternité*, sans donner le moindre signe de repentir, leurs corps furent détachés du gibet et leurs *têtes coupées*. Le lieutenant gouverneur voulut bien les exempter du reste de la sentence [1]. »

Ces divers échecs aux îles du Vent peuvent être attribués au défaut d'arrivée des secours qu'on attendait de France à la Guadeloupe, et peut-être aussi à ce que Victor Hugues et son collègue Lebas, livrés alors à des opérations commerciales très-

et Lebas. Le premier était mort presque en arrivant à la Guadeloupe ; l'autre fut nommé agent par le Directoire, et continua de partager l'autorité avec lui.

[1] Le respect des Anglais pour ce qu'ils appellent les *précédents* est cause qu'on trouve aujourd'hui, dans leurs lois et dans leurs mœurs, une foule de choses qui rappellent des temps antiques et barbares. Les sentences des criminels de haute trahison, par exemple, portent qu'ils seront pendus avec des chaînes, qu'ensuite ils auront la tête tranchée et le corps coupé en quatre quartiers, l'un desquels doit être envoyé au roi. On sent pour quelle raison on fait à présent toujours grâce de la dernière partie de la sentence.

1796 — an v. Colon. fr. étendues, se sont peu occupés d'opérations militaires. Le seul dommage causé aux Anglais, à l'époque dont nous parlons, le fut par les nombreux corsaires de la Guadeloupe, dont les agents étaient principaux actionnaires. La république, toutefois, ne profita guère de leurs prises.

Nous avons fixé pour tout terme à notre dernier récit des événements de Saint-Domingue l'arrivée des nouveaux commissaires civils, c'est-à-dire des agents que le Directoire, en exécution de la loi du 5 pluviôse an IV, envoya dans cette île, en même temps qu'il en désignait pour toutes les colonies françaises. Nous partirons maintenant de cette époque.

Les agents choisis par le Directoire pour réparer à Saint-Domingue les malheurs qui affligeaient cette colonie, naguère si florissante, furent Santhonax, Raymond, Giraud, Leblanc et Roume.

La nomination de Santhonax causa de l'étonnement en France, après les atrocités qu'on l'accusait d'avoir commises dans sa première mission où il avait eu Polverel pour collègue. On ignore s'il était parvenu à se disculper aux yeux du gouvernement; mais on sait quels furent les motifs qui fixèrent sur lui le choix du Directoire. Pour assurer la possession de Saint-Domingue à la France et mettre un terme aux horreurs auxquelles cette île était en proie, il était nécessaire de rappeler les noirs aux ateliers, sans qu'ils pussent concevoir de crainte pour leur liberté, et surtout d'expulser les Anglais de la colonie. On ne pouvait y parvenir qu'en donnant aux hommes dont on voulait faire tourner les armes contre les ennemis de la république, pour les faire revenir ensuite à leurs anciens travaux, des chefs qui leur inspirassent la plus grande confiance. Santhonax, quelques clameurs qui s'élevassent contre lui, était aimé des noirs, qui l'appelaient *leur père;* Santhonax fut nommé.

Une politique pareille détermina la nomination de Raymond. Il était mulâtre, et tout en flattant par cette distinction les hommes de sa couleur, le Directoire espérait que Raymond saurait étouffer ces semences funestes d'ambition et cet ardent désir d'indépendance qui commençaient à germer dans les cœurs de quelques chefs militaires mulâtres. Giraud fut désigné par déférence pour les blancs de l'île, propriétaires et planteurs,

à la classe desquels il appartenait. Leblanc dut sa nomination au besoin d'un homme qui eût résidé aux États-Unis et fût connu de leur gouvernement, pour entretenir les relations commerciales avec les Américains, dont les bâtiments approvisionnaient la colonie[1]. Roume[2], enfin, fut choisi comme ayant rempli avec zèle et humanité une première mission à Saint-Domingue, dans le commencement de la révolution. 1796 – an V. Colon. fr.

Le ministre de la marine n'avait pas perdu un moment pour rassembler tous les moyens maritimes et militaires qu'exigeait l'expédition destinée à porter les agents du Directoire à Saint-Domingue. Il fit armer deux divisions de forces navales : l'une, équipée à Rochefort, se composait des vaisseaux *le Fougueux* et *le Watigny*, de 74, et de la frégate *la Vengeance*; le commandement en fut confié au chef de division Thévenard. La seconde, préparée au port de Brest, était composée des frégates *l'Insurgente* et *la Méduse*, de 40 ; de la corvette *la Doucereuse*, et de huit bâtiments de transport : elle fut mise sous les ordres du chef de division Thomas. Les deux divisions transportaient 1,200 hommes de troupes, vingt mille fusils, quatre cents milliers de poudre et douze pièces de campagne. Sur celle de Rochefort s'embarquèrent les agents Santhonax, Giraud, Raymond et Leblanc, le général de division Rochambeau, et divers autres officiers militaires de santé et d'administration. La division de Brest reçut à bord le général de division Desfourneaux, les généraux de brigade Lesuire et Bédos, européens; Martial Besse et Chanlatte, mulâtres.

Parties de France à peu de distance l'une de l'autre, les deux divisions arrivèrent presque en même temps à Saint-Domingue, après avoir trompé la vigilance des croisières ennemies, et particulièrement d'une forte division de l'escadre de l'amiral Parker, qui, depuis plusieurs semaines, bloquait le Cap-Français.

L'entrée des agents du Directoire au Cap, le 12 mai 1796,

[1] Rapport de Marec au conseil des Cinq-Cents, le 11 ventôse an V.

[2] Roume, au moment de sa nomination, était parti pour une mission qu'il avait reçue antérieurement, et dont l'objet était de préparer la prise de possession de la partie espagnole de Saint-Domingue cédée à la France par le traité de Bâle.

1796 — an V. Colon. fr. fut, pour ainsi dire, triomphale : on jeta des fleurs sur leur passage; et, au milieu des cris de *Vive la république! vive la liberté générale!* retentissait celui de *Vive Santhonax!* Toute la population noire était ivre de joie de revoir celui qu'elle regardait comme son plus zélé protecteur.

Les premiers transports calmés, les agents s'occupèrent des moyens à prendre pour remplir leur mission de manière à justifier le choix du Directoire. Ils se partagèrent le travail et l'expédition des affaires. Malgré ce partage, Santhonax conserva sur les autres agents une prépondérance que sa grande popularité parmi la caste noire lui donnait, et que la déférence de ses collègues pour lui augmenta encore.

Pour l'exécution des opérations militaires que la commission des agents avait en vue, Santhonax comptait particulièrement sur le général de division Desfourneaux, qui possédait toute sa confiance, depuis qu'il lui avait sauvé la vie au Port-au-Prince, en 1794. Parvenu avant l'âge de vingt-cinq ans au premier grade des armées républicaines, après avoir reçu chacun des autres pour prix d'une belle action, ce général avait déjà servi de la manière la plus distinguée dans la colonie, où il devait bientôt jouer le premier rôle militaire. Arrivé à Saint-Domingue en 1792, avec le troisième bataillon du Pas-de-Calais, qu'il commandait, ses premiers exploits furent la prise du camp Tilorier et celle de Ouanaminte, poste fortement retranché. A cette dernière affaire, au moment où il escaladait les retranchements, un coup de feu, qui lui traversa le corps, le renversa dans le fossé. Rochambeau, qui dirigeait l'attaque en personne, le fit sur-le-champ lieutenant-colonel. Le grade de colonel, que Desfourneaux obtint bientôt après et lorsque ses blessures saignaient encore, lui fut décerné pour la prise importante du fort le Sec, qu'il enleva, après avoir gravi avec ses soldats un morne cru inaccessible, en s'accrochant aux lianes suspendues aux rochers, et au prix de nouvelles blessures. Un combat non moins glorieux pour lui que les précédents lui valut le brevet de général de brigade. La Convention enfin lui conféra le grade de général de division, en récompense de la grande bataille qu'il gagna, le 22 août 1794, sur l'armée espagnole de l'île, renforcée par des corps nombreux

de cavalerie et d'infanterie venus de la Havane ; bataille à laquelle était attaché le destin de la colonie. A ces titres, faits pour lui mériter de la part des autres agents la même confiance que lui accordait Santhonax, le général Desfourneaux en joignait un autre bien précieux : c'était l'influence qu'il avait acquise sur l'esprit des différents chefs noirs et mulâtres[1]. 1796 — an v. Colon. fr.

La première chose qui fixa l'attention de la commission fut la révolte de Villatte, qui pouvait amener une guerre civile générale. Les agents prirent, dès le lendemain de leur arrivée, un arrêté pour mander ce général auprès d'eux. Villatte se rendit au Cap ; et, après avoir conféré avec les agents, il fut renvoyé à son camp, avec ordre de licencier tous les hommes qui s'étaient joints à ses troupes sans l'autorisation de Laveaux, et de demeurer là en attendant les nouveaux ordres de la commission.

De retour à son camp, Villatte, qui avait appris que les troupes arrivées de France étaient peu nombreuses, n'exécuta pas les ordres des agents, et ne licencia personne. Il fit encore moins de cas de celui que la commission, instruite de ses manœuvres, lui avait adressé de se rendre en rade à bord du vaisseau commandant, et d'y demeurer en état d'arrestation jusques à plus ample informé. Il réunit à ses troupes celles de Thomas André, de Descoubet et de plusieurs autres chefs, et se disposa à se défendre.

La commission résolut alors d'employer la force pour le

[1] En 1814, les colons de Saint-Domingue réunis à Paris, dans une adresse au roi, le prièrent de conférer au lieutenant général Desfourneaux le commandement civil et militaire de cette colonie, qu'il était question de reconquérir. Ils motivaient cette demande sur l'expérience, la bravoure et l'activité de cet officier général, et son influence sur l'esprit des hommes de couleur et des noirs. Ils ne rendaient pas moins de justice à son humanité ; et dans un ouvrage publié par l'un d'eux sous le titre de *Faits historiques sur Saint-Domingue*, on trouve ce passage : « Il est notoire que huit ou neuf cents colons de Saint-Domingue durent à l'intrépidité et au généreux dévouement de M. le lieutenant général Desfourneaux leur délivrance des prisons du Port-au-Prince, sous le règne sanglant de Polverel et de Santhonax. » Ce témoignage est d'autant moins suspect qu'il vient d'un homme qui a servi dans les troupes coloniales levées par les Anglais au Port-au-Prince, et qui a dû combattre dans les rangs opposés à ceux à la tête desquels se signalait alors le général Desfourneaux.

1796 — an v. Colon. fr. soumettre. Le général Desfourneaux fut chargé de cette mission. Il rassembla toutes les troupes de Toussaint-Louverture, Moïse, Dessalines et l'Éveillé, et s'approcha du camp de Villatte. Mais désirant, s'il était possible, prévenir l'effusion du sang, Desfourneaux chargea Christophe[1], officier noir qu'il avait à sa suite, de se rendre auprès des chefs qui s'étaient réunis à Villatte, pour tâcher de les détacher de son parti. Christophe réussit, et Thomas André, Descoubet et Bien-Aimé Gérard repassèrent, avec 2,000 hommes, sous les drapeaux de leur ancien général.

Malgré ces défections, Villatte, qui n'avait plus les moyens de tenir la campagne, persista à se défendre dans le fort qui portait son nom, et où il se renferma. La position de ce fort et sa nombreuse artillerie le rendaient susceptible d'une longue défense. Cependant, dès que le général Desfourneaux l'eut fait investir et se fut montré disposé à en commencer le siége, Villatte céda à la sommation que ce général lui fit de se remettre entre ses mains, et d'obéir à l'ordre de la commission, qui le constituait prisonnier à bord de la frégate *la Méduse* pour être transporté en France. Peu de temps après il partit en effet sur la corvette *la Hiæna*, qui le débarqua à Rochefort. Il y fut emprisonné, en attendant que le Directoire eût nommé un conseil de guerre pour le juger.

Pendant que Desfourneaux, par son habileté et sa prudence, étouffait de la sorte une rébellion qui pouvait avoir les suites les plus funestes pour la colonie, le général Laveaux rentrait à Bayaha ou Fort-Dauphin, place que les Espagnols occupaient encore dans la partie française, bien que la paix fût conclue avec l'Espagne depuis près d'un an. Les agents arrêtèrent que le nom de cette ville serait changé en celui de *Fort-Liberté*. Cette dénomination fit grand plaisir aux noirs.

Le Directoire avait confié au général Rochambeau l'opération importante de la prise de possession de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par l'Espagne : il en avait reçu la mission expresse par l'arrêté du 23 pluviôse, qui l'avait

[1] Depuis maître de la partie du nord de Saint-Domingue, prit le titre d'empereur d'Haïti

en même temps investi du commandement en chef de cette partie de l'île. Des obstacles de tous genres avaient été apportés à la remise de la partie espagnole, par la mauvaise volonté des chefs qui y commandaient au nom du roi d'Espagne, et par les intrigues des généraux et amiraux anglais commandant aux Antilles. Cependant la mission de Roume avait produit un bon effet, et la plupart des obstacles étaient aplanis. Rochambeau, en conséquence, avait, dès les premiers jours de son arrivée au Cap, écrit à la commission pour lui rappeler les ordres du gouvernement, et pour demander qu'elle le mît à même de les exécuter.

Les agents, sous divers prétextes, éludèrent la question. La mésintelligence qui régnait dès lors entre eux et le général Rochambeau augmenta de jour en jour. Enfin, le 18 juillet, la commission donna l'ordre de l'embarquer sur la corvette *le Berceau* et de le déporter en France. Les motifs de cet ordre, exprimés dans le considérant de l'arrêté de la commission, en date du 30 messidor an IV, paraissent vagues; et Santhonax même, dans le procès-verbal de la séance, crut devoir motiver son opinion contraire à cet arrêté, déclarant qu'il était bien éloigné de voir dans les griefs exposés des motifs de destitution contre Rochambeau. Néanmoins, à l'arrivée de ce général en France, le Directoire, auprès duquel il avait réclamé, se borna à confirmer sa destitution sans autre formalité.

Depuis l'arrivée des agents jusques à la fin de l'année 1796, il n'y eut pas d'entreprise de quelque importance tentée contre les postes occupés par les Anglais. Le petit nombre de troupes européennes qui se trouvaient alors dans l'île s'y opposait, et ne permettait pas de donner aux mesures militaires concertées entre les agents et le général Desfourneaux toute l'étendue qu'ils auraient désirée. Le séjour forcé de l'escadre de Richery à Cadix déconcerta tous leurs projets. Le Directoire avait promis de leur envoyer cette escadre avec des secours de toute espèce. Si ces promesses eussent pu être remplies, les agents de Saint-Domingue eussent été en état d'attaquer d'abord Jérémie, le Port-au-Prince, Saint-Marc et le Môle même, et ensuite de former des entreprises sur la Jamaïque, la Providence et diverses autres possessions britanniques.

1796 — an V. Colon. fr. La circonstance était on ne peut plus favorable à des entreprises de ce genre. Malgré les renforts que l'Angleterre ne cessait de faire passer aux Indes occidentales, elle n'y était, sur aucun point, en état de résister à une attaque ; depuis six mois, l'épidémie la plus cruelle exerçait d'affreux ravages parmi ses troupes dans toutes les Antilles, et particulièrement à Saint-Domingue. Dans cette île, les généraux anglais avaient été obligés d'évacuer la plupart des postes qu'ils occupaient, pour employer le peu de forces qui leur restait à garder le Môle Saint-Nicolas et le Port-au-Prince ; encore, de la sorte, ne l'étaient-ils pas suffisamment. Au Môle surtout, les trois quarts des officiers et des équipages des bâtiments de la station périrent. La mortalité fut encore plus grande parmi la garnison ; des régiments de 1,000 hommes furent réduits à 50, et n'ayant plus de place pour enterrer les morts dans le cimetière, on jetait leurs corps à la mer.

Il était fâcheux sans doute de ne pouvoir rien entreprendre dans un pareil moment : le succès eût couronné toutes les tentatives, et, ainsi que les Anglais le disaient eux-mêmes, toutes les colonies de la Grande-Bretagne aux Antilles présentaient une proie facile aux républicains. Après avoir délivré toutes les places de Saint-Domingue du joug de l'étranger, et avoir, suivant le plan de Truguet, jeté dans les îles anglaises conquises les bandes de noirs de cette colonie les plus difficiles à soumettre à l'obéissance due aux lois, les agents eussent pu travailler avec moins de peine à y faire renaître le calme et refleurir la culture. Ces grands résultats dépendaient seulement de l'arrivée d'une escadre. Mais malheureusement le destin, quelquefois de mauvaises combinaisons, bien plus souvent des fautes dans l'exécution n'ont cessé de contrarier les opérations de la marine française, dans les vingt-cinq années qui venaient de s'écouler. Richery, par exemple, perdit alors des mois entiers : en marine il ne faut jamais perdre une heure.

Les derniers événements remarquables qui signalèrent, à Saint-Domingue, l'époque comprise dans cet article, sont ceux qui eurent lieu aux Cayes dans les derniers jours d'août et les premiers jours de septembre. Cette ville était le chef-lieu de la partie du sud occupée par les mulâtres, sous le commandement

de Rigaud. L'esprit d'indépendance qui animait déjà ce chef et la plupart de ceux de sa caste, commençait à devenir inquiétant. Les agents pensèrent qu'il serait à propos d'établir aux Cayes une autorité supérieure à celle des chefs mulâtres, et qui pût les contenir dans la soumission envers la république : en conséquence, ils y envoyèrent trois délégués. Chargés de surveiller, de conduire et de diriger toutes les branches du gouvernement dans la partie du territoire qui s'étend depuis le cap Tiburon jusqu'au Sale-Trou et au Port-au-Prince, ces délégués étaient investis d'un pouvoir supérieur à celui de toutes les autorités civiles et militaires de cette partie de la colonie, et même du droit de décerner des mandats d'arrêt contre les individus qui conspireraient contre la sûreté publique. Leurs fonctions ne devaient durer que trois mois. Ils partirent du Cap sur la corvette *la Doucereuse*, et arrivèrent sans accident à leur destination. 1796 — an V. Colon. fr.

On a prétendu que les chefs mulâtres avaient intrigué pour empêcher la délégation du sud de descendre à terre, mais qu'ils manquèrent d'audace pour exécuter ce projet. Quoi qu'il en soit, en débarquant aux Cayes, les délégués furent accueillis avec des démonstrations apparentes d'égards et de soumission à l'autorité dont ils étaient revêtus. Ils exercèrent, dans les premiers temps, cette autorité sans trouble et sans résistance; ils accompagnèrent même les troupes à une attaque dirigée contre Jérémie, et qui n'eut point de succès. Cependant ces dispositions paisibles des esprits s'altérèrent sensiblement au retour de cette expédition; et, soit à cause du choix peu convenable de ces fonctionnaires, soit par l'effet du caractère ambitieux et insubordonné des chefs mulâtres, la discorde régna bientôt aux Cayes. Le général Desfourneaux y avait été envoyé, presque en même temps que les délégués, pour inspecter les troupes et les forts, et procurer à la commission tous les renseignements relatifs à la défense de cette partie de la colonie; c'était même lui qui avait dirigé en chef l'attaque contre Jérémie. Un ordre que les agents avaient fait passer à ce général devint la cause ou le prétexte d'affreux malheurs aux Cayes.

L'ordre dont il s'agit avait pour objet l'arrestation d'un mulâtre nommé Lefranc, qui avait été commandant militaire à Saint-Louis. Lorsque le général Desfourneaux voulut faire ar-

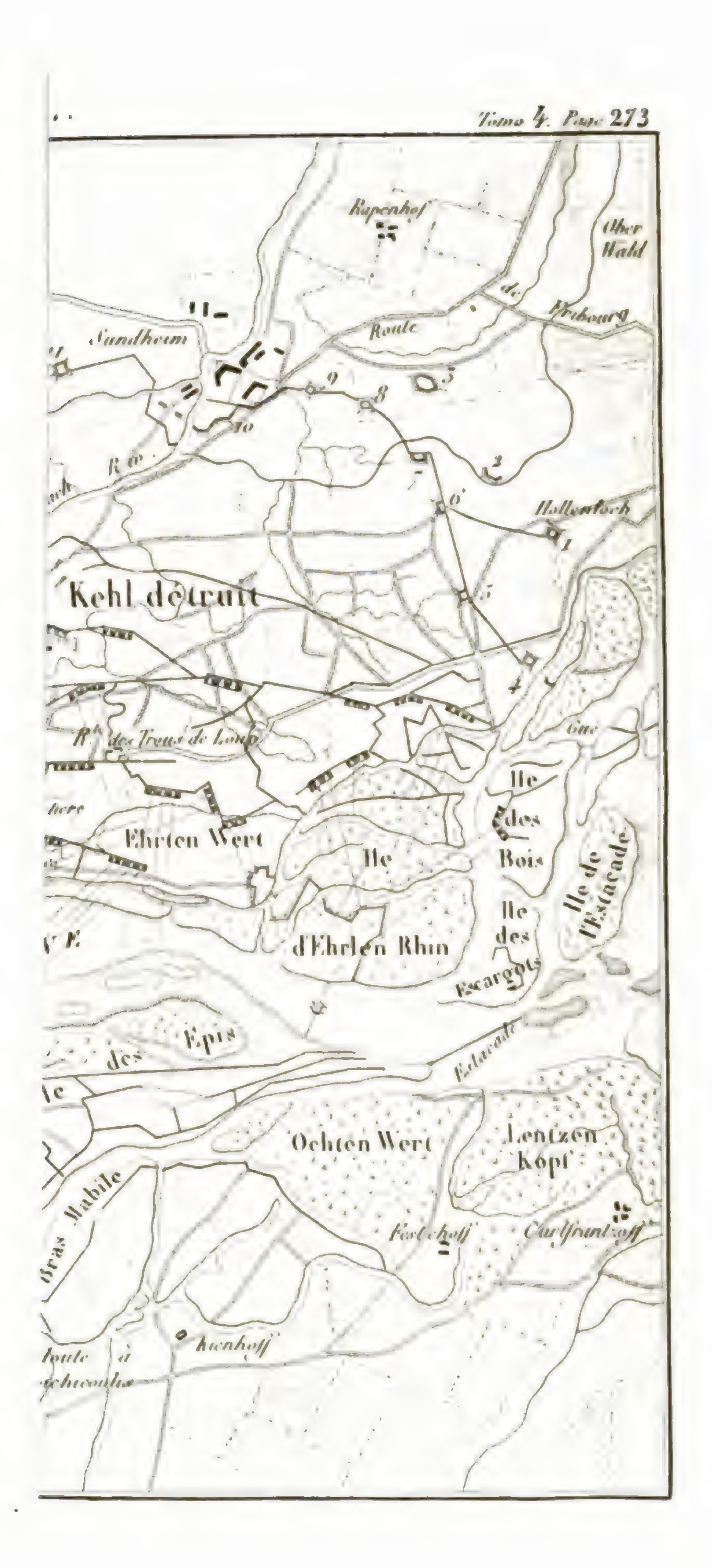
1798 — an v. Colon. fr. rêter ce mulâtre, tous les hommes de sa couleur coururent aux armes et s'emparèrent d'un fort après avoir fait prisonniers les blancs qui le gardaient; les noirs de la ville se réunirent aux mulâtres. Bientôt le canon d'alarme fut tiré par les rebelles. A ce signal, les nègres accoururent de toutes les campagnes voisines, et en moins de deux jours on en comptait 2 ou 3,000.

Dans cette position terrible, la fuite était la seule ressource des délégués et du général Desfourneaux. Ils échappèrent, non sans peine, à la rage des furieux, qui voulaient les massacrer, et arrivèrent sains et saufs au Cap[1]. Après leur départ, les mulâtres se mirent à fusiller les blancs dans les rues; ils se portèrent ensuite dans les maisons et égorgèrent tout ce qu'ils trouvèrent de cette couleur, sans distinction d'âge ni de sexe. Le retour du général Rigaud, qui était alors occupé du siége des Irois, petite place forte située à quelque distance des Cayes, ne mit pas tout à coup fin à cet horrible massacre : il ne cessa qu'après que les principaux d'entre les blancs, que Rigaud avait fait conduire chez lui, eurent signé divers arrêtés qu'il leur présenta, et contre lesquels plusieurs ont protesté ensuite. Plus de 200 hommes, femmes et enfants, avaient été assassinés.

La conduite de Rigaud, tout équivoque qu'elle fut dans cette circonstance, ne put cependant être attaquée. L'ordre, en effet, se rétablit insensiblement aux Cayes, et ce général retourna à son camp des Irois. Cependant la partie du sud de Saint-Domingue demeura ainsi, comme auparavant, sous la seule puissance des chefs mulâtres, et les agents du Directoire ne purent parvenir à y établir leur autorité. Leurs efforts dans la partie du nord furent plus heureux ; et, secondés par le général Desfourneaux, devenu gouverneur et commandant en chef de l'armée[2], ainsi que par Toussaint-Louverture, alors plein de zèle pour la république, ils parvinrent à rétablir pour quelque temps l'ordre et le travail dans cette partie de la colonie.

[1] Les délégués, en partant, avaient laissé un arrêté par lequel ils chargeaient le général Rigaud, alors absent, de prendre toutes les mesures convenables pour le rétablissement de l'ordre.

[2] Le général Laveaux quitta le commandement en chef de Saint-Domingue pour entrer au Corps législatif, comme député de cette colonie.


Rupenhof
Ober Wald
Route de Fribourg
Sundheim
Hollenloch
Kehl détruit
Rt des Trous de Loup
Ehrten Wert
Ile
d'Ehrlen Rhin
Ile des Bois
Ile des Escargots
Ile de l'Estacade
Epis
des
Estacade
Ochten Wert
Lentzen Kopf
Bras Mabile
Carlfrantzoff

CHAPITRE XXI.

ANNÉE 1797.

Opérations sur le Rhin; Kehl assiégé et pris par les Autrichiens. — Affaires intérieures de l'Italie; l'armée autrichienne reprend l'offensive; bataille de Rivoli. Combats d'Anghiari et de la Favorite, etc. — Siége et reddition de la tête de pont d'Huningue. — Suite de la bataille de Rivoli; combats de Carpenedolo et de Derumbano. Capitulation de Mantoue. Les Français marchent sur Rome; traité de Tolentino, etc., etc.

L'armée française d'Italie avait suivi la glorieuse impulsion qui lui était donnée par son général en chef; mais, tandis que d'éclatants triomphes signalaient l'ardeur et le dévouement de ses braves, les armées d'Allemagne, ramenées sur les bords du Rhin, étaient condamnées aux exploits obscurs d'une guerre défensive. Près de 140,000 soldats, rassemblés sur cette partie des frontières de la France, disputaient aux troupes impériales la possession de deux forts, Kehl et la tête de pont d'Huningue, seuls points qui restassent à la république sur le territoire allemand au delà du Rhin. 1797 — an v.

Opérations sur le Rhin; Kehl assiégé et pris par les Autrichiens. — On a vu précédemment que le général Moreau, avant de passer le Rhin à Huningue, avait ordonné au général Desaix de traverser ce fleuve à Brisach, avec l'aile gauche de l'armée, et de s'avancer rapidement sur Kehl, afin de défendre ce passage important, et de manœuvrer même, s'il en trouvait la facilité, sur les derrières de l'armée de l'archiduc. Le général en chef ayant été forcé d'effectuer son passage à Huningue plus tôt qu'il ne le pensait, il ne fut plus loisible à Desaix d'exécuter la dernière partie des instructions qu'il avait reçues. Nous avons dit que le général Hotze était passé sur la rive gauche par ordre de l'archiduc, quelque temps avant que ce général ne marchât sur Moreau et que les troupes 1er janvier (8 nivôse.) Allemagne.

1797 — an v. Allemagne.

autrichiennes avaient été rejetées au delà du Rhin par le général Marescot, qui se trouvait sur le point envahi par elles. Toutefois, le général Hotze avait encore conservé quelques postes près de Schweigenheim, sur la rive gauche, à deux lieues environ de la ville de Spire. Desaix fit marcher trois demi-brigades pour chasser ce reste du corps de Hotze. Les postes furent évacués, ainsi que Spire, et les Français menacèrent quelques moments la tête du pont de Mannheim. Vers la fin d'octobre 1796, l'actif général avait réussi à rétablir toutes les communications de l'armée de Moreau avec celle de Sambre-et-Meuse, qui, ayant reçu des renforts, se trouvait non-seulement en mesure de prendre une attitude offensive, mais encore en état d'entreprendre les opérations les plus décisives.

Cette dernière armée était, depuis le 24 septembre, commandée par le général Beurnonville, qui avait succédé à Jourdan. Nous dirons, avec notre impartialité ordinaire, que ce nouveau général en chef ne déploya pas les moyens qui pouvaient faire justifier le choix du Directoire. Faut-il en attribuer la cause à ce gouvernement, ou bien la rejeter sur le peu d'habitude de la guerre en grand, sur l'irrésolution et l'extrême timidité du général? Cette question délicate nous semble résolue par la latitude accordée par le Directoire au général Bonaparte, pour le développement des combinaisons de son génie entreprenant. On doit croire, d'après cet exemple, qu'il dépendait du général Beurnonville de tenter les hautes opérations qui donnaient tant de renommée au général de l'armée d'Italie, et que, s'il ne fit aucun essai dans ce genre, c'est qu'il n'avait pas l'expérience et le génie qui constituent le grand capitaine. Ce jugement ne paraîtra point trop sévère quand on suivra les détails de cette campagne sur le Rhin, où le général Beurnonville borna le rôle qu'il y pouvait jouer à faire des proclamations illusoires à son armée, et des rapports oiseux au Directoire[1].

[1] On a vu, dans le premier volume de cet ouvrage, que Beurnonville, alors ministre de la guerre, envoyé par la Convention avec quatre commissaires pris dans le sein de cette assemblée, pour arrêter Dumouriez, avait été lui-même livré, ainsi que ses collègues, aux Autrichiens. Rentré en

L'archiduc, après la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive gauche du Rhin, et quand il prit la résolution de marcher contre Moreau, avait laissé en présence de cette armée 30 ou 35,000 hommes, chargés de couvrir la ligne depuis le Necker jusques à la Sieg, et il en confia le commandement au général Werneck. 1797 — an V. Allemagne.

Jourdan avait ordonné la construction d'une tête de pont à Neuwied, après le passage effectué sur ce point en 1796, et l'on s'était occupé de ces ouvrages avec assez d'activité pendant la marche victorieuse de l'armée en Allemagne; mais les travaux n'étaient point encore terminés vers la fin d'octobre. Le général autrichien, connaissant toute l'importance de ces fortifications, si elles s'achevaient, fit attaquer la tête de pont dans les journées des 20 et 21; tandis qu'une flottille, commandée par le capitaine anglais Williams, jetait des détachements sur la rive gauche du fleuve, au-dessous de Baccarach, à l'effet d'inquiéter Coblentz et de détruire les ponts sur la Moselle. Ces deux entreprises auraient peut-être réussi, si le général ennemi eût apporté plus d'ensemble dans ses mesures, et eût pris plus de précautions pour dérober la connaissance de son dessein à ses adversaires. Les Français, avertis à temps, accoururent sur les deux points menacés avec des forces supérieures.

Les généraux Bernadotte et Championnet rassemblèrent leurs divisions sur la Nahe, et, le 27 octobre, attaquèrent les brigades Simbschen et Rosenberg, qui couvraient cette ligne. Les Français traversèrent la Nahe à Grolsheim, près de Bingen, après un engagement assez vif; et les Autrichiens, ainsi battus sur leur gauche, furent contraints de se replier sous Mayence. L'armée de Sambre-et-Meuse s'étendit alors par sa droite vers Kaiserslautern, pour appuyer la défensive de l'armée de Rhin-et-Moselle. Le général Beurnonville envoya à cet effet la

France après l'échange opéré contre MADAME, fille de Louis XVI, Beurnonville dut à l'éclat de cette circonstance la faveur d'être nommé au commandement de l'armée d'observation que la république entretenait en Hollande. Il devint général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse par l'effet de la démission de Jourdan.

1797 — an v. Allemagne. division du général Dumuy[1] prendre position dans les gorges d'Anweiler et dans la vallée très-resserrée que forme la Queich en cet endroit.

Au surplus, ce dernier mouvement n'était qu'une démonstration à peu près infructueuse. Beurnonville avait d'autres moyens à sa disposition pour seconder plus efficacement le général Moreau dans ses opérations défensives. Il pouvait, après avoir laissé devant Werneck un corps d'observation, réunir partie de ses troupes à l'armée du Rhin, ou bien essayer une diversion puissante, en effectuant le passage du fleuve à Dusseldorf et à Neuwied. Les troupes autrichiennes, disséminées comme elles l'étaient, n'auraient pas pu défendre le passage de la Lahn; et Beurnonville, sans se compromettre, fût arrivé sur le Mayn, et même jusques au Necker; car la lenteur ordinaire des Autrichiens peut faire présumer que les renforts envoyés ou conduits par l'archiduc à l'effet de s'opposer à la marche des Français, ne seraient pas arrivés assez à temps pour atteindre ce but. Une entreprise aussi décisive, et dont la conception paraît si naturelle, n'entra point dans les combinaisons du général Beurnonville. 70,000 hommes, pleins d'ardeur et d'enthousiasme, demeurèrent oisifs sur le Rhin, quand on pouvait obtenir un si grand résultat des bonnes dispositions où se trouvaient tant de braves, commandés par des chefs aussi actifs qu'expérimentés.

Après avoir laissé, ainsi que nous l'avons dit, le général Férino près d'Huningue pour défendre la tête du pont de cette ville, Moreau s'était dirigé vers Strasbourg, avec le centre et la réserve de l'armée, pour soutenir l'aile gauche, chargée, comme on l'a vu, de garder le fort de Kehl. De son côté, l'archiduc s'était dirigé sur Kehl, dont préalablement il avait fait renforcer le corps de blocus lors de la marche de Desaix sur Strasbourg; le prince de Fürstenberg fut laissé, avec treize bataillons et douze escadrons, à Altingen, pour les opérations sur la tête de pont d'Huningue.

L'arrivée du prince Charles devant Kehl porta le corps autrichien destiné à agir contre ce fort à 34,900 hommes, dont

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France, etc.

5,900 de cavalerie. Dans le mois de décembre, de nouveaux renforts, tirés du bas Rhin, furent destinés à compenser les pertes que les opérations du siége devaient nécessairement entraîner. 1797 – an v. Allemagne.

En toute autre circonstance, on aurait pu croire la longue campagne de 1796 terminée. L'hiver avait, depuis le mois d'octobre, signalé son approche par des pluies froides et continuelles qui avaient causé de fortes inondations. Les deux partis se trouvaient presque également affaiblis par les fatigues de la retraite et de la poursuite; néanmoins, ils restaient toujours dans une attitude éminemment hostile. Le prince et Moreau passèrent plusieurs jours dans une espèce d'incertitude de ce qu'ils devaient faire. Le général français, contrarié dans ses vues par l'indécision du général Beurnonville, fit proposer à l'archiduc un armistice, aux conditions que, le Rhin servant de limites aux deux armées, les Français conserveraient Kehl et la tête de pont d'Huningue. Par cette suspension d'armes, Moreau procurait à ses troupes le repos dont elles avaient besoin, complétait les fortifications des deux têtes de pont, et se flattait d'être en mesure de recommencer, au printemps, les hostilités avec quelque succès. Mais nous devons cependant faire remarquer qu'en stipulant ainsi dans les intérêts de son armée, le général Moreau semblait perdre un moment de vue la situation des choses en Italie. N'était-il pas à craindre que l'Autriche, mettant à profit l'armistice sur le Rhin, ne portât rapidement des troupes sur le théâtre où ses armes n'étaient plus victorieuses, pour renforcer Alvinzy, et donner à ce général les moyens de débloquer Mantoue, en poussant avec vigueur son redoutable adversaire? La chance, il est vrai, se trouvait la même pour les Français; mais, à juger de la prévoyance du Directoire par l'apathique indifférence ou la trop grande facilité de ce gouvernement à croire les rapports craintifs que le général Beurnonville lui transmettait pour justifier l'inaction de l'armée de Sambre-et-Meuse, on peut présumer que les renforts de l'armée de l'archiduc seraient parvenus à leur destination en temps assez utile pour amener le résultat dont nous venons de parler.

Quoi qu'il en soit, le cabinet autrichien, auquel l'archiduc

1797— an v. Allemagne. soumit les propositions de Moreau, refusa d'y souscrire : il crut l'armée d'Alvinzy assez forte, non-seulement pour tenir tête à Bonaparte, mais encore pour battre ce général et réussir à débloquer Wurmser dans Mantoue. Ceci avait lieu quelque temps avant les dernières opérations en Italie que nous avons rapportées précédemment. Le prince reçut l'ordre de presser le siége de Kehl, de s'emparer de ce fort à tout prix, et de rappeler de suite les bataillons qu'il avait déjà fait filer sur le Tyrol, dans la persuasion où il était que la cour de Vienne agréerait la proposition d'armistice.

D'un autre côté, le refus de cette proposition ouvrit les yeux au Directoire sur ce qu'il était convenable de faire dans les intérêts de la république. Pendant que l'archiduc employait ainsi des forces considérables devant Kehl, un nombreux détachement d'infanterie et de cavalerie, tiré des deux armées sur le Rhin, et conduit par les généraux Bernadotte et Delmas, partit pour l'Italie, et contribua puissamment aux succès qui firent dicter les préliminaires de Leoben et la paix de Campo-Formio.

Le bourg et fort de Kehl est situé dans la vallée du Rhin, au confluent de la Kintzig, vis-à-vis de Strasbourg, dans une plaine basse et marécageuse en certains endroits. Le fleuve, dans cette partie, forme deux coudes saillants vers la rive gauche : le premier tourne à l'ouest d'Auenheim, jusques au-dessous des îles qu'on nomme *de l'Estacade*, et remonte ensuite douze cents toises vers le nord, à peu de distance des ouvrages extérieurs du bourg, où commence le second coude. Celui-ci, moins ouvert, s'étend jusques au confluent de la Kintzig. Le Rhin est bordé de prairies semées de petits bois. En avant de Kehl, le terrain se trouve coupé par la Kintzig, qui se réunit à la Schutter à trois cent cinquante toises de la naissance du second coude du Rhin. La Kintzig, après avoir couru, parallèlement au fleuve, l'espace de trois cents toises environ, va s'y jeter par plusieurs bouches au-dessous du village d'Auenheim. Kehl est assis entre les deux coudes dont nous venons de parler; il y appuie ses flancs, et son front n'en est pas moins bien défendu.

Nous avons déjà dit que le fort, bâti en 1668 sur les dessins de Vauban était tombé en ruines depuis la paix de 1697,

époque où il échut en partage au duc de Bade, et qu'aussitôt après le premier passage du Rhin par Moreau, considéré comme tête de pont de Strasbourg, il fut mis en état de défense. Les anciens ouvrages furent réparés, et on y en ajouta de nouveaux. 1797 — an V. Allemagne.

Le fort de Kehl proprement dit était un carré bastionné, avec deux ouvrages à cornes, enveloppé d'une fausse palissade de vingt pieds de largeur sur douze de profondeur. Le premier des ouvrages à cornes de l'ancien tracé, et remontant le Rhin, défendait les approches des ponts, en battait d'un côté le rentrant de la Kintzig et de l'autre la plaine et le front du camp. Le second couvrait les approches du côté des îles de la Kintzig en aval; une lunette avec chemin couvert, glacis et fougasses, avait été élevée entre ces deux ouvrages, dans l'angle rentrant que forme la Kintzig, vis-à-vis du bastion principal. Cette lunette communiquait avec le fort au moyen d'un pont de pilotis sur la rivière. L'ouvrage à cornes supérieur entre la Kintzig et le Rhin, se rattachait au glacis du fort par une redoute palissadée. Il était revêtu en fascines, ainsi que l'ouvrage à cornes inférieur, et garni de doubles palissades; une coupure dans la branche gauche couvrait le passage principal vers le Rhin. Du glacis, en avant de l'angle aigu de la gauche, partait une espèce de tranchée qui menait à cinq flèches construites en arrière du bourg et destinées à couvrir les avant-postes. A droite du glacis se trouvait aussi une flèche armée et fraisée, et en avant de celle-ci la redoute dite *du Cimetière*, où venaient aboutir deux retranchements avancés pour couvrir ce point et la communication du fort au pont du Rhin. A l'extrême droite se trouvaient un troisième ouvrage à cornes et plusieurs flèches pour la défense de l'île d'Ehrlen-Rhein, qui formait en quelque sorte le bastion de droite du camp, qu'elle flanquait de ce côté : le fort couvrait la gauche.

Le camp retranché se composait d'une ligne appuyant sa droite au bras d'Ehrlen-Rhein, sa gauche vers l'ouvrage à cornes supérieur, près du village de Kehl, qu'on avait rasé. Le centre était formé par une redoute avec des fougasses : cette redoute, appelée *des Trous de loups*, existait déjà, comme on

1797 — an V. Allemagne. l'a vu, avant le passage du 24 juin. On l'avait rattachée par d'autres ouvrages au système de défense de la ligne. La maison de poste et le cimetière, en avant de cette ligne, se trouvaient également retranchés comme postes détachés. Des retranchements liaient la redoute des Trous de loups avec celle du Cimetière; et les approches de l'île d'Ehrlen-Rhein, sur la gauche, étaient défendues par une redoute nommée le *Bonnet de prêtre*, à cause de sa forme bizarre. Cette redoute ne fut point terminée, par l'effet des inondations.

Un pont sur pilotis et un de bateaux, rapprochés l'un de l'autre, assuraient la communication de Strasbourg avec le fort; et l'on avait construit une estacade vis-à-vis de l'ouvrage à cornes d'Ehrlen-Rhein, afin de mettre ces ponts à l'abri des moyens de destruction que l'ennemi pouvait employer. La communication de la rive gauche du Rhin avec l'île d'Ehrlen-Rhein, à la droite du camp retranché, se faisait par un pont volant couvert d'un réduit pour protéger l'embarquement.

Ces ouvrages, dont la marche victorieuse des armées françaises en Allemagne avait retardé la construction, furent continués avec la plus grande activité par les soins du général Desaix, quand il eut repassé le Rhin à Brisach. Les Autrichiens étaient alors trop faibles pour empêcher ces travaux, protégés d'ailleurs par les inondations qui eurent lieu à cette époque; et lorsque le prince Charles arriva devant Kehl, l'infatigable général français avait terminé presque toutes les fortifications. Nous devons toutefois signaler une faute qui fut commise dans ces préparatifs redoutables de défense : c'est celle d'avoir négligé d'établir un pont de bateaux de la rive gauche à l'île d'Ehrlen-Rhein, à la place du pont volant dont nous avons parlé plus haut, et qui ne facilitait point le débouché des troupes qu'on pouvait être dans le cas de faire passer promptement sur cette partie de la rive droite : les deux ponts sur pilotis et de bateaux placés vers l'extrémité gauche ne suffisaient pas, d'ailleurs, pour l'objet dont nous parlons.

Pour défendre Kehl et les ouvrages qui environnaient ce fort, le général Moreau employa les divisions Ambert, Duhesme et Sainte-Suzanne. La première se composait des 3e, 10e et 31e demi-brigades de ligne, aux ordres du général Da-

voust; les 44e et 60e, sous ceux du général Decaen; la seconde était formée par les 68e et 76e, commandées par le général Eckmayer, les 84e et 93e, par le général Lecourbe; enfin, dans la troisième division, le général Montrichard commandait les 97e et 100e, et le général Tarreau les 103e, 106e et 109e. Ces quatorze demi-brigades offraient quarante bataillons, dont quinze étaient ordinairement de service, savoir six dans le fort de Kehl, trois dans le camp retranché, trois dans l'île d'Ehrlen-Rhein, et trois à gauche, dans les îles formées à l'embouchure de la Kintzig. Une réserve de six bataillons campait vers la rive gauche dans l'île du Rhin, dite *des Fascines*. Ces troupes se relevaient par tiers tous les jours, afin que la moitié du corps de siége qui n'était pas de service pût cantonner quelques jours en repos. 1797 — an V. Allemagne

Le général Desaix commandait en chef les troupes de siége; le général Saint-Cyr lui fut adjoint vers le milieu de décembre, et ces deux chefs se relevèrent alors tous les cinq jours; le général de division Éblé commandait l'artillerie; le général Chambarlhac, ayant sous ses ordres le général de brigade Boisgerard et le chef de bataillon Cretin, commandait en chef le génie; le chef de bataillon Dedon[1] avait la direction des équipages de pont.

Une partie du mois de novembre fut employée de part et d'autre à achever ou à élever les ouvrages qui devaient servir, aux Français de défense, aux Autrichiens de moyens d'attaque. Ceux-ci commencèrent le 10 les lignes de circonvallation le plus rapprochées que possible des ouvrages français, afin de laisser moins d'espace pour le développement des troupes assiégées. Ces lignes consistaient en quinze redans liés par des courtines; la droite s'appuyait au Rhin, vis-à-vis de l'île qui est devant Auenheim; de là elles passaient près de la Kintzig, par Neumühl, au village de Mudheim, qui était retranché; elles continuaient, partant de la Schutter, vers le haut Rhin, sur la gauche de l'île de Sable; l'Auenheimkopf et la forêt de Katzenwald, sur la droite, furent occupés et retranchés; plus loin, en arrière, huit autres redans, et quelques digues réparées, formèrent une seconde ligne, dont la construction commença immédiatement

[1] Auteur du *Précis historique* souvent cité dans cet ouvrage.

1797 — an v. Allemagne. après l'arrivée de l'archiduc devant Kehl. Les troupes autrichiennes étaient établies derrière les retranchements, sur plusieurs lignes; le gros, derrière le point central de Neumühl et Sundheim; le parc d'artillerie, au hameau de Rappenhof, près de Sundheim, et au village d'Eckertsweyer.

La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 21 au 22 novembre, sur la rive droite de la Kintzig, afin de former la première parallèle en la faisant communiquer avec les lignes de circonvallation. Les travaux furent poussés avec tant de vivacité que 2,600 toises de tranchée furent creusées pendant cette même nuit. Mais, dans le même temps, les Français combinaient, avec tout le secret nécessaire, une sortie générale, pour attaquer et détruire les ouvrages des assiégeants.

On s'étonnera peut-être de ce que le général Moreau ait attendu, pour détruire la circonvallation de l'ennemi, le moment même où elle était achevée et assez forte pour augmenter les moyens de résistance. Le même motif qui avait d'abord retardé les opérations des Autrichiens nous paraît avoir empêché les Français d'agir plus tôt. Les deux armées étaient également fatiguées; toutes deux attendaient le résultat de la démarche faite par Moreau, et soumise par l'archiduc à la cour de Vienne, pour obtenir un armistice. Le général français avait regardé jusques alors une attaque sur les Autrichiens comme intempestive, avant de connaître la décision du cabinet autrichien. Quoi qu'il en soit, le général Desaix se présenta, le 22, à la pointe du jour, et à la faveur d'un brouillard épais, sur la gauche de la ligne de circonvallation qui liait la Schutter au Rhin. Les troupes françaises, fortes de 15 à 16,000 hommes, débouchèrent à cet effet de l'île d'Ehrlen-Rhein, et de la gauche du camp retranché de Kehl, sur deux colonnes. La première, commandée par le général Lecourbe, longea le fleuve, emporta les redans n°s 4 et 5, pénétra dans les redoutes 1 et 2 en seconde ligne, et s'avança contre le hameau de Rappenhof. La seconde colonne, aux ordres du général Decaen, marcha droit sur Sundheim, dont elle s'empara, ainsi que des redans 9 et 11 de la ligne de circonvallation; mais les redans 6, 7, 8, 9 et 12 résistèrent aux attaques; et, le reste des troupes destinées à soutenir ces deux attaques n'ayant pu arriver ni se déployer assez à temps,

les Français furent obligés de se retirer, après avoir enlevé neuf pièces de canon à l'ennemi. Une des causes principales de cette retraite fut l'arrivée de six bataillons autrichiens au village de Neumühl, dans le moment où celui de Sundheim était emporté par la colonne du général Decaen. Ces troupes, et quatre autres bataillons qui étaient en réserve sur la route de Wilstadt, attaquèrent les Français et les repoussèrent. La colonne du général Lecourbe éprouva le même sort. Les troupes qui arrivaient du camp autrichien pour relever celles de service dans la tranchée forcèrent les Français à rétrograder, reprirent les redoutes et redans enlevés, et délivrèrent les autres. L'action fut sérieuse et meurtriere. Le général en chef, qui avait voulu la diriger lui-même, y reçut, dans son chapeau, une balle qui lui effleura la tête; un de ses aides de camp eut le bas de la jambe emporté par un boulet; le général Desaix eut son cheval tué sous lui et une forte contusion à la jambe. La perte fut à peu près égale de part et d'autre en hommes tués ou blessés. Le général Latour, qui commandait sous l'archiduc les troupes employées au siége, eut aussi un cheval tué sous lui.

Nous ferons remarquer que si le général Moreau, au lieu de faire partir immédiatement ses troupes de la rive gauche et de traverser les ponts, les eût rassemblées la veille et pendant la nuit dans le camp retranché, abordant alors l'ennemi avec toutes ses forces ensemble, le succès aurait probablement couronné ses combinaisons. En effet, on vient de voir que le général Lecourbe, après avoir enlevé les redans et les redoutes de l'extrême gauche, s'était avancé vers Rappenhof. Les Autrichiens avaient dans ce hameau le laboratoire de leur artillerie, et par conséquent une grande quantité de munitions rassemblées avec beaucoup de peines et de frais; si le hameau eût été emporté, les Autrichiens, privés de ces ressources, eussent immanquablement levé le siége.

La portion de tranchée ouverte dans la nuit du 21 au 22 n'était qu'une attaque secondaire, dont l'objet était de diviser le feu des Français et de protéger la véritable, qui devait s'étendre, vers leur gauche, de la Schutter au Rhin. Ils avaient en outre avancé deux boyaux : l'un partant du village de Neumuhl, l'autre de celui de Sundheim, qui se réunissaient à une

1797 — an v. Allemagne. amorce de première parallèle à l'extrémité du village rasé de Kehl; cette parallèle fut prolongée ensuite sur la gauche jusqu'à l'ancienne chaussée : quatre batteries furent élevées dans cette première parallèle. Le 24 novembre, trois nouvelles batteries furent commencées, ainsi que deux boyaux qui gagnaient la Kintzig et la route de Neumühl.

Du côté des Français, l'artillerie se trouvait entièrement placée dans les ouvrages qui étaient assez avancés ou perfectionnés pour n'avoir rien à craindre d'une attaque de vive force. Le 25, les batteries françaises commencèrent à tirer sur les travaux des assiégeants; quoique le feu fût assez vif le jour et la nuit, les Autrichiens n'y répondirent que le 28, jour où ils démasquèrent à la fois toutes les batteries déjà construites. Le village de Kehl fut canonné avec vivacité; des obus lancés en grande quantité endommagèrent quelques bateaux du pont militaire, et submergèrent entièrement un de ceux qui suppléaient au manque de pilotis dans le grand pont, qui devint impraticable par cet accident. Sa réparation fut constamment empêchée, pendant la durée du siége, par le feu d'une batterie que l'ennemi avait élevée dans ce but.

Le même jour, vers le soir, deux bataillons, protégés par le feu des batteries assiégeantes, tentèrent de se loger dans la partie du village en avant de la maison de poste. Les avant-gardes françaises qui y étaient placées se défendirent avec opiniâtreté; mais l'ennemi réussit à les en débusquer et à s'y maintenir.

Les Autrichiens continuèrent leurs travaux, et les batteries ne cessèrent point de tirer de part et d'autre jusques au 6 décembre, mais sans aucun événement remarquable. Dans cet intervalle, les assiégés avaient fait quelques sorties partielles sur les travaux des assiégeants au delà de la Kintzig, mais sans autre succès que celui de déloger ces derniers de la tête des ouvrages. Les réserves, qui se trouvaient toujours à portée des tranchées, forçaient les Français à se retirer avant qu'ils eussent le temps d'emmener ou d'enclouer les canons et de détruire les travaux.

Au 6 décembre, les assiégeants avaient achevé une grande parallèle qui liait leur logement dans les ruines du village de Kehl au flanc gauche de la contrevallation, vers le bras

d'Ehrlen-Rhein, et six nouvelles batteries étaient élevées dans cette tranchée. Trois autres batteries furent armées à la fausse attaque sur les bords de la Kintzig; et les lignes de l'une et l'autre rive de cette rivière étaient liées par plusieurs boyaux qui traversaient la presqu'île entre la Schutter et la Kintzig. Le matin de ce même jour, 6 décembre, les Autrichiens démasquèrent leurs nouvelles batteries; ils amenèrent même, derrière une digue en face de l'île boisée, de l'artillerie de campagne, et tirèrent sur ce point pendant toute la journée. Vers les quatre heures après midi, plusieurs bataillons d'élite attaquèrent l'île, défendue par 300 hommes, qu'on ne pouvait secourir qu'au moyen d'un bateau qui servait de communication, tandis que l'ennemi y arrivait par un gué presque à sec. Ce poste fut donc enlevé avec assez de facilité. Les Autrichiens y firent quelques prisonniers et s'y établirent. Ils avaient attaqué dans le même temps la redoute dite *Bonnet de prêtre*, où les Français n'avaient qu'un poste de 20 hommes, qui se retira. L'ennemi s'établit dans les fossés, qu'il lia ensuite à ses autres ouvrages.

A partir de cette époque, le feu de la fausse attaque des Autrichiens à la rive droite de la Kintzig se ralentit considérablement; ils portèrent dès lors tous leurs moyens sur la gauche de cette rivière, entre la Schutter et le Rhin, et trois cheminements de tranchée furent dirigés autour de l'île d'Ehrlen-Rhein et du camp. Ces attaques des ingénieurs ennemis étaient multipliées en pure perte; car, lorsque le camp retranché fut pris, ils ne se trouvèrent pas plus avancés qu'auparavant contre le fort. Les Français s'aperçurent bientôt du projet qu'avait l'ennemi de s'emparer d'abord de l'île et de la droite du camp, afin d'être maître de la rive du Rhin et se trouver en mesure de battre plus activement le pont de bateaux; mais malheureusement ils n'avaient pas tous les moyens de s'opposer aux efforts tentés.

Dans la nuit du 9 au 10, l'ennemi déboucha du logement fait dans la queue d'hironde précédemment enlevée aux Français, le 5 décembre, et située vis-à-vis de l'île d'Ehrlen-Rhein, pour se lier avec les tranchées du village de Kehl par une parallèle qui passa à deux cents toises environ des ouvrages

1797 — an v. Allemagne.

du camp retranché. Les Français, fortifiés dans les masures de la maison de poste et de l'église du Vieux-Kehl, apportaient un obstacle aux progrès des Autrichiens sur ce point, parce que les travaux dirigés par ces derniers contre le camp se trouvaient pris en flanc par le feu des premiers. Cette circonstance détermina les Autrichiens à attaquer la maison de poste ainsi que les flèches qui l'environnaient. Les assiégés s'y défendirent avec opiniâtreté, et repoussèrent même les assaillants jusqu'à trois fois ; mais, après une dernière attaque qui se fit sous la protection des batteries et des tranchées qui se rapprochaient de plus en plus, ces postes furent emportés. L'attaque des Autrichiens, dirigée par l'archiduc en personne, leur coûta 300 hommes et un officier de marque.

Le 20 décembre, au point du jour, l'ennemi lança deux brûlots, destinés à incendier les ponts [1] ; mais l'estacade dont nous avons parlé plus haut mit obstacle à ces moyens de destruction, ainsi que l'exacte surveillance des pontonniers du commandant Dedon. L'ennemi renouvela plusieurs fois cette tentative par la suite, mais sans obtenir plus de succès.

Quoique les ouvrages des Français n'eussent pas tous également reçu la perfection nécessaire, on a pu déjà remarquer que les Autrichiens, renonçant à les enlever la plupart de vive force, marchèrent à la sape sur les masures du Vieux-Kehl, la redoute des Trous de loup et l'île d'Ehrlen-Rhein, et qu'ils firent à ces postes, qui n'étaient guère tenables, l'honneur de les cerner d'une multitude de batteries, en déployant, pour ainsi dire, sur chacun, l'appareil d'un siége [2].

[1] Ces brûlots étaient des nacelles remplies de poudre et de bombes chargées; ils avaient un mât dont le choc devait faire partir deux platines de fusil disposées pour mettre le feu à la poudre. Ils furent arrêtés et conduits à terre, bien au-dessus des ponts. S'ils eussent fait leur effet, l'explosion eût été terrible. Depuis, les Autrichiens envoyèrent des radeaux, ou trains de bois de différentes formes, en losange, en triangle, en étoile, chargés d'artifice, de pétards et de toutes sortes de matières incendiaires; mais, quoique ces machines fussent énormes et construites avec des bois du plus grand échantillon, aucune ne put parvenir jusqu'aux ponts, et l'ennemi en fut pour ses frais.

[2] On peut juger de ce que nous avançons ici, en jetant les yeux sur le plan de Kehl, qui se trouve dans ce volume.

Toutefois, la saison était également peu favorable pour les assiégeants et pour les assiégés : des pluies continuelles délayaient le terrain sur ces rives basses et marécageuses. Les tranchées se trouvèrent inondées durant une partie du mois de décembre : du 20 au 26, elles se remplirent tellement d'eau, que l'ennemi craignit non-seulement d'être contraint de lever le siége, mais encore d'abandonner le matériel de son artillerie. Les eaux baissèrent un peu le 27 ; mais il fallut réparer les ouvrages endommagés par l'inondation. On y travailla avec assez d'activité pour que les batteries de l'île des Bois, celles contre la redoute des Trous de loup, de la maison de poste et plusieurs autres fussent dans le meilleur état possible au commencement de l'année 1797. Le premier janvier, vers les quatre heures après midi, douze bataillons conduits par le général Staader attaquèrent la redoute des Trous de loup et la partie droite du camp retranché. Les Français cédèrent après une courte résistance. Les Autrichiens se logèrent dans les fossés, après avoir pris cinq pièces de canon et un obusier. Les réserves s'avançaient pour reprendre ces ouvrages ; mais par malheur, deux bateaux du pont ayant été coulés par le feu des batteries ennemies au moment de l'attaque, ce pont ne put être réparé assez à temps, et les renforts n'arrivèrent que lorsque l'ennemi était trop bien établi pour qu'on pût espérer de le déloger. Nous avons dit que des fougasses étaient préparées devant les ouvrages à cornes du haut et du bas Rhin, devant la lunette de la Kintzig et la redoute des Trous de loup ; mais la retraite des Français de cette dernière s'était effectuée avec tant de précipitation, que le mineur n'eut pas le temps de mettre le feu.

Dans la nuit du 1er au 2, l'ennemi, fier de ses avantages du matin, attaqua l'île d'Ehrlen-Rhein : tous les petits ouvrages avancés furent emportés, et les assiégeants pénétrèrent jusque dans l'ouvrage à cornes. L'île entière était au moment de tomber au pouvoir de l'ennemi sans le sang-froid et l'intrépidité du général Lecourbe, qui commandait dans cette partie : il rallie les soldats en désordre, se met à la tête d'un fort peloton, fait retirer le pont volant sur la rive opposée, pour annoncer à sa troupe qu'il n'y a point de retraite pour les

1797 — an v. Allemagne.

lâches, et marche sur l'ennemi avec rapidité. Les Autrichiens, d'abord étonnés par ce mouvement brusque et inattendu, s'arrêtent et n'opposent point une résistance proportionnée à la vigueur de l'attaque ; ils sont repoussés jusque sur la ligne des avant-postes, qui restent en leur possession, parce qu'étant pris à revers par les batteries ennemies, les Français ne peuvent plus les occuper.

Ainsi les ennemis avaient un pied dans cette île, objet de leur ambition, et contre laquelle ils avaient dirigé une artillerie formidable. Toutefois, l'ouvrage à cornes que le général Lecourbe avait repris si glorieusement, tout imparfait qu'il était d'ailleurs, contint l'ennemi pendant quelques jours ; et quoique les troupes chargées de sa défense n'eussent pas d'autre passage que le pont-volant, et que la communication avec le fort fût coupée par la perte d'une partie du camp retranché, l'ennemi, toujours circonspect, s'avança à la sape contre un ouvrage qui n'avait point été achevé, et dont le dégel et les coups de canon avaient presque effacé le relief.

A cette époque, la tête de ces sapes et de tous les travaux poussés avec tant de méthode par les Autrichiens n'était éloignée que de quelques mètres des ouvrages conservés encore par les Français. L'ennemi redoublait la vivacité de son feu, et s'appliquait surtout à la diriger sur les communications, qui partout, jusque dans l'île du Rhin, étaient très-dangereuses. Un obusier à longue portée et trois mortiers à la Gomère étaient même dirigés sur la citadelle de Strasbourg. Plusieurs bombes et obus, ayant traversé le bras Mabile, étaient tombés sur les glacis, et la route qui conduit au pont du Rhin était enfilée et fort inquiétée par une batterie de quatre pièces de gros calibre, placée près de la maison de poste du Vieux-Kehl.

Le 4 janvier, l'ennemi emporta encore une branche du camp retranché, et employa la journée suivante à se loger dans la partie dont il était maître, à la lier avec ses tranchées du Vieux-Kehl et à construire de nouvelles batteries.

D'après le rapport unanime des déserteurs, le général Saint-Cyr s'attendait à une attaque générale vers le 6 ou le 7 janvier. L'ouvrage à cornes et la lunette d'Ehrlen-Rhein ne pouvaient plus être secourus convenablement, parce qu'ils étaient sans com-

munication avec le fort; le pont volant était insuffisant pour le passage des troupes venant de la rive gauche, et se trouvait dans un tel état de délabrement, qu'il aurait été imprudent de vouloir garder plus longtemps ces postes. En conséquence, le général ordonna que l'île fût évacuée le 5, à l'exception du réduit, dans lequel on laissa 200 grenadiers pour y passer la nuit et inquiéter l'ennemi. On enleva toutes les bouches à feu, à l'exception de trois pièces de 4; mais, par un malentendu dans les instructions, les grenadiers se retirèrent le matin avec le pont volant : on voulut réparer cette faute, mais l'ennemi était déjà maître de l'ouvrage abandonné. Il ne restait plus, à la droite de la ligne de défense des Français, que les deux îles des Escargots et de l'Estacade, avec lesquelles on communiquait par des bateaux.

1797 — aux Allemagne.

Enfin, le 6 janvier, à six heures du soir, les assiégeants, qui avaient poussé leurs travaux très-près de l'ouvrage à cornes du haut Rhin et de la partie gauche du camp retranché encore occupée par les Français, attaquèrent vivement cette partie gauche, la redoute du Cimetière et l'ouvrage à cornes, dont les assiégés avaient retiré la grosse artillerie pour y substituer des pièces de petit calibre. La gauche du camp retranché fut emportée, ainsi que la redoute du Cimetière, et les Autrichiens pénétrèrent même dans la place d'armes et jusqu'à la barrière de l'ouvrage à cornes; mais ici l'ennemi éprouva une résistance très-opiniâtre. Les 10e et 62e demi-brigades l'arrêtèrent et le repoussèrent avec une perte immense; il abandonna la place d'armes et la redoute du Cimetière. Messire, chef de la 10e demi-brigade, s'étant avancé trop imprudemment, reçut une balle dans la tête et tomba roide mort. C'était un officier très-distingué, et dont la perte fut vivement ressentie. Les Autrichiens perdirent de 7 à 800 hommes, dans cette attaque; mais ils réussirent à se loger dans la partie gauche du camp retranché, que les seuls progrès des travaux eussent toujours forcé d'évacuer.

Le 7 et le 8, les assaillants continuèrent d'avancer leurs ouvrages et perfectionnèrent les batteries déjà commencées et destinées à détruire le pont de bateaux. Dès le 8 au soir, deux bateaux furent endommagés par des coups perdus; mais ces accidents furent réparés pendant la nuit. Le lendemain, au point

1797 — an v. Allemagne. du jour, le feu recommença et fut si bien dirigé, qu'avant neuf heures cinq bateaux avaient coulé bas et les autres étaient fort maltraités. Il devint impossible de réparer le pont dans une partie, avant que le feu du canon ne l'eût détruit dans une autre, et l'on dut dès lors regarder cette communication comme nulle et impraticable.

On voulut établir un pont volant au-dessus du pont de bateaux détruit; mais comme il n'y avait aucun moyen de garantir ce nouveau point de communication du feu des assiégeants, ce projet ne reçut point son exécution.

Dans la nuit du 8 au 9, les Autrichiens ouvrirent une nouvelle parallèle sur les glacis de l'ouvrage à cornes, qu'ils lièrent par la gauche avec la précédente, et la prolongèrent à droite jusqu'au grand pont de la Kintzig.

Le fort de Kehl n'était plus en état de résister à une attaque de vive force un peu soutenue. Presque toutes les palissades étaient renversées, les fossés comblés en partie par les éboulements des parapets, et les communications comme détruites. Les ouvrages des assiégeants étaient, au contraire, dans le meilleur état qu'ils pussent désirer. Depuis l'ouverture de la tranchée, quarante-trois batteries avaient été construites, près de 100,000 coups de canon et 25,000 bombes ou obus avaient sillonné les défenses des Français. Maîtres du camp retranché, les Autrichiens embrassaient le fort par trois attaques. Les batteries de celle de gauche enfilaient de là les derniers ponts de communication. Une résistance plus prolongée eût exposé les troupes et l'artillerie qui servaient encore à la défense à être enlevées en pure perte, puisque la retraite n'aurait plus été praticable. Le but du général Moreau était atteint. La résolution d'évacuer Kehl fut donc prise par lui et adoptée par les généraux à l'unanimité. Le général Desaix, qui venait d'ajouter à sa réputation par la belle défense de ce fort, gloire qu'il partageait, au surplus, avec le général Saint-Cyr, se chargea d'aller lui-même proposer la capitulation au général ennemi; elle fut conclue le 19 janvier pendant qu'on reprenait la construction du pont volant inférieur.

Il fut arrêté que les troupes impériales entreraient dans le fort le 10 janvier, à six heures du soir : on n'avait donc que 24 heures

à peu près pour établir le pont et enlever tout ce que le fort renfermait ; car, d'après les conditions stipulées par Desaix, il lui était accordé d'emmener avec lui tout ce qu'il pouvait emporter. On travailla avec tant d'ardeur, qu'on ne laissa pas à l'ennemi une seule palissade ; tout fut ramené sur la rive gauche, jusqu'aux éclats de bombe et au bois des plates-formes. Le lendemain, à quatre heures du soir, l'évacuation était complète, et lorsque les Autrichiens prirent possession du fort, à la vue d'une foule de curieux des deux nations que ce spectacle avait attirés sur les rives du fleuve, ils ne trouvèrent que des remparts renversés, des palissades brisées, des amas de décombres, un poste, enfin, à peu près inutile pour eux.

Ainsi se termina le siége de Kehl, qui ne fut pas l'événement le moins remarquable d'une campagne qui sera toujours citée comme une des plus extraordinaires de la guerre moderne. Les vainqueurs et les vaincus s'y couvrirent d'une gloire pareille. Les Français, guidés par Desaix et Saint-Cyr, y montrèrent souvent qu'ils savent, dans l'occasion, opposer une résistance aussi opiniâtre que leur attaque est impétueuse.

Lorsque, après les combats sur l'Elz et de Schliengen, l'armée autrichienne se trouva rassemblée devant Kehl, sous le commandement d'un prince victorieux, dont la haute naissance exerçait encore une influence plus prononcée sur les soldats, on vit sa marche triomphale arrêtée tout à coup par des retranchements élevés à la hâte et devant lesquels il lui fallut déployer tout l'appareil d'un siége régulier. Un seul coin de terre restait encore à enlever pour affranchir l'Allemagne de la présence de ses ennemis, et il fallut, pour cette entreprise, presque autant d'efforts que l'Autriche en avait mis à faire évacuer la Franconie et la Bavière. Chaque ouvrage à emporter ne s'obtenait que par un assaut, et tel mauvais retranchement en coûta plus de deux. Enfin, après cinquante jours de fatigues et de travaux que la rigueur de la saison rendait plus intolérables encore ; après avoir perdu plus de 6,000 hommes, employé autant d'artillerie et consommé autant de munitions qu'en eût exigé une place du premier ordre, cette armée s'établit sur des ruines. Triste conquête ! bien faible dédommagement de la perte d'un temps précieux, des sacrifices de tout

1797 — an v. Allemagne. genre qu'elle venait de faire, et surtout des revers humiliants que l'Autriche essuyait à la même époque en Italie !

16 janvier. (27 nivôse.) Italie. *Affaires intérieures de l'Italie ; l'armée autrichienne reprend l'offensive ; bataille de Rivoli ; combats d'Anghiari et de la Favorite, etc.* — Deux mois s'étaient presque écoulés depuis la bataille d'Arcole, et le succès de cette triple journée, acheté par une perte trop grande pour une armée faible, n'avait eu pour résultat positif que la retraite des Autrichiens dans la vallée de la Brenta, à quelques marches de distance de la forteresse de Mantoue, but principal des efforts du général Alvinzy.

La situation de Bonaparte n'était guère moins critique qu'avant d'avoir forcé son adversaire à s'appuyer aux montagnes du Frioul et du Tyrol ; et si les fatigues et la saison avaient amené momentanément un repos nécessaire, les chances à venir n'étaient pas tout à fait les mêmes pour les deux armées. En effet, tandis que le général autrichien recevait de son gouvernement tous les secours que sa position exigeait, Bonaparte était laissé, pour ainsi dire, dans l'abandon par le sien, peu empressé de lui envoyer des renforts qui pussent le mettre à même de continuer ses opérations en les rendant aussi décisives que brillantes.

Le Directoire s'était spécialement occupé d'une expédition maritime, dont le plan, fortement conçu à la vérité, était soumis toutefois aux chances d'une exécution bien hasardeuse, comme on a pu s'en convaincre par le récit que nous avons fait de la tentative sur l'Irlande.

D'un autre côté, la haute renommée et le génie entreprenant de l'homme qui commandait à des troupes aussi vaillantes et aussi dévouées que celles de l'armée d'Italie, inspirant peut-être une jalouse inquiétude au gouvernement républicain, celui-ci avait pu concevoir l'idée de chercher à tirer parti des dernières victoires de cette armée, pour négocier avec l'Autriche une paix qui pût lui permettre la réunion des partis dans l'intérieur, et de consolider sa propre existence. C'était du moins dans ce but apparent que le général Clarke avait été envoyé à l'armée d'Italie, vers la fin de 1796 [1]. Les négo-

[1] On supposa, dans le temps, que cet agent du Directoire républicain

BATAILLE DE RIVOLI.

ciations, faiblement entamées, furent rompues au moment où les succès du prince Charles en Allemagne relevèrent les prétentions du cabinet autrichien. 1797 — an V. Italie.

Ainsi, tandis que le maréchal Alvinzy organisait aux versants du Tyrol les moyens d'une nouvelle attaque, l'armée française, négligée par son gouvernement, ne recevait dans ses rangs que quelques bataillons fournis par le patriotisme reconnaissant des deux républiques cispadane et transpadane : cette faible compensation des pertes dernièrement éprouvées suffisait-elle au général Bonaparte pour lui faire éviter le péril dont il était menacé? On en jugera par l'esquisse que nous allons présenter de la situation des choses en Italie à la fin de 1796.

Nous avons déjà dit que les tentatives faites par l'Autriche pour délivrer Mantoue et recouvrer ses possessions en Italie avaient été appuyées par des manœuvres secrètes, tendant à entraîner dans de nouvelles hostilités contre les Français les États de Venise, de Rome et de Naples, qui n'étaient retenus que par des traités imposés par la force ou par la crainte. La cour de Naples, plus éloignée du danger commun, ne parut pas disposée à vouloir se déclarer d'abord; mais Venise et Rome n'avaient pas même attendu les premières opérations d'Alvinzy pour démontrer leur bonne volonté. Différents actes, assez imprudemment arrachés au cabinet du Vatican, apprirent à Bonaparte qu'il devait peu compter sur la foi d'un pontife faible, sans cesse influencé par les événements et par les hommes qui se disputaient sa confiance, ne sachant se fixer à aucun parti, et le jouet continuel de l'ambition et de l'intrigue. Toujours dirigée par cette politique cauteleuse, qui fait, comme nous l'avons déjà dit, depuis tant de siècles, la force de son gouvernement, Venise n'avait négligé aucun moyen d'être utile à la cause de l'Autriche : on sait que le sénat de cette république avait ouvert au général

avait la mission secrète de surveiller Bonaparte, et qu'il était même muni des pouvoirs nécessaires pour le remplacer, s'il croyait pouvoir effectuer cette opération délicate sans courir de grands risques. Rien, jusqu'à présent, n'a justifié cette supposition, sur laquelle, au surplus, il n'y a pas eu de récrimination.

1797 — an V. Italie. autrichien ses arsenaux et ses magasins. En agissant ainsi, le gouvernement vénitien ne prévoyait pas qu'il préparait sa ruine, et que ses États deviendraient dans peu la proie de cette même puissance dont il embrassait si chaleureusement les intérêts.

Toutefois ces dispositions de Rome et de Venise avaient été un des obstacles qui avaient empêché le général français de tirer un plus grand parti de la victoire d'Arcole et de ses succès sur Davidowich. En se portant à la poursuite des Autrichiens, il avait craint de s'éloigner trop de Mantoue, et surtout de donner le temps aux puissances malintentionnées de l'Italie de se jeter tout à coup sur ses derrières et de compromettre ses communications. La conduite hostile des Vénitiens força bientôt Bonaparte à se mettre en mesure de châtier la sérénissime république, pour faire cesser, au moins pendant quelque temps, l'inquiétude qu'elle pouvait lui donner.

Indépendamment des secours fournis secrètement aux Autrichiens, le gouvernement vénitien avait permis l'organisation de différentes bandes de partisans chargées d'intercepter les communications françaises de l'Adda à l'Adige : les bords de la première de ces rivières en étaient infestés, et ne pouvaient plus être parcourus sans une escorte assez forte pour résister à leurs attaques. Un grand nombre de soldats marchant isolément dans cette contrée étaient massacrés par ces brigands, dont le château de Bergame, en assez bon état de défense, était le repaire. Bonaparte chargea le général Baraguey-d'Hilliers de s'emparer de cette espèce de fort, où les Vénitiens paraissaient disposés à résister. Il fallut combattre : le succès, quoique disputé, ne fut pas longtemps indécis. Les partisans furent presque tous passés au fil de l'épée. Le château et la ville de Bergame reçurent, le 27 octobre 1796, une garnison française; les bords de l'Adda furent nettoyés, et il devint plus facile de s'opposer aux incursions des bandits.

Sur ces entrefaites, Bonaparte s'était rendu à Bologne pour y préparer une démonstration qui pût faire cesser les intrigues et les armements cachés qu'il n'ignorait pas être faits dans les États de l'Église. La conduite du successeur de saint Pierre avait fait connaître au général français qu'il suffisait de diriger sur

Rome une faible colonne, pour que les espérances conçues par le sacré collége se changeassent en de vives alarmes. En conséquence, vers le milieu de décembre, Bonaparte tira de la Lombardie et des différentes divisions de l'armée quelques détachements dont la réunion formait un corps de 2 à 3,000 hommes, suffisant pour remplir l'objet proposé.

1797 an v. Italie.

Cette colonne allait entrer sur le territoire papal, lorsque Bonaparte apprit que l'armée autrichienne reprenait l'offensive. Il sentit alors que sa présence à Vérone était indispensable; et il remit, comme il l'avait déjà fait dans une circonstance à peu près pareille, l'exécution de ses desseins à un temps plus opportun.

En effet, le maréchal Alvinzy, renforcé par de nouvelles troupes, allait se mettre en marche pour attaquer l'armée française. Des bataillons détachés de l'Allemagne, des corps de milice organisés à Vicence, des Croates et plusieurs compagnies de chasseurs tyroliens faisaient monter l'armée autrichienne à plus de 45,000 hommes, sans compter les troupes renfermées avec Wurmser dans Mantoue.

Au 1er janvier 1797, les divisions françaises étaient encore à peu près dans les positions où elles se trouvaient après la bataille d'Arcole. Quelques corps avaient seulement été jetés en avant-garde, afin d'éclairer le cours de l'Adige et de surveiller les mouvements de l'ennemi. Ces précautions étaient nécessaires pour que Bonaparte eût le temps de rassembler ses forces lorsqu'il connaîtrait le point sur lequel son adversaire voulait agir.

Le général Serrurier commandait alors le corps de blocus de Mantoue, fort d'à peu près 10,000 hommes et composé de deux divisions aux ordres des généraux Dumas (Alexandre) et Dallemagne, dont les quartiers généraux étaient à Marmirolo et à Pradella. Les troupes étaient réparties à Goito, Prada, San-Antonio, la Favorite, Marmirolo, Cerese, Pradella et Chiesa-Nova, et commandées par les généraux de brigade Davin, Miollis, Montleau, Serviez et Collaud de la Salcette.

Le général Augereau avait son quartier général à Vérone, et ses brigades, commandées par les généraux Guyeux, Point, Verdier et Walther, occupaient Vérone, Legnago, Castagnaro,

1797 — an v. Italie. Rovigo, Anghiari, Ronco, Zevio et Bevilacqua. La force de cette division était de 8,000 et quelques cents hommes.

La division Masséna, dont les généraux de brigade étaient Rampon, Brune et Menard, occupait San-Michele, Bussolengo, la citadelle de Vérone, etc., et présentait un total de 8,500 hommes. Le général Masséna avait son quartier général à Vérone.

Le général Joubert commandait une division formée des brigades des généraux Vial, Mayer, Lebley et Sandoz, et cantonnée à Caprino, Pazzone, la Corona, Rivoli, Castillo, San-Martino, Bussolengo. Sa force était de 9,800 et quelques hommes.

Une réserve commandée par le général Rey occupait Desenzano, Brescia, Peschiera, Lonato et Salo. A l'exception de la 58e demi-brigade, forte à elle seule de 2,800 hommes, les autres troupes de cette réserve n'étaient que des détachements formant garnison dans les postes que nous venons d'indiquer, et le total s'élevait à 4,150 hommes.

Éclairé par l'expérience des combats précédents, le maréchal Alvinzy avait voulu éviter, dans sa première agression, de placer le lac de Garda entre ses colonnes; mais, fidèle encore au funeste système de morcellements, il avait commis une faute à peu près pareille à celle de Wurmser, lorsque, marchant de Bassano sur Vérone, il avait dirigé le général Davidowich par Trente sur Roveredo, mettant ainsi entre ses deux corps une chaîne de montagnes difficiles, et laissant des positions centrales à son adversaire. Maintenant qu'il connaissait le vice de cette dernière combinaison, le général autrichien résolut de porter le gros de ses troupes entre l'Adige et le lac de Garda, afin d'occuper l'armée française vers Rivoli, tandis que le général Provera, filant avec un corps de 8 à 9,000 hommes, chercherait à gagner Mantoue par Padoue et Legnago. Ce plan, sans présenter d'abord des inconvénients aussi graves, n'était guère moins mal calculé que les précédents. En effet, en admettant que le gros de l'armée autrichienne, conduit par Alvinzy lui-même, battît les Français à Rivoli, Mantoue se trouvait dégagée de fait, et le mouvement de Provera sur cette ville était superflu; dans le cas contraire, Provera se trouvait pris

entre l'armée victorieuse et le corps de blocus; et si l'on suppose 1797 — an V. Italie.
encore qu'il parvint à se faire jour, forcé à se jeter dans la place, sa présence eût augmenté les embarras de la garnison sans résultat avantageux pour les opérations. Ces considérations échappèrent au général en chef autrichien.

L'armée d'Alvinzy commença son mouvement le 7 janvier. Le centre partit de Bassano, traversa les gorges de la Brenta pour se réunir à la droite, vers Roveredo, et descendre ensuite avec elle la vallée de l'Adige. La gauche, commandée par Provera, partit de Padoue, et s'avança le 8 janvier vers la rivière de Fratta. Son avant-garde, aux ordres du comte de Hohenzollern, rencontra vers Bevilacqua un corps avancé de la division Augereau, commandé par l'adjudant général Duphot, et eut, avec ce dernier, un engagement assez vif, à la suite duquel les Français se retirèrent sur San-Zenone, et de là sur Legnago. Duphot combattit avec une grande résolution et fut bien secondé par ses troupes, mais il n'atteignit point Legnago sans avoir éprouvé quelque perte. Toutefois sa courageuse résistance à des troupes supérieures donna le temps au général Augereau de faire de bonnes dispositions pour recevoir les Autrichiens sur les bords de l'Adige.

Nous avons dit plus haut que Bonaparte était à Bologne quand il reçut la nouvelle de cette attaque, le 10 janvier. Il donna sur-le-champ l'ordre à 2,000 hommes de la colonne qu'il avait formée pour marcher sur Rome de se porter à marches forcées au secours de la division Augereau, et lui-même partit de suite pour se rendre à son quartier général de Vérone. Il s'arrêta quelques heures chez le général Serrurier devant Mantoue, pour ordonner les dispositions à prendre dans le cas où les troupes d'Alvinzy s'avanceraient vers la place. Il arriva le 12 à Vérone, point central de ses positions et pivot des mouvements de l'armée.

Sur ces entrefaites, Provera avait continué sa marche vers l'Adige; Alvinzy avait joint l'aile droite de ses troupes à Roveredo, et s'avançait avec trente-six bataillons sur Ala, pour accabler la division Joubert. Une colonne de six bataillons et de quelques chevaux, aux ordres du général Bayalitsch, avait débouché de Bassano et menaçait Vérone. Le 12 même,

1797 — anv. Italie. à six heures du matin, cette dernière colonne avait attaqué les avant-postes français au village de San-Michele, distant de trois quarts de lieue de Vérone. Masséna était sorti de la ville avec une partie de sa division, avait repoussé l'ennemi, fait quelques centaines de prisonniers et pris trois pièces de canon. Le général Brune s'était particulièrement distingué, dans cette affaire, à la tête des grenadiers de la 75e demi-brigade. Les détails que nous venons de donner prouvent combien la présence de Bonaparte était nécessaire sur la ligne française.

Les attaques de Provera et de Bayalitsch n'étaient que des démonstrations servant de préludes aux attaques plus sérieuses préparées par Alvinzy contre la gauche de l'armée française dans la vallée de l'Adige, et dont le but était l'enlèvement de la division Joubert dans ses positions.

Attaquer le Monte-Baldo, suivre le chemin d'Incanale sur la rive droite de l'Adige, pour déboucher ensuite sur le plateau de Rivoli, tel était le projet du général autrichien. Croyant, ainsi que nous venons de le dire, les divisions Augereau et Masséna retenues par les démonstrations de Provera et de Bayalitsch, le feld-maréchal espérait n'avoir à combattre que les seules troupes de Joubert; peut-être aussi comptait-il sur l'absence de Bonaparte, dont il avait connu sans doute le voyage à Bologne. Les événements vont démontrer l'erreur de ses calculs.

L'attaque avait été fixée au 12 janvier, et l'armée autrichienne, réunie sur le haut Adige, fut divisée en six colonnes. La première à droite, commandée par le prince de Lusignan, et forte de six bataillons, partant le 11 du village de Brentonico, à deux lieues et demie en deçà de Roveredo, devait tourner le revers occidental du Monte-Baldo, marchant par les hauteurs qui bordent le lac de Garda, dans le but de couper la retraite de Joubert et de prendre sa ligne à revers : ce mouvement était hasardé et dangereux.

Le général Liptay, à la tête d'une seconde colonne de cinq bataillons, partant d'Avio, gravissait le col de Campione, et devait communiquer avec le prince de Lusignan par les crêtes du Monte-Baldo.

La troisième colonne, aux ordres du général Koblos, formée par six bataillons, après avoir quitté Belluno, attaquait de front la position de la Corroda par Ferrara, et se liait avec la deuxième colonne. 1797 — an V. Italie.

Les quatrième et cinquième colonnes, s'avançant au delà de Belluno par Rivalta, sous les ordres des généraux Ocskay et Quasdanowich, étaient composées, l'une de cinq bataillons, l'autre de neuf, et treize escadrons dirigés par le prince de Reuss. Leur mouvement avait pour objet de longer la rive droite de l'Adige, et de déboucher sur Rivoli : elles devaient aussi soutenir, au besoin, les attaques du Monte-Baldo.

La grande route de Trente à Vérone par Dolce, sur la rive gauche de l'Adige, devait être occupée et balayée par la sixième colonne, commandée par le général Wukassowich, et forte de cinq bataillons et un escadron.

Le 12 au matin, les colonnes de Liptay et de Koblos arrivèrent en face de l'avant-garde de Joubert, au village de la Ferrara, sur le Monte-Albaro; mais celle du prince Lusignan, retardée dans sa marche par des chemins difficiles et obstrués par la neige, qui tombait depuis le 10 en abondance, ne put occuper ce jour-là le revers du Monte-Baldo.

Les troupes de Liptay et Koblos étaient assez nombreuses pour chasser les Français de leur position, s'il y avait eu plus d'accord entre ces deux généraux. Koblos attaqua le village de Ferrara; mais Liptay, ne voulant point transgresser l'ordre qu'il avait reçu de ne s'engager que quand il serait informé de la réussite du mouvement du prince Lusignan, Liptay, disons-nous, fit échouer la tentative de la troisième colonne, en refusant de prêter secours à son collègue. Les canons des retranchements d'Oliverti et de Castelli foudroyèrent la tête de colonne de Koblos, qui n'avait pour artillerie que des pièces de montagne. Le général autrichien se vit alors contraint de tourner la montagne par les Dossi et la chapelle de Ferrara. La nuit mit fin aux mouvements de l'ennemi; et les Français furent avertis de la présence d'une grande partie de ses forces par l'aspect des feux qui couronnèrent tout à coup les crêtes glacées du Monte-Baldo.

Cependant le prince Lusignan, après la marche la plus

1797 — an v. Italie.

pénible, avait réussi, vers le soir, à gagner la gauche de Joubert par le versant occidental du Monte-Baldo. Informé de cette circonstance, le général français, bien que préparé à soutenir vigoureusement le choc de l'ennemi, jugea sagement qu'il ne lui convenait point de recevoir une attaque dans une telle position, et il ordonna la retraite, qui s'effectua avant le jour, dans le meilleur ordre et le silence le plus profond. Les ponts sur l'Adige furent levés, et Joubert fit prévenir le général en chef de ce qui se passait.

Lorsque les Autrichiens s'aperçurent, à la faible lueur des feux des Français, que ceux-ci s'étaient retirés, ils voulurent les poursuivre; mais ils ne purent pas même entamer l'arrière-garde. Joubert s'établit d'abord le 13, vers midi, en arrière du vallon de Caprino, sur les hauteurs de Trombolaro, pour y attendre des nouvelles de Bonaparte. Mais cette position, tournée sur la droite et sur la gauche, était trop hasardée pour que la division pût y séjourner plus longtemps; et, vers les dix heures du soir, le général se remit en marche pour gagner Compara, et de là Castel-Novo. Chemin faisant, un officier d'état-major apporta à Joubert la nouvelle de la prochaine arrivée du général en chef, avec l'ordre de ce dernier de tenir ferme en avant du plateau de Rivoli. Joubert fit aussitôt marcher les 33ᵉ, 39ᵉ, 14ᵉ et 85ᵉ demi-brigades pour prendre position en avant de Rivoli, la droite sur la direction de la redoute du Monte-Castello, et la gauche au pied des hauteurs de Magone : une avant-garde occupait les hauteurs du hameau de Zoane, où passe un petit chemin qui conduit à Ceredolo. Les 4ᵉ et 22ᵉ légères, réparties dans les retranchements et en avant d'Orteria, avaient des postes entre Serpole et l'extrémité du Monte-Magone; la 17ᵉ légère s'étendait jusqu'à Zoane, Brenzone, Montalto, Beticelli; la 29ᵉ légère était placée en seconde ligne sur les hauteurs de Zoane : les avant-postes se tiraillèrent toute la nuit.

Dans la soirée du 13 et après l'établissement de la division française sur les hauteurs de Trombolaro, Alvinzy, supposant au général Joubert l'intention de se défendre dans cette dernière position, avait ordonné de nouveaux mouvements pour envelopper les troupes françaises. Le prince Lusignan

devait continuer à s'avancer le long du lac de Garda, afin de tourner la gauche des Français et de déboucher sur leurs derrières. Liptay, qui était alors vers Caprino, avait ordre de se lier avec la première colonne, au moyen de petits détachements prolongés à droite, tout en coopérant à l'attaque des hauteurs de Trombolaro. Oeskay rétrograda par le ravin de Belluno, pour gravir le Monte-Baldo et se réunir au général Koblos, chargé d'attaquer San-Martino et d'occuper la chapelle de San-Marco, sur la crête du Monte-Magone. Quasdanowich, avec la cinquième colonne, dut déboucher par Osteria della Dugana, sur le flanc droit des Français, tandis que la sixième colonne, s'avançant par la rive gauche de l'Adige sur l'important défilé de la Chiusa, devait s'en emparer, y établir des batteries, pour empêcher les colonnes françaises qui en auraient le dessein de se retirer ou d'occuper des positions sur la rive opposée.

C'était dans l'après-midi du 13 que Bonaparte, arrivé la veille à Vérone, avait reçu la dépêche du général Joubert qui lui rendait compte du mouvement de l'ennemi et de ce qui s'était passé dans la journée du 12. Déjà il attendait avec impatience le moment où l'ennemi lui ferait connaître le véritable point de son attaque, car les démonstrations de Provera et de Bayalitsch ne lui avaient point encore présenté les errements nécessaires. Il jugea alors, par les détails que lui donnait Joubert, que le gros de l'armée autrichienne était sur Rivoli. S'inquiétant peu des succès que les colonnes de gauche de l'ennemi pourraient momentanément obtenir, presque certain même de revenir assez à temps pour leur faire payer cher des avantages qui devaient les affaiblir et les compromettre, Bonaparte ne balança pas un seul instant dans la résolution de marcher droit sur Alvinzy; et il connaissait trop bien le terrain sur lequel il allait combattre, pour ne pas espérer que toutes les chances de succès fussent pour lui.

Augereau dut rester dans sa position, avec ordre de se borner à harceler l'ennemi et de ne point s'engager sérieusement s'il avait affaire à des forces trop considérables. La meilleure partie de la division Masséna se mit en marche pour Rivoli, ne laissant sous Vérone qu'un détachement chargé d'observer le corps de

1797 — an v. Italie. Bayalitsch, battu la veille à San-Michele, et poursuivi assez vivement par le général Leclerc, qui lui avait fait aussi quelques prisonniers, indépendamment de ceux qu'avait faits le général Brune. Le général Rey reçut l'ordre de se porter, par une seule marche forcée, de Desenzano à Rivoli, par Peschiera, avec tout ce qu'il avait de disponible de sa réserve.

Le général en chef partit lui-même, dans la soirée du 13, de Vérone, pour se rendre également à Rivoli, où il arriva à minuit. Lorsque le général Joubert lui eut donné connaissance de l'état des choses, et qu'il eut reconnu les positions de l'ennemi, il ordonna sur-le-champ un mouvement en avant, afin d'empêcher les Autrichiens de déboucher sur le plateau de Rivoli, seul point où il fût permis à Alvinzy de réunir ses colonnes, de les déployer et de faire usage des treize escadrons qu'il avait avec lui. Ainsi donc, sans attendre l'arrivée de Masséna et de la réserve de Rey, Joubert eut ordre de resserrer sa position, de déloger les avant-gardes ennemies, et surtout de reprendre le poste de San-Marco, point si essentiel, par où l'ennemi pouvait faire arriver son artillerie et sa cavalerie.

En conséquence le général Vial, à la tête des 4e, 17e et 22e demi-brigades légères, soutenues par l'infanterie de ligne, attaqua vivement l'avant-garde des Autrichiens, le 14 avant le jour, et la força à se replier sur San-Giovanni et Gambaron; en même temps la brigade de gauche de la division, composée de la 29e légère, des 14e et 85e de ligne, s'était dirigée sur les hauteurs de Trombolaro, d'où elle chassa les postes ennemis. Bonaparte établit son quartier général sur les hauteurs de Zoane; la 39e resta dans les redoutes d'Osteria, pour garder ce point décisif. Les retranchements de Monte-Castello, le fort de Chiusa et le Monte-Rocca furent gardés par des détachements.

Pendant que ces dispositions préliminaires s'exécutaient, le général Masséna approchait de Rivoli avec les 32e et 75e demi-brigades de ligne, le 22e de chasseurs, le 15e de dragons et le 1er régiment de cavalerie. La 18e de ligne se dirigeait sur Garda pour défendre ce débouché et arrêter la marche de l'ennemi sur Peschiera; le général Rey, avec la 57e, qu'il amenait de Desenzano, se trouvait déjà à la hauteur de Compara et de Calmisino.

Les Autrichiens, inquiets du mouvement extraordinaire des Français, se préparaient aussi de leur côté. Quasdanowich avait pris position à Incanale, dans la vallée de l'Adige; Alvinzy avait son quartier général à Dolce, et une brigade était placée en avant de ce village; Wukassowich, avec sa colonne, était, comme nous l'avons déjà dit, sur la rive gauche de l'Adige; Lusignan était en marche pour déboucher sur le village de Pezzena, à la droite de la ligne autrichienne. 1797 — an V Italie.

Bonaparte voulut profiter de sa position centrale pour écraser d'abord les troupes de Liptay, de Koblos et d'Ocskay, qui formaient le corps principal des Autrichiens vers Caprino et San-Martino. Il avait jugé que la 39e de ligne suffisait pour contenir la colonne de Quasdanowich, débouchant sur Osteria, d'autant mieux que ces troupes ennemies avaient à gravir une hauteur garnie de redoutes, dont les feux plongeaient sur le défilé par où il fallait passer pour arriver sur le plateau de Rivoli; et sur la gauche, la marche de la 18e sur Garda rassurait assez le général en chef pour ne pas lui faire craindre que la colonne du prince Lusignan pût achever son mouvement sur les derrières de l'armée française avant que le général Rey, qui s'avançait par Orza, ne fût en mesure de l'attaquer avec avantage. L'événement va démontrer la rectitude des combinaisons de Bonaparte.

Cependant le général Joubert, après avoir fait repousser les avant-gardes autrichiennes sur San-Giovanni et Gambaron par la brigade Vial, se trouvait, vers les six heures du matin, engagé avec les généraux Koblos et Ocskay, ce dernier formant la gauche du principal corps ennemi. La brigade française de droite défendait vigoureusement les hauteurs de San-Marco, que l'ennemi s'efforçait de reprendre. Joubert avait formé les 29e et 85e sur les hauteurs de Trombolaro et Zoro, à gauche; et la 14e sur celles de Rovina, au centre. Déjà un bataillon de cette dernière demi-brigade s'avançait pour emporter le village de San-Giovanni, lorsque la colonne de Liptay attaqua la gauche des Français avec des forces supérieures. La 85e, après des efforts honorables, se voyant prise en flanc à la faveur d'un ravin où les Autrichiens s'étaient glissés, fut contrainte de faire un mouvement en arrière pour éviter d'être coupée. N'é-

1797 – an v. Italie. tant plus soutenue et voyant également ses flancs menacés, la 29ᵉ suivit le mouvement de la 85ᵉ. La 14ᵉ, se trouvant débordée, fut obligée de soutenir à elle seule le choc de l'ennemi. Elle se jeta dans les haies et dans les maisons en avant de San-Giovanni, et, par son héroïque résistance, arrêta les Autrichiens assez de temps pour que Bonaparte, qui vit d'abord ce que le mouvement de Liptay pouvait entraîner de conséquences funestes, prit les mesures les plus propres à prévenir le mal. L'ennemi, en débouchant sur le plateau de Rivoli, eût favorisé le déploiement de la colonne de l'Adige (celle de Quasdanowich), et la gauche de Joubert aurait été prévenue à Rivoli et rejetée sur la rivière. Laissant le général Berthier, chef de l'état-major général, pour maintenir les positions du centre, Bonaparte se rendit précipitamment à la gauche. La 32ᵉ demi-brigade conduite par le général Rampon, après avoir marché toute la nuit, arrivait alors sur ce point : Bonaparte lui donna de suite l'ordre de charger. La vue de l'ennemi donne à cette intrépide demi-brigade un courage surnaturel; elle a oublié les fatigues de sa marche de nuit : « Masséna, enfant gâté de la victoire, dit Bonaparte, dont nous ne croyons pas devoir changer les expressions, Masséna s'élance à la tête des braves qui la composent : l'aspect de l'ennemi a redoublé leur ardeur; ils se précipitent au pas de charge sur les bataillons autrichiens, et, soutenus par les 29ᵉ et 85ᵉ demi-brigades, qui se sont ralliées derrière eux, ils culbutent leurs adversaires, reprennent les positions, et dégagent les flancs de la 14ᵉ. » Le général Berthier, resté avec cette digne troupe, l'avait encouragée par ses discours et son exemple. Elle avait continué sa brillante résistance et couvrait le chemin qui conduit de Lubiara à Rivoli, le seul par lequel les troupes de la droite, fortement engagées, pouvaient se retirer. S'étant aperçue du mouvement rétrograde de la gauche, cette aile droite commençait en effet à se replier à la hauteur du centre, et, pressée par l'ennemi, elle allait prendre le chemin dont nous venons de parler. On a vu plus haut qu'un bataillon de la 14ᵉ avait déjà pénétré dans le village de San-Giovanni, et s'était jeté dans les haies qui sont entre ce village et celui de San-Martino. Berthier avait envoyé un autre bataillon pour soutenir le premier, et lui-même,

avec le troisième, occupait une hauteur au centre. Ce dernier bataillon, se trouvant entouré par les troupes de Koblos et une partie de celles d'Ocskay, en reçut le choc avec la plus grande intrépidité : il tint plus d'un quart d'heure dans cette position, sans que l'ennemi pût l'en chasser. Des pièces de campagne étaient sur le front de sa ligne, et les Autrichiens redoublaient d'efforts pour enlever ces canons, dont le feu les abîmait. Déjà quelques chevaux d'attelage avaient été saisis, lorsqu'un capitaine, dont le nom est malheureusement resté dans l'oubli, s'écria, en s'adressant au premier rang du bataillon : « Quatorzième, laisserez-vous prendre vos pièces? » Le feu violent de l'ennemi empêchait les plus intrépides de s'avancer jusqu'à elles; mais Berthier fit tirer avec tant de vivacité sur ceux des ennemis qui se disposaient à emmener les pièces, que ces derniers furent presque tous tués, ainsi que les chevaux : les canons restèrent au pouvoir des Français. C'était à ce moment même que la 32e, exécutant sa charge impétueuse, débarrassait les flancs de la 14e, et la tirait du péril dont elle était si instamment menacée. Le général Joubert, à la tête de la 33e demi-brigade, était passé en première ligne des troupes de la droite, qui se retiraient en désordre, et avait protégé leur ralliement en résistant aux efforts de la colonne d'Ocskay.

1797 — Jan v. Italie.

La matinée s'avançait, et il était plus de neuf heures lorsque la colonne de l'extrême droite des Autrichiens (celle du prince Lusignan) parut vers le village de Pezzena, après avoir franchi Sperane, le Monte-Gazo et le col de Lavalet. Un bataillon marchant sur Costerman flanquait à droite le gros de cette colonne, qui, après avoir dépassé Pezzena, s'avançait, en longeant la rivière de Tasso, dans la direction du village d'Affi. Jusqu'alors cette troupe n'ayant éprouvé aucun obstacle de la part des Français, Lusignan se flattait d'atteindre son but, quoique la 18e eût occupé, de son côté, le passage important de la Rocca-di-Garda. Mais Bonaparte, connaissant actuellement le véritable point des attaques d'Alvinzy, envoya, vers dix heures, au chef de cette demi-brigade, l'ordre de marcher avec deux de ses bataillons contre le prince Lusignan. Les deux partis se rencontrèrent vers Calcina. La 18e culbuta le bataillon des flanqueurs autrichiens, et se rabattit ensuite sur Rivoli.

1797 — an v. Italie.

Tandis que tout ceci se passait au centre et à l'extrême gauche des Français, examinons les mouvements des cinquième et sixième colonnes autrichiennes dans la vallée de l'Adige. Celle de Quasdanowich avait attaqué les retranchements d'Osteria. La 39e demi-brigade, qui les défendait, opposait la résistance la plus vigoureuse; mais le général Wukassowich, continuant sa marche sur la rive gauche de l'Adige, avait atteint Somano et disposé, suivant les instructions qu'il avait reçues, l'artillerie destinée à foudroyer l'autre rive. Écrasée par cette artillerie en même temps qu'elle était pressée vigoureusement de front par la cinquième colonne, la 39e céda les retranchements. Quasdanowich marchait directement sur le plateau de Rivoli, de la possession duquel dépendait tout le succès de la bataille. D'un autre côté, Ocskay, après avoir repoussé le général Vial, comme nous l'avons rapporté, prenait le revers du Monte-Magone au delà de San-Marco. Le moment était éminemment critique, et tout autre général qui aurait eu moins de sang-froid que Bonaparte, se serait bien difficilement tiré du pas où celui-ci se trouvait engagé; mais le coup d'œil inspirateur du général en chef lui suggéra sur-le-champ ce qu'il avait à faire.

Nous avons dit que le général Joubert avait passé en première ligne de la brigade Vial, avec la 33e de ligne, pour donner à ces troupes le temps de se rallier, en arrêtant les progrès de la colonne d'Ocskay. Bonaparte ordonna à Joubert de faire faire un détachement de front à cette infanterie légère (4e, 17e et 22e demi-brigades), pour qu'elle marchât au soutien de la 39e, en même temps qu'il ordonna aux escadrons du général Leclerc de se porter sur le même point; et comme sa vue active embrassait à la fois toutes les parties de sa ligne, sentant l'insuffisance de la 18e demi-brigade pour s'opposer à la marche de Lusignan sur la gauche, il envoya la 75e sur les hauteurs de Fiffaro.

Un prompt succès fut le résultat de ces dispositions si bien calculées. La colonne de Quasdanowich débouchait à peine du ravin d'Osteria, et la tête seule, formée par les dragons du quartier général et par un bataillon de Gemmingen, était parvenue sur le plateau de Rivoli. Le reste étant encore en

masse dans le défilé, les Autrichiens furent bientôt assaillis de toutes parts. L'infanterie légère du général Joubert les attaqua sur leur flanc droit, tandis que la cavalerie, conduite par le général Berthier, chargeait de front la tête de colonne, et que la 39e la menaçait sur sa gauche. Le combat devint sanglant. Joubert, ayant eu son cheval tué sous lui, s'élança, un fusil à la main, à la tête des grenadiers, et acheva de répandre l'épouvante dans les rangs autrichiens, déjà ébranlés par une première charge, où s'étaient particulièrement distingués le général Leclerc et le chef d'escadron Lasalle. La tête de colonne ainsi pressée abandonne le plateau et se rejette dans le défilé avec toute la confusion d'une déroute. Le général Quasdanowich fait de vains efforts pour réparer le désordre que cette poussée met dans sa colonne. Ce désordre est d'autant plus grand, que la cavalerie et l'artillerie sont encombrées dans le ravin, où la route, quoique très-praticable, se trouve fort resserrée. Les vainqueurs, continuant d'avancer, font un carnage épouvantable : une partie de l'artillerie tombe entre leurs mains. Le capitaine-adjoint à l'état-major, Brémont, à la tête de quelques braves, prend quatre pièces de canon. Quasdanowich regagne avec peine les bords de l'Adige, et l'avantage remporté sur lui est un coup décisif qui assure la victoire aux Français.

1797 an v. Italie.

Tandis que ces événements se passaient sur le plateau de Rivoli et dans le ravin d'Osteria, Masséna, avec la 32e demi-brigade et les troupes du général de brigade Sandoz (les 29e légère et 85e de ligne), se maintenait glorieusement sur les hauteurs de Trombolaro. Les colonnes de Koblos et d'Ocskay, qui débouchaient déjà vers Mutole, se trouvaient ainsi dépassées. Le général Joubert, après la défaite de Quasdanowich, laissant à la cavalerie le soin de poursuivre les fuyards, était revenu, avec son infanterie légère, sur le général Ocskay, dont l'infanterie se trouvait un peu rompue par l'effet de la marche qu'elle venait de faire dans un terrain coupé, d'abord sur la brigade Vial, et ensuite sur la 33e demi-brigade, qui était restée, comme on l'a vu, devant elle. D'un autre côté, le vigilant Bonaparte venait d'envoyer le chef d'escadron Lasalle, avec 150 chevaux, pour soutenir et protéger le ralliement des

1797 — an v. Italie.

Français sur la droite. La subite apparition de Joubert d'un côté, et celle de Lasalle de l'autre, firent sur ces troupes dispersées une impression terrible. La terreur se communiqua rapidement de proche en proche, et redoubla lorsque, forcés de faire un mouvement rétrograde, les Autrichiens s'aperçurent de la position de Masséna en arrière de leur flanc droit. Ce dernier général, témoin de la confusion qui régnait déjà dans les rangs ennemis, descendit en toute hâte des hauteurs qu'il occupait, se jeta de son côté sur des troupes à demi vaincues et acheva leur déroute. Tout s'enfuit jusqu'à San-Giovanni, et, malgré tous les efforts d'Alvinzy, accouru lui-même pour rétablir l'ordre, il ne réussit à contenir les fuyards et à les rallier que derrière le Tasso. Le général Liptay, qui pouvait, par suite du mouvement que venait de faire Masséna, porter quelque remède à cet état de choses en attaquant avec vigueur, craignit pour la sûreté de sa colonne, et rétrograda sur Caprino. Les Français firent 800 prisonniers dans cette dernière occasion.

Toutefois, la fortune n'était pas aussi favorable aux Français à l'extrême gauche et sur les derrières de leur armée. La colonne du prince Lusignan avait débouché à gauche du village d'Affi, et s'était avancée sur la 75e vers Fiffaro. Celle-ci s'était repliée; mais, avant de commencer sa retraite, elle avait chargé, avec sa valeur ordinaire, la gauche de la colonne autrichienne, et lui avait fait quelques prisonniers. Les deux bataillons de la 18e n'ayant point tardé à rejoindre cette troupe, les deux demi-brigades se portèrent vers Rivoli.

Lusignan, ne trouvant plus d'obstacles, continua sa marche, gravit le Monte-Brunisi, et s'avança par le Monte-Pipolo sur les derrières de l'armée française, comptant lui couper la retraite et la forcer à mettre bas les armes. Bonaparte avait calculé que la colonne du général Rey devait bientôt arriver par Orza, derrière la colonne qui menaçait ainsi l'armée, et jugeant que les deux bataillons de la 18e et un seul de la 75e suffisaient pour contenir Lusignan, il les fit marcher à la rencontre de ce dernier, en même temps qu'une batterie de pièces de 12, placée sur la hauteur de Campana, prenait en écharpe la droite de cette colonne ennemie. Le général Monnier, qui

commandait les trois bataillons français, en forma trois petites colonnes d'attaque, qu'il dirigea par Montidone, sur la grande route et par le chemin de la Cosatta. Lusignan, qui s'était avancé sans artillerie, fut écrasé par la batterie de Campana, et fut contraint de se replier sur le Monte-Brunisi. Un bataillon, qui voulut tenir ferme à la croix de Pipolo, fut culbuté avec perte. Le général Rey déboucha d'Orza sur ces entrefaites avec la 57e demi-brigade, qu'il forma, malgré les tirailleurs de Lusignan, sur la rive droite du Tasso. Cette circonstance favorisa singulièrement le mouvement du général Monnier. 1797 — an v. Italie.

Bonaparte, instruit de la présence du général Rey sur le champ de bataille, fit marcher le général Brune avec les deux autres bataillons de la 75e, pour joindre le général Monnier. Ces deux généraux attaquèrent alors Lusignan de front dans sa position du Monte-Brunisi, pendant que Rey, traversant le Tasso avec la 57e, chargeait à revers. Pressée de la manière la plus vigoureuse, la colonne autrichienne fut en peu d'instants culbutée, mise en déroute; la plupart des fuyards furent faits prisonniers. 12 à 1500 hommes, cherchant à se retirer sur Garda, rencontrèrent dans les défilés une compagnie de la 18e, dont un bataillon gardait, comme nous l'avons dit, ce point important. Le capitaine René[1], qui n'avait pas plus de 50 hommes avec lui, somma la colonne ennemie de mettre bas les armes, déclarant qu'il n'était lui-même que l'avant-garde d'une troupe bien plus nombreuse. La terreur des Autrichiens, et peut-être aussi la disposition du terrain, qui ne leur permettait pas de s'assurer du nombre des Français auxquels ils avaient affaire, les détermina à déposer leurs armes et à se rendre prisonniers.

La colonne de Quasdanowich avait été trop maltraitée pour que ce général pût conserver l'espoir d'entreprendre quelque nouvelle attaque, et sa position actuelle étant même trop hasardée, il se mit en marche pour se retirer, en remontant l'Adige, sur Rivalta et sur Peri. Le centre des Autrichiens se trouva, par ce mouvement, abandonné à ses propres forces derrière le Tasso.

[1] Assassiné par les *guerillas* dans la campagne de 1808, en Espagne; il était alors général de brigade.

1797 — an v. Italie. Bonaparte allait faire attaquer ce débris de l'armée autrichienne, lorsque, dans l'après-midi, il fut informé que le corps du général Provera avait passé l'Adige vers Anghiari et se dirigeait sur Mantoue. Préparé en quelque sorte à ce dernier événement, le général en chef calcula avec raison qu'en laissant la division Joubert, soutenue par la réserve du général Rey, pour achever la défaite d'Alvinzy, il pouvait lui-même se porter, avec la rapidité de la foudre, sur cette colonne de Provera, et arriver assez à temps pour empêcher le général autrichien de débloquer Mantoue, de ravitailler cette place, et de faire sortir la portion de la garnison qui n'était pas nécessaire à sa défense. En conséquence, il partit sur-le-champ avec la division Masséna. Si l'on se rappelle que ces admirables troupes, ayant marché toute la nuit du 13 au 14, n'avaient point cessé de combattre toute la journée avec la plus grande vigueur, où trouver des expressions pour leur payer le tribut d'éloges qu'elles ont mérités pour leur zèle infatigable? Conduite par son digne chef, l'illustre Masséna, cette division se dirige sur Roverbella, emmenant avec elle 5,000 prisonniers; mais avant de faire le récit de la nouvelle opération de Bonaparte, non moins brillante que celle qu'on vient de lire, nous allons suivre les mouvements de la division Joubert.

Le général en chef, avant de partir pour aller combattre Provera, avait ordonné à Joubert de faire reposer ses troupes pendant quelques heures, et d'attaquer ensuite Alvinzy dans sa position vers Pazzone. En exécution de cet ordre, le général Vial, avec sa brigade d'infanterie légère (4e et 17e demi-brigades), longea les crêtes du Monte-Magone pour tourner l'ennemi. Les 33e et 39e de ligne, sous les ordres du général Baraguey-d'Hilliers, s'avancèrent sous San-Martino, tandis que la 29e légère et la 85e de ligne, sous les ordres de l'adjudant général Vaux, devaient filer par les revers du Monte-Magone, pour accabler la droite des Autrichiens en retraite et la prévenir à la Corona. Une petite colonne, formée de deux bataillons de la 22e légère et d'un bataillon de la 58e, fut dirigée par le Monte-Baldo sur Ferrara, pour couper la retraite à l'ennemi.

Cette retraite ne pouvait s'effectuer que par un chemin fort

étroit passant sur les hauteurs escarpées de la Corona. Le mouvement des colonnes des généraux Vial et Vaux ne laissait à Alvinzy d'autre parti à prendre que celui de se rendre avec les colonnes de Liptay, Koblos et Ocskay, ou à les laisser se disperser ou se précipiter des montagnes, si le passage leur était fermé, soit à la Corona, soit à Ferrara. Toutefois, les colonnes françaises que nous avons nommées plus haut (Vial et Vaux) avaient un chemin pénible et long à parcourir pour atteindre leur but respectif; et le général Joubert devait craindre que l'ennemi, qui se trouvait, comme on l'a vu tout à l'heure, à Pazzone, ayant une ligne plus courte et plus directe à suivre, ne prévint ces mêmes colonnes. Mais Bonaparte, pensant à tout, avait, dès la veille, envoyé le général Murat s'embarquer à Salo avec partie de la 12e demi-brigade d'infanterie légère, pour venir descendre à Torre, gagner ensuite Montagna et les crêtes du Monte-Baldo.

Murat avait débarqué le 14 au point indiqué, vers le soir, continué sa marche pendant la nuit, et était arrivé à minuit à Montagna; s'avançant ensuite jusqu'à la Posella, il y fit faire halte à sa troupe et la laissa reposer quelques heures. Le 15, à la pointe du jour, il était sur la crête du Monte-Baldo, au lieu dit Pozza-Lagune. Il prit ensuite la direction de la Corona par les Colonelli.

Dans cet intervalle les troupes de Joubert avaient engagé le combat. L'ennemi avait commencé sa retraite de fort bonne heure; mais il fut attaqué par la colonne de Baraguey-d'Hilliers, qui entra dans San-Martino, prit deux pièces et quelques centaines de prisonniers. Déjà la colonne du général Vial suivait les crêtes du Monte-Magone depuis cinq heures du matin, et s'était avancée autant que l'obscurité, la lassitude des soldats et la difficulté du terrain avaient pu le lui permettre. La colonne de gauche (celle de Vaux) s'avançait aussi par le Monte-Baldo sur Pravassar, où elle se lia avec la troupe de Murat, pendant que le général Vial s'approchait de Spiazo et de la Corona. Le général Joubert, qui se trouvait au centre avec la colonne de Baraguey-d'Hilliers, suivait l'ennemi et ne lui donnait point de relâche. Les Autrichiens ainsi pressés se retiraient en grand désordre : quelques bataillons, voulant gagner la route

1797 — an V. Italie.

qui conduit à Rivalta, se précipitèrent des hauteurs ou des rochers escarpés qui longent la vallée de l'Adige. Le plus grand nombre voulut s'échapper par Pravassar et le sentier qu'on nomme l'Escalier de la Madona; mais ce défilé était déjà occupé par les Français : les Autrichiens ne purent le percer, et vinrent s'y entasser comme dans un gouffre, au nombre de 5,000 hommes, qui mirent bas les armes et se rendirent à discrétion. Les Français s'emparèrent de plusieurs centaines de chevaux d'officiers et de bagages, qui n'avaient pas peu contribué à la confusion de la colonne ennemie.

Nous allons maintenant parler de la marche du général Provera sur Mantoue, et fixer l'attention de nos lecteurs sur le terrain où le génie de Bonaparte va développer de nouvelles combinaisons.

On a vu que l'adjudant général Duphot, attaqué à Bevilacqua par l'avant-garde de Provera, s'était retiré avec quelque perte sur Legnago. Le général autrichien, après cet avantage, s'avança sur l'Adige pour en tenter le passage. On ne connaît pas bien les motifs qui le firent séjourner trois jours sur la gauche de ce fleuve sans le traverser. Il serait difficile de croire qu'un mouvement qui devait rester inconnu aux Français, celui d'Alvinzy, fût la cause du retard indiscret de Provera, qui aurait attendu ainsi que son général en chef eût réussi dans son entreprise sur Joubert pour commencer la sienne. Il vaut mieux penser que la réunion des moyens de passage entraîna cette perte de temps ; et dans ce dernier cas, l'imprévoyance du général en chef autrichien ou de son chef d'état-major est bien remarquable, puisque l'on sait que l'armée avait de nombreux équipages de ponts à sa suite qui pouvaient être mis à la disposition de la colonne marchant sur Mantoue.

Quoi qu'il en soit, ce ne fut que le 13 au soir que le général Provera se mit en devoir de passer l'Adige vers le village d'Anghiari, à une lieue environ sur la droite de Legnago; il fit jeter quelques bateaux à Nichesola, afin de donner le change aux Français, et porta quelques troupes à Bonarigo, pour observer les postes qui se trouvaient vers Ronco. Une petite avant-garde traversa d'abord la rivière, s'empara d'Anghiari, afin de protéger la construction du pont, auquel on travailla de suite et

avec beaucoup d'activité pendant toute la nuit. Le détachement français qui occupait le village d'Anghiari avant l'attaque des Autrichiens appartenait à la brigade du général Guyeux, qui accourut au secours de ses postes menacés, et voulut disputer le passage avec 12 à 1,500 hommes qu'il avait réunis; mais il ne put que tirailler avec l'ennemi, trop nombreux pour lui. Il fut même obligé de céder après l'achèvement du pont, et de se retirer vers Ronco. Provera se mit en marche avec toute sa colonne sur Cerca. Le 14, au soir, il atteignit Nogara, où il fit bivouaquer ses troupes. 1797 — an v. Italie.

Ce passage de l'Adige par les Autrichiens avait donné l'éveil au général Augereau, qui rassembla sur-le-champ ses forces, espérant attaquer Provera vers Anghiari. Mais on vient de voir que le général ennemi, ne songeant qu'à gagner Mantoue, avait déjà filé : Augereau ne put atteindre que l'arrière-garde; il fit aussitôt ses dispositions d'attaque sur trois colonnes. Celle de gauche était commandée par le général Point, la droite par le général Lannes, et les généraux Guyeux et Bon, arrivant de Ronco, devaient prendre l'ennemi à revers. Le succès fut d'autant plus complet, que Provera ne fit rien pour soutenir son arrière-garde, qui fut complétement détruite. On lui prit 2,000 hommes et quatorze pièces de canon; le pont sur l'Adige fut brûlé. Le gros de la colonne continua sa marche sur Mantoue par Castellaro et Saint-Georges, devant lequel elle arriva le 15.

Les 9e, 18e de dragons, et 25e régiment de chasseurs à cheval s'étaient particulièrement distingués dans l'action avec l'arrière-garde de Provera. Le combat avait d'abord commencé par une espèce de duel héroïque entre le commandant d'un escadron des hussards d'Erdody et le chef d'escadron Duvivier, du 9e de dragons. La cavalerie ennemie avait fait volte-face pour repousser les Français, et le commandant des hussards, s'étant présenté sur le front des dragons, leur avait crié de se rendre, en s'adressant plus particulièrement au commandant Duvivier. Celui-ci arrêta les dragons, qui se mettaient en devoir d'envelopper le provocateur fanfaron, et apostrophant ce dernier : « Viens donc toi-même me prendre, lui dit-il, si tu l'oses! » Par un mouvement spontané les deux troupes s'écartent pour laisser un libre champ aux deux champions, qui donnent pen-

1797 — an V. Italie.

dant quelques minutes le spectacle de l'un de ces combats *dont on lit l'agréable description dans le Tasse,* pour nous servir des propres expressions de Bonaparte dans son rapport au Directoire. Le commandant des hussards fut grièvement blessé de deux coups de sabre, et Duvivier continua de charger à la tête de ses dragons.

Provera, en arrivant devant Saint-Georges, espérait trouver cette position dégarnie et pouvoir entrer assez facilement dans Mantoue. Il connaissait bien peu l'active prévoyance du général de l'armée d'Italie. Lorsque les grandes opérations que méditait Bonaparte l'eurent forcé à diminuer sensiblement la force des troupes employées au blocus, il avait donné l'ordre d'augmenter encore les retranchements déjà existants de ce poste, et surtout de faire élever des ouvrages fermés, pour arrêter les sorties de la garnison. Le chef de bataillon du génie, Samson, avait été chargé de l'exécution de ces travaux, et s'en était acquitté avec l'intelligence et l'exactitude qui distinguent presque tous les officiers français de cette arme. Indépendamment des ouvrages construits du côté de la ville, d'autres travaux avaient été entrepris et achevés pour mettre ce faubourg fortifié a l'abri de toute surprise de la part d'un corps de secours.

Sommé par Provera de se rendre, Miollis, dont la brigade défendait ce poste intéressant, répondit avec la fermeté convenable, et repoussa toutes les tentatives qui furent faites pour s'emparer des retranchements. Provera ne se crut point en mesure de tenter un assaut général contre des ouvrages susceptibles d'une bonne défense.

Tandis que le général autrichien cherchait les moyens de franchir l'obstacle qui l'arrêtait, Bonaparte, de son côté, méditait la destruction complète de cette colonne ennemie. En se rendant à Roverbello, après avoir quitté le 14 au soir la division Joubert, il avait envoyé l'ordre au général Victor de conduire la 57e demi-brigade, qui se trouvait aux environs de Vérone, à Villa-Franca. Le quartier général s'établit à Roverbello le 15 au soir, et le général en chef eut bientôt sous sa main les 18e, 32e et 75e demi-brigades de la division Masséna, le 1er régiment de cavalerie, et cette même 57e amenée par le général Victor. Informé, par deux dépêches successives, de la présence

de Provera devant Saint-Georges et de la résistance de Miollis, Bonaparte put calculer les moyens d'attaquer avec un succès complet son imprudent adversaire. Le général Dumas (Alexandre) était placé avec la réserve du blocus à San-Antonio, et empêchait toute sortie de la citadelle. Le général Serrurier, avec 1,500 hommes, gardait le poste de la Favorite.

Dans la nuit du 15 au 16, le général Victor, avec les 18ᵉ et 57ᵉ, s'avança des environs de Roverbello, dans la direction de la Favorite, pour attaquer Provera, que Bonaparte, avec beaucoup de sagacité, supposait avoir marché sur ce point, rebuté, comme il devait l'être, par l'inutilité de sa tentative sur Saint-Georges. Le reste des troupes de Masséna (les 32ᵉ et 75ᵉ demi-brigades) marchait en réserve pour se porter au point où l'ennemi dirigerait ses efforts. D'un autre côté, la division Augereau, après son engagement avec l'arrière-garde de Provera, ayant suivi de près la colonne de ce dernier, allait déboucher par Castellaro sur Saint-Georges et l'attaquer en queue.

Il n'était pas facile pour le général autrichien d'échapper à des dispositions aussi bien combinées. Toutefois, voyant ses efforts contre Saint-Georges paralysés par la résistance de Miollis, Provera avait trouvé le moyen de communiquer, dans la nuit du 15, avec Wurmser, et de combiner avec ce maréchal une attaque sur la Favorite et sur Mottella, qu'il ne croyait pas aussi bien gardés, et où, surtout, il ne s'attendait guère à trouver le général Bonaparte avec les mêmes troupes qui avaient triomphé le 14, à quinze lieues de là, à Rivoli.

A cinq heures du matin, le 16, les Autrichiens attaquèrent la Favorite et San-Antonio. Le vieux maréchal, qui s'était mis à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint jusqu'au dernier de ces postes. Attaqué brusquement et avec beaucoup de vigueur, le général Dumas céda et fut se rallier à deux bataillons que Bonaparte fit marcher à son secours, et avec lesquels il réussit à contenir l'ennemi; mais le général Serrurier, soutenu par la 57ᵉ demi-brigade de la brigade du général Victor, se maintint dans la Favorite, et repoussa toutes les attaques. Wurmser, qui s'était rabattu sur ce poste, fut contraint de rentrer avec perte dans la citadelle.

Débarrassée de cette agression, la brigade Victor marcha sur

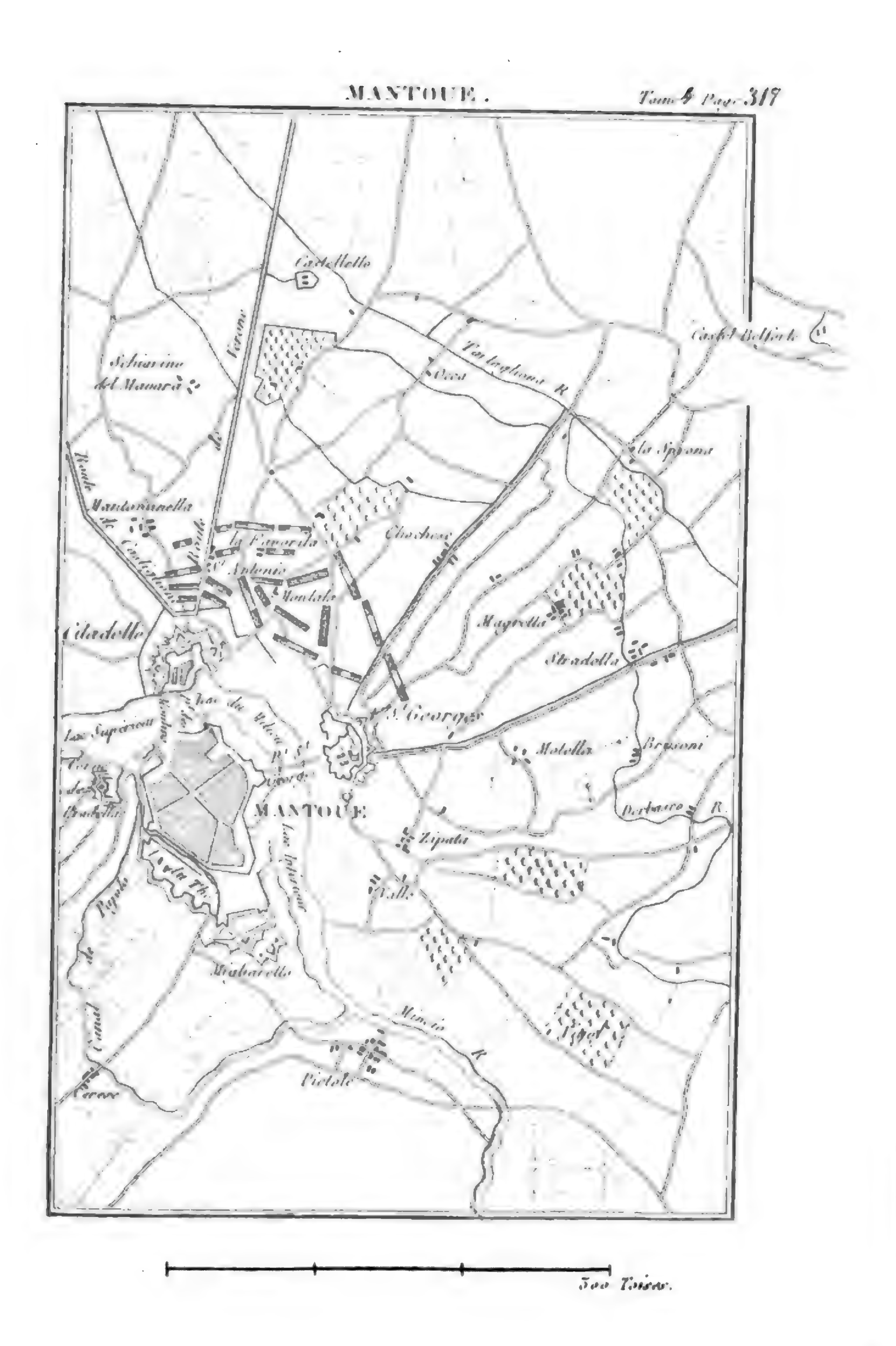
1797 — an v. Italie.

Provera. La 57e renversa tout ce qui se trouvait devant elle, pendant que le général Victor faisait tourner la gauche des Autrichiens par la 18e. La colonne ennemie, qui croyait n'avoir affaire qu'aux seules troupes du siége, surprise de cette attaque impétueuse, se mit en désordre, et quelques bataillons mirent bas les armes. Pendant ce temps, le général Miollis, sorti de Saint-Georges à la tête de quelques bataillons, vint augmenter la confusion et la terreur de l'ennemi ; tout à coup, Rampon, à la tête des 32e et 75e, arrivant au pas de charge, complète l'investissement de la colonne. Enveloppé de toutes parts, sans communications avec Mantoue, et déjà pressé par la division Augereau, qui s'était avancée de Castellaro, l'infortuné Provera sollicite une capitulation, et se rend prisonnier avec 5,000 hommes, reste des 8,000 qu'il avait avant son passage de l'Adige. C'était pour la seconde fois, dans l'espace de neuf mois, que ce général éprouvait l'humiliante disgrâce de déposer ses armes aux pieds du même vainqueur [1].

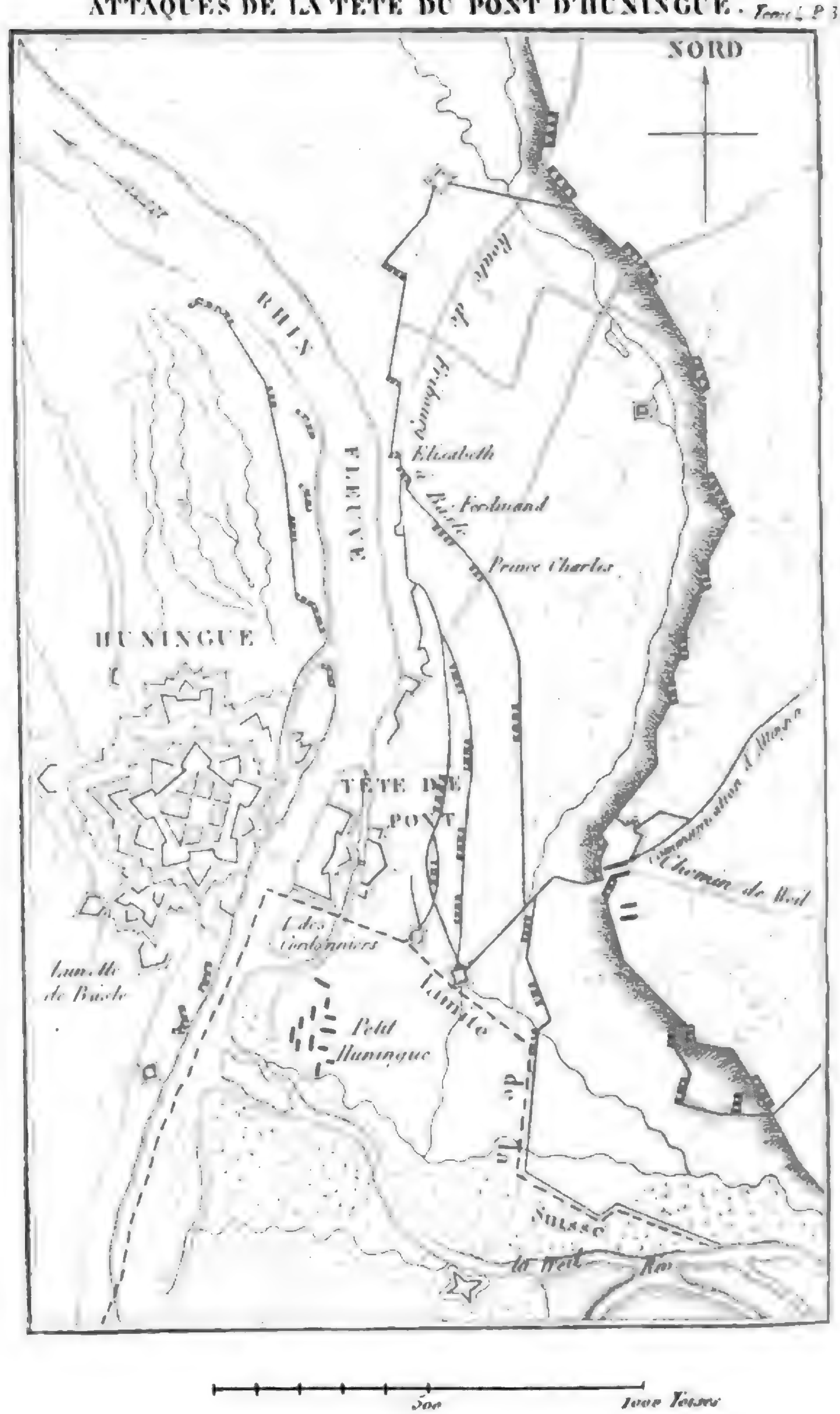
Que d'événements à jamais mémorables renfermés dans trois jours de nos annales militaires ! Bonaparte livre deux batailles ; et, par l'emploi magique de ses forces, détruit deux corps d'armée, fait plus de 20,000 prisonniers, prend toute l'artillerie ennemie, des bagages immenses, et met les Autrichiens tout à fait hors d'état de tenir la campagne, à moins qu'ils ne créent une quatrième armée. Nos réflexions seraient inutiles pour faire apprécier de pareils faits d'armes.

Bonaparte, dans son rapport au Directoire, demanda le grade de général de division pour le général Victor, celui de général de brigade pour l'adjudant général Vaux, et signala, comme s'étant particulièrement distingués, les généraux Brune, Vial, Bon, l'adjudant général Argool, les chefs de brigade Destain, Marquis, Fournesy : ces trois derniers furent blessés. « Toutes les demi-brigades, disait Bonaparte, se sont couvertes de gloire, et spécialement les 32e, 57e et 18e, que commandait le général Masséna, et qui, en trois jours, ont battu l'ennemi à San-Michele, près de Vérone, à Rivoli et sous Mantoue. Les légions

[1] Il faut se rappeler la capitulation du château de Cossaria, le 14 avril 1796.


MANTOUE.
Tom 4 Pag. 317
Castelletto
Castel Belfiore
Tartaglione R.
la Sprona
la Favorita
St. Antonio
Montata
Chiozza
Magretta
Stradella
Citadelle
St. George
Motella
Bruconi
MANTOUE
Zipata
Valle
Migliaretto
Mincio
R.
Pietole
500 Toises.

ATTAQUES DE LA TÊTE DU PONT D'HUNINGUE. *Tome I. P. 317.*



romaines faisaient, dit-on, vingt-quatre milles par jour; les soldats français en font trente, et se battent dans l'intervalle. » 1797 – an V. Italie.

La 60ᵉ, à qui l'on demanda, au combat de la Favorite, si elle avait des cartouches, répondit qu'avec des ennemis tels que ceux qu'elle avait devant elle il ne fallait charger qu'à la baïonnette.

Siége et reddition de la tête de pont d'Huningue. Après l'évacuation du fort de Kehl, la France ne possédait plus, sur la rive droite du Rhin, que l'ouvrage à cornes qui couvrait la tête de pont d'Huningue. Les Autrichiens, ne voulant rien distraire des approvisionnements qu'ils avaient faits pour le siége de Kehl et ne croyant pas pouvoir entreprendre deux siéges à la fois, s'étaient contentés, comme on l'a vu, de laisser un corps d'observation devant cette tête de pont. La prise de Kehl rendit leurs moyens disponibles pour la nouvelle entreprise. Une partie de l'artillerie qui avait servi à foudroyer le fort qui venait de succomber fut transportée devant Huningue, et bientôt les Français durent perdre l'espoir de conserver le dernier poste qu'ils eussent sur le territoire d'outre-Rhin. 5 janvier. (17 pluv.) Allemagne.

L'ouvrage qui défendait le pont d'Huningue, construit dans l'origine sur les dessins et sous la direction de Vauban, en même temps que la place, était élevé dans une île du Rhin appelée *des Cordonniers*, séparée de la rive droite par un bras ou fossé de plus de vingt mètres de largeur : il avait été détruit après le traité de Bade, comme le fort de Kehl. Dans la dernière campagne, on en avait relevé le tracé sur les fondements qui subsistaient encore, et on y avait ajouté une demi-lune élevée sur la rive droite. La protection de la forteresse d'Huningue d'une part, et de l'autre la neutralité de la Suisse faisaient la principale force de cet ouvrage, flanqué en outre par des batteries élevées sur la rive gauche, au-dessus et au-dessous de la place : ces divers travaux n'étaient pas entièrement terminés lorsque le prince de Fürstenberg vint, avec un corps de troupes autrichiennes, prendre position à Altingen, vis-à-vis de la tête de pont; mais fort heureusement le général ennemi se renferma dans le rôle passif d'observateur, et dans la crainte d'être attaqué lui-même il crut devoir s'entourer d'une ligne de circonvallation.

1797 — an V Allemagne La situation de l'île des Cordonniers n'est point, au surplus, favorable à un bon système de défense. L'ouvrage à cornes était dominé par un plateau assez uni, plus élevé d'une trentaine de mètres, se terminant par un escarpement fort roide, lequel forme un rideau continu de l'est à l'ouest, suivant le cours de la Weil, et se redresse ensuite vers le nord pour devenir à peu près parallèle au cours du Rhin. Au pied de ce rideau, qui commande parfaitement toute la campagne, et qui ressemble à un immense cavalier[1], construit par la nature, coule un ruisseau qui en rend l'accès encore plus difficile. Le territoire suisse, qui venait à la rive de la Weil jusques aux glacis de la tête de pont, resserrait la droite des Français; et, sur leur gauche, un coude du Rhin, dont la convexité se présentait du côté du plateau dont nous venons de parler, offrait à ceux qui l'occupaient une fort bonne direction pour enfiler par du canon le lit du fleuve et battre le pont d'Huningue. C'est sur ce même plateau que s'était donnée la bataille de Friedlingen, gagnée par le maréchal de Villars, le 14 octobre 1702, et qui a tiré son nom d'un fort dont on voit encore quelques vestiges. C'était aussi sur ce plateau que le prince de Fürstemberg avait, d'après les instructions de l'archiduc, établi dix-neuf bataillons et trente-quatre escadrons qu'il commandait.

On a vu que le général Moreau avait laissé la division du général Férino à Huningue, pour protéger la défense de la tête de pont. Cette dernière mission fut particulièrement confiée au général Abatucci, ayant sous ses ordres la 3e légère, les 56e et 89e demi-brigades de ligne.

Le prince de Fürstenberg avait fait camper, le 27 octobre, son corps à Weil, à Altingen et à Emmeldingen, et donné des ordres pour la construction de treize batteries liées par une parallèle qui se prolongeait jusques à la frontière suisse. Vers le milieu de novembre, plusieurs de ces batteries étaient en état de tirer, et de la batterie n° 7 on déboucha par un boyau dans la plaine, où l'on commença une seconde parallèle qui appuya sa gauche à la frontière suisse et se lia par une autre

[1] Terme de fortification. C'est un ouvrage qui domine et défend un autre ouvrage sur le même point.

branche avec le rideau de Weil : cette dernière parallèle servait à placer des batteries de mortiers. 1797 — an V. Allemagne

Lorsque tous ces travaux furent achevés, le prince fit sommer le général Abatucci, qui répondit comme un brave doit le faire. Le feu commença; et, à trois heures de l'après-midi, le 27 novembre, le pont construit avec des pontons fut rompu et entraîné par le courant, quatorze bateaux furent successivement submergés; et, comme par une précaution d'ailleurs assez malentendue on avait chargé de fumier le plancher du pont; il devint impossible de dégager les bateaux submergés pour sauver les autres : vingt et un furent arrêtés par l'ennemi, près du village de Markel. Dès lors le passage du Rhin ne put s'effectuer qu'en bateaux.

Cet événement fut jugé assez favorable pour que le prince crût devoir renouveler la sommation du matin, mais il reçut la même réponse.

Le 30 novembre, afin d'empêcher la construction d'un nouveau pont, et pour profiter de l'embarras des Français, le prince se décida à attaquer les ouvrages de la tête du pont de vive force. A six heures du soir, les batteries commencèrent un feu violent, qui cessa tout à coup à huit heures. A ce moment l'ennemi s'avança sur trois colonnes pour commencer son attaque. La colonne de gauche s'égara dans la marche qu'elle fit en longeant la frontière de Suisse pour gagner le côté de la demi-lune en faisant face au petit bras du Rhin ; celle de droite attaqua la demi-lune par la barrière, dans la face gauche de l'ouvrage; celle du centre déboucha de la tranchée pour attaquer l'angle saillant des places d'armes, se jeter dans le fossé, et escalader l'ouvrage près des ouvertures de chaque côté. Ces deux attaques réussirent : l'ennemi s'empara de la demi-lune, et les troupes qui la gardaient furent forcées de se retirer dans l'ouvrage à cornes, non sans avoir fait des efforts incroyables pour se maintenir dans leur poste. Les canonniers de la compagnie d'artillerie légère du capitaine Foy, ne pouvant plus diriger leurs coups sur l'ennemi, qui était déjà maître du fossé, prirent des obus, en allumèrent les fusées et les roulèrent sur les assailllants; malgré la perte qu'essuyait l'ennemi, il leur fallut céder au nombre.

1797 — an v. Allemagne.

L'ouvrage à cornes n'avait pu faire usage de son artillerie tant que la demi-lune était disputée par les troupes françaises et autrichiennes; mais lorsque l'ouvrage fut abandonné par les premières, un feu très-vif fut dirigé sur les secondes, qui paraissaient vouloir s'y loger et s'y maintenir. Le général Abatucci, prenant avec lui les compagnies de grenadiers de la 89e, commandées par le chef de brigade Cassagne [1], sortit tout à coup, se précipita sur l'ennemi, et le chassa d'abord de l'espèce de retranchement qu'il occupait derrière une maison, sous la protection de laquelle il faisait un feu très-violent; mais il restait à reprendre la demi-lune proprement dite, dans laquelle les Autrichiens paraissaient vouloir tenir, favorisés par le saillant qui n'avait pas pu être achevé. Abatucci fit venir du renfort et s'empara de ce dernier point. L'ennemi fut complétement expulsé des fossés et du glacis de l'ouvrage : cette attaque vigoureuse fut terminée vers minuit. Les Français eurent à regretter la perte du brave général qui venait de les diriger si glorieusement. Blessé mortellement dans cette affaire, Abatucci mourut au bout de quelques jours : officier général de la plus grande espérance, il était aussi recommandable par ses qualités morales que par ses talents militaires; mort à vingt-sept ans au champ d'honneur, son trépas rappela celui du général Marceau, enlevé, comme lui et au même âge, à la patrie reconnaissante.

Les Autrichiens se retirèrent sur leur plateau, après avoir perdu près de 1,800 hommes dans cette tentative, que leur général aurait pu faire un mois plus tôt lorsque les ouvrages étaient encore imparfaits.

Les jours suivants, l'ennemi se borna à cannoner et à jeter des obus dans les ouvrages. Le 8 décembre, vingt-deux pièces d'artillerie furent dirigées sur les bateaux de transport qui passaient le Rhin à la faveur de la nuit. Pour obvier aux décharges continuelles de ces nouvelles batteries, les Français construisirent une forte contre-batterie en avant de la digue qui va de Huningue à Neudorf. Cette batterie produisit un très-bon effet, elle protégea les transports, ralentit le feu

[1] Depuis lieutenant général.

des Autrichiens, et les força à se garantir eux-mêmes par des traverses. 1797 — an v. Allemagne.

Au 16 décembre, l'ennemi se vit dans la nécessité de cesser son feu et de discontinuer ses travaux, par le manque des munitions nécessaires. Cet espace de temps fut employé par les Français à réparer leurs ouvrages et à faire des tranchées blindées et des abris pour un hôpital, des vivres, et surtout des munitions. Ils commencèrent en outre une lunette devant la courtine de l'ouvrage à cornes pour en couvrir l'entrée, et construisirent un batardeau pour contenir l'eau à une certaine hauteur dans le fossé ou petit bras du Rhin qui séparait l'ouvrage à cornes de la demi-lune, sur la rive droite.

Kehl venait enfin de succomber le 9 janvier, et les Autrichiens se virent en mesure d'envoyer devant Huningue une partie de l'artillerie qui leur avait servi dans ce dernier siége sous l'escorte de quatre bataillons de renfort.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, l'ennemi ouvrit une parallèle à la distance de deux cent soixante mètres de l'angle saillant de la demi-lune, appuyant sa gauche à la frontiere de Suisse, et joignant les batteries dressées au bord du Rhin à celles qui étaient en face de l'ouvrage à cornes vers la montée d'Altingen.

Du 26 au 27, les assiégeants continuerent leurs travaux et prolongèrent leur parallèle jusques au Rhin. Ils en débouchèrent en même temps par une ligne de quatre cents pas, qui, réunie plus tard à la première parallèle, forma une nouvelle communication. Ils s'approchèrent à cent pas de l'ouvrage à cornes par une tranchée, et prolongerent la communication du retranchement dit *d'Élisabeth* jusques à quatre-vingt-dix toises des ouvrages. La tranchée fut prolongée à droite pour établir des batteries à ricochets. Le feu des assiégés était si vif, pendant tous ces travaux, qu'ils ne purent être faits qu'à la sape.

Dans la nuit du 28 au 29, le général Dufour, qui avait remplacé le général Abatucci dans le commandement de la tête de pont, ordonna une sortie vers les trois heures et demie du matin, dans le but d'empêcher l'ennemi de finir sa deuxième parallèle; elle eut lieu sur deux colonnes : la première se

1797 — AN V. Allemagne. porta vivement sur la gauche de l'ennemi, le chassa de la tranchée, et le poursuivit jusque dans la première parallèle, où elle pénétra et où elle prit deux pièces de canon, après en avoir encloué quelques autres; la seconde colonne avait ordre de se diriger sur la droite des ouvrages des assiégeants : elle attaqua les postes qui les défendaient, mais elle éprouva une résistance plus forte et plus opiniâtre que l'autre colonne. Ce ne fut qu'après un combat très-meurtrier que les Français parvinrent jusques à la troisième parallèle. L'ennemi ayant fait marcher ses réserves, cette deuxième colonne n'eut que le temps de briser les roues de deux pièces de canon et d'endommager quelques épaulements.

Après une canonnade très-vive, pendant la journée du 30, l'ennemi continuant d'avancer à la sape, le général Dufour voulut essayer une nouvelle sortie dans la nuit. Les troupes commandées pour cette opération furent divisées en trois colonnes : celle de gauche, formée du troisième bataillon de la 89ᵉ demi-brigade et de trois compagnies de grenadiers, devait se porter sur les ouvrages de la droite des assiégeants; tourner, en marchant dans la plaine, la sape de l'ennemi le long du Rhin; s'avancer directement sur les batteries dites *d'Élisabeth* et *du Prince Charles*, s'en emparer, enclouer les pièces ou les ramener, pendant que cent travailleurs, marchant à la suite de la colonne, détruiraient les ouvrages. La colonne du centre, composée de huit compagnies de grenadiers, devait, au signal de l'attaque, se porter sur la tête de sape et évacuer ensuite jusqu'à la première parallèle, afin de se lier aux attaques de droite et de gauche. La troisième colonne, celle de droite, formée par un bataillon de la 74ᵉ et de deux compagnies, devait être placée à la droite de la demi-lune, et, au moment de l'attaque, franchir la deuxième parallèle, culbuter les batteries et se porter à la première parallèle. Cette colonne avait aussi des travailleurs pour détruire et renverser les sapes de l'ennemi sur la capitale de la demi-lune. Ces colonnes se mirent en mouvement à trois heures et demie du matin.

La colonne de droite culbuta ce qu'elle trouva devant elle, encloua cinq pièces de canon et prit deux pièces de 3; celle du

centre se porta un peu trop sur la droite, et ne rencontra que peu d'obstacles; celle de gauche arriva un peu tard à son but, et, au lieu de prendre de revers la sape de l'ennemi, elle passa le long du Rhin. Ce détour mit un peu de désordre dans la colonne, et la queue ayant peine à rejoindre, il s'en suivit que la tête attaqua sans être soutenue. Toutefois, le chef de bataillon de Bibes, de la 89e, marchant avec sa compagnie de grenadiers, aborda vigoureusement les retranchements ennemis et y sauta le premier. Cet acte d'intrépidité lui coûta la vie; il tomba percé d'une balle, et ne survécut que peu d'instants à cette blessure mortelle. Les Autrichiens, revenus d'un premier moment de terreur, s'aperçurent du petit nombre des assaillants, et avant que la colonne se fût formée, ils l'attaquèrent à leur tour et la forcèrent à la retraite. Les colonnes rentrèrent en assez bon ordre, sans être suivies par l'ennemi, et emmenant une cinquantaine de prisonniers.

1797 — an V. Allemagne.

La tranchée était poussée, le 1er février, à quatre-vingts pas des ouvrages extérieurs de la tête de pont. Les Autrichiens faisaient leurs préparatifs pour une attaque de vive force, en même temps qu'ils projetaient leurs ouvrages pour tirer à ricochets sur l'ouvrage à cornes dans toute sa longueur, et empêcher la communication par un feu de mitraille.

Il avait été convenu, dans une conférence tenue au quartier général du général Férino, que l'ennemi étant parvenu aux glacis des ouvrages de la tête de pont, l'intention du gouvernement n'étant point d'ailleurs que l'on fît une résistance qui compromît le salut des troupes et de la ville d'Huningue, ni d'épuiser en pure perte les approvisionnements de cette place, et qu'enfin le but qu'on s'était proposé étant atteint, on entrerait en pourparlers pour l'évacuation de la tête de pont. L'adjudant général Savary[1] fut chargé de faire des propositions de capitulation au prince de Fürstenberg : celui-ci ayant répondu qu'il était fort disposé à entrer en négociation, le général Dufour se rendit au quartier général autrichien dans la nuit du 2 au 3, et conclut une capitulation avantageuse, dont les principaux articles furent : que les Français évacueraient la tête de pont, le

[1] Ce n'est pas le même que le général de ce nom, duc de Rovigo.

1797 — an v. Allemagne. 5 février, avec armes, bagages, munitions, et tout ce qui avait servi à la défense de ce poste; que les Autrichiens ne tireraient point sur Huningue et détruiraient, avant six semaines, l'ouvrage à cornes et tous ceux construits sur la rive droite pour l'attaque de la tête de pont, de manière à ce que tout se trouvât dans le même état qu'avant le passage du 24 juin 1796 par l'armée française.

La garnison profita des deux jours de délai qui lui étaient accordés pour ne laisser à l'ennemi, à l'exemple des troupes de Kehl, que des ruines et des terres amoncelées sans aucune espèce d'objet de la moindre utilité.

La reddition de la tête de pont d'Huningue termina d'une manière honorable la campagne de 1796 sur le Rhin, campagne qui aurait eu des résultats bien plus brillants pour la France, si les opérations de ses armées eussent été conduites avec plus d'ensemble. Les officiers généraux y rivalisèrent de zèle et de courage; presque tous s'y distinguèrent d'une manière éminente, et notre récit les a trop bien désignés pour qu'il soit besoin de rappeler ici leurs noms; les officiers et les troupes y déployèrent une activité, une bravoure dignes des plus grands éloges, et surtout un dévouement tel qu'on devait l'attendre de guerriers combattant pour l'indépendance de leur patrie. Toutefois, après neuf mois de combats presque continuels, ces deux armées, qui semblaient promettre la conquête de l'Allemagne et la paix qui en eût été la suite, se retrouvaient au même point et dans la situation où elles étaient à l'ouverture de la campagne. Si l'armée d'Italie, plus heureuse ou mieux dirigée, n'avait pas, à cette même époque, compensé par ses triomphes utiles les revers éprouvés par les armées d'Allemagne, la France se fût trouvée dans une position presque aussi critique qu'en 1793.

19 février. (1er ventôse.) Italie. *Suite de la bataille de Rivoli; combats de Carpenedolo et de Derumbano; capitulation de Mantoue; les Français marchent sur Rome; traité de Tolentino, etc., etc.* — La bataille de Rivoli et le combat de la Favorite avaient été trop décisifs pour qu'il pût rester le moindre espoir au général Alvinzy de continuer la campagne avec les débris qui lui restaient. Acculés aux montagnes du Tyrol, les Autrichiens n'étaient pas même

en mesure de défendre cette barrière, si le général vainqueur eût jugé dès lors convenable de la franchir. 1797 — AN V. Italie.

Quelques historiens ont blâmé Bonaparte de n'avoir pas tenté cette dernière entreprise, devenue plus facile après ses derniers succès; mais il n'est point nécessaire d'employer de longs raisonnements pour démontrer le ridicule de cette inculpation. Était-ce au milieu de l'hiver, et avec 26 ou 28,000 combattants qui lui restaient, puisque le siége de Mantoue occupait toujours un corps de blocus au moins de 10,000 hommes, que le général de l'armée d'Italie pouvait s'aventurer en pénétrant dans le cœur de l'Autriche? Wurmser, débouchant avec 12,000 hommes de la place assiégée, et tentant un coup désespéré, ne pouvait-il pas se jeter sur les derrières de l'armée française et servir de point d'appui à tous les mécontents de l'Italie? Bonaparte devait supposer que les succès de l'Autriche en Allemagne mettaient cette puissance à même de disposer de forces assez considérables pour couvrir la capitale et se mettre à l'abri d'une invasion, qui n'était pas d'ailleurs en proportion avec les moyens de résistance. Ainsi donc on doit plutôt savoir gré à ce général, qu'on ne peut accuser de manquer d'audace ni de résolution, de s'être arrêté dans cette circonstance : à d'autres époques de sa vie militaire, il s'affranchira de ces reproches de modération adressés maintenant si hors de propos.

Bonaparte crut devoir se borner, par les motifs que nous venons de déduire, aux soins de presser le siége de Mantoue et d'empêcher les restes de l'armée d'Alvinzy de se réunir. En effet, la retraite des colonnes ennemies échappées aux désastres de la journée de Rivoli s'était faite excentriquement d'un côté sur la Brenta, et de l'autre sur Roveredo. Le général autrichien avait fait depuis ses efforts pour régulariser ce mouvement précipité. 8,000 hommes et quelques milices tyroliennes, réunis sous les ordres du général Laudon, devaient rester à Caliano, afin de disputer aussi longtemps que possible l'entrée de la vallée de l'Adige. Posté à Bassano avec la brigade Mitrowski et les débris de celle de Koblos, Bayalitsch avait ordre de défendre ce point, afin de donner le temps aux troupes sur l'Adige de se rallier vers Trente, et d'aller prendre la ligne de la Piave, pour s'opposer aux progrès ultérieurs de l'armée française.

1797 — an V. Italie.

Le général de l'armée d'Italie avait, de son côté, pris les dispositions suivantes : la division Joubert, formant l'aile gauche de l'armée, eut ordre de s'avancer par les gorges du Tyrol à la suite du général Laudon ; celle du général Masséna se dirigea sur Vicence, tandis qu'Augereau se porta à droite sur Padoue. Cette dernière division passa la Brenta quand le mouvement de Bayalitsch sur Bassano fut connu, et, se rabattant ensuite sur Cittadella, elle en chassa les avant-postes autrichiens.

Le même jour, 24 janvier, Masséna s'était porté de son côté sur Bassano, que l'ennemi faisait mine de défendre ; mais déjà la division Augereau marchait pour tourner la gauche de la position. Il y eut un engagement avec l'avant-garde de cette dernière division et les postes autrichiens, au moment même où les éclaireurs de Masséna attaquaient les retranchements élevés en avant du chemin et du pont de Bassano. L'ennemi profita de l'obscurité pour évacuer la ville et se retirer par les deux rives de la Brenta, par Carpenedolo et Crispo. Le général Rampon partit la nuit et par un temps affreux, avec un bataillon de la 32ᵉ, et se jeta à la poursuite des Autrichiens, auxquels il parvint à enlever 600 hommes, dont un major et plusieurs officiers. Le 26, au matin, Masséna dirigea le général Menard, avec la 25ᵉ demi-brigade, sur Carpenedolo par Vartagno, en longeant la rive droite, à l'effet de s'emparer du pont, pendant qu'un bataillon, marchant par la rive gauche, attaquerait le village. Les Autrichiens, attaqués ainsi simultanément par les deux rives, n'opposèrent qu'une résistance médiocre; ils laissèrent environ 200 morts sur le pont, qu'ils avaient d'abord tenté de défendre contre le général Menard, et perdirent 7 à 800 prisonniers et deux pièces de canon. Une pluie abondante empêcha les Français de pousser plus loin leurs succès.

Joubert ne fut pas moins heureux à la gauche. Quoique la mauvaise saison eût augmenté la difficulté des communications, la division française n'en avait pas moins marché pour pousser les Autrichiens au delà du Lavis, et se lier par les gorges de la Brenta à la division du centre (celle de Masséna), ce qui mettait l'armée en mesure de couvrir le siége de Mantoue. Joubert marcha trois jours sans rencontrer l'ennemi. Enfin, le 27 janvier, l'arrière-garde de Laudon parut vouloir disputer le petit

village d'Avio. Le général français fit avancer quelques compagnies de grenadiers, qui, chargeant les Autrichiens à la baïonnette, s'emparèrent du village et firent 300 prisonniers. Le général Laudon appuya sa droite au lac de Garda et sa gauche à l'Adige, en se retirant sur Mori et Torbole. Le lendemain 28, le mauvais temps n'empêcha point le général Murat de s'embarquer sur le lac avec 200 hommes, pour venir descendre près de Torbole; et la brigade Vial (4e et 17e légères), après une marche des plus fatigantes dans les montagnes qui longent le lac, tourna l'ennemi et le força à s'éloigner, avec perte de 400 prisonniers. Joubert entra dans Roveredo à la suite de ce dernier engagement. Laudon, connaissant toute l'importance du défilé de Caliano, l'avait fait occuper fortement; mais les Français, de leur côté, n'avaient point oublié la glorieuse attaque de ce passage quand ils pénétrèrent pour la première fois dans le Tyrol : ce souvenir encore récent redoubla leur ardeur. Joubert envoya le général Belliard pour gagner la gauche de l'ennemi, tandis que le général Vial, continuant à marcher sur la rive droite de l'Adige, poussait toujours les Autrichiens devant lui et ramassait tous les traîneurs. L'ennemi, ayant voulu essayer de résister, fut culbuté, avec perte de 200 hommes tués et de 300 prisonniers. Les Français entrèrent dans la ville de Trente, où ils trouvèrent 3,000 blessés ou malades dans les hôpitaux, que les Autrichiens n'avaient pas eu le temps d'évacuer et qu'ils ne purent que recommander à l'humanité des vainqueurs.

Pour assurer la possession des gorges de la Brenta, il fallait chasser l'ennemi de la ligne du Lavis et s'emparer de Segonzano. Joubert, après avoir accordé quelques moments de repos à sa division, la remit en mouvement le 2 février. Le village fut attaqué par la brigade Vial, renforcée de la 29e demi-brigade légère, par les hauteurs de droite, et la 14e de ligne soutint cette attaque. Le général Vial culbuta l'ennemi, qui s'enfuit précipitamment vers San-Michele, en laissant 800 des siens au pouvoir des Français. Deux officiers se distinguèrent particulièrement dans cette action : l'aide de camp Lambert et le capitaine-adjoint Cornillon; le premier, suivi seulement de quelques carabiniers d'infanterie légère, fit mettre bas les

1797 — an v. Italie. armes à 100 soldats hongrois qui avaient un major à leur tête.

Sur ces entrefaites, Masséna avait dirigé une brigade sur le château de la Scala et les hauteurs de Primolano, qu'occupaient encore les troupes de Bayalitsch. Celles-ci n'attendirent point l'attaque, et se retirèrent au delà de la rivière de Prado, en abandonnant même une partie de leurs bagages. Dès lors la communication des deux divisions Masséna et Joubert fut assurée.

A la droite, l'avant-garde d'Augereau avait occupé Trévise, à la suite d'un faible engagement avec la cavalerie ennemie.

L'armée resta dans ces positions, et se trouvait ainsi à même de s'opposer à toute nouvelle tentative de l'ennemi, et d'attendre l'arrivée des renforts que le Directoire venait enfin de se décider à envoyer en Italie.

Un dernier triomphe allait, dans cette campagne immortelle, combler la gloire de l'invincible armée. Depuis six mois renfermé dans Mantoue, et privé désormais de toute espérance de secours, Wurmser sentit enfin que le moment de succomber était arrivé. La moitié de la garnison encombrait les hôpitaux et les édifices publics de Mantoue; tous les chevaux de sa cavalerie nombreuse avaient été mangés (on en porte le nombre à près de 5,000). Les aliments les plus vils allaient être épuisés; le sort des habitants n'était pas moins déplorable. La fièvre pestilentielle qui moissonnait les soldats exerçait aussi ses terribles ravages sur cette population que tourmentait la famine. Le général autrichien, après avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour prolonger son honorable résistance, se détermina à capituler. Les clauses de la capitulation, qui fut signée le 22 février, firent connaître l'estime que les vainqueurs avaient pour le vieux et respectable guerrier dont la fortune trahissait ainsi le dernier espoir. Le maréchal eut la libre sortie de Mantoue avec son état-major, 200 hommes de cavalerie, 500 personnes à son choix et six pieces de canon; mais la garnison déposa les armes, fut faite prisonniere, et conduite a Trieste pour y être échangée : elle comptait encore de 12 à 13,000 hommes.

Bonaparte, dans son rapport au Directoire, se plut à rendre une justice eclatante a l'adversaire qu'il avait vaincu avec tant de bonheur et de gloire. Apres avoir demontré la constance et

le courage de Wurmser depuis la bataille de Bassano qui l'obligea à se jeter sur Mantoue, le général français dit : « Ce grand nombre d'hommes qui s'attachent toujours à calomnier le malheur ne manqueront pas de chercher à persécuter Wurmser; mais la postérité le vengera. » 1797 — an V. Italie.

Les Français entrèrent dans Mantoue, le 3 février, et y retrouvèrent l'équipage de siége qu'ils avaient abandonné avant la bataille de Castiglione, et, indépendamment de l'artillerie des remparts, prirent possession de toutes les pièces de campagne du corps d'armée de Wurmser. Ces bouches à feu réunies formaient un total de plus de 500. On recueillit en outre un équipage de 25 pontons et 60 drapeaux ou étendards, que le général Augereau, partant pour Paris, fut chargé de présenter au Directoire républicain au nom de l'armée.

La nouvelle de la prise du dernier boulevard de l'Italie, d'une forteresse qui passait pour imprenable, et que les ennemis de Bonaparte regardaient comme devant être l'écueil où la renommée de l'illustre vainqueur allait se briser, répandit à Paris et dans la France une allégresse et un enthousiasme d'autant plus grands qu'elle servait de compensation aux revers éprouvés sur le Rhin par les redditions de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Elle fut publiée dans la capitale au bruit du tambour, et avec une solennité remarquable. Des détachements nombreux de troupes accompagnèrent l'officier public dont la voix proclama la gloire des armes françaises, au milieu d'un peuple immense qui semblait la partager.

Tandis que le gros de l'armée française manœuvrait encore sur l'Adige et sur la Brenta, Bonaparte s'était occupé des préparatifs de l'expédition contre le pape, expédition retardée par les motifs que nous avons donnés plus haut. Après le combat de la Favorite, le général Victor, élevé au grade de divisionnaire, avait marché sur Bologne avec un corps de troupes, que suivit bientôt une réserve de grenadiers commandés par le général Lannes. Bonaparte se rendit lui-même à Bologne, lorsque Mantoue eut capitulé, pour accélérer et doubler, en quelque sorte, par sa présence, les effets d'une entreprise dont le succès ne pouvait pas être douteux.

Nous avons déjà exposé la conduite du souverain pontife a

1797 – an V. Italie. l'époque de la bataille d'Arcole. Un courrier arrêté par les Français, quelque temps avant la bataille de Rivoli, avait fait connaître pleinement au général de l'armée d'Italie les desseins de la cour de Rome. Ce courrier était porteur d'une lettre du secrétaire d'État cardinal Busca au prélat Albani, nonce du pape à Vienne, qui contenait tout le plan de l'alliance projetée entre Pie VI et l'empereur d'Allemagne. Le général Colli, passé du service du Piémont à celui de l'Autriche, était désigné pour commander les troupes papales considérablement augmentées par des levées extraordinaires.

Bonaparte, qui peut-être n'attendait que ce prétexte plausible pour commencer les hostilités, rappela l'envoyé de France à Rome, fit entrer les troupes de Victor dans Imola, et publia, le 3 février, à Bologne, un manifeste dans lequel il déclara que l'armistice conclu, le 20 juin, entre la république française et le pape était rompu. Les griefs qui motivaient cette rupture étaient exposés dans les cinq articles suivants : 1° Le pape a refusé formellement d'exécuter les art. 8 et 9 de l'armistice du 20 juin ; 2° la cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter les peuples à la croisade : ses troupes se sont même approchées de Bologne et ont menacé d'envahir cette ville ; 3° la cour de Rome a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca et la mission du prélat Albani à Vienne ; 4° le pape a confié le commandement de ses troupes à des généraux et officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne ; 5° le pape a refusé de répondre aux avances officielles faites par le ministre Cacault pour l'ouverture d'une négociation de paix.

A l'appui de ce manifeste, le général en chef publia une proclamation dans le but de rassurer le bas clergé et le peuple des États romains sur les intentions de l'armée française : « Cette armée, disait Bonaparte, va pénétrer sur le territoire du pape : elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe ; elle protégera la religion et le peuple.... Malheur à ceux qui attireraient la vengeance d'une armée qui a, dans six mois, fait 100,000 prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris 400 pièces de canon et détruit cinq armées. » La proclamation renfermait en outre la menace des châtiments qui seraient exercés sur les vil-

lages où le tocsin aurait sonné, sur ceux dans le territoire desquels un Français serait assassiné ; la promesse aux prêtres, moines ou tous autres ministres de la religion d'être protégés et maintenus dans leur état actuel, s'ils se conduisaient selon les principes de l'Évangile, et, dans le cas contraire, l'assurance d'être traités plus sévèrement encore que les autres citoyens. 1797 – an V. Italie.

Ces actes du général français produisirent une grande impression sur l'esprit des sujets romains : les grands et le peuple furent frappés d'une égale terreur. Tous ceux qui étaient étrangers au machiavélisme de la politique papale, ou qui n'étaient point abusés par le fanatisme, voyaient avec douleur leur souverain déposer son caractère évangélique pour adopter des projets de guerre opposés à ses intérêts comme prince temporel, et à ses devoirs comme chef d'une religion dont le divin auteur a dit : *Mon royaume n'est pas de ce monde.* Le peuple romain, depuis si longtemps façonné au joug religieux, qui impose, à la vérité, une soumission aveugle, mais qui détruit l'énergie belliqueuse, désapprouvait les lenteurs que Pie VI avait apportées à la conclusion d'une paix dont la proposition avait été faite avec tant d'empressement dans le moment du danger. Différents pamphlets circulèrent dans la capitale du monde chrétien, et tous tendaient à ridiculiser les efforts faits par le successeur de saint Pierre, le serviteur des serviteurs de Dieu, pour obtenir une influence militaire au défaut de l'influence religieuse. Ces efforts étaient devenus encore plus impuissants depuis les dernières défaites d'Alvinzy, puisque le pape était réduit à ses propres forces et privé de la confiance de ses sujets [1].

Cependant, par suite des dispositions hostiles de la cour de Rome, 3 ou 4,000 hommes de troupes papales étaient venus prendre position sur le Senio et s'y étaient retranchés ; mais le beau temps avait rendu cette rivière guéable ; et, lorsque la division du général Victor, partie d'Imola, s'avança pour franchir cet obstacle, le général Lannes, qui commandait l'avant-

[1] On afficha sur la statue de Pasquin le distique suivant, composé autrefois pour le pape Alexandre VI, et qui semblait convenir fort bien à son successeur actuel :

Sextus Tarquinius, Sextus Nero, Sextus et iste ;
Semper sub Sextis perdita Roma fuit.

1797 — an V. Italie. garde, fit passer une partie de ses troupes pour tourner l'ennemi, tandis que lui-même l'attaqua de front sur le pont qui se trouvait en cet endroit, et que les grenadiers de la légion lombarde marchaient sur les batteries. Le choc ne fut pas long. Le chef de brigade Lahoz, commandant les Lombards, qui voyaient le feu pour la première fois, enleva les batteries et culbuta tous ceux qui voulurent lui résister. Quatorze pièces de canon, conquises par les Italiens, attestèrent que ces nouveaux républicains se montreraient dignes de leurs compagnons d'armes. Les officiers de S. S. avaient toutefois employé les moyens les plus propres à exciter la valeur de leurs troupes. Au moment de l'action, plusieurs prêtres, revêtus de leurs habits sacerdotaux, exhortaient les soldats à combattre généreusement pour leurs autels et pour leurs foyers ; toutes ces prédications furent inutiles : les Romains gagnèrent Faenza dans le plus grand désordre, et Lannes, sans perdre de temps, fit marcher à leur poursuite. Les portes de Faenza furent fermées par les fuyards, qui parurent disposés à se défendre dans cette ville ; mais quelques coups de canon suffirent pour en livrer l'entrée aux troupes françaises et italiennes ; elles s'y précipitèrent au pas de charge. L'aide de camp de Bonaparte, Junot, à la tête d'un escadron du 7e de hussards, courut pendant deux heures après la cavalerie ennemie, qui n'avait point attendu les Français dans la ville, et ne put l'atteindre. Le pape perdit dans cette journée, indépendamment des quatorze canons enlevés par les grenadiers lombards, 4 ou 500 hommes tués, 1,000 prisonniers, dont 26 officiers, 8 drapeaux et des caissons de munitions : on trouva sur le champ de bataille plusieurs des prêtres ou moines dont nous avons parlé plus haut, et qui reçurent ainsi la palme du martyre pour prix de leur dévouement à la cause du souverain pontife.

Bonaparte, politique aussi adroit que vainqueur généreux, sauva la ville de Faenza du pillage, se fit amener les officiers faits prisonniers, et les renvoya dans leurs foyers, en les engageant à ne plus voir dans les Français que des protecteurs. Il manda également les prêtres et les moines, les exhorta à calmer leurs concitoyens, et chargea plusieurs d'entre eux d'aller à Ravenne et à Cesena préparer les habitants à recevoir amicalement la division qui allait marcher sur ces deux villes.

Le général Victor, continuant sa marche, parvint jusqu'à Ancône sans rencontrer d'obstacles. Il parut devant cette ville le 9 février. Un corps de 12 ou 1,500 hommes des troupes ecclésiastiques s'était posté sur les hauteurs qui couvrent la place, dans l'espoir de s'y maintenir. Victor forma trois colonnes de ses troupes; et, favorisé par quelques accidents du terrain, il réussit à envelopper l'ennemi et à lui faire mettre bas les armes sans presque brûler une amorce. Ancône ouvrit ses portes, et les Français trouvèrent dans la citadelle cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et quatre ou cinq mille fusils que l'empereur venait tout récemment d'envoyer à S. S. Les officiers furent, comme à Faenza, renvoyés sur parole. 1797 — an v. Italie.

Pendant que la division Victor pénétrait ainsi dans les États ecclésiastiques par la Romagne, une colonne mobile, réunie à Tortone, s'était dirigée par Sienne sur Foligno pour se réunir à ces dernières troupes. Le général Victor marcha alors sur Macerata, petite ville à huit lieues d'Ancône et à quarante de Rome. Il fut précédé par le chef de brigade Marmont, aide de camp de Bonaparte, qui partit, dans la nuit du 9 au 10 février, pour se rendre à Lorette, avant que l'ennemi en retirât le trésor, assez considérable, que la piété des catholiques fidèles y avait amassé depuis un grand nombre d'années; mais, quelque diligence que mît l'aide de camp Marmont dans son mouvement, le général de l'armée du saint-siége, Colli, avait prévenu l'intention des Français et avait fait enlever la plus grande partie du trésor. Toutefois Marmont trouva encore dans cette célèbre église la valeur d'à peu près un million, indépendamment des reliques qui avaient été la source des richesses de cet établissement[1].

[1] La commission des arts, envoyée en Italie, par le Directoire français, fit enlever la fameuse madone, espèce de statue grossière, représentant la Vierge, mère du sauveur des hommes, et que la tradition prétendait avoir été apportée du ciel par des anges, ainsi que la cabane ou chapelle qui la renfermait. Cette statue, transportée à Paris, y fut conservée jusqu'en 1802, époque à laquelle Bonaparte, ayant conclu un concordat avec le pape Pie VII, la fit remettre à ce pontife pour être replacée en grande pompe dans la chapelle de Lorette, où elle continue d'être l'objet du culte et de la vénération des Italiens et des zélés catholiques des autres nations.

1797 — an V. Italie.

Victor arriva le 14 à Macerata, et remonta ensuite la vallée de Chienti par Tolentino et Camerino, afin de traverser la chaine des Apennins et de gagner Foligno. Au 18 janvier, les Français étaient maîtres de la Romagne, du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, de l'Ombrie et des districts de Perugia et de Camerino. Bonaparte, qui avait suivi ses troupes à Macerata, crut devoir alors écrire au cardinal Mattei, connu par son caractère doux et conciliateur, une lettre dont nous croyons devoir extraire le passage suivant : « Il reste encore à S. S. un dernier espoir de sauver ses États, en prenant plus de confiance dans la générosité de la république française, et en se livrant promptement et tout entier à des négociations pacifiques. Je sais que S. S. a été trompée ; je veux bien prouver encore à l'Europe la modération du Directoire français en accordant au pape cinq jours pour envoyer un agent muni de pleins pouvoirs, qui se rendra à Foligno, où je me trouverai, et où je désire pouvoir contribuer, en mon particulier, à donner une preuve éclatante de la considération que j'ai pour le saint-siége. » On voit, par ce passage, la confirmation de ce que nous avons déjà avancé dans le troisième volume, que Bonaparte était loin de partager l'animosité que quelques membres du gouvernement français affectaient pour tout ce qui tenait à la religion catholique et à ses ministres. Nous ajouterons encore que, avant cette époque, le général en chef avait, dans une proclamation, autorisé les prêtres français réfugiés en Italie à rester dans les différents asiles qu'ils avaient choisis, leur promettant aide et protection, et défendant aux autorités civiles et militaires de troubler leur tranquillité.

Cependant Rome était en proie aux anxiétés de la terreur. Tous ceux qui s'étaient déclarés ouvertement contre les Français redoutaient à ce moment l'approche du vainqueur. Une foule d'habitants, et surtout de prêtres et de moines, se hâtaient d'éviter une vengeance qu'ils croyaient méritée, en prenant la route de Naples, et ces émigrations augmentaient encore la confusion générale. Le pape sentit alors qu'il ne lui restait plus d'autre parti à prendre que de subir la loi des républicains, et il écrivit à Bonaparte « qu'il s'en rapportait à la générosité française, promettant de souscrire d'avance à toutes conditions

justes et raisonnables, et s'obligeant, *sous sa foi et parole*, de les approuver et ratifier en forme spéciale, *afin qu'elles fussent valides et inviolables en tout temps*. Il annonçait en même temps au général français l'envoi de son neveu, le duc Ludovico Braschi, du cardinal Mattei, du marquis Camillo Massimi et du prélat Galeppi, comme plénipotentiaires chargés de conclure le traité. » Pie VI terminait ainsi sa missive : « Assuré des sentiments de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome, et par là, notre très-cher fils, vous serez persuadé de notre grande confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique. » 1797 — an v. Italie.

Les choses en étaient au point qu'il s'agissait plutôt de souscrire une capitulation que de conclure un traité. La paix fut donc promptement signée entre le souverain pontife et la république française, le 19 février, à Tolentino, quartier général de Bonaparte. Le pape s'obligea à renoncer à toute alliance avec les puissances en guerre avec la France; à leur fermer ses ports; à ne leur fournir aucun secours en vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres et argent; à licencier, cinq jours après la ratification du traité, les troupes de nouvelle formation, consentant à ne garder que les régiments existant avant le traité d'armistice signé à Bologne.

Par ce même traité, le saint-père cédait à la France Avignon et le comtat Venaissin [1], renonçait aux légations de Ferrare et de Bologne, ainsi qu'à la Romagne, et consentait à l'occupation de la ville, citadelle et territoire d'Ancône, jusqu'à la paix générale. Il s'obligeait en outre à verser de suite, dans la caisse de l'armée d'Italie, la somme de trente millions, au lieu de seize qui restaient dus sur la contribution arrêtée dans l'armistice de Bologne; à faire remettre les objets d'art et les manuscrits mentionnés dans le même armistice; à désavouer solennellement le meurtre de l'envoyé Basseville, et à payer trois cent mille francs,

[1] ART. VI :

« Le pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre avoir sur les villes et territoire d'Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances; transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française. »

1797 — an v. Italie.

à titre de dédommagement, pour ceux qui avaient pu souffrir de ce dernier attentat ; enfin, Bonaparte avait stipulé que l'École des arts instituée à Rome pour les Français y serait rétablie, continuerait d'être dirigée comme avant la guerre, et que le palais où cette École était placée serait rendu, sans dégradation, à la république, dont il était la propriété.

C'est par le traité de Tolentino que se termina la mémorable campagne de 1796 en Italie, campagne où l'Europe étonnée vit se renouveler les prodiges des temps anciens, où quelques milliers de soldats invincibles dispersèrent successivement les trois armées que la puissante Autriche fit marcher contre eux, où le génie d'un homme extraordinaire se développa de la manière la plus brillante et jeta les premiers fondements d'un édifice colossal qui, malheureusement, ne servit point à garantir l'indépendance des nations française et italienne.

CHAPITRE XXII.

SUITE DE L'ANNÉE 1797.

Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie. Ouverture de la campagne de 1797; combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc. — Opérations du général Joubert dans le Tyrol; combats de Cembra, de Neumarckt et de Clausen. Combats de Dirnstein, de Undzmarckt, etc. Préliminaires de paix signés à Leoben. — Ouverture de la campagne sur le Rhin par l'armée de Moreau; passage de ce fleuve à Diersheim. Combats jusqu'à la notification des préliminaires de Leoben. — L'armée de Sambre-et-Meuse entre en campagne. Passage du Rhin à Neuwied; combats de Neuwied, de Dierdorf, d'Uckerath, de Wetzlar, etc. Cessation des hostilités. — Insurrection des États de Venise, etc. — Traité de Campo-Formio. — Révolution du 18 fructidor, etc. — Mort du général Hoche. Réception de Bonaparte au Directoire, etc.

Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie; ouverture de la campagne de 1797; combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc. — Si les derniers revers éprouvés par l'Autriche en Italie avaient relevé les espérances du Directoire républicain, d'un autre côté les succès du prince Charles inspiraient trop de confiance au cabinet de Vienne pour que l'empereur crût devoir céder à des considérations pusillanimes, en traitant avec un gouvernement dont les prétentions lui paraissaient aussi exagérées qu'injustes. Le général Clarke échoua dans la mission dont il était chargé, et les Anglais réussirent à persuader l'Autriche qu'il était de son intérêt, comme de l'honneur de ses armes, de continuer une guerre entreprise pour le maintien des droits des souverains et pour le salut de l'Europe.

1797 — an v.
25 mars.
(5 germinal.)
Italie.

Ainsi, tandis que Bonaparte imposait au pape le traité de Tolentino, les Autrichiens réunissaient dans les montagnes du Tyrol des forces capables de tenter une nouvelle agression en Italie. Après les siéges de Kehl et de la tête de pont d'Huningue,

1797 — an v. Italie. l'élite des troupes d'Allemagne avait été dirigée vers l'Italie, et l'archiduc Charles fut désigné pour commander la nouvelle armée. Ce prince venait de donner les preuves d'un talent distingué, et sa présence, en relevant le courage des troupes ennemies sur ce théâtre des exploits de Bonaparte, offrait en même temps à ce dernier un adversaire digne de lui.

Le général français avait apprécié le mérite de l'archiduc par sa conduite dans la campagne d'Allemagne, quand il eut marché sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Les mouvements stratégiques de l'armée autrichienne dans cette dernière circonstance firent sentir au vainqueur de Wurmser et d'Alvinzy qu'il ne fallait pas perdre un moment pour prévenir les desseins du prince. Rassuré du côté de Rome par le traité de Tolentino, il ne lui restait plus qu'à régler les affaires des républiques cispadane et transpadane, à renforcer son armée avec des troupes organisées dans ces nouveaux États, et à se rendre ensuite dans celui de Venise, pour y préparer l'ouverture de la campagne.

Le contact des nouvelles républiques avec le territoire, dit de *terre ferme*, de Venise, devait nécessairement inspirer au gouvernement oligarchique de ce dernier État la crainte de voir se propager avec plus de force et de rapidité que jamais les principes révolutionnaires qui devaient amener sa subversion. Cette considération avait peut-être contribué, plus que toute autre, à la partialité manifestée en faveur des Autrichiens. D'un autre côté, Bonaparte avait besoin de mettre le pays qu'il venait de rendre à l'indépendance en mesure d'offrir un secours puissant et efficace à la république française contre la monarchie autrichienne; et ce moyen lui était offert par l'incorporation de la terre ferme vénitienne à la république cispadane. L'occupation des villes et places de Brescia, Bergame, Salo, Peschiera, Vérone et Legnago, par l'armée française, était déjà un grand pas de fait pour l'accomplissement des desseins du général français; mais il convenait à ce dernier d'employer de préférence les détours de la politique pour arriver à son but. Il se borna donc, avant l'ouverture de la campagne, à exciter sourdement les sujets vénitiens à l'insurrection, sous le prétexte des griefs qu'ils avaient à exercer contre leur gouvernement. Des sociétés dites *patriotiques*, dans lesquelles on voyait figurer des Fran-

çais, se formèrent dans quelques-unes des villes de terre ferme, 1797 — an V. Italie.
et notamment à Brescia et Bergame : elles avaient pour objet de préparer les esprits à la révolution que l'on méditait. L'adjudant général Landrieux était l'artisan de ces machinations secrètes, et dirigeait ces sociétés. Bonaparte, ayant reconnu dans cet officier les moyens propres à jouer un rôle peu convenable peut-être à la franchise et à la loyauté guerrière, espérait que les intrigues de cet agent paralyseraient les mauvaises dispositions du sénat vénitien envers la république française, pendant qu'il irait lui-même combattre l'armée autrichienne commandée par le prince Charles.

La suspension des hostilités sur le Rhin avait permis au Directoire de faire enfin passer à l'armée d'Italie les secours que Bonaparte attendait depuis si longtemps. Deux divisions, tirées des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, présentant ensemble un effectif de 18,000 hommes, étaient en marche pour l'Italie. L'archiduc, dans ses Mémoires, prétend que ce corps d'armée traversa les Alpes, dans le fort de l'hiver, à l'insu des Autrichiens. La marche de l'armée de réserve sur la vallée d'Aoste, en 1800, et dont les Autrichiens n'eurènt également aucune connaissance, rendrait croyable l'assertion du prince, si d'ailleurs la véracité de ce guerrier loyal pouvait être suspectée. Des troupes tirées de la Hollande et de l'intérieur de la France remplacèrent sur le Rhin les divisions parties pour l'Italie.

On avait de justes raisons de croire que la campagne de 1797 s'ouvrirait simultanément sur les deux points dont nous venons de parler. Cependant un intervalle assez long sépara les opérations de l'armée d'Italie et celles des armées sur le Rhin. Nous n'entrerons dans aucun détail sur les causes de cet intervalle extraordinaire : elles n'ont jamais été bien connues, et tout ce que nous pourrions dire ne s'appuyant que sur des conjectures que la suite de notre récit infirmerait peut-être, les faits parleront mieux que nos raisonnements.

Le prince Charles prit le commandement de l'armée autrichienne d'Italie dans le courant de février, avant que tous les renforts tirés des bords du Rhin et de l'intérieur des États héréditaires fussent arrivés à leur destination.

Telle était, à la fin de février, la position de l'armée ennemie :

1797 — an v. Italie.

Le gros des troupes était sur le Tagliamento; l'aile droite, sous les ordres des généraux Kerpen et Laudon, était placée derrière le Lavis et la Nos, pour défendre l'entrée du Tyrol. La brigade du prince Lusignan couvrait l'intervalle existant entre ces deux masses principales, par une position derrière le Cordevole, dans les environs de Feltre. L'avant-garde du corps principal, commandée par le comte de Hohenzollern, était sur la Piave : elle avait ordre de ne rien engager et de se replier sur le Tagliamento, si elle était attaquée en force supérieure.

Vers la même époque (fin de février), Bonaparte avait réuni quatre divisions de son armée dans la Marche Trévisane, Masséna à Bassano, le général Guyeux (qui remplaçait provisoirement le général Augereau, envoyé à Paris) occupait Trévise: le général Serrurier, Castel-Franco; la division Bernadotte, qui commençait à arriver, devait être placée à Padoue. Le corps d'armée destiné à agir dans le Frioul était fort d'à peu près 37,000 hommes, non compris une réserve de cavalerie que commandait le général Dugua.

Le général Joubert, avec sa division et celles des généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers, fut chargé des opérations contre les généraux Kerpen et Laudon, dans le Tyrol : ce corps, formant l'aile gauche de l'armée, était de 21,000 hommes, dont 5,000 environ restèrent dans le Véronais et le Mantouan.

La division Victor, forte de 7,500 hommes, resta dans la Marche d'Ancône, et le général Kilmaine, avec à peu près 6,000 hommes, dut garder la Lombardie et les frontières de Gênes et du Piémont.

Les forces de l'archiduc auraient été à peu près égales à celles de Bonaparte, si les renforts tirés de l'armée impériale du Rhin eussent rejoint celle d'Italie; mais ils ne devaient arriver que vers le mois d'avril. Les troupes françaises, déjà rassemblées, étaient donc supérieures par leur nombre et leur composition. Toutefois, ces avantages étaient en quelque sorte compensés par ceux que le Tyrol et les dispositions de la république de Venise offraient au prince pour soutenir une guerre défensive. En effet, Bonaparte avait de grands obstacles à surmonter pour l'exécution de ses desseins. Il lui fallait franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, en laissant sur sa gauche le

Tyrol, dont les habitants, alors levés en masse, menaçaient de couper ses communications; et sur sa droite, il avait à redouter les entreprises hostiles des Vénitiens. Déjà 10,000 Esclavons rassemblés à Venise, sous le prétexte de couvrir cette capitale, n'attendaient que le signal pour se lier, par Vérone, aux corps autrichiens du Tyrol. 1797 - an V. Italie.

Quelques combats peu importants avaient eu lieu, avant cette époque, sur le Lavis et sur la Piave, entre les avant-postes français et les débris de l'armée autrichienne, qui se reformait dans le Tyrol et le Frioul. Le 22 février, les troupes de la division Augereau avaient culbuté l'ennemi en avant de Lavadina, et le général Walther l'avait poursuivi jusque sur la Piave. L'adjudant général Duphot et le chef de brigade du 23ᵉ de chasseurs à cheval, Barthélemy, avaient été blessés dans cette affaire. Le 23, le général Murat avait fait quelques centaines de prisonniers sur les chasseurs tyroliens dans la position retranchée de Fai; et, d'un autre côté, le général Belliard, obligé de quitter Bedole, où l'ennemi l'avait attaqué en force supérieure, reprit sa revanche et fit éprouver une perte assez considérable aux Autrichiens en morts et prisonniers; dans ce même temps, l'adjudant général Kellermann passait la Piave et culbutait un régiment de hussards ennemis. Le 2 mars, le général Belliard avait attaqué quelques troupes en position à Monte di Sover, leur avait pris un drapeau et un convoi de bœufs.

Le 10 mars, la division Masséna marcha sur Feltre. L'ennemi, à son approche, évacua la ligne du Cordevole et se porta sur Belluno, tandis que le général Serrurier venait occuper Asolo. Ce mouvement de la gauche du corps d'armée, destiné à agir dans le Frioul, avait pour but de gagner les montagnes, afin de tourner le flanc droit de la ligne autrichienne lorsque les autres divisions l'attaqueraient de front. Le 12 mars, à la pointe du jour, la division Serrurier passa la Piave vis-à-vis du village de Vidor. La rapidité et la profondeur du courant n'arrêtèrent point les Français. Le chef d'escadron Lasalle, à la tête d'un détachement de cavalerie, et l'adjudant général Leclerc, suivi de la 21ᵉ légère, culbutèrent l'avant-garde ennemie, qui voulut s'opposer à leur passage, et se portèrent rapidement à San-Salvador : les Autrichiens évacuèrent leur camp de la Capenna.

1797 — an V. Italie

Le même jour, à deux heures après midi, le général Guyeux passa également la Piave à Ospedaletto, et arriva le soir à Conegliano [1].

Le 13 mars, la division Guyeux (celle d'Augereau) arriva à Sacile et atteignit l'arrière-garde ennemie, l'attaqua malgré l'obscurité de la nuit, et lui fit 300 prisonniers. Le général Dugua, commandant la cavalerie, fut blessé dans cet engagement, où les Autrichiens donnèrent un exemple de perfidie bien peu digne de la loyauté guerrière. Un corps de hulans, pressé vigoureusement, demandait à se rendre : le chef d'escadron Sciebeck s'avança pour leur faire mettre bas les armes; mais à peine fut-il à portée de pistolet, qu'il reçut un coup de feu qui le renversa roide mort. Les cavaliers français, irrités par cet acte de trahison, chargèrent les hulans et les massacrèrent sans faire un seul prisonnier. Le général Hohenzollern, compromis par ce mouvement de la division Guyeux, se replia sur le Tagliamento, par Pordenone et Valvasone.

De son côté, le général Masséna avait quitté Belluno pour continuer sa marche dans les montagnes, après avoir remonté la Piave dans la direction de Cadore; il atteignit l'arrière-garde de Lusignan, qui faisait sa retraite de ce côté. Enveloppée par les troupes légères françaises, cette arrière-garde se forma en carré; mais, après plusieurs tentatives pour se faire jour, elle mit bas les armes au nombre de 600 hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même, un colonel et 100 hussards. Bonaparte, mécontent de la conduite que le général autrichien avait tenue envers des Français malades ou blessés à Brescia, lors de la bataille de Castiglione, ordonna qu'il serait conduit en France sans pouvoir être échangé.

Le 14, le général Guyeux occupa Pordenone, et Masséna se rabattit sur Spilimbergo, dans l'intention de se jeter, en mar-

[1] Bonaparte signale, dans son rapport au Directoire, le trait suivant du dévouement d'une femme. Il ne nous a point paru étranger au recueil consacré à la gloire du nom français : « Un soldat entraîné par le courant était sur le point de se noyer; une femme attachée à la 51e demi-brigade se jette à la nage, et parvient à sauver cet homme après avoir lutté longtemps contre le courant. Je lui ai fait présent, continue le général en chef, d'un collier d'or auquel sera suspendue une couronne civique avec le nom du soldat qu'elle a si courageusement sauvé. »

chant par Gemona, sur la droite de l'armée autrichienne pour la forcer à entrer dans la plaine. Le général Serrurier campa ce même jour à Porto-Bufole, et arriva le lendemain à Belveder. 1797 — an V Italie.

Nous avons dit que l'archiduc Charles avait réuni la plus grande partie de ses forces sur la rive gauche du Tagliamento. Il n'avait plus alors que quelques détachements de cavalerie légère sur la rive droite de cette rivière. L'intention du prince, qui attendait impatiemment l'arrivée des renforts du Rhin, était moins de s'opposer au passage du Tagliamento que de profiter de quelques retranchements élevés sur la rive gauche pour retarder la marche de l'armée française ; il ne voulait point avoir d'engagement sérieux avant d'être complétement en mesure.

Le 16 mars, Bonaparte fit faire, par un de ses aides de camp, le chef de bataillon Croizier, une reconnaissance sur le Tagliamento; et cet officier ayant fait le rapport que l'ennemi paraissait vouloir défendre vigoureusement le passage de cette rivière, le général en chef s'avança par Valvasone avec les trois divisions Guyeux, Serrurier et Bernadotte. Les gelées avaient diminué les eaux du Tagliamento, qui se trouvait à peu près guéable partout. Cependant les troupes autrichiennes occupant Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorizia et Codroipo faisaient mine de disputer le passage : la cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine entre Codroipo et Camino. Bonaparte donna ordre à la division Guyeux de se porter sur la gauche, entre Torrida et Rivis, tandis que Bernadotte descendrait à droite en face de Codroipo : une batterie de 12 canons fut établie sur chacun de ces deux points, afin de protéger le mouvement de ces divisions; et le général Serrurier, débouchant de Valvasone, dut forcer de marche pour leur servir de réserve. La cavalerie fut se ranger en bataille derrière la division Bernadotte, arrivée aux points de passage qui lui étaient indiqués; les généraux Guyeux et Bernadotte firent ployer leurs divisions en colonnes serrées sur le centre. Chacune de ces divisions avait en tête une demi-brigade d'infanterie légère, soutenue de deux bataillons de grenadiers; deux escadrons furent placés derrière les intervalles de ces derniers. L'action commença par le feu des batteries, après quoi les soldats de l'infanterie légère s'avancèrent en tirailleurs et couvrirent bientôt le lit du Tagliamento.

1797 — an v. Italie.

L'adjudant général Duphot, à la tête de la 27e légère, se jeta dans la rivière, sous le feu de l'artillerie ennemie, et aborda sur la rive gauche, soutenu par les deux bataillons de grenadiers que commandait le général Bon : cette attaque était celle de la division Guyeux. A la droite, le général Murat fit le même mouvement avec la 21e légère, et il fut également soutenu par les deux bataillons de grenadiers conduits par le général Chabran : toute la ligne en mouvement présenta des masses qui se flanquaient entre elles. Au moment où l'infanterie française abordait la rive gauche, le prince Charles ordonna plusieurs charges de cavalerie ; mais les voyant repoussées sur les deux points, il chercha alors à déborder la division Bernadotte par son flanc droit. Bonaparte, qui s'aperçut de ce mouvement, envoya le général Dugua et l'adjudant général Kellermann pour s'y opposer. Ces deux officiers traversèrent la rivière à la tête de la réserve de cavalerie ; et, soutenus par une colonne d'infanterie dirigée par l'adjudant général Mireur, ils vinrent à la rencontre des escadrons ennemis et les culbutèrent dans une charge vigoureuse, où le général autrichien Schulz demeura prisonnier.

Ce dernier événement accéléra la retraite du prince. Sur la gauche, quelques bataillons, après avoir évacué les villages de Torrida et de Rivis, se jetèrent dans celui de Gradisca, à l'effet d'opposer assez de résistance pour empêcher une poursuite trop vive. Le général Guyeux, malgré l'obscurité, n'hésita point à attaquer ce dernier village et en chassa les Autrichiens ; il faillit même s'emparer du prince Charles, qui s'y trouvait pour encourager cette arrière-garde à combattre avec résolution. Les Français suivirent l'ennemi sur la route de Palmanova, à trois ou quatre milles du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent.

Cette affaire coûta aux Autrichiens un général, plusieurs officiers supérieurs et environ 500 prisonniers, un grand nombre de tués et six pièces de canon. La perte des Français fut peu considérable. L'adjudant général Kellermann fut blessé de plusieurs coups de sabre, reçus dans la belle charge qu'il exécuta conjointement avec le général Dugua.

Le plus grand avantage que retira Bonaparte de ce premier combat fut de signaler l'ouverture de la campagne en pénétrant

dans la Carinthie, malgré l'âpreté de la saison. Le 17, les divisions Guyeux et Bernadotte s'emparèrent, sans coup férir, de Palmanova, où elles trouvèrent 30,000 rations de pain et des magasins de farine. L'archiduc avait eu l'intention de s'établir dans cette place; mais, poursuivi si vivement par son adversaire victorieux, il était hors d'état de lui faire face et abandonna même les rives du Torre, sur lequel il vit arriver, le 18, les deux divisions qui venaient d'occuper Palmanova. 1797 — an V. Italie.

Cependant Masséna avait continué sa marche sur la gauche, et était venu s'établir à Osopo et Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il avait poussé ses avant-postes. Ces manœuvres du général Masséna avaient pour but de gagner toujours la droite de l'archiduc, et de venir s'établir sur le point de réunion des grandes communications de son armée.

Le 19, le général Bernadotte se porta sur Gradisca, après avoir passé le Torre. Le général Serrurier s'avança vis-a-vis de San-Pietro, pour passer l'Isonzo au-dessus du pont de Cassel-liano, et remonter par la rive gauche en suivant les crêtes supérieures qui dominent la ville de Gradisca. L'archiduc avait pensé que l'Isonzo serait plus difficile à franchir que le Tagliamento : le seul point de passage était entre Gorizia et Monfalcone. Gradisca était occupé par quatre bataillons et défendu par des ouvrages de campagne. Bernadotte disposa sa division en colonnes serrées, pour lui faire traverser la rivière, dont le chef de brigade Andréossy avait sondé les gués. Les Autrichiens qui devaient défendre le passage, intimidés par ces dispositions, se replièrent en toute hâte, abandonnant Gradisca à la défense des quatre bataillons qui s'y trouvaient.

Le général Serrurier, qui, de son côté, avait également passé l'Isonzo, se hâta d'arriver par les hauteurs dont nous avons parlé, tandis que Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison de Gradisca, faisait attaquer les retranchements de cette place par son infanterie légère. Les Français, emportés par leur ardeur, s'avancèrent jusque sous les murs de la ville, la baïonnette en avant; mais, accueillis par la mitraille et un feu de mousqueterie bien nourri, ils furent obligés de rétrograder. Déjà l'ennemi s'applaudissait de cet avantage, lorsque Berna-

1797 – an V. Italie. dotte fit avancer quatre pièces de canon pour enfoncer la porte dite de Palmanova, qui n'était couverte que par une flèche. A ce moment, la division Serrurier se fit apercevoir sur les hauteurs de l'autre côté de la ville. Il ne resta plus d'autre parti pour la garnison que de capituler, et c'est ce qu'elle fit à la première sommation. 2,500 prisonniers, huit drapeaux et dix pièces de canon furent le résultat de ces manœuvres habiles des deux divisions françaises. Le chef de brigade de la 18e demi-brigade fut le seul officier blessé dans cette attaque de Gradisca. Dans son rapport, Bonaparte fit une mention particulière des généraux Murat et Friant; des chefs de brigade Mireur, Labure, Marin; des deux frères Conroux; des commandants de l'artillerie et du génie Zaillot et Campredon, et du capitaine aide de camp Duroc.

L'extrême rapidité des mouvements de Bonaparte devait nécessairement déconcerter un général accoutumé à la méthodique circonspection des généraux Jourdan et Moreau. L'archiduc avait eu l'intention de concentrer ses forces à Villach, en avant de la Drave, où il espérait recevoir enfin les détachements de l'armée du Rhin. Par cette position, non-seulement il couvrait la communication directe de Vienne, et en assurait une autre avec le corps du Tyrol par Lienz, mais encore il se trouvait en mesure de reprendre l'offensive avec quelque avantage en s'avançant par la droite sur Ponteba et le Tagliamento vers Udine et Palmanova. On a vu, toutefois, que Bonaparte avait paré à ce mouvement par celui du général Masséna sur Osopo et Gemona. Les derniers succès obtenus par les Français sur l'Isonzo ayant forcé le prince à une prompte retraite, il ne songea plus qu'à remonter la vallée de l'Isonzo et du Natizone pour gagner, avant les Français, les passages de Caporeto et de Tarvis. Il n'y avait pas un moment à perdre, car la division Guyeux s'avançait déjà par Cormons sur Cividale. Ainsi donc, pressé d'un côté par Masséna, de l'autre par Guyeux, suivi sur Gorizia par Bernadotte et Serrurier, l'archiduc ordonna aux généraux Gontreuil et Bayalitsch de marcher aussi vite que pouvaient le permettre la difficulté des chemins et l'embarras des équipages d'artillerie, tandis que lui-même se retirait avec sa gauche et les troupes du prince de

Reuss sur Laybach et Krainburg. Ce mouvement mit entre ses colonnes la chaîne des Alpes dites Carniques, et les exposait à être battues successivement par l'homme qui possédait le mieux la science stratégique. 1797— an V. Italie.

Maître de Gradisca, Bonaparte avait marché de suite sur Gorizia avec les divisions Bernadotte et Serrurier. Nous avons dit que le général Guyeux était en marche sur Cividale. La double direction que prenait l'armée autrichienne obligeait le général français à renforcer Masséna vers Tarvis. Laissant en conséquence au général Bernadotte le soin de suivre la colonne autrichienne marchant sur Laybach, il remonta l'Isonzo par Canale, et s'avança sur Caporeto, où le général Guyeux fut également dirigé en traversant Pufero et la vallée du Natizone. Les Autrichiens avaient évacué Gorizia avec tant de précipitation, qu'ils abandonnèrent de nombreux magasins de vivres et de munitions de guerre, et 150 malades ou blessés qui furent recommandés à la générosité française. Bonaparte, dans une proclamation, avait pris soin de rassurer les habitants de cette ville : « Une frayeur injuste, disait-il, a devancé l'armée française. Nous ne venons ici ni pour vous conquérir, ni pour changer vos mœurs et votre religion. La république est l'amie de toutes les nations. Malheur aux rois qui ont la folie de lui faire la guerre..... J'augmenterai vos priviléges et je vous restituerai vos droits. Le peuple français attache plus de prix à la victoire, par les injustices qu'elle lui permet de réparer, que par la vaine gloire qui lui en revient. »

Masséna, sur ces entrefaites, avait rempli, avec son habileté ordinaire, les instructions qui lui avaient été données. Il s'était emparé de Chiusa-Veneta. Parvenu au pont de Casasola, où l'ennemi rallié voulait lui disputer le passage, il fit marcher dix compagnies de grenadiers éclaireurs, commandés par le général Rampon, qui franchirent les retranchements et culbutèrent les Autrichiens. Ponteba fut occupé le 21 mars, sans coup férir; et la brigade Ocskay, poursuivie jusqu'au delà de Tarvis, laissa 600 prisonniers au pouvoir des Français, ainsi que les magasins de vivres établis dans la contrée pour les divers cantonnements autrichiens. Il est facile de voir maintenant dans quelle situation critique se trouvait la colonne du gé-

1797 an v. Italie. néral Bayalitsch, refoulée le même jour par le général Guyeux dans les gorges de Caporeto, après avoir été attaquée par ce dernier dans le village de Pufero.

L'archiduc était arrivé à Krainburg lorsqu'il apprit l'occupation de Tarvis par les troupes de Masséna, et la position critique du général Bayalitsch. Il envoya sur-le-champ l'ordre au général Ocskay de reprendre Tarvis, où les Français n'avaient encore qu'une avant-garde; mais ce général, dans sa retraite précipitée, était déjà parvenu à Wurzen. Le général Gontreuil, qui commandait l'avant-garde de la colonne de Bayalitsch, ayant traversé le col d'Obèr-Preth, se présenta devant Tarvis et parvint à en expulser les avant postes français, qu'il rejeta même sur Safnitz, à une lieue en arrière. Il croyait avoir ouvert le chemin au reste de la colonne et sauvé les parcs autrichiens; mais, le 22 au matin, il fut attaqué par Masséna, qui avait réuni toute sa division, et qui le culbuta à son tour bien au delà de Tarvis, en lui tuant beaucoup de monde et lui faisant des prisonniers. Le général Gontreuil, ainsi maltraité, dut se borner à faire observer la route de Villach, et se jeta dans les gorges de Gaititzbach par Raibl.

Pendant que ceci se passait vers Tarvis, le général Guyeux, soutenu par la division Serrurier, qui marchait en seconde ligne, poussait la colonne battue la veille à Pufero jusqu'au fort de la Chiusa di Pletz. Cet obstacle présenté à la marche de la division Guyeux fut bientôt surmonté. La Chiusa fut emportée d'assaut par les 4e et 43e demi-brigades conduites par les généraux Bon et Verdier. Rien ne s'opposait plus à la poursuite de la colonne autrichienne, qui marchait en toute hâte sur Tarvis; et déjà son arrière-garde allait être jointe par l'avant-garde du général Guyeux, lorsque Masséna, dont les troupes s'étaient déjà avancées sur Raibl, attaqua l'avant-garde de Bayalitsch. Pris ainsi en tête et en queue, ce corps autrichien mit bas les armes et se rendit prisonnier en entier sans opposer une grande résistance. Quatre généraux, 4,000 hommes, vingt-cinq pièces de canon, et quatre cents chariots de bagages tombèrent au pouvoir des Français. Déjà le général Guyeux avait fait prisonniers à la Chiusa 500 hommes et le major qui les commandait.

Ce double échec ne permettait plus à l'archiduc de prendre l'offensive; bien que les divisions du Rhin fussent arrivées sur ces entrefaites sur la Save, elles ne servirent qu'à remplacer les pertes éprouvées depuis l'ouverture de la campagne. Après avoir recueilli à Villach la brigade Oeskay et les grenadiers, le prince laissa la division Mercantin à Klagenfurt, et se porta avec ses autres troupes à Saint-Veit. 1797 — an v. Italie.

Après l'affaire de Tarvis, Bonaparte établit les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux vers Villach, sur les bords de la Drave : elles y étaient réunies le 28 mars. Quelques troupes sous les ordres du général polonais Zayonscheck furent poussées jusqu'à Lienz, en remontant la vallée de la Drave, pour savoir des nouvelles du corps de Joubert agissant dans le Tyrol. Le général Bernadotte, après avoir battu l'arrière-garde du prince de Reuss à Camigna, marcha par Wippach, Priewald et Adelsberg sur Laybach, en dirigeant toutefois, chemin faisant, un détachement sur la petite ville d'Idria, célèbre par ses mines de mercure, et où l'on trouva à peu près pour deux millions de ce produit tout préparé. La cavalerie, aux ordres du général Dugua, occupa, le 23 mars, la ville de Trieste, le seul port un peu considérable que l'empereur possédât sur le golfe Adriatique.

Opérations du général Joubert dans le Tyrol; combats de Cembra, de Neumarckt et de Clausen, combats de Dirnstein, de Unzmarckt, etc. Préliminaires de paix signés à Leoben. — On a vu dans le paragraphe précédent que Bonaparte avait confié au général Joubert le soin d'opérer dans le Tyrol contre les généraux Kerpen et Laudon, avec les trois divisions qui formaient la gauche de l'armée d'Italie. Au 19 mars, ce corps d'armée se trouvait en position vers Trente, éclairait par des partis les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismone, où il se trouvait en présence des deux divisions autrichiennes séparées par l'Adige. Les troupes du général Kerpen, à gauche, occupaient les vallées de Fiume et de Cavalese, au delà du Lavis, et se liaient, par les gorges du Cordevole et de la Piave, au centre de l'armée de l'archiduc, qui occupait alors Belluno. 15 avril. (26 germin.)

La division du général Laudon, à la droite, était cantonnée

1797 — an v. Italie. sur la rive gauche de la Noss, à partir du confluent de cette rivière avec l'Adige jusqu'au Val-di-Sole. Cette disposition des troupes autrichiennes présentait trop d'avantages au général Joubert pour qu'il ne sût point en profiter.

Toutefois, cette invasion du Tyrol, confiée au général Joubert, n'était point sans difficultés. Le peuple belliqueux de ce pays, armé pour la défense de son sol, offrait un appui et un renfort puissant aux deux généraux ennemis; et la rigueur de la saison, dans ce pays couvert de montagnes élevées, était un obstacle de plus que les Français avaient à surmonter. Mais Joubert, ayant à cœur d'exécuter promptement les instructions du chef qui avait si bien apprécié ses talents et son activité, n'hésita point à attaquer la ligne ennemie qu'il avait devant lui, vers le temps à peu près où il supposa que Bonaparte franchissait le Tagliamento. La gauche des Autrichiens étant le point où l'attaque présentait le plus de chances de succès, Joubert ordonna aux troupes de sa propre division de forcer le passage du Lavis vis-à-vis les hauteurs de Cembra, d'attaquer Kerpen sur ces hauteurs, et de se diriger sur le flanc gauche des Autrichiens par Cavriana. Les deux divisions Delmas et Baraguey-d'Hilliers devaient, pendant ce temps, s'avancer sur la grande route de Botzen. Le 20 mars, la brigade Belliard (de la division Joubert) passa le Lavis au village de Sevignano, malgré le feu meurtrier des troupes ennemies qui bordaient l'autre rive, et s'avança sur le gros de la division Kerpen, en position sur le plateau de Cembra. Promptement débordé par sa gauche, Kerpen ne put tenir et fut poussé après un combat très-vif sur San-Michele, d'où il se retira bientôt par les hauteurs dans la direction de Botzen. Les Autrichiens perdirent dans cette première action trois canons, deux drapeaux, et 3,000 hommes environ, tués, blessés ou faits prisonniers. Les chasseurs tyroliens qui défendirent le passage du Lavis furent fort maltraités.

Joubert, à la tête de deux brigades de sa division, marcha le 21 sur Salurn par les montagnes, et poussa la brigade Belliard par Cavriana et Pinzone sur Neumarckt, dans l'intention d'occuper la route de Cavalese et de s'emparer du pont de Neumarckt. Les généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers continue-

rent de s'avancer sur Botzen ou Bolzano, par la chaussée de Trente. Vers le soir, le général Belliard chassa les ennemis des hauteurs de Peza, et les rejeta dans Neumarckt, qu'ils évacuèrent pendant la nuit. 1797 — an v. Italie

Les trois divisions étaient réunies le 22 à Neumarckt. Joubert se porta avec l'avant-garde, aux ordres du général Vial, pour faire une reconnaissance sur la route de Botzen, vers Santa-Barbara.

La retraite précipitée de Kerpen avait laissé le corps de Laudon abandonné à ses propres forces sur la rive droite de l'Adige. Ce dernier général, sentant tout le danger de sa position, se retirait de son côté pour chercher à rétablir ses communications avec le général Kerpen. Arrivé à Serviten, ses troupes légères se présentèrent devant Neumarckt, soit que Laudon cherchât à gagner la route de Botzen sur la rive gauche de l'Adige, soit qu'il crût avoir bon marché d'un détachement français qu'il ne soupçonnait pas être aussi nombreux. Le général Belliard, devinant le dessein de l'ennemi, fit débarrasser le pont de Neumarckt, que Kerpen, dans sa retraite, avait fait barricader, et marcha à la rencontre de cette avant-garde ennemie avec la 85e demi-brigade. Le choc des Français fut si impétueux, que les Autrichiens abandonnèrent promptement les villages de Serviten et de Rungg, et se retirèrent sur celui de San-Valentino, où ils opposèrent une plus grande résistance. Le combat se prolongeait sans résultat, lorsque le général Alexandre Dumas, commandant la cavalerie du corps de Joubert, déboucha tout à coup du pont de Neumarckt, chargea en flanc la colonne autrichienne et la mit en désordre. Les grenadiers de la 85e, profitant de cet instant favorable, se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite du village, et s'emparèrent des deux pièces de canon qui s'y trouvaient en batterie. Le général Laudon, renonçant alors à son premier dessein, se jeta par les montagnes dans la vallée de Meran, abandonnant ainsi aux Français plusieurs pièces de canon et environ 900 prisonniers. Cette action fit honneur aux généraux Belliard et Dumas.

Les troupes de Joubert prirent possession de Botzen ce même jour, 22 mars. Ce général n'y laissa qu'une brigade pour

1797 — an v. Italie. observer Laudon, et s'avança de suite sur Clausen, où l'attendait le général Kerpen, qui venait d'y rallier ses troupes. Cette position était assez avantageuse pour le corps autrichien, en ce que la route de Botzen à Brixen se trouve resserrée en cet endroit entre la rivière d'Eisach, qui se jette dans l'Adige vers Botzen, et des montagnes très-escarpées. C'était en arrière de ce défilé que le général ennemi avait rangé ses troupes en bataille, protégées par de l'artillerie placée sur des hauteurs. Joubert ordonna une attaque vigoureuse; mais, favorisés par leur position, les Autrichiens se défendirent avec beaucoup de résolution. La journée était déjà fort avancée, et les Français ne gagnaient point de terrain, quand leur général essaya de tourner les Autrichiens par leur droite, en envoyant une brigade d'infanterie légère, qui gagna, après les plus grandes difficultés, les rochers escarpés qui les dominaient, et qui fit rouler alors sur eux des pierres énormes. Pendant ce temps, Joubert marchait contre le centre de la ligne ennemie avec les 11ᵉ et 33ᵉ demi-brigades formées en colonnes serrées. Trop faibles pour résister à cette dernière attaque, et déjà ébranlés par le mouvement de l'infanterie légere, dont les efforts de géants excitaient leur terreur, les Autrichiens se retirèrent en désordre, avec perte de 1,500 hommes tués ou faits prisonniers. Les Français entrèrent dans Brixen le lendemain matin. Le général Dumas et son aide de camp Dermoncourt[1] furent blessés, le dernier dangereusement, en chargeant la cavalerie ennemie. On trouva dans Botzen et Brixen des magasins de vivres considérables.

Les hauteurs de Mühlbach, à deux lieues nord de Brixen, à l'embranchement des routes d'Innspruck et de Lienz, présentaient au général Kerpen une position favorable pour defendre la Puster-Thal et les gorges d'Innspruck; mais il préféra de placer ses troupes à Mittenwald, sur la route même d'Innspruck, laissant ainsi la vallée de la Rientz, où se trouve la route de Lienz, à découvert, et faisant occuper seulement les ponts sur l'Eisach, qui coule parallèlement à la route d'Innspruck à Brixen. Les Autrichiens étaient renforcés de quelques batail-

[1] Depuis maréchal de camp.

lons venus du Rhin; et, le 28 mars, Joubert les attaqua dans leur position. Ils s'y défendirent pendant quelque temps avec courage; mais, à la suite d'une canonnade de courte durée, le général Belliard aborda leur droite, à la tête de son intrépide 85ᵉ demi-brigade, qu'il avait fait former en colonnes serrées par bataillon. Cette attaque, à laquelle l'ennemi ne résista point, décida l'affaire. Ce dernier fut culbuté dans sa retraite par les charges fréquentes que dirigea sur lui le général de cavalerie Dumas, qui ramassa bon nombre de prisonniers, et le poursuivit jusques à Sterzing, à quinze lieues environ d'Innspruck. Le chef de brigade Gaspar d'Eberlé et l'aide de camp du général Dumas, Lambert, se distinguèrent particulièrement dans cette dernière affaire. 1797 — an V. Italie.

La route qui conduit à cette dernière ville passe sur un contre-fort du mont Brenner, le plus élevé du Tyrol. Il ne restait plus que cet obstacle à franchir pour que les Français débouchassent dans la belle vallée de l'Inn; mais le général Joubert, d'après ses instructions, ne pouvait guère s'éloigner de Brixen, où il devait attendre des nouvelles, soit de Bonaparte, soit de l'armée de Moreau, qu'on devait supposer avoir ouvert déjà la campagne par le passage du Rhin, et dont les mouvements, rendus plus rapides par l'affaiblissement de l'armée autrichienne en Allemagne, devaient se combiner avec ceux de l'armée d'Italie. Le corps de Joubert était en quelque sorte destiné à lier les opérations des deux armées, et ce général se serait privé de plus en plus de communications avec l'une et l'autre, en s'avançant ainsi vers l'Inn, à travers un pays qui était à ce moment en insurrection complète, et qui ne permettait pas de pousser des reconnaissances sans les exposer à les voir enlever par les partisans. Déjà quatre compagnies de la division Masséna, ayant remonté la vallée de la Drave jusques à Lienz pour avoir des nouvelles du corps de Joubert, avaient été surprises et taillées en pièces par les paysans insurgés. Ainsi donc, malgré ses succès sur Kerpen, et dans l'incertitude où lui-même se trouvait sur la position du reste de l'armée française, Joubert ramena ses troupes sur Brixen. Cette espèce de mouvement rétrograde enhardit Kerpen, qui se hâta de descendre du Brenner pour rentrer dans Ster-

1797 — an V. Italie.

zing, et marcha ensuite sur Mittenwald. Le 31 mars, un engagement eut lieu entre les troupes avancées des deux partis : les Autrichiens y furent battus, et perdirent un certain nombre de prisonniers. Le chef de brigade Éberlé, à l'aide d'un déguisement, fit une reconnaissance sur la droite, et parvint à avoir des nouvelles du corps d'armée du général en chef Bonaparte. Joubert, informé du progrès des troupes françaises dans le Frioul, s'empressa de chercher les moyens de rétablir ses communications avec elles par la vallée de la Drave.

Cette opération devenait effectivement urgente; car, pendant que Kerpen se trouvait ainsi sur le front des troupes de Joubert, le général Laudon, réfugié dans la vallée de Meran, avait rassemblé les milices du Tyrol occidental, et surtout les courageux habitants du Wintsgau, au nombre d'à peu près 12,000 hommes, et leur avait donné pour tête de colonne les troupes régulières qu'il avait avec lui. Ce fut avec ce corps imposant qu'il déboucha, le 4 avril, par la vallée de l'Adige, sur Botzen, où il attaqua les avant-postes français. Ceux-ci, n'étant point en mesure de lutter contre des forces supérieures, se retirèrent, conformément aux instructions de Joubert, dans la ville, qu'ils évacuèrent bientôt après. Laudon entra dans Botzen vers quatre heures du soir.

Le général français réunit toutes ses troupes à Brixen, le 5 avril, et se mit de bonne heure en marche vers Brunnecken, sur la route de Lienz, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, entre les villages d'Ober-Aue et Aischa Son arrière-garde se défendit assez longtemps contre les troupes légères de Laudon, dans les villages de Clausen et de Seben, atteignit Brixen vers le soir, et rejoignit le corps d'armée à Brunnecken pendant la nuit. La destruction du pont sur l'Eisach retarda la marche de Kerpen pendant toute la journée du 5 · ainsi Joubert put continuer son mouvement dans la vallée de la Rientz jusques au col de Toblach sans être inquiété. Parvenu aux sources de la Drave, il descendit à Lienz, d'où il marcha sur Villach. Il n'eut, dans ce trajet assez long, d'autre combat à soutenir qu'un engagement avec les paysans insurgés à Mühlbach, près de Spital, à dix lieues de Villach. Les Français marchèrent avec leur vigueur accoutumée sur ce rassem-

blement qui voulait leur barrer le passage, le culbutèrent, et firent quelques centaines de prisonniers. La jonction de la gauche de l'armée d'Italie avec le centre se trouvait opérée. 1797 — an v. Italie.

Ainsi l'armée autrichienne, battue sur toute sa ligne, se trouvait, en vingt jours de campagne, diminuée de près d'un quart de ses forces; et l'archiduc, retiré derrière la rivière de Mur, n'était pas en état de résister à la marche victorieuse de l'armée française réunie sur la Drave. Il ne restait plus d'obstacles à franchir que la chaine septentrionale des Alpes; et cette opération, quoique difficile, n'était point au-dessus du courage des vainqueurs, ni de l'audace et de l'habileté de leur chef : toutefois, il convient d'examiner avec attention la situation de ce dernier à cette époque.

Une marche, aussi rapide que celle que venait de faire l'armée française dans les montagnes et pendant une saison rigoureuse, avait dû nécessairement diminuer le nombre des braves qui la composaient, sans compter les garnisons laissées sur les derrières, à mesure qu'elle s'avançait. Sous d'autres points de vue, la jonction du général Joubert avec le corps principal dégarnissant le Tyrol, l'insurrection de cette province, réunie à quelques bataillons qui arrivaient encore de l'armée d'Allemagne, menaçait de rejeter en Italie, par la vallée de l'Adige, toutes les garnisons dont nous venons de parler. Le cabinet autrichien, s'adressant encore une fois au patriotisme des habitants des provinces, cherchait à y organiser des levées en masse, notamment en Hongrie, où le ban de la noblesse était déjà rassemblé. Enfin le sénat de Venise trouvait une occasion favorable de se venger des Français, qu'il voyait ainsi engagés depuis Laybach jusques à Klagenfurt, en excitant le peuple de terre ferme, moins intimidé, à se soulever contre ses oppresseurs. Des armes étaient distribuées avec profusion; et les troupes esclavonnes, rassemblées autour de Venise, présentaient aux insurgés un appui solide dans leurs entreprises. Déjà même le provéditeur de Vérone, dans une proclamation incendiaire, avait prêché l'insurrection aux habitants de cette ville.

Nous avons dit que des agents français provoquaient sourdement, de leur côté, le peuple de terre ferme à une révolte

1797 — an v. Italie.

contre le gouvernement oligarchique. Quelques troubles avaient eu lieu, par suite de ces menées, dans certaines villes, et notamment à Bergame, et servirent de prétexte au sénat vénitien pour faire marcher sur le lac de Garda un corps d'Esclavons commandé par le général Fioravanti. A la vérité, les troupes aux ordres des généraux Kilmaine et Victor, composées, indépendamment des corps français, des légions polonaise et lombarde, suffisaient bien pour punir le sénat de ses vues téméraires et pour faire même au besoin la conquête des États de terre ferme; mais la situation de Bonaparte n'en était pas moins critique, et il ne lui restait d'autre parti à prendre que de revenir sur ses pas ou de marcher sur la capitale de l'Autriche. Ce fut à ce dernier parti, comme plus audacieux, et plus conforme à son génie entreprenant, que s'arrêta le général français.

Dès le 29 mars, avant la jonction du corps de Joubert, l'armée principale s'était avancée sur la route de Klagenfurt, ville occupée, comme on l'a vu, par la division du général Mercantin. Masséna attaqua l'avant-garde de ce dernier, la culbuta, lui prit deux pièces de canon et 200 hommes. Cette avant-garde, en se retirant sur Klagenfurt, y jeta l'alarme, et le général autrichien fit évacuer cette ville aussitôt. Bonaparte y établit son quartier général le soir même : le lendemain, il fut transféré à Saint-Veit. L'armée prit position entre ce bourg et Friesach. Un détachement de troupes légères fut envoyé de Klagenfurt dans la direction de Marburg, sur la rive gauche de la Drave.

Tous les auteurs qui ont écrit l'histoire de cette brillante campagne d'Italie ont cherché à expliquer la conduite politique de Bonaparte en cette circonstance. La résolution subite qu'il prit de proposer la paix à son ennemi, pour ainsi dire terrassé, doit étonner tous ceux qui connaissent maintenant le caractère de cet homme extraordinaire. On a dit qu'il n'avait fait cette proposition que pour se tirer de l'embarras où le mettait sa situation hasardée entre une armée autrichienne et des peuples insurgés ou prêts à s'insurger contre lui; mais nous venons d'expliquer cette situation, et il est facile de remarquer qu'elle n'était pas aussi fâcheuse qu'on le suppose ici. C'est donc dans un autre

sentiment que celui de la crainte qu'il convient de rechercher 1797 — an V. Italie.
les motifs de la conduite du général vainqueur. A cette brillante époque de sa carrière, Bonaparte, environné de tous les prestiges de la gloire, n'avait-il pas aussi cette élévation de pensée qui distingue surtout les héros de cette foule de guerriers dont la bravoure et l'impétuosité forment presque exclusivement le mérite? Nous avons esquissé quelques traits qui démontrent combien il était nourri de la lecture des anciens. Son imagination, de plus en plus exaltée par le rôle imposant qu'il jouait en ce moment sur la scène du monde, dut se fixer sur les modèles les plus héroïques. Général républicain, sans songer peut-être encore à passer le Rubicon, il put croire que l'honneur d'avoir donné la paix à la France lui procurerait parmi ses concitoyens une illustration non disputée par ses rivaux de gloire : déjà proclamé le premier capitaine de l'Europe, il ne lui manquait plus que celui de pacificateur. En profitant de l'occasion qui s'offrit si heureusement à lui, il évitait les chances d'une marche qui pouvait être arrêtée tout à coup; il n'avait point de concurrent pour lui disputer l'avantage d'avoir, par ses derniers efforts, rendu le repos à l'Europe ébranlée.

Quels qu'aient été, au surplus, les motifs qui décidèrent Bonaparte, le 31 mars il écrivit, de Klagenfurt, la lettre suivante à l'archiduc Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre, et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées : votre nation reste seule; et cependant le sang va couler plus que jamais! Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le Directoire de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples : l'intervention de la cour de Londres s'y est

1797 an v. Italie. opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les passions qui agitent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le général en chef, qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.... »

Cette proposition de paix, écrite avec le style simple et franc qui convient aux guerriers généreux, n'eut point le résultat que Bonaparte en attendait, surtout dans la situation où il croyait avoir placé l'armée autrichienne. Le prince, sans paraître vouloir rejeter entièrement les ouvertures loyales de son adversaire, laissa entrevoir qu'il ne se tenait pas pour vaincu, et qu'il voulait tenter encore le sort des armes. Il répondit au général français en ces termes :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je n'entre point avec vous, là-dessus, dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet, de si haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, du reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie, monsieur le général, d'être bien persuadé de mon estime et d'une considération distinguée. »

Cette réponse de l'archiduc condamnait Bonaparte à vaincre encore une fois avant d'obtenir la paix qu'il ambitionnait. Contrarié par l'espèce de refus qu'il venait d'éprouver, il mit encore plus d'activité dans ses opérations militaires. Le 1er avril, l'armée eut ordre de marcher sur Friesach. A peine s'était-elle ébranlée, qu'un aide de camp du prince vint demander une suspension d'armes de quatre heures. Bonaparte ne fut point dupe de cette ruse du général autrichien, qui ne cherchait, en effet, qu'à gagner la journée pour donner le temps au général Kerpen de faire sa jonction avec le gros de l'armée. Le général français devina sur-le-champ l'intention de son adversaire. Il supposa, avec raison, que Kerpen, battu par le général Joubert, pouvait avoir manœuvré de manière à se rapprocher de l'armée de l'archiduc, et que ce dernier venait d'apprendre la prochaine arrivée de ce corps de troupes.

La division Masséna, qui formait tête de colonne, se trouva le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, qui ferment, entre Friesach et Neumarckt, le vallon où passe la route de Klagenfurt à Vienne. Les troupes étaient disposées de la manière suivante : la brigade du général Lindenau était à Guldendorf et Pichlern ; la division du prince d'Orange occupait le village de Neudeck, qui était retranché. Les grenadiers de la réserve étaient à Aneten et Bad-Aneten, partie de la division Mercantin s'avançait sur Mühlbach, et le division Kaim se trouvait en position en avant de Neumarckt, où le prince Charles avait son quartier général.

Aussitôt que la 2e demi-brigade d'infanterie légère, qui formait l'avant-garde de Masséna, aperçut les avant-postes ennemis, elle les attaqua vigoureusement, les culbuta, et se jeta ensuite à droite et à gauche sur les flancs de la position. Le général Kaim se porta alors en arrière des villages de Guldendorf et Pichlern, pour s'opposer aux progrès de la colonne française qui s'avançait avec vivacité, et le combat continua sans que

1797 — AN V. Italie.

l'un ou l'autre parti obtint l'avantage. Masséna, pour le décider, réunit les grenadiers des 18e et 32e demi-brigades en colonne serrée, à la tête de laquelle marche le général Rampon ; cette colonne pénètre au centre du défilé dans Aneten et Bad-Aneten. Les grenadiers autrichiens, arrivés récemment de l'armée du Rhin, et qui s'étaient particulièrement distingués au siége de Kehl, ne peuvent soutenir le choc de cette masse de vétérans français, et vont chercher un refuge derrière les barricades du village de Neudeck. A ce moment, les chasseurs de la 2e légère attaquaient ce dernier poste, devant lequel se présentent les grenadiers de Masséna poursuivant les Autrichiens. Le village est emporté au pas de charge. Le mouvement rétrograde des grenadiers ennemis avait déjà forcé le général Mercantin d'abandonner les postes de Guldendorf et Pichlern, pour ne pas être coupé. Les troupes autrichiennes furent repoussées sur Neumarckt. Toutefois, une seconde colonne de grenadiers que fit avancer l'archiduc réussit à contenir les vainqueurs jusqu'à la chute du jour. Les Français passèrent la nuit sur le champ de bataille, et le prince profita des ténèbres pour opérer, sans bruit, sa retraite sur Unzmarckt. La division Masséna fut la seule engagée dans ce combat, où l'ennemi perdit de 1,000 à 1,200 hommes, dont 600 prisonniers.

Bonaparte établit son quartier général à Friesach, où l'on trouva, ainsi qu'à Neumarckt, des subsistances et des munitions en grande quantité, quoique les Autrichiens eussent essayé de mettre le feu à la plupart de leurs magasins.

Le 4 avril, les divisions Masséna et Serrurier étaient à Scheifling, ainsi que le quartier général. L'avant-garde de Masséna, sur le point d'atteindre Unzmarckt, rencontra l'arrière-garde ennemie, qui voulut s'opposer à sa marche ; mais la 2e légère, qui s'était conduite avec tant d'intrépidité la veille au combat de Neudeck, chargea les bataillons ennemis, et les mit en déroute avec perte de 4 ou 500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers dans l'action. Le chef de cette demi-brigade, Carrière, officier d'une haute distinction, fut emporté par un boulet. Ce même jour, le général Guyeux arriva à Scheifling avec sa division, et Bonaparte en détacha une brigade qu'il fit marcher sur Murau, pour empêcher la jonction du corps de Kerpen

avec l'armée de l'archiduc. En effet, le général Sporch, commandant l'avant-garde de Kerpen, avait déjà pris cette direction; mais, instruit que les Français étaient sur le même point, il n'osa point avancer. Désormais cette jonction des deux corps ennemis ne pouvait plus s'effectuer qu'au delà de la chaine des montagnes qui couvrent Vienne du côté de Maria-Zell. Aussi le prince Charles se détermina-t-il à presser sa retraite sur Vienne, en évitant tout engagement sérieux, jusqu'à ce qu'il se trouvât plus en mesure, avec toutes ses forces réunies, de livrer une bataille décisive à son adversaire.

Par suite de cette détermination, les Français occupèrent, le 5 avril, Knittelfeld et Judenburg, sans brûler une amorce. Bonaparte, dont le quartier général fut transféré dans la dernière de ces deux villes, y attendit, non sans impatience, la réunion entière de ses divisions. Bernadotte, qui avait suivi l'ennemi sur Laybach, se rapprochait à marches forcées du centre de l'armée par Krainburg, Neumarckt et Klagenfurt. Le corps de Joubert était également sur le point d'atteindre la dernière de ces villes, ayant continué sa marche dans cette direction, depuis son arrivée à Villach.

Ainsi Bonaparte allait, sous peu de jours, tenter le dernier effort qui devait décider de la paix, ou la continuation d'une guerre, que l'inconstante fortune pouvait rendre bien désastreuse pour la France, surtout après une défaite sous les murs de Vienne.

Toutefois les derniers revers de l'archiduc Charles et la marche rapide de l'armée française avaient répandu l'effroi dans la capitale des États autrichiens. La cour tint conseil et délibéra s'il ne convenait point de se retirer en Hongrie. L'imminence du danger parut telle, que l'influence anglaise ne put prévaloir dans le choix du moyen de se soustraire à l'orage qui menaçait la monarchie. L'empereur se rappela la proposition récente de Bonaparte, et se décida à envoyer les généraux Bellegarde et Merfeld au quartier général de l'armée française, pour entamer une négociation : ils arrivèrent à Judenburg le 7 avril, et proposèrent d'abord un armistice de six jours. Bonaparte parut vouloir refuser cette suspension d'armes, qui était autant dans son propre intérêt que dans celui des Autrichiens; cepen-

1797 - an v. Italie. dant, feignant de la considérer comme un acheminement à la paix, et se faisant un mérite de sa condescendance, il l'accorda, sous la condition que les avant-postes de la droite de l'armée française resteraient dans la position où ils se trouvaient le même jour (7 avril), entre Fiume et Trente : de là, tirant une ligne jusqu'à Rattenberg, dans la vallée de l'Ens et jusqu'à Radstadt, les villes, bourgs et villages de Tüffer, Littay sur la Save, Windischfreistritz, Marburg, Ehrenhausen, la rive droite de la Mur, Gratz, Bruck, Leoben, Trafeyach, Mautern, le chemin de ce dernier bourg à Rottemann, Irdning, Radstadt, Saint-Michel, Spital, la vallée de la Drave et Lienz, devaient rester à la disposition des Français. L'armistice était commun aux troupes qui se trouvaient dans le Tyrol, et il fut convenu que les généraux des deux partis régleraient entre eux les postes qu'ils devaient occuper dans cette province. Dans la ligne de démarcation que l'on vient de voir, l'armée française allait occuper trois points importants où ses troupes n'avaient pas encore pénétré : Gratz, capitale de la Styrie, une des villes les plus considérables des États héréditaires, et renfermant une population de quarante mille âmes, Bruck et Rottemann.

Bonaparte transféra son quartier général dans la petite ville de Leoben, et fixa de suite les nouvelles positions que devait occuper son armée. Le général Serrurier fut placé à Gratz, le général Guyeux à Leoben, et Masséna à Bruck. Bernadotte resta campé en avant de Saint-Michel, et le général Joubert s'échelonna de Villach à Klagenfurt. L'armée française, par ces dispositions, se trouvait rassemblée, et pouvait se porter rapidement, en cas de rupture, dans les plaines de l'Autriche proprement dite. La ligne française n'avait pas plus de vingt lieues, et cependant elle couvrait les principales communications avec l'Italie.

Dans le désir mutuel qu'avaient les envoyés de l'empereur et Bonaparte de hâter la paix, les préliminaires en furent arrêtés et signés le 15 avril à Leoben. Les articles dont ils se composaient ne furent pas publiés; mais le message du Directoire exécutif aux deux conseils des Cinq-Cents et des Anciens a fait connaître les bases que nous allons rapporter :

La renonciation à la Belgique par l'empereur et roi ; la recon-

naissance des limites de la France, telles qu'elles avaient été décrétées par les lois de la république; 1797 — an V. Italie.

L'établissement et l'indépendance de la république lombarde.

Ces préliminaires furent les fondements du traité de paix conclu à Campo-Formio. Avant de rapporter ce dernier événement et ceux qui le précédèrent dans les États de Venise, nous allons retracer les opérations des deux armées françaises sur le Rhin, et faire connaître la part qu'elles eurent dans la conclusion d'une paix achetée au prix de tant de sang et du sacrifice de l'amour-propre de la monarchie autrichienne.

Ouverture de la campagne sur le Rhin par l'armée de Moreau; passage de ce fleuve à Diersheim; combats jusqu'à la notification des préliminaires de Leoben. — Bonaparte avait déjà forcé l'archiduc Charles à évacuer la Carinthie, et les deux armées françaises sur le Rhin étaient encore inactives dans leurs quartiers respectifs. Sans rechercher ici les causes qui engagèrent le gouvernement républicain à se priver aussi longtemps de la puissante coopération de ces forces dans une lutte qu'il lui importait de terminer, nous nous bornerons à faire considérer leur inaction comme d'autant plus extraordinaire, qu'avec bien plus de moyens pour reprendre l'offensive, ces deux armées avaient été exercées et réorganisées pendant l'hiver. De grands sacrifices avaient été faits pour les pourvoir de tous les objets d'habillement et d'équipement, qui leur manquaient presque entièrement depuis la retraite d'Allemagne; la cavalerie avait été remontée, et l'artillerie mise dans le meilleur état possible. 22 avril. (3 floréal.) Allemagne.

Elles pouvaient d'autant mieux recommencer les hostilités, que la cour de Vienne, justement alarmée de l'état de ses affaires en Italie, avait retiré d'Allemagne, ainsi que nous l'avons dit, l'élite de ses troupes pour les faire passer en Carinthie, où elle avait vainement espéré que l'archiduc Charles rappellerait la victoire. Ces détachements avaient affaibli les forces autrichiennes sur le Rhin. Ces dernières, suffisantes peut-être pour une guerre défensive, ne l'étaient pas cependant assez pour arrêter l'irruption simultanée des armées de Moreau et de Hoche; aussi l'archiduc, avant son départ pour l'Italie, avait-il recommandé au général Latour, qui le remplaçait dans le com-

1797 — an v. Allemagne. mandement de l'armée d'Allemagne, de concentrer ses forces sur le haut Rhin, entre la Suisse et le Necker. Mais ce général, toujours fidèle aux principes de son école, et nullement éclairé par l'expérience, commit encore la faute de disséminer ses troupes sur la rive droite du Rhin, depuis la Suisse jusqu'à Dusseldorf.

Les forces autrichiennes sur le haut Rhin s'élevaient à 40,000 hommes, dont 6,000 hommes de cavalerie, et étaient réparties depuis Bâle jusqu'à Mannheim. Le général Sztarray en commandait le centre, placé aux environs de Kehl. Le corps du Bas-Rhin, sous les ordres du général Werneck, ne comptait pas plus de 20,000 combattants. Destiné à tenir tête à l'armée de Sambre-et-Meuse, il était cantonné sur la Lahn. Une division de 6,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux, commandée par le général Simpschen, était placée sur les deux rives du Mayn, entre Mayence et Aschaffenburg. Cette réserve devait renforcer alternativement les points menacés sur la droite ou sur la gauche. Enfin, les garnisons d'Ehrenbreitstein, Mayence, Mannheim et Philippsburg, pouvaient présenter ensemble un effectif de 18 à 20,000 hommes. Les troupes impériales opposées aux armées de la république sur le Rhin formaient ainsi un total d'à peu près 100,000 combattants.

Les forces françaises étaient de 30,000 hommes environ plus nombreuses que celles de l'ennemi. L'armée commandée par le général Moreau, dont nous allons suivre d'abord les opérations, s'élevait à 60,000 hommes : elle était cantonnée sur la rive gauche du Rhin et au delà des Vosges jusque vers la ville de Deux-Ponts.

Le Directoire suivit pour l'ouverture de la campagne sur le Rhin les errements de l'année précédente, sans être éclairé par l'expérience des revers que ses armées avaient éprouvés dans l'exécution d'un plan vicieux. Hoche et Moreau reçurent l'ordre de passer le fleuve le même jour à Neuwied et à Kehl, afin de diviser l'attention de l'ennemi, et de le rendre incertain sur la direction à donner à ses masses. Toutefois, l'armée de Sambre-et-Meuse effectua son passage avant celle de Moreau; et cette circonstance, loin d'entrainer aucun inconvénient fâcheux, fut même un avantage, en ce que, le général Hoche ayant des de-

bouchés assurés par les têtes de pont de Neuwied et de Dusseldorf, il convenait mieux que le gros des forces ennemies se portât de ce côté, pour rendre plus certain le passage de l'armée du Rhin, qui ne pouvait se faire que de vive force.

Moreau s'était rendu à Paris quelque temps après la prise de Kehl, à l'effet d'accélérer l'envoi de tout ce qui manquait à ses troupes pour entrer en campagne. Le général Desaix, chargé du commandement de l'armée pendant l'absence du général en chef, avait imprimé une telle activité aux chefs de l'artillerie et du génie, que les préparatifs du passage étaient presque entièrement achevés au 17 avril, époque du retour de Moreau à Strasbourg.

Le passage du Rhin à Kehl, le plus facile à exécuter dans d'autres circonstances, était devenu presque impossible par la baisse extraordinaire des eaux, qui avait mis à sec le bras Mabile, et parce que l'ennemi, inquiet sur ce point, y avait multiplié les obstacles, en laissant encore subsister les tranchées de siége dans la plaine qui environne le fort. L'ordre du Directoire était cependant trop positif pour que Moreau eût le loisir de chercher le point le plus favorable, et il fut arrêté que le passage aurait lieu en avant de Killstadt. Quarante bateaux de commerce de la rivière d'Ill, pouvant porter chacun de 60 à 70 hommes, un grand bateau plat pour passer du canon et des munitions, et douze bateaux de Strasbourg furent réunis pour cette entreprise. Ces embarcations, après avoir déposé les troupes d'avant-garde sur la rive droite, devaient revenir en chercher de nouvelles, et continuer successivement cette manœuvre pendant qu'on travaillerait à établir les communications au moyen d'un pont volant à la hauteur de Gambsheim; on devait ensuite s'occuper de la formation d'un pont de bateaux.

L'embarquement devait avoir lieu près de l'angle d'une digue, derrière laquelle était un espace suffisant pour le rassemblement des troupes. Les barques et les troupes d'embarquement devaient se partager en trois colonnes, pour aborder à trois points principaux : la première à gauche, à la lisière du bois de Freystädt; la seconde, au-dessus de la batterie dans l'ile boisée à l'embouchure du Holchenbach; et la troisième sur un banc de gravier, séparé du bois de Diersheim par de petits bras guéa-

1797 — an V. Allemagne. bles, sur un desquels le chef de bataillon du génie Marion avait reconnu un petit pont de quatre pieds de largeur, propre à passer de l'infanterie.

En attendant que le pont volant fût construit, le grand bateau plat devait passer du canon, des munitions et des chevaux sur ce même banc de gravier désigné pour le débarquement de la troisième colonne.

De fausses attaques devaient protéger le débarquement des colonnes : la première, à la batterie de Beclair; l'autre, à la pointe des Épis, au-dessus de Kehl; une troisième aux îles de Dahlunden, vis-à-vis du village de Greffern. Une vive canonnade sur toute la ligne, depuis le fort Vauban jusqu'au Vieux-Brisach, devait aussi appuyer ces démonstrations et causer une inquiétude générale à l'ennemi.

Les troupes destinées à l'expédition furent rassemblées derrière la digue dont nous avons parlé, dans la plaine en avant de Killstädt. Le général Duhesme les commandait, et elles étaient réparties ainsi qu'il suit :

Le général Vandamme, ayant sous ses ordres l'adjudant général Heudelet et les aides de camp Gobretch et Savary, était à la tête d'un bataillon de la 76[e] et des trois bataillons de la 100[e] demi-brigade, qui devaient opérer le premier débarquement.

Un bataillon de la 16[e] d'infanterie légère, avec les trois de la 31[e] de ligne, commandés par le général Davoust, ayant sous ses ordres les adjudants généraux Demont et Jarry, étaient destinés au second débarquement. Le général Duhesme accompagna cette seconde section d'attaque.

La troisième était composée de la 17[e], de deux bataillons de la 109[e], et d'un bataillon de la 16[e] légère, sous les ordres du général Jordy : elle devait, faute de bateau, attendre le retour de ceux qui conduisaient les deux premières sections.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, tout se mit en mouvement sur la rive gauche du Rhin. Les bateaux qui étaient sur la rivière d'Ill, depuis Colmar jusqu'à Strasbourg, furent dirigés sur Killstädt. Cependant, les eaux étant très-basses et le mauvais temps étant survenu, la navigation fut retardée ; à cinq heures du matin il n'y avait encore que vingt-cinq de ces bateaux devant le village. Un autre incident vint encore mettre des en-

traves à l'opération. Les bateaux n'ont pas besoin de rames pour naviguer sur l'Ill, rivière où l'on touche le fond partout; mais, sur le Rhin, ces rames devenaient nécessaires, et on en avait chargé un bateau, qui s'engrava tellement, qu'il devint impossible de le mettre à flot. Moreau, Desaix et plusieurs autres officiers et généraux supérieurs se jetèrent à l'eau jusqu'à la ceinture avec quelques soldats, pour dégager ce bateau; mais leurs efforts furent inutiles : il fallut faire porter les rames sur les épaules des soldats jusqu'au point d'embarquement. L'attaque principale ne put partir qu'après six heures. On ne pouvait plus espérer de surprendre l'ennemi; car, depuis deux heures, le canon des fausses attaques avait dû lui donner l'éveil. Le capitaine d'Hénin [1], aide de camp du général Montrichard, chargé de commander la fausse attaque de la batterie de Beclair, était même parvenu à prendre terre sur la grande île qui se trouve en face de cette batterie, et qui n'est séparée de la rive droite que par des bras guéables. Cet officier s'y maintenait et causait beaucoup d'inquiétude aux postes ennemis qui lui étaient opposés. Il paraît même que cet incident devint très-favorable à l'expédition; car le général autrichien, persuadé que c'était là le lieu du principal débarquement, se hâtait de diriger sur ce point des forces considérables.

Cependant la flottille française avait débouché dans le grand bras du Rhin; mais elle s'y trouvait exposée au feu très-vif des batteries autrichiennes. Les pontonniers, malgré tout leur sang-froid et leur habileté, ne pouvaient suivre la direction qui leur était indiquée, sans courir les risques de faire couler bas les embarcations, ou de faire tuer les soldats qui s'y trouvaient, par la mitraille qui les atteignait; ils furent forcés de se rabattre sur le point désigné pour la troisième section d'attaque (le banc de gravier en face du bois de Diersheim), et les troupes y descendirent.

Les Autrichiens avaient dans cette partie un détachement de 300 hommes du corps franc de Michalowitz, qui se retirèrent d'abord derrière des bois de construction amassés près de la baraque du péage. Ils en furent débusqués par les grenadiers du

[1] Depuis lieutenant général, baron, etc.

1797 — an v. Allemagne. bataillon de la 76[e] et ceux de la 100[e] demi-brigade, commandés par l'adjudant général Heudelet[1], et qui marchant sur eux au pas de charge, les forcèrent à passer sur la rive droite. Ce mouvement vigoureux, exécuté sous le feu d'une batterie ennemie, permit aux autres troupes de débarquer et de se former sur le gravier sans obstacles. Les embarcations furent renvoyées sur la rive gauche pour prendre la 3[e] section d'attaque. Alors le général Duhesme fit avancer la colonne du général Davoust contre le village de Diersheim, occupé en force par l'ennemi, tandis que le général Vandamme s'établissait avec la sienne derrière une digue. Le général Duhesme marchait avec les troupes de Davoust, qui pénétrèrent d'abord dans le village de Diersheim, ainsi que dans le bois qui l'avoisine; mais les Autrichiens parvinrent à les repousser, malgré tous les efforts et l'intrépidité du général Duhesme, qui prit la caisse d'un tambour mort pendant l'action, battit lui-même la charge avec le pommeau de son épée, et eut la main percée d'une balle. Cette colonne se fût ralliée bien difficilement, si le général Vandamme n'était pas arrivé au pas de charge avec la 100[e] pour rétablir le combat. Le village fut emporté, et les Impériaux furent forcés de retirer la batterie qu'ils avaient dans le bois de Diersheim, et dont le feu venait de seconder leur mouvement en avant sur les troupes de Davoust. Cependant six compagnies du régiment d'Alton étant venues au secours du détachement battu, les Autrichiens réattaquèrent Diersheim et s'en rendirent maîtres une seconde fois. Le général Davoust, renforcé d'un bataillon de la 16[e] légère qui venait de débarquer, les en expulsa de nouveau. Après cet engagement, la ligne française s'étendit par sa droite dans la direction de Honau; le centre occupait le village, et sa gauche s'appuyait aux digues du Rhin.

A onze heures, l'ennemi, renforcé par quatre bataillons et quelques escadrons, accourus du camp de Bodersweier, se crut assez fort pour revenir à la charge sur Diersheim, pendant qu'un détachement qui s'était dirigé sur Honau suivait les bords du Rhin, et cherchait à prendre les Français à revers; mais cette nouvelle tentative eut la même issue que les autres. La

[1] Depuis lieutenant général, etc.

colonne commandée par le général Jordy était débarquée sur ces entrefaites, et avait renforcé la ligne déjà établie. Jordy, à la tête de la 17e demi-brigade, repoussa l'attaque de front. Sur la droite, les Autrichiens s'étant emparés d'abord d'un retour de la digue qui appuyait le flanc des Français, il était de la plus grande importance de les empêcher de s'y établir avec de l'artillerie. Les généraux Desaix et Davoust, avec les deux bataillons de la 109e, marchèrent vers cette partie. Malgré les difficultés que présentaient le terrain, coupé et marécageux, et le feu bien nourri qui partait de la digue, ils parvinrent à en chasser l'ennemi, qui fut rejeté en désordre dans Honau, avec une perte de plus de 200 prisonniers. Le général Desaix fut blessé à la cuisse dans cette charge, que les troupes exécutèrent avec la plus grande vigueur.

Cet échec détermina les Autrichiens à rester sur la défensive. Ils occupaient alors une ligne dont la droite, couverte par le ruisseau de Holchenbach, s'appuyait vers Freystädt; le centre était vers Lings, et la gauche au village de Honau. Le feu concentrique de quatre batteries de pièces de campagne défendait cette position et interdisait le passage du ruisseau aux troupes françaises, dans le cas où elles se fussent présentées sans artillerie et sans cavalerie.

Cependant le pont volant, auquel on avait travaillé avec la plus grande activité, se trouva prêt à trois heures; on le conduisit alors dans le Rhin, et il servit à passer plusieurs canons, des caissons, quelques hussards du 9e régiment, et des dragons du 17e, formant ensemble environ 400 chevaux, sous le commandement des chefs d'escadron Thouvenot et Saint-Dizier. Mais les nombreux renforts qui arrivaient continuellement sur la ligne ennemie, de Stollhofen, de Bodersweier, de Kehl et d'Offenburg, en infanterie, cavalerie et artillerie, donnaient aux Autrichiens un avantage considérable sur les Français, qui n'avaient pu passer jusqu'alors que quelques pièces de bataillon, dont une partie était déjà démontée. Aussi, sur le soir, le général Sztarray crut devoir faire une nouvelle tentative sur le village de Diersheim. L'attaque commença par une vive canonnade, qui démonta d'abord le peu de pièces qui restaient; le feu prit au village, qui fut bientôt enveloppé par un tourbillon épais de

1797 — an v. Allemagne.

flammes et de fumée. Les Autrichiens y pénétrèrent à la faveur de cet incendie, et engagèrent une fusillade aussi vive que meurtrière. Les Français, déjà maltraités par le canon et pressés par les flammes, se replièrent jusqu'à l'église, qui, étant isolée au milieu du village, leur présentait un moyen de résistance. Un bataillon de la 76e arriva sur ces entrefaites, et le combat se soutint avec un acharnement sans exemple. La victoire était encore indécise lorsque la 17e demi-brigade, commandée par l'adjudant général Drouet [1], et la 31e, ramenée au combat par l'adjudant général Heudelet, attaquèrent la colonne autrichienne sur ses flancs, l'enfoncèrent et la culbutèrent hors du village après un choc très-vif, dans lequel les deux adjudants généraux furent blessés. Les troupes ennemies ne se rallièrent dans la plaine qu'avec beaucoup de difficultés, et laissèrent le camp de bataille jonché de leurs morts et de leurs blessés. Toutefois le général Sztarray essaya, peu d'instants après, un nouvel effort sur la droite des Français; mais le général Jordy s'y porta avec la 100e et un bataillon de la 17e, repoussa cette attaque, et ôta l'envie aux Autrichiens de revenir à la charge.

Sur ces entrefaites, les généraux Vandamme et Davoust avaient marché sur le village de Honau, sous la protection de trois pièces d'artillerie légère, et soutenus par une centaine de chevaux qui venaient de débarquer. Les deux attaques dont nous venons de parler avaient mis le général Sztarray dans la nécessité d'affaiblir ses ailes; et c'était pour profiter de cette circonstance que les deux généraux français s'étaient mis en mouvement. Honau, mal défendu, fut enlevé, presque sans combat, par les deux bataillons de la 109e, qui s'y établirent.

Telle était, à cinq heures du soir, la situation des troupes françaises sur la rive droite; et il est facile de remarquer que les affaires n'étaient point encore fort avancées. Le pont de bateaux n'était pas commencé; le pont volant seul servait de communication. Quatorze bataillons d'infanterie, quelques centaines de chevaux, trois pièces d'artillerie légère et quelques pièces

[1] Depuis lieutenant général, comte d'Erlon, etc.

de campagne, la plupart déjà démontées, formaient l'ensemble des moyens d'attaque du côté des Français. L'ennemi, outre sa nombreuse infanterie, qui s'élevait de 10 à 12,000 hommes, avait trois régiments de cavalerie, et quinze bouches à feu placées avantageusement, et qui faisaient beaucoup de mal aux troupes françaises.

Le pont volant venait d'être fortement endommagé par le feu de l'ennemi, et l'on avait reconnu l'impossibilité de construire le pont de bateaux à l'endroit d'abord indiqué. Le général Moreau ordonna que ce dernier fût établi immédiatement au-dessous du pont volant, quoique les communications fussent très-difficiles sur ce point. A six heures on commença le travail; et malgré tous les obstacles que présentaient les localités et le feu continuel des batteries autrichiennes combiné avec une attaque sur la gauche de la position française, le pont fut entièrement achevé entre onze heures et minuit. Le général Moreau fit passer le reste des troupes rassemblées sur la rive gauche. Quatre demi-brigades, un régiment de cavalerie (le 2e), un de dragons (le 4e), deux compagnies d'artillerie, sous les ordres du général de division Dufour, traversèrent successivement le fleuve et se formèrent en bataille sur la rive droite. Le passage de la division Dufour était effectué à trois heures du matin, le 21 avril.

Le général Sztarray rassembla, pendant la nuit, toutes les troupes qui se trouvaient à portée. Ses forces consistaient en seize bataillons, vingt escadrons et vingt-cinq bouches à feu, sans compter les pièces régimentaires, et étaient commandées par les généraux-majors O'Reilly, Imens, Hegel et Klinglin. A sept heures du matin, le corps autrichien se mit en mouvement et marcha sur Diersheim et Honau.

L'attaque sur Honau eut d'abord quelque succès, et ce village fut abandonné un moment; mais les 24e et 89e demi-brigades repoussèrent les assaillants et les forcèrent à la retraite. Cette attaque contre Diersheim fut beaucoup plus sanglante sans être plus heureuse. Les Autrichiens la commencèrent par une vive canonnade à mitraille, qui, prenant à la fois de front et d'écharpe le principal débouché du village, démonta de nouveau une partie de l'artillerie française. Le capitaine d'artillerie légère

1797—an v. Allemagne. Foy, qui fit les plus grands efforts pour riposter avec avantage à ce feu terrible, fut grièvement blessé. Rassurés ainsi sur l'effet des batteries françaises, les troupes autrichiennes se portèrent au pas de charge sur la gauche du village, où elles voulaient pénétrer. Mais le chef de brigade Cassagne, avec la 3ᵉ demi-brigade légère, que soutenaient les 31ᵉ et 76ᵉ, résista avec la plus grande fermeté à ce choc impétueux, et se maintint dans sa position; tandis que le général Davoust, débouchant du village dans la plaine avec la 17ᵉ d'infanterie légère et la 109ᵉ, marchait, malgré des décharges de mitraille multipliées, vers le flanc gauche des assaillants. Cette attaque audacieuse attira l'attention du général ennemi, qui fit avancer lui-même plusieurs escadrons sur le flanc droit de Davoust; mais le 4ᵉ de dragons et le 2ᵉ de cavalerie s'avancèrent en même temps de leur côté, et chargèrent ces escadrons sans trop s'embarrasser de la supériorité du nombre. Ce combat donna lieu à une des mêlées les plus vives qu'on ait jamais pu voir. La cavalerie française, malgré son étonnante intrépidité, fut ramenée plusieurs fois jusque dans les jardins de Diersheim. Moreau, qui se trouvait présent à cette action, et le général Vandamme, eurent leurs chevaux tués sous eux; enfin, un escadron du 9ᵉ de hussards, qui n'avait point encore donné, et derrière lequel se rallièrent des pelotons de dragons et de cavalerie des deux régiments nommés plus haut, rompit, par une charge brillante, les rangs autrichiens, et décida la victoire en faveur des Français. Les généraux Sztarray et Imens furent blessés en cherchant à reformer leurs troupes; et le premier, voyant que ses efforts devenaient inutiles par l'arrivée successive de nouvelles forces ennemies, ordonna la retraite. Les Autrichiens rentrèrent dans leur position du matin. Avec une cavalerie plus nombreuse, les Français auraient pu tirer un plus grand parti de l'avantage qu'ils venaient de remporter.

Sur ces entrefaites, le général Lecourbe avait passé le Rhin avec la 84ᵉ demi-brigade, suivie par le 13ᵉ régiment de dragons, la brigade des carabiniers et quatre régiments de cavalerie, formant la division de réserve aux ordres du général Bourcier : celui-ci se rangea en bataille derrière les villages de Honau et de Diersheim. Le général Moreau, qui n'attendait que l'arrivée de

cette cavalerie pour marcher sur l'ennemi, en donna l'ordre vers deux heures de l'après-midi. 1797 — an v. Allemagne.

La colonne principale, commandée par Vandamme et soutenue par la division du général Bourcier, marcha au centre entre les villages de Hohenbühn et de Lings; le général Lecourbe se porta à droite sur Leutesheim, et le général Dufour à gauche sur Freystädt. Moreau, pour protéger le pont et pour avoir une réserve disponible, plaça quatre bataillons dans le bois de Diersheim.

Cependant le général Sztarray, éclairé par la tentative du matin, et sachant à quelles forces il allait avoir affaire, avait ordonné de continuer le mouvement rétrograde; mais cette retraite fut mal couverte. La réserve de cavalerie se mit à la poursuite de l'ennemi. Le chef de brigade Roget, du 13e de dragons, reçut du général Vandamme l'ordre de marcher avec trois de ses escadrons sur la route d'Offenburg, et de diriger le quatrième sur celle de Rastadt. Le régiment d'Alton, qui faisait partie de l'arrière-garde ennemie, fut atteint au village de Griesheim, où il faisait mine de vouloir résister; mais ayant été chargé vigoureusement et enveloppé dans le village, le colonel remit son épée et ses drapeaux au chef de brigade Roget, après avoir fait déposer les armes à sa troupe. Après cette action brillante, qui acheva de mettre le désordre dans la colonne ennemie, la retraite des Autrichiens ne fut plus qu'une débandade. Offenburg ouvrit ses portes, et le général Vandamme s'avança jusqu'au delà de Gegenbach. Le général O'Reilly, cherchant en vain à rallier les fuyards, fut fait prisonnier entre Bühl et Offenburg. Le général Dufour s'avança sur Kehl et sur Korck. Des dragons du 17e, qui lui servaient d'éclaireurs, ayant trouvé le pont de la Kintzig coupé et défendu par de l'infanterie, firent un détour, passèrent la rivière à gué, un peu au-dessus, et vinrent sommer Kehl. Le commandant d'un détachement d'Olivier-Wallis, qui occupait ce fort avec environ 50 hommes, capitula et se rendit prisonnier. L'occupation de Kehl donnait au général Moreau la facilité de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg et lui assurait la possession de la rive droite. Aussi donna-t-il aux généraux Marescot et Boisgérard l'ordre de presser la construction de ce pont.

Les Autrichiens perdirent dans cette journée de 4 à 5,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, parmi lesquels plu-

1797 — an v. Allemagne.

sieurs officiers généraux et supérieurs, plusieurs drapeaux et vingt pièces de canon; les deux généraux Sztarray, Imens, et quatre lieutenants-colonels et beaucoup d'officiers avaient été blessés. Au nombre des prisonniers se trouvaient le général O'Reilly, un major et 32 officiers. Du côté des Français, la perte en morts et blessés fut estimée à 1,500. Le capitaine du génie Vaudeling fut tué. Les généraux Desaix, Duhesme, Jordy, l'adjudant général Demont, l'aide de camp du général en chef, Baudot et plusieurs autres officiers furent blessés. L'armée française, après deux combats et avoir marché pendant huit heures à la poursuite de l'ennemi, bivouaqua dans la position où elle se trouvait à la nuit : sa droite placée entre Kehl et Neumühl, et sa gauche entre Bischofsheim et Freystädt; l'avant-garde s'étendit jusque sur la Rench.

Bien déterminé à mettre à profit ses avantages, Moreau s'occupa préalablement de rétablir l'ordre de bataille, un peu dérangé la veille, afin que les généraux eussent sous leurs ordres les troupes qui leur étaient connues. L'aile droite fut destinée à faire face aux corps autrichiens du haut Rhin. Le centre et la réserve durent suivre le pied des montagnes, en se dirigeant vers le bas Rhin, prendre position sur la Rench, et porter un détachement sur le mont Kniebis, afin d'assurer la marche de cette partie de l'armée sur Rastadt. L'aile gauche, qui ne pouvait être réunie que le 23, la brigade Lecourbe étant seule en ligne, devait agir de concert avec le centre, comme dans la campagne de 1796.

Le 22 au matin, le centre, commandé par le général Desaix, se mit en marche sur deux colonnes. La première, conduite par Vandamme et suivie par la réserve de cavalerie, se porta sur Freudenstadt par Nieder-Acheren et le Kniebis; la seconde, commandée par Davoust, remonta la vallée de la Kintzig. L'avant-garde de Vandamme rencontra l'ennemi entre Zimmern et Renchen, et le poursuivit par Oberkirch, sur le Kniebis. Un escadron de hussards de Ferdinand fut chassé de Nieder-Achern, et poussé jusqu'à Bühl. Davoust s'avança sans obstacles jusqu'à Biberach, qu'il trouva occupé par un détachement de hussards dits *de frontières*. Sommés de se rendre, ces hussards allaient mettre bas les armes, lorsqu'une colonne ennemie, aux

ordres du général Hegel, déboucha par le chemin de Lahr à Biberach, et facilita leur retraite[1]. 1797 — an V. Allemagne.

L'aile droite, commandée par le général Dufour, marcha sur Ettenheim, en remontant la vallée du Rhin. Le général Saint-Cyr, commandant l'aile gauche, arrivé dans la nuit du 22 au 23 avec deux demi-brigades, quatre régiments de cavalerie et deux compagnies d'artillerie légère, eut ordre de suivre la route du Rhin, afin de se réunir à la brigade Lecourbe. Celui-ci avait déjà forcé à deux heures le passage de la Rench, qu'il trouva défendu par deux bataillons, trois escadrons des hussards de l'Empereur, deux autres du corps franc de Michalowitz et six pièces d'artillerie légère. Les Autrichiens, défaits après un combat de peu de durée, furent poursuivis jusqu'à Lichtenau. La brigade Lecourbe fit à peu près 100 prisonniers dans cette occasion.

Le lendemain, 23 avril, le général Moreau se disposait à continuer sa marche, et, de son côté, le général Latour s'avançait sur Rastadt avec 18,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, pour recueillir les débris du corps de Sztarray et tenter les hasards d'une bataille dans la plaine; mais au moment où l'armée française s'ébranlait pour marcher à sa rencontre, Moreau reçut un parlementaire accompagné d'un courrier venant de l'armée

[1] Le général Vandamme avait donné l'ordre au chef de brigade Roget, du treizième de dragons, de poursuivre l'ennemi, avec trois escadrons, sur la route d'Offenburg, et de diriger le quatrième sur la route de Rastadt. Le régiment autrichien d'Alton fut atteint au village de Griesheim, où il s'était arrêté pour couvrir la retraite des équipages d'une partie de l'armée. Le chef de brigade Roget n'hésita point à charger de suite ce régiment, le rompit, l'enveloppa en entier et lui fit déposer les armes, comme on l'a vu précédemment. Après avoir dirigé ses prisonniers sur Strasbourg, le chef de brigade Roget continua son mouvement sur Offenburg, dont il se fit ouvrir les portes. Pendant son trajet de Griesheim à Offenburg, et de cette ville à Gegenbach, le treizième de dragons prit neuf pièces de canon, quarante caissons, un grand nombre de voitures d'équipages et la chancellerie de l'armée autrichienne. Parmi ces voitures se trouva le fourgon du général Klinglin, qui renfermait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé. Le nombre des prisonniers ennemis que le 13[e] dragons fit dans cette marche, y compris le régiment d'Alton, s'éleva à près de deux mille hommes.

Le général en chef Moreau, pour témoigner sa satisfaction au treizième de dragons, ordonna que le prix des chevaux, caissons et chariots d'équipages serait payé par forme de gratification aux officiers, sous-officiers et soldats de ce régiment : ce qui reçut son exécution.

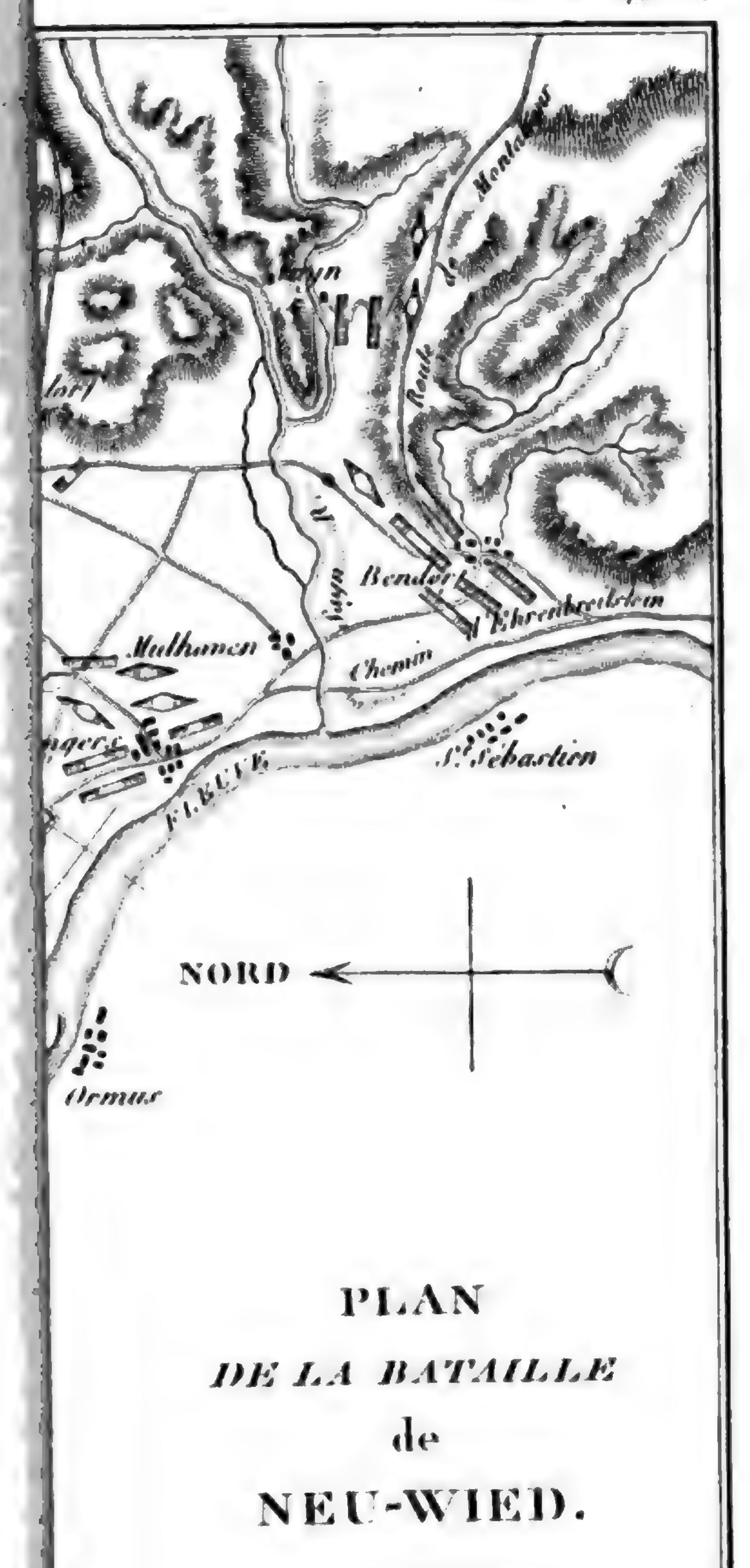
1797—an v. Allemagne. d'Italie, qui lui apportait la nouvelle de la signature des préliminaires de paix à Leoben. Les hostilités furent suspendues sur-le-champ. Des contre-ordres furent expédiés à toutes les divisions, et l'armée garda la position qu'elle avait à l'arrivée du courrier. La droite était alors en avant de Kappel jusqu'auprès d'Ettenheim. De là la ligne gagnait Lahr, passait à Gengenbach, Oberkirch, Nieder-Acheren. La gauche venait s'appuyer au Rhin, près de Lichtenau.

27 avril. (8 floréal.) Allemagne. *L'armée de Sambre-et-Meuse entre en campagne; passage du Rhin à Neuwied; combats de Neuwied, de Dierdorf, d'Uckerath, de Wetzlar, etc.; cessation des hostilités.* — L'armée de Sambre-et-Meuse reprit une attitude plus imposante lorsque le Directoire républicain remplaça le général en chef Beurnonville par le vainqueur des lignes de Weissembourg et le pacificateur de la Vendée. Nous allons voir les guerriers de Fleurus, d'Aldenhoven, animés d'un nouvel enthousiasme, rappelés à leurs premiers triomphes, menacer une troisième fois l'Allemagne et venger par des victoires les retraites des deux années précédentes.

On a vu, au commencement de ce volume, le triste résultat de l'expédition d'Irlande. Trompé dans ses espérances, le gouvernement voulut au moins mettre à profit le dévouement connu du général dont les grands talents militaires n'avaient pu être employés contre nos plus implacables ennemis. La réputation de Hoche, qui balançait celle des premiers généraux de la république, fit penser aux directeurs que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de ce chef, ne se montrerait point inférieure à la glorieuse armée d'Italie.

Arrivé au quartier général de Cologne, Hoche s'occupa avec son activité accoutumée de la réogarnisation de l'armée confiée à ses soins. Retenue si longtemps dans ses quartiers d'hiver, cette même armée avait éprouvé des désertions considérables; l'esprit militaire était affaibli, les liens de la discipline s'étaient relâchés; enfin elle avait un égal besoin d'un administrateur prévoyant, éclairé, et d'un général ferme et habile.

Hoche réunissait ces deux qualités. Investi de pouvoirs extraordinaires, dictateur, pour ainsi dire, dans les provinces vendéennes, il y avait fait preuve de ses talents administratifs



PLAN
DE LA BATAILLE
de
NEU-WIED.



et guerriers. C'est par son esprit conciliateur, par ses mesures sages et prudentes, encore plus que par la force des armes, qu'il était parvenu à soumettre le pays insurgé et à rétablir, au sein de la plus furieuse anarchie, l'ordre et la tranquillité. C'était donc une heureuse inspiration que celle qui fit choisir ce général pour commander une des armées d'Allemagne, à une époque où les plus grands efforts devenaient nécessaires pour terminer une guerre aussi désastreuse pour la république que pour les rois ligués contre elle. 1797 – an V. Allemagne.

Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse ne trahit point la confiance de son gouvernement. Nous avons parlé des regrets exprimés par Hoche en se voyant dans l'obligation de combattre des Français, et la noble envie qu'il portait à ceux des généraux de la république qui n'avaient pour adversaires que les ennemis extérieurs. Transporté sur les bords du Rhin, il voyait ses vœux réalisés ; de nouveaux triomphes, des victoires moins douloureuses et plus légitimes, pour ainsi dire, s'offraient à son âme avide de gloire et de renommée ; et son génie trouvait encore plus de développement dans l'espérance de vaincre des ennemis avec lesquels il ne répugnait point de se mesurer.

Hoche avait demandé le général Chérin pour chef d'état-major général, et l'avait obtenu. Ces deux guerriers, liés par la plus intime amitié, se trouvaient réunis à Cologne à la fin de février. La seule présence du nouveau général en chef au quartier général de l'armée de Sambre-et-Meuse avait déjà ranimé l'ardeur des chefs et des soldats. En s'occupant directement et spécialement des besoins des troupes, il sut les ramener bientôt à l'obéissance et à la discipline. Nommé en même temps administrateur général des pays conquis en deçà du Rhin, Hoche s'appliqua à faire estimer le nom français dans ces contrées soumises avant lui à l'arbitraire des agents qui l'avaient précédé, comme il avait cherché à faire respecter le gouvernement républicain dans les départements insurgés. Les mesures prises par lui réussirent à dissiper en grande partie les préventions que les peuples subjugués avaient contre leurs dominateurs. Sa conduite modérée procura des ressources qu'on eût refusées à la violence : les subsistances de l'armée furent assurées ; le soldat n'eut plus de prétexte pour se livrer au maraudage en parcourant les

1797 — an v. Allemagne. campagnes à main armée. Des marchés furent passés avec une compagnie belge, pour l'habillement et l'équipement des troupes; et cette branche jusqu'alors si négligée de l'administration militaire se trouva en peu de temps au niveau des autres. Enfin, grâce à l'active prévoyance du général de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée du Rhin fut elle-même pourvue d'une grande partie des objets qui lui manquaient. Mais en donnant ainsi tous ses soins à l'amélioration du sort des soldats, Hoche sentit qu'il fallait déployer la plus grande sévérité envers ces êtres parasites qui pullulent dans les armées pour les piller, et qui s'engraissent au milieu du désordre. Il purgea les administrations et les états-majors de tous les hommes inutiles au service, voulant que l'armée ne comptât plus dans ses rangs que de véritables défenseurs de la patrie.

Par suite de dispositions dont le général de l'armée de Sambre-et-Meuse reconnut un des premiers l'inconvénient, depuis quelques campagnes la cavalerie se trouvait éparpillée dans les divisions d'infanterie. Hoche résolut de la réunir en divisions séparées par armes [1]. Le général Ney commanda les hussards, Richepanse les chasseurs, Klein les dragons, et d'Hautpoul la grosse cavalerie.

L'armée active se trouva formée ainsi qu'il suit :

L'aile droite, composée de deux divisions d'infanterie et de la division des chasseurs à cheval, sous les ordres du général Lefebvre; le centre, commandé par le général Grenier; deux divisions d'infanterie, la division de hussards et celle de grosse cavalerie formant réserve; la gauche, aux ordres du général Championnet, deux divisions d'infanterie et la division de dragons. Le général Collaud, avec un corps séparé, fut chargé de couvrir le Hundsrück, et d'investir les forteresses d'Ehrenbreitstein et de Mayence.

[1] Nous partageons ici l'opinion du judicieux critique que nous citons souvent : « Pour éviter une erreur, dit le général Jomini, Hoche tomba dans une autre non moins dangereuse, en détruisant l'émulation des différentes armes, en les privant de l'appui réciproque qu'assure leur constitution particulière; il eût tiré de sa cavalerie un plus grand avantage en admettant des hussards, des chasseurs et des dragons dans chacune de ses divisions, et en composant sa réserve seule de grosse cavalerie. »

Jamais l'armée de Sambre-et-Meuse n'avait été dans un état plus satisfaisant. Son artillerie nombreuse, bien attelée, bien servie, était sous les ordres du général Debelle, beau-frère de Hoche. Quelques jours avant le commencement des hostilités, le général en chef écrivait au Directoire : « Il n'est pas possible de voir une armée plus belle, plus brave et mieux disciplinée...; avec elle, un général est sûr de vaincre bientôt les armées ennemies..... Que la campagne s'ouvre, et rien ne pourra m'empêcher d'être à Vienne!.... » Cette noble confiance du général en chef en ses soldats n'était surpassée que par celle qu'ils avaient eux-mêmes dans le génie de leur digne chef. Électrisés par ses discours et par sa présence continuelle au milieu d'eux, ils brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi, et n'attendaient que le signal. 1797 — an v. Allemagne.

Nous avons fait observer plus haut que l'armée de Sambre-et-Meuse avait des débouchés assurés, et que, par conséquent, le passage du Rhin ne lui présentait pas les mêmes difficultés qu'à l'armée de Rhin-et-Moselle. Déjà l'aile gauche, aux ordres de Championnet, occupant sur la rive droite le camp retranché de Dusseldorf, et la droite tenant la tête du pont de Neuwied, rien ne s'opposait à ce que l'armée entière fût promptement réunie sur les bords de la Lahn. Toutefois le général Werneck, en concentrant ses troupes dans la position d'Altenkirchen, aurait pu se réserver la facilité de tomber successivement sur le général Championnet, au passage de la Sieg, et sur le général Hoche, débouchant de Neuwied par Dierdorf ou Montabaur ; mais, d'un autre côté, les troupes autrichiennes n'étaient pas assez nombreuses pour que cette manœuvre pût réussir complétement.

Nous avons dit que l'armée ennemie sur le bas Rhin ne s'élevait pas à plus de 40,000 hommes : c'était à peu près les deux tiers des forces que Hoche avait à sa disposition. Cantonnées sur les deux rives de la Lahn, les troupes autrichiennes avaient leurs avant-postes sur la Sieg ; et, pour s'opposer au débouché des Français par Neuwied, elles avaient cerné cette ville de retranchements et de batteries, gardés par un très-fort détachement que commandait le général Kray.

Il parait que le bruit des pourparlers qui avaient eu lieu

1797 —an v. Allemagne. sur les frontières de la Styrie, entre Bonaparte et l'archiduc, était déjà parvenu au quartier général de Werneck, puisque, le 16 avril, ce général écrivait à Hoche, qui venait de lui faire dénoncer l'armistice, « qu'*un nouvel acte de ce genre* ayant été conclu en Italie, il priait le général français de suspendre les hostilités, jusqu'à ce que la nouvelle fût officiellement arrivée. » Hoche répondit que, malgré son désir de la paix, il ne croyait pas devoir obtempérer à la demande qu'on lui faisait, attendu qu'il ne pouvait enfreindre les ordres positifs qu'il avait reçus du gouvernement d'entrer en campagne. Il crut néanmoins devoir informer le Directoire, par un courrier extraordinaire, de la démarche du général autrichien, en ajoutant : « Quelle que soit votre décision, citoyens directeurs, je crois devoir vous faire observer que, l'armée de Sambre-et-Meuse étant forte de 70,000 hommes, j'en peux porter à l'instant 60,000 sur le Danube et contraindre l'ennemi à une paix plus avantageuse avec la France. »

Toutefois, Hoche ne crut pas devoir attendre la réponse du Directoire. Le 16 avril, dans l'après-midi, l'aile gauche de l'armée déboucha du camp retranché de Dusseldorf, s'avança sur le Wipper, passa cette rivière, vint prendre position dans les plaines de Mühlheim, vis-à-vis de Cologne. Le lendemain 17, le général Championnet s'établit sur la Sieg. Werneck laissa l'aile gauche s'avancer ainsi vers Altenkirchen, dans le dessein de la combattre sur un terrain choisi. En conséquence il rassembla sa droite à Neukirch, son centre à Dierdorf, en ordonnant au général Kray, qui formait sa gauche, de venir prendre cette dernière position, et de ne laisser devant le débouché de Neuwied, pour masquer son mouvement, que quelques bataillons et escadrons en corps volants.

En prenant ces dispositions hasardées, le général autrichien présumait que, l'aile gauche étant facilement repoussée et même battue par les forces qu'il réunissait contre elle, il aurait toujours le temps de se porter, par une marche de flanc, devant Neuwied, pour empêcher l'aile droite et le centre de l'armée française de déboucher de ce point. Les troupes autrichiennes se mirent donc en mouvement, et le 17, le centre et l'aile droite de l'armée arrivèrent dans les positions indiquées. Le 18, l'aile

droite s'avança sur Crobach, sur la droite d'Altenkirchen; et, dans la nuit du 17 au 18, le général Kray dut commencer son mouvement sur Dierdorf.

Le général Hoche avait fait commencer le mouvement de son aile gauche deux jours avant celui de la droite et du centre, afin que le général Championnet se trouvât à peu près à la hauteur d'Uckerath quand les deux autres corps d'armée déboucheraient de Neuwied. Les troupes de Grenier et de Lefebvre furent donc réunies, le 17, aux environs d'Andernach; et le 8, à trois heures du matin, le général Lefebvre, à la tête de ses deux divisions d'infanterie, précédé par les chasseurs réunis sous les ordres du général Richepanse, passa le pont de Neuwied et fit former ces troupes en bataille dans la plaine à droite du pont. Les hussards, commandés par Ney, et les deux divisions Lemoine et Olivier composant le centre, aux ordres du général Grenier, suivirent immédiatement l'aile droite et se placèrent à la gauche. La division d'infanterie du général Watrin et la réserve de grosse cavalerie du général d'Hautpoul passèrent ensuite. Tous ces mouvements se firent sans obstacles, à la vue des troupes laissées devant Neuwied par le général Kray, déjà en marche sur Dierdorf.

Le général Werneck dut reconnaître alors toute l'erreur de son calcul. Incertain sur le point où il devait se porter, craignant, en attaquant le général Championnet sur la Sieg, d'être pris lui-même en flanc par le général Hoche, il envoya de suite au général Kray l'ordre de revenir sur ses pas à Anhausen et Benndorf; sa position lui parut même si critique, qu'il chercha une seconde fois à gagner du temps, en renouvelant auprès de Hoche la demande d'une suspension d'armes, motivée toujours sur l'existence des ouvertures de négociations faites en Italie; mais il y mit maladroitement la condition que l'armée française repasserait sur la rive gauche du Rhin. Hoche, pénétra facilement le dessein de son adversaire, lui fit répondre qu'il consentirait volontiers à une suspension d'armes, mais à la condition que l'armée autrichienne se retirerait elle-même derrière le Mayn, tandis que celle de Sambre-et-Meuse se porterait sur la Lahn, et qu'en outre la forteresse d'Ehrenbreitstein serait remise aux Français. Les deux généraux

1797 — an v. Allemagne. n'ayant pu tomber d'accord, se préparèrent à combattre.

A huit heures du matin, l'action s'engagea du côté de Neuwied par une forte canonnade, et le général Hoche mit les troupes de l'aile droite et du centre en mouvement pour chasser le général Kray de sa position. La ligne des Autrichiens s'étendait d'Engers, près du Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village retranché; son front était couvert par six redoutes élevées en avant du chemin qui conduit de Neuwied à Ehrenbreitstein; trois autres redoutes placées à Heddersdorf prenaient en écharpe les troupes qui auraient voulu marcher sur Dierdorf, après avoir traversé le chemin d'Ehrenbreitstein. Tous ces ouvrages étaient fraisés, palissadés et armés d'artillerie.

Hoche donna l'ordre au général Lefebvre de se diriger sur Benndorf, et à Grenier de marcher sur Heddersdorf. L'artillerie légère du général Lefebvre, soutenue par quelques escadrons de chasseurs, se porta en avant et canonna les retranchements ennemis; la dernière redoute de gauche fut enlevée à la baïonnette par l'infanterie, ainsi que le village d'Engers, et l'aile droite se déploya dans la plaine pour marcher sur Benndorf. Ce village, couvert par le ruisseau de Sayn, présentait une assez bonne position. Les Autrichiens s'y défendirent avec beaucoup de résolution contre l'attaque vigoureuse de l'infanterie; mais la division des chasseurs à cheval de Richepanse les chargea et les mit en déroute. Le chef d'escadron Crancé, à la tête du 1er régiment, dans cette charge brillante, accula un bataillon du régiment de Gemminen et 200 dragons de Latour au défilé du village de Sayn, à droite de celui de Benndorf, et leur fit mettre bas les armes. Le général Richepanse s'attacha à la poursuite des fuyards sur le chemin de Montabaur, et enleva sept pièces de canon, cinq drapeaux ou étendards, et cinquante caissons de munitions. Les deux divisions d'infanterie suivirent cette même direction et marchèrent avec tant de rapidité qu'elles arrivèrent à Montabaur presque en même temps que les chasseurs.

L'attaque sur Heddersdorf ne fut pas moins prompte et moins décisive. Le général Grenier plaça les neuf compagnies de grenadiers de sa propre division sous les ordres du général Bastoul, et, les faisant appuyer par leurs demi-brigades, elles marchèrent sur le village l'arme au bras. Arrivé devant les palissades, Bas-

toul, à la tête de ses braves, se précipita sur les retranchements et les emporta à la baïonnette.

La droite et la gauche du général Kray se trouvant forcées, Hoche devait supposer que le centre ne résisterait pas davantage; toutefois la division Olivier éprouva une très-vive résistance en voulant s'emparer d'une redoute fermée par sa gorge, et que les Autrichiens paraissaient décidés à défendre jusqu'à la dernière extrémité. Deux assauts livrés par les grenadiers français furent repoussés; enfin, vers les dix heures, le général Olivier fit avancer de nouveau les carabiniers de la 9e légère et les grenadiers de la 37e, soutenus par leurs demi-brigades, et la redoute fut emportée. Le général Ney contribua puissamment au succès de ces attaques sur la droite et le centre des Autrichiens, en conduisant par échelons les trois régiments de hussards qu'il commandait, dans l'intervalle des redoutes à gauche de Heddersdorf, et de celles qui battaient le débouché du pont de Neuwied : toutes ces redoutes avaient été tournées par cette manœuvre habile.

Le général Lefebvre, dans son mouvement sur Benndorf et par suite sur Montabaur, avait cru devoir négliger de s'arrêter à prendre une dernière redoute de l'ennemi sur la droite, et qui n'était point d'ailleurs dans la direction qui lui avait été tracée. La division Watrin, marchant, comme on l'a vu, en réserve, fut chargée de cette attaque. La redoute, armée de quatre pièces de canon et d'un obusier, était fermée par sa gorge et gardée par deux compagnies qui combattirent avec opiniâtreté. Repoussés deux fois, les Français allaient tenter un troisième assaut lorsqu'un obus mit le feu au magasin à poudre de la redoute. Les grenadiers de la division profitèrent du désordre qu'occasionna cet accident pour entrer à la baïonnette dans l'ouvrage, où ils firent 150 prisonniers.

Le général Grenier marcha sur Dierdorf, où le général Ney, avec ses hussards et une compagnie d'artillerie légère, poursuivait les fuyards et se trouvait déjà engagé avec le corps du centre que commandait le général Werneck en personne.

L'infanterie de Grenier, suivie de la réserve de grosse cavalerie du général d'Hautpoul, fut en présence de l'ennemi vers trois heures de l'après-midi. Le général autrichien avait disposé

1797 — an v. Allemagne. ses troupes en avant du village, derrière un ruisseau qui couvrait son front. Les fuyards du corps de Kray avaient déjà jeté quelque désordre dans les rangs autrichiens, et le général Grenier en ayant profité pour engager l'action avant que la totalité de ses troupes fût en ligne, l'ennemi abandonna sa position, en se retirant précipitamment par la route de Hachenburg, où Ney le poursuivit jusqu'au soir.

Sur ces entrefaites, le général Championnet, qui avait passé la Sieg dans la nuit du 17 au 18, s'était emparé d'Uckerath et d'Altenkirchen. Ces postes, faiblement défendus, ne retardèrent la jonction de l'aile gauche avec le reste de l'armée française que de vingt-quatre heures.

La journée du 18 avril coûta aux Autrichiens 5 à 6,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, sept drapeaux, vingt-sept pièces d'artillerie, soixante caissons et un grand nombre de voitures de bagages. Hoche donna en cette occasion des preuves de ses talents et de sa rare activité. Il montra que sa longue présence dans le foyer de la guerre civile, si différente d'une guerre régulière, ne lui avait fait rien perdre de l'expérience qu'il avait acquise dans ses premières campagnes, et surtout aux lignes de Weissembourg. Se portant sur tous les points d'attaque avec la rapidité de l'éclair, son exemple avait inspiré aux troupes le plus grand enthousiasme et la plus rare intrépidité [1].

Quelques heures avaient suffi pour placer l'armée autrichienne dans la situation la plus critique. Loin de songer à s'opposer à la réunion de l'armée française, Werneck n'avait plus à s'occuper que du rassemblement des débris de ses divisions battues. Il crut devoir se retirer sur Neukirch avec le centre, en ordonnant au général Kray de s'y porter par Steinbach, et aux troupes de sa gauche de prendre la même direction par Mehrenberg.

L'armée française prit position, savoir : l'aile droite en avant de Montabaur, à cheval sur la route de Limburg, ayant son front couvert par le ruisseau d'Esch, en avant duquel se placè-

[1] Un soldat blessé dangereusement, et que l'on portait à l'ambulance, dit à quelques-uns de ses camarades qui semblaient s'apitoyer sur son sort : « Ce n'est rien, mes amis ; vous allez au feu, soyez tranquilles ; nous avons « *à notre tête* un général qui se bat comme un grenadier. Cela va bien! »

rent les chasseurs et l'infanterie légère; le centre sur deux lignes en avant et en arrière de Dierdorf, les hussards devant la première ligne, et la grosse cavalerie derrière la seconde; l'aile gauche tenait Altenkirchen, ayant son avant-garde au village de Weyerbusch, les dragons derrière ce dernier village. Le général Watrin, après la prise de la redoute dont nous avons parlé, occupa Heuhenzel, en détachant quatre bataillons vers Ehrenbreitstein. 1797 -- an v. Allemagne.

Le 19, au matin, Hoche, ne voulant point laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, mit l'armée en mouvement. Il était naturel de chercher à empêcher Werneck de gagner la Lahn, en tournant sa gauche par Weilburg; mais Hoche marcha sur Hachenburg avec les hussards, une division du centre et la grosse cavalerie. Il trouva dans cette dernière ville les troupes de l'aile gauche, qui s'y étaient rendues d'Altenkirchen; le général Grenier, avec l'autre division du centre, prit position à Molsberg, dans l'après-midi. La droite fut dirigée sur Limburg, où le général Lefebvre ne trouva point d'Autrichiens. Ceux-ci s'étaient retirés si précipitamment, à l'approche des Français, sur les hauteurs de Lindenshausen, qu'ils avaient abandonné sept pièces de canon dans les redoutes destinées à défendre Limburg. Si le général Hoche, au lieu de marcher sur Hachenburg, où la présence du centre était inutile, puisque l'aile gauche s'y trouvait, eût fait marcher les troupes qu'il avait avec lui, de concert avec les divisions du général Lefebvre, on peut présumer que l'armée autrichienne se fût difficilement tirée de la situation où cette manœuvre la plaçait.

Le général Watrin partagea sa division en deux colonnes : la première, sous les ordres du général Humbert, marcha sur Nassau; la seconde, beaucoup plus nombreuse, dirigée par Watrin en personne, s'empara de Dietz sans coup férir. Le général Goulu, avec les quatre bataillons détachés sur le chemin d'Ehrenbreitstein, attaqua un corps ennemi qui occupait Wesselich et Pfaffendorf, et le repoussa dans cette forteresse.

Cependant le général Ney partit de Hachenburg avec ses hussards et une avant-garde d'infanterie, et se mit sur les traces de l'armée autrichienne, dont il joignit l'arrière-garde au village de Kirchberg. Celle-ci, attaquée par l'artillerie légère que sou-

1797—an v. Allemagne. tenaient les hussards, se replia sur Salzberg, et tint assez de temps pour que le gros des troupes pût arriver dans la position de Neukirch.

La réserve autrichienne, commandée par le général Simbschen, et renforcée par quelques troupes tirées des garnisons de Mayence et de Mannheim, après deux jours de marche forcée, arriva, dans la nuit du 19 au 20, à une lieue de Limburg; mais, instruit par les habitants du pays que la ville était occupée par les Français, ce général rétrograda sur Neuhof, ne croyant pas prudent d'attaquer un ennemi dont il ne connaissait pas le nombre. Son intention était de gagner les bords du Mayn par Hofheim.

D'un autre côté, le général Werneck, privé de sa réserve, dont il se voyait si malheureusement séparé par le mouvement de l'armée française, reconnut qu'il y aurait de l'imprudence à recevoir une attaque dans sa position actuelle; il en partit donc à minuit, prenant la direction de Wetzlar. Le gros des troupes suivit la route qui mène à Herborn, se rabattit ensuite dans la vallée de la Dill, et fut flanqué par une colonne qui marcha par les villages de Greifenstein, Allendorf et Lein, où elle passa la Lahn, et Braunfels. Les troupes sous les ordres du général Elnitz se rendirent de Bruck à Giessen, en passant par Hohen-Solms. Une arrière-garde fut laissée jusques au jour sur les hauteurs de Hohenroth.

Le 20 avril, le général Lefebvre passa la Lahn à Limburg, et établit son infanterie en avant de cette ville, sur les routes de Königstein et de Wiesbaden; les chasseurs de Richepanse furent placés en intermédiaire des deux divisions. La première division du centre marcha sur Weilburg, qu'elle occupa, et la seconde, sur Greifenstein, par Reideroth et Mengenkirchen: quelques coureurs, qui éclairaient la marche de cette dernière, firent prisonniers des traîneurs de la colonne autrichienne destinée à couvrir le flanc du corps principal. Vers le soir, le général Olivier fit prendre position à ses troupes (deuxième division du centre) sur un plateau, en avant du village de Greifenstein.

Le général Hoche, à la tête de l'aile gauche, qu'il renforça des hussards de Ney et de la réserve de grosse cavalerie,

marcha également le 20 pour attaquer le général Werneck dans sa position de Neukirch. Dès la pointe du jour, le général Ney, qui s'était arrêté la veille devant Salzberg, s'aperçut de la retraite des Autrichiens; il en donna avis au général en chef, se mit à leur poursuite sur le chemin de Herborn, et ne tarda pas à rencontrer l'arrière-garde sur les hauteurs de Hohenrode. Il la poussa, en tiraillant, jusques à l'entrée du bois de Roth, où deux pièces de canon, masquées par une petite hauteur, firent plusieurs décharges à mitraille sur le 2e régiment de hussards, qui s'avançait par la grande route. 1797—an v. Allemagne.

Ce feu inattendu mit d'abord quelque désordre dans les rangs de ce régiment; mais soutenus bientôt par les 3e et 4e régiments qui s'avançaient en bataille dans la plaine, les hussards du 2e continuèrent à charger la cavalerie ennemie, qui fut rejetée dans les bois qui bordaient la route. L'ennemi y avait placé deux bataillons en embuscade, et les hussards furent reçus par un feu de mousqueterie si vif et si bien dirigé qu'ils furent obligés de se retirer précipitamment. Le général Ney fit alors avancer son infanterie au pas de charge, et donna l'ordre aux escadrons du 2e régiment de se porter au galop sur la droite du bois pour tourner les Autrichiens. Ceux-ci s'aperçurent de la manœuvre, et se hâtèrent d'évacuer le bois pour aller se mettre en bataille sur un plateau en deçà de Herborn. Le 2e régiment de hussards les attaqua encore dans cette position, et les força de se retirer précipitamment sur la route de Wetzlar, avant d'avoir pu se former pour faire résistance. Ils furent bientôt chassés d'une hauteur sur la rive droite de la Dill, près du village de Flersbach. Ney fit placer sur cette hauteur trois pièces d'artillerie légère qui foudroyèrent la colonne autrichienne, et la mirent dans le plus grand désordre. Les hussards chargèrent ensuite sur le pont de Sinn, que traversait en toute hâte l'ennemi, lui firent 4 à 500 prisonniers et s'emparèrent de presque toutes les voitures de vivres et de bagages qui marchaient avec cette colonne. Les Autrichiens furent poursuivis jusques à Alarden; la nuit seule put arrêter les vainqueurs.

Le général Ney fit bivouaquer les hussards sur les deux rives de la Dill, à Berghausen et Wehrdorf. Le général en chef plaça

1797 — an v. Allemagne. les dragons entre Nieder-Scheld et Sechsheller, l'infanterie légère du général Championnet sur les hauteurs qui dominent Bircken, et le gros de l'aile gauche derrière Herborn.

Cette poursuite vigoureuse fit connaître au général Werneck tout le danger qu'il y aurait à rester sur la Lahn, où il ne pouvait plus se défendre sans courir le risque évident d'être prévenu sur le Mayn par un corps de troupes au moins aussi nombreux que le sien. Il réunit donc ses différentes colonnes au corps de bataille à Münzenberg. Le général Elnitz dut couvrir la marche de l'armée avec sa brigade.

L'intention du général Hoche était effectivement d'arriver à Francfort avant son adversaire, et de l'obliger à se retirer par Aschaffenburg. En conséquence, il ordonna au général Lefebvre de se diriger sur la première de ces villes à marches forcées. Le 21, la division Lemoine marcha sur Königstein par la nouvelle route, tandis que la division particulière de Lefebvre[1] s'y dirigeait par l'ancien chemin de Limburg à Camberg. Ces deux corps se réunirent en arrière du village d'Esch et du bois de ce nom. Le 16e régiment de chasseurs, s'étant porté en avant, rencontra les hussards de Wecsay, les chargea, et leur fit une centaine de prisonniers. N'espérant plus être en mesure de résister aux Français, les Autrichiens se retirèrent, partie sur Mayence et partie sur Francfort. On se rappelle que la réserve du général Simbschen se composait en partie de troupes tirées des garnisons de Mayence et de Mannheim. Les avant-postes de l'aile droite s'étendirent au delà de Königstein. Pendant ce temps la division Watrin s'était avancée jusques à Idstein, où elle s'établit.

La division particulière du général Grenier n'avait point quitté la position de Weilburg; mais celle du général Olivier s'était portée vers Wetzlar, par la rive droite de la Dill, sur l'arrière-garde autrichienne, qui paraissait vouloir défendre le passage de la Lahn sur ce point. Olivier fit déployer ses troupes en avant de Fetzberg, et avancer des grenadiers pour attaquer l'ennemi, tandis que deux escadrons de dragons passaient la rivière au

[1] A cette époque, les généraux de division chargés du commandement d'un corps d'armée ne quittaient point pour cela le commandement de leur division, qui était, dans ce cas, dirigée par le plus ancien général de brigade.

gué de Rechz pour tourner, par la gauche, la position des Autrichiens : ceux-ci devinèrent l'intention du général français, et continuèrent leur retraite. La division passa alors sur le pont de Wetzlar, et s'avança sur la route de Francfort jusques au bois de Reckenbach. 1797 — an v. Allemagne.

Sur ces entrefaites, le général Hoche, toujours avec l'aile gauche, les hussards et la grosse cavalerie, poursuivait le général Werneck et le gros de l'armée autrichienne sur la haute Lahn. Le général Soult, qui commandait l'avant-garde d'infanterie, atteignit le général Elnitz, près de Steinberg. Cette arrière-garde se mettait en devoir de résister, lorsque les généraux Championnet et Klein, ayant passé la Lahn à gué avec deux brigades de dragons et une compagnie d'artillerie légère, débouchèrent sur la grande route. Elnitz, qui vit le danger imminent qu'il courait, se hâta d'ordonner la retraite sur Giessen. Le général Ney, témoin du mouvement de l'ennemi, se précipita avec ses hussards sur la colonne en retraite, et la poursuivit, la pointe aux reins, jusque sous les murs de Giessen. Le général autrichien continuait sa marche sur Münzenberg, lorsque les hussards, qui avaient tourné la ville, dans laquelle ils n'avaient pu pénétrer, tombèrent une seconde fois sur la queue de la colonne, la dispersèrent, lui prirent 400 hommes et deux pièces de canon.

Les fuyards portèrent au général Werneck la nouvelle de l'approche menaçante des Français ; et il dut revenir sur ses pas autant pour rallier les débris de la brigade Elnitz que pour arrêter les progrès de ses adversaires. Il posta, à cet effet, une partie de son infanterie sur les hauteurs de Gruningen. Le général Ney se contenta alors d'escarmoucher, afin de donner à l'infanterie française le temps d'arriver. Cependant quelques canonniers à cheval, s'étant imprudemment avancés avec une de leurs pièces sur la ligne des tirailleurs, furent chargés vigoureusement par les hulans, qui enlevèrent le canon. Ce léger échec excita le courroux de Ney, qui chargea sur-le-champ avec un escadron pour reprendre cette pièce; mais le cheval du général s'abattit dans un ravin. Les hussards de Blankenstein, s'étant avancés pour soutenir les hulans et ayant pris l'escadron en flanc, tombèrent sur Ney et le firent prisonnier ainsi que

1797 — an v. Allemagne.

les hussards qui l'entouraient. La nuit mit fin à cet engagement; et les Autrichiens, qui n'avaient voulu que ralentir la poursuite, se retirèrent, à la faveur de l'obscurité, derrière la Nidda[1]. Le général disposa ainsi ses troupes : les hussards, entre Steinbach et Gottesheim; les dragons, à Steinbach, pour garder les routes de Lietz et de Münzenberg; les deux divisions d'infanterie autour de Giessen, et la grosse cavalerie en arrière de cette ville.

Le 22 avril, les Autrichiens continuèrent leur retraite sur Ilbenstadt.

Cependant le général Simbschen était resté en position à Neuhof. Lefebvre ordonna au général Watrin, dont la division se trouvait momentanément sous ses ordres, de pousser ce corps autrichien dans Mayence; et, pour appuyer ce mouvement, il fit marcher la division Lemoine avec une brigade de chasseurs sur Hofheim et Weilbach : les chasseurs furent particulièrement chargés d'éclairer le Mayn depuis Cassel jusques à Höchst. Le reste de l'aile gauche et l'autre brigade de chasseurs se dirigèrent sur Francfort pour gagner la position de Bergen et y arrêter le corps de Werneck.

La réserve autrichienne se trouvait réunie entre Neuhof et Wisbaden, prête à recevoir l'attaque des Français; mais le 23[e] de chasseurs, qui éclairait la marche de ces derniers, chargea les premiers postes; et, soutenu bientôt par l'infanterie, il réussit à pousser les Autrichiens sur Erbenheim. Le général Simbschen perdit dans cet engagement trois pièces de canon et 800 prisonniers. La division Watrin s'établit en avant de Wisbaden. Le général Lemoine, parvenu sans obstacles à Weilbach et à Eddersheim, jeta son infanterie légère et les chasseurs sur la rive gauche du Mayn, qu'ils balayèrent depuis Höchst jusques à Florsheim.

Le général Lefebvre, arrivé près de Francfort, trouva tous les ponts sur le Mayn coupés, et la cavalerie ennemie disposée sur la rive gauche à en disputer le passage. On s'occupa de

[1] Le général Hoche, très-affligé de la perte du général Ney, fit proposer à Werneck de rendre ce général sur parole, lui promettant de lui renvoyer de même le premier officier général autrichien que la chance des armes ferait tomber entre les mains des Français. Werneck refusa sèchement d'acquiescer à cette proposition.

réparer quelques-uns des ponts, et les chasseurs traversèrent la rivière pour attaquer la ligne ennemie, formée de plusieurs escadrons de cuirassiers d'Albert et de Nassau, et des dragons de Cobourg. Cette ligne fut enfoncée à la seconde charge et perdit 150 cuirassiers. Le 1er régiment de chasseurs entra pêle-mêle avec les fuyards dans Francfort.

Lefebvre allait faire son entrée dans la même ville, lorsque le colonel Milius, qui y commandait pour les Autrichiens, vint au-devant de lui, accompagné d'un courrier, porteur des préliminaires de paix signés à Leoben. Lefebvre fit prendre position à ses troupes à la hauteur du chemin de Friedberg, et se hâta de transmettre aux généraux en chef les dépêches qui leur étaient adressées.

Le général Werneck était alors arrivé sur les hauteurs de Bergen avec une grande partie de sa cavalerie, qu'il avait fait venir en toute hâte d'Ilbenstadt, lorsqu'il vit que les Français voulaient lui barrer le passage; la brigade des chasseurs, qui avait été dirigée sur ce point, tiraillait déjà avec les troupes légères autrichiennes, lorsque la réception de la dépêche transmise par Lefebvre engagea le général autrichien à faire cesser sur-le-champ les hostilités.

Sur ces entrefaites, le général Grenier avait pris position à Usingen et Homburg, et la division Olivier s'était arrêtée sur les hauteurs de Niederklee. Le général Hoche, ayant laissé le général Championnet avec la plus grande partie de son infanterie à Giessen, n'avait pris avec lui qu'une seule demi-brigade d'infanterie légère, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie; et son intention était d'attaquer les Autrichiens dans la plaine de Lietz. Le courrier, qui l'atteignit près du village d'Arsenheim, détermina Hoche à donner sur-le-champ l'ordre à ses colonnes de s'arrêter en cet endroit.

Dans une conférence qui eut lieu le lendemain à Ilbenstadt, entre les deux généraux en chef, il fut convenu que la ligne de démarcation suivrait le cours de la Nidda.

Ce ne fut pas sans quelques regrets que Hoche se vit arrêté dans sa marche victorieuse. En effet, d'après les dernières dispositions qu'il venait de prendre, il avait lieu d'espérer la ruine presque certaine de l'armée ennemie Voici quelle était la posi-

1797 — an v. Allemagne. tion de l'armée française : le général Lefebvre, avec ses deux divisions, fortes ensemble de 16 à 18,000 hommes, arrivait à Rödelheim ; le centre, dont les deux divisions présentaient un effectif réel de 15,000 hommes, appuyait, au besoin, le général Lefebvre, des postes d'Usingen, de Homburg et de Niederklee, où ces troupes se trouvaient placées ; le général Hoche, à la tête de 5,000 chevaux, se trouvant près d'Assenheim, jetait un des bataillons de la demi-brigade qu'il avait avec lui dans Staten, et les deux autres dans Assenheim ; enfin, 18,000 hommes environ, qui formaient l'aile gauche aux ordres de Championnet, pouvaient se porter rapidement sur la Nidda, et tourner les derrières de l'armée autrichienne. Il est bien difficile de croire que le général Werneck eût pu se tirer avec honneur d'une situation aussi critique, et, quels que fussent d'ailleurs le dévouement et l'amour de Hoche pour son pays, on doit supposer que, dans le premier moment, il ne vit pas échapper, sans éprouver un sentiment pénible, l'occasion d'un triomphe éclatant.

16 mai. (25 floréal.) Italie. *Insurrection des États de Venise en terre ferme ; fin de cette république aristocratique.* — Les préliminaires de paix venaient d'être signés à Leoben, et la guerre se rallumait dans les provinces vénitiennes. La plus ancienne république de l'Europe allait être anéantie, alors que la France, constituée en république, se voyait affermie par le succès de ses armes, de ces mêmes armes avec lesquelles elle avait combattu les rois, et qu'elle tournait maintenant contre un gouvernement vainement retranché derrière une politique impuissante. Mais, avant de dire comment le sénat rendit le peuple vénitien victime de ses propres erreurs, il convient de rappeler ici les événements qui précédèrent cette catastrophe.

En parlant des moyens que Bonaparte avait cru devoir employer pour paralyser les intentions hostiles du gouvernement vénitien, au moment de l'ouverture de la campagne de 1797, nous avons dit que l'adjudant général Landrieu avait été chargé de correspondre avec les sociétés secrètes organisées dans les villes de terre ferme, de fomenter et d'entretenir l'esprit d'insurrection contre le gouvernement aristocratique, afin de faire une diversion puissante aux projets du sénat, déterminé à se-

conder les efforts des Autrichiens dans cette nouvelle campagne. 1797 – an V. Italie.
Un mouvement insurrectionnel devait éclater lorsque l'armée française aurait franchi le Tagliamento. Le sénat fut informé des trames ourdies contre lui, et s'empressa de diriger un corps d'Esclavons sur le principal foyer de la révolte, Bergame. Ces troupes étaient sur le point d'entrer dans la ville, lorsque, le 15 mars au matin, les conjurés et leurs nombreux partisans s'arment, s'emparent des portes de la ville pour en défendre l'entrée aux Esclavons. La garnison française, sous le prétexte de l'émeute, se rassemble sous les armes; les officiers encouragent les mécontents et leur promettent un appui. Les Bergamasques sortent de la ville avec résolution, attaquent les troupes du sénat, les culbutent et les poursuivent sur la route de Brescia. Ce premier succès enhardit les insurgés; ils proclament la liberté, établissent un gouvernement municipal, et nomment sur-le-champ des députés pour aller à Milan demander des secours à la république cispadane. Celle-ci leur envoie des habits, des armes, des munitions. En peu de jours plusieurs bataillons sont organisés; des Italiens de différentes contrées, des Polonais, quelques Français se réunissent à ces troupes et marchent sur Brescia, où déjà les familles Lecchi et Gambara avaient préparé l'insurrection. Cette armée improvisée arrive le 27 aux portes de Brescia, qui lui sont ouvertes par les habitants. Ceux-ci se réunissent aux Bergamasques, et vont attaquer la caserne, où se trouvaient 500 Esclavons arrivés depuis peu de jours. Attaqués à l'improviste, ces soldats sont désarmés et faits prisonniers. On s'assure de la personne du provéditeur Battaglia; et, dans l'ivresse de leur enthousiasme, les habitants de Brescia imitent ceux de Bergame, proclament leur liberté et établissent une municipalité.

A la nouvelle de ces deux événements, le sénat de Venise, voyant que la force était insuffisante pour arrêter les progrès d'un incendie aussi bien calculé, eut recours au moyen des gouvernements sans énergie : il envoya de nombreux émissaires en terre ferme, chargés de prodiguer l'or pour faire changer la disposition des esprits et opérer une contre-révolution. Des prêtres et des moines, auxiliaires puissants en pareil cas, se répandent dans les montagnes, cherchent à fanatiser le crédule habi-

1797 — an V. Italie. tant des chaumières, et, par leurs discours insidieux, à lui persuader que c'est œuvre méritoire et propre à lui ouvrir les portes de la béatitude céleste que de s'armer contre les Français, serviteurs du démon. Ces moyens réussissent au gré de ceux qui les emploient. Bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et de la vallée de Sabbia, réunie aux troupes du sénat, vient former un camp à Santa-Eufemia, auprès de Brescia. Toutefois les nobles vénitiens, moins aveuglés par leurs intérêts personnels, auraient dû se rappeler que le fanatisme de la liberté est au moins aussi puissant que celui de la religion; ils n'auraient point dû oublier que la poignee d'habitants de Padoue dont ils tiraient leur origine, réfugiés dans les lagunes de l'Adriatique pour éviter le joug oppresseur des Goths, avait su tenir en échec les forces de ces barbares.

Les habitants de Brescia ne se laissèrent point intimider par ce ramas de fanatiques et de soldats soudoyés; ils avaient mis la ville en état de défense. Attaqués le 4 avril, ils soutinrent avec vigueur une canonnade longtemps prolongée; et, le lendemain, bien qu'informés que leurs adversaires avaient reçu pendant la nuit des renforts, surtout en cavalerie, venus de Vérone, ils ne craignirent point de tenter une sortie sur le camp de Santa-Eufemia. Ils en forcèrent les retranchements, dispersèrent les troupes qui les défendaient, et les poursuivirent jusques aux environs de Lonato. Après ce premier avantage, il ne leur fut pas difficile de dissiper un corps assez nombreux d'habitants de la plaine, qui s'était également approché de Brescia.

Le sénat de Venise avait fait de la ville de Salo le point d'appui de ses opérations contre les insurgés: il fut résolu qu'on marcherait sur cette ville. Un corps de 1,200 hommes commandés par Lecchi et quatre pièces de canon sortirent de Brescia dans ce dessein: les insurgés n'ayant point d'artilleurs, quelques canonniers français se travestirent pour le service des pièces. Termini, poste qui domine Salo, fut promptement enlevé; et les habitants de la ville, pour éviter les malheurs d'une entrée de vive force, firent leur soumission et livrèrent des otages. Mais, au moment où les Brescians allaient entrer dans Salo, les troupes esclavonnes, battues le 5 avril devant Brescia et réunies

aux paysans des montagnes, tombent à l'improviste sur la colonne de Lecchi, et la refoulent dans Salo. Dans le désordre qu'entraîne cette surprise, quelques soldats français et polonais qui faisaient partie de la troupe brescianne se réunissent et se font courageusement jour au travers de l'ennemi. Les Brescians et les Bergamasques se réfugient dans les maisons et s'y barricadent; mais les soldats et les paysans vénitiens parviennent à les faire prisonniers, malgré leur résistance désespérée. 1797 — an V. Italie.

Cet échec jeta la consternation dans Brescia et dans Bergame: ces deux villes demandèrent de prompts secours à Milan. Le général Lahoz rassembla quelques Français et Polonais qui se trouvaient dans les dépôts, et quelques bataillons lombards, et se mit en marche sur Salo. D'un autre côté, le commandant français de Peschiera et le chef de la marine, gagnés par les séductions des conjurés, se décidèrent à envoyer, le 10 avril, la flottille française du lac de Garda devant Salo. Le commandant des chaloupes, qui avaient quelques troupes de terre à bord, fit sommer le provéditeur Zicogna et le général Fioravanti, qui commandait les Esclavons, de rendre la place, dont l'occupation, disait-il, était nécessaire aux Français pour leurs opérations contre l'armée autrichienne. Le général Fioravanti répondit que la république vénitienne avait un besoin encore plus urgent de cette place pour s'en faire un rempart contre les Bresciens insurgés, et refusa en conséquence d'obtempérer à la demande qui lui était faite. Le commandant français ayant alors fait tirer sur la ville, les habitants et la garnison, effrayés, cherchèrent un abri dans les montagnes.

Quoique l'intervention des Français dans la querelle des insurgés de terre ferme contre le gouvernement vénitien ne fût plus un mystère, l'officier qui commandait la flottille voulut sauver les apparences, en déclarant que les habitants de Brescia étaient prêts à déposer leurs armes, si ceux de Salo et les Vénitiens qui étaient dans cette ville en voulaient faire autant; et il s'offrit lui-même en otage pour garantir la promesse des Brescians. Ces propositions furent rejetées par le général Fioravanti. Alors la colonne milanaise, commandée par le général Lahoz, après s'être réunie aux débris de celle de Lecchi, marcha sur

1797 — an V. Italie.

Sarezzo, dont elle s'empara. Les troupes vénitiennes perdirent dans cette action 2 à 300 hommes, trois canons et une grande quantité de fusils abandonnés par les paysans dans leur fuite.

Le 11, le général Lahoz marcha sur Salo, abandonné par ses habitants, mais dont quelques Esclavons défendaient les approches. Ils furent promptement dispersés; et un acte de trahison fut, dit-on, la cause du sac de la ville. Un détachement vénitien, ayant été coupé par les troupes de Lecchi, fit feu sur les Brescians après s'être rendu prisonnier : ceux-ci se précipitèrent en furieux dans Salo, qu'ils pillèrent et ravagèrent.

Nous ne pousserons pas plus loin le récit des événements auxquels donna lieu cette lutte du sénat de Venise avec ses sujets de terre ferme; ce que nous en avons rapporté suffit pour démontrer que Bonaparte avait atteint le but qu'il s'était proposé, en paralysant les secours que le sénat aurait pu fournir aux Autrichiens dans la campagne de Carinthie. Mais tandis que la république de Venise cherchait à retenir sous son joug aristocratique une partie du peuple de terre ferme, les fidèles Tyroliens, satisfaits sans doute du gouvernement paternel de l'Autriche, s'étaient levés en masse pour défendre sa cause, ainsi que nous l'avons dit en son lieu, et cet incident sembla favoriser pendant quelque temps la haine et les projets de vengeance du sénat vénitien contre les Français.

Le lecteur doit se rappeler que le général Laudon avait vainement cherché à troubler la marche du général Joubert. Lorsque celui-ci quitta le Tyrol pour joindre, par la vallée de la Drave, le corps principal de l'armée d'Italie à Villach, le général autrichien revint de Brunnecken à Botzen, et de cette dernière ville à Trente, où il arriva le 10 avril, après avoir d'abord envoyé sur la rive droite de l'Adige une colonne pour attaquer les détachements que les Français avaient laissés à Arco, Riva et Torbole, au nord du lac de Garda. Trop faibles pour résister à des forces supérieures, ces détachements se replièrent après une résistance assez vigoureuse. Ceux qui, n'ayant pu gagner Peschiera par le chemin de Garda, Bardolino et Lacize, se jetèrent sur Castel-Nuovo, furent cernés et faits prisonniers; ceux d'Arco et de Riva gagnèrent la chaussée de Trente

sur la rive gauche de l'Adige, laissèrent garnison à la Chiusa, et arrivèrent à Vérone. 1797 – an V. Italie.

Les habitants de cette ville n'avaient point partagé la révolte de Bergame et de Brescia; l'événement de Salo acheva d'exaspérer les esprits contre les Français, que l'on regardait comme les premiers moteurs des troubles de la contrée. Une fermentation générale se manifesta; et le général Balland, qui commandait dans Vérone, ne se croyant pas en sûreté au milieu d'une populace ameutée, se renferma, avec le peu de troupes et les Français qu'il avait avec lui, dans le fort de Saint-Félix et les deux autres châteaux qui défendent la place; mais, soit oubli, soit impossibilité de faire cette opération, les hôpitaux, remplis de blessés et de malades, ne furent point évacués.

Le moment parut favorable au sénat de Venise pour mettre à exécution ses projets de vengeance. Bonaparte était enfoncé dans la Carinthie; le général Laudon, chassant devant lui tous les postes français, s'avançait sur le bas Adige : toutes les mesures étaient déjà prises; tous les magistrats et autres agents du gouvernement avaient reçu leurs instructions, avec les précautions et le secret que l'on met à une conspiration. Le tocsin donna le signal d'une insurrection générale dans les provinces de terre ferme : il sonna le même jour à Vicence et à Padoue, et ce ne fut qu'avec la plus grande peine que les Français parvinrent à échapper au massacre dans ces deux villes. Ils furent moins heureux à Vérone. Le lundi de Pâques, après vêpres, tous les soldats isolés furent poignardés, les malades et les blessés égorgés dans les hôpitaux. La ville se remplit bientôt d'une multitude de paysans fanatiques, conduits par des prêtres et des moines, et qui s'avancèrent simultanément contre les trois forts ou châteaux, dans lesquels le général Balland et 3,000 Français s'étaient renfermés.

Instruit de l'issue de la conspiration, le sénat de Venise ordonna aussitôt au général Fioravanti de marcher avec le corps d'Esclavons qu'il commandait, pour seconder les insurgés; et, dans le même temps, l'avant-garde du général Laudon s'avançait, par les revers du Monte-Baldo, à quelque distance de Vérone. La garnison du fort de la Chiusa capitula faute de

1797 — an v. Italie. vivres : les insurgés, dans le délire que leur donna le succès qu'ils venaient d'obtenir, massacrèrent ces soldats français de la manière la plus barbare.

Cependant le général Lahoz, après l'expédition de Salo, était redescendu vers Lonato. Informé des événements de Vérone et des autres villes de la terre ferme, il marcha vers le bas Adige. D'un autre côté, l'armistice conclu entre Bonaparte et l'archiduc fut notifié au général Laudon ; et celui-ci, en se retirant sur Rivalta, le 18 avril, avec tous ses Tyroliens, abandonna les insurgés et les Esclavons à leurs propres forces.

Le siége des trois forts de Vérone n'en fut pas moins continué. Le sénat avait envoyé au général Fioravanti des renforts d'hommes, d'artillerie et de munitions, et les insurgés n'ignoraient point que le corps du général Lahoz était trop faible pour rien entreprendre contre eux. Ce général s'était en effet arrêté à Somma-Campagna, où il avait pris position pour attendre le général Kilmaine, qui accourait en toute hâte avec environ 5,000 hommes tirés des garnisons de la Lombardie et du Mantouan. La jonction des deux corps eut lieu le 21 avril.

Le général Fioravanti, informé de la marche de Kilmaine, voulut prévenir l'attaque des Français en ordonnant pour le 22 une sortie générale. Kilmaine avait eu précisément la même intention que son adversaire, de sorte que les deux partis se rencontrèrent, à six heures du matin, à la Croce-Bianca. Les Français se jetèrent avec impétuosité sur leurs ennemis, et les culbutèrent au premier choc. Le général Fioravanti essaya de rallier les Esclavons dans une grande ferme, dans l'espérance de s'y maintenir ; mais un obus ayant mis le feu aux caissons vénitiens, l'explosion chassa de la ferme tous ceux qui s'y trouvaient réunis : une grande partie fut ensevelie sous les décombres du bâtiment, le reste se dispersa dans la campagne ; un bien petit nombre rentra dans Vérone.

En s'avançant à la rencontre des Vénitiens, Kilmaine avait ordonné au général Lahoz de marcher sur Pescantina, occupé par les insurgés, à l'effet d'y passer l'Adige pour tourner Vérone. Les insurgés se défendirent avec vigueur ; mais, l'artillerie française ayant mis le feu au village, celui-ci fut abandonné. La colonne gallo-lombarde vint couronner les hauteurs

qui dominent le fort de Saint-Félix, et le général Lahoz put communiquer avec le général Balland. Ainsi, dans la soirée du 22, Vérone fut investi sur les deux rives de l'Adige. 1797—an v. Italie.

Le général Fioravanti avait été si effrayé de sa défaite, qu'au lieu de se retirer sur Venise par la route de Vicence, qui restait encore libre, il préféra s'en remettre à la générosité des vainqueurs. Il vint, avec les 3,000 Esclavons qu'il commandait, déposer les armes à Croce-Bianca, et se rendre prisonnier de guerre. Le même jour, 23 avril, les Français prirent possession de Vérone.

Le général Victor, dont la division était cantonnée, comme on l'a vu, dans une partie de la nouvelle république cispadane et dans la Marche d'Ancône, avait, à la première nouvelle des troubles que nous venons de décrire, rassemblé toutes les troupes disponibles pour marcher sur le principal théâtre de l'insurrection. Il vint se réunir au général Kilmaine, à Vérone, et leurs forces réunies présentèrent un total d'à peu près 15,000 hommes. Les rassemblements furent promptement dissipés, et le calme se rétablit. Le général Victor se porta ensuite sur Vicence; et, le 28 avril, ses troupes étaient devant Trévise et Padoue. Le général Kilmaine répartit ses troupes dans le pays soumis. La terreur que le sénat de Venise avait répandue sur la terre ferme régnait alors dans la capitale de cette république; et ces nobles insensés, qui s'étaient flattés un moment d'accabler les Français, attendaient maintenant, dans une stupeur silencieuse, l'issue des événements atroces qui venaient de se passer.

Bonaparte, occupé des préliminaires de paix qui se négociaient à Leoben, avait dû suspendre les effets de la vengeance éclatante que provoquait la conduite du gouvernement vénitien. Toutefois le doge avait reçu, dès le 9 avril, une lettre du général français, par laquelle celui-ci demandait satisfaction des attentats commis envers les Français. Le sénat avait fait une réponse évasive, qui décida de la destruction de la république vénitienne.

Les articles du traité préliminaire de Leoben étaient à peine signés, que déjà des colonnes de l'armée française marchaient dans la direction de Venise, précédées par un manifeste où Bonaparte exposait les griefs de la France contre cet État. L'ar-

1797 — an v. Italie. mée se trouva réunie dans les provinces de terre ferme vers la fin d'avril. La division Masséna occupa Padoue; le corps de Joubert s'établit à Vicence et à Bassano; le général Serrurier était à Sacile, Augereau à Vérone, et la division Victor rétrograda sur l'Adige et prit position le long de cette rivière.

Ce rassemblement de l'armée française, dans un moment où la paix venait d'être conclue avec l'Autriche, inspira les plus vives alarmes au sénat. Impuissants pour se défendre, ces nobles altiers eurent recours aux négociations, et implorèrent la clémence d'un ennemi irrité. Une conférence eut lieu le 3 mai, dans les lagunes de Marghera, entre Bonaparte et une députation de sénateurs, et le résultat fut une suspension d'armes, en attendant la conclusion d'un traité de paix que les patriciens Mocenigo, Giustiniani et Dona furent chargés de négocier au nom de la régence.

Bonaparte mettait à la conclusion de la paix la condition préalable que les trois inquisiteurs d'État et dix des membres les plus influents du sénat, regardés comme les instigateurs de l'insurrection, seraient livrés au gouvernement français. Mais le sénat, ne croyant pas devoir abandonner ainsi lâchement des hommes dont il avait sanctionné les opérations, chercha à traîner les négociations en longueur, afin de donner aux individus désignés le temps de s'échapper.

Cependant l'Autriche voyait tranquillement, et même avec une joie secrète, ce qui se passait dans les États de Venise. Il paraît qu'un des articles secrets des préliminaires qui n'ont jamais eu une entière publication promettait déjà à l'empereur des dédommagements de ce côté, pour la cession de la Belgique et l'abandon de la Lombardie. Bientôt aussi le gouvernement vénitien, autrefois si prudent, si mesuré dans ses déterminations, allait apprendre à ses dépens à quoi l'avait exposé son alliance secrète ou sa perfide connivence avec l'une des trois puissances qui, deux ans auparavant, avaient anéanti et s'étaient partagé le malheureux royaume de Pologne.

Une fermentation générale et extraordinaire agitait tous les esprits, et les signes précurseurs d'un grand bouleversement politique avaient déjà précédé, comme on l'a vu, le retour de Bonaparte dans la terre ferme. Des cris de liberté et la manifes-

tation de la haine la plus forte contre le despotisme vénitien étaient prononcés par tous les habitants des classes intermédiaires entre les patriciens et la populace; ils désiraient la destruction d'un gouvernement qui les avait tenus eux et leurs ancêtres dans la plus humiliante oppression. L'insurrection s'était propagée jusque sur la flotte, où les mécontents parlaient d'arborer le pavillon tricolore. Le sénat avait à craindre de voir les vaisseaux livrés aux Français : l'oligarchie était expirante. 1797 – an v. Italie.

Le 11 mai, le grand conseil se démit de ses fonctions et remit l'autorité entre les mains de trente sénateurs, qui déclarèrent solennellement dans leur première assemblée que l'ancienne forme démocratique serait rétablie comme elle existait avant la révolution de 1209. Cette détermination tardive, qui, deux mois plus tôt, aurait sauvé l'État, était désormais impuissante pour empêcher sa destruction. Cependant Bonaparte, qui ne se voyait peut-être pas sans répugnance l'instrument de la dissolution de cette antique république, semblait disposé à protéger les opérations de son nouveau gouvernement, lorsque le délire de quelques patriciens vint précipiter la catastrophe dont Venise était menacée, et affaiblir le reste de pitié que le général français avait pour elle. Le lendemain de l'installation du nouveau comité de gouvernement, un rassemblement d'Esclavons et de matelots soudoyés, portant devant eux l'étendard de saint Marc, parcourut les rues, entraînant tout sur son passage et mit au pillage les maisons des trente sénateurs membres du gouvernement. Venise, n'ayant point de force armée capable de rétablir l'ordre en dissipant ces mutins, fut exposée pendant seize heures à toutes les horreurs d'une guerre civile, et se vit sur le point d'être ensevelie, par la fureur des séditieux, sous les ruines de son gouvernement. Toutefois les insurgés, dans leurs plus grands excès, respectèrent les droits des nations, et l'hôtel du ministre de France fut épargné.

Dans cette extrémité, il ne restait d'autre parti à prendre que d'appeler les troupes françaises. Aussi les négociants, les principaux artisans et les membres même de l'ancien gouvernement jugèrent-ils à propos de hâter la fin de cette crise terrible, en invitant les Français à accélérer leur arrivée. Ceux-ci débarquèrent le 16 sur la place de Saint-Marc, au nombre de

1797 — an v. Italie. 2 à 3,000 hommes, prirent possession du fort Saint-Marc, de l'Arsenal, du pont de Rialto. La terreur succéda bientôt au premier mouvement de fureur parmi la populace, qui se vit abandonnée par ceux qui l'avaient excitée à ce soulèvement.

Une municipalité choisie au nom du peuple fut installée par le commandant des troupes françaises. Elle prit des mesures pour faire restituer, autant qu'il était possible, une partie de ce qui avait été pillé dans la journée du 12. Afin de calmer l'esprit public, elle publia une proclamation, dans laquelle elle parlait avec modération, et même en termes honorables, de l'ancien gouvernement; elle s'engageait à maintenir la banque, l'hôtel des monnaies et les autres établissements publics; elle reconnaissait la dette publique, et promettait de l'acquitter. On pouvait donc augurer que le nouvel ordre de choses serait maintenu. Toutefois Bonaparte, qui savait mieux que personne combien l'espoir des patriotes vénitiens était chimérique, eut la pudeur de ne pas l'affermir par sa présence, et s'abstint d'entrer dans Venise.

Traité de Campo-Formio[1]. — Quelque besoin que l'Autriche et la France eussent de la paix, on avait cependant à traiter des intérêts si considérables, qu'il fallut six mois pour mettre d'accord les plénipotentiaires des deux puissances contractantes. Enfin la signature du traité définitif eut lieu au château de Campo-Formio le 17 octobre. Sa publication apprit à l'Europe le sort de la république de Venise, destinée à dédommager l'Autriche de la perte de la Belgique et de la Lombardie.

Voici le texte de ce traité :

S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Leoben en Styrie, le 18 avril 1797, ou 20 germinal an III de la république française, une et indivisible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur et roi, le sieur D. Martins Mastrili, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre de

[1] Le traité de Campo-Formio trouve si naturellement sa place ici, que nous n'avons pas cru devoir le porter plus loin, à sa date, 17 octobre 1797.

Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis de Cobentzel, comte du saint-empire romain, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chambellan, conseiller d'État intime actuel de S. M. I. et R. A., et son ambassadeur extraordinaire près S. M. l'empereur de toutes les Russies; le sieur Maximilien, comte de Merfeld, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de Sadite Majesté l'empereur et roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique;

1797— an v. Italie.

Et la république française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie, lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1er. Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et invariable entre S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissements publics qui y sont situés; elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissements publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

1797 — an V. Italie.

3. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces de la Belgique connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La république française possédera ce pays à perpétuité, de toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

4. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédents, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française; les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible aux plénipotentiaires de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article et les signer.

5. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant, savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Arta, Vonitza, et en général tous les établissements ci-devant vénitiens et albanais qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

6. La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardala, traversera le lac de Garda jusqu'à Lazise; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Bianco, y compris la partie de Porto-Legnago qui se

trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Bianco, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer. 1797 — an V. Italie.

7. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayants cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que Sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens et propriétés qui en dépendent.

8. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la ville et la forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des États ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'art. 6 pour la frontière des États de S. M. l'empereur en Italie, le Modénais, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

9. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé, à tous les habitants et propriétaires quelconques, mainlevée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. I. et R. et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens et personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité définitif; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

10. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité porteront, à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

11. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine,

1797 — an V. Italie. sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puissent y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

12. Toutes rentes ou aliénations faites, tous engagements contractés, soit par les villes, ou par les gouvernements ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

13. Les titres domaniaux et archives des différents pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

14. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs États respectifs.

15. Il sera conclu incessamment un traité de commerce, établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans tous les États respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

16. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

17. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne

pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtiments armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes. 1797 — an V. Italie.

18. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgau, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

19. Les biens fonciers et personnels non aliénés de LL. AA. RR. l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de S. A. R. l'archiduc Ferdinand dans le territoire de la république cisalpine.

20. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible.

21. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours à dater de celui de la signature du présent traité.

22. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les États respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

23. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite Majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre Sadite Majesté et la république de Venise.

24. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

1797 — an V. Italie.

25. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Quatorze articles secrets, non moins importants que ce traité lui-même, spécifiaient les limites de la France et les concessions qui devaient en résulter. L'empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions de territoire sur la rive gauche du Rhin. La libre navigation du Rhin et de la Meuse était assurée. La France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innvirtel et la ville de Wasserburg, sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal, pour être réuni à la Suisse. La France consentait à rendre les États prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes qui perdaient leurs possessions sur la rive gauche de ce fleuve.

Ainsi finit d'une manière glorieuse la première guerre de la Révolution, guerre mémorable, qui, après avoir été fomentée par la haine et la jalousie de l'Angleterre pour la ruine et le partage de la France, eut pour cette dernière puissance des résultats plus avantageux que toutes celles qu'on avait tentées pendant la longue durée de la monarchie. Ainsi s'était dissoute, à quelques lieues de Vienne, cette première et terrible coalition des puissances principales de l'Europe contre un État naissant, déchiré à l'intérieur par les factions les plus destructives, et qui semblait ne plus avoir aucun moyen de salut. L'Europe apprenait ce que peut un peuple quand il est animé par l'amour de la liberté et de son indépendance; elle faisait cette terrible expérience à ses dépens, et se trouvait cruellement punie d'avoir voulu s'immiscer dans les querelles civiles des Français. Cependant le Directoire, ou plutôt Bonaparte, qui déjà jetait les fondements de cette influence qui devait devenir si considérable, avait montré une modération bien remarquable dans tout le cours de cette guerre européenne.

Le premier traité de paix définitive conclu par la république fut aussi celui qui respira le plus l'amour de la justice et le sentiment des convenances. L'acquisition de la Belgique par la

France, et l'établissement des républiques italiennes, n'étaient qu'une compensation naturelle des acquisitions faites par les autres puissances en Pologne et de la perte de Saint-Domingue. L'Autriche était amplement dédommagée du sacrifice qu'elle faisait, par les États de Venise et par la Gallicie. La Prusse et l'Espagne n'avaient qu'à se louer de la générosité française. Enfin, un nouvel équilibre s'établissait en Europe, et les puissances continentales se trouvaient dans un état relatif qui ne différait point de celui de 1789. L'Angleterre seule frémissait dans son île de l'accroissement de la France : déjà elle méditait des moyens de vengeance; déjà elle disposait ses trésors pour rompre une paix qui blessait son orgueil et ses intérêts, et qui ne fut, en effet, qu'une trêve bientôt suivie d'une explosion non moins terrible que la première. 1797 – an V. Italie.

Mouvement révolutionnaire du 18 *fructidor* (4 *septembre*), *etc.* — Lorsque nous nous déterminâmes à insérer dans le deuxième volume de cet ouvrage, spécialement consacré au récit des événements militaires, le précis de l'insurrection du 13 vendémiaire an IV (4 octobre 1795), nous avions pour motif celui de retracer un fait lié nécessairement au plan que nous avons adopté, plan qui embrasse à la fois l'histoire de nos guerres avec l'étranger et celles des troubles civils dans lesquels sont intervenues les troupes nationales. Août.-Sept. (Fructidor) France.

Le mouvement révolutionnaire connu sous la dénomination de *Journée du* 18 *fructidor*, opéré par le Directoire exécutif, nous paraissait d'abord devoir être écarté de notre cadre; mais en considérant la part indirecte que deux des armées de la république ont eue dans cet événement extraordinaire, et le rôle qu'y jouent plusieurs généraux illustres, nous avons pensé qu'il ne serait point hors de propos de conduire une seconde fois les lecteurs sur le théâtre de nos dissensions civiles, pour leur faire voir des gouvernants plus ambitieux encore que dévoués à la cause de la république, déguisant assez mal leurs intérêts personnels sous le manteau du patriotisme, et se servant du fanatisme de la liberté, excité chez les soldats citoyens par la gloire nationale, comme d'un vaste bouclier contre les traits lancés dans l'ombre par des factions opposées d'intérêts, mais réunies alors pour le renversement d'un ordre de choses

1797 — an v. France. qui n'offrait aux Français ni sûreté, ni garantie pour un meilleur avenir.

Les armées françaises attendaient, dans le repos d'un armistice acheté par de si grands et de si nobles travaux, la signature du traité de paix avec l'Autriche, cette généreuse arrière-garde de la coalition, qui consentait enfin à déposer les armes et à reconnaître la république. Toutefois les triomphes des défenseurs de la patrie, exaltant l'orgueil national, n'avaient point fait obtenir en France un assentiment général au gouvernement républicain, et ce qui augmentait peut-être chez les partisans les plus éclairés d'une sage liberté le désir d'une forme de gouvernement plus appropriée à l'étendue du territoire français, aux mœurs et aux inclinations de ses habitants c'était le spectacle des dissensions qui agitaient le Directoire et les deux conseils. La source de ces dissensions était dans la constitution elle-même. Le renouvellement annuel de l'un des directeurs et du tiers des membres de chaque conseil (des Anciens et des Cinq-Cents) était une voie ouverte aux factions pour opérer chaque année un changement dans l'esprit du gouvernement, et continuer ainsi l'état de révolution, dont la majeure partie du peuple voulait enfin sortir après sept ans d'épreuves pénibles.

Les élections du mois de germinal démontrèrent pleinement l'inconvénient que nous venons de signaler. La guerre s'alluma dans le Corps législatif renouvelé. La nomination de Barthélemi au Directoire, en remplacement de Letourneur, membre sortant, loin de rétablir l'harmonie entre les cinq gouvernants, fut, au contraire, le motif d'une opposition plus prononcée entre eux. Barras, Rewbell et Laréveillère-Lepaux, unis d'intérêts et d'opinions, firent intervenir les armées dans leur querelle. Les généraux Bonaparte et Hoche, gagnés par les communications insidieuses de ces directeurs, qui leur représentaient la France courbant déjà la tête sous le joug monarchique, par l'effet des menées d'une faction royale, rassemblèrent leurs soldats, et provoquèrent dans chaque division de leur armée des adresses au gouvernement, pour l'engager à sauver la république, menacée par des conspirateurs.

La fête du 14 juillet, célébrée à Milan, fournit à Bonaparte l'occasion de seconder les vues des directeurs dont il avait em-

brassé la cause. Une revue générale avait été ordonnée pour cette époque, et l'on devait distribuer aux corps d'infanterie de l'armée de nouveaux drapeaux, sur lesquels étaient inscrits les faits héroïques particuliers à chaque demi-brigade. En remettant ces enseignes aux légions victorieuses, Bonaparte dit aux députations chargées de les recevoir : « Que vos drapeaux soient toujours sur le chemin de la liberté et de la victoire ! » Un caporal de la 9e demi-brigade, s'élançant hors des rangs, s'écria : « Général, tu as sauvé la France. Glorieux d'appartenir à cette invincible armée, tes enfants te feront un rempart de leurs corps ; sauve la république : que les 100,000 soldats qui composent l'armée d'Italie se serrent pour défendre la liberté ! » Les acclamations universelles confirmèrent le vœu de l'orateur, qui rentra dans les rangs avec les signes de la plus vive émotion.

Dans le banquet d'officiers généraux et supérieurs qui suivit la revue, des santés furent portées dans le même sens : nous rappellerons les plus remarquables.

Le général Lannes : « A la destruction du club de Clichy[1]. Les infâmes ! ils veulent encore des révolutions : que le sang des patriotes, qu'ils veulent assassiner, retombe sur leurs têtes ! » Le général Rey : « A l'union des soldats de la république : que les ennemis de la patrie périssent, et, s'il le faut, que nos soldats reconquièrent la liberté ! »

Des adresses furent ensuite rédigées par chacune des divisions de l'armée : elles furent envoyées, par le général Berthier, aux soldats de l'intérieur, aux administrations départementales et au Directoire.

On remarquait cette phrase dans l'adresse de la division Masséna, alors commandée par le général Brune : « La route de Paris offre-t-elle plus d'obstacles que celle de Vienne ? Non : elle nous sera ouverte par les républicains fidèles à la liberté ; réunis, nous la défendrons, et nous aurons vécu. » La division Augereau s'exprimait ainsi, en s'adressant aux clichiens :

[1] On appelait ainsi la réunion des membres des deux conseils opposés à la majorité du Directoire, et qui se rassemblaient dans une maison du village de Clichy, près de Paris.

1797 — an v. France.

« Tremblez! de l'Adige au Rhin et à la Seine il n'y a qu'un pas; tremblez! vos iniquités sont comptées, et le prix en est au bout de nos baïonnettes. » Les expressions de la division Bernadotte sont plus modérées, les signataires y semblent douter de la conspiration; mais si elle est réelle, ils offrent leurs bras au Directoire. La division Serrurier proteste de sa fidélité la constitution de l'an III. Les divisions Joubert, Delmas, Baraguey-d'Hilliers à parlent dans le même sens. On lit cette phrase dans l'adresse de la division Victor : « Plus d'indulgence, plus de demi-mesures! la république ou la mort : » Toutes ces adresses étaient revêtues des signatures des généraux, officiers et soldats.

Cependant les troupes du Rhin se trouvant plus rapprochées du siége du gouvernement français que celles de l'armée d'Italie, les directeurs, sous le prétexte de pourvoir à la sûreté d'une partie des côtes de l'Océan, donnèrent l'ordre au général Hoche, qui était dans le secret de l'opération, de faire marcher dans l'intérieur de la France un corps de 8 à 10,000 hommes, qui prit sa direction vers la capitale et dépassa la limite fixée par la constitution pour les troupes dont le mouvement n'était point autorisé par un décret. Cette transgression d'une mesure constitutionnelle excita une grande rumeur dans les deux conseils. La commission dite des inspecteurs de la salle, dont était membre le général Pichegru, nommé récemment au conseil des Cinq-Cents, fit un rapport sur cet événement, et le général Hoche y fut fortement inculpé. Celui-ci démentit l'assertion de la commission, qui portait à 27,000 hommes les troupes ainsi mises en mouvement, et déclara qu'elles étaient dirigées sur Brest, par Chartres et Alençon, au nombre seulement de 9 à 10,000 hommes, effectif de deux divisions d'infanterie et de cavalerie, et de trois compagnies d'artillerie légère.

Dans une fête qui eut lieu à Wetzlar pour solenniser l'événement du 10 août 1792, l'armée de Sambre-et-Meuse parut partager les sentiments de celle d'Italie sur la situation présente de la république, et des adresses furent votées dans le même esprit que celles que nous venons de rapporter. Toutefois, il fut facile de remarquer que l'impulsion donnée par le

général Hoche et quelques généraux de son opinion n'avait point produit, sur la majeure partie de cette armée, le même effet que celui qu'avait obtenu Bonaparte sur l'armée d'Italie. 1797 — an V. France.

Lorsque les trois directeurs nommés plus haut crurent avoir réuni tous les moyens nécessaires à la réussite de leur projet, ils le mirent à exécution. Nous devons cependant signaler quelques-uns des motifs qui sembleraient justifier en quelque sorte les craintes conçues par ces directeurs sur la destinée de la république, sans légitimer d'ailleurs leur conduite illégale.

Les révélations d'un émigré, nommé Duverne de Presle, arrêté et traduit devant une commission militaire, et le portefeuille d'un autre émigré (le comte d'Antraigues), saisi à Venise, et transmis au gouvernement français par le général Berthier, avaient indiqué le plan d'une contre-révolution royale, qui avait des agents jusque dans le Corps législatif. Des généraux, croyant mieux servir leur patrie au sénat qu'aux armées, avaient, dans les dernières élections, sollicité les suffrages du peuple. Réunis aux législateurs déjà connus par leur opposition au système représentatif, ils ourdissaient la trame où se devaient enlacer des hommes d'honneur, incapables de trahir sciemment leurs devoirs, leurs serments, et surtout la patrie. Le club de Clichy présentait aussi l'étonnant assemblage que nous avons déjà eu l'occasion de faire observer à d'autres époques : des amis sincères d'une sage liberté, des hommes vendus ou séduits, de vieux révolutionnaires, des hommes nouveaux, marchant ensemble vers un même but : le rétablissement du gouvernement monarchique.

Toutefois, rien n'était encore arrêté entre les prétendus conspirateurs : l'aspect même des dangers dont ils étaient menacés, et que dévoilaient assez les préparatifs faits par les directeurs, n'avait pas encore pu les déterminer à opposer des efforts communs aux entreprises de leurs ennemis. « On n'oserait nous frapper ! » disaient ces hommes confiants, qu'on venait de représenter aux soldats de la république comme des tigres altérés de sang. On a cependant rapporté que les généraux Pichegru et Willot donnèrent aux députés leurs collè-

1797 – an V. France.

gues des conseils qui ne furent point écoutés ; qu'ils se firent fort de prévenir le coup qu'allait porter le Directoire, avec une poignée de soldats du Corps législatif qui leur étaient dévoués, en frappant les trois directeurs au sein même de leurs conciliabules nocturnes. Mais la commission des inspecteurs de la salle se chargea, dit-on, de veiller à la sûreté du Corps législatif sans recourir à des moyens aussi extrêmes.

Cette commission était assemblée et discutait paisiblement les mesures à prendre pour repousser les hostilités du Directoire, lorsque, le 18 fructidor, à la pointe du jour, le canon d'alarme retentit tout à coup dans les quartiers de la capitale : c'est le signal donné aux troupes, qu'on a fait secrètement approcher aux environs, de prendre les armes et d'entrer dans Paris. Elles entourent bientôt les deux palais des conseils, où les membres ne sont point encore réunis. C'est en vain que le chef de brigade Ramel[1] veut retenir les soldats de la garde législative qu'il commande, et les engager à défendre la représentation nationale ; il n'est point écouté : lui-même se voit arracher les marques distinctives de son grade par le général Augereau, nommé par le Directoire commandant des troupes de la division de Paris. Les soldats de la garde se mêlent à ceux de la ligne. Une partie des membres de la commission d'inspection est arrêtée, les autres parviennent à s'échapper. Pichegru rend son épée, et est conduit dans la prison du Temple.

Cependant le peuple, répandu dans les rues pour vaquer aux travaux accoutumés, apprend d'une manière confuse les événements qui viennent de se passer : on en attend l'issue dans le silence de la terreur, aucun mouvement ne se manifeste pour ou contre. « Il n'y a plus de courage, dit l'historien Lacretelle, que pour offrir des asiles aux proscrits. On lit des affiches où la trahison de Pichegru est dévoilée. On pouvait être encore incrédule, mais qui eût osé le paraître ? »

Les membres des deux conseils quittent leurs domiciles pour venir prendre séance dans le local accoutumé ; ils sont repoussés par les baïonnettes des soldats qui investissent le palais légis-

[1] Assassiné dans une émeute, à Toulouse, en 1815. Il était alors maréchal de camp.

latif. Quelques-uns sont arrêtés par des agents apostés exprès ; d'autres se réunissent chez le président des Anciens, Lafond-Ladebat, pour y protester contre la violence exercée par le Directoire, et qui les poursuit encore jusque dans cet asile. 1797 — an V France.

Sur ces entrefaites, le Directoire a réuni dans les salles de l'Odéon et de l'École de médecine la minorité des deux conseils ; et celle-ci, dans une séance de six heures, se hâte de proscrire ceux que désigne la vengeance directoriale. Les listes sont dressées. Outre les deux directeurs Carnot et Barthélemi, et cinquante-deux membres des deux conseils, un certain nombre de magistrats, de généraux et de citoyens recommandables, trente-deux rédacteurs de feuilles publiques, sont arrêtés et condamnés pour la plupart à la déportation, par une loi dont le Directoire, au mépris de la constitution, prend l'initiative. La prison du Temple regorge de détenus, et parmi eux on compte le directeur Barthélemi, arrêté dans son appartement : Carnot avait réussi à s'échapper du sien, malgré la surveillance exercée par ses collègues eux-mêmes pendant la nuit du 17 au 18. « On voit, dit l'historien que nous avons déjà cité, dans la liste des proscrits les noms de six ou sept députés presque tous du nouveau tiers, que leur conduite ultérieure accuse non moins que les déclarations que le Directoire avait recueillies contre eux ; la vengeance même ne leur servirait point d'excuse : leurs compagnons de malheur leur avaient appris, par leur exemple, qu'on ne se venge point contre sa patrie. »

La loi dont nous venons de parler renfermait, outre les proscriptions, plusieurs autres articles non moins remarquables. Les élections faites, en germinal, dans quarante-huit départements, étaient cassées : tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, et ceux même qui avaient obtenu une radiation provisoire, étaient bannis du territoire de la république : on leur donnait quinze jours de délai pour sortir de France. Tous ceux qui seraient trouvés après ce terme devaient être livrés à une commission militaire et fusillés. Le Directoire était investi du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres qui troubleraient la tranquillité publique. Ceux des membres de la famille des Bourbons qui se trouvaient encore en France en étaient renvoyés.

1797 — an v. France. Enfin cette loi extraordinaire et à jamais célèbre dans l'histoire des gouvèrnements républicains contenait encore un grand nombre de dispositions dont le but était de substituer un gouvernement révolutionnaire au régime constitutionnel, qui n'était cependant pas aboli : « état de choses sombre et confus qu'on appela une *demi-terreur* [1]. »

Tout ce que le Directoire avait publié jusqu'alors pour inculper le général Pichegru n'avait fait qu'éveiller les soupçons, sans donner des preuves directes de sa défection du parti républicain. Il était réservé à un des anciens lieutenants du conquérant de la Hollande, au général Moreau, dont tous les honnêtes citoyens se plaisaient à louer les vertus privées, les qualités estimables, autant que les talents militaires, de produire contre l'ex-général en chef de l'armée du Rhin le témoignage le moins suspect, le moins récusable. Alors il ne fut plus possible de douter de la trahison de Pichegru. Mais cette conduite de Moreau envers son camarade et son ancien ami lui attira le blâme de tous les partis. Ceux des proscrits qui se trouvaient étrangers aux intrigues cachées du général qui partageait leur sort ne virent, dans la lettre que nous allons transcrire plus bas, qu'une transaction honteuse passée entre Moreau et le Directoire vainqueur, aux dépens de la gloire du général et des sentiments les plus naturels à l'honnête homme. Les partisans mêmes des principes les plus austères de la morale politique, en examinant la révélation craintive ou de bonne foi faite par Moreau, ne se dissimulèrent point qu'elle devenait peut-être trop tardive dans les intérêts de la patrie, et déloyale dans ceux de l'honneur et d'une ancienne amitié.

Quoi qu'il en soit, voici la lettre publiée par le Directoire, quelques jours après le 18 fructidor :

Au quartier général de Strasbourg, le 19 fructidor de l'an v.

Le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle au citoyen Barthélemi, membre du Directoire exécutif.

« Citoyen directeur,

« Vous vous rappelez sans doute qu'à mon dernier voyage à Bâle je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris

[1] Lacretelle.

un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance : celles de Witersbach en faisaient partie; mais c'étaient les moins importantes Beaucoup de ces lettres sont en chiffres, mais nous en avons la clef ; l'on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui sera très-long. 1797 — an v. France.

« Personne n'y porte son vrai nom, de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres sont difficiles à découvrir. Cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus.

« J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, puisque, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant plus que tout cela ne ferait preuve que contre peu de monde, puisque personne n'est nommé.

« Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant dans une place éminente de la plus grande confiance, un homme très-compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du prétendant, qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme ; que vous puissiez faire éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être le but de ses projets.

« Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu : je veux parler du représentant du peuple Pichegru; il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient ses réponses. Il est désigné sous plusieurs noms, et entre autres sous celui de *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé Badouville, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco:* il était un des courriers dont il se servait, ainsi que les autres correspondants; vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle.

« Le grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV : on comptait sur des revers à mon

1797 — an v. France. arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il aurait reçues.

« Il a dû recevoir neuf cents louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission : de là vient son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille Lajolais d'être dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis. Les preuves en sont plus claires que le jour; mais je doute qu'elles puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse; vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence : il n'a pas fallu moins que le danger que court mon pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes, les généraux Desaix, Reignier, un de mes aides de camp, et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignements que donnent les lettres qu'on déchiffre.

« Recevez l'assurance d'une estime distinguée et de mon inviolable attachement.

« *Signé* Moreau. »

Nous n'ajouterons rien à ce que nous avons déjà dit sur cette lettre remarquable, dont l'auteur ne tira d'autre récompense que son remplacement dans le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, et nous n'entrerons pas dans de plus grands détails sur des événements politiques qui n'ont qu'un rapport indirect avec notre plan; mais nous devons faire remarquer que l'abus de pouvoir commis en cette circonstance par le Directoire fut l'origine de la révolution du 18 brumaire, dont nous parlerons plus tard. La violation des principes constitutionnels qu'on a établis, et qui sont consentis par la majorité du peuple, devient le principe des réactions; elle amène les vengeances; elle rallie les débris des factions vaincues : elle instruit les faibles à l'intrigue, à la dissimulation, à la perfidie; sous le masque du repentir, ceux-ci rampent autour des gouvernants, les cernent, les flattent, leur conseillent des abus nouveaux, aliènent leurs partisans dévoués, les isolent, et les renversent

enfin. C'est ainsi que la révolution du 18 fructidor devint fatale au Directoire lui-même. Les auteurs de cette crise[1] se sont prévalus auprès de la nation de ce qu'elle avait été opérée sans répandre de sang; mais n'était-il pas dans leur intérêt de détourner des vaincus le glaive qui pouvait, par les mêmes moyens, les frapper eux-mêmes un peu plus tard? Nous le répétons, ce ne fut point exclusivement dans l'intérêt de la république qu'agirent les directeurs : l'esprit de domination, la rivalité, l'ambition, la crainte des suites de récriminations fondées eurent la plus grande part dans un mouvement qui pouvait être exécuté par d'autres moyens et pour d'autres résultats. L'armée nationale, éclairée sur les démarches qu'on lui avait fait faire, fut préparée dès lors à voir renverser bientôt, sans y mettre opposition, un gouvernement qui donnait ainsi le nouvel exemple de la violation des lois constitutionnelles. 1797 — an v. France.

Mort du général Hoche; pompe funèbre en l'honneur de ce général. Présentation du général Bonaparte au Directoire, etc. — Avant de terminer le récit de l'année 1797, nous consignerons ici deux événements qui doivent entrer aussi dans nos fastes militaires : nous voulons parler de la mort de l'un des premiers généraux de la France républicaine et de la réception faite au vainqueur de l'Italie par le Directoire en séance solennelle. 1797 — an vi. 10 décembr (20 frim.) France.

Le destin ne permit point au guerrier libérateur de Landau, au pacificateur de la Vendée de mourir du trépas des braves sur le champ de bataille. Doué d'un tempérament robuste et ardent, quoique d'une sensibilité de nerfs extraordinaire, le général Hoche n'éprouvait que des sensations vives et brûlantes; la

[1] Nous allons présenter ici, sans toutefois en garantir l'exacte ressemblance, le portrait du plus influent des trois directeurs, tracé par un observateur contemporain :

« Avide de pouvoir, agité des desseins les plus contraires, incapable d'aucune application, accessible à tout conseil funeste, n'ayant d'esprit que ce qu'il en faut pour satisfaire ses passions, d'autre talent que celui de mettre en œuvre les passions d'autrui, et trop accablé par la conscience de sa nullité pour s'élever au courage d'une noble ambition, Barras se plaçait avec ostentation à la tête des républicains, et livrait à des intrigants obscurs tout l'or de la république. »

(*Essais historiques et critiques sur la révolution française*, par P.....)

1797 — an VI. France. moindre affection morale l'agitait au delà de toute expression. La révolution française n'avait pas peu contribué à donner un plus grand développement à ces dispositions physiques. Jeté sur un grand théâtre, Hoche employa toutes ses facultés pour remplir dignement le rôle qu'il était destiné à jouer; il les usa à force de travail. Les contrariétés qu'il éprouva lors de son emprisonnement sous Robespierre, les fatigues qu'il se donna dans les départements insurgés pour les pacifier, le mauvais succès de l'expédition d'Irlande, les dangers qu'il courut sur mer en cette dernière occasion, enfin les derniers événements du 18 fructidor, auxquels son fanatisme pour la liberté, encore plus que son ambition ou son dévouement à la cause des directeurs triomphants lui fit prendre une part si active : toutes ces causes réunies épuisèrent ses forces, et ranimèrent, avec des symptômes effrayants, une maladie de poitrine, dont il avait déjà éprouvé des atteintes à Brest, et qu'il avait négligée. Tous les secours de l'art ne purent le sauver, et il mourut au quartier général de Wetzlar, le 18 septembre 1797 (2e jour complémentaire an V).

Sur la motion du député Malibran, et sur le rapport de Jean Debry, organe de la commission nommée à cet effet, le conseil des Cinq-Cents vota une pompe funèbre à la mémoire du général Hoche. Cette résolution, adoptée par le conseil des Anciens, fut mise à exécution par le Directoire, le 1er octobre 1797 (10 vendémiaire an VI).

Le corps du général Hoche fut déposé à côté de celui de Marceau, dans la redoute de Petersberg, près de Coblentz. Ainsi la tombe ne sépara point deux guerriers unis pendant leur vie par les liens d'une étroite amitié.

Bonaparte, après la signature du traité de Campo-Formio, avait donné ses derniers soins à l'organisation de la nouvelle république cisalpine, et s'était rendu ensuite, par la Suisse, à Rastadt, pour y préparer, par sa présence victorieuse, l'heureuse issue des négociations qu'allaient entamer les plénipotentiaires français Treilhard et Bonnier, nommés au congrès rassemblé dans cette ville.

Cependant la reconnaissance nationale appelait à Paris le héros pacificateur, et se disposait à lui rendre l'hommage pu-

blic dû à ses glorieux travaux. Bonaparte arriva dans la capitale le 5 décembre 1797 (15 frimaire an VI), et le 10 du même mois fut fixé pour l'époque de sa présentation solennelle au Directoire. 1797 — an VI. France.

« Tout ce qu'il y avait d'opprimé en France, dit l'historien Lacretelle, avait hâté son retour; depuis longtemps chacun portait dans son âme quelque pressentiment des destinées du conquérant de l'Italie. Ceux qui n'avaient encore éprouvé que des rigueurs de la république voyaient en lui un libérateur; tous brûlaient de saluer celui qui avait porté si haut la gloire de la nation.... Le peuple jouissait d'avance du plaisir de dire à cinq magistrats sans renommée et sans popularité : Voilà un grand homme! »

On avait disposé la cour du palais du Directoire pour être le théâtre de la cérémonie. Au milieu s'élevait un autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix, et décoré de plusieurs trophées formés avec les nombreux drapeaux conquis par l'armée d'Italie. A chaque côté de l'amphithéâtre destiné aux autorités était placé un faisceau des drapeaux des différentes armées de la république.

Bonaparte paraît, accompagné des ministres des relations extérieures et de la guerre, et suivi de ses aides de camp. Des acclamations unanimes partent de toutes les bouches, et élèvent aux cieux les noms de *libérateur de l'Italie* et de *pacificateur du continent*. Parvenu au pied de l'autel de la Patrie, le général est présenté au Directoire par le ministre des relations extérieures, Talleyrand-Périgord, qui prononce un discours dont nous croyons devoir extraire le passage suivant :

« Je veux bien taire en ce jour tout ce qui fera l'honneur de l'histoire et l'admiration de la postérité; je veux même ajouter, pour satisfaire aux vœux impatients du général, que cette gloire, qui jette sur la France entière un si grand éclat, appartient à la révolution. Sans elle, en effet, le génie du vainqueur de l'Italie eût langui dans de vulgaires honneurs. Elle appartient au gouvernement qui, né comme lui de cette grande mutation qui a signalé la fin du dix-huitième siècle, a su deviner Bonaparte et le fortifier de toute sa confiance; elle appartient à ses valeureux soldats, dont la liberté a fait d'invincibles héros; elle

1797 — an VI. France.

appartient enfin à tous les Français dignes de ce nom : car c'était aussi, n'en doutons point, pour conquérir leur amour et leur vertueuse estime, qu'il se sentait pressé de vaincre; et ces cris de joie des vrais patriotes , à la nouvelle d'une victoire, reportés vers Bonaparte, devenaient là les garants d'une victoire nouvelle. Ainsi tous les Français ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la propriété de tous; ainsi il n'est aucun républicain qui ne puisse en revendiquer sa part. »

Après avoir remis au président du Directoire la ratification donnée par l'empereur d'Autriche au traité de paix de Campo-Formio, le général Bonaparte s'exprima en ces termes :

« Citoyens directeurs,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre.

« Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

« La constitution de l'an II et vous, avez triomphé de tous ces obstacles.

« La religion, la féodalité et le royalisme ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elles-mêmes les limites.

« Vous avez fait plus :

« Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres.

« Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux grandes nations.

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio et ratifié par S. M. l'empereur.

« La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république.

« Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les

meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » 1797 - an VI. France.

Le ministre de la guerre présenta ensuite au Directoire le général Joubert et le chef de brigade Andréossi, chargés par Bonaparte, à son départ de l'armée d'Italie, de venir rapporter au Directoire exécutif le drapeau que les deux conseils avaient décerné à cette brave armée, et sur lequel étaient les inscriptions qui rappelaient ses principaux exploits.

Sur une des faces de ce drapeau on lisait :

A L'ARMÉE D'ITALIE, LA PATRIE RECONNAISSANTE.

Sur l'autre côté étaient inscrits les noms des combats livrés et des villes prises par cette armée. On y remarquait entre autres les inscriptions suivantes :

« Cent cinquante mille prisonniers. — Cent soixante-dix drapeaux. — Cinq cent cinquante pièces de siége.— Six cents pièces de campagne. — Cinq équipages de pont. — Neuf vaisseaux de 64 canons, douze frégates de 32, douze corvettes, dix-huit galères. — Armistice avec le roi de Sardaigne. — Convention avec Gènes. — Armistice avec le duc de Modène, le roi de Naples, le pape.— Préliminaires de Leoben, etc.

« Donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, etc.; aux peuples du département de Corcyre, de la mer Égée et d'Ithaque.

« Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, Corrége, Albane, des Carraches, Raphael, Léonard de Vinci, etc., etc. »

L'aspect de cette auguste enseigne redoublait encore, s'il était possible, l'enthousiasme des spectateurs.

En présentant les deux guerriers, le ministre dit :

« Citoyens directeurs,

« La reconnaissance nationale décerna un drapeau à l'armée d'Italie, comme un monument de sa gloire et de son courage; ce drapeau est devenu le gage de nouveaux triomphes, ou plutôt de prodiges, qui, par leur nombre et leur éclat, ont surpassé tous les faits mémorables transmis par les fastes de l'histoire.

1797 — an V. France.

« Mais cette invincible armée n'a plus d'ennemis à combattre en Italie...; elle y a fait disparaître, elle y a dévoré cinq armées ennemies, et la paix seule a pu mettre un terme à ses exploits. Elle va donc quitter le nom de cette contrée, qui ne peut plus être le théâtre de sa valeur; mais, en se séparant du drapeau sous lequel elle a combattu avec tant de gloire, elle veut le déposer entre les mains des magistrats suprêmes de la république. »

Les spectateurs saluèrent, à son départ, le général Bonaparte par les mêmes acclamations qui l'avaient accueilli à son arrivée au palais directorial, et le drapeau fut suspendu solennellement à la voûte de la salle des séances du gouvernement.

Il ne fallait rien moins que ces cérémonies imposantes, ces hommages réitérés à la gloire nationale, et la direction que le gouvernement voulait imprimer à l'opinion publique vers une guerre contre l'Angleterre, pour détourner les esprits des considérations fâcheuses qu'amenait l'état des choses en France, à l'époque dont nous venons d'esquisser quelques événements. Celui du 18 fructidor, surtout, avait trop attaqué le système représentatif, pour que tous les amis sincères de la patrie ne fussent point alarmés sur son sort futur. Toutefois, placée entre les mesures arbitraires du Directoire et le bouleversement qu'eût entraîné le triomphe des anarchistes, la majorité des bons citoyens crut devoir, par son silence, prêter un appui négatif au gouvernement constitué; et, dans cette situation critique, bien que l'on vît la constitution, attaquée dans ses bases fondamentales, menacer ruine de toutes parts, la lassitude était telle, qu'on ne se sentait pas la force d'en essayer une nouvelle.

FIN DU LIVRE PREMIER ET DE LA PREMIÈRE COALITION.

LIVRE SECOND.

SECONDE COALITION.

(La première coalition des puissances européennes armées contre la France se trouva entièrement dissoute par le traité de Campo-Formio, puisqu'à cette époque l'Angleterre seule continuait la guerre avec la république. — Quoique la seconde coalition n'ait réellement été formée qu'en l'année 1799, par l'alliance de l'Angleterre avec l'Autriche et la Russie pour renouveler la guerre continentale, nous avons cru pouvoir ouvrir le second livre de nos fastes militaires par l'année 1798, avec d'autant plus de raison que le roi de Naples, à l'instigation de l'Angleterre et de l'Autriche, prit l'initiative des hostilités au mois de novembre de cette même année.)

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1798.

Insurrection du pays de Vaud contre les cantons de Berne et de Fribourg; entrée des troupes françaises en Suisse. — Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur J. Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome. Abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc. — Présentation au Directoire des drapeaux des armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, par les généraux Macdonald et Duhesme. — Suite des opérations des troupes françaises en Suisse; combat de Neueneck; occupation des villes de Soleure, Fribourg, Berne, etc. — Relation des principaux événements maritimes arrivés dans les six premiers mois de 1798. — Précis des événements militaires arrivés dans les colonies françaises pendant la même époque.

Le traité de Campo-Formio semblait devoir assurer la paix 1798 — an VI. aux peuples de l'Europe : l'Angleterre seule continuait encore les hostilités contre la France. Cependant le cabinet de Saint-

1798 — an VI. James, dirigé sans doute par les mêmes motifs qui l'avaient engagé à feindre des dispositions pacifiques, et à ouvrir, en 1796, une négociation avec le Directoire (négociation qui fut rompue le 19 décembre de cette même année, ainsi que nous l'avons rapporté), avait renoué les conférences de Lille à l'époque du 18 fructidor. Lord Malmesbury se trouvait dans cette ville avec les plénipotentiaires français Pleville, Lepeley, Tourneur (de la Manche) et Maret. Cette journée, dont les événements trompèrent tous les calculs de la politique anglaise, fit prendre une tout autre tournure aux affaires qui se traitaient à Lille, et que l'agent anglais avait jusqu'à ce moment fait traîner en longueur. Le Directoire rappela les négociateurs que nous venons de nommer, et les remplaça par Treilhard et Bonnier. Pressé par ceux-ci dans ses derniers retranchements diplomatiques, lord Malmesbury, quoique avec des *pleins pouvoirs* fastueusement annoncés, se trouva sans instructions précises : l'ordre d'aller les réclamer de son gouvernement lui fut intimé le 16 septembre. Toutefois le Directoire, voulant donner une preuve de la sincérité de son désir de la paix, fit rester ses plénipotentiaires au lieu des conférences, pour y attendre le retour du noble lord.

Le 1er octobre (10 vendémiaire an VI), Treilhard et Bonnier adressèrent la note suivante au plénipotentiaire britannique, à Londres :

« Les ministres plénipotentiaires de la république française, chargés de traiter de la paix avec l'Angleterre, ont l'honneur de faire savoir à lord Malmesbury qu'ayant adressé copie de sa dernière note du 23 septembre 1797 à leur gouvernement, le Directoire exécutif leur a prescrit de déclarer, en son nom, qu'il n'a pas cessé de vouloir la paix ; qu'il a donné une preuve non équivoque du sentiment qui l'anime, lorsqu'il a ordonné aux ministres plénipotentiaires de la république de réclamer une explication catégorique sur les pouvoirs donnés par le gouvernement anglais à son plénipotentiaire ; que cette démarche n'avait et ne pouvait avoir d'autre objet que d'amener enfin la négociation à une issue prompte et heureuse ;

« Que l'ordre donné aux ministres plénipotentiaires de la république de rester à Lille après le départ de lord Malmesbury

est une nouvelle preuve que le Directoire avait désiré et prévu 1798 — an VI.
son retour avec des pouvoirs qui ne seraient pas illusoires, et dont la limitation ne serait plus un prétexte pour retarder la conclusion de la paix ;

« Que telles sont toujours les intentions et les espérances du Directoire exécutif, qui enjoint aux ministres plénipotentiaires de la république de ne quitter Lille qu'au moment où l'absence prolongée du négociateur ne laissera plus de doute sur l'intention de S. M. Britannique de rompre toute négociation ;

« Qu'en conséquence, le 25 vendémiaire courant (16 octobre) est le terme fixé pour le rappel des ministres plénipotentiaires de la république, dans le cas où, à cette époque, le ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique ne serait pas rendu à Lille.

« Le Directoire exécutif éprouvera un vif regret qu'un rapprochement déjà entamé deux fois n'ait pu être consommé ; mais sa conscience et l'Europe entière lui rendront ce témoignage, que le gouvernement anglais seul aura fait peser le fléau de la guerre sur les deux nations.

« Les ministres plénipotentiaires de la république prient le ministre de S. M. Britannique d'agréer, etc.

« *Signé* TREILHARD, BONNIER. »

Lord Malmesbury ayant répondu d'une manière évasive à cette note, les ministres français quittèrent Lille, et tout espoir d'accommodement s'évanouit.

Le 26 octobre (5 brumaire), le Directoire arrêta la formation d'une armée d'Angleterre, et en confia le commandement à Bonaparte. L'arrêté du Directoire était accompagné d'une proclamation adressée au peuple français, pour lui annoncer la conclusion du traité de Campo-Formio, et dans laquelle se trouve ce passage :

« Il ne nous reste plus qu'à punir de sa perfidie le cabinet de Londres, qui aveugle encore des cours au point d'en faire des esclaves de sa tyrannie maritime, et trompe les Anglais eux-mêmes en leur extorquant les moyens de prolonger sur l'Océan les calamités de la guerre, l'effusion du sang humain, la destruction du commerce, et toutes les horreurs qu'il marchande

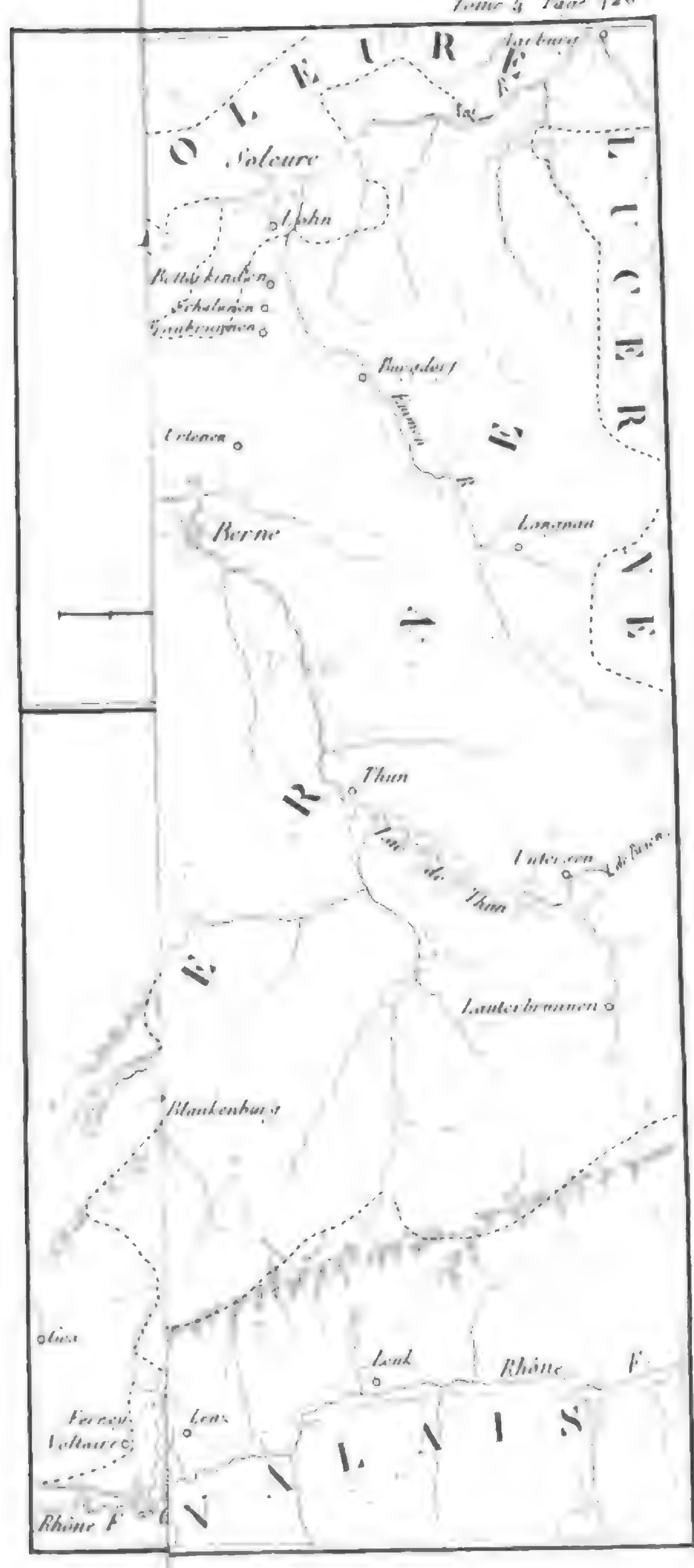
1798 — an VI. et qu'il paye, mais qui doivent bientôt retomber sur lui seul. C'est à Londres que l'on fabrique les malheurs de l'Europe, c'est là qu'il faut les terminer ! »

Ainsi donc c'était hors du continent que l'on devait s'attendre à voir, dans le cours de l'année 1798, la guerre exercer ses ravages, et le sang couler de nouveau pour des intérêts opposés. Toutefois, quelques contrées voisines du cratère de la révolution vont éprouver aussi les secousses de ses dernières éruptions ; la lave ne respectera point les institutions les mieux garanties, et les soldats français seront appelés à combattre encore pour le soutien d'une cause devenue la leur, celle de la liberté, invoquée par d'autres peuples.

Narrateurs de faits militaires, nous nous permettons de faire parfois quelques excursions dans le domaine de la politique, lorsqu'elles peuvent nous conduire plus positivement vers le but que nous nous sommes proposé; mais ici nous n'entreprendrons point de remonter jusqu'à la véritable source des événements que nous allons retracer, et nous nous bornerons à les exposer avec assez de clarté et d'impartialité pour que nos lecteurs puissent être à même de les juger convenablement.

22 janvier. (9 pluv.) Suisse. *Insurrection du pays de Vaud contre les cantons de Berne et de Fribourg ; entrée des troupes françaises en Suisse.* — La république fédérative des Suisses, unie à la monarchie française par des liens qui subsistèrent pendant plus de deux siècles, les avait remplacés, depuis l'abolition de ce dernier gouvernement, par une neutralité scrupuleusement observée au milieu des chances qu'avait subies le nouvel ordre de choses en France. Elle s'était réservé le seul droit d'asile envers les proscrits, droit vénérable et sacré qu'elle avait su défendre contre les insinuations tyranniques de Robespierre et contre les menaces indirectes du Directoire. Le massacre des soldats suisses, dans la journée du 10 août 1792, n'avait excité des récriminations que dans le seul canton de Berne; mais cet événement désastreux n'avait pas été assez influent pour faire sortir ce peuple généreux de l'état de paix intérieureauquel il appliquait toute sa politique, depuis qu'il avait secoué le joug de l'Autriche.

Cependant, ce même canton dont nous venons de parler,


Soleure
Berne
Thun
Lac de Thun
Lauterbrunnen
Langnau
Leuk
Rhône F.
Rhône F.
Ferney Voltaire
VALAIS
LUCERNE

Berne, était soumis à un gouvernement qui ne permettait pas à tous les citoyens de prendre une égale part à l'administration publique. Des oligarques, décorés du titre de *magnifiques seigneurs*, tenaient dans une espèce d'asservissement, sur le sol de la liberté, des villes populeuses et florissantes; et les habitants de ces villes n'étaient désignés que par la dénomination de *sujets*, mot humiliant pour des hommes qui pouvaient se considérer comme républicains. La révolution opérée en France fit concevoir à ces prétendus sujets l'espérance de recouvrer des droits imprescriptibles. Tout le pays de Vaud (c'est la dénomination du territoire soumis alors à l'autorité des cantons de Berne et de Fribourg) enhardi dans sa démarche par la destruction du gouvernement vénitien, et peut-être excité sous main par des agents du Directoire, qui avait à se venger de la conduite tenue par les magnifiques seigneurs à l'égard des proscrits du 18 fructidor [1]; le pays de Vaud demanda à former un canton séparé, et menaça de recourir à l'intervention du gouvernement français. Les motifs allégués par les Vaudois en faveur de leur demande n'étaient point, au surplus, sans fondements légitimes.

1798 — an VI. Suisse.

Le pays de Vaud, précédemment démembré de la France, appartenait, avant l'année 1530, au duché de Savoie, et formait, sous le gouvernement des ducs, une province séparée, régie par des États de concert avec un bailli ducal, dont les attributions étaient circonscrites par des lois constitutionnelles.

En 1530, le pays de Vaud fut détaché de la Savoie et passa sous la domination des patriciens des cantons de Berne et de Fribourg, qui abolirent les priviléges de leurs *nouveaux sujets*.

En 1564, le duc de Savoie, ayant solennellement renoncé à ses prétentions sur ce pays, stipula néanmoins la réserve de sa constitution; et l'année suivante (1565), le roi de France, Charles IX, se constitua garant de ce traité, et par conséquent des droits politiques du pays de Vaud.

A différentes époques, les Vaudois avaient réclamé contre la violation de ces clauses; mais toujours la force avait imposé

[1] Plusieurs des exilés avaient trouvé un asile hospitalier dans le canton de Berne.

1798 — an VI. Suisse.

silence aux réclamants. Ceux qui montrèrent plus de courage ou de persévérance que les autres furent proscrits; et de ce nombre fut le brave général Labarpe, dont le nom figure si honorablement dans nos annales : adopté par la république française, il devint un de ses intrépides défenseurs, et scella de son sang, dans les plaines de l'Italie, l'attachement qu'il avait voué à sa nouvelle patrie.

Le 28 décembre 1797 (8 nivôse an VI), le Directoire français prit un arrêté qui chargea le ministre de la république près les cantons helvétiques de déclarer, aux gouvernements de Berne et de Fribourg, que les membres de ces gouvernements répondraient personnellement de la sûreté individuelle et des propriétés des habitants du pays de Vaud qui se seraient adressés et pourraient s'adresser encore à la république française pour obtenir, par sa médiation, *en exécution des anciens traités,* d'être maintenus ou réintégrés dans leurs droits.

Si les droits des peuples, consacrés par des actes solennels, ne peuvent être regardés comme chimériques, il est évident que l'intervention du gouvernement français dans le procès entre les Vaudois et les cantons de Berne et de Fribourg n'était point arbitraire, et ce que nous venons d'exposer nous a paru suffisant pour repousser l'insinuation de certains écrivains qui ont cherché à prêter au Directoire le motif de s'emparer d'un trésor de quinze millions de livres tournois que possédait la ville de Berne.

Cependant les sénats de Berne et de Fribourg faisaient des préparatifs pour étouffer l'insurrection qui s'organisait contre eux. Le colonel de Weiss fut chargé de rassembler un corps de troupes, et établit, à cet effet, son quartier général dans la ville d'Yverdun. D'un autre côté, le Directoire avait fait avancer une division de l'armée d'Italie vers les frontières de la Suisse; et le général Menard, qui la commandait, fit signifier au colonel bernois que, s'il ne licenciait pas sur-le-champ les troupes déjà réunies, et s'il ne faisait pas cesser les levées d'hommes qui n'avaient pour but que de comprimer l'émission des vœux du peuple, leur continuation serait regardée comme une hostilité, et qu'à moins d'une réponse catégorique et satisfaisante, les Français entreraient dans le pays de Vaud pour en éloigner la

guerre civile, que des ennemis de l'humanité tenteraient d'y fomenter. 1798 — an VI Suisse.

Le général Menard chargea son aide de camp, le capitaine Autier, de porter cette déclaration au colonel de Weiss, en le faisant accompagner par deux hussards, que les habitants de Moudon crurent devoir, à son passage dans cette ville déjà en insurrection contre Berne, renforcer par deux dragons vaudois.

Au village de Thierens, distant de deux lieues d'Yverdun, le capitaine Autier, qui était en voiture, fut attaqué par un poste de troupes bernoises, sans doute provoqué par quelques propos des dragons vaudois. Les deux hussards français furent tués dans cette rixe, l'un des dragons vaudois blessé, et son cheval tué sous lui; l'aide de camp parvint à s'échapper avec beaucoup de difficulté.

De retour à Moudon, cet officier trouva toute la milice sur pied et en armes : avertie de ce qui venait de se passer, elle se disposait à marcher à son secours et à incendier le village, théâtre de l'attentat commis. Le capitaine Autier employa tous ses efforts pour arrêter cette vengeance. La milice de Moudon et celle de Lausanne se bornèrent à chasser les troupes bernoises du village de Thierens.

Le général Menard, informé qu'on n'avait point crié sur l'escorte de son aide-de-camp et qu'on n'était point venu la reconnaître, vit dans l'acte des soldats de Berne l'intention du sénat de cette ville de commencer les hostilités, et se crut, en conséquence, obligé de mettre sa division en mouvement pour venger l'insulte faite à la république française. Le 28 janvier, la 75e demi-brigade, dirigée par le général Rampon, traversa le lac de Genève et vint s'établir à Lausanne, où le quartier général français se rendit également

Voici l'extrait de deux proclamations que le général Menard publia, à son entrée sur le territoire vaudois, aux troupes de sa division et aux Vaudois :

« Braves soldats,

« La liberté, dont vous êtes les apôtres et les défenseurs, vous appelle dans le pays de Vaud..... Vous vous pénétrerez du sentiment de dignité qui convient à notre mission. La répu-

1798—an VI. Suisse. blique française veut que le peuple vaudois, qui a secoué le joug de ses oppresseurs, soit libre; le Directoire m'a ordonné de le protéger et de le défendre. Vous entrez donc chez un peuple d'amis, de frères : vous respecterez leurs personnes et leurs propriétés; leurs mœurs, leur religion, leurs usages vous seront sacrés..... »

Le général entre ensuite dans quelques détails sur l'attentat commis envers son aide de camp Autier, et finit par recommander aux officiers de tenir la main à ce que la discipline ne souffre aucune atteinte.

Au peuple vaudois.

« L'armée française ne s'était approchée de vos frontières que pour empêcher, par le seul effet de sa présence, les ennemis de la liberté de comprimer le noble élan qui vous élevait vers elle. Telle était la volonté suprême du Directoire exécutif..... Mais un attentat inouï vient d'être commis envers l'armée française..... Dans le sein même de la paix, les satellites de l'oligarchie n'ont pas su respecter les lois de la guerre........ La grande nation ne transige jamais avec le crime; ses auteurs ne peuvent donc échapper à notre juste vengeance.

« Peuple vaudois, vous avez ressenti notre injure : votre pays est entre nous et les coupables; je viens attendre parmi vous les ordres du Directoire exécutif, pour les poursuivre et les punir. Vos vœux nous appelaient à protéger vos droits, recevez-nous comme vos libérateurs...... Soyons mutuellement pleins de confiance dans les sentiments qui nous unissent. Votre haine pour la tyrannie est à nos yeux le plus sûr garant de votre loyauté; le gage de la nôtre est dans la liberté de l'Italie. »

Nous avons omis de dire que déjà tout le pays de Vaud avait déclaré son indépendance, à l'approche des troupes françaises vers la frontière suisse; que la cocarde verte (celle de Guillaume Tell) avait remplacé la cocarde bernoise; que des arbres de la liberté avaient été plantés dans les villes, bourgs et villages, et que le peuple entier s'était constitué en république lémanique[1].

[1] *Léman* est le nom du lac plus communément connu sous le nom de *lac de Genève*, et sur lequel est située une partie du pays de Vaud.


Nord
Pte Salara
Pte Pia
Thermes de Dioclétien
Ste Marie majeure
Pte S. Lorenzo
Thermes de Titus
Pte Maggiore
Giovani
Pte S. Giovani
Thermes Antonien
Pte Latina
Pte St. Sebastiano
Echelle de 600 Toises.

Toutefois, le général Menard, après être entré sur le territoire vaudois, ne voulut point pousser l'avantage qu'il avait sur les troupes des cantons de Berne et de Fribourg, retirées précipitamment à son arrivée; et, craignant de commencer une guerre déplorable, il ne dépassa point les limites de la nouvelle république. 1798—an VI. Suisse.

Avant de continuer le récit de cette invasion de la Suisse par les troupes françaises, nous allons parler des événements survenus en Italie vers la même époque, événements qui placèrent le Directoire dans la nécessité de châtier un gouvernement que sa faiblesse entraînait toujours à la violation des traités consentis et de la foi jurée.

Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur Joseph Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome. Abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc. — Nous avons fait remarquer, dans les volumes précédents, que la conduite modérée du général en chef de l'armée d'Italie envers le souverain de Rome avait été d'abord en opposition avec les intentions secrètes du Directoire français; mais, revenu à des principes de politique plus sains, et mieux instruit de ses véritables intérêts en Italie, ce gouvernement avait fini par donner son assentiment à la conduite que Bonaparte crut devoir tenir avec le pape. Il avait sanctionné le traité conclu à Tolentino, et, pour prouver à l'Europe que son désir était d'en observer fidèlement les clauses, il avait nommé à l'ambassade de Rome le frère du général négociateur, Joseph Bonaparte, dont le caractère modéré semblait convenir à cette mission. Fév.-mars (vent.-germ.) Italie.

L'harmonie la plus parfaite parut, dans les premiers moments, régner entre l'envoyé de la république et le souverain pontife. Cependant, parmi les membres du sacré collége auxquels Pie VI accordait une confiance plus particulière, il se trouvait quelques cardinaux dont la haine pour la France s'était déjà signalée. Ceux-ci renouvelèrent bientôt leurs intrigues. Il ne leur fut pas difficile de persuader au pape que son caractère de chef du monde chrétien était compromis, et que la reine de Naples, soutenue par les Anglais, pourrait aider le

1798 — an VI. Italie. saint-siége à secouer le joug odieux imposé par un général que le Directoire appelait à combattre sur un autre point avec des chances hasardeuses.

En effet, Acton commençait à lever le masque. Moins pusillanime depuis que Bonaparte avait quitté son armée victorieuse, et qu'une partie de cette dernière était déjà rentrée sur le territoire français, cet étranger, ministre du royaume de Naples, cherchait à éluder les conditions du traité de paix que le roi son maitre avait été forcé de conclure avec la république. Déjà, au mépris de l'un des articles de ce même traité, Naples recevait dans ses ports les vaisseaux de la Grande-Bretagne, et rendait ainsi aux Anglais leur prépondérance dans la navigation de la Méditerranée. Indépendamment de cette infraction, le gouvernement napolitain faisait encore sourdement des préparatifs de guerre, et avait donné une communication confidentielle de ses projets aux ministres de S. S., en faisant les promesses les plus magnifiques si le souverain pontife consentait lui-même à fouler aux pieds le traité de Tolentino.

Les insinuations des perfides conseillers de Pie VI parurent ranimer dans l'esprit affaibli de ce souverain le premier éloignement qu'il avait montré pour vivre en paix avec la France, depuis le commencement de la révolution de ce pays. Il cessa tout à coup de donner à Joseph Bonaparte les témoignages de confiance dont il l'avait honoré jusqu'alors. Ce changement de conduite de la part du saint-père se manifesta par son hésitation à reconnaître la république cisalpine, dernièrement constituée. Bientôt, et à mesure que les nouvelles qu'il recevait de Naples semblaient l'affermir dans sa résolution, on vit plus à découvert les dispositions intérieures de son âme, et l'intention de rompre avec le gouvernement français. La nomination du général autrichien Provera au commandement en chef des troupes papales ne laissa plus de doute sur les projets de la cour de Rome, indépendamment de plusieurs autres actes qui confirmaient les soupçons à cet égard, sans paraître créer, au surplus, les moyens d'exécution.

Joseph Bonaparte s'était bien aperçu de toutes ces menées; mais, fidèle à son caractère de conciliateur, il avait feint, jus-

qu'alors, d'être pris pour dupe, et s'était tenu sur la réserve. 1798 – an VI. Italie.
L'arrivée du général Provera à Rome força le ministre français à rompre enfin le silence. Il s'adressa directement au souverain pontife, en lui demandant une explication franche et positive de ses procédés, et l'obligea une quatrième fois de s'humilier devant la république. Le renvoi du général Provera fut la condition qu'exigea Joseph Bonaparte pour ne point appeler sur ce qui s'était passé à Rome l'attention trop sévère du gouvernement français.

La confiance paraissait rétablie entre les deux puissances ; toutefois, la conduite irrésolue du souverain de Rome avait indisposé une grande partie de ses sujets. Ces préparatifs hostiles, renouvelés tant de fois en pure perte, avaient entraîné des dépenses énormes auxquelles on n'avait pu faire face que par une augmentation d'impôts. Le mécontentement du peuple lui avait inspiré des idées d'indépendance, auxquelles le spectacle de ce qui se passait autour de lui donnait encore une plus grande force. La formation de la république cisalpine, les cris de liberté qui s'élevaient sur plusieurs points de la domination papale provoquaient une fermentation presque inévitable. D'un autre côté, ceux des habitants de Rome qui étaient intéressés au maintien de l'ancien ordre de choses ne dissimulaient point leur haine contre les hommes qu'ils regardaient comme les oppresseurs de la puissance spirituelle, et appelaient de leurs vœux une rupture décidée avec la France. Cette dissidence d'opinions donnait lieu à une foule d'intrigues qui tendaient toutes à exaspérer la classe inférieure du peuple et à en faire un instrument de révolution. Témoin passif de tout ce qui se passait autour de lui, l'ambassadeur français cherchait en vain à concilier les esprits pour le maintien de la tranquillité dans la capitale de l'État ecclésiastique : une catastrophe terrible, à laquelle il était loin de s'attendre, vint le contraindre à renoncer au rôle de pacificateur, et à quitter une ville où le sang français venait d'être répandu encore une fois, au mépris du droit le plus sacré.

Le 26 décembre 1797, quelques individus se présentèrent chez Joseph Bonaparte pour l'avertir qu'une révolution devait éclater dans la nuit, et qu'elle serait effectuée par un grand

1798 — an VI. Italie. nombre de citoyens romains qui ne pouvaient plus supporter le joug du despotisme papal. L'ambassadeur leur fit observer que le caractère dont il était revêtu ne lui permettait pas d'accueillir une semblable communication, et leur donna l'assurance que le Directoire ne verrait point favorablement un complot dirigé contre un souverain allié de la république. Il ajouta qu'il rendrait compte, comme ambassadeur, à son gouvernement de ce qui se passait, et qu'en sa qualité d'homme, par l'intérêt même qu'il portait aux Romains, il les engageait à se désister de toute entreprise insurrectionnelle. Les conjurés quittèrent le palais de l'ambassade fort mécontents de la réception du ministre français, auquel ils promirent, toutefois, d'abandonner leur projet pour le moment.

Le lendemain au soir, le chevalier Azara, ambassadeur d'Espagne, qui exerçait à Rome une grande influence, et qui avait constamment donné des preuves sincères d'amitié à Joseph Bonaparte, vint trouver ce dernier, et lui dit qu'il venait d'apprendre, chez le cardinal secrétaire d'État, qu'un mouvement insurrectionnel se préparait, mais qu'il n'inspirait que fort peu d'inquiétude au gouvernement romain. Diverses autres informations convainquirent bientôt l'ambassadeur français que deux trames s'ourdissaient dans le même temps et pourraient éclater ensemble : l'une contre les Français, sourdement autorisée par quelques ministres du pape, et l'autre ayant pour but le renversement de ce gouvernement pour établir la république.

Il parait que les chefs de la première conspiration, bien plus sûrs de leurs propres moyens, avaient connaissance de la seconde. Cherchant à persuader au pontife que son intérêt était de se déclarer contre les Français, ils résolurent de diriger leur mouvement de manière à ce que les excès commis par leurs agents pussent être attribués aux partisans du système républicain. Dans ce dernier cas, ils parvenaient à exciter davantage la fureur de la populace, et mettaient le pape dans l'impossibilité de se réconcilier avec le gouvernement français. Le 27 décembre, un rassemblement eut lieu à la Villa Médicis; la plupart des hommes qui le composaient avaient la cocarde tricolore. Mais ce mouvement n'était qu'un essai pour

connaître les dispositions du peuple : il suffit de quelques soldats du pape pour le dissiper; toutefois, quelques séditieux firent résistance et tuèrent même deux dragons. On trouva sur le terrain un sac rempli de cocardes françaises. 1798 — an VI Italie.

Instruit de cette particularité, Joseph Bonaparte se transporta chez le secrétaire d'État pour lui dire que le gouvernement français était étranger à tous ces mouvements, et que lui, ambassadeur, loin de s'opposer à ce qu'on arrêtât tous ceux qui avaient pris la cocarde nationale, venait faire la demande qu'on s'assurât de tous les individus qui ne seraient pas compris dans la liste des Français ou des Romains attachés à la légation. Ces derniers étaient à peine au nombre de huit. Il prévint également le cardinal secrétaire que, six hommes s'étant réfugiés dans la juridiction française, ils seraient livrés aux sbires, s'il demeurait prouvé qu'ils fissent partie des révoltés.

Cependant un nouveau rassemblement se forma devant le palais de France, peu de temps après le retour de l'ambassadeur, qui avait quitté le secrétaire d'État paraissant dans une sécurité parfaite. Ces hommes attroupés faisaient entendre les cris *vive la république! Vive le peuple romain!* Un d'eux demanda à parler à Joseph Bonaparte : c'était un artiste qu'il connaissait, et qui lui avait été recommandé à Paris par le ministre des relations extérieures. Cet homme se présenta comme un frénétique, en disant avec véhémence : « Nous sommes libres, nous demandons l'appui de la France! » On lui enjoignit, ainsi qu'à tous ceux qui l'accompagnaient, de sortir sur-le-champ de la juridiction de France, en les menaçant de les repousser par la force, s'ils s'obstinaient à rester ainsi devant le palais. Mais déjà l'attroupement était devenu considérable; et parmi les plus animés on reconnaissait plusieurs individus connus pour être attachés à la police du gouvernement. Ils étaient les premiers à vociférer : « *Vive la république! vive le peuple romain!* » Cette remarque éclaira l'ambassadeur sur le véritable but du mouvement opéré. Il résolut de se conduire de manière à ne donner aucun prétexte de récrimination de la part du pape ou de ses ministres, et se prépara à déployer toute la dignité du caractère de représentant d'une grande nation.

1798 — an VI. Italie.

Quelques officiers français qui se trouvaient avec Joseph Bonaparte lui demandèrent l'autorisation de dissiper l'attroupement. Cette proposition n'attestait que leur dévouement trop généreux.

Le ministre français se revêtit de son costume officiel et sortit du palais pour haranguer lui-même les séditieux et leur ordonner de se retirer. Au moment où, suivi des officiers et des gens de l'ambassade, il paraissait à la porte du palais, une violente décharge de mousqueterie se fit entendre : c'était un piquet de cavalerie qui, étant entré dans la juridiction française sans en prévenir l'ambassadeur, l'avait traversé au galop, et faisait feu par les trois portiques du palais à la fois. La foule s'était alors précipitée dans les cours et sur les escaliers. Joseph Bonaparte rencontra sur son passage des blessés, des fuyards intimidés et des frénétiques audacieux, des gens gagés pour exciter et dénoncer les mouvements. Une compagnie d'infanterie avait suivi de près la cavalerie papale. A l'aspect de l'ambassadeur, elle s'arrêta dans sa marche vers le palais. Le capitaine refusa de paraître à la demande de Joseph, et resta caché dans les rangs. Cependant les soldats reculèrent quelques pas ; quelques-uns des séditieux, enhardis par cette retraite, s'avançaient déjà contre la troupe. Le ministre leur défendit de sortir de la juridiction jusqu'à nouvel ordre. En même temps, pour se faire mieux obéir, il tire son épée, ainsi que le général Duphot, l'adjudant général Sherlock, et deux autres officiers, afin de contenir ceux qui seraient tentés de transgresser l'ordre de rester tranquilles. Tandis que les séditieux se trouvaient ainsi contenus de ce côté, les soldats, qui n'avaient rétrogradé que de quelques pas, firent une décharge générale. Quelques balles perdues allèrent tuer les hommes des derniers rangs, aucune n'atteignit l'ambassadeur et ceux qui l'accompagnaient. La compagnie papale recula encore pour charger ses armes une seconde fois. Joseph profita de ce moment, et donnant au jeune Beauharnais[1], aide de camp de son frère, et à l'adjoint Arrighi[2],

[1] Prince de l'empire, vice-roi d'Italie en 1805, gendre du roi de Bavière en 1806, depuis duc de Leuchtenberg ; mort à Munich en 1824.

[2] Depuis duc de Padoue, etc.

l'ordre de retenir les séditieux, qui faisaient mine de se précipiter de nouveau sur les soldats du pape; il s'avança lui-même vers ces derniers, accompagné du général Duphot et de l'adjudant général Sherlock, pour engager la troupe à cesser son feu. Le brave Duphot, accoutumé aux dangers, s'élance jusque sur les baïonnettes, et veut empêcher les uns de charger et les autres de tirer. Les soldats l'entraînent, par un mouvement difficile à concevoir, jusque vers une porte de Rome que l'on nomme *Septiminiana*. Là, Joseph et Sherlock, qui l'avaient suivi, voient tomber l'infortuné général sous un coup de fusil reçu au milieu de la poitrine. Il se relève néanmoins, cherche à se soutenir avec son épée, et fait quelques pas pour rejoindre l'ambassadeur, qui l'appelle; mais un second coup le renverse, et, dans un instant, plus de cinquante fusils sont dirigés sur son corps inanimé..... Tous les coups vont se diriger désormais sur Joseph Bonaparte et son compagnon; mais ce dernier (l'adjudant général Sherlock) entraîne le ministre de France par un chemin détourné qui conduit aux jardins du palais, et tous deux parviennent ainsi à se soustraire aux coups des assassins de Duphot et à ceux d'une autre compagnie d'infanterie qui arrivait et faisait feu sur un autre point. Beauharnais et Arrighi, pressés par ces nouveaux ennemis, se réunissent à Joseph et à Sherlock.

1798 — an VI. Italie.

Dans cette situation critique, le ministre et les officiers qui sont avec lui pensent que les furieux peuvent insulter madame Joseph Bonaparte et sa sœur, qui devait, le lendemain même, unir son sort à celui du général qui venait de périr si misérablement. Secourir ces dames était à ce moment le soin le plus urgent. Il fallut que l'ambassadeur rentrât dans son palais par les jardins, car les cours étaient encombrées par cette foule de brigands qui, sous prétexte de réclamer la liberté, avaient commencé cette horrible journée. Une vingtaine d'entre eux et quelques citoyens étaient étendus morts sur ce champ de carnage; les marches du palais étaient teintes de sang; les cris des mourants et des blessés remplissaient le palais d'une horrible épouvante : cependant on parvint à fermer les trois portes de la façade de la rue.

Le plus grand désordre régnait dans l'intérieur au moment

1798 — an VI. Italie. où l'ambassadeur y pénétra. Son épouse et sa sœur y étaient en proie au plus violent désespoir. Cette scène de désolation était encore rendue plus effrayante par l'idée que la mère de ces deux dames et leur frère[1] étaient absents, et pouvaient être égorgés par les forcenés qui assiégeaient les dehors du palais. La fusillade continuait à se faire entendre dans la rue, et les balles venaient briser les croisées de l'édifice. D'un autre côté, tous les appartements étaient remplis par des gens dont les intentions étaient plus que suspectes, et qu'on ne pouvait pas parvenir à mettre dehors. Toutes ces circonstances rendaient la position de Joseph Bonaparte et des siens aussi cruelle qu'il est difficile de la décrire.

Cependant on pensa à organiser quelques moyens de défense. Parmi les domestiques de l'ambassadeur, trois étaient absents, et deux autres étaient grièvement blessés : des armes furent distribuées à ceux qui restaient. Tandis que l'ambassadeur calculait en lui-même les moyens de sortir de cette crise épouvantable, un sentiment d'orgueil national dictait aux officiers français le projet d'aller enlever le corps du général Duphot, resté au pouvoir de ses assassins. Réunis à quelques serviteurs, ils réussirent dans leur entreprise, en prenant des chemins détournés, pour éviter la fusillade que les soldats du pape continuaient sans relâche. Ils trouvèrent le cadavre entièrement nu, criblé de balles et de coups de baïonnette, et couvert de pierres. Un nommé Amedeo, capitaine des assassins qui avaient porté les premiers coups au malheureux Duphot, s'était emparé de l'épée et du ceinturon de ce général ; un prêtre, qu'on a su depuis être le curé d'une paroisse voisine, s'était approprié sa montre ; d'autres assassins s'étaient partagé le reste des dépouilles.

Le corps fut transporté dans le palais de France. A sa vue, l'ambassadeur, saisi d'horreur et d'indignation, prit sur-le-champ la résolution d'abandonner une ville perfide, où la trahison aiguisait sans cesse ses poignards pour frapper les Français, et où tous étaient menacés d'éprouver le sort de Basseville et de Duphot. On ne pouvait plus douter de la part que

[1] Marius Clary, depuis maréchal de camp.

le gouvernement romain avait prise aux événements qui venaient d'avoir lieu, puisque, depuis six heures que durait l'insurrection, aucune nouvelle n'était parvenue du Vatican, aucun secours n'avait été envoyé pour préserver le ministre de France et sa suite de la fureur des assassins. Cependant, avant de demander ses passe-ports, Joseph écrivit au cardinal secrétaire d'État, Doria Pamphili, pour l'informer des attentats commis envers la nation française, et l'inviter à se rendre lui-même au palais de l'ambassade. « Le palais de France est cerné, violé, disait le ministre français; il est instant que vous ou le gouvernement, ou quelque autre personne qui ait sa confiance, se rende ici. Je ne doute pas que vous ne vous y transportiez vous-même. Vous n'avez à traverser que vos troupes de ligne et civiques. » Un domestique fut chargé de porter cette lettre. Pour s'acquitter de cette commission hasardeuse, il lui fallut affronter les coups de fusil et les insultes d'une soldatesque effrénée qui entourait toujours le palais. Enfin, vers les huit heures du soir, une voiture s'arrête devant la porte de l'ambassadeur. Celui-ci pense que le secrétaire d'État se rend à son invitation, ou bien le gouverneur de Rome, ou quelque autre magistrat. Vain espoir; sa missive demeurait sans réponse : c'est le ministre d'un prince allié de la république française, l'envoyé du grand-duc de Toscane, en un mot le chevalier Angiolini, ami particulier de Joseph, qui se présente. Il avait traversé les patrouilles nombreuses qui circulaient dans la ville, et les détachements de ligne et de la garde civique qui entouraient le palais. Sa voiture avait été arrêtée par des forcenés, qui lui avaient demandé ironiquement *s'il aimait les coups de fusil et les dangers*. Il avait répondu avec courage que, « dans Rome, il ne pouvait exister de péril dans la juridiction de l'ambassadeur de France. » Ce reproche généreux, dans ce moment, était une critique amère et vraie de la conduite du gouvernement romain envers les officiers d'une nation à laquelle ce même gouvernement devait encore le reste de son existence politique.

1798 — an VI. Italie.

Le chevalier Azara, ministre d'Espagne, suivit de près le ministre de Toscane. Cet envoyé, justement honoré de la confiance de son souverain, et dont la conduite loyale et délicate

1798 — an VI. Italie. avait mérité l'estime et l'affection de tous les Français, s'était fait un devoir de mépriser également tous les dangers pour se rendre auprès de l'ambassadeur de France, son collègue et son ami. Les deux ministres étrangers ne pouvaient pas concevoir le motif du silence obstiné que gardait le ministère papal. Joseph écrivit, à onze heures du soir, une seconde lettre au cardinal Doria pour lui demander un passe-port et des chevaux de poste, à l'effet de quitter sans délai la ville de Rome. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été faite à cette lettre, le ministre français en écrivit une troisième, encore plus ferme, dans laquelle il menaçait le gouvernement pontifical de toute la vengeance de la république française. Cette dernière missive décida le cardinal Doria. Les passe-ports nécessaires et un ordre pour obtenir des chevaux de poste furent envoyés avec une réponse dans laquelle le secrétaire d'État s'étudiait, après douze heures d'un silence absolu, à excuser les événements de la journée, et cherchait à empêcher le départ du ministre français; mais celui-ci fut inflexible, et après avoir recommandé les Français qui restaient à Rome aux chevaliers Azara et Angiolini, il partit, à six heures du matin, le 29 décembre, pour la Toscane, et se rendit à Florence chez le ministre français Cacault.

Joseph Bonaparte s'empressa d'adresser, de la capitale de la Toscane, au gouvernement français, le rapport circonstancié de tout ce qui venait de se passer à Rome. « Je croirais, disait-il en terminant cette pièce officielle, faire injure à des républicains, si j'insistais sur la vengeance que le Directoire doit tirer de ce gouvernement impie, qui, assassin de Basseville, l'est devenu, de volonté, du premier ambassadeur français qu'on a daigné lui envoyer, et de fait d'un général distingué par sa valeur dans une armée où chaque soldat était un héros...... Ce gouvernement ne se dément pas : astucieux et téméraire pour commettre le crime, lâche et rampant lorsqu'il est commis, il est aux genoux du ministre Azara pour qu'il se rende à Florence auprès de moi et me ramène avec lui à Rome. »

Les chefs de toutes ces odieuses machinations n'avaient point pensé que les choses iraient si loin, et que les Français tiendraient une conduite aussi prudente dans des circonstances si critiques. Ils avaient espéré, au contraire, que, fiers d'être les

maitres en Italie, ces mêmes Français auraient repoussé la force par la force, et se seraient portés à quelques excès qui eussent excusé la conduite du gouvernement romain et les eût rendus odieux à la multitude. Mais l'assassinat du général Duphot mit dans le plus grand embarras les cardinaux et les prélats qui avaient été les moteurs du mouvement insurrectionnel[1]. Ils ne surent point trouver la route qu'il fallait suivre désormais. Les hésitations du cardinal secrétaire d'État, Doria Pamphili, pouvaient faire croire qu'il n'était point étranger aux intrigues ourdies. Quant au souverain pontife, il est très-probable que tous les attentats commis pendant cette fatale journée du 28 décembre 1797 le furent sans sa participation. Attaqué d'une maladie dangereuse, que son grand âge pouvait rendre à chaque instant mortelle, il était renfermé dans son palais et ne voyait, pour ainsi dire, personne.

Quoi qu'il en soit, les ministres de S.S. n'eurent pas plus tôt appris le départ de l'ambassadeur français, qu'ils redoutèrent les suites des événements qui venaient d'avoir lieu : chose ordinaire aux gouvernements faibles et irrésolus. Après s'être conduits de manière à provoquer le courroux de la république, ces agents se virent dans l'obligation de recourir aux moyens qui pouvaient arrêter sa vengeance. On vient de voir que le cardinal Doria avait sollicité la médiation du chevalier Azara, pour offrir à Joseph Bonaparte toutes les réparations que celui-ci pourrait désirer, et l'engager à revenir à Rome. Le ministre espagnol s'était refusé à remplir cette commission déplacée, et n'avait point dissimulé au secrétaire d'État que tous les membres du corps diplomatique n'avaient pas été moins indignés de tous les excès commis, que l'ambassadeur de France lui-même. Toutes les légations des puissances alliées de la France s'étaient empressées, en effet, de témoigner à Joseph toute la part qu'elles prenaient à ce qui lui était arrivé.

Le cardinal Doria, voyant que ses démarches auprès du chevalier Azara étaient inutiles, s'adressa directement au ministre français et écrivit au marquis Massimi, envoyé du pape

[1] On désigna, dans le temps, les cardinaux Braschi, neveu du pape, Albani, Busca; les prélats Barberi, Sparziani, Galeppi, Consalvi, etc.

1798 — an VI. Italie. à Paris, pour lui tracer la marche qu'il devait tenir à l'effet d'excuser le gouvernement romain auprès du Directoire. Le pape lui-même se détermina à envoyer à Paris un légat *a latere*, chargé d'offrir de sa part toutes les réparations qu'on pourrait exiger; mais toutes ces mesures furent sans résultat. La haine contre le pontife romain s'était réveillée dans l'âme des directeurs, et ceux-ci pensaient déjà à rétablir dans Rome ce gouvernement républicain qui lui avait donné autrefois l'empire du monde. La guerre fut résolue contre le pape, et les envoyés de ce souverain ne reçurent que des réponses évasives, bien plus propres à leur inspirer des craintes qu'à ranimer leurs espérances.

Les dépêches de ces envoyés répandirent l'alarme au Vatican et dans Rome. Pie VI, épouvanté des dangers qui menaçaient la chaire de saint Pierre, ordonna des processions extraordinaires, usitées seulement dans les temps de grande calamité, et dans lesquelles on offrait à la piété des fidèles une image du Sauveur du monde, apportée, disait-on, sur la terre par des anges; mais ces moyens étaient impuissants pour conjurer la tempête qui menaçait le saint-siége. Malgré tous les soins que la police mettait à dissimuler la situation critique du gouvernement, tous ceux qui, par leurs vœux, appelaient un nouvel ordre de choses avaient l'espoir qu'ils seraient exaucés, au mépris de l'invocation adressée à la Divinité.

Dans ces circonstances extrêmes, le sacré collége osa se flatter que la cour de Naples tiendrait à la fin toutes les promesses qu'elle avait faites au souverain pontife dans le temps qu'elle l'excitait sous main à secouer le joug des Français. On s'adressa au ministère napolitain pour obtenir des secours devenus plus urgents que jamais; mais ce gouvernement n'avait point achevé les préparatifs de la levée de boucliers qu'il méditait, et les agents du pape ne reçurent d'autre réponse qu'une invitation d'apaiser ou d'amuser le Directoire français par des négociations, jusques à ce que l'armée napolitaine fût en mesure d'agir hostilement. Déçus dans leur dernier espoir, les ministres de S. S. et tous leurs partisans crurent devoir se soumettre au joug impérieux de la nécessité. Cependant leur terreur était telle, que plusieurs s'enfuirent de Rome et se réfugièrent dans diverses villes de l'Italie. Le cardinal Braschi, ne se croyant point

en sûreté auprès du pape, son oncle, l'abandonna et vint chercher un asile à Naples. 1798 – an VI. Italie.

Cette disposition des esprits chez les soutiens du pouvoir pontifical se trouvait, au surplus, justifiée par tout ce qui se passait autour d'eux. Les espérances du parti opposé s'étaient accrues en raison de l'inutilité des tentatives faites par le ministère romain auprès du Directoire. Le bruit de la marche prochaine des troupes françaises sur Rome, commençant à se répandre, rendait plus audacieux tous les hommes qui désiraient devenir républicains, à l'exemple des Lombards et des autres peuples détachés de la domination papale.

La cité de Rome se trouvait ainsi partagée entre les angoisses du désespoir chez les uns et les anxiétés de l'espérance chez les autres, lorsqu'on reçut, le 29 janvier 1798, la nouvelle que le général Alexandre Berthier, commandant les troupes restées en Italie après le départ de Bonaparte, avait reçu l'ordre de marcher sur Rome, et s'avançait déjà vers Ancône. Bientôt on apprit que l'avant-garde française était arrivée à Macerata, et que 200 hommes qui avaient voulu faire résistance à Lorette avaient été faits prisonniers. Ce commencement d'hostilités ne put laisser aucun doute sur les véritables intentions du gouvernement français, et chacun attendit, selon sa crainte ou son espoir, l'issue d'une guerre inévitable,

Le Directoire avait, en effet, intimé au général Berthier l'ordre de venger l'assassinat du général Duphot, et l'insulte faite à l'ambassadeur de la république. Ses instructions portaient: qu'il entrerait sur le territoire papal, qu'il occuperait militairement la ville de Rome, et qu'il se servirait de toute son influence pour engager les habitants à se constituer en république. Berthier, qui se trouvait à Milan lorsqu'il reçut les dépêches du Directoire, rassembla aussitôt toutes les forces françaises dont il put disposer, y réunit les levées faites par le gouvernement cisalpin, et les mit en mouvement pour exécuter la volonté directoriale. Nous avons dit que, le 29 janvier, l'avant-garde de cette armée était déjà à Macerata. Le 10 février, toutes les troupes furent réunies sous les murs de Rome, et l'avant-garde prit possession du château Saint-Ange, que les troupes du pape n'osèrent point tenter de défendre. Toutefois, le gé-

1798—an VI. Italie. néral Berthier ne poussa pas plus loin, défendit à ses troupes l'entrée de la ville, et attendit hors des murs le résultat des efforts que les habitants allaient faire pour secouer le joug pontifical. Il avait fait prévenir, sous main, les principaux meneurs qu'ils pouvaient compter sur la protection des armes françaises.

La consternation était à peu près générale dans Rome. A l'approche des Français, un grand nombre de ceux qui tenaient encore aux préjugés religieux et à l'ancienne forme de gouvernement, avaient pris la fuite, ainsi que tous les hommes qui avaient à redouter les effets de la vengeance française : on ne voyait plus circuler dans la ville que les partisans du système républicain et les dernières classes de la population. Quelques cardinaux et prélats, en petit nombre, étaient restés auprès du souverain pontife, qui, toujours confiant dans le respect que les Français avaient montré jusqu'alors pour son caractère et pour sa personne, espérait encore pouvoir se tirer de sa situation désespérée par de nouveaux sacrifices.

Cependant les futurs républicains avaient envoyé une députation auprès du général français, pour l'inviter avec instance à faire son entrée dans la ville et à protéger, par sa présence, le mouvement qui allait s'opérer. Berthier répondit aux députés, qu'il verrait avec plaisir les Romains se ressouvenir de leur antique renommée, et faire des efforts généreux pour reconquérir la liberté; mais que, voulant prouver à l'Europe qu'ils étaient entièrement libres dans leur détermination, il ne ferait son entrée dans Rome que lorsque la révolution projetée serait achevée. Cette réponse du fidèle compagnon de Bonaparte exalta davantage les esprits, et tout fut bientôt préparé pour l'insurrection que les Français attendaient depuis plusieurs jours.

Le 15 février, jour anniversaire de la vingt-troisième année du pontificat de Pie VI, un rassemblement assez considérable d'habitants de Rome eut lieu dans le Campo-Vaccino, l'ancien *Forum Romanum :* le pape recevait à ce moment les félicitations de ceux qui étaient restés fidèles à sa fortune. Son palais est investi tout à coup, et le pontife est tiré de sa sécurité par les cris de *Vive la république! à bas le pape!* que les insurgés font entendre sous ses croisées. Cependant un reste de respect pour l'âge et la dignité du saint-père empêcha ceux-ci de péné-

trer dans l'intérieur du palais. Ils l'eussent pu facilement, car rien n'était disposé pour s'opposer à l'invasion. Pie VI, effrayé, se met en prières et invoque la protection du ciel. Toutefois cette portion des conjurés va rejoindre ceux que réunissait le *Campo-Vaccino*. Les chefs de l'insurrection avaient rédigé d'avance un acte qui constatait la reprise du droit de souveraineté par le peuple. Il y était dit, en substance, « que le peuple romain, opprimé depuis très-longtemps par un gouvernement de prêtres, vrai monstre politique, avait tenté plusieurs fois en vain d'en secouer le joug insupportable; qu'une magie secrète de superstition, d'intérêt et de force armée, combinés contre ses efforts, avait rendu jusqu'à présent ses tentatives inutiles; mais qu'enfin ce gouvernement venait de s'écrouler de lui-même par ses alternatives de bassesse et d'orgueil; que le peuple romain, craignant de lui voir succéder ou l'horrible anarchie, ou une pire tyrannie, avait rassemblé tout son courage et recueilli toutes ses forces pour se soustraire aux résultats de cette dissolution; qu'il s'était, en conséquence, décidé à revendiquer ses droits de souveraineté; qu'enfin ce peuple réuni déclarait, avec un seul esprit et d'une seule voix, à Dieu même et à l'univers,

1798 — an VI. Italie.

« Que le peuple romain n'avait eu aucune part aux attentats affreux, et aux assassinats par lesquels son gouvernement avait si gravement offensé la nation française et la république invincible, attentats que le peuple détestait et abhorrait, et dont les auteurs étaient voués à l'infamie;

« Qu'en supprimant et abolissant les autorités politiques, économiques et civiles de ce gouvernement sacerdotal, le peuple se constituait lui-même en souverain libre et indépendant; qu'il reprenait les pouvoirs législatif et exécutif; qu'il les exercerait par ses représentants suivant les droits de l'homme, qui sont imprescriptibles, et d'après les principes qui fondent la justice, la vérité, la liberté, l'égalité, etc.; enfin l'acte du peuple souverain (*atto del popolo sovrano*) contenait l'institution de sept consuls, de préfets, d'édiles et autres magistrats. »

Ainsi les successeurs des fiers Romains semblaient vouloir rappeler le souvenir de leurs illustres prédécesseurs en recréant ces magistratures et ces formes antimonarchiques qui avaient

1798 — an VI. Italie. produit les héros de l'ancienne Rome; mais cette république avait été fondée sur les bonnes mœurs, et Rome moderne était une des villes de l'Europe où la dissolution exerçait le plus son empire. Il était donc impossible qu'une république créée par des hommes corrompus eût une longue existence : aussi ces Romains de la fin du dix-huitième siècle furent-ils encore moins heureux, dans leurs efforts pour devenir libres, que ne le furent ceux qui tentèrent la même entreprise, dans le quatorzième, sous la direction du tribun Nicolas Rienzi.

Les fondateurs de la nouvelle république s'empressèrent d'envoyer au général Berthier huit d'entre eux pour l'informer que Rome venait enfin de s'affranchir et n'attendait plus que sa présence pour cimenter sa liberté. Berthier, préparé à cet événement, se décida à faire de suite son entrée solennelle dans la ville des Césars et des successeurs de saint Pierre. Il se mit en marche, accompagné d'un nombreux état-major, d'un détachement pris dans chacun des corps de cavalerie et des grenadiers de l'armée. Après avoir traversé la ville au milieu d'une foule immense que la curiosité du spectacle attirait encore plus que l'amour de la liberté, le général français monta au Capitole (*Campi doglio*), et salua, au nom du peuple français, la nouvelle république romaine. Après avoir déclaré que cette république, reconnue libre et indépendante par la France, se composerait de tout le territoire resté au pape par le traité de Tolentino, Berthier fit le tour de la place du Capitole, aux cris mille fois répétés de *Vive la liberté ! vivent la république française ! la république romaine, les généraux Bonaparte et Berthier, l'invincible armée française! ! !* etc.; et, s'étant arrêté au milieu de cette immense population qui se pressait sur ses pas, il réclama le silence et prononça un discours dont nous extrairons ce passage :

« Mânes de Caton, de Pompée, de Brutus, de Cicéron, d'Hortensius, recevez l'hommage des hommes libres dans ce Capitole où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple et illustré la république romaine. Ces enfants des Gaulois, l'olivier de la paix à la main, viennent dans ce lieu auguste y rétablir les autels de la liberté dressés par le premier des Brutus. Et vous, peuple romain, qui venez de reprendre vos droits légi-

times, rappelez-vous quel sang coule dans vos veines; jetez les yeux sur les monuments de gloire qui vous environnent; reprenez les vertus de vos pères, montrez-vous dignes de leur antique grandeur, et prouvez à l'Europe qu'il est encore parmi vous des âmes qui n'ont point dégénéré de celles de vos ancêtres.... »

Le lendemain de cette journée, on rendit, dans les églises de Rome, des actions de grâces à l'Être suprême : quatorze cardinaux, qui avaient signé l'acte d'affranchissement et une renonciation solennelle à tous leurs droits politiques, chantèrent le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre; ces cardinaux n'avaient pris aucune part à l'attentat du 28 décembre, et le désir de finir leurs jours dans Rome les avait engagés à une démarche qui annonçait plus d'égoïsme que de courage.

Tandis qu'un peuple amateur de nouveautés faisait retentir la cité des acclamations de sa prétendue reconnaissance envers les Français, enfermé dans son palais et presque abandonné de la plupart des grands de l'Église et de la noblesse romaine, Pie VI ignorait encore les résultats du mouvement insurrectionnel, dont il avait entendu les premières approches. Prosterné aux pieds du Rédempteur des hommes, il appelait, comme nous l'avons dit, la protection divine sur sa tête vénérable, qu'il croyait menacée : ses serviteurs étaient restés muets, et aucun d'eux n'avait eu la force de lui dire que son règne n'était plus de ce monde, comme celui de son divin Maître. Il fallut que le général français Cervoni pénétrât jusqu'à S. S. et l'avertit que le peuple venait d'abolir le gouvernement papal, et de reprendre l'exercice de sa souveraineté. Le respectable vieillard, levant les yeux au ciel, et offrant ce sacrifice, peu coûteux pour lui, au Maître de toutes choses, reçut la nouvelle de sa déchéance temporelle avec encore plus de sérénité d'âme et de calme qu'on n'en pouvait attendre de son grand âge et de ses nombreuses infirmités. Résigné aux décrets impénétrables de la Providence, il demanda au général Berthier, et obtint de lui, la permission de se retirer en Toscane. Le 20 février, Pie VI quitta le palais d'où ses prédécesseurs, armés de la foudre spirituelle, avaient jadis fait trembler sur leur trône les rois les plus puissants de l'Europe, et fut chercher un asile dans une cellule obscure de la chartreuse de Pise.

1798 — an VI. Italie.

La révolution opérée à Rome s'étendit promptement dans toutes les autres villes des États du pape : elles s'empressèrent d'envoyer leur adhésion aux changements qui venaient d'avoir lieu, et de demander qu'on les fît participer au nouvel ordre de choses ; mais, en détruisant ainsi son ancien gouvernement, le peuple romain déclara que son intention était de conserver la religion catholique, apostolique et romaine, qu'il continuait à vénérer et à observer, et de laisser intactes la dignité et l'autorité spirituelle du chef de l'Église.

Après le départ du pape, les scellés furent apposés au Vatican et sur tous les papiers de la cour de Rome. Le général Berthier publia deux arrêtés : le premier portait l'abolition du droit d'asile dans les églises et dans les juridictions civiles et criminelles des ambassadeurs; le second ordonnait à tous les émigrés de quitter Rome et le territoire de la république romaine dans les vingt-quatre heures de la publication de l'arrêté (le cardinal Maury était spécialement désigné dans cette mesure). La saisie et vente de tous leurs biens au profit de la république étaient ordonnées. Quant aux prêtres français exilés ou déportés, ils pouvaient rester provisoirement dans les lieux où ils se trouvaient, jusques à ce qu'il fût pris à leur égard des mesures particulières.

Une cérémonie funèbre eut lieu, le 23 février, en l'honneur du général Duphot, si lâchement assassiné. Un catafalque fut élevé sur la place Saint-Pierre, à côté de l'obélisque. Des détachements des troupes de toute arme occupèrent la place, et le peuple fut distribué sous les colonnes et aux fenêtres du Vatican ; ce qui donnait à cette vaste enceinte l'aspect des cirques de l'ancienne Rome. Plusieurs discours furent prononcés par les généraux français à la louange de leur infortuné compagnon d'armes, et la cérémonie finit par l'oraison funèbre du défunt, que prononça le citoyen romain Faustino Gagliaffi. Le cortége quitta ensuite la place Saint-Pierre, et se remit en marche vers le Capitole. Un grenadier, un carabinier (d'infanterie légère), un chasseur et un dragon portaient religieusement l'urne funéraire, et une musique guerrière exécutait des morceaux analogues à la pompe funèbre. Arrivés à la place où Duphot avait été assassiné, chaque peloton fit successivement une décharge,

comme pour purifier cette place, théâtre d'un sanglant outrage envers la nation française. Une colonne sans ornement y avait été placée, avec une inscription qui retraçait le crime et la réparation. De là le cortége se rendit à la place du Capitole, où l'urne cinéraire fut déposée sur le sommet d'une colonne antique. 1798 — an VI. Italie.

Toutefois le Directoire français ne prit point des mesures propres à gagner l'affection des Romains. Les plus riches familles se virent pillées par des concussionnaires que ne purent réprimer deux hommes aussi recommandables par leur vertus privées que par leurs talents, et faits l'un et l'autre pour honorer la mission qui leur était confiée, le législateur Daunou et le savant Monge. Des mouvements insurrectionnels, provoqués par la conduite de cette foule de vampires qui déshonoraient les triomphes de l'armée d'Italie, se manifestèrent tant dans Rome que dans les campagnes qui avoisinent cette capitale.

Le général Berthier, ayant été appelé aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée d'Angleterre, dont la formation semblait dès lors se préparer avec une grande activité, fut remplacé dans le commandement de l'armée de Rome par le général Masséna. Berthier quitta Rome dans les derniers jours de février, en remettant à son successeur les instructions nécessaires pour terminer la révolution qui venait de s'opérer.

Masséna était sans contredit l'un des plus braves et des plus habiles généraux qui aient illustré le nom français en Italie; mais il ne possédait pas au même degré les talents et les qualités nécessaires pour concilier les esprits dans des moments difficiles et pour empêcher les désordres qui résultent d'un état de choses violent. Ardent, impétueux, il manquait de cette douceur et de cette flexibilité de caractère qui sont nécessaires, dans les temps de révolution, aux hommes qui sont appelés à y jouer le rôle de modérateurs. On lui reprochait aussi un grand amour pour les richesses; et ce défaut, dans les circonstances où il allait se trouver placé, était bien propre à faire perdre aux Français les avantages politiques qu'ils pouvaient retirer de l'établissement d'une république à Rome. Cependant qui eût osé

1798 - an VI Italie. soupçonner que l'*enfant gâté de la victoire* pût devenir l'occasion ou le prétexte de la première sédition militaire que l'on rencontre dans les fastes de l'armée française pendant la guerre de la révolution?

Dans les premiers jours de son arrivée à Rome, Masséna parut s'occuper avec zèle du soin d'affermir la nouvelle république sur les bases fondées par son prédécesseur. Les commissaires du Directoire français que nous avons déjà nommés, et un troisième appelé Florent, étaient destinés à aider le général en chef dans cette œuvre politique. Ils s'entendirent avec lui pour mettre en exercice les magistrats que le peuple s'était choisis.

Parmi les Français qui se trouvaient alors à Rome, il y avait un grand nombre d'individus qui, dès l'origine de la guerre, n'étaient venus en Italie que dans l'espoir d'y faire fortune en pillant à la suite des armées. Par l'obligation où l'on avait été de donner beaucoup d'emplois à des Français dans l'administration des pays qui se trouvaient sous l'influence française, les employés supérieurs n'avaient point apporté dans leurs choix le scrupule nécessaire; et une foule de gens sans mœurs, sans délicatesse furent investis de fonctions qui les mettaient à même de se livrer à tous les excès du pillage. Déjà plusieurs de ces concussionnaires odieux venaient d'obtenir à Rome des emplois de cette nature, et bientôt on les vit organiser sans pudeur des espèces de bureaux de vols et de dévastations. Sous le prétexte de mettre à exécution un arrêté du général Berthier qui ordonnait la vente de tous les biens meubles et immeubles des émigrés, ces misérables se portèrent dans les plus riches maisons de Rome, et s'emparèrent audacieusement de l'or, de l'argent, des bijoux et de tous les objets précieux qu'ils trouvèrent. Vainement un grand nombre de Romains qui n'étaient point portés sur les listes d'émigration réclamèrent-ils contre ces déprédations scandaleuses; ils ne furent point écoutés, et la plupart des somptueux palais de Rome furent en peu de temps dépouillés de toutes leurs richesses et des chefs-d'œuvre des arts qui en faisaient l'ornement. Si ces êtres avides se fussent contentés d'enlever l'or et l'argent, le peuple romain eût peut-être vu avec indifférence cette violation des droits de la propriété;

mais ce fut dans Rome un deuil général lorsqu'on vit cette dilapidation des objets d'art par des hommes qui semblaient rappeler le temps des Huns, des Goths et des Vandales. 1798 — an VI. Italie.

Toutefois l'armée française donna, dans cette circonstance, une nouvelle preuve de cette vérité consacrée depuis par tant de témoignages respectables, que *l'honneur national était resté intact sous les drapeaux de la France républicaine.* A l'aspect des dévastations commises par des hommes qui osaient se dire Français, un cri d'indignation s'éleva dans tous les rangs : ces dignes guerriers rougirent d'entendre les plaintes formées de toutes parts par les Romains mis ainsi au pillage.

Les officiers se rendirent les interprètes de leurs braves soldats, et le corps entier crut devoir s'adresser au général Masséna pour le prier d'interposer son autorité à l'effet de faire cesser des excès qui pouvaient imprimer à l'honneur français une tache indélébile. Par les causes que nous avons déduites plus haut, et qui tenaient au caractère particulier du général en chef, cette adresse, présentée au nom de l'orgueil national humilié, ne fut point accueillie avec les égards qu'elle méritait, et les officiers en conservèrent un ressentiment dont Masséna ne tarda point à éprouver le funeste résultat.

Mécontente de son général en chef, qui semblait laisser, avec trop de condescendance, des misérables flétrir des lauriers cueillis à Arcole et à Rivoli, l'armée française se trouvait d'ailleurs dans un état de dénûment qui ne contribuait pas médiocrement à augmenter l'irritation que lui causait le spectacle du brigandage. Tandis que les voleurs protégés partageaient les dépouilles romaines, les soldats français, privés de leur solde depuis cinq mois, manquaient des choses les plus nécessaires à la vie et excitaient la compassion des Romains eux-mêmes, étonnés de leur modération et de leur discipline au milieu des exactions de tout genre. Le luxe excessif des employés civils et les étranges prodigalités de certains personnages de l'état-major contrastaient d'une manière révoltante avec la situation où se trouvaient les soldats et les officiers.

Aucune occasion ne pouvait donc être plus favorable aux ennemis de la république pour exciter les Romains à l'insurrection et fomenter l'esprit de sédition chez les troupes françaises. L'ar-

1798 — an VI. Italie. mée se trouvait en opposition directe avec son général, et partageait les sentiments des Romains sur la conduite des concussionnaires. Il était naturel de supposer que, dans le cas d'un mouvement insurrectionnel, les soldats se prêteraient avec répugnance aux mesures de répression qui seraient employées. Les partisans du gouvernement pontifical combinèrent, en conséquence, un double complot, dont l'un avait pour but la révolte des soldats français contre leur général, et l'autre celui de faire insurger le peuple contre les nouveaux magistrats qu'il s'était donnés, ou plutôt qu'on lui avait imposés. A cet effet, des agents adroits se répandirent parmi les soldats français, échauffèrent leur mécontentement en exagérant leur misère, et en les excitant à se faire justice eux-mêmes et à punir l'insatiable avidité de ceux qui déshonoraient la grande nation par leur conduite. Le 27 février, tous les officiers et sous-officiers des corps composant l'armée de Rome se réunirent dans l'église du Panthéon; ils y rédigèrent une adresse dans laquelle ils exposèrent au Directoire les griefs qui les forçaient à s'assembler ainsi illégalement. Masséna s'efforça vainement de les ramener dans le chemin de la discipline et de l'obéissance. Un adjudant général vint, en son nom, sommer l'assemblée de se dissoudre à l'instant. Les officiers s'y refusèrent, en disant qu'ils préféraient la mort à la honte dont on voulait couvrir l'armée et la patrie. Une députation fut nommée pour porter à Masséna copie de l'adresse qui venait d'être rédigée, et lui représenter que le but de cette réunion des officiers et sous-officiers était de convaincre le peuple romain que l'armée n'était point coupable du pillage dont celui-ci était la victime.

Masséna s'emporta avec violence à la vue de la députation, refusa de prendre l'adresse qui lui était présentée, et jura de punir l'insubordination et l'insolence de ceux qui en étaient les auteurs. Cependant les choses en demeurèrent là le 27; et plusieurs des membres de l'assemblée s'étant présentés le soir chez le général en chef, il les reçut comme à l'ordinaire, sans donner aucun signe de mécontentement ou de ressentiment. Mais le lendemain, l'assemblée s'étant formée de nouveau, Masséna fit battre la générale. A ce signal de danger, tous les officiers et sous-officiers s'empressèrent de se rendre à leurs postes re-

pectifs. Le général en chef venait de prendre un arrêté portant 1798 — an VI. Italie.
qu'il ne resterait pas plus de 3,000 hommes de garnison dans Rome. Une telle mesure était peut-être imprudente dans un moment où l'on n'ignorait pas les menées des ennemis de l'ordre de choses actuel pour insurger la populace et la porter à de nouveaux excès contre les Français. Cette considération servit de prétexte aux officiers pour refuser d'obéir à l'ordre du général en chef; ils s'obstinèrent à vouloir rester dans Rome, et l'événement ne tarda pas à prouver que leur désobéissance avait un motif raisonnable. Voyant son autorité méconnue, et craignant les suites funestes que pouvait entraîner la prolongation de cette lutte, Masséna se démit du commandement en chef, qu'il confia provisoirement au général Dallemagne, sortit de Rome avec quelque précipitation, et quitta l'Italie pour se rendre à Paris.

Le peuple de Rome, instruit que l'armée française devait quitter la ville, à l'exception de 3,000 hommes, crut le moment favorable pour secouer le joug. Dans l'instant même où l'effervescence des esprits ôtait aux soldats une partie de leurs forces, en relâchant les liens si nécessaires de la discipline, le quartier populeux de Trastevere (faubourg de Rome) se levait en masse, s'armait et semblait disposé à renouveler les vêpres siciliennes. Conduits par un prêtre qui portait une bannière sur laquelle était empreinte l'image de la Vierge, les insurgés s'avancèrent dans les rues de Rome, ramassant sur leur passage tous ceux qui avaient quelque intérêt à se joindre à eux, se jetèrent sur tous les soldats français qui se trouvaient isolés, les massacrèrent, s'emparèrent de plusieurs postes, et se portèrent vers le château Saint-Ange après avoir égorgé la garde de l'église de Saint-Pierre. Dans cette circonstance critique, les soldats français allaient peut-être devenir tous les victimes de leur indiscipline, lorsque le général Dallemagne, ayant réuni quelques braves, se précipita à la rencontre des révoltés, et forma un point d'appui où vinrent se réunir tous les Français qui n'étaient point encore cernés. Déjà la garde civique romaine était, fort heureusement, organisée. Une partie de ce corps, rassemblé au premier bruit de l'insurrection, vint fondre tout à coup sur les derrières de la colonne insurgée, tandis que les Français

1798 — an VI. Italie.

l'attaquaient de front. La populace trastéverine fut bientôt mise en fuite. Au bout de quelques heures, la tranquillité se rétablit dans la ville, et le général Dallemagne retrouva des soldats obéissants dans ces mêmes hommes que Masséna avait laissés rebelles.

Tandis que ces troubles se manifestaient dans Rome, le même mouvement s'opérait dans d'autres parties du territoire romain. Des rassemblements formés à Castel-Gandolfo, Rocca *di Papa*, Velletri, s'étaient avancés vers Rome pour seconder les efforts des rebelles de l'intérieur. Le général Murat marcha sur ces rassemblements, les attaqua à l'improviste, les tailla en pièces, et enleva des otages dans les villes, bourgs ou villages qui avaient pris part à la sédition. Les principaux moteurs furent arrêtés, et parmi eux on trouva quelques prélats et un grand nombre d'ecclésiastiques.

Partageant l'opinion de l'armée au sujet des déprédations commises à Rome, le général Dallemagne fit publier et afficher une proclamation au peuple romain, dans laquelle il signalait l'indignation des militaires français contre les voleurs et les misérables qui avaient été la cause ou le prétexte du mécontentement général. Il invitait tous les habitants à lui communiquer leurs griefs, promettant de leur faire rendre une prompte justice, et de punir avec sévérité tous ceux qui lui seraient désignés comme auteurs ou provocateurs des exactions. Le général s'occupa en même temps de rechercher tous les auteurs ou moteurs de l'insurrection trastéverine. Plusieurs personnages importants furent arrêtés, entre autres six cardinaux, parmi lesquels se trouvait l'ancien secrétaire d'État, Doria Pamphili. Le désarmement complet des habitants du quartier Trastevere fut ordonné; de nombreux corps de garde, avec du canon, furent établis dans ce quartier et dans plusieurs autres. Vingt-quatre rebelles, pris les armes à la main, furent fusillés sur la place Saint-Pierre; un chef de bataillon, nommé Charrier, attaché à l'etat-major du général Cervoni, et désigné par la voix publique comme l'un des principaux concussionnaires, traduit devant une commission militaire, fut jugé coupable, condamné à mort et fusillé le même jour. Un grand nombre d'autres prévenus de vols et de pillage furent livrés à la justice civile et condamnés selon la gravité de leurs délits.

Le général Gouvion-Saint-Cyr remplaça peu de temps après le général Dallemagne, et les Romains n'eurent qu'à se féliciter des mesures sages et conciliatrices de ce nouveau chef de l'armée française. La tranquillité de la ville de Rome ne fut plus troublée que lorsque le génie des coalitions, un moment terrassé par les victoires de l'armée d'Italie, releva tout à coup sa tête, et ralluma dans les cœurs le feu de la discorde et le désir de la vengeance. 1798 — an VI. Italie.

Présentation au Directoire des drapeaux des armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, par les généraux Macdonald et Duhesme. — En décernant à l'armée d'Italie un drapeau qui retraçait ses victoires et ses belles actions, le corps législatif avait rendu le même hommage aux armées du Nord et de Rhin-et-Moselle. La paix rendue au continent ne permettait plus aux troupes de la république de garder ces oriflammes, si propres à les conduire à de nouveaux triomphes, et le dépôt devait en être fait entre les mains du gouvernement, pour être placées dans le lieu de ses séances, comme un témoignage perpétuel de la gratitude de la nation envers ses intrépides défenseurs, et comme un gage donné par ces derniers de leur dévouement à la patrie. Nous avons rendu compte de la remise effectuée du drapeau de l'armée d'Italie par le général Joubert et le chef de brigade Andréossi ; les généraux Macdonald et Duhesme furent chargés de la même mission par les armées du Nord et de Rhin-et-Moselle. 28 février. (10 vent.) France.

Le 28 février 1798 (10 ventôse), le ministre de la guerre présenta les deux généraux que nous venons de nommer au Directoire exécutif.

Nous allons extraire des discours prononcés à cette occasion quelques passages destinés à servir de matériaux historiques :

« Citoyens directeurs, dit le ministre de la guerre, les armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, après avoir fourni leur carrière de gloire et terminé leurs travaux guerriers dans les contrées dont elles empruntaient les noms, viennent, dans ce jour, remettre leurs drapeaux sur l'autel de la patrie.

« Les généraux de division Macdonald et Duhesme, que j'ai l'honneur de présenter au Directoire, célèbres tous deux par plusieurs actions d'éclat, sont chargés de ce précieux dépôt ; ils

1798 — an VI. France. viennent, au nom de leurs frères d'armes, déposer entre les mains du gouvernement ces enseignes victorieuses qu'ils reçurent de la reconnaissance nationale.

« Ces braves armées ont sauvé la patrie et terrassé ses ennemis. . . . .
Assez souvent cette enceinte a retenti de leurs triomphes; les trophées de leurs victoires sont sous nos yeux, et attestent la gloire immortelle dont elles se sont couvertes; mais, pour l'apprécier avec justesse, il faut se reporter aux époques de leurs premiers succès. Que de dangers environnaient alors le berceau de la république! Là, des armées nombreuses, avides de sang et de pillage, après avoir franchi les barrières qui couvraient nos places, forçaient nos lignes, et, comme un torrent dévastateur, inondaient nos campagnes.

« Au nord, quatre forteresses importantes étaient tombées entre leurs mains....... Qui n'eût alors regardé comme un espoir présomptueux le résultat brillant qu'ont eu depuis les travaux de nos guerriers? C'était peu d'avoir chassé du sol de la liberté ces hordes étrangères. .... Ils ont conquis une vaste portion de leur territoire et agrandi le domaine de la liberté aux dépens de celui du despotisme : les uns, bravant les fleuves et les mers, les glaces et l'âpreté des saisons, le fer et le feu des ennemis, sont allés, à travers tous ces obstacles, affranchir du joug d'un pouvoir usurpé un peuple jadis libre, et qui s'était imprudemment donné des chaînes; les autres, se précipitant au milieu d'une pluie de feu, franchissent un fleuve rapide, et marquent chacun de leurs pas par des victoires; ils chassent l'ennemi devant eux, et portent l'épouvante sur les bords du Danube; leurs cris de victoire ont retenti jusqu'aux portes de Vienne.

« Heureuse France, qui enfantas des armées capables de pareils exploits! C'est à leur courage indomptable que tu dois l'admiration et le respect des autres nations..... »

Après ce discours, le général Macdonald parla en ces termes :

« Le Directoire exécutif vient d'assurer la liberté à une partie du monde, en donnant la paix à l'Europe continentale. Le seul tyran des mers lui reste à dompter; mais les premiers magis-

trats de la république ont crié vengeance contre le gouvernement anglais : ce cri a retenti dans toute la France. Les vainqueurs de l'Italie sont descendus des Alpes ; ceux de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle quittent les rives soumises de ces fleuves ; le commerce a ouvert ses trésors ; la marine déploie ses pavillons ; et bientôt la grande nation saisira son ennemi dans l'atelier même de ses perfidies.

« Déjà toutes les armées de la république ont quitté les noms des pays qu'elles ont vaincus..... Bientôt elles ne formeront plus que l'armée d'Angleterre, qui, composée de héros républicains, n'attend plus que votre signal pour franchir les mers et soumettre l'insolente Albion.

« Choisi pour vous remettre le drapeau que la patrie reconnaissante avait confié à l'armée du Nord (enseigne respectable, qui a toujours suivi le chemin de l'honneur et de la victoire), ce n'est point à moi à caractériser ses succès ; je dois me borner à dire que, placée, après ses conquêtes, sur un sol étranger que vous rendîtes libre, elle y a constamment donné l'exemple de la discipline et du bon ordre, qu'elle est restée inviolablement attachée à la constitution de l'an III et au gouvernement, et qu'elle a partagé l'opinion de la nation entière sur la mémorable journée du 18 fructidor.

« Le cri de guerre contre l'Angleterre a aussi allumé son indignation : elle s'est rappelé les champs de Hondschoote, les plaines de la Flandre, les glaces de la Hollande, où elle extermina, il y a quatre ans, les cohortes anglaises, prêtes à se précipiter du Texel ; elle vous demande, citoyens directeurs, la faveur de partager la gloire de l'expédition que votre sagesse prépare ; pour seconder vos efforts et vous mettre à même d'accélérer la vengeance nationale, elle a ouvert une souscription patriotique et volontaire, dont le produit s'élève à trente-un mille et quelques cents livres. Veuillez bien en accepter l'hommage, ainsi que l'état des souscripteurs, comme de leur dévouement sans bornes..... »

Le général Duhesme prit ensuite la parole :

« Les drapeaux que je vous présente sont ceux de l'armée de Rhin-et-Moselle ; ce sont les signes glorieux d'une armée toujours grande par son courage, forte par sa persévérance, sou-

1798 — an VI. France.

vent victorieuse, quelquefois dans les revers, mais jamais vaincue; malheureuse devant les murs de Mayence, elle arrêta la poursuite d'un ennemi enflé d'un succès passager, et prouva ainsi que ce revers ne venait pas d'elle-même, mais des factions qui, dans l'absence du gouvernement, balançaient le vaisseau de l'État parmi les écueils. En vain le Rhin nous opposait des barrières antiques et insurmontables; en vain, dans sa colère, il grossissait en murmurant ses ondes impuissantes, le génie des Français le dompta.

« Tout ce que le métier de la guerre peut exiger de prévoyance et de finesse, de persévérance et d'activité, de prudence et d'audace, fut calculé, entrepris et exécuté dans cette étonnante expédition.

« Kehl emporté d'assaut, Renchen, Rastadt, Freyburg sont les fruits et le théâtre de nos victoires; les hauteurs fortifiées du Kniebis, la vallée de la Kintzig, les gorges de la Forêt-Noire, n'offrent à l'ennemi que de vaines barrières; et ces étendards, vainqueurs du Rhin, dominent aussi les rives du Necker et du Danube. Les champs de Neresheim furent le théâtre d'une bataille longue et sanglante, où le courage français, déployant les ressources du sang-froid, se soutint et lassa l'opiniâtreté allemande : l'ennemi, repoussé, se couvrit en vain du Lech torrentueux. Trois mille prisonniers, vingt canons, plusieurs drapeaux furent les trophées d'une nouvelle victoire. . . . . . . Vous avez vu l'armée de Rhin-et-Moselle vaincre partout où elle faisait face, et se retirer avec le calme imposant de la fierté et de la force, en ramenant plus de prisonniers et de canons enlevés qu'une armée de conquêtes....

« Le printemps nous offrit la revanche des cessions de Kehl et d'Huningue; un nouveau passage du Rhin, encore plus audacieux que le premier, digne enfin de terminer une telle carrière, nous conquit les avantages d'une campagne : l'annonce de la paix vint arrêter nos succès et consoler l'univers. Votre sagesse, votre fermeté l'ont donnée aux vœux des Français.....

« Je remets, citoyens directeurs, ces drapeaux entre vos mains; ils seront, dans votre palais, le souvenir précieux d'une armée qui marcha toujours dans le chemin de la gloire et des vertus civiques. »

Le président du Directoire, Merlin, répondit en ces termes : 1798— an VI. France.

« La république française, féconde dès sa naissance, enfanta quatorze armées. En les envoyant aux combats, elle leur avait montré la route de la gloire et le prix réservé à leur courage. Ses espérances ont été remplies, et depuis longtemps elle contemple avec orgueil les fruits de leurs victoires dans les monuments de sa puissance.

« Déjà plus d'une armée a parcouru son illustre carrière; les guerriers du Nord et du Rhin, fiers de n'avoir plus d'ennemis à combattre, rapportent aujourd'hui les drapeaux que leur a confiés l'honneur national; ils les présentent à la patrie, enrichis d'immortels souvenirs et consacrés par d'honorables trophées.

« Ce jour où ils viennent, en quelque sorte, rendre grâces au génie de la victoire, ce jour est vraiment celui du triomphe que la reconnaissance publique leur décerne. Mais, si cette idée nous rappelle les usages d'un peuple à jamais célèbre, combien le spectacle que vous offrez paraîtra, dans sa simplicité même, et plus touchant et plus auguste!.... Loin de nous ces triomphes où de superbes vainqueurs traînaient à leurs chars des nations conquises, étalaient avec ostentation leurs dépouilles et ne savaient qu'insulter au malheur. C'est pour l'humanité que la république française a vaincu. Les trophées de ses guerriers sont les images de sa liberté reconquise. . . . . . .
Les monuments dont ils s'honorent, c'est la paix, c'est la prospérité des peuples, rétablis dans leurs droits éternels.

« Le Directoire reçoit, avec la plus douce émotion, les signes révérés qui furent entre vos mains les gages de la victoire, et qui doivent révéler vos exploits à nos neveux. Mais, en les plaçant dans le sanctuaire où repose déjà le drapeau de l'armée d'Italie, braves guerriers, il entend vos généreux murmures et les cris de votre juste indignation contre le dernier ennemi qui reste à la république, contre cet ennemi que Dunkerque, Hondschoote, Utrecht et Amsterdam ont déjà vu fuir devant vous. La vengeance se prépare sur les bords de l'Océan ; accourez, vainqueurs de Fleurus et de Kehl, les vainqueurs de Lodi et d'Arcole vous attendent. . . . . .

. . . .

« Braves guerriers, chargés auprès du Directoire exécutif

1798 — an VI. France. d'une mission qu'il aime à vous voir remplir, reportez à vos frères d'armes l'expression de sa confiance et le vœu de la république entière. Vous vous êtes distingués parmi ceux qui les ont si souvent dirigés dans le chemin de l'honneur et de la victoire : ce sera pour vous une satisfaction bien douce de les entretenir des sentiments d'estime, d'admiration et de reconnaissance qu'ils nous inspirent, et qu'ils trouveront toujours dans le cœur des Français dignes de l'être. . . . . »

30 avril. (11 floréal.) Suisse. *Suite des opérations des troupes françaises en Suisse ; combat de Neueneck, occupation des villes de Soleure, Fribourg, Berne, etc., etc.* — Les autres cantons de la Suisse ne tardèrent pas à ressentir les effets de la commotion qui s'était déjà manifestée dans celui de Berne. Sommés d'accourir au secours de l'État le plus puissant de la ligue helvétique, ils délibéraient, et leurs discussions, beaucoup trop prolongées dans la circonstance critique où se trouvait la fédération, entraînaient chacun d'eux vers une situation non moins alarmante que celle où se trouvaient Berne et Fribourg. Cependant Soleure, en raison des formes aristocratiques de son gouvernement, se détermina à les défendre, à l'exemple des deux cantons que nous venons de nommer. Les sénats de Bâle, de Zurich et de Lucerne, plus sages, consentirent à des concessions envers leurs sujets. Les sept autres cantons, dont le gouvernement était démocratique, avaient fait des démarches auprès du conseil de Berne en faveur des Vaudois; mais ils avaient oublié qu'ils comptaient eux-mêmes quelques sujets sur leur petit territoire, et ceux-ci firent des réclamations auxquelles il fallut satisfaire.

Cet état de choses ne semblait pas promettre un grand appui à la cause du sénat de Berne; toutefois, lorsque les treize cantons eurent à délibérer sur la nécessité de repousser les Français, tous s'y résolurent, à l'exception de celui de Bâle. C'était le pacte fédératif qui était attaqué, et peut-être convenait-il à l'intérêt général des Suisses, dans cette circonstance éminemment critique, de déférer la dictature à un seul canton, et même à un seul magistrat. Un mauvais génie les détourna de cette mesure prudente, et le canton de Berne se trouva seul chargé du poids d'une guerre évidemment disproportionnée à ses moyens de combattre un ennemi redoutable.

Nous avons dit que le général Menard, attendant de nouvelles instructions du Directoire exécutif, n'avait point dépassé les limites du pays de Vaud, constitué en république lémanique. Le gouvernement français crut devoir bientôt renforcer les troupes qu'il avait en Suisse. Il remplaça le général Menard, qu'il envoya commander en Italie, par le général Brune, et fit avancer des bords du Rhin, par le département du Mont-Terrible, une seconde division française, sous les ordres du général Schauenbourg, laquelle devait opérer sa jonction avec celle que commandait Brune.

Le général Schauenbourg était parvenu dans la vallée d'Erguel, située sur les frontières des cantons de Berne et de Soleure, lorsqu'il reçut du colonel Gross, chef de l'état-major de l'armée bernoise et commandant du château de Nidau, une lettre par laquelle cet officier le prévenait qu'il allait commencer les hostilités le soir même, 1er mars.

Ce même jour, le général Brune, dont le quartier général était à Payerne[1], adressa aux habitants du canton de Berne et aux autres parties de la confédération helvétique deux proclamations dans lesquelles il exposait les griefs du gouvernement français contre les oligarques qui voulaient les entraîner dans une guerre sacrilége, puisque ces patriciens voulaient la faire dans leur intérêt personnel, et non dans celui de la liberté de tous; liberté que la république française était, au surplus, bien loin de vouloir attaquer, puisqu'elle prenait le parti des opprimés.

Le général Brune avait fait toutes ses dispositions de concert avec le général Schauenbourg. Celui-ci s'avança sur la ville de Soleure, qui ouvrit ses portes, le 2 mars au matin, sur une première sommation. Ce même jour, l'avant-garde des troupes de Brune occupa les environs de Fribourg, chef-lieu du canton de ce nom. La ville fut sommée, et les magistrats répondirent qu'ils étaient disposés à se rendre, mais qu'il était besoin de quelques heures pour que l'évacuation de la part des Bernois et des paysans pût s'opérer sans désordre. Le général Pigeon,

[1] Petite ville du pays de Vaud, sur la rivière de Broye, à dix lieues de Lausanne.

1798 — an VI. Suisse.

qui commandait l'avant-garde française, accorda deux heures; mais il paraît que le délai demandé par le sénat de Fribourg n'était qu'un prétexte pour réunir des moyens plus puissants de résistance. Une demi-heure après le retour du parlementaire le tocsin se fit entendre dans plusieurs villages, et l'on vit entrer dans la ville, par une porte opposée aux points d'attaque, une multitude de paysans qui venaient en renforcer la garnison. Une nouvelle sommation fut envoyée. Quelques magistrats et bourgeois vinrent annoncer au général français qu'ils étaient dominés par les paysans, et qu'il n'existait plus de liberté pour les autorités dans leurs délibérations. Les soldats étaient impatients d'en venir aux mains avec les bandes de paysans qu'ils avaient vues accourir au secours des Fribourgeois, et demandaient à grands cris de prendre la ville d'assaut. Irrité de la mauvaise foi des magistrats, qui n'avaient réellement cherché qu'à gagner ainsi du temps, le général Pigeon fit tirer quelques obusiers sur la ville et pratiquer quelques brèches légères dans la muraille, à coups de canon. Dix à douze soldats intrépides, conduits par un sergent de la 18e demi-brigade de ligne, nommé Barbe, escaladent les remparts et se précipitent dans Fribourg, au moment où d'autres y pénétraient par une porte que le canon avait à moitié brisée.

Quinze cents Bernois et environ 5,000 paysans, qui défendaient la ville, se retirèrent précipitamment avec les canons et les fusils qu'ils prirent dans l'arsenal. Les Français se mirent à leur poursuite, reprirent la plupart des canons, et ramassèrent quantité de fusils sur les routes et dans les champs. Toutefois, les soldats usèrent modérément de leur succès : aucun excès ne fut commis, et la discipline fut observée avec presque autant d'exactitude que si la ville se fût rendue par capitulation. Cette première affaire coûta aux Suisses près de 400 hommes tués et un grand nombre de blessés. Les prisonniers furent tous renvoyés chez eux.

Le général Brune avait dirigé le général Rampon, avec une colonne, sur Morat, que les Bernois évacuèrent le 2 mars au soir [1]. Le 4, Rampon marcha vers le village de Gümminen,

[1] Deux bataillons de cette colonne, composés d'habitants des départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne, détruisirent le monument ossuaire que les

défilé important que l'ennemi avait hérissé de batteries, et que les Français firent mine de vouloir attaquer. Pendant ce temps, une autre colonne se montrait vers Laupen, tandis que le général Pigeon, qui se dirigeait sur Berne, tentait, au village de Neueneck, le passage de la rivière de Sense.

Le 5, à quatre heures du matin, le passage fut forcé et le camp ennemi emporté après une action très-vive, qui dura près de cinq heures, et dans laquelle les Suisses se défendirent avec une très-grande résolution. Les demi-brigades françaises 18e de ligne et 2e légère combattirent avec leur courage accoutumé. L'ennemi laissa plus de 800 morts sur le champ de bataille; on lui prit 3,000 hommes, sept drapeaux et vingt pièces de canon.

Du côté des Français, la perte fut également considérable. L'intrépide Barbe, que le général Brune avait fait officier, le 2 mars, sur le champ de bataille, fut tué dans ce dernier combat; il s'était présenté le premier sur le pont de Neueneck, et avait été emporté par un boulet. Plusieurs autres braves furent blessés et méritèrent une mention particulière du général en chef; de ce nombre furent le chef de brigade Fugière, le chef

Suisses avaient élevé comme trophée de la victoire remportée par eux, en cet endroit, sur Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, en 1476. Ces soldats républicains se regardèrent, dans cette occasion, comme les descendants des Bourguignons vaincus, et voulurent, par l'effet d'un ressentiment national, venger l'affront qui pesait encore sur eux.

Ceci nous amène à faire le récit d'une anecdote assez peu connue, mais dont la véracité nous a été garantie :

Dans le voyage que Bonaparte fit en Suisse, vers la fin de 1797, après la conclusion du traité de Campo-Formio, sa voiture cassa près du village d'Avenches. Cet accident lui fit naître le désir de visiter l'ossuaire de Morat, dont il n'était qu'à quelque distance. Un officier suisse, qui l'accompagnait, lui donna plusieurs détails sur la bataille de Morat, et lui expliqua comment les Suisses, descendant des montagnes voisines, étaient venus, à la faveur d'un bois, tourner l'armée des Bourguignons, et l'avaient mise en déroute. « Quelle était la force de cette armée bourguignonne? demanda Bonaparte. — Soixante mille hommes, répondit l'officier. — Soixante mille hommes! ils auraient dû couvrir ces montagnes .... Les Français d'aujourd'hui combattent bien mieux que cela. — Les Bourguignons de ce temps-là n'étaient pas des Français, » dit une des personnes de la suite du vainqueur de l'Italie.

1798 — An VI. Suisse. de bataillon Dumoulin[1], les capitaines Largier et Cheslat, et le sergent Tioche.

La défaite essuyée à Neueneck laissait Berne à découvert; et l'ennemi, pour défendre cette ville, se vit dans la nécessité de retirer une partie des forces qu'il avait à Gümminen. Le général Rampon profita de cette circonstance pour occuper le pont de ce village, situé sur la rivière de Saane ou Sarine, *qui se jette à quelques milles de là dans l'Aar*. Il s'empara des premières batteries; les autres furent bientôt abandonnées, à la nouvelle de l'occupation de Berne par la division de Schauenbourg.

Ce général, après s'être emparé de Soleure, avait porté, le 4 mars, son avant-garde à Schahiren, la 16e d'infanterie en ligne en intermédiaire au village de Betterkinden, et son corps de bataille à Lohn, sur la route de Soleure à Berne.

Le 5, les troupes se mirent en marche à la pointe du jour. L'avant-garde rencontra l'ennemi dans le bois qui se trouve en arrière de Schahiren. Il s'engagea aussitôt une fusillade assez forte entre la 14e légère et les troupes bernoises, qui avaient du canon; mais l'artillerie française s'étant avancée pour soutenir l'infanterie légère, l'ennemi se retira après une courte résistance, et prit position sur les hauteurs en avant de Fraubrunnen. Il en fut débusqué, et alla se former derrière Artenen, où il tint encore. Repoussé de ce poste, il fit sa retraite en bon ordre, et vint se placer entre des rochers et un grand bois de sapins qui couronnent les hauteurs d'Altmerkingen. La route de Soleure à Berne forme en cet endroit un défilé facile à défendre.

Les Bernois, dans cette position, avaient à leur droite le bois de sapins et des marais presque impraticables; la grande route était obstruée par des abatis nombreux, derrière lesquels les Suisses s'étaient embusqués et d'où ils faisaient un feu meurtrier. Le général Schauenbourg fit avancer la 14e légère et la 89e de ligne pour emporter ces retranchements formidables.

Le chef de brigade Ruby commandait ces troupes : il fit grimper les rochers par trois compagnies d'un bataillon de la 89e, tandis qu'un bataillon de la 14e et un demi-bataillon de la

[1] Depuis maréchal de camp.

89[e] passaient par les marais pour tourner la gauche de l'ennemi. Dans le même temps, l'artillerie légère canonnait les abatis de la grande route. Ces différents mouvements s'exécutèrent avec un ensemble tel, que l'ennemi, attaqué de front et par ses flancs, ne put résister. Sa perte fut considérable ; la déroute devint complète, et il abandonna toute son artillerie. Cependant le général qui commandait les Suisses parvint à les rallier encore sur les hauteurs en avant de la ville de Berne, et il s'engagea un cinquième combat. Les hussards des 7[e] et 8[e] régiments chargèrent avec impétuosité sur les pièces de canon que l'ennemi avait mises en batterie sur ce point ; mais, en ce moment même, la ville de Berne envoyait des députés pour capituler. Il était temps ; car les dispositions prises par le général Schauenbourg étaient telles, que toutes les troupes bernoises eussent mis bas les armes : l'avant-garde française, qui leur coupait déjà la retraite, serait entrée dans Berne avant même qu'on eût eu le temps d'en fermer les portes. 1798 — an VI. Suisse.

Berne obtint la même capitulation que Soleure, et les troupes françaises y entrèrent à une heure de l'après-midi. Dans la nuit du 5 au 6, l'avant-garde des troupes du général Brune se joignit au corps de Schauenbourg, et Brune lui-même arriva à Berne dans la matinée, et prit le commandement de toute l'armée.

Les chefs de brigade Ruby et Suchet furent chargés de porter au Directoire vingt-cinq drapeaux pris sur les Suisses à Fribourg, Neueneck, Gümmienen, et dans la marche du général Schauenbourg de Bienne à Berne. La présentation solennelle de ces drapeaux eut lieu à Paris le 18 mars [1].

Il convient de dire que, dans les différentes actions dont nous venons de rendre compte, les Suisses se battirent avec un courage digne de leur antique réputation, mais qu'ils ne purent résister à la tactique et à la bravoure réunies des soldats de l'Italie et du Rhin. Les vieillards, les adolescents, les femmes même du canton de Berne avaient pris les armes pour

[1] On trouva dans l'arsenal de Soleure plusieurs drapeaux qui, aux batailles de Morat et de Nanci, avaient été enlevés aux Français, commandés par Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. Ils furent également envoyés par le général Brune au Directoire exécutif.

1798 — an VI. Suisse.

soutenir la cause d'un gouvernement auquel ils croyaient devoir la paix dont la Suisse avait joui depuis plus de deux cents ans.

La défaite des troupes de l'oligarchie, l'occupation de Fribourg, de Berne et de son territoire paraissaient devoir remplir suffisamment les engagements que le gouvernement français avait pris envers les Vaudois, rendus à la liberté qu'ils réclamaient. Toutefois le Directoire ne s'arrêta point à ce terme; il méditait depuis longtemps le projet de placer la Suisse au niveau de la révolution française, et de substituer au pacte fédératif des treize cantons une constitution a peu pres semblable à celle qu'on invoquait et que l'on sapait en même temps dans ses bases en France [1].

Mais ce système pouvait-il convenir à un pays dont sept cantons sur treize avaient une forme de gouvernement purement démocratique? La liberté de convention, pour ainsi dire, qu'assurent les formes d'un gouvernement représentatif, ne pouvait pas convenir à des hommes qui jouissaient déjà d'une liberté réelle. Les cantons de Schwitz, d'Uri, d'Appenzell, de Glaris, de Zug et d'Unterwald refusèrent d'accepter un bienfait illusoire, lorsque au contraire les cantons aristocratiques crurent devoir admettre une forme de gouvernement qui se rapprochait de leurs principes constitutionnels. Il devenait bien difficile de persuader à de vieux républicains que c'était dans les intérêts de la liberté qu'on voulait limiter celle qu'ils avaient reçue de leurs ancêtres. Ils firent à ce sujet des représentations sages, franches et élevées, que leur inspirèrent l'amour de leur vieille indépendance et des mœurs pures.

Le gouvernement français ne fit aucun accueil à ces représentations, et assigna un terme de quinze jours pour accepter la constitution qu'il proposait par l'entremise de son envoyé Mengaud. Les cantons démocratiques s'y refusèrent; et l'amour de la liberté, confondu avec celui de la religion catho-

[1] Les constitutions à la française étaient alors en vogue. « On en offrait, dit l'historien Lacretelle, ou plutôt on en imposait à tous les peuples voisins de la grande république. Le Directoire français trouvait un grand plaisir à voir son image se réfléchir dans une suite de directoires batave, cisalpin, ligurien; il fallut y ajouter un directoire helvétique. »

lique, qui est la leur, les porta à combattre pour repousser le joug qu'on voulait leur imposer. Ils commencèrent les hostilités en s'emparant de la ville de Lucerne, qui avait accepté la constitution.

1798 — an VI. Suisse.

Le général Schauenbourg avait succédé, dans le commandement des troupes françaises en Helvétie, au général Brune, appelé à celui de l'armée stationnaire dans la nouvelle république cisalpine. Il fit marcher plusieurs colonnes contre les insurgés, qui avaient formé le projet de surprendre la ville d'Arau, lieu des séances des autorités constituées de la république helvétique.

Les troupes françaises occupèrent la ville de Zurich; mais un détachement de 500 hommes, infanterie et cavalerie, trouva quelque résistance au village de Mellingen, situé sur la rivière de Reuss. Un corps de 2,000 insurgés occupait ce point, et fit mine de vouloir le défendre. Un escadron du 8[e] régiment de hussards chargea ces paysans, et leur tua à peu près 200 hommes. On trouva parmi les morts un curé qui avait porté le drapeau de la troupe.

Le 29 avril, le général Jordy s'empara du couvent de Muri, sur la route de Zug, et y prit vingt canons que les insurgés y avaient laissés. Le même jour, après avoir passé la Reuss près du village de Sins, il entra à Zug au moment où le grand conseil délibérait encore sur l'acceptation de la constitution. Il y fit mettre bas les armes à 3,000 paysans qu'il renvoya chez eux : douze canons, douze drapeaux et six mille fusils furent le prix de ce succès.

Le 30, les insurgés de Schwitz et d'Unterwald furent chassés de Lucerne. Différents autres engagements eurent lieu ce jour-là et le suivant, et toujours à l'avantage des troupes françaises, à Rapperswyl, Feldbach et Richterswyl : l'ennemi perdit plus de 300 hommes à cette dernière affaire.

Nous croyons devoir insérer dans ce paragraphe tout ce qu'il nous reste à dire des opérations des troupes françaises en Suisse dans le cours de l'année 1798.

Les troubles continuèrent dans certains cantons jusques au mois de septembre, époque à laquelle ils prirent de nouveau un caractère sérieux. Le corps législatif helvétique venait de

1798. — an VI. Suisse.

décréter la prestation d'un serment civique par tous les cantons. Plusieurs villes et bourgs des cantons de Zurich, de Lucerne, de Zug, celui de Schwitz, une partie de celui d'Unterwald se soulevèrent contre cette mesure. Le canton de Schwitz eut à soutenir le principal effort des troupes françaises, dont le directoire helvétique avait réclamé l'appui. La petite armée de Schwitz était commandée par le général Aloys Reding, qui fit preuve d'intrépidité et de connaissances militaires.

Les principaux engagements eurent lieu au défilé de Küssnacht, où Guillaume Tell, rencontrant jadis le tyran Gessler, le perça de sa flèche, et dans la plaine de Morgarten, où s'était donnée une des batailles les plus mémorables gagnées sur les Autrichiens par les Suisses. Ceux-ci s'y battirent cette fois avec autant de dévouement et d'intrépidité que leurs ancêtres; mais ils durent céder au courage et à la discipline des Français, qui ne purent refuser leur admiration à ces adversaires malheureux.

Après avoir perdu successivement tous les postes qu'ils cherchaient à défendre, les insurgés reçurent du général Schauenbourg l'offre d'une capitulation qui ménageait leur fierté patriotique. Réunis dans la ville de Schwitz pour délibérer sur cette proposition, peu s'en fallut que l'enthousiasme de quelques chefs ne fît prendre le parti de mourir les armes à la main. Le premier qui fut appelé à émettre son opinion ne prononça que ces paroles : « Mourons de la mort glorieuse de nos ancêtres ! » Cependant un prêtre ramena l'assemblée à des idées plus pacifiques: le projet de capitulation fut accepté, et les autres cantons suivirent l'exemple de celui de Schwitz.

Des insurrections avaient eu également lieu, en avril et mai, dans le Valais et le pays des Grisons. Celle du Valais eut une issue plus désastreuse que les autres. L'agent français Mangourit, menacé dans la ville de Sion, fut obligé de l'abandonner. Le général Lorge, qui commandait les troupes françaises dans cette partie, marcha, avec une colonne composée d'infanterie et de cavalerie, sur les insurgés. Après avoir chassé ces derniers des positions qu'ils occupaient derrière la Morge, torrent profond et impétueux, le général français les poursuivit jusques à Sion, où ils se renfermèrent et arborèrent le drapeau blanc. Un peloton de hussards du 8e régiment

s'étant avancé vers une des portes, il partit des créneaux une décharge à mitraille et une fusillade qui tuèrent un officier et plusieurs des hussards. Le général Lorge ne fut plus le maître de contenir les troupes : la ville fut escaladée ; on fit un horrible massacre des insurgés et des habitants, qui se défendirent dans les maisons. Sept à huit cents Valaisans furent tués ; il y en eut autant de blessés et de pris. Sept drapeaux et huit canons restèrent au pouvoir des Français : la ville fut livrée au pillage pendant six heures. Le chef de bataillon Montferrat, de la 16e légère, avait poursuivi un parti ennemi vers la source de la Morge, à travers des rochers inaccessibles, où il fut exposé non-seulement aux coups de feu des Valaisans, mais encore aux quartiers de rochers que ceux-ci faisaient rouler sur sa troupe : presque tout le bataillon fut blessé ; mais, malgré ces obstacles, l'ennemi fut enfoncé et poussé jusques au delà de Leuth. Les Français perdirent beaucoup de monde dans ces deux affaires, et eurent un grand nombre de blessés.

1798 — an VI. Suisse.

La paix, qui fut enfin rétablie dans les différentes parties de la Suisse, ne sauva point ce malheureux pays des concussions et des vexations de toute nature qu'y exercèrent la plupart des agents du gouvernement français[1]. Le directoire helvétique était trop faible pour faire éviter ces maux à ses administrés. Le système fédératif conserva de nombreux partisans. Nous dirons plus tard comment et par qui il fut rétabli.

France.

RELATION des principaux événements maritimes jusques vers le milieu de 1798. Beaux faits d'armes de quelques corsaires ; enlèvement d'un vaisseau anglais de la Compagnie des Indes, par huit prisonniers de guerre français ; brillante conduite d'une poignée de marins français lors de l'attaque de Ténériffe par Nelson ; suite des opérations de l'escadre de Sercey ; capture totale d'un corps d'Anglais débarqué près d'Ostende, etc., etc. — Dans les premiers jours de janvier

[1] L'un de ces agents portait un nom qui dut paraître d'un malheureux augure aux Suisses, quand ils l'entendirent prononcer pour la première fois. Il s'appelait *Rapinat*, et était beau-frère de l'un des cinq membres du Directoire français. Les chroniques du temps veulent qu'il ait justifié, par sa conduite, cette dénomination singulière.

1798 — an VI. France.

1797, on vit, ainsi que nous l'avons dit, rentrer épars et délabrés les vaisseaux et frégates de l'expédition d'Irlande. Hoche, arrivé à Paris, trouva tout le monde découragé par la fâcheuse isssue d'une entreprise qui promettait les plus importants résultats. Le ministre de la marine lui-même affectait de le paraître, dans le dessein d'inspirer aux Anglais une sécurité qui pût leur devenir funeste, et le Directoire entrait dans ces vues. Cependant à peine Truguet a-t-il serré dans ses bras son ami, trahi par les vents et la fortune, que celui-ci lui déclare qu'il brûle de prendre sa revanche, et qu'il est prêt à se dévouer à de nouveaux dangers, dès que l'armée navale sera réparée. Animés tous deux du courage que l'adversité commande, et bravant les sourdes clameurs des ennemis de la république et de la gloire nationale, c'est au milieu du découragement général, du dénûment presque absolu d'argent et de munitions, qu'un plan beaucoup plus vaste encore que celui qui vient d'échouer est concerté entre eux et arrêté par le gouvernement.

En attendant que l'armée navale de Brest fût de nouveau en état de mettre en mer, Hoche partit, comme on l'a vu, pour prendre le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Truguet, pendant ce temps, poussait les réparations de la flotte avec son activité accoutumée. Mais c'est alors qu'il avait plus que jamais besoin d'un secours pécuniaire de la part des Bataves. Nous allons expliquer par quelle habileté il était déjà parvenu à se procurer des secours aussi opportuns.

Frappés, dès le début de son administration, des talents supérieurs du ministre de la marine française, du mouvement extraordinaire qui régnait dans les ports de la république, et de la grandeur des expéditions qui s'y préparaient, les hommes qui se trouvaient à la tête des affaires en Hollande sentirent quel avantage il pouvait résulter pour leur pays de prendre une part active dans les opérations maritimes de la France. Deux commissaires furent, en conséquence, envoyés d'Amsterdam à Paris auprès du ministre de la marine. L'un d'eux, le brave amiral Dewinter, que le gouvernement de la république batave avait placé à la tête de sa marine, concerta en même temps avec Truguet les mouvements de la flotte sous ses ordres, soit qu'il s'agit de tenter de fausses attaques ou d'opérer des

débarquements réels sur divers points des côtes de la Grande-Bretagne. 1798 — an VI. France.

En développant devant les commissaires bataves une partie de ses plans, Truguet insinua adroitement que l'escadre formidable qu'il allait envoyer dans l'Inde, au secours de Tippoo, pourrait, chemin faisant, reprendre sur les Anglais le Cap de Bonne-Espérance et même Trinquemalé. Les Hollandais embrassèrent cet espoir. Truguet leur fit envisager le succès de ses entreprises comme certain, s'il pouvait une fois mettre ses escadres en mer. Une chose seule pouvait y apporter quelque obstacle : c'était le manque de numéraire (les mandats venaient de remplacer les assignats). Les Bataves, plus riches que les Français en espèces, offrirent d'en avancer pour subvenir en partie aux frais de nos expéditions. L'offre de ces généreux alliés fut acceptée, et ils fournirent au ministre de la marine quelques sommes, dont une partie, paternellement distribuée, tarit bien des larmes dans nos ports.

Quoi qu'il soit advenu ensuite, Truguet n'avait pas fait alors une vaine promesse; il était à même de remplir ses engagements. En effet, l'escadre confiée à l'amiral Villaret, composée de huit ou dix vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates et de quelques transports, pourvue de vivres pour six mois et de rechanges pour neuf, ne devait pas aller jeter dans l'Inde les seules troupes noires qu'eussent organisées les agents aux îles de France et de la Réunion; elle aurait porté de 3,500 à 4,000 hommes de troupes d'élite de l'armée française; et c'est avec ces troupes, qui étaient destinées à former le cadre et la tête de l'armée auxiliaire fournie à Tippoo, qu'on eût pu tenter et sans doute opérer la reprise du Cap et de Ceylan. Le malheur voulut qu'on fût obligé d'associer l'escadre de Villaret à l'expédition d'Irlande, dont elle était, dans le principe, tout à fait distincte. Toutefois, cette réunion n'avait pour objet que de mettre Hoche en état de combattre la flotte anglaise, si elle se présentait sur la route ou près des côtes d'Irlande. Une fois le débarquement effectué, ou même dès que, parvenu à la vue du cap Clear, on eût été assuré que l'ennemi ne se trouvait point en forces dans ces parages, Villaret eût pris la route de l'Inde, emportant la satisfaction d'avoir coopéré, par sa présence, au

1798 — an VI. France. succès d'une grande et décisive opération contre l'Angleterre. Cette double destination de son escadre ne lui fut donnée qu'au défaut de celles attendues de Cadix et de Toulon. S'il eût été possible de faire rallier plus tôt, c'est-à-dire à la fin de l'été, ces deux escadres de Richery et de Villeneuve à l'armée de Brest, Villaret eût pu partir sur-le-champ, et, probablement, les deux expéditions de l'Inde et de l'Irlande eussent réussi.

Les événements qui ramenèrent à Brest l'armée navale en fort mauvais état forcèrent à ajourner l'expédition, qui eût peut-être fait recouvrer à la Hollande ses deux possessions lointaines les plus importantes sous le rapport militaire, et même sans lesquelles la communication avec Batavia et ses autres colonies de la mer des Indes devenait presque impossible à maintenir. Cependant, comme le projet n'était pas abandonné, le ministre de la marine pouvait encore avoir recours aux Hollandais. Aussi, en même temps que Hoche s'occupait à réorganiser l'armée dont le commandement venait de lui être déféré, de son quartier général de Cologne il négociait avec les chefs de la république batave pour en obtenir de nouvelles sommes destinées à faciliter des armements maritimes, dont ils pouvaient espérer de grands avantages pour leur patrie.

Truguet, qui s'était acquis une grande influence dans les conseils des deux puissances alliées de la France, avait lieu d'attendre du dévouement des Espagnols à la cause commune des secours d'argent pareils à ceux qu'il devait au patriotisme et à la loyauté des Hollandais. Mais les Espagnols, qui, ainsi que nous le ferons voir bientôt, se laissaient bloquer ou battre par des forces infiniment inférieures aux leurs, ne pouvaient ni recevoir l'or et les riches productions de leurs possessions d'outre-mer, ni même correspondre avec elles, et par conséquent n'avaient que peu de ressources à offrir aux Français. Nous aurons aussi plus d'une occasion de faire remarquer que l'Espagne ne mit peut-être pas autant de bonne foi que la Hollande dans son alliance avec la république française.

D'après l'état dans lequel se trouvait l'armée navale française de l'Océan, on ne devait pas s'attendre à la voir aux prises avec l'ennemi durant les premiers mois de 1797. Celle de Toulon était maîtresse de la Méditerranée, les Anglais n'ayant

plus dans cette mer que quelques frégates chargées, sous le commandement de Nelson, d'escorter les convois expédiés de Porto-Ferrajo, que l'Angleterre faisait démanteler peu à peu avant de l'évacuer. L'arène des combats de mer semblait donc fermée à la France pour quelque temps; aussi ses alliés seuls fournirent cette année l'occasion de nouveaux triomphes aux amiraux de la Grande-Bretagne. Les Espagnols furent les premiers battus, dans un combat où leurs vaisseaux étaient de beaucoup supérieurs en nombre à ceux de l'ennemi. Mais avant de dire deux mots de cet événement, qui eut des conséquences fâcheuses pour la nouvelle coalition maritime, il est à propos de rapporter un fait d'armes antérieur dont la gloire appartient à la France.

1798—an VI. France.

Dans un ouvrage destiné à retracer les belles actions des soldats et marins français, les traits de bravoure et d'audace des corsaires doivent naturellement trouver leur place. Nous avons déjà raconté les premiers exploits de Surcouf dans les mers de l'Inde; il est juste d'en faire autant à l'égard des capitaines qui se sont signalés en course dans des parages moins éloignés. Outre les grands corsaires armés par les ports de Bayonne, Bordeaux et Nantes, qui faisaient d'assez longues croisières, une multitude de petits lougres et de péniches sortaient des ports de la Manche et de la mer du Nord, principalement de Dieppe, Boulogne, Calais et Dunkerque. Durant les longues nuits d'hiver, ils coupaient à la côte d'Angleterre, s'emparaient des bâtiments qu'ils trouvaient naviguant le long de cette côte, et regagnaient avec le jour celle de France, où ils conduisaient leurs prises, favorisés par les ténèbres, qui les dérobaient aux nombreux croiseurs anglais. Ce genre de guerre, extrêmement préjudiciable à l'ennemi, n'exigeait d'ordinaire que de la ruse et une connaissance parfaite du gisement des côtes, des vents et des marées. Néanmoins, lorsque les navires qu'ils supposaient richement chargés étaient armés, ou bien lorsqu'ils ne pouvaient espérer se soustraire à un bâtiment de guerre ennemi qu'en le combattant, les capitaines et les matelots qui montaient ces frêles embarcations faisaient souvent des prodiges de valeur. En voici un exemple :

Manche.

Le corsaire *l'Unité*, de six canons de 4, commandé par le

1798 – an VI. Manche. capitaine Carry, de Boulogne, et armé à la fin de l'année 1796, avait déjà fait plusieurs prises à l'ennemi, lorsque, dans les premiers jours de janvier 1797, il fut obligé de combattre un bâtiment ennemi, qui, marchant mieux que lui, l'empêchait de trouver son salut dans la fuite. C'était le *Swan*, cutter de la douane anglaise, armé de quatorze canons et doublé en cuivre. Dès que le capitaine Carry s'était aperçu que le cutter le poursuivait, il avait abandonné un sloop marchand qu'il venait de capturer et qu'il emmenait à la remorque, pour prendre chasse toutes voiles dehors; mais voyant que le *Swan* le gagnait considérablement, il se décida à revirer pour lui livrer combat, espérant, par quelque coup de canon heureux, le dégréer et le mettre hors d'état de poursuivre l'*Unité*. Le combat fut opiniâtre, et dura huit heures presque bord à bord. Loin d'avoir pu désemparer le cutter, le corsaire français avait été tellement maltraité par l'artillerie de celui-ci, que tout espoir de se dérober à sa poursuite était perdu. Dans cette extrémité, le capitaine Carry, comptant sur la bravoure des hommes de son équipage, résolut de tenter un effort audacieux : « Mes amis, leur crie-t-il, pas de milieu, il faut aborder le cutter ou aller *au ponton!* — Abordons, abordons! » répondent les matelots d'une voix unanime. D'un coup de barre le capitaine Carry porte son corsaire sur le bâtiment ennemi; les Français s'élancent à bord en hommes décidés à vaincre ou à périr. Le capitaine anglais tombe mort sous leurs coups, cinq ou six de ses gens sont sabrés, les autres demandent quartier à genoux, et le cutter est aux républicains. Après ce brillant exploit, le capitaine Carry répare à la hâte le gréement des deux navires, et fait route pour le Havre, où il entre triomphant avec sa prise. Le Directoire, voulant récompenser le brave Carry, lui décerna une hache d'armes d'honneur [1].

Côtes d'Espagne. Nous allons maintenant raconter brièvement la défaite de l'armée navale espagnole. Cette armée, forte de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, de dix frégates et une corvette, sous les ordres de don Joseph de Cordova, était

[1] Le capitaine Carry, légionnaire de droit, occupait, lors de l'armement de la flottille à Boulogne, la place de capitaine de port, avec le rang de lieutenant de vaisseau.

sortie de Carthagène, dans les premiers jours de février, pour se rendre à Cadix. Le 5, l'amiral avait appris d'un capitaine américain que l'escadre anglaise croisait sous le cap Saint-Vincent, et n'était forte que de neuf vaisseaux. Ce rapport était exact, car sir John Jervis n'avait pas encore reçu le renfort de cinq vaisseaux de ligne qui venait de lui être expédié d'Angleterre sous le commandement de l'amiral Parker, et l'un de ses dix vaisseaux, *le Culloden*, avait été détaché momentanément. L'amiral espagnol, voulant profiter de la circonstance favorable qui se présentait, et comptant prendre ou détruire facilement les neuf vaisseaux anglais, se porta vers le cap Saint-Vincent, au lieu d'entrer à Cadix comme il en avait d'abord le projet. Nelson, qui sur la frégate *la Minerve* venait de faire entrer à Gibraltar un convoi parti de l'île d'Elbe, eut connaissance de la flotte espagnole, et fut dans la plus grande diligence donner avis de son arrivée à sir John Jervis. Cet amiral se prépara au combat, et comme le ralliement avait eu lieu, il se trouvait avoir quinze vaisseaux, dont six à trois ponts. Le 14 au matin, les deux armées se trouvèrent en présence; mais l'amiral espagnol, trop confiant dans la supériorité de ses forces, avait laissé ses vaisseaux naviguer sans ordre fixe et trop épars, tandis que sir John Jervis s'avançait avec les siens en ligne bien serrée. Avant que l'armée espagnole ait pu se former de manière à ce que ses vaisseaux puissent s'entre-soutenir, neuf de ceux-ci sont coupés du reste par les Anglais, qui réunissent toutes leurs forces contre eux, les écrasent et en prennent quatre. Nelson, qui avait quitté sa frégate pour monter un vaisseau, comme chef de division, prit à lui seul deux de ces quatre vaisseaux espagnols : il aborda l'un avec son propre vaisseau, et l'autre avec celui qu'il venait d'enlever l'épée à la main. Les Espagnols, quoique avec dix-huit vaisseaux qui avaient peu ou point souffert, ne jugèrent pas à propos de se porter sur les ennemis, qui s'étaient ralliés autour de leurs prises. S'il faut en croire les rapports anglais, don Joseph de Cordova ayant consulté à ce sujet les capitaines de la flotte, deux seuls, ceux du *Pelayo* et du *Conquistador*, furent d'avis de combattre. L'armée battue rentra à Cadix.

1798 — an VI. Côtes d'Espagne.

Cette défaite produisit le plus mauvais effet sur l'esprit public

1798 — an VI. Côtes de France.

en Espagne, et les personnes opposées à l'alliance avec la France en tirèrent avantage pour la représenter comme très-impolitique. Toutefois, le gouvernement se montra décidé à persévérer dans le système qu'il avait adopté. Le commandement de l'armée navale fut ôté à don Joseph de Cordova, et confié à l'amiral Massaredo. Nous verrons par la suite les effets de ce changement. En France, la nouvelle de la déconfiture de l'armée espagnole fit peu de sensation, excepté sur les membres du gouvernement. En Angleterre, elle fut accueillie avec des transports de joie excessifs. Sir John Jervis reçut pour récompense les titres de lord et de comte de Saint-Vincent; et Nelson, qui venait d'être promu au grade de contre-amiral peu de jours avant qu'on connût la victoire à Londres, fut décoré de l'ordre du Bain.

La perte de la bataille de Saint-Vincent ne fut pas le seul échec qu'éprouva l'Espagne au début de la guerre; les Anglais lui enlevaient presque en même temps l'île de la Trinité. Ils y prirent un vaisseau de ligne et une frégate; les Espagnols avaient brûlé eux-mêmes trois autres vaisseaux. Peu de temps après, une attaque eut lieu sur Porto-Rico, mais elle ne fut pas couronnée de succès: les troupes britanniques y furent repoussées avec perte. On assure qu'un corps de Français venu d'une île voisine contribua puissamment à ce résultat; mais nous n'avons pas de détails sur cet exploit des soldats républicains, dont nous savons seulement que le chef se nommait Pâris.

La plus grande difficulté que présentait le rééquipement de l'armée navale française de l'Océan était de faire arriver à Brest, par mer, les munitions et les subsistances nécessaires. Nous avons fait remarquer qu'il était toujours possible de sortir de ce port, mais il n'est pas aussi facile d'y entrer; et, à l'époque dont nous parlons, les ennemis redoublèrent de surveillance pour intercepter tous les bâtiments chargés d'approvisionner ce premier arsenal maritime de la république. Le Directoire ordonna qu'il fût formé une escadre légère chargée de tenir les croiseurs anglais à une telle distance au large, que les convois de vivres et de munitions pussent pénétrer facilement à Brest. On en confia le commandement au chef de division Ganteaume, et on la forma du vaisseau *le Mont-Blanc*,

de 74 ; du *Brave*, vaisseau rasé ; des frégates *la Romaine* et *l'Immortalité*, de 40, *la Précieuse* et *la Coquille*, de 36 ; de la corvette la *Levrette*, et de trois lougres. Ganteaume remplit parfaitement la mission dont on l'avait chargé : il eut divers engagements avec les escadres légères ennemies, commandées par sir John Borlasse Warren et sir Edward Pellew, sut écarter ces escadres de la côte et favoriser l'entrée des convois, services plus utiles que brillants, et qui toutefois lui valurent des éloges de la part du Directoire, qui en avait apprécié le mérite. 1798 — an VI. Côtes de France.

Tandis que la France s'apprêtait à déployer toutes ses forces navales, celles de l'Angleterre semblaient se désorganiser. Une insurrection furieuse avait éclaté presque en même temps sur toutes ses escadres.

Dès les mois de février et de mars, une fermentation sourde régnait parmi les équipages ; enfin, au mois d'avril, l'explosion eut lieu à peu près simultanément à Portsmouth et à Plymouth. Lord Bridport se préparait à prendre la mer avec la flotte de la Manche ; les matelots refusèrent, à bord de tous les vaisseaux, de lever l'ancre, et ils déclarèrent qu'ils ne quitteraient le port que lorsqu'on aurait fait droit à leurs demandes : une augmentation de paye était l'une des principales.

Le gouvernement britannique fut très-alarmé. Le conseil de l'Amirauté quitta Londres pour venir s'établir à Portsmouth. On fit des concessions aux matelots, et l'ordre se rétablit. A peine la sédition parut-elle apaisée sur un point qu'elle se manifesta d'une manière bien plus alarmante sur un autre. Le port de Sheerness courut les plus grands dangers. Toute la flotte stationnée près de cette ville, au Nore, s'insurgea à la fois ; des vaisseaux même de la flotte de l'amiral Duncan, qui croisait devant le Texel, pour surveiller celle des Hollandais, vinrent se rallier à la flotte révoltée.

Les rebelles menacèrent de bombarder Sheerness et placèrent leurs vaisseaux de manière à bloquer l'entrée de la Tamise et intercepter la communication entre Londres et la mer, espérant par là amener promptement le gouvernement à obtempérer à leurs demandes. Déjà ils avaient arrêté plusieurs bâtiments chargés de vivres pour la capitale. L'Amirauté, qui s'était transportée à Sheerness, avait échoué dans ses tentatives

1798 — an VI. Côtes de France. pour faire rentrer les marins dans le devoir. Tout paraissait désespéré, et Londres était en proie à la plus vive inquiétude, lorsque la division se mit parmi les insurgés, et les vaisseaux firent successivement leur soumission. Le chef de l'insurrection et quelques-uns de ses complices furent pendus. Nous rapportons ces événements, à cause de l'influence qu'ils eussent pu avoir dans les affaires politiques, et aussi pour faire remarquer qu'il ne paraît pas que le Directoire ait cherché à alimenter cette insurrection et à la faire tourner au profit de la France. Soit par incurie, soit que la fierté républicaine dédaignât d'employer la corruption pour auxiliaire dans une guerre soutenue pour consolider son établissement, soit enfin par maladresse ou par loyauté, le gouvernement français demeura tranquille spectateur de ces troubles.

Mer du Nord. Durant la période comprise dans cet article, les corsaires français se signalèrent à l'envi. Parmi ceux qui ont causé le plus de dommages au commerce britannique, on doit citer le capitaine Vandezande, qui non-seulement fit beaucoup de prises sur l'ennemi, mais encore, dans diverses rencontres, combattit avec la plus grande valeur. Ce brave marin, montant le *Prodige*, petit bâtiment armé de quatorze canons de 4 et de quatre-vingts hommes d'équipage, partit de la rade de Dunkerque pour aller en croisière, le 21 juin. Le 28, à midi, étant par les 54° de latitude nord, il découvrit un convoi de neuf bâtiments. Aussitôt il se dirige sur eux ; mais ces navires, au lieu de se couvrir de voiles et de se disperser à l'approche du corsaire, mettent en panne et se forment en ligne de bataille pour l'attendre. Ils étaient en effet tous armés, et présentaient un total de quarante canons de 4 et de 6, outre des caronades de 18 ; ils avaient un commandant en chef, un second commandant, et se faisaient des signaux comme une escadre de bâtiments de guerre.

A une heure et demie, le *Prodige* les joignit, et ayant mis en travers au vent de leur ligne, le combat commença ; il dura plus de six heures, pendant lesquelles le capitaine Vandezande tira sur les navires ennemis cinq cent soixante coups de canon. Ceux-ci firent également un feu terrible. Le corsaire reçut quatre boulets de 6 à fleur d'eau ; il eut sa vergue de misaine rompue,

tous ses haubans coupés, ses voiles criblées et toutes ses manœuvres hachées. Néanmoins, à huit heures du soir, deux de ses adversaires avaient amené leur pavillon. 1798 — an VI. Mer du Nord.

La nuit suivante fut employée de part et d'autre à se réparer, et le capitaine Vandezande amarina ses deux prises. Le calme empêcha les bâtiments de s'éloigner beaucoup. Le lendemain, vers huit heures, une légère brise s'éleva. Le *Prodige* en profita, et mit toutes ses voiles dehors pour chasser les sept bâtiments ennemis restants; mais le vent ayant cessé de nouveau, il fut obligé de border ses avirons, et ne parvint à les atteindre qu'à deux heures. Alors il s'engagea un second combat plus terrible encore que le premier. On était à la portée du pistolet. Le corsaire fut bientôt enveloppé par les sept navires anglais; dans cette position, le feu de l'ennemi lui causa de grandes avaries : il fut de nouveau presque entièrement désemparé; la plupart de ses affûts furent brisés ; il faisait eau de toutes parts. Cependant, par son intrépidité et la hardiesse de ses manœuvres, Vandezande contraignit encore trois de ses ennemis à baisser pavillon, de ce nombre était le bâtiment commandant, grand navire à trois mâts. Les deux autres étaient un beau vaisseau à trois mâts et un superbe brick tout neuf.

Les cinq navires pris de la sorte par le *Prodige*, de même que ceux qui réussirent à s'échapper, appartenaient à des armateurs de Londres, et revenaient de Memel, chargés de chanvre, de toiles, de fer, de bois de construction et de pelleteries; ils étaient assurés pour des sommes très-considérables. Tous eussent été pris et amarinés, si le *Prodige* avait eu assez de monde; mais, après en avoir fourni à ses cinq prises, il ne lui restait à bord que vingt-huit hommes, mousses et blessés compris. Vandezande convoya ses prises jusqu'à la vue du Texel, et fit ensuite route pour Dunkerque, où il rentra le 2 juillet, et mit à terre soixante-quatre prisonniers.

L'équipage du *Prodige* montra la plus grande valeur dans les deux combats. Durant le second, un boulet ennemi atteignit un sergent de troupes, et le fit tomber sur Vandezande. Ce brave militaire mourut en héros. Baigné dans des flots de son sang, il excitait encore l'ardeur de ses camarades. Sentant sa mort certaine, il refusa d'être pansé : « Songez, disait-il, à

1798 - an VI. Mer du Nord. ceux de nos frères blessés qui peuvent en revenir; conservez-les à la république. »

Le ministre de la marine, ayant rendu compte au Directoire de la conduite du capitaine et de l'équipage du *Prodige*, en reçut l'ordre d'écrire à Vandezande pour lui témoigner sa satisfaction.

Océan atlantique. C'est dans le mois de juillet qu'eut lieu l'attaque de Santa-Cruz, dans l'île de Ténériffe, par des forces anglaises sous les ordres de Nelson, qui, à la honte d'être vaincu, joignit la perte d'un bras. Les détails de cet événement militaire appartiennent de droit à l'ouvrage que nous écrivons, parce que la défaite des Anglais et le salut de la ville espagnole furent dus à la bravoure distinguée d'une poignée de Français.

Le bruit ayant couru que le vice-roi du Mexique venait d'arriver à Ténériffe avec plusieurs galions, Nelson avait projeté un plan d'attaque de cette île, et l'avait soumis à lord Saint-Vincent. Il demandait qu'on lui donnât une petite escadre de vaisseaux et de frégates, et quelques transports suffisants pour porter la garnison de l'île d'Elbe, qu'il avait peu de temps auparavant ramenée à Gibraltar, et qui montait a environ 3,600 hommes.

La nouvelle de l'arrivée du vice-roi du Mexique se trouva fausse; mais on sut positivement qu'un vaisseau de la compagnie des Philippines très-richement chargé, et expédié de Manille pour l'Espagne, était entré à Santa-Cruz. Il n'en fallut pas davantage pour déterminer l'amiral Saint-Vincent à tenter l'expédition projetée par Nelson : toutefois elle ne fut pas disposée sur une aussi grande échelle. On donna à Nelson quatre vaisseaux de ligne, trois frégates et un cutter, lui laissant le choix des bâtiments et des officiers qui devaient les monter; mais on ne lui fournit aucun bâtiment de transport, parce qu'il fut décidé qu'il n'amènerait point de troupes, les matelots et les soldats de marine de l'escadre étant jugés suffisants pour remplir l'objet de l'expédition.

D'après les ordres qu'il avait reçus, Nelson devait, avec les canots de son escadre, opérer une descente de nuit entre le fort situé au nord-est de la baie de Santa-Cruz et la ville, se rendre maître de ce fort et ensuite envoyer sommer le gou-

verneur de l'île. En conséquence, à minuit, le jour même de son arrivée en vue de Ténériffe, il ordonna à ses trois frégates, sur lesquelles on avait réuni les forces destinées à être débarquées, de se porter vers le point fixé pour le débarquement. Le vent et le courant contrarièrent ces bâtiments, et, à la pointe du jour, ils étaient encore éloignés d'un mille au moins du lieu où l'on devait descendre. Tout espoir de surprendre le fort fut perdu, et Nelson décida qu'on tenterait alors de s'emparer des hauteurs qui commandaient ce fort.

1798 — an VI.
Océan atlan.

Les frégates jetèrent leurs hommes à terre pendant que Nelson, avec les vaisseaux, menaçait le fort, pour en occuper la garnison. Les Anglais réussirent à débarquer; mais ils trouvèrent les hauteurs occupées, et ils furent si vigoureusement accueillis, qu'ils n'eurent d'autre ressource que de regagner leurs canots en toute hâte[1]. Cette première tentative eut lieu le 22. Nelson, à qui la prudence devait conseiller de se retirer, regarda ce parti comme honteux : son entêtement fut funeste à son pays et à lui-même. Il conçut le dessein téméraire de débarquer directement sous la ville et de conduire l'attaque en personne, malgré la défense expresse qui lui en avait été faite. Le 24, à six heures du soir, il signala que tous les canots fussent tenus prêts pour la descente.

Nelson sentait bien toute la témérité de son entreprise, puisqu'il passa une partie de la soirée à mettre ordre à ses affaires et qu'il brûla toutes les lettres de sa femme.

A onze heures, le cutter le *Fox* et toutes les embarcations de l'escadre, partagées en six divisions, commandées par les capitaines des vaisseaux et frégates, et portant 1,000 hommes environ, se dirigèrent en bon ordre et en silence vers la ville; Nelson, accompagné de deux capitaines de vaisseau dans leurs canots, s'avançait à la tête de la flottille. Son intention était de débarquer sur le môle même, et de là, de se porter rapidement vers la grande place, où, toutes ses forces une fois réunies, il eût agi suivant les circonstances.

[1] On ne saurait douter que les Français n'aient participé glorieusement à défendre les forts et batteries attaqués par Nelson, puisqu'un de ces forts conserve encore le nom de *fort Français*. (*Voyez* la Relation du naufrage de la *Méduse*, page 19, première édition.)

1798 — an VI. Océan atlan. Les Anglais ne furent aperçus qu'à une heure et demie du matin, et lorsqu'ils n'étaient plus qu'à une petite demi-portée de canon de terre. Nelson alors leur fit pousser un *huzza* général, ordonnant aux canots de se séparer et de ramer de toutes leurs forces pour gagner la terre. Mais les Espagnols étaient sur leurs gardes; le tocsin répondit au *huzza* des Anglais, et quarante pièces de canon vomirent la mitraille sur les assaillants, en même temps qu'une grêle de coups de fusil pleuvait sur eux. Une grande partie des embarcations anglaises manquèrent le môle et échouèrent en pleine côte, où la mer brisait avec violence : toutes furent mises en pièces, et la presque totalité des marins et soldats noyés.

Cependant une douzaine de canots avaient atteint le môle, et les hommes qu'ils portaient parvinrent à l'escalader; mais la mitraille de la citadelle et le feu de mousqueterie venant des maisons les plus proches les empêchèrent de faire un pas en avant, et tous à peu près furent tués ou blessés. C'est en voulant quitter son canot pour se porter sur le môle que Nelson reçut un coup de feu qui lui fracassa le bras droit. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine que l'on parvint à remettre à flot son canot, qui était échoué au pied du môle, et à le ramener à bord de son vaisseau, après avoir bandé du mieux possible sa plaie, et lié fortement son bras au-dessus du coude, pour prévenir une hémorragie qui pouvait lui donner la mort. Comme le canot de l'amiral quittait le môle, des cris perçants partis du *Fox* annoncèrent que ce bâtiment avait reçu un boulet au-dessous de la flottaison et qu'il coulait à fond.

Une partie de la flottille anglaise qui avait manqué le môle parvint néanmoins à effectuer le débarquement; mais à peine les hommes étaient-ils à terre, que la mer remplit et brisa les embarcations. Ainsi privé de moyens d'opérer sa retraite, et presque sans munitions, la plus grande partie de la poudre ayant été mouillée en débarquant, ce petit corps chercha à gagner la place, espérant y trouver l'amiral avec le reste des forces. Vain espoir! Le commandant, au point du jour, se trouva avec 3 ou 400 hommes seulement; il ne pouvait avancer d'aucun côté; toutes les rues étaient garnies de pièces d'artillerie, pour la plupart servies par des marins français : tout

effort eût été inutile, et il ne restait aux Anglais d'autre parti à prendre que de mettre bas les armes. Cependant ils osèrent proposer une capitulation, menaçant de mettre le feu à la ville, si elle n'était acceptée sur-le-champ; et, ce qu'il y eut de plus inouï que cette rodomontade britannique, ce fut la conduite, que nous ne cherchons pas à expliquer, du gouverneur espagnol, qui se laissa dicter des conditions par une poignée d'ennemis qu'il eût pu écraser en dix minutes. Voici ce qui fut convenu :

Les Anglais demandèrent la liberté de se rembarquer avec armes et bagages sur leurs propres canots, s'il y en avait de sauvés, ou sur des bateaux que les Espagnols seraient tenus de leur fournir. De leur côté, ils promettaient que l'escadre n'entreprendrait plus rien contre Ténériffe ni aucune autre des Canaries.

Tous les prisonniers devaient être rendus de part et d'autre.

Le passage suivant du journal de Nelson nous tiendra lieu de réflexion sur cette étrange transaction : « Il est juste que je fasse mention de la conduite noble et généreuse du gouverneur espagnol. Dès que la capitulation fut signée, il donna ordre de recevoir tous nos blessés dans ses hôpitaux; il fit délivrer à nos gens les meilleures provisions qu'on put se procurer, et publia que nos vaisseaux pourraient envoyer acheter à terre tout ce dont ils auraient besoin pendant le temps qu'ils resteraient dans les environs de l'île. » Nelson écrivit à ce gouverneur pour le remercier, et ils se firent réciproquement des présents. L'amiral anglais offrit même au général espagnol de se charger de ses dépêches pour son gouvernement.

Lorsque tout se passait avec cet excès de courtoisie entre les Anglais et les Espagnols, les Français, qui, par des prodiges de valeur, avaient puissamment contribué à la défaite des ennemis, étaient outrés de rage. Ils regrettaient d'avoir, au prix de leur sang, acheté la victoire pour un chef qui ne la mettait pas mieux à profit. Leur nombre ne s'élevait guère, à ce qu'on croit, au-dessus de cent cinquante, presque tous marins, provenant en grande partie de l'équipage de la corvette la *Mutine*. Parmi eux se fit remarquer l'ex-conventionnel Drouet,

1798 – an VI. Océan atlan. sous le nom de Martinay, et se disant secrétaire d'un envoyé extraordinaire de Hollande à Batavia.

Qui le croirait ? Nelson, qui, par un entêtement et un orgueil inexcusables, tente une seconde attaque moins praticable que la première, et après que celle-ci a échoué, qui se rend coupable de désobéissance en la conduisant en personne ; Nelson, de retour dans sa patrie, est caressé, complimenté, et reçoit une pension de mille livres sterling ! Étrange vicissitude dans la conduite d'une nation ! Les événements, au reste, ont prouvé que l'Angleterre avait eu raison de ne pas faire éprouver à Nelson, désobéissant et vaincu, le sort de Bing, que peut-être il avait plus mérité que lui.

L'été de 1797 vit éclore un des plus beaux traits de l'audace et de l'intrépidité qui caractérisent les marins français. La corvette la *Bonne-Citoyenne* faisait partie de la division expédiée de Rochefort, le 4 mars 1796, pour se rendre aux Indes Orientales, sous les ordres du contre-amiral Sercey. A la hauteur du cap Finistère, la division reçut, vers le milieu de la nuit, un coup de vent qui brisa le petit mât de hune de la corvette et son grand mât de perroquet. Ainsi démâtée, et séparée de la division, la *Bonne-Citoyenne* fut rencontrée par des forces ennemies supérieures, prise et envoyée à Portsmouth. L'équipage fut retenu prisonnier dans ce port.

Sélis et Thierry, le premier, chef de timonnerie, et le second, pilote côtier de la corvette, furent envoyés à Petersfield, où, pendant sept mois, on les traita avec beaucoup de rigueur. Résolus enfin de sortir de cette position, et ne consultant que leur désir de revoir la France, ils allèrent, pendant la nuit, sur les côtes de Portsmouth, pour y enlever une barque quelconque qui pût les porter sur le sol de la république ; mais ils furent arrêtés par les fencibles de la côte et conduits comme déserteurs dans les prisons de Portsmouth. Bientôt on les enleva de ces prisons avec six autres Français, et on les transporta, sans aucune forme de jugement, au dépôt des prisonniers condamnés à la déportation et destinés pour Botany-Bay.

Là, ils restèrent trois semaines, pendant lesquelles la pers-

pective du sort qui les attendait leur fit tenter tous les moyens de s'y soustraire. Ils s'échappèrent une seconde fois avec leurs six nouveaux camarades d'infortune, et allèrent sur les côtes de Douvres, toujours dans l'intention de gagner les rivages français; mais une seconde fois ils furent saisis par les fencibles, qui les conduisirent sur un vieux bâtiment, lieu de rassemblement des prisonniers destinés pour Botany-Bay, et où, pendant huit mois, ils essuyèrent, avec la rigueur de la saison, une disette affreuse et les traitements les plus odieux.

Enfin, le 28 mars 1797, ils furent embarqués sur un vaisseau de la compagnie des Indes. Ce bâtiment, nommé *Lady Shore*, de cinq cents tonneaux, et armé de vingt-deux canons, était chargé de 119 prisonniers pour Botany-Bay; il avait 26 hommes d'équipage et une garnison de 58 soldats, tous bien armés. Ces braves Français n'avaient d'autre moyen de recouvrer leur liberté qu'en se rendant maîtres du bâtiment. Ils conçurent ce hardi dessein; mais, réduits au nombre de huit, sans armes, sans espoir de secours, tout semblait devoir le faire avorter.

Cependant ils le confient à trois Allemands et à un Espagnol, dignes compagnons de leur courage, et destinés comme eux à être transportés à Botany-Bay. Leurs forces ainsi augmentées, ils tinrent conseil, formèrent leur plan d'attaque, convinrent du moment, distribuèrent à chacun ses fonctions, et promirent tous d'être fidèles à leur serment et de mourir à leur poste.

Le moment de cette audacieuse exécution fut fixé à deux heures du matin, le 1er août. Le navire se trouvait alors par les 19 degrés de latitude sud et les 36 degrés de longitude ouest. Ils se rendent furtivement, et un par un, dans le panneau de la force armée, saisissent les armes des soldats endormis, et attendent en silence le signal convenu, qui était le cri de *Vive la république!* A ce cri, tous s'élancent avec la rapidité de l'éclair, un sur le panneau où couchaient les femmes, deux aux côtés du panneau des soldats avec ordre de tuer quiconque se présenterait pour sortir, deux autres sur les passavants pour faire feu sur tous les soldats ou matelots qui se trouveraient sur le pont et qui refuseraient de se rendre, deux

1798 — an VI. Océan atlan. se portent au panneau de derrière, où couchaient les officiers ; deux se rendent chez le capitaine et le somment, *au nom de la république*, de rendre son bâtiment et de se rendre lui-même ; deux tiennent en arrêt l'officier de quart avec deux autres officiers de service, et les forcent de garder le plus profond silence ; enfin le douzième force une caisse de munitions, en distribue à tous les postes et veille à ce que ses frères d'armes ne soient pas pris entre deux feux.

L'officier de quart, les voyant armés et courant à la fois sur tous les points du bâtiment, saisit ses pistolets et blesse mortellement l'un des assaillants ; mais lui-même est tué sur-le-champ. Le capitaine, ne voyant que deux hommes armés devant lui, veut faire résistance ; à l'instant il reçoit trois coups de baïonnette et crie, en tombant du pont dans l'entrepont : *Rendez le bâtiment aux Français !* Effrayé des menaces qui lui sont faites, le commandant de la troupe répète aussi : *Rendez le vaisseau aux Français !*

Cependant les soldats prennent les armes et veulent s'élancer hors de leur panneau ; mais un Français s'empara d'une barrique de salaisons et la lança dans le panneau sur un caporal qui jeta un si grand cri, que tous les soldats, effrayés et ignorant le nombre d'insurgés qui combattaient sur le pont, s'écrièrent qu'ils se rendaient prisonniers.

Maîtres alors de tous les postes et assurés du bâtiment, les Français répètent en signe de victoire le cri de *Vive la république !* Mais, dans la crainte d'une *contre-révolution* [1], ils fermèrent tous les panneaux et désarmèrent ensuite officiers, soldats, matelots ; enfin ils nommèrent Sélis capitaine, et Thierry lieutenant de la prise.

Les deux nouveaux officiers rendirent à l'instant des lois, dont voici les articles les plus remarquables :

« Tout homme de la force armée qui entretiendra des relations criminelles avec les prisonniers, et qui sera convaincu de complot contre la sûreté du navire, sera pendu.

[1] C'est l'expression employée par Sélis et Thierry dans leur journal de navigation, dont l'extrait, adressé par eux à l'ambassadeur français en Espagne, a été publié à Paris par le ministre des relations extérieures.

« Tout homme qui parlerait de se rendre, en cas de rencontre d'un bâtiment, sera puni de mort.

« Tout défenseur de la prise qui se prendra de boisson pendant son service sera déclaré indigne de servir et responsable de son cas.

« Tout prisonnier à qui il sera trouvé des armes sera puni de mort.

« Tout prisonnier qui tiendra des propos contre la république et ses alliés sera puni de cinquante coups de corde.

« Tout prisonnier qui sera convaincu de tenter une révolte « sera puni de mort. »

Ces lois, signées Sélis capitaine, Thierry lieutenant, et Maillot secrétaire, furent traduites en langue anglaise, lues, publiées et affichées, pour que personne ne pût en ignorer, et les chefs des prisonniers furent contraints de signer le certificat de prise dans les forme et teneur établies par les lois de la guerre.

Cependant les vainqueurs craignaient, avec raison, qu'un aussi grand nombre de prisonniers ne devînt trop difficile à contenir avec si peu de moyens ; ils saisirent donc l'occasion d'en débarquer vingt-neuf, presque tous chefs ou soldats, sur les côtes du Brésil ; ils leur donnèrent, tant en vivres qu'en instruments de marine, tout ce qui leur était nécessaire pour se nourrir et se diriger ; mais ils exigèrent d'eux, par écrit, le serment de ne point servir pendant un an contre la république et ses alliés. Toutefois, comme ils ne se trouvaient pas en assez grand nombre pour faire la manœuvre du bâtiment, ils proposèrent aux matelots anglais de continuer leur service, avec promesse de récompense. Ceux-ci acceptèrent, et le bâtiment fit voile pour Montevideo, dans la rivière de la Plata, où ils arrivèrent le 31 août. Ils jetèrent l'ancre, hissèrent le pavillon tricolore et saluèrent le vaisseau commandant de la rade de onze coups de canon, et la place de quinze.

Sélis et Thierry comptaient vendre leur prise à Montevideo et chercher ensuite les moyens de repasser en France avec leurs compagnons ; mais, quoique l'Espagne fût l'alliée de la république française, le gouverneur de la ville contesta la validité de leur capture, et les traita avec une certaine rigueur. Ils protestèrent contre cette conduite vis-à-vis du vice-roi de la pro-

1798 — an VI. Océan atlan. vince, auquel ils écrivirent avec toute l'énergie d'hommes capables d'un trait d'audace semblable à celui par lequel ils venaient de se signaler; et, sans attendre sa réponse, ils surent, à l'insu du gouverneur de Montevideo, faire parvenir à l'ambassadeur français à Madrid, Truguet, toutes les pièces qui constataient leurs droits sur le navire *Lady Shore*. L'ambassadeur ayant réclamé auprès du prince de la Paix, des ordres furent expédiés, en vertu desquels les Français devaient rester maîtres de disposer à leur gré du bâtiment et de la cargaison; les Allemands et l'Espagnol, qui les avaient si bien secondés, être traités comme eux, et les prisonniers qu'ils avaient faits, considérés comme appartenant à la république, ne pouvant être échangés que par elle et suivant le mode ordinaire de ses échanges.

France. Les causes qui amenèrent l'espèce de révolution du 18 fructidor exercèrent une fatale influence sur les affaires maritimes de la France, et paralysèrent les efforts du ministre de la marine, au moment où il se trouvait de nouveau prêt à frapper le grand coup que, peu de temps auparavant, des circonstances malheureuses l'avaient empêché de porter à l'Angleterre. Le mois de juin n'était pas écoulé cependant que la flotte de Brest, complétement réparée, comptait dix-neuf vaisseaux de ligne armés en guerre, outre plusieurs autres armés en flûte pour le transport des troupes de débarquement. Hoche s'était rendu en Hollande, où il avait inspecté la flotte de l'amiral Dewinter, ainsi que les troupes destinées à la monter et commandées par le général Daendels. Il avait en même temps obtenu des chefs de la république batave des fonds suffisants pour assurer le payement de la solde aux troupes qu'il comptait associer aux périls et à la gloire de sa nouvelle campagne maritime, et pour lui permettre en outre d'offrir à Truguet une assez forte somme pour les équipages des vaisseaux. Tout enfin était disposé de la part de la marine, et elle n'attendait plus que l'armée expéditionnaire et le signal du départ.

C'est lorsque les choses étaient dans cet état que deux divisions d'élite de l'armée de Sambre-et-Meuse partirent des bords du Rhin pour se rendre à Brest. Bien que les directeurs comptassent sur ces troupes pour l'exécution du mouvement révo-

lutionnaire qu'ils avaient projeté, elles n'en étaient pas moins réellement destinées à faire partie de l'expédition d'Irlande, qui allait être reprise et couronnée sans doute de plus de succès que l'année précédente. Ici ce ne sont plus les éléments qui s'arment pour l'Angleterre; ce sont l'imprudence, la trahison et l'esprit de faction qui vont la sauver.

La majorité du Corps législatif, en guerre ouverte avec le Directoire, s'élevant avec violence contre la marche des troupes, force le ministre de la marine à divulguer le secret de ses opérations, obtient ensuite des membres du gouvernement, déjà divisés entre eux, la suspension de ces immenses préparatifs qui remplissaient Londres même d'épouvante, et déconcerte ainsi les projets les mieux combinés pour l'abaissement de l'Angleterre et la prospérité de la république.

Non contents de ce succès, les conseils demandent et obtiennent, le 16 juillet (28 messidor an V), la destitution du ministre de la marine, à qui ils ne peuvent trouver d'autres crimes que d'avoir maintenu la liberté générale dans les colonies françaises, de les avoir défendues et cultivées à la fois par les mains des noirs arrachés à l'esclavage, d'avoir alimenté l'esprit d'indépendance en Irlande, rempli d'alarmes le gouvernement anglais, et menacé en même temps la métropole et ses possessions dans les deux Indes. On ordonna aussitôt le désarmement total de l'armée navale de Brest et de toutes les flottilles, on licencia les équipages, et l'on fut enfin jusqu'à mettre à l'encan les frégates de la république, les livrant ainsi à la cupidité des agioteurs de Paris.

La journée du 18 fructidor, en donnant aux directeurs la victoire sur le Corps législatif, ne répara pourtant pas le dommage que venait d'éprouver la marine. Il n'eût peut-être fallu au Directoire, pour lui rendre son attitude formidable, que rappeler le ministre dont le renvoi lui avait été arraché, pour ainsi dire, avec violence. Il ne le fit pas. Pléville-le Peley, qui avait succédé à Truguet, garda le portefeuille.

Nommé une première fois au ministère de la marine, Pléville avait eu la modestie de le refuser[1]. Appelé de nouveau à

[1] Recueil des lois de la marine, tome VI, page 1[illegible].

1798 — an VI. France

ce poste, il n'y déploya pas des talents bien transcendants. Il fut juste, humain, bienfaisant même; mais plus occupé en apparence des individus que de la chose publique, il ne se montra nullement homme d'État. Le désarmement qu'il fit brusquement, et pour ainsi dire à coups de sabre, avait pour objet d'économiser quelques fonds qu'il destinait à acquitter les dettes du gouvernement envers les marins. Qu'en résulta-t-il? un accroissement de dépenses. En effet, trois mois à peine après avoir désarmé, il reçut du Directoire l'ordre d'un réarmement général. Il fallut racheter aux particuliers les bâtiments qui leur avaient été vendus, les indemniser des frais qu'ils prétendirent avoir faits pour leur entretien, faire des levées de marins, etc. Une suite de fausses mesures de ce genre signalèrent ce ministère, qui, heureusement, n'eut guère plus de huit mois de durée.

Mer du Nord

La désorganisation des escadres et flottilles de la France n'eut pas de fâcheuses conséquences pour elle seule: ses deux alliées s'en ressentirent, et plus particulièrement la Hollande. Les Bataves, n'étant plus dirigés par le ministre français qui avait conçu les plans suivant lesquels les trois puissances coalisées contre l'Angleterre devaient agir, demeurèrent abandonnés aux impulsions contraires des divers partis qui les agitaient. La faction dominante obligea l'amiral Dewinter à débarquer ses troupes et à sortir du Texel, sans autre but que de joindre la flotte anglaise et de lui livrer bataille; elle espérait affermir sa domination par le prestige de gloire dont l'environnerait un succès naval. Cet espoir fut déçu. L'amiral Duncan attendait près des côtes la flotte hollandaise. Un combat sanglant eut lieu le 11 octobre. Après avoir fait des prodiges de valeur et s'être couvert d'une gloire toute personnelle, le brave Dewinter, qui, dit-on, ne fut pas également bien secondé par tous ses capitaines, tomba au pouvoir des Anglais. Cette journée coûta à la Hollande neuf vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. Quant aux Espagnols, après notre impolitique et absurde désarmement, ils furent encore plus étroitement bloqués dans leurs ports et privés de toute communication avec leurs colonies.

L'armée navale de Toulon échappa aux funestes effets du désarmement, parce qu'une partie de cette armée avait été en-

voyée en mer sous le ministère de Truguet. Six vaisseaux et quelques frégates, commandés par le contre-amiral Brueys [1], étaient alors dans l'Adriatique, occupés à diverses missions dont le général en chef Bonaparte avait chargé cet amiral. La principale fut le transport des troupes et des autorités civiles et militaires françaises dans les îles vénitiennes de Corfou, Zante, Céphalonie, etc., et l'avitaillement de ces îles, désignées depuis lors sous le nom d'îles Ioniennes. 1798 — an VI. Mer Adriatiq.

Quoique le traité de Campo-Formio, qui assura à la France la possession de ces îles, n'ait été signé que le 17 octobre, Bonaparte n'attendit pas cet instant pour les faire occuper par des troupes de la république; il forma, pour cet effet, une division à laquelle il donna le nom de division du Levant. Il la composa des deuxième et troisième bataillons de la 79ᵉ demi-brigade de ligne, de la 3ᵉ demi-brigade de ligne cisalpine, des compagnies d'artillerie des 14ᵉ et 79ᵉ demi-brigades, de la 7ᵉ compagnie d'artillerie sédentaire, d'une escouade du 4ᵉ régiment d'artillerie à pied et d'une escouade du sixième bataillon de sapeurs.

Ces troupes furent mises sous les ordres des généraux Gentili et Collaud la Salcette. Un adjudant général, des officiers supérieurs de l'artillerie et du génie, un agent maritime et un certain nombre d'employés des différentes administrations de terre et de mer s'embarquèrent en même temps qu'elles à Malamoco, sur des bâtiments de transport qui en partirent le 13 juin (25 prairial an V), sous l'escorte de quelques frégates commandées par le capitaine Bourdé. Le général Gentili était accompagné de commissaires vénitiens chargés de la remise des îles, et il apportait avec lui six cent mille francs destinés à payer les troupes vénitiennes et toutes les dettes de l'ancien gouvernement. Le convoi arriva à Corfou le 28 juin. La prise de possession eut lieu sans difficultés. C'est vers ce temps que Brueys, parti de Toulon avec six vaisseaux et plusieurs frégates, entra dans l'Adriatique.

Lorsque le traité de Campo-Formio eut stipulé la réunion à la France des îles Ioniennes, Bonaparte envoya, pour en porter

[1] Tué au combat d'Aboukir, où il commandait en chef la flotte française.

1798 — an VI. Mer Adriatiq. la nouvelle, son beau-fils Eugène Beauharnais, alors âgé de seize ans et attaché à sa personne comme aide de camp. Le jeune officier fut reçu de la manière la plus distinguée par les Grecs. Peu de temps après, des renforts, consistant en trois bataillons de ligne, trois compagnies d'artillerie et une compagnie de sapeurs, furent expédiés à Corfou avec le général Chabot, désigné pour remplacer Gentili, qui, pour raison de santé, avait demandé un successeur.

Dans ses différentes courses dans l'Adriatique, Brueys avait quelquefois relâché sur la rade de Raguse. Conformément aux instructions de Bonaparte, il avait témoigné au gouvernement de cette république l'intérêt que le Directoire déclarait prendre à son indépendance, et le désir qu'il manifestait de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour la maintenir. Les habitants de Raguse l'avaient accueilli de la manière la plus amicale. Brueys eut aussi des relations avec Ali, pacha de Janina; il en obtint des vivres pour son escadre, et reçut aussi de lui de riches présents.

Bonaparte, satisfait de la manière distinguée dont Brueys exécutait ses ordres, conçut pour lui une grande estime. Avant de partir pour Paris, il fit présent à cet amiral de la meilleure lunette d'Italie, sur laquelle était gravée l'inscription suivante : *Donnée par le général Bonaparte au contre-amiral Brueys, de la part du Directoire exécutif.* Le Directoire, à coup sûr, n'était pour rien dans ce cadeau; mais Bonaparte ne prenait pas tant de précaution avec ce gouvernement. Il agissait d'abord; puis le Directoire, informé de ce qu'il avait fait, prenait des arrêtés confirmatifs des mesures du général en chef. Nous en offrons ici un exemple bien frappant.

Brueys avait trouvé à Corfou six vaisseaux de ligne et six frégates faisant partie de l'escadre vénitienne; il y avait également en construction à Venise trois vaisseaux et deux frégates. En s'emparant de tous ces bâtiments, dévolus à la France dans le partage fait avec l'Autriche des dépouilles de la république de Venise, Bonaparte changea leurs anciens noms, pour leur donner ceux des généraux tués dans la guerre d'Italie et ceux des principales batailles de cette guerre, ordonnant en outre qu'il fût célébré tous les ans une fête à bord de chacun de ces bâti-

ments le jour de la mort du général ou le jour que fut donnée la bataille dont il tirait son nom. Instruit de ces dispositions, le Directoire écrivit au ministre de la marine qu'il eût à lui présenter un projet d'arrêté pour confirmer les nouvelles dénominations données aux bâtiments de la flotte vénitienne et les autres mesures accessoires prises par Bonaparte. 1798 — an VI. Mer Adriatiq.

Nous avons fait mention plus haut de l'arrivée de Bonaparte à Paris, et de la brillante réception qui lui fut faite. Nommé par le Directoire pour commander l'*armée* dite *d'Angleterre*, on espérait que le jeune vainqueur d'Italie saurait ressusciter la marine. Tous les cœurs s'ouvrirent à cette espérance; tous les hommes qui brûlaient de participer à cette régénération de la marine française se groupèrent autour de Bonaparte. Truguet fut de ce nombre; il proposa au général en chef de renoncer à un repos honorable et bien nécessaire après tant de fatigues et de dégoûts, pour reprendre l'exécution, tant contrariée jusqu'alors, de ses plans. Mais déjà Bonaparte causait de l'ombrage aux directeurs; quant à Truguet, ils lui supposèrent du ressentiment de leur conduite à son égard : l'ex-ministre fut obligé de partir pour son ambassade à Madrid, et le génie qui menaçait Londres fut bientôt après envoyé à Memphis. Manche.

Le désarmement et le réarmement successif des forces navales de la république, pendant la dernière moitié de l'année 1797, ne laissèrent les moyens de tenter aucune opération maritime, de livrer aucun combat important durant cette période, et nous n'aurons à signaler, comme au commencement de l'année, que des exploits de corsaires. Vers la fin de décembre, ceux de Boulogne donnèrent une nouvelle preuve d'intrépidité. Deux bâtiments de ce port, l'*Espiègle*, de dix canons de 4, et *le Rusé*, de huit canons du même calibre, commandés par les capitaines Duchesne et Fourmentin, pénétrèrent, dans la nuit du 20 au 21, au milieu d'un convoi qui filait le long de la côte d'Angleterre, sous l'escorte d'une frégate et de plusieurs autres bâtiments de guerre. Le capitaine de l'*Espiègle* s'approche d'un navire écarté qu'il croit marchand, et veut s'en emparer; mais bientôt il reconnait son erreur et voit que c'est un brick canonnier, portant des canons de 18 et des caronades de 32. Il n'y avait plus moyen de fuir sous le feu de ce formidable ad-

1798 — an VI. Manche.

versaire, et il fallait se rendre ou l'enlever à l'abordage. C'est à ce dernier parti que Duchesne et son brave équipage s'arrêtent, encouragés par la manœuvre du *Rusé*, qu'ils voient se porter à leur secours. Renonçant presque à se servir de leurs petits canons, les marins français font sur le brick ennemi un feu de mousqueterie bien nourri, en même temps qu'ils cherchent à l'accoster bord à bord. Après plusieurs tentatives infructueuses, l'*Espiègle* parvint à jeter quatorze hommes de son équipage à bord du navire anglais. A leur tête était le nommé Tack, de Dunkerque, capitaine en second du corsaire; un coup de sabre qu'il avait reçu dans le flanc n'avait fait que redoubler la furie avec laquelle il chargeait l'équipage ennemi, lorsqu'une balle l'atteignit au cou et le mit hors de combat. Malgré cet accident, les marins français se rendirent bientôt maîtres du brick, dont l'équipage, quoique fort de plus de 60 hommes, cessa de se défendre lorsqu'il eut vu tomber plusieurs des siens, entre autres le capitaine, qui, ainsi que son second, fut très-grièvement blessé. Le lendemain, les deux corsaires rentrèrent à Boulogne avec leur prise, et furent reçus au bruit des fanfares et des acclamations de tous les habitants. Le ministre de la marine écrivit, peu de temps après, aux capitaines Duchesne et Fourmentin une lettre flatteuse. C'est de cette manière que le Directoire avait coutume d'exprimer sa satisfaction aux militaires de tout grade et de toutes armes qui se distinguaient par quelque action d'éclat.

L'année 1798 s'ouvrit par de grandes démonstrations de la part du gouvernement français, et par des préparatifs dans tous les ports de la république pour l'invasion de l'Angleterre. On ne parlait, dans toutes les réunions publiques ou particulières, que de la descente et des moyens de la faire réussir. C'est alors qu'on vit éclore les projets les plus absurdes, que, pour comble de ridicule, l'autorité semblait accueillir avec faveur et que les journalistes s'empressaient de consigner avec éloge dans leurs feuilles. Un artiste, nommé Thilorier, offrit de construire un camp portatif et une montgolfière assez vaste pour le transporter en Angleterre avec l'armée destinée à faire la conquête de ce pays; il s'engageait à prouver que son projet était facilement exécutable et infiniment moins dispendieux que

l'armement maritime nécessaire pour remplir le même objet. Le moins plaisant de tous les journaux, le *Moniteur*, se hâta de donner de la publicité à l'offre de Thilorier. 1798 — an VI. Manche.

Quelle que fût la folie de nos faiseurs de projets, les Anglais n'étaient pas sans inquiétude : les précautions extraordinaires qu'ils prenaient pour n'être pas surpris, les mesures ordonnées par le gouvernement pour arrêter, de toutes les manières possibles, les progrès d'un corps de troupes ennemies qui chercherait à pénétrer dans l'intérieur du pays prouvent assez qu'ils regardaient la descente comme praticable, malgré l'immense supériorité de leurs forces navales.

Il était ordonné aux habitants des comtés voisins de la côte de déserter, à l'approche des Français, les villes, bourgs et villages qui ne seraient pas susceptibles d'une défense régulière. Ils devaient préalablement évacuer dans l'intérieur les bestiaux, voitures, subsistances et fourrages, ainsi que leurs effets les plus précieux ; brûler tout ce qui ne pouvait être évacué ; briser les moulins et détruire les fours ; couper les routes et les ponts ; enfin se former en corps de volontaires et de pionniers, soit pour renforcer l'armée régulière, soit pour exécuter les travaux nécessaires pour hâter la marche des troupes ou les retrancher [1]. Le gouvernement s'engageait à indemniser les particuliers des pertes qu'ils auraient faites par suite de l'exécution de ces mesures, exceptant formellement ceux qui seraient reconnus n'avoir pas employé tous les moyens possibles pour évacuer ou détruire leurs effets et provisions, et les avoir de la sorte laissés tomber entre les mains de l'ennemi. De toutes parts il se formait des associations patriotiques, des souscriptions s'ouvraient pour fournir aux frais que nécessitaient l'armement et l'équipement d'une partie nombreuse de la population. Tous les théâtres, toutes les places publiques, les promenades et les tavernes retentissaient du cri : *Britons, to arms!* (Bretons, aux armes !) et les belles de Londres et des autres grandes villes du royaume

[1] Les Anglais n'eurent pas l'occasion de mettre en pratique ces moyens de défense, qui consistent à dévaster son pays par ses propres mains ; mais ils les firent adopter par la suite aux Portugais, et, plus tard, aux Russes. Les armées françaises, arrêtées par ces moyens désespérés au milieu de leurs succès, en ont éprouvé l'efficacité.

1798 — an VI. Manche.

avaient adopté le casque pour coiffure. Au milieu de ce mouvement extraordinaire imprimé à toutes les classes de la société, les hommes de la classe aisée voulurent se charger seuls de la défense du sol sacré de leur patrie, sans souffrir que cette noble tâche fût partagée par ceux qui, dépourvus de propriétés, semblaient avoir moins d'intérêt à repousser une agression étrangère. Contraste frappant! En France, ce furent les hommes des classes inférieures qui se signalèrent par des prodiges de valeur et de patriotisme, pendant que les riches demeuraient paisibles spectateurs de leurs généreux efforts. En Angleterre, au contraire, à l'époque dont nous parlons, nul ne pouvait faire partie d'un corps de volontaires et avoir le droit de prendre les armes, s'il n'était chef de maison, ou s'il n'avait deux chefs de maison pour répondants.

Tandis qu'au nord de la Manche on se préparait à mettre en usage les ressources immenses qu'on trouve toujours chez un peuple libre et jaloux de conserver son indépendance, tout ce qui se passait de l'autre côté du canal n'était qu'un vain simulacre. Les démonstrations du Directoire n'avaient pour but, comme il est facile de s'en convaincre aujourd'hui, que de détourner l'attention de l'Europe sur les préparatifs de l'expédition d'Égypte, arrêtée depuis un certain temps. Quoi qu'il en soit, tout fut mis en œuvre pour donner le change aux ennemis, et on déploya la plus grande activité dans les armements maritimes sur les côtes de la Picardie, de la Normandie et de la Bretagne. Le général Desaix, chargé par intérim du commandement de l'armée d'Angleterre, avait établi son quartier général à Rennes, d'où il se porta à Brest pour inspecter les armements; d'autres généraux et des troupes étaient répartis sur différents points des côtes de la Manche : tout annonçait, de ce côté, des projets réels d'attaque, et non une diversion.

Une commission fut créée pour rechercher et organiser tous les moyens de transport dont on pourrait disposer, en mettant en réquisition même les bateaux pêcheurs des plus petites dimensions. Elle fut composée du général Andréossi, avec le titre de directeur général, de l'ingénieur constructeur Forfait[1],

[1] Il fut ministre de la marine sous le gouvernement consulaire.

avec celui d'ordonnateur, et du contre-amiral Lacrosse, nommé inspecteur général des côtes, depuis Cherbourg jusqu'à Anvers. Une somme de huit millions, prise sur les fonds du ministère de la marine, fut mise à la disposition de cette commission ; elle ne devait compte de ses opérations et de l'emploi de cette somme qu'au général en chef Bonaparte. L'inspecteur général s'adjoignit, pour le seconder sur toutes les côtes de la Manche, les chefs de division de la marine Ganteaume, Décrès [1], Casa-Bianca [2] et Dumanoir. 1798 — an VI. Manche.

Pour que les dépenses que l'on faisait dans les ports de Normandie ne fussent pas tout à fait en pure perte, ou plutôt afin de fixer l'attention de l'ennemi vers les ports de la Manche, le gouvernement français ordonna qu'on tenterait une attaque sur les îles Saint-Marcouf, dont la possession donnait aux Anglais la plus grande facilité pour intercepter la communication par mer entre le Havre et Cherbourg. Ce fut dans le premier de ces ports qu'on prépara l'expédition.

Un Anversois nommé Muskein avait apporté de Suède les plans des bateaux plats que cette puissance avait fait construire sous la direction du célèbre Chapman. Le Directoire ordonna d'en construire de semblables dans divers ports, et Muskein, chargé de diriger cette opération, fut fait capitaine de vaisseau [3]. Bientôt trente-trois bateaux de ce genre furent mis à l'eau dans le port du Havre. Le capitaine Muskein reçut ordre d'en prendre le commandement, et de les employer à l'attaque des îles Saint-Marcouf. Le général Point commandait les troupes de l'expédition, qui se composaient de la 4e demi-brigade de ligne, sous les ordres du chef de brigade Frère, des treizième et dix-neuvième compagnies du 6e régiment d'artillerie à pied, et de la quatrième compagnie du sixième bataillon de sapeurs. Le contre-amiral Lacrosse était particulièrement chargé de surveiller l'armement de cette flottille et d'en fixer le départ.

[1] Depuis duc et grand-cordon de la Légion d'honneur. Il a conservé le portefeuille de la marine depuis 1801 jusqu'en 1814, c'est-à-dire depuis le consulat à vie de Bonaparte jusqu'à son exil à l'île d'Elbe.

[2] Tué au combat d'Aboukir, où il commandait le vaisseau-amiral *l'Orient*.

[3] Les bateaux qu'il construisit furent nommés par les marins *bateaux à la Muskein*.

1798 - an VI. Manche. Muskein sortit du Havre avec ses bateaux, dans la nuit du 7 au 8 avril. Arrivé dans la baie de Caen, il y trouva deux frégates ennemies qui manœuvrèrent de manière à lui couper la route, l'une pour sa destination, l'autre pour retourner au Havre. Il fit prendre position à sa flottille, le plus près possible de la côte, et il engagea le combat avec l'ennemi ; il dura depuis six heures du soir, le 8, jusqu'à trois heures du matin le lendemain. Malgré le feu très-vif que firent les Anglais, les bateaux plats ne reçurent presque aucun dommage, leur peu d'élévation sur l'eau les dérobait aux coups de l'ennemi, qui pour la plupart passaient au-dessus d'eux ; ils n'eurent qu'un très-petit nombre d'hommes hors de combat, et ce fut seulement dans leur mâture qu'ils éprouvèrent quelques avaries. Les frégates, au contraire, présentant, par leur volume, un point de mire plus avantageux aux canonniers français, furent atteintes par quantité de boulets dans le corps du bâtiment, la mâture et les voiles.

L'une d'elles, ayant voulu serrer de trop près la côte, s'échoua sur un banc de sable ; elle fut obligée, pour s'alléger, de jeter des canons et quantité d'objets à la mer. Les vents et la marée, et sans doute plus encore la présence de l'autre frégate, empêchèrent Muskein d'aller avec ses bateaux aborder celle-ci ; secondée dans ses travaux par sa conserve, elle parvint à se remettre à flot et à gagner le large à l'aide d'une remorque. Au bruit du canon, un vaisseau de 74, mouillé près des îles Saint-Marcouf, avait mis sous voiles ; il vint a son tour attaquer la flottille ; il tira sur elle quantité de coups de canon, qui lui furent rendus sans produire beaucoup d'effet de part ni d'autre, le vaisseau, à cause de son plus grand tirant d'eau, étant obligé de se tenir encore plus au large que les frégates. Muskein, voyant qu'il lui était impossible de continuer sa route, se décida à faire entrer ses bateaux à Sallenelle, petit port situé à l'embouchure de l'Orne, dont Caen n'est éloigné que de deux lieues.

Le contre-amiral Lacrosse, qui s'était porté à Cherbourg pour y faire armer une flottille pareille à celle du Havre, jugea que la relâche de Muskein à Sallenelle, loin d'apporter obstacle à la prise des îles Saint-Marcouf, pouvait, au contraire, la faciliter.

En effet, le dessein formé de les attaquer n'était plus un mystère; et les Anglais, voyant les forces destinées à cette attaque entrées dans une rivière où l'on pouvait les tenir bloquées, devaient penser n'avoir plus besoin de se tenir autant sur leurs gardes. Dans cette hypothèse, Lacrosse s'adressa au général Kilmaine, nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre, en remplacement de Bonaparte, qui avait quitté Paris pour se rendre à Toulon, et obtint de ce général la réunion de quelques troupes à la Hougue, petit port situé à trois lieues des îles qu'on voulait reprendre. Il y fit en même temps passer de Cherbourg 7 canonnières, 5 bateaux plats, et y rassembla 30 ou 40 bateaux pêcheurs. 800 hommes s'embarquèrent sur ces bâtiments, et l'on attendait que le vent et la marée devinssent favorables pour tenter une attaque, sur laquelle les ennemis pouvaient ne pas compter. Le temps le plus avantageux était un calme plat, qui, en même temps qu'il eût permis à la flottille de se porter à la rame sur les îles, eût retenu immobiles les vaisseaux et frégates ennemis, mouillés dans les environs et destinés à les protéger; il était à propos aussi que l'attaque se fît dans les *mortes-eaux*[1], afin que le courant, moins fort alors, ne nuisît pas aux mouvements de la flottille.

1798 — an VI. Manche.

Côtes de Bretagne.

Au moment où le Directoire semblait sur le point d'obtenir un petit succès dans la Manche, la république perdait deux vaisseaux de ligne qui venaient d'être équipés au port de Lorient. L'un, le *Quatorze-Juillet*, fut détruit dans le port même par un incendie, auquel on soupçonna que la malveillance avait eu la plus grande part. La négligence du commandant des armes et du chef des mouvements maritimes, qui abandonnèrent la garde de ce vaisseau, complétement armé et pourvu de ses vivres, à trois gardiens, ne pouvait, au reste, que favoriser une tentative de ce genre. L'autre, l'*Hercule*, fut pris par les Anglais le lendemain de sa sortie du port, d'où il avait appareillé pour se rendre à Brest. Nous ne pouvons donner les détails de ce combat, parce qu'ils ne sont pas bien connus, et que tous les marins s'accordent à dire que ce qui a été publié à ce sujet s'écarte trop

[1] Marées qui ont lieu les deux ou trois jours qui précèdent et suivent les quartiers de la lune.

1798 — an VI. Côtes de Bretagne. de la vérité. Il suffit, au reste, de rappeler que Barrère annonça, à la tribune, que les six vaisseaux que nous venions de perdre au combat du 13 prairial étaient à la poursuite de l'ennemi, pour juger combien l'historien doit se défier de la plupart des relations officielles.

Quoique le commandant de l'*Hercule* ait reçu en Angleterre une lettre flatteuse du ministre Bruix, qu'il lui ait été décerné, à son retour, une arme d'honneur, et qu'un jury maritime, en l'acquittant, ait en quelque sorte légalisé la munificence du Directoire, on convient généralement que l'affaire qui a eu pour résultat la prise de ce vaisseau est une affaire malheureuse et qui ne peut rien ajouter à la gloire nationale. Un auteur que nous aimons à citer[1] s'exprime ainsi au sujet de la manière dont les punitions ou les récompenses étaient distribuées dans la marine à cette époque : « Enfin, les ministres, indignés de la coupable indulgence des conseils de guerre, s'instituèrent eux-mêmes juges en première instance de la conduite des officiers dans les combats ; alors les préventions et l'emploi le plus arbitraire du pouvoir succédèrent aux lâches ménagements : tel officier obtint de l'avancement, des honneurs, pour prix d'une belle action imaginaire ou qu'on lui attribuait à tort ; tel autre fut cassé, sans avoir trahi ses devoirs, sans avoir manqué de courage ni de talent. Les récompenses et les peines furent distribuées sur un simple rapport des bureaux du ministère, et l'on avait soin d'en écarter tout officier de vaisseau. Les conseils de guerre qui prononçaient après le ministre n'avaient garde de fronder son opinion. » La prise du vaisseau l'*Hercule* eut lieu le 21 avril, vers minuit ; il combattit à l'ancre et amena son pavillon pour le *Mars*, vaisseau anglais de sa force.

Manche. Après trois semaines de blocus dans la rivière de Caen, Müskein parvint à tromper l'ennemi et à conduire sa flottille au port de la Hougue. Rien ne s'opposait plus à ce qu'on entreprît l'attaque projetée contre les îles Saint-Marcouf. Elle eut lieu le 7 mai. Le débarquement ne put s'effectuer, le feu de la flottille n'ayant obtenu aucune supériorité sur celui des îles ; les canonnières, qui faisaient sa plus grande force, jetèrent l'ancre à une

[1] *Principes organiques de la marine militaire* ; par Pinière.

trop grande distance de terre pour protéger efficacement les bateaux plats, qui furent presque seuls exposés aux coups de l'ennemi. Un de ces bateaux, atteint de plusieurs boulets, coula à fond; mais on eut le temps de sauver son équipage. La perte des Français, en hommes, fut de quatre tués et une douzaine de blessés; celle des Anglais est inconnue. Après cette tentative infructueuse, la flottille se retira paisiblement à la Hougue.

1798 – an VI. Manche.

L'amiral Bruix venait alors de remplacer Pléville au ministère de la marine[1]. Le nouveau ministre donna au contre-amiral Lacrosse l'ordre de prendre en personne le commandement de la flottille. Cet officier général disposa tout pour une seconde attaque des îles Saint-Marcouf; mais le gouvernement, jugeant mieux, sans doute, des obstacles qui rendaient douteux le succès d'une pareille entreprise, ou par des motifs politiques d'un ordre plus élevé, se décida bientôt après à y renoncer.

Le rivage des îles étant trop peu étendu pour ne pas être partout également fortifié et gardé, on ne pouvait tenter une surprise ni faire aucune fausse attaque. Il n'y avait pour réussir d'autre moyen que d'aller, malgré une grêle de boulets et de mitraille, débarquer sous les forts et escalader audacieusement des remparts auxquels la flottille ne pouvait faire brèche, en quelques heures seulement que la marée lui permettait de demeurer loin du port qui lui servait d'asile. Quelle perte d'hommes n'eût-on pas éprouvée dans ce genre d'attaque? Eût-elle réussi et mis les Français en possession des îles, les Anglais, maîtres de la mer, auraient tout employé pour venger bientôt leur affront, et les républicains n'eussent pas pu conserver une conquête achetée par des flots de sang. Ces considérations, bien faites pour déterminer à abandonner l'entreprise, auraient dû, à ce qu'il semble, frapper d'avance l'esprit de ceux qui l'avaient ordonnée. En y réfléchissant attentivement, on ne peut qu'acquérir une conviction plus entière que tous ces grands mouvements dans les ports de la Manche étaient destinés à masquer ceux de Toulon et des autres ports du Midi, où se préparait l'expédition d'Égypte.

[1] « L'expédition d'Égypte fut préparée presque à l'insu et sans le concours de Pléville. Le ministère parut le quitter; il abdiqua le ministère. »
(*Principes organiques de la marine militaire.*)

1798 — an VI. Manche.

Lacrosse, après avoir été bombardé par les Anglais à la Hougue, ramena sa flottille à Cherbourg. Là, elle fut partagée entre ce port et ceux de Granville et Saint-Malo, que les Anglais menaçaient. Il avait préalablement renvoyé Muskein au Havre, avec une forte division de bateaux destinés à former une ligne d'embossage devant cette ville.

A cette époque, presque tous les ports de la république sur la Manche et la mer du Nord étaient attaqués ou menacés. On eut des craintes à Dieppe et à Fécamp; les Anglais envoyèrent à diverses reprises des bombes et des boulets au Havre; enfin, le jour même que Lacrosse était bombardé à la Hougue, Ostende était attaqué par terre et par mer, et les armes républicaines y obtenaient un nouveau triomphe.

Côtes de Flandre.

Le gouvernement anglais, alarmé des dispositions qu'il voyait prendre en France pour se mettre en état de tenter la descente, résolut de faire tous ses efforts pour détruire les flottilles de la république, ou du moins en empêcher la réunion sur les points les plus favorables pour entreprendre l'invasion projetée. C'est dans cette vue qu'il fit bombarder les ports dont nous avons parlé. Ostende lui parut devoir être l'objet d'une tentative plus sérieuse. Les bâtiments de transport et autres destinés à faire partie de la grande expédition contre l'Angleterre, mis en réquisition ou construits à Anvers, Flessingue et autres ports voisins, se rendaient sans danger, par les canaux de l'intérieur, à Ostende, d'où il devenait facile de les faire arriver à Dunkerque. Un grand nombre de ces bâtiments se trouvaient déjà réunis à Ostende. L'attaque ordonnée par le ministère britannique eut donc un double but : celui de brûler d'abord les bâtiments rassemblés dans le port d'Ostende, et de faire sauter ensuite la belle écluse de Slyckens, qui joignait le canal de Bruges à la mer et en retenait les eaux. Cet ouvrage était considéré comme un chef-d'œuvre et avait coûté plusieurs millions.

Vers le milieu de mai, on rassembla aux Dunes, sous le commandement du capitaine Home Popham, une flottille de trente-cinq à quarante bâtiments, frégates, corvettes, bombardes et canonnières; 3,000 hommes environ de troupes d'élite y furent embarqués; le major général Coote les commandait et était

chargé en chef de la partie militaire de l'expédition; des ingénieurs, des artilleurs, des mineurs et des artificiers l'accompagnèrent. Ces forces mirent à la voile le 18, dans l'après-midi.

Un sloop hollandais, arrêté pendant la nuit, apprit aux Anglais que les transports de Flessingue étaient sur le point de se rendre au Sas-de-Gand pour entrer dans les canaux. Cette circonstance décida les chefs de l'expédition à mettre la plus grande diligence à en atteindre le but. Le 19, à une heure du matin, la flottille ennemie jeta l'ancre au large d'Ostende. Le vent violent qui régnait alors et rendait la mer grosse à la côte, présentait des difficultés pour le débarquement; et, pour peu qu'il eût augmenté, le rembarquement devenait impossible. Un conseil fut tenu à ce sujet, et l'on penchait fortement à lever l'ancre et à tenir la mer jusqu'à ce que le temps devînt plus favorable. Sur ces entrefaites, un des canots envoyés en découverte amena un bâtiment qu'il avait enlevé sous les batteries. Les gens de l'équipage, interrogés séparément, s'accordèrent tous en un point, savoir le peu de troupes qu'il y avait en ce moment à Ostende, Bruges et Nieuport. Ces rapports décidèrent le major général Coote à ne pas différer plus longtemps l'attaque. Il invita le capitaine Popham à le mettre à terre. La difficulté du rembarquement à la côte ne lui parut plus mériter d'attention, puisqu'il semblait impossible, vu la faiblesse des républicains dans les environs, qu'il fût contraint à se rembarquer brusquement. Il regardait comme certain, d'ailleurs, qu'Ostende, presque sans garnison, et dont une partie des habitants n'aimait pas les Français, ouvrirait ses portes après quelques heures de bombardement, et qu'il pourrait rembarquer ses troupes dans le port même.

Le débarquement eut lieu sur-le-champ, en même temps que plusieurs bombardes et autres bâtiments prirent une position plus rapprochée de la ville. L'état de la mer ne permit pas de débarquer toutes les troupes : 1,900 à 2,000 hommes seulement et six pièces de canon furent mis à terre; mais on jugea cette force plus que suffisante dans la circonstance. Tous ces mouvements se firent sans être aperçus de la ville. Enfin, à quatre heures et demie, les batteries de terre commencèrent à tirer sur les bâtiments anglais. Ceux-ci, à leur tour, ouvrirent

1798 - an VI. Côtes de Flandre.

leur feu et lancèrent quantité de bombes et de boulets sur les maisons et sur les bâtiments amarrés dans le port. Ils mirent le feu en plusieurs endroits de la ville, et incendièrent quelques navires et bateaux. Cependant les batteries d'Ostende maltraitèrent tellement la première division de la flottille anglaise, qu'elle fut contrainte de se retirer et qu'il fallut faire avancer d'autres bâtiments.

Pendant que les forces de mer occupaient de la sorte le petit nombre de soldats français enfermés dans la ville, le major général Coote, sûr de n'être point inquiété, se portait à Slyckens. A six heures, il avait acquis la certitude qu'il pourrait faire sauter l'écluse; ses mineurs y travaillaient avec activité; mais le vent avait augmenté, la mer devenait de plus en plus grosse, et tout semblait annoncer l'impossibilité d'un rembarquement immédiat. Le général anglais sentit alors combien il devenait nécessaire pour lui de se rendre maître de la ville : il l'envoya sommer. Le brave Muscar, commandant de la place, qui avait à peine 400 hommes, répondit, au nom de la garnison assemblée pour entendre la lecture de la sommation, que les défenseurs d'Ostende avaient fait serment de s'ensevelir sous ses ruines. Le plus vif enthousiasme animait cette poignée de républicains. Les soldats malades et blessés forcèrent la garde de l'hôpital pour se porter au secours de leurs frères d'armes et partager leurs dangers.

A 10 heures l'explosion eut lieu, et l'écluse fut en partie détruite. Les troupes anglaises revinrent alors vers le bord de la mer pour se rembarquer; mais le mauvais temps rendait cette opération impraticable. Coote, jugeant peut-être aux efforts courageux de la garnison d'Ostende qu'elle était plus forte qu'on ne lui avait dit, n'osa pas tenter, par un coup de main audacieux, d'enlever la place. Il se décida à prendre dans les dunes une position avantageuse et à y attendre que le vent et la mer s'apaisassent.

Cette circonstance permit aux républicains de rassembler des troupes et de les diriger vers Ostende. De tous côtés des colonnes se mirent en marche. Keller, commandant de Bruges, était, par sa position, celui qui devait joindre le plus tôt l'ennemi. Il se porta en avant avec les seuls grenadiers de la 46e demi-brigade; il ramassa, chemin faisant, les détachements can-

tonnés dans les villages voisins, et bientôt sa colonne se trouva forte de 350 à 400 hommes[1]. Avec des forces aussi insignifiantes, Keller se porta, le 20, à la rencontre des Anglais. Il partagea sa petite troupe en trois colonnes pour attaquer l'ennemi de plusieurs côtés à la fois. Le combat s'engagea; il dura environ trois heures. Le colonel commandant l'artillerie anglaise fut tué, le général Coote grièvement blessé; 200 autres ennemis, officiers et soldats, furent mis hors de combat; et le reste, au nombre de 17 à 1,800 hommes, fut obligé de mettre bas les armes. On dirigea ces prisonniers sur Lille.

La disproportion énorme qui existait entre les forces anglaises et celles des Français doit naturellement donner la certitude que ceux-ci firent des prodiges de valeur. Ils se distinguèrent également par leur humanité envers les vaincus. On cite un beau trait de probité et de désintéressement de la part d'un militaire français. Un officier anglais, qu'il fit prisonnier, lui remit en même temps que son épée un portefeuille contenant une somme très-considérable en billets de la banque de Londres; le Français rendit au prisonnier son portefeuille, lorsqu'il fut sur le point de partir pour Lille. L'Anglais reconnaissant offrit quelques billets au soldat républicain, qui les refusa en disant : « Si je vous eusse tué, à la bonne heure : tout m'aurait appartenu! »

Peu de jours après cette brillante affaire, un combat assez opiniâtre eut lieu dans la Manche entre deux corvettes françaises et une division ennemie. Le 29 mai, dans la nuit, les corvettes la *Confiante* et le *Vésuve* appareillèrent du Havre et se dirigèrent du côté de Cherbourg. Le motif de cette sortie n'est pas bien connu, et le contre-amiral Lacrosse, inspecteur général des côtes, écrivit au commandant Labretêche, chef des mouvements au Havre, pour lui témoigner sa surprise de ce départ, qu'il n'avait point ordonné. Ce chef des mouvements fut, peu de temps après, destitué de sa place par le Directoire.

Manche.

[1] Il était naturel que les Anglais dissent dans leurs rapports que le corps du général Coote avait eu à combattre des forces infiniment supérieures. Cependant il paraît constant que les troupes qui les ont défaits ne consistaient qu'en deux cent cinquante hommes de la 46e demi-brigade, cent de la 94e, et quelques militaires isolés : c'est-à-dire quatre cents hommes au plus.

1798 – an VI Manche. Quoi qu'il en soit, l'événement prouva que l'ordre donné pour cette sortie était au moins imprudent. La *Confiante* avait pour commandant le capitaine de frégate Pévrieux. Cet officier avait donné déjà les plus grandes preuves de son intrépidité dans la défense de la frégate la *Pomone*, au commencement de la guerre, et ensuite dans celle de la *Proserpine*. Pris sur ces deux bâtiments, après la plus vaillante résistance, deux fois les Anglais honorèrent dans sa personne le courage malheureux. Le *Vésuve* était commandé par le lieutenant de vaisseau Lécolier, officier moins avantageusement connu. Au point du jour, le 30, les corvettes eurent connaissance d'une division anglaise, dont une partie forçait de voiles pour les joindre, tandis que l'autre manœuvrait de manière à leur couper la retraite vers le Havre.

A cinq heures et demie, un vaisseau rasé, portant du 24 en batterie et des caronades de 64 sur ses gaillards, avait approché les bâtiments français à petite portée : le combat commença; il dura cinq heures consécutives. Le *Vésuve*, à ce qu'on assure, n'y prit pas une part aussi active que la *Confiante*.

Cette corvette, engagée pendant plus d'une heure à portée de pistolet par le vaisseau ennemi, ripostait à son feu de la manière la plus vigoureuse. Plusieurs fois elle fut sommée à la voix de se rendre; mais le brave Pévrieux ne répondait à ces sommations que par de nouvelles bordées et un feu roulant de mousqueterie. Enfin, voyant que d'aucun côté il ne pouvait échapper à la division ennemie qui l'entourait, il préféra jeter son bâtiment à la côte que de le rendre aux Anglais. Il l'échoua sur le sable sous Beuzeval, près de l'embouchure de la Dive, et mit tout son équipage à terre. Le *Vésuve* était déjà échoué. Moins maltraité que la *Confiante*, il ne fut pas difficile de relever ce bâtiment et de le faire entrer dans la rivière. Quant à la corvette de Pévrieux, au moment où elle fut à la côte, elle était dans un état pitoyable : plus de trois cents boulets avaient criblé les voiles, la mâture et le corps du bâtiment.

Malgré le désir qu'on avait de remettre la *Confiante* à flot, il n'y avait guère d'espoir d'y parvenir; et les Français eurent peut-être tort de laisser aux Anglais l'honneur d'en brûler la carcasse.

Le *Vésuve*, entré dans la Dive, fut dégréé, pour qu'il offrît moins de prise à l'incendie, si les Anglais tentaient de le bombarder; et l'on s'occupa de faire, à l'entrée de la rivière, des batteries pour éloigner les bombardes et empêcher également que l'ennemi ne vînt dans des canots mettre le feu à cette corvette. 1798 — an VI. Manche.

Muskein, parti de la Hougue, comme on l'a vu plus haut, avait été forcé de relâcher à Sallenelle avec sa division. Ses bateaux étant hors d'atteinte, il en fit débarquer les canons, avec lesquels il établit des batteries sur la côte à Cabourg et dans d'autres endroits convenables. Les marins et les 200 hommes du bataillon de Boulogne qui montaient sa flottille mirent autant de zèle, dans la construction de ces batteries, que de courage et d'adresse à les servir quand elles furent construites.

Ces dispositions, prises sur la côte, sauvèrent la corvette. Plusieurs fois les Anglais vinrent la bombarder; mais le feu des batteries les força toujours à gagner le large. Muskein et ses équipages se distinguèrent dans ces divers engagements qui forcèrent l'ennemi à renoncer à ses desseins. Enfin, profitant d'une circonstance favorable, le *Vésuve* et les bateaux de Muskein parvinrent à rentrer au Havre.

Nous avons vu la petite escadre de l'amiral Sercey se remettre en croisière, après avoir réparé le mieux possible, à l'île du Roi, les avaries qu'elle avait reçues dans le combat livré aux deux vaisseaux l'*Arrogant* et le *Victorieux*, le 9 septembre 1796[1]. Océan indien.

Le contre-amiral se porta d'abord sur la côte de Golconde, et ensuite il reprit la route du sud, se dirigeant vers la côte orientale de Ceylan, où se trouve situé Trinquemalé[2]. Arrivé dans ces parages vers la fin d'octobre, il eut connaissance de deux navires dont le pavillon fut reconnu de loin pour être celui de quelque prince indien : c'était le pavillon de Tippoo. L'escadre communiqua avec ces bâtiments. Sur l'un d'eux se trouvait M. Vandergraaf, ex-directeur de la Compagnie hollandaise des Indes, que l'amiral Sercey avait délivré des mains des Anglais quelques mois auparavant, en reprenant sur eux

[1] Voir page 213.

[2] A présent nommé Trincomalay.

1798 — an VI. Océan ind. le bâtiment américain que ce respectable vieillard avait frété pour se rendre à l'île de France [1].

Au lieu de demeurer dans la colonie française, en attendant une occasion pour repasser en Europe, comme il en avait d'abord eu le projet, M. Vandergraaf s'était déterminé à retourner à Batavia pour tâcher d'y ressaisir l'autorité. Il vanta beaucoup à l'amiral les ressources que la colonie hollandaise pouvait lui offrir, tant pour réparer ses frégates et leur fournir des rechanges que pour approvisionner l'île de France en vivres, surtout si lui, Vandergraaf, se trouvait replacé au poste éminent qu'il avait longtemps occupé.

Le général Sercey tint conseil avec les capitaines de son escadre, et il fut décidé qu'on se rendrait à Batavia. Parvenue près des îles de la Sonde, l'escadre prit un brick anglais, allant de Bencoulen à la Chine, et dans le chargement duquel se trouvait pour soixante mille piastres d'opium. Six jours après, l'escadre mouilla devant Batavia.

Malgré ses démonstrations extérieures d'amitié envers le commandant de l'escadre d'une république alliée, la régence mit beaucoup d'hésitation à fournir à l'amiral Sercey ce qui était nécessaire pour les réparations des frégates, et surtout à lui promettre des secours en vivres pour l'île de France. Cependant, lorsque Vandergraaf fut arrivé sur son bâtiment, que l'escadre avait laissé en arrière, et que l'on sut que c'était lui qui avait engagé le général français à faire voile pour l'île de Java, la crainte que Sercey ne protégeât à force ouverte l'ex-directeur rendit la régence plus traitable; elle promit tout à l'escadre, et l'effet suivit les promesses.

Vandergraaf, instruit des mauvaises dispositions de la régence à son égard, vint chercher un asile à bord de la frégate la *Vertu*, dont le capitaine l'avait naguère traité avec des égards qui font honneur au caractère des marins français. Il fut cependant obligé de quitter bientôt ce bâtiment. La régence défendit absolument que l'ex-directeur mît le pied à terre, sous quelque prétexte que ce fût, et elle le consigna à bord d'un navire destiné à le déporter en Europe.

[1] Voir page 203.

La régence, débarrassée des craintes qu'elle avait eues de voir l'escadre française appuyer les prétentions de Vandergraaf, eût sans doute persisté dans ses bonnes dispositions envers l'amiral Sercey; mais une circonstance imprévue vint lui rendre son hésitation première. On apprit la reddition aux Anglais de l'escadre du contre-amiral Lucas[1], et cette nouvelle refroidit tout à coup le zèle du gouvernement de Batavia. Cependant l'amiral français insista pour qu'on remplit les promesses qui lui avaient été faites, et il conclut avec la régence un traité par lequel elle s'engageait à fournir à l'île de France du riz et des agrès et apparaux pour une valeur de trois cent mille rixdales (environ seize cent mille francs). Nous ignorons si les clauses de ce traité ont été scrupuleusement exécutées. 1798 — an VI Océan ind.

Pendant que l'amiral négociait ainsi avec les Hollandais, les réparations de ses frégates se poussaient avec activité. Elles en avaient en général grand besoin, mais surtout la *Vertu*, qui avait le plus longtemps été exposée au feu des vaisseaux ennemis, dans le combat du 9 septembre[2]. Profitant de l'oc-

[1] Le contre-amiral Lucas, parti de Hollande au printemps de 1796, avec une escadre de trois vaisseaux de ligne, trois frégates et quelques transports portant deux mille hommes de troupes et des munitions de guerre de toute espèce, relâcha dans la baie de Saldanha, près du cap de Bonne-Espérance. Bloqué, peu de jours après, par onze vaisseaux ennemis aux ordres de l'amiral Elphinstone, en même temps que le gouverneur anglais du Cap prenait à terre des dispositions pour bombarder son escadre, Lucas se vit obligé de capituler. Cet événement eut lieu le 16 août. On assure qu'à l'approche de l'escadre anglaise, les matelots hollandais s'insurgèrent et arborèrent la cocarde orange, en criant : *Orange boven!* (vive Orange!)

Tout porte à croire que l'escadre de Lucas était destinée pour Batavia. Ses forces, trop peu considérables pour réduire le Cap de Bonne-Espérance, l'étaient peut-être assez pour attaquer Trinquemalé; mais on doit se rappeler que, suivant le plan concerté entre Truguet et les Hollandais, c'était une escadre française qui devait tenter de reprendre aux Anglais ces deux importantes possessions.

[2] Ce que nous avons rapporté, dans ce volume, de la part brillante que prit à ce combat la frégate la *Vertu*, renfermait implicitement l'éloge de son capitaine, et a dû suffire pour mettre nos lecteurs à même d'apprécier la conduite de ce brave marin; mais nous avons un autre devoir à remplir à son égard : c'est d'empêcher que la conformité de nom avec un autre officier de marine, dont nous aurons à parler plus tard, ne cause de méprise.

1798 — an VI. Océan ind. casion favorable qui se présentait, l'escadre prit, en vivres, munitions et rechanges, tout ce qu'elle put loger.

Après avoir passé environ deux mois à Batavia, l'amiral Sercey mit à la voile pour retourner à l'île de France, en débouquant par le détroit de Bali. Dans ces parages, le 28 janvier 1797, l'escadre eut connaissance de six gros bâtiments. La *Cybèle*, qui était alors éloignée des autres frégates et plus près qu'elles des bâtiments étrangers, rallia l'amiral, en lui faisant le signal dont l'expression est : *L'ennemi est supérieur aux forces françaises*. Ce n'étaient cependant que des vaisseaux de la Compagnie des Indes; et la manœuvre de ces navires n'était pas propre à justifier l'opinion du capitaine de la *Cybèle* sur leur force, puisqu'ils ne cherchèrent nullement à s'approcher des frégates françaises, même après que la *Forte* eut démâté de son grand mât de hune, accident qui ralentit la marche de toute l'escadre. Mais le capitaine Tréhouarts assura si positivement avoir reconnu deux vaisseaux de ligne et quatre frégates, que l'amiral Sercey continua sa route sans penser à chasser l'ennemi[1]. Il rentra à l'île de France dans les derniers jours de février.

L'escadre se renforça de la frégate la *Preneuse* et de la corvette à trois mâts la *Brûle-Gueule*. Ces bâtiments, arrivés antérieurement à l'île de France, s'en trouvaient absents et occupés à une croisière dans le canal de Mozambique, lorsque l'amiral Sercey arriva d'Europe.

Pendant l'année 1797, les frégates firent quelques croisières

L'officier qui a commandé la *Vertu* s'appelait *Jean-Marthe-Adrien* L'Hermite. Il était sous-lieutenant de vaisseau, en 1787, à vingt-un ans. Peu de temps après la guerre déclarée, en 1793, il eut, comme lieutenant de vaisseau, le commandement de la *Tamise*, la première frégate enlevée aux Anglais. Il fit quantité de prises avec ce bâtiment. Au combat du 13 prairial, la *Tamise* étant la frégate de l'amiral Villaret, L'hermite se tint presque tout le temps à portée de voix de la *Montagne*, pour recevoir de cette manière les ordres de l'amiral, qu'il fut rendre de même à plusieurs vaisseaux au milieu du feu. C'est au retour de l'armée à Brest qu'il passa au commandement de la *Seine* et fit, dans les mers du Nord, la croisière dont nous avons dit un mot dans ce volume, page 199.

[1] Nous verrons plusieurs fois les bâtiments de guerre français détachés dans les mers de l'Inde manquer, par de semblables méprises, la capture des plus riches convois.

qui ne présentèrent rien de remarquable. A la fin de l'été de 1798 an VI. Océan ind.
cette année, l'amiral repartit pour Batavia. L'assemblée coloniale, ayant conçu quelque crainte que les soldats venus avec les agents ne proclamassent la liberté générale, avait sollicité et obtenu facilement du général Malartic que tous ces militaires fussent embarqués sur les frégates et déportés à Java, sous prétexte de secourir une colonie appartenant à une république alliée de la France. Le second voyage de l'amiral Sercey aux îles de la Sonde eut pour objet l'accomplissement de cette mesure rigoureuse, par laquelle les colons sacrifiaient une grande partie de leurs moyens de défense contre l'ennemi à la ferme volonté d'empêcher de tout leur pouvoir l'affranchissement des esclaves.

Peu de mois après que l'assemblée coloniale se fut inhumainement débarrassée de près d'un millier de soldats qu'elle envoyait sans nécessité dans le pays le plus malsain du globe, il se présenta une occasion où ils eussent pu être employés d'une manière plus utile pour la France.

Le 19 janvier 1798, deux envoyés de Tippoo arrivèrent à l'île de France pour y réclamer des secours, que leur maître attendait pour attaquer les Anglais de concert avec *Zemaun-Schah*, prince des *Afghans*, et quantité d'autres princes indiens, unis secrètement avec lui, et qui avaient juré de périr ou de délivrer leur pays du joug britannique. Ces envoyés étaient accompagnés d'un Français, nommé Ripaud, chargé de les assister dans les négociations, et d'un autre, nommé Debay, qui leur servait d'interprète.

Tippoo savait bien que la France avait le projet de lui faire passer des secours assez puissants pour le mettre en état de faire la guerre aux Anglais; mais il ignorait jusqu'à quel point ce projet avait pu être mis à exécution ; c'est ce qui fit que Ripaud l'induisit facilement en erreur. Ripaud, capitaine d'un corsaire français, avait été forcé, par le mauvais temps, de relâcher à Mangalore, vers la fin de 1796 : il y fut arrêté, envoyé à Seringapatam et jeté dans une prison. Interrogé ensuite par Tippoo sur la volonté et les moyens de la France pour le seconder dans la guerre qu'il voulait entreprendre, Ripaud, pour obtenir sa liberté, exagéra les ressources de la république,

1798 — an VI. Océan ind. et assura le sultan non-seulement qu'il pouvait compter de la part de la France sur une puissante coopération, mais que déjà des forces imposantes étaient prêtes à l'île de France et n'attendaient que ses ordres. Ces faux rapports déterminèrent la démarche de Tippoo et causèrent sa perte.

Le sultan avait d'abord eu le dessein d'envoyer directement en Europe, sur un de ses bâtiments, quelques personnages distingués, avec des lettres écrites de sa propre main pour les chefs de la république française; mais, sur l'assurance réitérée par Ripaud que déjà des forces considérables étaient rassemblées à l'île de France, il se borna à réclamer ces secours et à prier les chefs de la colonie de faire passer eux-mêmes ses lettres au Directoire. Déjà Tippoo avait permis à quelques Français établis au camp de Lally d'y arborer le pavillon de la république, et même il l'avait fait saluer de trois cents coups de canon [1].

Les ambassadeurs du sultan, pour ne pas donner l'éveil aux Anglais et compromettre leur maître, avaient demandé à demeurer *incognito* dans l'île; mais, par une imprudence qu'on a peine à concevoir, le gouverneur Malartic et l'assemblée coloniale voulurent les recevoir avec la plus grande pompe, malgré tous les efforts que firent ceux-ci pour les en détourner.

Voici quels étaient en substance les arrangements que Tippoo désirait conclure avec la France. Il devait mettre en campagne 30,000 cavaliers et 40,000 hommes d'infanterie avec cent pièces d'artillerie, canons et mortiers attelés et approvisionnés, à l'arrivée des forces de la république.

Il s'engageait à fournir aux troupes françaises les vivres, la solde, les transports et les munitions. La France, de son côté, devait envoyer dans l'Inde autant de soldats européens qu'elle le pourrait, avec 20,000 hommes de couleur sachant manier les armes et commandés par de bons officiers. Les généraux français devaient concerter avec Tippoo toutes les opérations militaires.

[1] Le procès-verbal de cette inauguration est consigné dans le journal des séances d'un club qui s'était formé à Seringapatam sous les auspices de Ripaud. Ce singulier journal, dans lequel le sultan est appelé le *citoyen Tippoo*, a été trouvé par les Anglais dans le palais de Seringapatam, lors de la prise de cette ville.

Tous les territoires, villes, forts, comptoirs, vaisseaux et trésors pris sur l'ennemi commun devaient être partagés en deux parts égales entre le sultan et la république. 1798 — an VI. Océan ind.

Les deux alliés devaient s'engager à ne point traiter séparément de la paix.

Tippoo demandait surtout que, si le Directoire acceptait ses propositions, on lui dépêchât sur-le-champ un aviso pour l'en informer, afin qu'il pût lever une armée et se mettre en mesure de joindre les forces françaises à Mirjaun, dans le voisinage de Goa.

Les deux envoyés du prince indien ne furent pas peu surpris quand on leur dit que l'île de France ne pouvait leur fournir aucun corps de troupes, mais que, s'ils fussent venus quatre ou cinq mois plus tôt, ils auraient pu emmener les 1,000 hommes qu'on avait déportés alors à Batavia. Cependant le gouverneur leur déclara qu'il allait faire partir pour la France, le plus tôt possible, deux frégates avec une personne de confiance chargée de porter au Directoire des lettres de sa part et celles qu'il avait reçues de Tippoo. Les deux frégates choisies pour cette mission furent la *Vertu*, dont le commandement venait de passer au capitaine Magon [1], et la *Régénérée;* le premier aide de camp du gouverneur fut chargé de ses paquets.

Les frégates partirent le 23 janvier. Leur mission exigeait la plus grande diligence. Cependant, par une maladresse inouïe, on prit la mesure la plus propre à prolonger la durée de leur voyage. Peu de temps auparavant, deux vaisseaux de la compagnie des Philippines, chargés de soie, d'indigo, d'épices et autres marchandises précieuses, pour une valeur de 4,000,000 de piastres (plus de 20,000,000 de francs), se rendant de Manille en Espagne, avaient relâché au port Nord-Ouest. L'île de France, qui employait tous les moyens pour se procurer de l'argent, promit aux Espagnols, moyennant 60,000 piastres, deux frégates pour escorter ces vaisseaux.

La *Vertu* et la *Régénérée* avaient été désignées pour ce ser-

[1] L'amiral Sercey, plein d'estime et d'attachement pour le capitaine L'hermite, voulut le garder dans la colonie, et lui donna le commandement de la *Preneuse*.

1798 — an VI. Océan ind. vice ; et, en effet, les deux vaisseaux espagnols partirent avec elles. Il en résulta que les frégates, obligées de régler leur voilure sur ces bâtiments, extrêmement mauvais marcheurs, mirent plus de sept mois à se rendre en France. Lors même qu'elles n'eussent pas eu de paquets pour le gouvernement, la nécessité de naviguer de conserve avec ces *hourques*[1] les eût empêchées de chasser et de prendre les navires ennemis qu'elles auraient rencontrés (et cela leur arriva plusieurs fois, notamment le 10 mai, où elles eurent connaissance de deux vaisseaux de la Compagnie, escortés seulement par une petite frégate). Ainsi, sans compter le haut intérêt qu'il y avait à ce que les dépêches arrivassent promptement, la république perdit beaucoup, peut-être, au marché fait par les autorités de l'île de France; mais la colonie gagna 60,000 piastres[2].

Les envoyés de Tippoo, voyant leur mission manquée, demandèrent à s'en retourner à Seringapatam; mais le gouverneur Malartic leur déclara que son intention n'était pas qu'ils partissent les mains vides, et qu'il allait faire tout ce qui serait en son pouvoir pour envoyer au sultan un corps de volontaires levés dans les deux îles de France et de la Réunion. Ceux-ci représentèrent qu'ils n'étaient pas chargés d'enrôler des soldats pour leur maître; toutefois ils consentirent à emmener ceux que M. de Malartic aurait enrôlés.

Le gouverneur, au lieu de procéder à cette opération avec tout le mystère convenable, publia une proclamation qui acheva de compromettre Tippoo, et qui, lorsqu'elle fut connue dans l'Inde, fournit aux Anglais un motif plausible de reprendre les armes contre lui. Dans cette pièce, dont la publication fut le comble de l'imprudence, on trouve ce passage : *Il* (Tippoo) *n'attend que le moment où les Français viendront à son secours*

[1] Nom d'une espèce de bâtiments employés dans le Nord. Les marins se servent de ce mot pour désigner un navire laid de forme et mauvais marcheur.

[2] Un arrêté des consuls, rendu deux ans après, sur la demande de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, ordonna le remboursement à cette puissance des soixante mille piastres, par le trésor de la république. Le même arrêté ordonnait au ministre de la marine de faire rendre compte aux administrateurs de l'île de France de l'emploi de cette somme.

pour déclarer la guerre aux Anglais, qu'il désire ardemment expulser de l'Inde. 1798 — an VI. Océan ind.

En même temps que M. de Malartic s'occupait à recruter quelques hommes, il entreprit de négocier avec les envoyés du prince indien le traitement qui leur serait alloué. Ces agents firent observer qu'ils étaient sans pouvoirs à ce sujet, et qu'il paraissait convenable de s'en remettre à la loyauté et à la générosité bien connues du sultan. Le gouverneur ne fut point du tout satisfait de cette proposition, comme on peut le voir par la manière dont il termina la lettre qu'il adressa peu de jours après aux ambassadeurs : « Nous n'avons point été vous chercher, écrivait-il ; c'est vous qui êtes venus implorer notre secours ; vous devez conséquemment vous soumettre aux conditions que je vous propose : elles sont justes et raisonnables. » Cependant il fut convenu d'envoyer deux personnes chargées de régler, à Seringapatam même, le traitement des volontaires. On choisit MM. Duhuc, capitaine de vaisseau, et Chapuis, chef de brigade.

La proclamation de M. de Malartic ne fit pas merveille : cent volontaires seulement à l'île de France, et environ une cinquantaine à l'île de la Réunion, se présentèrent pour être enrôlés. Ce furent ces cent cinquante hommes de toutes conditions et de toutes couleurs qu'on envoya à un prince à qui la république avait dès longtemps promis des secours, dans le moment où il comptait sur l'envoi d'une armée auxiliaire de 20,000 hommes au moins, et lorsqu'il en supposait une partie déjà réunie à l'île de France.

Le 8 mars, les ambassadeurs de Tippoo partirent avec les volontaires pour Mangalore, sur la frégate la *Preneuse*, et cette mission fournit au capitaine L'hermite une nouvelle occasion de se signaler et de causer des dommages à l'ennemi. Après une courte relâche à l'île de la Réunion, pour y embarquer les volontaires de cette île et compléter les vivres de la frégate, cet officier se dirigea vers la côte de Malabar. Sa traversée, qui fut de près de quarante jours, n'offrit rien de remarquable.

Le 18 avril, étant près de l'île Caroli, l'une des Laquedives, la *Preneuse* arrêta un bâtiment indien parti depuis trois jours

1798 — an VI. Océan ind. de Cananore. Le patron de ce navire, qui fut relâché parce qu'il coulait bas d'eau, rendit compte que deux vaisseaux de la Compagnie des Indes étaient à Tellichery, occupés à charger du poivre. Le capitaine L'hermite conçut le projet de s'emparer de ces bâtiments. Il vint, en conséquence, prendre connaissance de la côte de Malabar, le 20 avril, près de Tellichery; mais il ne vit dans cette rade qu'un seul bâtiment, au lieu de deux qu'il devait y avoir, suivant le rapport qui lui avait été fait. La frégate passa le reste du jour et une partie du lendemain à croiser le long de la côte, sous pavillon anglais.

Une pirogue que l'on prit le matin du 21 confirma que le bâtiment mouillé sous Tellichery était un vaisseau de la Compagnie qui chargeait du poivre, et ajouta qu il portait 26 canons de 12, en batterie, et qu'il avait un fort équipage, dont cent cinquante Européens faisaient partie. A une heure de l'après-midi, on découvrit un grand navire à trois mâts, qui venait toutes voiles dehors chercher le mouillage de Tellichery. Le capitaine L'hermite, après l'avoir reconnu pour vaisseau de la Compagnie, diminua de voiles et manœuvra de manière à ce qu'il mouillât avant la *Preneuse*.

A deux heures et demie, un orage terrible se déclara, et à trois heures le tonnerre tomba sur la pomme du grand mât de la *Preneuse*. Il descendit tout le long de ce mât jusque dans la cale, où il mit le feu, remonta ensuite dans la batterie et sortit par un sabord. Un homme fut tué roide dans la batterie, quinze ou seize autres plus ou moins grièvement blessés. Le capitaine L'hermite lui-même fut renversé, et s'imagina d'autant plus facilement être blessé, que les éclats de bois enlevés du grand mât par la foudre et qui volèrent en ce moment, lui firent croire que c'était le vaisseau qu'il avait près de lui qui lui envoyait sa bordée. Ce qu'on peut regarder comme très-extraordinaire, c'est que, dans cette circonstance, où tout était disposé à bord pour le combat, aucun artifice, aucune gargousse, n'ait pris feu, et qu'il ne soit pas parti un seul canon.

L'état du grand mât de la *Preneuse* obligea de serrer toutes les voiles qu'il portait, et le peu qu'il en resta dehors servit le dessein qu'avait le capitaine L'hermitte de laisser arriver le vaisseau ennemi au mouillage avant lui. Un peu avant quatre

heures, ce bâtiment vint jeter l'ancre à cent brasses de celui qui était déjà en rade depuis quelques jours. Le capitaine L'hermite fit alors gouverner droit entre les deux, et il s'avança avec sa batterie armée des deux bords, résolu, aussitôt la première bordée lâchée, d'enlever un des deux vaisseaux à l'abordage. 1798 — an VI. Océan ind.

Arrivée au milieu des deux navires ennemis, la *Preneuse* arbora les couleurs françaises, et envoya une bordée à celui qui venait de mouiller. Ce vaisseau riposta de toute la sienne, coupa son câble et largua ses voiles, dans l'intention de se jeter à la côte. L'autre, par sa position, ne put envoyer à la frégate française que deux ou trois coups de canon et un grand nombre de coups de fusil; mais le capitaine L'hermite ayant manœuvré pour l'aborder, en faisant sur lui un feu terrible de mousqueterie, son équipage évacua les gaillards. La *Preneuse*, canonnant toujours l'autre vaisseau, se trouvait présenter le travers à la poupe de celui-ci, lorsque le capitaine anglais, redoutant l'effet d'une bordée envoyée dans cette position, coupa avec son sabre la drisse du pavillon, demandant quartier à grands cris. On lui intima l'ordre de venir à bord de la *Preneuse* avec ses officiers, ce qu'il fit sur-le-champ.

Le second vaisseau ne se défendait que faiblement, cherchant à se jeter à la côte sous les batteries de Tellichery, qui tiraient des boulets et des bombes sur la frégate française. Il fut, malgré cela, bientôt joint et contraint d'amener son pavillon.

Ces vaisseaux appartenaient tous deux à la Compagnie des Indes et étaient du port de neuf cents tonneaux. Le premier s'appelait le *Woodcott*, et l'autre le *Raymond*. Leur capture donna à la république plus de 600 prisonniers, dont la moitié Européens, parce que le *Raymond* avait, en outre de son équipage, une partie des soldats de deux bataillons des troupes de la Compagnie avec leurs drapeaux, qui furent remis au capitaine français. On trouva à bord du *Woodcott* deux caisses de roupies.

Embarrassé de ses nombreux prisonniers, le capitaine L'hermite conclut avec le colonel anglais commandant à Tellichery une convention par laquelle les officiers, soldats et marins pris s'engagèrent à ne point servir contre la république jusqu'à par-

1798 — an VI. Océan ind. fait échange contre un pareil nombre de Français. La première chose dont il s'occupa ensuite fut d'équiper ses prises; cela fait, il les expédia pour l'île de France, où elles arrivèrent heureusement.

Ce coup de main du capitaine L'hermite sous Tellichery ne retarda pas beaucoup sa mission : il arriva à Mangalore le 24 avril. Il débarqua sur-le-champ les ambassadeurs de Tippoo et les volontaires français, et, après avoir passé deux jours seulement dans cette rade, il en partit, et fut rejoindre, vers la mi-juin, à Java, l'amiral Sercey, qui venait d'y arriver sur la *Brûle-Gueule,* avec l'intention d'établir son quartier général dans cette île.

Colonies françaises. *Précis des événements militaires arrivés dans les colonies depuis le commencement de* 1797 *jusque vers le milieu de* 1798. — Les détails que nous venons de donner sur les opérations de l'escadre de l'amiral Sercey se trouvaient tellement liés aux événements politiques et militaires qui, dans les îles de France et de la Réunion, ont marqué l'époque comprise dans ce volume, qu'il ne nous reste presque plus rien à dire sur ces deux colonies. Le gouverneur général et les assemblées coloniales, toujours en bonne intelligence, y persévéraient dans le système de conduite qu'ils avaient adopté; et tous leurs actes, basés sur l'intérêt privé des colons, continuaient d'avoir pour but de se mettre, par tous les moyens possibles, en mesure d'empêcher l'exécution de l'article de la constitution de l'an III et des lois de la république sur la liberté générale.

Après avoir obtenu la déportation de tous les soldats venus avec les agents, les colons de l'île de France ne se crurent pas encore en sûreté, et il leur tardait de voir la colonie débarrassée entièrement des troupes européennes. Il ne restait alors dans l'île que les squelettes des 107e et 108e régiments, dont la plupart des officiers et sous-officiers, mariés à des femmes du pays, se trouvaient unis d'intérêt avec les habitants. L'assemblée coloniale comptait ainsi, avec raison, sur les chefs; mais les soldats ne lui inspiraient pas la même confiance. Soit que ceux-ci eussent, en effet, formé le projet de proclamer la liberté des esclaves, ou que l'assemblée eût seulement des craintes qu'ils le formassent par la suite, elle obtint, le 24 avril 1798, un

ordre du gouverneur Malartic, pour que les compagnies de grenadiers des deux régiments s'embarquassent sur la frégate la *Seine*, prête à partir en croisière. On présume que ces deux compagnies devaient être débarquées à Batavia ou à Mangalore, pour y passer au service de Tippoo. 17.8 - an VI. Colon. fr.

Voyant dans cet ordre un dessein formé par l'assemblée de se défaire d'eux comme de leurs camarades, qu'on avait envoyés périr dans une île, tombeau des Européens, les grenadiers se mutinèrent et refusèrent de s'embarquer. En vain leur assura-t-on qu'il n'était question que de faire une croisière, dans laquelle ils pourraient gagner de bonnes parts de prises, et nullement de les déporter, représentations, prières, tout fut inutile. Le gouverneur résolut alors d'avoir recours à la force pour se faire obéir.

Les grenadiers ayant entraîné le reste des soldats de leurs corps dans la révolte, les deux régiments prirent les armes, se pourvurent de cartouches et placèrent en batterie huit pièces de canon qui étaient dans la cour de leur caserne. Les officiers, presque tous attachés à la colonie par des liens de famille ou ceux de la propriété, loin de favoriser les soldats, firent les plus grands efforts pour les empêcher de se porter dans la ville, ce que toutefois quelques turbulents seuls avaient envie de faire, la majeure partie de la troupe, au contraire, voulant se borner à se tenir sur la défensive. La nuit se passa dans cet état.

La nouvelle de cette insurrection s'était sur-le-champ répandue dans l'île, et des ordres avaient été envoyés de toutes parts pour que tous les habitants en état de porter les armes se rendissent à la ville. Au point du jour, le 25, les tambours de la garde nationale battirent la générale, et chaque habitant courut à son poste, pensant que cette journée allait décider du destin de la colonie. Tout ayant été disposé pendant la nuit pour attaquer les soldats dans leur caserne, quatre pièces de canon et deux obusiers furent établis sur une hauteur qui dominait la cour où les deux régiments étaient en bataille. Douze pièces de campagne, traînées par de jeunes colons exercés à les servir, s'avancèrent de différents côtés à la tête de quatre colonnes de la garde nationale, et furent mises en batterie autour de la caserne; les mèches étaient allumées des deux côtés, et

1798 — an VI. Colon. fr. tout annonçait qu'un combat sanglant allait commencer.

En ce moment M. de Malartic se présente, suivi de quelques membres de l'assemblée coloniale; il somme les grenadiers d'obéir à l'ordre qu'il leur avait donné la veille, et d'aller sur-le-champ s'embarquer à bord de la *Seine*, pour partir en croisière. Les grenadiers réitèrent leur refus. Les membres de l'assemblée qui avaient accompagné le général le supplient alors de changer cet ordre et d'ordonner que les deux régiments tout entiers s'embarquent pour la France. Il cède à leurs désirs, et intime aux soldats ce nouvel ordre, en leur donnant jusqu'à midi pour faire leurs sacs. Ceux-ci, après avoir un peu hésité, acceptèrent cette proposition, et, le jour même, ils s'embarquèrent sur la frégate la *Seine* et sur un grand navire marchand qui fut frété pour les transporter en Europe. La plupart des officiers abandonnèrent leurs drapeaux et demeurèrent dans l'île : c'étaient en grande partie des officiers de l'ancien régime, beaucoup moins partisans de la république qu'attachés à la colonie.

La journée du 25 avril décida, en effet, du sort de l'île de France, gouvernée par elle-même, défendue par ses milices : à compter de ce jour, elle fut aussi indépendante en apparence de la métropole qu'elle l'était en réalité depuis 1792[1].

Nous allons maintenant parler des colonies françaises d'Amérique, et, poursuivant la marche que nous avons adoptée, nous commencerons par les îles du Vent.

Les mêmes causes qui, en 1796, mirent un terme aux succès que les armes républicaines avaient obtenus l'année précédente, continuant d'exercer leur influence en 1797 et 1798, l'histoire militaire de ces colonies n'offre aucun événement d'importance. Parmi les petites Antilles, la France ne possédait uniquement alors que la Guadeloupe et une partie de ses dé-

[1] Voici comment un auteur, que nous avons déjà cité, dépeint la situation de l'île de France après cette fameuse journée : « L'île ne renfermait plus dans son sein un seul individu qui ne fût intéressé à sa prospérité, et elle avait le bonheur d'être gouvernée par un général qui, bien qu'exerçant l'autorité au nom de la république française, n'avait d'autre volonté que celle de l'assemblée coloniale. »

GRANT'S, *History of Mauritius*.

pendances. Privé des secours de la métropole, Victor Hugues se bornait à continuer la guerre de corsaires qu'il faisait aux Anglais, et il avait de bonnes raisons pour la pousser avec activité. 1798 – an VI Colon. fr.

Dans ses expéditions maritimes, Hugues ménageait peu les neutres, et, dans les ports de la Guadeloupe, ils étaient exposés à des vexations. La conduite de cet agent amena de la mésintelligence entre la France et les États-Unis. Cette circonstance, et peut-être aussi les innombrables dénonciations dont il était l'objet, les actes arbitraires et les exactions dont on l'accusait sans cesse déterminèrent le Directoire à lui retirer des pouvoirs dont la durée ne devait être que de dix-huit mois, et qui avaient été prorogés beaucoup au delà de ce terme. Nous reprendrons notre récit à l'arrivée de son successeur.

L'état de Saint-Domingue, ainsi que nous l'avons dit, semblait s'améliorer depuis la venue des agents du Directoire. L'attachement des noirs pour Santhonax, les soins, le zèle et les efforts du général Desfourneaux, aidés de ceux de Toussaint Louverture, avaient produit ces heureux effets. La plupart des nègres étaient retournés aux ateliers; ceux qui étaient demeurés sous les armes avaient été soumis à une discipline plus exacte; les bandes errantes devenaient de jour en jour moins nombreuses, et les désordres qui avaient longtemps affligé l'île avaient presque entièrement cessé. Laveaux, nommé membre du conseil des Anciens, partit au commencement de 1797, et laissa le commandement militaire de la colonie au général Desfourneaux. Celui-ci ne tarda pas à se signaler par des succès contre les Anglais, les émigrés et les noirs insurgés contre la république.

La bataille de Vallière fut le plus important. Par cette bataille et les avantages que les chefs sous ses ordres remportèrent pendant la courte campagne qui la précéda, le général Desfourneaux eut l'honneur de terminer une guerre intestine qui durait depuis près de six ans. Le défaut de renseignements nous empêche de donner les détails de la bataille de Vallière; elle n'est connue jusqu'à présent que par ses résultats. Desfourneaux, dans cette action mémorable, acheva de vaincre et de disperser les restes de l'armée du trop fameux chef noir

1798 – an VI. Colon. fr. Jean François, qui fut d'abord général au service de l'Espagne, et depuis, lors de la paix entre cette puissance et la république, s'était mis à la solde de l'Angleterre et avait servi sous les ordres du comte de Rouvray. Les beaux quartiers de Vallière, Ouanaminte, Sainte-Suzanne, le Trou et la Grande-Rivière passèrent sous les lois de la république.

Après avoir opéré la soumission de cette partie importante du territoire de la région du nord de Saint-Domingue à l'autorité de la métropole, le général Desfourneaux entreprit de chasser les Anglais des postes qu'ils occupaient encore dans l'intérieur, et parvint à les resserrer dans les places fortes qu'ils possédaient, espérant bientôt les y assiéger. Ainsi se passa l'année 1797.

C'est vers la fin de cette année que se termina la mission de Santhonax, et qu'il quitta un pays où il exerça deux fois une autorité dont les actes ont fourni matière aux accusations les plus graves et les plus réitérées. Dépeint cent fois comme un monstre féroce par des orateurs qui souvent contribuèrent à former l'opinion publique, Santhonax, quelle que soit la réputation qu'on lui ait faite, n'a pas été convaincu des crimes qu'on lui imputait, puisqu'il n'a jamais été légalement accusé. Nous, qui n'avons point la mission de le juger, et qui nous sommes récusé d'avance à cet égard, nous laisserons à la postérité le soin de prononcer un jugement que les contemporains ne portent presque jamais d'une manière impartiale. Nous dirons, comme un membre du conseil des Cinq-Cents[1] : « Quel est celui de nous qui oserait se prétendre assez éclairé pour porter un jugement définitif sur les événements dont Saint-Domingue a été le théâtre, ainsi que sur les hommes qui y ont joué les principaux rôles? »

Santhonax, nommé membre du conseil des Cinq-Cents, aux élections de l'an V, par la colonie de Saint-Domingue, devait opter entre les fonctions d'agent du Directoire et celles de représentant; il s'était décidé à accepter les dernières. Cette détermination trompa l'attente de ses collègues. L'opinion qui s'établit dans la colonie que le départ de Santhonax serait le

[1] Guillemardet.

signal de nouveaux déchirements, pénétra dans le sein même 1798 an VI Colon. fr.
de la commission. Quelques troubles ayant éclaté à cette époque sur la montagne du port de Paix, on prétendit que la nouvelle de ce prochain départ en était la cause, et que les noirs le regardaient comme le terme de leur liberté.

Dans cette circonstance, les collègues de Santhonax, ne se sentant pas le courage de rester sans lui à Saint-Domingue, déclarèrent qu'ils abandonneraient la colonie s'il s'en éloignait. Ils résolurent de lui conférer une sorte de dictature. Santhonax s'opposa fortement à cette résolution; et il déclara à la commission que, les fonctions exécutives et celles de représentant du peuple étant incompatibles, il voulait renoncer aux premières, pour demeurer investi du caractère de député au Corps législatif; mais que, cédant au vœu de ses collègues de le voir continuer avec eux les fonctions de commissaire du gouvernement pendant quelque temps encore, il ajournerait son depart. C'est par suite de cet arrangement qu'il n'arriva à Paris qu'au commencement de 1798.

On ignore si Santhonax avait le dessein de prolonger davantage son séjour à Saint-Domingue; mais il parait qu'une conspiration avait été formée pour le déporter en France, et que la crainte qu'un jour on ne mit ce projet à exécution le détermina à hâter un peu son départ. Une chose prouvée par la lettre de Toussaint à Santhonax [1], c'est que le général noir secondait ceux qui voulaient expulser ce fonctionnaire. Ainsi, Toussaint se serait trouvé, probablement sans le savoir, l'agent des anciens propriétaires; car c'étaient eux qui, soutenus par les membres du nouveau tiers des deux conseils, faisaient mille efforts pour opérer à Saint-Domingue un mouvement qui y remit tout sur l'ancien pied. Toussaint, soit erreur, soit calcul, ne servait point alors les intérêts de sa caste; il ne

[1] Voici un passage de cette lettre : « Nommé député de la colonie au Corps législatif, des circonstances impérieuses vous firent un devoir de rester quelque temps encore au milieu de nous : alors votre présence était nécessaire. Des troubles nous avaient agités; il fallait les calmer. Aujourd'hui l'ordre, la paix, le zèle pour le rétablissement des cultures, nos succès sur nos ennemis extérieurs et leur impuissance vous permettent de vous rendre à vos fonctions. » (*Moniteur* du 19 pluviôse an VI.)

1798 an VI. Colon. fr. pouvait cependant pas en ignorer les alarmes. En effet, depuis que les discours de Vaublanc et de quelques-uns de ses collègues étaient parvenus dans les colonies, les anciens esclaves croyaient déjà voir leurs maîtres irrités venir les remettre sous un joug dont ils voulaient être affranchis pour jamais. La nouvelle du 18 fructidor renversa certains projets à Saint-Domingue comme en France, et Toussaint crut devoir, par une seconde lettre, pallier ses premières démarches envers Santhonax. Ceux qui avaient donné plus ou moins secrètement les mains au projet de son expulsion furent ceux qui lui témoignèrent les regrets les plus vifs de le voir partir.

Malgré tout ce qui s'était passé, le départ de Santhonax parut volontaire. Admis au conseil des Cinq-Cents comme député de Saint-Domingue, il put enfin, dans la séance du 16 pluviôse an VI, prendre la parole qu'on avait eue tant de fois contre lui, et qu'on chercha même à lui refuser encore.

Libre de faire entendre une justification adressée principalement à l'opinion publique, mais qui ne changea guère cette opinion, il commença son discours en imitant Scipion : « C'est aujourd'hui, citoyens collègues, s'écria-t-il, l'anniversaire de la déclaration de la liberté générale des noirs[1]. » Nous ne le suivrons pas dans cette longue apologie d'une conduite sur laquelle chacun prononce encore aujourd'hui selon ses opinions politiques ; nous extrairons seulement de son discours deux ou trois faits principaux qui, s'ils sont constatés, comme il l'assura, par des pièces authentiques, prouveraient que, sous sa seconde administration, la situation de Saint-Domingue s'était considérablement améliorée, et qu'il n'est pas absolument impossible de faire cultiver les colonies par des noirs libres[2].

[1] Le décret de la Convention à ce sujet fut rendu le 16 pluviôse an II.

[2] Il existe, sur ce dernier point, une autorité respectable, celle de M. Barbé-Marbois, dont Santhonax invoqua le témoignage. Dans son rapport au conseil des Anciens, le 7 messidor an V, M. Barbé-Marbois s'exprima ainsi :

« Déjà il est reconnu que les affranchis, soit qu'ils se mettent aux gages de ceux dont ils ont été les esclaves, soit qu'ils deviennent copartageants dans les produits, ainsi que nos vignerons, peuvent travailler utilement pour le propriétaire et pour eux-mêmes ; et que, pour être maintenus, l'on n'a pas besoin de la sévérité des châtiments. Le son de la cloche se fait entendre à des heures fixes et appelle, comme autrefois, les nègres aux tra-

Il annonça que, tant par les soins du général Laveaux et de l'ordonnateur Perroud, qui, les premiers, parvinrent à relever un grand nombre d'habitations dans la plaine du Cap et les montagnes des quartiers voisins, que par ceux qu'il avait pris lui-même après eux, il laissait dans la partie du nord de Saint-Domingue cent quatre-vingts sucreries en activité et donnant deux cent cinquante mille quintaux de sucre; que, pour exporter ces produits, deux cents navires neutres venaient annuellement au Cap; que les maisons louées dans cette ville pour le compte du gouvernement donnaient un revenu de six cent mille francs, etc., etc. 1798 — an VI. Colon. fr.

L'accusation que Santhonax prit le plus de soin de repousser fut celle d'avoir eu l'intention de rendre la colonie de Saint-Domingue indépendante. Nous n'en parlons que parce que cette partie de son discours contient une espèce de prophétie sur Toussaint Louverture, passage remarquable d'après le rôle qu'a joué plus tard ce chef noir, et auquel on le croyait alors peu propre[1]. « Certes, dit Santhonax, si quelqu'un pouvait être soupçonné de favoriser le système d'indépendance, ce serait sans doute celui dont la vie politique n'a été qu'une révolte continuelle contre la France, Toussaint-Louverture..... Il a trompé deux monarques[2]; fasse le Ciel qu'il ne trahisse jamais la république! »

Le Directoire nomma pour succéder à Santhonax le général Hédouville, l'un des compagnons de Hoche. Cette nomination faisant époque dans l'histoire de Saint-Domingue, nous partirons, dans notre prochain article sur cette colonie, de l'arrivée de ce nouvel agent au Cap-Français.

vaux; mais pour les animer, le bruit du fouet n'est pas nécessaire : *l'épreuve est faite, le succès n'est plus douteux.* »

[1] Santhonax lui-même disait de Toussaint : « Fait pour être gouverné, son sort est d'être soumis à une impulsion étrangère. »

[2] Le roi d'Espagne et le roi d'Angleterre.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1797 ET 1798.

Allemagne.

Moniteur. — *Dict. des sièges et batailles.* — Jomini, *Histoire critique*, *etc.* — *Campagnes de Moreau.* — *Mém. du maréchal Gouvion Saint-Cyr.* — *Principes de stratégie, etc.*, par l'archiduc Charles. — *Coup d'œil impartial sur les opérations, etc.* — Comte d'Ecquevilly, *Campagnes de Condé.* — *Vies des généraux Hoche, Moreau, Ney.* — *Histoire des guerres en Europe.* — Dedon, *Précis historique.* — Lacretelle, *Hist.* — *Mém., notes et documents manuscrits.*

Opérations des armées allemandes sur le Rhin en 1797 (en allemand). Cet ouvrage renferme un aperçu de la campagne sur le bas Rhin, attribué au général Werneck.

Relation du passage du Rhin effectué le premier Floréal an V, entre Killstett et Diersheim. Détails fort exacts sur cette opération.

Italie.

Moniteur. — Jomini. *Hist. critique*, etc. — Jubé et Servan. — *Dict. des sièges et batailles.* — Desjardins, *Guerres en Italie.* — *Histoire des guerres en Europe.* — Lacretelle, *Hist.* — *Vie du maréchal Lannes.* — *Siège de Mantoue.* — *Histoires, relations diverses des campagnes de Bonaparte en Italie.* — Pommereuil, *Campagnes du général Bonaparte en Italie.* — Dedon, *Précis historique.* — Koch, *Mémoires de Masséna.* — Gouvion Saint-Cyr, *Mém. pour servir à l'hist. militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.* — *Mémoires de Napoléon.* — *Correspondance inédite de Napoléon Bonaparte.* — *Campagnes de Naples.* — *Essai historique sur le Piémont.* — *Mémoires manuscrits du lieutenant général Thiébault.* — *Mém., notes, documents manuscrits et pièces officielles.* — *Gazette de Vienne.*

Journal militaire autrichien, année 1821. Renseignements utiles sur l'armée napolitaine pendant les campagnes de 1798 et 1799.

Coup d'œil rapide sur les opérations de la campagne de Naples, jusqu'à l'entrée des Français dans cette ville, par le général de brigade Bonnamy. L'auteur, qui était chef de l'état-major général de l'armée française, a été à même de donner des renseignements précis sur les opérations de cette armée.

Histoire des légions polonaises en Italie, sous le commandement du général Dombrowsky, par Léonard Chodzko. Ouvrage peu utile sous le point de vue militaire, mais écrit dans une louable intention.

France.

Moniteur. — Lacretelle, *Précis historique.* — *Essai historique et critique sur la révolution française*, par P*****. — *Révolution du 18 fructidor.* — *Vie de Hoche.* — *Hist. de Bonaparte.* — *Mém. et documents manuscrits.*

Suisse.

Moniteur. — Lacretelle, *Précis historique.* — *Relation de la guerre de Suisse.* — *Hist. des guerres en Europe.* — *Mémoires et notes communiqués.*

Histoire des événements militaires en Helvétie et dans les Alpes Rhétiennes, etc., par le colonel Wieland (en allemand). Ouvrage utile à consulter.

Mallet du Pan, *Essai historique sur la destruction de la ligue et de la liberté helvétiques*. Peu important sous le rapport de l'histoire militaire.

Expédition d'Irlande.

Moniteur. — Journaux anglais. — Annual Register. — Naval Chronicle. — Vie de Hoche. — Vie de Nelson. — Journaux nautiques. — Mém. manuscrits, etc.

History of the rebellion in Ireland in the year 1798, etc., by the rev. James Gordon. Histoire plus politique que militaire.

A narrative of what passed at Killala. Détails sur ce qui se passa au moment du débarquement des troupes expéditionnaires commandées par le général Humbert. Renseignements utiles.

Colonies, événements maritimes.

Moniteur. — Journaux nautiques. — Coup d'œil sur les colonies. — Mém. et comptes rendus, par Laveaux. — Grant's *History of Mauritius.* — Edward's *History of Santo-Domingo. — Mém. manuscrits, notes communiquées, etc.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

Première Coalition.

CHAPITRE XVIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XIX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XXI.

ANNÉE 1797.

CHAPITRE XXII.

SUITE DE L'ANNÉE 1797.

LIVRE SECOND.

Seconde coalition.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1798.

La planche que nous plaçons ici est le *fac-simile* d'une carte rapidement tracée à la plume, et qui indique une partie du terrain sur lequel se livra la bataille d'Arcole, en 1796.

Ce papier fut donné par le général Bertrand à M. Warden, chirurgien du vaisseau *le Northumberland*, qui servit à transporter Napoléon Bonaparte et sa suite à l'île Sainte-Hélène en 1815.

Le texte lisible, que l'on voit au bas du plan, n'est autre chose que l'explication du griffonnage placé au-dessous de chaque *alinéa*. Ce griffonnage est de la main de Bonaparte, qui a voulu rendre compte d'un des principaux incidents de la bataille, auquel la carte ou plan sert de développement.

Le général Bertrand, dans l'intention, sans doute, d'épargner à M. Warden la peine de déchiffrer les caractères presque illisibles de Napoléon, a écrit lui-même, au-dessus de chacune des notes, les mots qu'elles renferment.

Comme ces deux *fac-simile* de Napoléon et de Bertrand sont un peu embrouillés, nous en rétablissons ici le texte de suite et en entier, pour l'intelligence des lecteurs :

« La route de Ronco à Arcole rencontre à demi-chemin l'Alpon, « et, de là, suit la rive droite de ce petit ruisseau, jusques au point « qui tourne perpendiculairement à droite, et entre dans le village. « Les Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village, la « gauche vers l'embouchure, sur la rive droite de l'Alpon. Par ce « bivouac, ils avaient devant leur front le chemin de Ronco à Ar- « cole, dont il n'était séparé que par la rivière. En tirant devant « eux, ils prenaient en flanc la colonne dont la tête était sur Ar- « cole. »

Cette note de Bonaparte paraît destinée à expliquer pourquoi les colonnes d'attaque du 15 et du 16 novembre ne réussirent point à emporter le village d'Arcole de front, et à donner en même temps la cause de la perte énorme qu'elles éprouvèrent dans ces deux journées.

CARTES ET PLANS

CONTENUS DANS CE VOLUME.



